



# THÈSE

En vue de l'obtention du

## DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par

Université Toulouse Jean Jaurès

---

Présentée et soutenue par

**Claire Mansour**

Le 14 septembre 2018

### **Diffusion et évolution des mouvements sociaux dans les longues années soixante au Royaume-Uni : 1956-1979**

---

**École doctorale et discipline ou spécialité**

ED ALLPH@ : Langues, Littératures, Arts et Civilisations du Monde Anglophone

**Unité de recherche**

EA 801 – Laboratoire Cultures Anglo-Saxonnes

**Sous la direction de**

Monsieur Vincent Latour, Professeur des Universités, Université Toulouse Jean Jaurès

**Jury**

Madame Florence Binard, Professeure des Universités, Université Paris Diderot  
Madame Nathalie Duclos, Professeure des Universités, Université Toulouse Jean Jaurès  
Monsieur Romain Garbaye, Professeur des Universités, Université Sorbonne Nouvelle  
Monsieur Jean-Paul Révauger, Professeur Émérite, Université Bordeaux Montaigne

**Université Toulouse Jean Jaurès**  
**Laboratoire Cultures Anglo-Saxonnes**

**THÈSE**

Pour obtenir le grade de  
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ  
Civilisation britannique

**Diffusion et évolution des mouvements  
sociaux dans les longues années soixante  
au Royaume-Uni : 1956-1979**

**Claire Mansour**

Présentée et soutenue publiquement  
Le 14 septembre 2018

Sous la direction de  
Monsieur Vincent Latour, Professeur des Universités, Université Toulouse Jean Jaurès

**JURY**

Madame Florence Binard, Professeure des Universités, Université Denis Diderot Paris 7  
Madame Nathalie Duclos, Professeure des Universités, Université Toulouse Jean Jaurès  
Monsieur Romain Garbaye, Professeur des Universités, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3  
Monsieur Jean-Paul Révauger, Professeur Émérite, Université Bordeaux Montaigne

---

## Remerciements

---

Je tiens tout d'abord à remercier sincèrement mon directeur de recherche, Monsieur Vincent Latour, pour son soutien tout au long de mon doctorat. Il m'a accordé une grande liberté dans l'élaboration de ce projet, tout en m'offrant ses conseils lorsque j'en avais besoin. Sa disponibilité, ses remarques, et ses relectures de chacune de mes productions m'ont été d'une aide précieuse.

Je souhaite également adresser mes remerciements aux membres du jury, qui ont accepté que je leur soumette mon travail, et plus particulièrement Madame Nathalie Duclos, qui avait dirigé mes recherches de master et m'avait conseillée pour mon inscription en thèse.

Je voudrais aussi exprimer ma gratitude au personnel de l'*Institute of Race Relations* à Londres pour leur gentillesse et leur dévouement malgré leur situation de sous-effectif, allant jusqu'à raccourcir leur pause-déjeuner pour me laisser davantage de temps pour consulter les collections d'archives.

Je remercie le Département des Études du Monde Anglophone de l'Université Toulouse Jean Jaurès et l'école doctorale Allph@ de m'avoir permis de réaliser mon doctorat dans d'excellentes conditions, grâce à un contrat doctoral et deux contrats d'ATER.

Un grand merci à ma famille et à mes amis, qui m'ont épaulée et m'ont permis de me changer les idées pendant ces cinq années de thèse.

Je suis infiniment reconnaissante à Fabienne, Najib et Charles Mansour pour leur soutien indéfectible, leur aide et leurs encouragements sans cesse renouvelés.

Une pensée particulière, enfin, pour Mark, que je remercie de tout cœur pour sa patience, sa compréhension, et son réconfort.



# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>17</b>
Objet d'étude et cadre temporel .....	20
Axes d'études et cadres théoriques .....	24
Méthodologie et sources .....	29
Choix de traduction .....	34
Présentation du plan.....	35
<b>1. LES MOUVEMENTS DE PREMIERE GENERATION .....</b>	<b>37</b>
<b>1.1. LE MOUVEMENT POUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE .....</b>	<b>40</b>
1.1.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux.....	41
1.1.1.1. <i>Contexte de la guerre froide et menace nucléaire</i> .....	41
1.1.1.2. <i>Rôle déclencheur de la mobilisation anti-Suez</i> .....	43
1.1.1.3. <i>La Nouvelle Gauche</i> .....	46
1.1.1.4. <i>Ère d'opulence et culture de rébellion</i> .....	48
1.1.2. Prise de conscience et prémices du mouvement 1952-1957.....	51
1.1.2.1. <i>Un pacifisme s'inscrivant dans la tradition de la non-violence gandhienne</i> .....	51
1.1.2.2. <i>Phase constitutionnelle</i> .....	53
1.1.3. Apogée du mouvement : 1958-62 .....	54
1.1.3.1. <i>Formation des organisations clés</i> .....	54
1.1.3.2. <i>Les grandes marches de Pâques</i> .....	56
1.1.3.3. <i>Cadrage moral de la situation</i> .....	59
1.1.3.4. <i>Perspectives internationalistes</i> .....	62
1.1.3.5. <i>Diffusion outre-Atlantique et à travers le monde</i> .....	64
1.1.4. Déclin .....	72
1.1.4.1. <i>Divisions internes</i> .....	72
1.1.4.2. <i>Signal d'ouverture de la structure des opportunités politiques</i> .....	74
1.1.4.3. <i>Conclusion et impact du mouvement</i> .....	76
<b>1.2. LE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE DU VIETNAM .....</b>	<b>79</b>
1.2.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux.....	80
1.2.1.1. <i>Escalade du conflit</i> .....	80

1.2.1.2. <i>La politique d'équilibriste de Wilson</i> .....	81
1.2.1.3. <i>Une ligne impopulaire</i> .....	82
1.2.2. <i>Continuité avec le mouvement pour le désarmement nucléaire, diffusion et phase modérée : 1965-66</i> .....	84
1.2.2.1. <i>Structure organisationnelle</i> .....	84
1.2.2.2. <i>Extension du cadrage moral</i> .....	87
1.2.2.3. <i>Internationalisme</i> .....	89
1.2.2.4. <i>États-Unis et Royaume-Uni : deux mouvements parallèles</i> .....	91
1.2.2.5. <i>Naissance de la contre-culture</i> .....	93
1.2.2.6. <i>La technique du teach-in</i> .....	96
1.2.3. <i>Apogée du mouvement : 1967-68</i> .....	98
1.2.3.1. <i>Création des organisations spécifiques</i> .....	98
1.2.3.2. <i>Adoption du cadre anti-impérialiste des insurgés vietnamiens</i> .....	99
1.2.3.3. <i>Le tournant de 1967</i> .....	103
1.2.3.4. <i>Les grandes manifestations de 1968</i> .....	105
1.2.4. <i>Déclin de la mobilisation</i> .....	107
1.2.4.1. <i>Baisse de la participation</i> .....	107
1.2.4.2. <i>De nouveaux chevaux de bataille</i> .....	108
1.2.4.3. <i>Potentiel fédérateur de la mobilisation contre le Vietnam</i> .....	110
1.2.4.4. <i>Conclusion et impact du mouvement</i> .....	112
<b>1.3. LE MOUVEMENT ETUDIANT</b> .....	<b>115</b>
1.3.1. <i>Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux</i> .....	116
1.3.1.1. <i>Réformes de l'enseignement supérieur : discours et réalité</i> .....	116
1.3.1.2. <i>Influence de l'insurrection hongroise de 1956</i> .....	119
1.3.2. <i>Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1956-1967</i> .....	120
1.3.2.1. <i>Le mouvement pour le désarmement nucléaire</i> .....	120
1.3.2.2. <i>Campagnes contre les discriminations raciales</i> .....	122
1.3.2.3. <i>Campagne contre les discriminations envers les étudiants étrangers</i> .....	126
1.3.2.4. <i>Élément déclencheur : les « troubles » à la LSE, 1966-67</i> .....	128
1.3.2.5. <i>Le mouvement contre la guerre du Vietnam</i> .....	132
1.3.3. <i>Apogée du mouvement : 1967-75</i> .....	133
1.3.3.1. <i>Formation des organisations clés</i> .....	133
1.3.3.2. <i>Les « droits des étudiants »</i> .....	136
1.3.3.3. <i>Le retour de flamme conservateur et les dossiers confidentiels</i> .....	140

1.3.3.4. Adoption d'un cadre d'action collective marxisant influencé par mai 1968...	141
1.3.3.5. Alliance avec les travailleurs .....	143
1.3.3.6. Adoption des cadres et des tactiques du mouvement ouvrier .....	149
1.3.3.7. Retour vers les valeurs de la gauche traditionnelle.....	151
1.3.4. Déclin .....	153
1.3.4.1. Divisions et querelles intestines .....	153
1.3.4.2. Fermeture de la structure des opportunités politiques .....	154
1.3.4.3. Conclusion et impact du mouvement .....	157
<b>1.4. LE MOUVEMENT OUVRIER.....</b>	<b>161</b>
1.4.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux.....	163
1.4.1.1. Montée en puissance des syndicats.....	163
1.4.1.2. Rôle majeur des délégués d'atelier.....	165
1.4.1.3. Anti-communisme et Nouvelle Gauche .....	167
1.4.2. Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1956-1968 .....	173
1.4.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire .....	173
1.4.2.2. La grève des marins de 1966 .....	177
1.4.2.3. Le mouvement contre la guerre du Vietnam .....	179
1.4.2.4. Le mouvement étudiant et mai 1968.....	182
1.4.3. Apogée du mouvement : 1968-79 .....	184
1.4.3.1. Opposition aux réformes des syndicats.....	184
1.4.3.2. La grève des mineurs de 1972.....	188
1.4.3.3. Campagne pour le droit à l'emploi .....	191
1.4.3.4. Campagne pour le droit au logement .....	195
1.4.3.5. Le cas des travailleurs des services publics.....	199
1.4.4. Déclin .....	204
1.4.4.1. Fermeture de la structure des opportunités politiques .....	204
1.4.4.2. Conclusion et impact du mouvement .....	207
<b>1.5. LE MOUVEMENT POUR L'ÉGALITÉ RACIALE .....</b>	<b>209</b>
1.5.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux.....	210
1.5.1.1. Vague d'immigration d'après-guerre.....	210
1.5.1.2. La colour bar : un racisme systémique .....	212
1.5.1.3. Hostilité des autochtones et sentiment de désillusion.....	214
1.5.1.4. « L'Atlantique noir » .....	216

1.5.2. Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1956-67 .....	219
1.5.2.1. <i>Le mouvement pour le désarmement nucléaire</i> .....	219
1.5.2.2. <i>Le mouvement pour les droits civiques des noirs américains</i> .....	222
1.5.2.3. <i>Les mouvements de libération nationale dans les colonies et dominions             britanniques en Afrique</i> .....	227
1.5.2.4. <i>La campagne contre la colour bar</i> .....	229
1.5.2.5. <i>Revirement du Parti travailliste et montée du racisme</i> .....	232
1.5.3. Apogée du mouvement : 1967-79 .....	233
1.5.3.1. <i>Le tournant du Black Power</i> .....	233
1.5.3.2. <i>Le combat contre le racisme étatique</i> .....	240
1.5.3.3. <i>La lutte contre le racisme de l'extrême droite</i> .....	243
1.5.3.4. <i>L'égalité raciale au travail</i> .....	247
1.5.4. Déclin .....	250
1.5.4.1. <i>Division du mouvement et montée du communautarisme</i> .....	250
1.5.4.2. <i>Fermeture de la structure des opportunités politiques</i> .....	252
1.5.4.3. <i>Conclusion et impact du mouvement</i> .....	254
<b>2. LES MOUVEMENTS DE DEUXIEME GENERATION.....</b>	<b>258</b>
<b>2.1. LE MOUVEMENT FEMINISTE .....</b>	<b>259</b>
2.1.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux .....	261
2.1.1.1. <i>L'impact de la Seconde Guerre mondiale : un nombre croissant de femmes sur                     le marché du travail</i> .....	261
2.1.1.2. <i>Libéralisation des mœurs</i> .....	265
2.1.1.3. <i>Influence des travaux de psychologie sur la condition des femmes</i> .....	268
2.1.2. Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1962-69 .....	270
2.1.2.1. <i>Le mouvement pour le désarmement nucléaire</i> .....	270
2.1.2.2. <i>Le mouvement contre la guerre du Vietnam</i> .....	275
2.1.2.3. <i>Le mouvement étudiant</i> .....	278
2.1.2.4. <i>Le mouvement pour l'égalité raciale</i> .....	279
2.1.2.5. <i>Le mouvement ouvrier</i> .....	281
2.1.2.6. <i>Le mouvement de libération des femmes aux États-Unis</i> .....	283
2.1.3. Apogée du mouvement : 1970-79 .....	288
2.1.3.1. <i>Première conférence nationale au Ruskin College, à Oxford en 1970</i> .....	288
2.1.3.2. <i>Couverture médiatique et création de publications spécifiques</i> .....	289
2.1.3.3. <i>Campagne de syndicalisation des agents de nettoyage de nuit</i> .....	292

2.1.3.4. Campagne contre le retrait de la loi sur l'avortement.....	294
2.1.3.5. Création des women's centres .....	296
2.1.3.6. Campagne contre les violences faites aux femmes .....	297
2.1.4. Déclin .....	300
2.1.4.1. Division du mouvement.....	300
2.1.4.2. Fermeture de la structure des opportunités politiques .....	301
2.1.4.3. Conclusion et impact du mouvement .....	304
<b>2.2. LE MOUVEMENT GAY ET LESBIEN .....</b>	<b>307</b>
2.2.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux.....	309
2.2.1.1. Impact de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide.....	309
2.2.1.2. Influence des travaux de psychologie .....	310
2.2.1.3. Publication des rapports de l'Eglise Anglicane et de la commission parlementaire Wolfenden.....	312
2.2.1.4. Libération des mœurs et campagne réformatrice.....	313
2.2.2. Influence des mouvements précédents .....	315
2.2.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire .....	315
2.2.2.2. Le mouvement contre la guerre du Vietnam .....	316
2.2.2.3. Le mouvement étudiant.....	318
2.2.2.4. Le mouvement de libération gay aux États-Unis.....	321
2.2.2.5. Le mouvement pour l'égalité raciale.....	324
2.2.2.6. Le mouvement féministe.....	326
2.2.3. Apogée du mouvement : 1970-79 .....	330
2.2.3.1. Structure organisationnelle.....	330
2.2.3.2. Campagne de sensibilisation du grand public .....	332
2.2.3.3. Campagne contre les discriminations homophobes dans les bars.....	334
2.2.3.4. Création d'institutions collectives alternatives .....	336
2.2.3.5. Campagne contre les discriminations à l'embauche et au travail.....	337
2.2.4. Déclin .....	339
2.2.4.1. Montée du conservatisme moral.....	339
2.2.4.2. Fermeture de la structure des opportunités politiques .....	341
2.2.4.3. Conclusion et impact du mouvement .....	342
<b>2.3. LES MOUVEMENTS POUR LES DROITS CIVIQUES, L'AUTO-DETERMINATION ET LA PAIX EN IRLANDE DU NORD.....</b>	<b>345</b>
2.3.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux.....	346

2.3.1.1. <i>Le courant œcuménique</i> .....	346
2.3.1.2. <i>L'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants réformistes</i> .....	349
2.3.1.3. <i>Montée du fondamentalisme protestant et de l'extrémisme unioniste</i> .....	351
2.3.1.4. <i>L'impact du Welfare State sur la population catholique</i> .....	353
2.3.2. <i>Influence des mouvements précédents sur le mouvement pour les droits civiques : 1958-69</i> .....	356
2.3.2.1. <i>Le mouvement pour le désarmement nucléaire</i> .....	356
2.3.2.2. <i>Le mouvement pour l'égalité raciale</i> .....	359
2.3.2.3. <i>Le mouvement ouvrier</i> .....	364
2.3.2.4. <i>Le mouvement étudiant</i> .....	368
2.3.2.5. <i>Le mouvement contre la guerre du Vietnam</i> .....	374
2.3.3. <i>Basculement vers des mouvements d'auto-détermination : 1969-75</i> .....	377
2.3.3.1. <i>Le mouvement pour l'auto-détermination des catholiques</i> .....	377
2.3.3.2. <i>Le mouvement pour l'auto-détermination des protestants</i> .....	382
2.3.4. <i>Le mouvement pour la paix : 1976-79</i> .....	385
2.3.5. <i>Déclin</i> .....	387
2.3.5.1. <i>Fermeture de la structure des opportunités politiques</i> .....	387
2.3.5.2. <i>Impact et conclusion</i> .....	390
<b>2.4. LES MOUVEMENTS NATIONALISTES GALLOIS ET ECOSSAIS .....</b>	<b>393</b>
2.4.1. <i>Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux</i> .....	395
2.4.1.1. <i>Création des partis nationalistes dans l'entre-deux-guerres</i> .....	395
2.4.1.2. <i>Londres : un centre du pouvoir perçu comme trop lointain</i> .....	397
2.4.1.3. <i>Déclin de l'Empire britannique</i> .....	399
2.4.2. <i>Influence des autres mouvements et phase modérée : 1956-1966</i> .....	401
2.4.2.1. <i>Le mouvement pour le désarmement nucléaire</i> .....	401
2.4.2.2. <i>Le mouvement étudiant</i> .....	405
2.4.2.3. <i>Le mouvement ouvrier</i> .....	407
2.4.2.4. <i>Le mouvement pour l'égalité raciale</i> .....	410
2.4.2.5. <i>Le mouvement contre la guerre du Vietnam</i> .....	414
2.4.2.6. <i>Le mouvement nationaliste irlandais</i> .....	416
2.4.3. <i>Mouvement de masse : 1967-79</i> .....	420
2.4.3.1. <i>Défense du gallois et du gaélique écossais</i> .....	420
2.4.3.2. <i>Campagnes pour sauver les emplois locaux</i> .....	425
2.4.3.3. <i>Demandes d'autonomie politique</i> .....	430

2.4.4. Déclin .....	434
2.4.4.1. <i>Fermeture de la structure des opportunités politiques</i> .....	434
2.4.4.2. <i>Conclusion et impact du mouvement</i> .....	439
<b>2.5. LE MOUVEMENT ECOLOGISTE.....</b>	<b>441</b>
2.5.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux.....	442
2.5.1.1. <i>Impact de la Seconde Guerre mondiale et prise de conscience écologique</i> ....	442
2.5.1.2. <i>Prospérité : l'envers du décor</i> .....	444
2.5.1.3. <i>Une nouvelle vision biocentrée</i> .....	448
2.5.2. Influence des mouvements précédents .....	450
2.5.2.1. <i>Le mouvement pour le désarmement nucléaire</i> .....	450
2.5.2.2. <i>Le mouvement contre la guerre du Vietnam</i> .....	455
2.5.2.3. <i>Le mouvement étudiant</i> .....	458
2.5.2.4. <i>Le mouvement ouvrier</i> .....	461
2.5.2.5. <i>Le mouvement pour l'égalité raciale</i> .....	465
2.5.2.6. <i>Le mouvement féministe</i> .....	468
2.5.2.7. <i>Les mouvements nationalistes gallois et écossais</i> .....	470
2.5.3. Mouvement de masse : 1970-79 .....	472
2.5.3.1. <i>Campagnes pour la protection des animaux</i> .....	472
2.5.3.2. <i>Campagne pour le recyclage des déchets</i> .....	475
2.5.3.3. <i>Campagne contre le trafic automobile</i> .....	477
2.5.3.4. <i>La mobilisation contre le nucléaire civil</i> .....	479
2.5.4. Déclin .....	482
2.5.4.1. <i>Fermeture de la structure des opportunités politiques</i> .....	482
2.5.4.2. <i>Résurgence du mouvement pour le désarmement nucléaire</i> .....	483
2.5.4.3. <i>Conclusion et impact du mouvement</i> .....	485
<b>3. CONCLUSION .....</b>	<b>489</b>
<b>4. BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>503</b>
<b>4.1. SOURCES PRIMAIRES .....</b>	<b>505</b>
4.1.1. Articles de presse classés par ordre chronologique.....	505
4.1.2. Archives en ligne .....	539
4.1.3. Documents officiels .....	540
4.1.4. Manifestes de partis politiques .....	541
4.1.5. Documents émanant du monde associatif .....	541

4.1.6. Discours.....	543
4.1.7. Mémoires, autobiographies et témoignages .....	544
4.1.8. Autres supports .....	544
<b>4.2. SOURCES SECONDAIRES.....</b>	<b>544</b>
4.2.1. Ouvrages.....	544
4.2.2. Contributions à des ouvrages collectifs.....	548
4.2.3. Thèses universitaires .....	550
4.2.4. Articles scientifiques.....	551
4.2.5. Communications dans une manifestation scientifique .....	554
4.2.6. Autres articles .....	554
<b>5. ANNEXES.....</b>	<b>557</b>
<b>6. INDEX.....</b>	<b>591</b>

## Liste des acronymes

AAM *Anti-Apartheid Movement*  
 AEU *Amalgamated Engineering Union*  
 AIL *Anti-Internment League*  
 ALF *Animal Liberation Front*  
 ANC *African National Congress*  
 ANL *Anti-Nazi League*  
 AUEW *Amalgamated Union of Engineering Workers*  
 AEF *Amalgamated Union Engineering and Foundry Workers*  
 BBC *British Broadcasting Corporation*  
 BCPV *British Campaign for Peace in Vietnam*  
 BLF *Black Liberation Front*  
 BNP *British National Party*  
 BPA *Black Peoples' Alliance*  
 BPM *Black Panther Movement*  
 BPP *Black Panther Party*  
 C100 *Committee of 100*  
 CAO *Committee of African Organisations*  
 CARD *Campaign Against Racial Discrimination*  
 CHE *Campaign for Homosexual Equality*  
 CIG *Cymdeithas yr Iaith Gymraeg (Welsh Language Society)*  
 CND *Campaign for Nuclear Disarmament*  
 CNVA *Committee for Non-Violent Action*  
 CORE *Congress for Racial Equality*  
 CPGB *Communist Party of Great Britain*  
 CSJ *Campaign for Social Justice*  
 DAC *Direct Action Committee (Against Nuclear War)*  
 DDT *Dichloro-Diphényl-Trichloroéthane*  
 DHAC *Derry Housing Action Committee*  
 DUAC *Derry Unemployed Action Committee*

DUP *Democratic Party of Ulster*  
FBU *Fire Brigades Union*  
FCPU *Free Presbyterian Church of Ulster*  
FoE *Friends of the Earth*  
GLF *Gay Liberation Front*  
GUSNA *Glasgow University Student Nationalist Association*  
HLRS *Homosexual Law Reform Society*  
HSA *Hunt Saboteurs Association*  
ICTU *Irish Congress of Trade Unions*  
IMG *International Marxist Group*  
IRA *Irish Republican Army*  
IS *International Socialists*  
ISC *Irish Solidarity Campaign*  
IWA *Indian Workers' Association*  
IWC *Institute for Workers Control*  
LCDTU *Liaison Committee for the Defence of Trade Unions*  
LEL *League of Empire Loyalists*  
LPYS *Labour Party Young Socialists*  
LSE *London School of Economics*  
MAC *Mudiad Amddiffyn Cymru (Movement for the Defence of Wales)*  
MCF *Movement for Colonial Freedom*  
NAACP *National Association for the Advancement of Coloured People*  
NAC *National Abortion Campaign*  
NALGO *National Association of Local Government Officers*  
NF *National Front*  
NICRA *Northern Civil Rights Association*  
NICICTU *Northern Ireland Committee of the Irish Congress of Trade Unions*  
NILP *Northern Ireland Labour Party*  
NJACWER *National Joint Action Committee for Women's Equal Rights*  
NLB *National League of the Blind*

NLF *National Liberation Front (for South Vietnam)*  
NOW *National Organization of Women*  
NUM *National Union of Mineworkers*  
NUPE *National Union of Public Employees*  
NUS *National Union of Students*  
NUT *National Union of Teachers*  
OWAAD *Organisation of Women of Asian and African Descent*  
PD *People's Democracy*  
PN *Peace News*  
PPU *Peace Pledge Union*  
PWA *Pakistani Workers' Association*  
RAR *Rock Against Racism*  
RPS *Racial Preservation Society*  
RSA *Radical Student Alliance*  
RSSF *Revolutionary Socialist Student Federation*  
RUC *Royal Ulster Constabulary*  
SCND *Scottish Council for Nuclear Disarmament*  
SCRAM *Scottish Campaign to Resist the Atomic Menace*  
SDS *Student for a Democratic Society*  
SLL *Socialist Labour League*  
SLP *Scottish Labour Party*  
SNCC *Student Non-Violent Co-ordinating Committee*  
SNP *Scottish National Party*  
SPG *Special Patrol Group*  
STUC *Scottish Trades Union Congress*  
SWP *Socialist Workers Party*  
TGWU *Transport and General Workers' Union*  
TOM *Troops Out Movement*  
TUC *Trades Union Congress*  
VSC *Vietnam Solidarity Campaign*

UCPA *Universal Coloured People's Association*  
UCS *Upper Clyde Shipbuilders*  
UDA *Ulster Defence Association*  
ULR *University and Left Review*  
UPV *Ulster Protestant Volunteers*  
URSS *Union des républiques socialistes soviétiques*  
UVF *Ulster Volunteer Force*  
UUP *Ulster Unionist Party*  
WIG *West Indian Gazette*  
WLW *Women's Liberation Workshop*  
WRP *Workers Revolutionary Party*  
WSP *Women's Strike for Peace*  
WWF *World Wildlife Fund*  
YAM *Youth Asian Movement*  
YS *Young Socialists*

# **INTRODUCTION**



« *When someone demonstrates that people are not powerless, they may begin to act again.* »

Cette citation de l'historien britannique Eric Hobsbawm souligne l'importance des phénomènes de diffusion dans l'évolution de la dynamique contestataire. Dans un article du journal de la gauche radicale *The Black Dwarf* daté du 1<sup>er</sup> juin 1968, Hobsbawm analysait les événements de mai 1968 en France, louant l'exemple des étudiants qui avaient ouvert la voie à une insurrection ouvrière à travers le pays, et peut-être même au-delà<sup>1</sup>. Suite à la répression des occupations des universités de Nanterre et de la Sorbonne, des barricades furent érigées spontanément dans le Quartier latin pour repousser l'assaut des forces de l'ordre dans la nuit du 10 mai. La brutalité de la confrontation poussa les ouvriers à rejoindre la lutte contre le gouvernement et leurs employeurs, à travers une série d'occupations d'usines et une grève générale atteignant un pic de près de 10 millions de travailleurs, selon les chiffres des militants<sup>2</sup>. Hobsbawm espérait donc que cette rébellion devienne une source d'inspiration pour d'autres peuples, notamment les Britanniques. Selon lui, il suffisait que les efforts collectifs d'un groupe d'individus parviennent à infléchir le cours des événements pour que d'autres groupes se décident à agir à leur tour. Il voyait dans la révolte populaire un éternel recommencement : un groupe précurseur insufflait une dynamique de protestation en poussant d'autres groupes à se mobiliser, jusqu'à ce que la contestation s'étiolle, pour faire bientôt place à un nouveau cycle. Cette vision révèle le rôle-clé des interactions entre les différents acteurs, mais aussi entre les mouvements sociaux de la même période, à la fois à

---

<sup>1</sup> « Theory turned sideways », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1968, pp. 4-5.

<sup>2</sup> « La semaine enragée », *Action*, 13 mai 1968, pp. 1-2. « Le théâtre des opérations », *Action*, 5 juin 1968, p. 3.

l'échelle nationale et internationale, préoccupations centrales à la présente étude. Avant d'aller plus avant, il convient de définir précisément les différents éléments qui serviront de socle à l'analyse.

## Objet d'étude et cadre temporel

Les différents mouvements sociaux de la période des longues années soixante au Royaume-Uni seront l'objet d'étude de cette thèse. Il s'agira tout d'abord d'essayer de définir ce qui constitue un mouvement social. Les sociologues américains Jeffrey Goodwin et James Jasper proposent la définition suivante : « *Social movements are conscious, concerted, and sustained efforts by ordinary people to change some aspects of their society by using extra-institutional means* »<sup>3</sup>. Ils identifient six caractéristiques essentielles. Tout d'abord, les mouvements sociaux sont le fruit d'une décision consciente et réfléchie des protagonistes d'unir leurs forces, ce qui les distingue des phénomènes spontanés, comme les émeutes. Ces protagonistes sont généralement des gens ordinaires, issus de la société civile, par opposition à la classe dirigeante ou aux membres des forces armées. Ils ont recours à des formes d'actions se situant à l'extérieur du cadre institutionnel, qu'ils peuvent maintenir sur des périodes prolongées, afin d'obtenir un certain nombre de changements au sein de la société. En cela, ils diffèrent des campagnes, qui se composent d'une série d'actions collectives effectuées dans un seul but spécifique, et s'inscrivent donc sur une durée plus courte. Le mouvement féministe avait par exemple vocation à transformer la société en vue d'obtenir l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans cette optique, il abritait en son sein plusieurs campagnes ciblant des domaines plus limités, comme l'égalité salariale ou l'arrêt des violences faites aux femmes. La période étudiée vit l'émergence d'une dizaine de mouvements correspondant à la définition précédemment évoquée et qui

---

<sup>3</sup> Jeff GOODWIN et James JASPER (éds), *The Social Movements Reader: Cases and Concepts*, Chichester : Wiley Blackwell, 2015, p. 3.

seront analysés dans le cadre de cette thèse : le mouvement pour le désarmement nucléaire ; le mouvement contre la guerre du Vietnam ; le mouvement étudiant ; le mouvement ouvrier ; le mouvement pour l'égalité raciale ; le mouvement féministe ; le mouvement gay et lesbien ; les mouvements pour les droits civiques, l'auto-détermination et la paix en Irlande du Nord ; les mouvements nationalistes gallois et écossais et, enfin, le mouvement écologiste.

Selon certains spécialistes, les mouvements sociaux apparus dans les années 1960-70 dans de nombreux pays occidentaux auraient développé des particularités inédites, les différenciant de ceux qui les ont précédés. Les singularités de ces « nouveaux mouvements sociaux » – du nom de la théorie et de son objet d'étude – résidaient principalement dans leurs modes d'action innovants, leur structure organisationnelle décentralisée, et leurs revendications à forte dimension morale. Ils auraient émergé suite à l'évolution des sociétés industrielles occidentales en sociétés « post-industrielles ». Ce concept fut forgé par les sociologues Alain Touraine en France, et Daniel Bell aux États-Unis, pour renvoyer aux changements profonds induits par les progrès technologiques, la prospérité économique et la prépondérance du secteur tertiaire dans l'emploi et l'économie au détriment du secteur secondaire<sup>4</sup>. Ils soulignaient le rôle-clé joué par la connaissance et l'information dans ces nouvelles sociétés, bouleversant la structure des rapports sociaux. D'autres s'appuyèrent sur leurs travaux pour analyser les conséquences de ces transformations sur les mouvements sociaux, à l'instar du politologue américain Ronald Inglehart, qui voyait dans les demandes novatrices des militants l'avènement d'une nouvelle culture aux valeurs post-matérialistes (« *Post-Materialist values* »)<sup>5</sup>. L'amélioration des conditions de vie des habitants de ces sociétés « post-industrielles » ayant permis la satisfaction des besoins matériels de base – les militants s'étaient alors tournés vers des

---

<sup>4</sup> Alain TOURAINE, *La société post-industrielle : naissance d'une société*, Paris : Denoël, 1969. Daniel BELL, *The Coming of Post-Industrial Society*, New York : Basic Books, 1973.

<sup>5</sup> Ronald INGLEHART, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton : Princeton University Press, 1977.

revendications plus qualitatives et expressives, comme celles de la protection de la nature portée par le mouvement écologiste ou encore les affirmations identitaires du mouvement gay et lesbien. Les « nouveaux mouvements sociaux » dépassaient ainsi les anciens clivages de classes sociales et les préoccupations strictement économiques de leurs prédécesseurs. Cependant, les limites de cette théorie ont depuis été pointées, notamment en ce qui concerne le caractère inédit et post-matérialiste des mouvements sociaux des années 1960-70. L'écologie, le féminisme et la défense des homosexuels étaient déjà sources de mobilisation au XIX<sup>e</sup> siècle, au cœur de l'ère industrielle, ces domaines ne sont donc pas devenus des sujets de préoccupation dans la deuxième moitié du vingtième siècle. Quant aux demandes « matérialistes », comme les hausses de salaires, la préservation des emplois ou plus généralement la redistribution des richesses, elles dominaient toujours le paysage contestataire, et continuent encore à le faire à l'heure actuelle<sup>6</sup>. De plus, ce statut de « nouveau mouvement social » dénote un certain jugement de valeur, présentant les mobilisations des couches les moins privilégiées de la population comme les dernières scories de l'ancien monde, se souciant de considérations bassement pécuniaires, alors que les campagnes des classes moyennes sont au contraire valorisées pour leur logique désintéressée et leur vocation altruiste. C'est pourquoi le concept de « nouveaux mouvements sociaux » ne sera pas retenu comme outil d'analyse dans cette thèse, mais il ne s'agira pas pour autant de renier les dimensions innovantes des mouvements des années 1960-70.

Pour étudier cette période, les spécialistes ont souvent jugé utile de dépasser les cadres trop rigides des décennies. Dans un article sur la périodisation des années soixante dans les pays occidentaux, Fredric Jameson formula en 1984 la notion de « longues années soixante » (« *the Long Sixties* »)<sup>7</sup>. Il identifiait comme

---

<sup>6</sup> Lilian MATHIEU, *Comment lutter ? : sociologie et mouvements sociaux*, Paris : Textuel, 2004, p. 17.

<sup>7</sup> Frederic JAMESON, « Periodizing the 60s », dans Sohnia SAYRES, Anders STEPHANSON, Stanley ARONOWITZ et Frederic JAMESON, *The 60s without Apology*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 1984, pp. 178-209.

point de départ la fin des années 1950, du fait de l'émergence des mouvements de libération nationale dans les pays colonisés qui influencèrent de manière décisive les militants dans les pays colonisateurs, puis comme fin les années 1973-4, en raison de la crise économique mondiale qui suivit le choc pétrolier. Des historiens repriront ensuite ce concept, à l'instar de Caroline Hoefflerle, dans son ouvrage sur le mouvement étudiant britannique, intitulé *British Student Activism in the Long Sixties*, choisissant un bornage similaire<sup>8</sup>. Arthur Marwick eut également recours à cette périodisation dans son étude comparative *The Sixties*, dans laquelle il soutient que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Italie connurent une révolution culturelle lors « les longues années soixante », s'étendant, selon lui, de 1958 à 1974<sup>9</sup>. Dans son histoire orale de la contre-culture britannique, Jonathon Green évoquait encore les longues années soixante, dépeintes comme une fête ayant débuté à la fin des années 1950 et à laquelle l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher aurait brutalement mis un terme en mai 1979 : « *The 'long Sixties', as it is best called, embraces a period from the chronological mid-Fifties to the early Seventies, if not even 1979, when on 3 May the party came so abruptly to an end* »<sup>10</sup>. Les longues années soixante sont donc devenues un concept historique, aux bornes variables selon l'objet d'étude choisi, afin de souligner la continuité des phénomènes et de privilégier une unité de sens, plutôt qu'un découpage arithmétique déconnecté de la réalité historique.

Le choix est fait dans cette thèse de recourir à la notion des longues années soixante, démarrant avec la crise du canal de Suez en octobre 1956 et s'achevant en mai 1979 avec l'arrivée du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher. Cette période forme une unité cohérente pour étudier les mouvements sociaux au Royaume-Uni, dans la mesure où on peut considérer qu'elle constitue

---

<sup>8</sup> Caroline HOFFERLE, *British Student Activism in the Long Sixties*, New York : Routledge, 2013, p. 6.

<sup>9</sup> Arthur MARWICK, *The Sixties: cultural revolution in Britain, France, Italy, and the United States, 1958-1974*, Oxford : Oxford University Press, 1998, pp. 7, 801-2.

<sup>10</sup> Jonathon GREEN, *All Dressed up: The Sixties and the Counter-Culture*, Londres : Jonathan Cape, 1998, p. xiii.

un cycle de contestation (« *cycle of protest* »), selon l'expression du sociologue américain Sidney Tarrow<sup>11</sup>. Ce terme désigne une période d'agitation sociale intense, marquée par une première phase ascendante où la contestation gagne en puissance, suivie d'une phase d'apogée où elle bat son plein, et se terminant par une phase descendante. La crise du canal de Suez déclencha la dynamique protestataire, en donnant lieu aux premières mobilisations de masse contre le gouvernement depuis la fin de la guerre, entraînant dans son sillage l'émergence du mouvement précurseur du cycle : le mouvement pour le désarmement nucléaire. D'autres mouvements sociaux se développèrent alors, lors de la phase ascendante du cycle, allant de 1956 au tournant de 1967, lors duquel la plupart des mouvements se massifièrent et se radicalisèrent. La phase d'apogée s'étendit ensuite à peu près de 1967 à la fin de la décennie, selon les mouvements. Certains amorcèrent un lent déclin au milieu des années 1970, tandis que d'autres continuèrent à gagner en puissance, avant de s'effondrer brutalement en 1979, du fait des nouvelles lignes politiques conservatrices. Un tel résumé reste bien sûr schématique. Il permet d'identifier les grandes tendances à l'œuvre dans les interactions entre les mouvements sociaux, mais aussi avec leurs opposants, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou d'acteurs non-étatiques. C'est dans cet esprit que seront utilisés les différents outils de la sociologie, afin de les mettre au service d'une analyse qui se voudra avant tout historique.

## **Axes d'études et cadres théoriques**

Pour comprendre les interactions entre les différents mouvements sociaux des longues années soixante, il sera nécessaire d'examiner les processus de diffusion permettant à la contestation de se propager. La diffusion joue un rôle moteur dans l'évolution de la dynamique protestataire, et donc au sein des cycles

---

<sup>11</sup> Sidney Tarrow, « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, 17, no. 2, été 1993, pp. 281-307.

de contestation. Les sociologues Doug McAdam et Dieter Rucht ont appliqué les modèles sociologiques de diffusion de l'information à l'étude des mouvements sociaux<sup>12</sup>. Ils expliquent que les militants n'ont pas besoin de réinventer la roue à chaque conflit social, mais tirent généralement leur inspiration des actions collectives expérimentées par d'autres groupes. La diffusion intervient lorsqu'un groupe de militants décide d'adopter certains éléments, comme les tactiques, l'idéologie, ou les symboles d'un autre groupe de protestataires. Ce transfert est permis par des canaux de communication qui peuvent être relationnels, lorsque des liens personnels entre les deux groupes existent, ou non-relationnels, lorsque l'information circule par le biais des médias. Ce phénomène peut avoir lieu entre différents mouvements au sein du même pays, mais aussi traverser les frontières. Mais selon McAdam et Rucht, l'étape cruciale du processus de diffusion réside dans la perception de similarités entre les deux groupes, entraînant une identification des militants décidant d'adopter les éléments du groupe de référence. Ce sentiment de partager certaines caractéristiques avec leurs inspireurs pousse les militants à leur emprunter certains éléments. Plus l'identification est forte, plus ces éléments seront nombreux. La diffusion est donc le résultat d'une décision rationnelle de la part des militants, qui font le choix de mettre en avant les points communs avec leurs modèles, afin de s'inspirer de leurs pratiques. Il ne s'agit pas d'un simple phénomène de mimétisme, puisque les militants vont ensuite adapter les éléments empruntés à leur propre contexte, leur conférant ainsi une dimension novatrice. Dans certains cas, ces éléments transplantés dans un nouvel environnement évoluent ensuite de manière autonome, devenant des innovations à part entière pouvant ensuite être reprises par un autre groupe de militants. Ces réactions en chaîne nourrissent la dynamique protestataire, permettant ainsi à un ensemble de tactiques et d'éléments idéologiques de se propager à l'intérieur d'un même cycle de

---

<sup>12</sup> Doug MCADAM et Dieter RUCHT, « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas », *Annals of the American Academy of Political Science*, 528, juillet 1993, pp. 56-74.

contestation. Chaque cycle est donc généralement caractérisé par un répertoire et des cadres d'action collective spécifiques.

Le concept de répertoire d'action collective provient des travaux du sociologue américain Charles Tilly<sup>13</sup>. Cette métaphore empruntant aux univers du théâtre et de la musique présente les différentes formes d'action offertes aux militants comme un inventaire méthodique dans lequel ils seraient libres de piocher en fonction de leurs objectifs. La liste s'accroît avec l'expérience accumulée, puisque chaque innovation tactique ajoute au répertoire des militants. La gamme des pratiques contestataires varie donc à la fois selon les pays et les époques du fait des phénomènes de diffusion.

Quant aux cadres d'action collective (*collective action frames*), ils renvoient aux produits des activités de construction du sens effectuées par les militants. Les sociologues américains Robert Benford et David Snow ont développé cet outil d'analyse à partir du concept de « cadre » (« *frame* »), dont la paternité revient à Erving Goffman<sup>14</sup>. Ils les définissent de la manière suivante : « *collective action frames are action-oriented sets of beliefs and meanings that inspire and legitimate the activities and campaigns of a social movement organization* »<sup>15</sup>. Il s'agit d'une sorte de prisme présentant une vision orientée de la réalité afin de mobiliser pour une cause. Ils distinguent trois types d'activités de cadrage auxquels se livrent les militants : les cadres de diagnostic (*diagnostic framing*) servant à identifier les aspects problématiques d'une situation qu'ils souhaitent dénoncer, les cadres de pronostic (*prognostic framing*) permettant de proposer une solution au problème et de justifier les méthodes qui vont être employées, et enfin les cadres motivationnels (*motivational framing*) destinés à convaincre les recrues potentielles de rejoindre le mouvement, par exemple en soulignant la gravité du problème, la nécessité d'agir

---

<sup>13</sup> Charles TILLY, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne » *Vingtième Siècle, revue d'histoire* 4, no. 1, 1984, pp. 89, 99.

<sup>14</sup> Erving GOFFMAN, *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York : Harper Colophon, 1974.

<sup>15</sup> Robert D. BENFORD et David A. SNOW, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000, p. 614.

ou le bien-fondé de la solution envisagée<sup>16</sup>. La manière dont les militants perçoivent et interprètent la réalité joue ensuite un rôle déterminant dans le choix des tactiques, l'élaboration des slogans et de la littérature idéologique. Les cadres d'action collective font de surcroît partie des éléments pouvant être adoptés par d'autres groupes de protestataires. Dans ce cas, ils font l'objet d'adaptations à mesure que leurs nouveaux adeptes se les approprient, contribuant ainsi à la dynamique créative émanant des processus de diffusion.

Afin de prendre en compte l'influence du contexte politique sur les mouvements sociaux, le concept de structure des opportunités politiques (*political opportunity structure*) sera également utilisé. Il met l'accent sur le rôle des facteurs conjoncturels dans l'émergence et le déclin des mobilisations. Selon les périodes, le contexte politique peut fournir plus ou moins de chances à saisir aux militants, en fonction du degré d'ouverture des institutions politiques, de leur réceptivité aux demandes des mouvements sociaux, ou au contraire de la répression étatique à l'encontre des militants<sup>17</sup>. Des changements environnementaux peuvent également influencer sur la structure des opportunités politiques. Dans son étude sur l'émergence du mouvement noir aux États-Unis, Doug McAdam analyse l'impact des multiples facteurs ayant favorisé son développement. Il identifie des bouleversements d'ordre économique comme le déclin de l'industrie cotonnière dans le Sud du pays, sa conséquence démographique avec la migration des noirs vers les états du Nord – où ils purent alors exercer leur droit de vote, forçant les démocrates et les républicains à revoir leurs lignes politiques afin de courtiser leurs suffrages, ou encore le contexte international de la guerre froide dans lequel la ségrégation devenait de plus en plus gênante pour un pays tentant d'incarner le « monde libre »<sup>18</sup>. McAdam montre ainsi comment ces différents facteurs ont contribué à l'ouverture de la structure des opportunités politiques pour le

---

<sup>16</sup> *Ibid.* pp. 616-17.

<sup>17</sup> Erik NEVEU, *La sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 2005, p. 86.

<sup>18</sup> Doug MCADAM, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago : University of Chicago Press, 1999, p. xxii.

mouvement des droits civiques, insistant sur la nécessité de prendre en compte les dimensions locales, nationales et internationales du contexte politique. Il insiste sur l'importance de l'interprétation de ces changements environnementaux par les militants, qui les perçoivent soit comme des conditions opportunes, soit au contraire comme des menaces pour leurs propres intérêts, et décident alors de se mobiliser<sup>19</sup>. En raison des similarités entre son objet d'étude et les mouvements des longues années soixante examinés dans ce travail de thèse, cette approche sera privilégiée à la fois pour expliquer l'émergence mais aussi le déclin des différents mouvements.

Sidney Tarrow s'est intéressé aux rapports entre les cycles de contestation et les changements dans la structure des opportunités politiques. Il en a conclu que le mouvement précurseur d'un cycle jouait un rôle fondamental en signalant aux autres groupes de militants que le contexte politique était favorable, du fait de la réceptivité ou de la vulnérabilité des autorités<sup>20</sup>. Le mouvement précurseur ouvre ainsi une brèche dans la structure des opportunités politiques, dans laquelle vont ensuite s'engouffrer d'autres mouvements émergeant dans son sillage. De même, la fermeture du contexte politique entraînera le déclin des mouvements et la fin du cycle de contestation. Un gouvernement décidant de prendre des mesures répressives à l'encontre du militantisme, ou d'effectuer des restrictions budgétaires de grande ampleur, ôtant ainsi tout espoir aux militants de voir leurs revendications aboutir, peuvent, par exemple, mettre un terme à la dynamique protestataire.

Si l'on part du constat des similarités apparentes entre les mouvements du cycle des longues années soixante au Royaume-Uni, on observe qu'ils partagent bien souvent un certain nombre de pratiques, à l'instar du *sit-in* ou des occupations, de symboles tels que l'emblème de la paix ☸ ou le poing levé, et de

---

<sup>19</sup> *Ibid*, p. xi.

<sup>20</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 2011, pp. 201-2.

cadres d'action collective comme la libération de l'oppression, qu'il s'agisse du joug impérialiste, patriarcal, ou même de la libération des animaux de la domination humaine. Ces similitudes suscitent logiquement quelques questions : comment expliquer ces phénomènes ? Quels sont les liens qui ont rendu possible la diffusion de ces éléments ? Dans quelle mesure la diffusion a-t-elle contribué à l'évolution de la contestation dans les longues années soixante au Royaume-Uni ? Pour y répondre, il s'agira d'analyser séparément les différents mouvements sociaux de cette période, en accordant une importance particulière à leurs interactions et à leurs rôles au sein du cycle de contestation. Cela conduira donc à essayer de démêler l'entrelacs de réseaux et le va-et-vient incessant des processus de diffusion nourrissant la dynamique protestataire. Cette tâche sera d'autant plus complexe que la diffusion opère à la fois de manière diachronique au sein du répertoire national du Royaume-Uni, lorsque les militants font appel à des tactiques déjà utilisées par leurs prédécesseurs sur le territoire, mais aussi de manière synchronique lorsqu'un mouvement influence un autre groupe de militants portant des revendications différentes, ou encore lorsque la source d'inspiration provient d'un autre pays. Il sera donc nécessaire, ponctuellement, d'adopter une approche comparatiste, afin d'expliquer les différents cas de diffusion principalement avec les États-Unis et la France, mais aussi parfois avec d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Australie.

## **Méthodologie et sources**

Une des spécificités de ce travail de thèse réside dans le choix d'appuyer l'analyse sur un grand nombre de sources primaires, provenant d'une cinquantaine de publications différentes, tirées dans leur très grande majorité de la presse alternative, étudiante et militante. Les longues années soixante virent le nombre de journaux et de magazines élaborés par les militants se multiplier. Grâce aux nombreuses collections d'archives numérisées, nombre de ces documents ont été consultés en ligne, comme ce fut le cas par exemple pour la multitude de périodiques de la gauche radicale, pour les magazines

contre-culturels, ou encore pour certains journaux étudiants, féministes, gay ou écologistes. Un séjour de terrain a permis de compléter le corpus, grâce aux collections d'archives de la *British Library* ou de l'*Institute of Race Relations*, qui permirent d'accéder notamment à l'intégralité des articles publiés dans le magazine pacifiste *Peace News* sur toute de la période étudiée, mais aussi d'autres titres de presse disponibles uniquement sur microfilm, comme le journal de la communauté antillaise de Brixton *The West Indian Gazette*. Certaines de ces sources ont d'ailleurs été reproduites en annexes de cette thèse.

L'étude de ce type de source permet à la fois d'analyser les cadres de l'action collective développés par les militants, ce qui inclut leurs revendications et la manière dont ils interprétaient leurs situations, mais aussi d'avoir accès aux comptes rendus de leurs actions, parfois ignorées par les médias traditionnels. Une des raisons d'être de ces publications était justement de créer leurs propres canaux de communication, afin de pallier la couverture médiatique insuffisante (ou, dans certains cas, biaisée) des grands quotidiens britanniques. Comme cela sera démontré, les militants s'insurgeaient contre la manière dont leurs actions étaient décrites par la presse *mainstream*, soulignant souvent les divisions entre les organisations ou les incidents violents en marge des cortèges, attirant l'attention sur le style vestimentaire, les convictions politiques ou encore les mœurs des participants. En écrivant leurs propres articles, les militants pouvaient présenter leur version des faits, tenir leurs soutiens informés de l'avancée de leur mouvement, et susciter l'engagement pour la cause. En cela, leur vision était également orientée, et sera donc traitée comme telle. Ces publications servirent aussi de canaux de diffusion privilégiés entre les groupes de militants, en relatant pas à pas le déroulement des actions ou en servant de vitrine à leurs idées. Afin d'analyser la dimension transnationale des processus de diffusion, le corpus s'étendra aux organes de certaines organisations américaines très influentes, comme le *Black Panther Party* ou le *Gay Liberation Front* de New York, mais aussi à certains journaux étudiants américains et français.

Le magazine pacifiste *Peace News* est sans aucun doute la source la plus fréquemment citée dans cette thèse. De par sa parution régulière et continue au cours de la période étudiée, mais aussi grâce à la grande variété de sujets abordés, il reflète à lui seul l'évolution de la contestation. Sa ligne éditoriale éclectique en fit l'écho de toutes les causes de mobilisation de l'époque. De plus, grâce aux réseaux pacifistes transnationaux, il avait adopté une perspective internationaliste. Vers la fin des années 1950, ses articles traitaient principalement de l'opposition aux armes nucléaires, des mouvements de libération nationale dans les colonies, et du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. Dans les années 1960, il se diversifia largement pour couvrir les actions des populations issues de l'immigration, les conflits industriels, les luttes étudiantes, le mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord, l'envolée des nationalismes gallois et écossais, et la mobilisation féministe naissante. Au début de la décennie suivante, vinrent s'ajouter les revendications gay et lesbiennes ainsi que les préoccupations écologistes. Au cours de la période, la publication adopta des positions de plus en plus radicales, prônant au départ des pratiques contestataires non-violentes pour défendre des revendications pacifistes et égalitaires relativement modérées, avant d'opter pour une remise en question plus fondamentale de la société, comme en témoigne le slogan utilisé à partir de janvier 1972 : « *For non-violent revolution* ».

Si l'analyse se fonde en priorité sur des sources primaires, un grand nombre de sources secondaires a également nourri la réflexion, aidé à la contextualisation et permis d'apporter de précieux compléments d'information. Il ne s'agira pas de toutes les énumérer ici, puisque ces sources sont listées en bibliographie, mais simplement de mentionner les principaux types d'ouvrages sur lequel ce travail de thèse s'appuie. Les quatre volumes de l'historien Dominic Sandbrook fournissent une analyse historique très détaillée du Royaume-Uni

couvrant précisément la période de étudiée de 1956 à 1979<sup>21</sup>. Le travail d'Andy Beckett présente également un éclairage approfondi sur les années 1970<sup>22</sup>. Ces œuvres se sont avérées d'une grande aide à la compréhension du contexte politique et historique. En raison de l'influence des milieux contre-culturels sur les différents mouvements sociaux de l'époque, il était nécessaire de se pencher sur les différents courants culturels et les institutions alternatives apparus durant les longues années soixante. L'histoire orale de la contre-culture britannique de Jonathon Green, lui-même ancien journaliste de la presse *underground*, se fonde sur des témoignages pour retracer son évolution, et montre son impact sur les cercles militants et le reste de la société<sup>23</sup>. Les récits autobiographiques des évènements, souvent écrits a posteriori par les militants, constituent des « cas tangents », entre sources primaires et secondaires. L'historienne et militante féministe, Sheila Rowbotham, narre ainsi en détails les prémices de la deuxième vague du féminisme à travers son expérience personnelle<sup>24</sup>. Il en va de même pour le porte-drapeau du mouvement contre la guerre du Vietnam, Tariq Ali, qui propose sa propre lecture de la contestation des longues années soixante<sup>25</sup>. Souvent en contrepoint de la vision des militants, les mémoires des dirigeants politiques permettent de comprendre comment ces derniers analysaient la situation et justifiaient leurs décisions. Les récits des années à *Downing Street* des Premiers ministres Harold Wilson, Edward Heath et Margaret Thatcher ont ainsi

---

<sup>21</sup> Dominic SANDBROOK, *Never Had It So Good: A History of Britain from Suez to the Beatles*, Londres : Abacus, 2005. Dominic SANDBROOK, *White Heat: A History of Britain in the Swinging Sixties*, Londres : Abacus, 2007. Dominic SANDBROOK, *State of Emergency: The Way We Were: Britain 1970-1974*, Londres : Penguin, 2011. Dominic SANDBROOK, *Seasons in the Sun: The Battle for Britain, 1974-1979*, Londres : Penguin Books, 2013.

<sup>22</sup> Andy BECKETT, *When the Lights Went Out : What Really Happened to Britain in the Seventies*, Londres : Faber and Faber, 2009.

<sup>23</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*.

<sup>24</sup> Sheila ROWBOTHAM, *Promise of a Dream: Remembering the Sixties*, New York : Verso, 2001.

<sup>25</sup> Tariq ALI, *Street Fighting Years : an Autobiography of the Sixties*, Londres : Verso, 2005.

permis de mieux cerner leurs perceptions des évènements<sup>26</sup>. En ce qui concerne les travaux sur les mouvements sociaux, il n'existe, à ma connaissance, aucun ouvrage traitant spécifiquement des mouvements des longues années soixante au Royaume-Uni. L'ouvrage d'Adam Lent analyse les nouveaux mouvements sociaux britanniques de la deuxième moitié du vingtième siècle, c'est-à-dire ceux dont les revendications étaient avant tout qualitatives, en adoptant une vision d'ensemble, pour se concentrer sur les changements sociétaux qu'ils ont engendrés<sup>27</sup>. Il exclut donc les mouvements ouvriers et nationalistes de ses recherches. D'autres études portent sur le militantisme en faveur d'une cause en particulier, comme le travail de Caroline Hoefflerle sur les luttes étudiantes, focalisé sur les longues années soixante, ou celui de Barbara Caine sur féminisme, retraçant son évolution sur deux siècles, de 1780 à 1980<sup>28</sup>. Les études comparatives ont également été source d'inspiration, notamment les travaux d'Arthur Marwick sur la « révolution culturelle » en France, en Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mais aussi ceux mettant en balance deux mouvements sociaux portant les mêmes revendications dans deux pays différents, comme la comparaison transatlantique du mouvement féministe de David Bouchier, ou celle du mouvement gay et lesbien de Stephen Engel<sup>29</sup>. Ainsi, en étudiant l'ensemble des mouvements sociaux des longues années soixante au Royaume-Uni pour en comprendre les interactions, à l'échelle nationale et transnationale, cette thèse tente une approche novatrice sur la question.

---

<sup>26</sup> Edward HEATH, *The Autobiography of Edward Heath: The Course of My Life*, Londres : Hodder and Stoughton, 1988. Margaret THATCHER, *The Downing Street Years*, New York : Harper Collins, 1993. Harold WILSON, *The Labour government, 1964-70: a personal record*, Harmondsworth : Penguin Books, 1974.

<sup>27</sup> Adam LENT, *British Social Movements since 1945: Sex, Colour, Peace, and Power*, New York : Palgrave, 2001.

<sup>28</sup> Caroline HOEFFLERLE, *British Student Activism, op. cit.* Barbara CAINE, *English Feminism: 1780-1980*, Oxford: Oxford University Press, 1997.

<sup>29</sup> David BOUCHIER, *The Feminist Challenge: The Movement for Women's Liberation in Britain and in the United States*, Londres : Macmillan, 1983. Stephen M. ENGEL, *The Unfinished Revolution: Social Movement Theory and the Gay and Lesbian Movement*, Cambridge : Cambridge University Press, 2001.

## Choix de traduction

Le choix a été fait de conserver les citations dans leur langue originale afin d'éviter toute déperdition de sens. Des précautions particulières ont en revanche été prises pour ne pas mélanger le français et l'anglais dans la syntaxe d'une même phrase. Dans le cas des acronymes en anglais commençant par une voyelle, l'apocope du déterminant est systématiquement employée lorsque ces termes sont entrés dans l'usage en français, comme pour l'IRA (*Irish Republican Army*). Pour des raisons d'harmonie sonore, la même logique sera appliquée à l'ensemble des acronymes utilisés.

Du fait des difficultés posées par la traduction de certains référents culturels et historiques n'ayant pas d'équivalent en français, il semble préférable de laisser ces vocables en anglais afin de se prémunir de tout calque. Si l'on considère l'exemple de la locution « *women's centre* », sa traduction la plus proche serait « centre de femmes ». Cette solution évoquerait bien le même référent à l'esprit d'un lectorat québécois, puisque ces institutions ont été créées au Canada comme dans de nombreux pays anglophones, mais elle laisserait probablement perplexe un lecteur français<sup>30</sup>. Il faudra donc expliquer en quoi consistent ces établissements, ainsi que le contexte dans lequel ils ont vu le jour, ce qui sera fait dans le chapitre sur le mouvement féministe. L'ouvrage collectif d'Andrée Shepherd, Cécile et Jean-Paul Révauger met ainsi en garde contre les traductions trop vagues, et préconise de conserver les termes dans leur langue originale en les accompagnant d'une explication :

*[...] la traduction approximative est pire que tout. Si un équivalent exact existe, pourvu de la même charge politique et affective que le terme de la langue de départ, il peut être employé. Mais si le moindre doute subsiste, il est immensément préférable de garder le mot dans la langue d'origine, d'assortir son utilisation d'une note détaillée la première fois qu'il est employé, et de résister à la tentation de la traduction. L'anglais*

---

<sup>30</sup> « Ensemble! Pan-Canadian Women's Centres Conference: From isolation to solidarity », *Herizons*, hiver 1995, 8, no. 4, pp. 8-9.

*n'est pas une simple lingua franca minimale, pauvre de sens et transparente.*<sup>31</sup>

Cette stratégie sera donc mise en œuvre dans le cadre de cette étude, en prenant soin d'éclaircir les termes qui renvoient à des contextes culturels et historiques propres à la langue de départ, dans le corps de l'analyse ou bien en note de bas de page. La terminologie spécifique à chaque mouvement sera également abordée lors des introductions de chapitre.

## **Présentation du plan**

Cette étude sera organisée en deux grandes parties, correspondant aux rôles et à la filiation des différents mouvements au sein du cycle de contestation des longues années soixante. La première partie se concentrera sur le mouvement précurseur du cycle et ceux qui ont émergé directement dans son sillage, tandis que la deuxième portera sur une seconde génération de mouvements dérivés des premiers. Elles seront chacune divisées en cinq chapitres, correspondant aux mouvements analysés individuellement, sauf pour les cas des mouvements nord-irlandais, abordés dans le même chapitre afin de mettre en évidence les liens les unissant et de prendre en compte la spécificité de leur contexte, ainsi que pour les mouvements nationalistes gallois et écossais, traités conjointement en raison des similitudes partagées et de leur influence réciproque. Cette organisation se voudra donc à la fois chronologique, structurelle et thématique. Il convient néanmoins de préciser qu'une telle schématisation simplifie nécessairement une réalité complexe pour les besoins de l'analyse. La catégorisation en mouvements distincts ne doit pas faire oublier la porosité entre les différentes mobilisations, puisque les militants étaient souvent actifs au sein de plusieurs mouvements. De même que la filiation entre les mouvements pourrait laisser penser que la

---

<sup>31</sup> Cécile REVAUGER, Jean-Paul REVAUGER et Andrée SHEPHERD, *Le mémoire de civilisation britannique en maîtrise et en DEA*, Bordeaux, PUB Collection « Parcours universitaire », 2000, pp. 37-38.

diffusion était toujours à sens unique, alors que pour les mouvements synchrones, l'influence pouvait être réciproque. Cependant, la classification adoptée permet aussi d'isoler la contribution de chaque mouvement au sein du cycle et de mettre en évidence leurs interactions.

Les dix chapitres de la démonstration obéiront à la même logique générale, même si le détail de leur structuration variera légèrement en fonction des particularités du mouvement étudié, mais aussi dans un souci de clarté et de concision, afin d'éviter les redites. Une première sous-partie analysera les facteurs environnementaux ayant contribué à l'émergence du mouvement lors du cycle des longues années soixante, à la fois à l'échelle locale, nationale et internationale – lorsque cela est pertinent. Dans un deuxième temps, l'influence des mouvements précédents sur le mouvement étudié sera examinée. Afin de synthétiser le propos et de minimiser les répétitions, seuls les mouvements déjà évoqués sont traités dans cette section. Ainsi dans le chapitre sur le mouvement ouvrier, il n'est fait aucune mention du cas des femmes, des homosexuels ou des populations issues de l'immigration, puisque ces aspects seront développés dans des chapitres spécifiques, avec la contextualisation adéquate. Pour ces trois mouvements, les interactions avec le mouvement ouvrier ne sont d'ailleurs pas uniquement traitées comme une source d'inspiration mais comme des objectifs à atteindre, dans la mesure où ces groupes se fixaient comme but d'obtenir l'égalité sur leur lieu de travail et devaient pour cela sensibiliser les syndicats, le patronat, et leurs collègues à leur cause. En conséquence, ces développements ont donc été examinés dans la sous-partie suivante. Puis, lors de l'analyse de la transformation en mouvement de masse et de la radicalisation du mouvement considéré, on s'attachera à souligner ses spécificités et ses principaux enjeux. Enfin, il s'agira d'expliquer le déclin de la mobilisation en tenant compte de la structure des opportunités politiques, et d'évaluer son impact.

**1.**  
**LES MOUVEMENTS**  
**DE PREMIERE GENERATION**



## Introduction

Dans le cadre de cette première partie, les mouvements de la première génération du cycle de contestation des longues années soixante seront analysés. Il s'agit des mouvements qui amorcent la dynamique protestataire, et se développent durant la phase ascendante du cycle. Cette phase s'ouvre grâce à l'intervention d'un mouvement précurseur, signalant l'ouverture de la structure des opportunités politiques et introduisant des cadres et un répertoire d'action collective qui seront ensuite adaptés par les autres mouvements émergeant dans son sillage. Doug McAdam parle ainsi de « mouvement initiateur » (« *initiator movement* ») pour insister sur son rôle pionnier et déclencheur au sein du cycle<sup>32</sup>. Selon lui, le mouvement pour les droits civiques des noirs américains remplit par exemple cette fonction à l'intérieur du cycle des longues années soixante aux États-Unis. Le premier chapitre de cette première partie s'efforcera de montrer que le mouvement pour le désarmement nucléaire joua un tel rôle au Royaume-Uni. Un deuxième chapitre analysera ensuite comment le mouvement contre la guerre du Vietnam descendit en ligne directe de ce mouvement précurseur, et servit de catalyseur aux autres mouvements, entraînant un tournant militant ainsi qu'une massification de la contestation. Les chapitres sur les mouvements étudiant, ouvrier et pour l'égalité raciale expliqueront chacun à leur tour comment ces mouvements, qui s'étendirent sur la quasi-totalité de la période étudiée, furent immédiatement influencés par les deux précédents. Ces cinq mouvements formèrent ainsi une première génération au sein du cycle, et jetèrent les bases sur lesquelles se développeront ensuite les mouvements de la deuxième génération.

---

<sup>32</sup> Doug MCADAM, « 'Initiator' and 'Spin off' Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles », dans Mark TRAUGOTT (éd.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham : Duke University Press, 1995, pp. 217-239.

## 1.1. LE MOUVEMENT POUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE

Dans ce chapitre, le choix est fait de ne pas parler de mouvement pacifiste mais de mouvement pour le désarmement nucléaire. Certains spécialistes du sujet utilisent au contraire le terme de « *peace movement* » afin d'insister sur le degré de continuité avec les différentes traditions pacifistes britanniques : religieuses, socialistes, radicales, etc<sup>33</sup>. Or, il s'agissait précisément d'un mouvement à part entière, émettant des revendications spécifiques portées par de nouvelles organisations formées exclusivement dans ce but. Le rôle des associations pacifistes préexistantes doit également être pris en compte, dans la mesure où elles facilitèrent l'émergence du mouvement pour le désarmement nucléaire grâce à leurs réseaux, mais aussi car elles possédaient déjà un répertoire et des cadres d'action collective qui influencèrent fortement les militants. De plus, le terme de mouvement pacifiste estompe les limites entre la mobilisation contre les armes nucléaires et celle d'opposition à la guerre du Vietnam, qui lui succéda directement. Afin d'analyser les contributions de chacun de ces mouvements, ils seront analysés dans des chapitres séparés.

Les sources primaires sur lesquelles se fondera l'étude de ce mouvement sont, dans leur grande majorité, issues du magazine pacifiste *Peace News*, qui fut un des organes principaux du mouvement. Cet hebdomadaire contribua à l'émergence du mouvement, permettant la diffusion des tactiques et des cadres d'action collective en garantissant aux militants une couverture médiatique favorable, contrairement à la plupart des grands journaux britanniques, à l'instar du *Times*, qui fera également partie du corpus. D'autres articles tirés de la presse étudiante et des journaux de la gauche radicale permettront de montrer les liens du mouvement avec ces milieux.

---

<sup>33</sup> Nigel YOUNG, « Tradition and innovation in the British Peace Movement: towards an analytical framework » dans Richard TAYLOR et Nigel YOUNG (éds), *Campaigns for Peace: British Peace Movements in the Twentieth Century*, Manchester : Manchester University Press, 1987, pp. 5-9.

### 1.1.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux

#### 1.1.1.1. Contexte de la guerre froide et menace nucléaire

Le mouvement pour le désarmement nucléaire émergea en réaction au climat de peur instauré par la guerre froide. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, si les frappes nucléaires d'août 1945 sur Hiroshima et Nagasaki avaient forcé le Japon à capituler, elles n'en avaient pas moins révélé leur terrible force destructrice, et ce, malgré les estimations minorées des dégâts humains et matériels par les médias de l'époque. La course aux armements nucléaires opposant les blocs de l'Est et l'Ouest continua de plonger les populations dans un état d'angoisse latente. Les premiers tests américains de la bombe à hydrogène – censée être 500 fois plus puissante que les bombes atomiques déversées sur le Japon – avaient encore sous-estimé son potentiel dévastateur. Les retombées radioactives des essais américains du 1<sup>er</sup> mars 1954 aux îles Marshall irradièrent un bateau de pêche japonais qui se trouvait pourtant à l'extérieur de la zone proscrite. Tout l'équipage fut contaminé par les retombées radioactives et l'opérateur radio mourut sept mois plus tard des suites de cette exposition. Les récits de cet incident contribuèrent à faire prendre conscience à l'opinion publique de la dangerosité et du caractère incontrôlable de ce type d'armement<sup>34</sup>. Certains scientifiques tentèrent également d'alerter la population en évoquant les dangers sans précédent pour l'humanité qu'ils représentaient, et la menace immédiate des retombées radioactives liées aux essais nucléaires<sup>35</sup>. En 1956, les États-Unis poursuivirent la surenchère avec une bombe au pouvoir équivalent à 50 000 000 tonnes de TNT, dont le potentiel était 2 500 fois plus destructeur que celle larguée sur Hiroshima<sup>36</sup>. L'année suivante, l'Union des républiques

---

<sup>34</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 40. « Hiroshima: August 6 1945 – 1956 », *Peace News*, 3 août 1956, p. 1.

<sup>35</sup> « The effects of nuclear explosions », *Peace News*, 23 novembre 1956, p. 5.

<sup>36</sup> « Opposition to British H-test grows », *Peace News*, 20 janvier 1956, p. 1.

socialistes soviétiques (URSS) répliqua au mois d'avril avec quatre explosions atmosphériques enregistrées par les stations météorologiques japonaises<sup>37</sup>.

À cette crainte de la menace nucléaire, s'ajoutait un sentiment de déclin national lié au démantèlement progressif de l'Empire britannique et au délabrement économique d'après-guerre. La crise du canal de Suez d'octobre 1956 eut un effet particulièrement néfaste sur l'influence diplomatique du pays en mettant au jour sa fragilité et sa position de relative dépendance vis-à-vis des États-Unis. Alors que l'année s'achevait, un éditorial de la revue pacifiste *Peace News* arguait que cet épisode avait révélé que le Royaume-Uni ne pouvait plus prétendre être une grande puissance :

*The result has been a further weakening of the British economy beyond that already achieved by its colossal armaments expenditure, a humiliating diminution of the moral influence of its voice in the world's councils, and a high degree of dependence on the charity and forbearance of the USA to help it out of its difficulties.*<sup>38</sup>

Les partisans du développement d'un programme nucléaire britannique indépendant, comme le Premier ministre conservateur Harold Macmillan, élu en janvier 1957, affirmaient qu'il permettrait au Royaume-Uni de recouvrer son prestige perdu et de s'affranchir de la tutelle américaine<sup>39</sup>. Or, les armes nucléaires furent justement au centre de la « relation spéciale » (*special relationship*) entre les deux pays durant la période de la guerre froide. Cette relation privilégiée reposait principalement sur une étroite coopération diplomatique et militaire par le biais des réseaux institutionnels<sup>40</sup>. En 1952 le Royaume-Uni devint le troisième pays après les États-Unis et l'URSS à obtenir la bombe atomique, et décida de poursuivre avec le développement de la bombe à hydrogène en 1954, testée en

---

<sup>37</sup> « Six questions to Russia », *Peace News*, 18 avril 1957, p. 1.

<sup>38</sup> « Great questions for 1957 », *Peace News*, 28 décembre 1956, p. 2.

<sup>39</sup> « Britain 'Great' again! », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 4.

<sup>40</sup> John DUMBRELL, *A Special Relationship: Anglo-American Relations from the Cold War to Iraq*, 2ème éd., Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2006, p. 4.

mai 1957<sup>41</sup>. Pourtant cette année marqua également le début d'un partenariat de plus en plus étroit avec les États-Unis en matière de politique nucléaire, avec l'arrivée au pouvoir de Macmillan et le lancement du satellite soviétique Spoutnik. Cependant, loin de permettre le développement d'une force de dissuasion britannique indépendante, les différents accords accentuèrent l'ascendant des États-Unis, en leur permettant d'utiliser les bases militaires britanniques, tout en s'assurant que les décisions importantes continueraient à être prises de Washington<sup>42</sup>.

### **1.1.1.2. Rôle déclencheur de la mobilisation anti-Suez**

La campagne contre l'intervention des forces britanniques en Égypte lors de la crise du canal de Suez ouvrit la voie à la contestation populaire. Suite à l'invasion des troupes franco-britanniques et aux premières attaques contre les bases Égyptiennes le 31 octobre 1956, la réaction d'indignation d'une grande partie de la population ne se fit pas attendre. Dans les facultés, la nouvelle de l'offensive du gouvernement d'Anthony Eden donna lieu à des rassemblements et des débats enflammés dès le lendemain. À l'université de Glasgow, les discussions s'étirèrent sur plus de quatre heures dans une ambiance électrique avant de dégénérer en actes de violence<sup>43</sup>. À Londres, une foule de manifestants réunis devant le parlement afin d'interpeller leurs députés furent brutalement dispersés par les forces de l'ordre<sup>44</sup>. Le 4 novembre, une manifestation à Trafalgar Square rassembla 30 000 personnes, venues d'horizons divers : étudiants, travailleurs, syndicalistes, militants de gauche, membres d'associations anticolonialistes ou religieuses, etc. L'évènement s'acheva à nouveau par des

---

<sup>41</sup> « Record of nuclear explosions », *Peace News*, 5 juillet 1957, p. 7.

<sup>42</sup> Dominic SANDBROOK, *Never Had It So Good*, *op. cit.*, pp. 242-6.

<sup>43</sup> « Violent scenes over Suez », *The Glasgow University Guardian*, 9 novembre 1956, p. 4.

<sup>44</sup> « What is this thing called law », *The Beaver*, 8 novembre 1956, p. 1.

heurts avec la police et 27 personnes furent arrêtées<sup>45</sup>. Plus encore que la pression exercée sur le gouvernement, ces actions contestataires entraînèrent une prise de conscience politique chez leurs participants, ainsi que la volonté de se mobiliser à nouveau. Un an plus tard, un étudiant de la *London School of Economics* (LSE) se remémorait ses impressions dans les termes suivants :

*[...] the fundamental division of our world was dropped, like an unwanted baby, on our doorsteps and we found ourselves paying the affiliation order of For and Against. All too long we have sat and watched the drama from the outside looking in; last year we were on the inside ourselves, and I for one found it an unforgettable experience.*<sup>46</sup>

La manifestation du 4 novembre était la première de cette ampleur au Royaume-Uni depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Selon Arthur Stanley Newens, membre de l'organisation anticolonialiste qui co-organisa l'évènement, cette action tira des milliers de Britanniques de la torpeur de l'après-guerre : « *It was clear that the rally had awakened many thousands from their apathy [...] The impetus did not fade as we returned to our homes and it was contagious—inspiring many who were not present, throughout the country, to oppose Eden's war* »<sup>47</sup>. Une grande partie des manifestants présents n'avait jamais participé à une action collective auparavant<sup>48</sup>. Les sentiments qui les animaient relevaient d'un mélange d'indignation, de colère et de honte face à l'immoralité de l'intervention franco-britannique en Égypte. Il s'agissait avant tout de montrer que ces agissements, bien que commis au nom de la nation tout entière, étaient condamnés par de nombreux Britanniques – il en allait de leur « responsabilité morale » (« *moral responsibility* »)<sup>49</sup>. Cette perception des enjeux politiques en termes moraux s'avèrerait déterminante par la suite pour

<sup>45</sup> « Britain commits aggression », *Peace News*, 9 novembre 1956, p. 8.

<sup>46</sup> « Students say no », *The Beaver*, 31 octobre 1957, p. 3.

<sup>47</sup> Arthur Stanley NEWENS, « Memories of a Seminal Year », *International Socialism*, 112, 12 octobre 2006 [en ligne], [consulté le 26 avril 2017], disponible à l'adresse : <<http://isj.org.uk/memories-of-a-seminal-year/>>.

<sup>48</sup> « Sunday night », *Peace News*, 9 novembre 1956, p. 8.

<sup>49</sup> « Repudiate this madness now », *Peace News*, 2 novembre 1956, p. 1. « LSE condemns government », *The Beaver*, 8 novembre 1956, p.1. « Storming the Suez », *The Beaver*, 8 novembre 1956, p. 2.

les cadres motivationnels des mouvements pour le désarmement nucléaire et l'opposition à la guerre du Vietnam.

La mobilisation anti-Suez fut principalement coordonnée par les militants de l'organisation pacifiste *Peace Pledge Union* (PPU) et de l'association anti-impérialiste *Movement for Colonial Freedom* (MCF). Ces deux structures contribuèrent par la suite à l'émergence du mouvement pour le désarmement nucléaire en lui procurant une première base organisationnelle. De même, certains instigateurs des actions contre l'intervention armée en Égypte devinrent par la suite les membres fondateurs des organisations principales militant pour le désarmement nucléaire. On citera par exemple le député travailliste Fenner Brockway, président du MCF, le chanoine John Collins de la Cathédrale Saint Paul à Londres, ou encore le rédacteur adjoint de l'hebdomadaire pacifiste *Peace News*, Hugh Brock<sup>50</sup>. Le révérend Donald Soper, qui deviendrait également une des figures de proue du mouvement pour le désarmement nucléaire, lançait déjà à l'époque des appels à la désobéissance civile afin de mettre un terme à l'intervention en Égypte<sup>51</sup>. Mais le facteur qui joua probablement le rôle le plus déterminant dans l'émergence de ce mouvement fut la perception du succès de la mobilisation anti-Suez par les militants. La une d'avril 1957 de *Peace News* intitulée « *Public opinion effective in stopping the Suez War can halt the H-test* » en fut un exemple éloquent<sup>52</sup>. Puisque la contestation populaire avait réussi à infléchir la politique du gouvernement en empêchant une nouvelle guerre, elle pouvait bien le convaincre de renoncer aux essais et aux armements nucléaires. Les meneurs du mouvement naissant en étaient également convaincus et le martelaient lors de leurs allocutions<sup>53</sup>.

---

<sup>50</sup> « Suez: A big 'no' to armed force », *Peace News*, 14 septembre 1956, p. 1. « End gunboat diplomacy », *Peace News*, 21 septembre 1956, p. 1.

<sup>51</sup> « From Aldermaston to Christmas Island », *Peace News*, 12 mai 1961, p. 6.

<sup>52</sup> « Public opinion effective in stopping the Suez War can halt the H-tests », *Peace News*, 18 avril 1957, p. 1.

<sup>53</sup> « H-tests: 'The public can stop this immorality' », *Peace News*, 17 mai 1957, p. 1.

### 1.1.1.3. La Nouvelle Gauche

Ces événements internationaux eurent également pour conséquence l'émergence d'un courant idéologique destiné à trouver un compromis entre le communisme soviétique et la social-démocratie, rejetée pour son acceptation tacite du système capitaliste. Tant l'invasion par les forces franco-britanniques de la zone du canal de Suez que la répression brutale de la révolution hongroise par les troupes soviétiques au début du mois de novembre 1956 furent interprétées par les fondateurs de ce courant comme des preuves de l'échec des blocs de l'Ouest et de l'Est. Stuart Hall, une des figures emblématiques de la Nouvelle Gauche<sup>54</sup> (*New Left*), insistait à la fin des années 1980, sur la portée symbolique de ces événements et leur rôle-clé dans la formation du mouvement : « *'Hungary' and 'Suez' were thus 'liminal', boundary-marking experiences. They symbolized the break-up of the political Ice Age. The New Left came into existence in the aftermath of these two events. It attempted to define a 'third' political space somewhere between these two metaphors* »<sup>55</sup>. Les révélations de Nikita Khrouchtchev lors du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique dénonçant les atrocités commises sous le régime stalinien contribuèrent également au déclin du Parti communiste britannique (*Communist Party of Great Britain*, CPGB). C'est ainsi que dans le Yorkshire, un premier noyau d'intellectuels rassemblés autour de la publication *The New Reasoner* dirigée par les historiens E. P. Thompson et John Saville, se détournèrent du communisme en faveur du socialisme humaniste. En parallèle, un deuxième groupe plus jeune, composé principalement d'étudiants radicaux d'Oxford et de Londres se réunit autour de la revue *University and Left Review*

---

<sup>54</sup> Dans le cadre de cette thèse, le terme de Nouvelle Gauche sera utilisé pour renvoyer au courant intellectuel, tandis que celui de gauche radicale fera référence aux organisations gravitant à la gauche du Parti travailliste, regroupant ainsi les organisations historiques comme le Parti communiste et les groupes marxistes créés sous l'influence de la Nouvelle Gauche.

<sup>55</sup> Stuart HALL, « The 'First' New Left: Life and Times » dans Robin ARCHER et le OXFORD UNIVERSITY SOCIALIST DISCUSSION GROUP (éds), *Out of Apathy: Voices of the New Left Thirty Years on: Papers Based on a Conference Organized by the Oxford University Socialist Discussion Group*, Londres : Verso, 1989, p. 13.

(ULR) et de l'*ULR Club* en 1957. Les deux factions œuvrèrent de concert et formèrent une Nouvelle Gauche, se démarquant par son rejet de la bureaucratie, des structures hiérarchiques verticales et rigides ainsi que de la centralisation du pouvoir qui caractérisaient selon eux la gauche traditionnelle<sup>56</sup>. Leur collaboration prit la forme d'échanges, de rencontres et de publications communes avant d'aboutir à la fusion des deux revues en 1960 sous l'appellation *New Left Review*, dont le premier rédacteur en chef fut Stuart Hall. La Nouvelle Gauche était très hétérogène, comme en témoignaient ses origines, issues à la fois de la tradition ouvrière du nord industriel du pays, de la classe moyenne radicale (Fabiens, travaillistes, sociaux-démocrates, etc.) et même internationales. Le nom de Nouvelle Gauche fut emprunté aux intellectuels français gravitant autour de *France Observateur* et de son rédacteur en chef Claude Bourdet, à la suite d'une rencontre lors d'un congrès socialiste international à Paris<sup>57</sup>. La diversité de la scène britannique était également due à la participation d'intellectuels provenant de différents horizons géographiques, comme Stuart Hall, d'origine jamaïcaine, ou de nombreux américains tels que C. Wright Mills ou Norman Birnbaum. La Nouvelle Gauche se distinguait aussi de la gauche traditionnelle par l'importance accordée à la culture en tant que dimension constitutive de la société. Ainsi les discussions politiques avaient lieu au café *The Partisan* dans le quartier bohème de Soho, mais aussi parfois lors d'événements culturels comme des concerts de jazz, des expositions de photographies, des représentations théâtrales, etc.<sup>58</sup>. L'organisation de ce type d'événements, les réseaux des clubs de la Nouvelle Gauche, ses publications, ses connections internationales, ainsi que les discours de ses figures emblématiques, facilitèrent l'émergence du mouvement anti-nucléaire avec lequel elle ne tarda pas à être étroitement associée<sup>59</sup>.

---

<sup>56</sup> « The New Left », *Peace News*, 29 janvier 1960, p. 2.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>59</sup> « The New Left », *Peace News*, 29 janvier 1960, p. 2.

#### 1.1.1.4. Ère d'opulence et culture de rébellion

Les années 1950 sont généralement considérées comme une période de croissance économique dont les bénéfices commençaient à se faire sentir par la population. L'arrêt du rationnement alimentaire 1954 marqua le tournant entre la fin de l'austérité d'après-guerre et l'entrée dans l'ère du consumérisme effréné associé à la décennie suivante. Cette phase, caractérisée par un faible chômage, des salaires relativement hauts et de vastes progrès technologiques contribua à la hausse du niveau de vie moyen des Britanniques. Les réformes sociales d'après-guerre du gouvernement Attlee, préconisées par le rapport Beveridge (1942), avaient déjà sensiblement amélioré les conditions de vie au Royaume-Uni. En matière d'éducation, la loi du ministre conservateur Richard Austen Butler de 1944 (*Education Act of 1944*) fut mise en œuvre par la travailliste Ellen Wilkinson, rendant ainsi l'enseignement gratuit et obligatoire pour tous jusqu'à l'âge de quinze ans. D'autres réformes destinées à garantir l'accès à l'enseignement supérieur aux *baby-boomers* furent mises en place, comme des bourses d'aide aux étudiants ou l'aménagement et la construction de nouvelles universités. Ainsi, entre 1946 et 1962, le nombre d'étudiants inscrits à l'université doubla presque (passant de 69 000 à 119 000)<sup>60</sup>. L'expression consacrée du Premier ministre conservateur Harold Macmillan, prononcée lors d'un discours à Bedford en 1957 – « *Let's be frank about it: most of our people have never had it so good.* » – résumait ce nouveau sentiment d'opulence, qui bien que loin d'être universellement partagé, était néanmoins de plus en plus répandu<sup>61</sup>. S'inscrivant dans la continuité d'une tendance enclenchée dans les années 1930, l'essor du consumérisme ne se limitait pas à l'acquisition d'appareils électroménagers mais voyait aussi l'avènement d'un marché ciblant une nouvelle clientèle : les jeunes<sup>62</sup>.

---

<sup>60</sup> Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>61</sup> Dominic SANDBROOK, *Never Had it So Good*, *op. cit.*, p. 80.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 107.

Les jeunes se posaient désormais en groupe social distinct de leurs aînés. Pour refléter leurs préoccupations différentes, de nouveaux produits qui leur étaient spécialement destinés apparurent sur le marché : disques, films, émissions radiophoniques ou télévisées, vêtements, etc. De manière concomitante, une nouvelle culture « jeune » prit forme, se démarquant de la culture dominante associée aux générations précédentes et au système en place<sup>63</sup>. Des stars du rock'n'roll aux étoiles montantes du cinéma, un vent de rébellion soufflait sur la jeunesse des années 1950. Ces nouvelles idoles remettaient en question l'ordre établi et l'autorité, laissaient cours à leur frustration et exprimaient plus librement leur désir sexuel. Ce faisant, elles contribuèrent au développement d'une sorte de toile de fond, « d'arrière-plan culturel rebelle » selon l'expression de Claude Chastagner<sup>64</sup>, qui allait favoriser l'émergence des différents mouvements de contestation.

Cependant, la jeunesse elle-même n'était pas un groupe homogène, et restait, à l'image de la société britannique, divisée selon des critères de classes sociales. Les différentes subcultures qui virent le jour au cours des années 1950 partageaient une volonté similaire de se démarquer de la culture dominante, du monde des adultes, de rejeter le consumérisme de la société d'abondance et de se rebeller contre l'autorité. Stuart Hall définissait les subcultures comme des phénomènes culturels distincts de la culture dominante, propres aux individus appartenant à un même groupe social<sup>65</sup>. Les *Teddy Boys*, issus principalement des jeunes générations de la classe ouvrière, se distinguaient surtout par leur style vestimentaire particulier, inspiré de la période Edwardienne et bientôt dépeints par les médias comme des délinquants en raison de leur propension à se regrouper en bandes et à se bagarrer. Dans le cadre de l'étude du mouvement

---

<sup>63</sup> Arthur MARWICK, *op. cit.*, p. 4.

<sup>64</sup> Claude CHASTAGNER, *Révoltes et utopies: militantisme et contre-culture dans l'Amérique des années soixante*, Paris, France : Presses universitaires de France, 2012, p. 50.

<sup>65</sup> John CLARKE, Stuart HALL, Tony JEFFERSON et Brian ROBERT, « Subcultures, cultures and class », dans Stuart HALL et Tony JEFFERSON (éds), *Resistance through Rituals: Youth subcultures in post-war Britain*, Abington : Routledge, Taylor & Francis Group, 2006, p. 6.

pour le désarmement nucléaire, c'est surtout la subculture de la *Beat Generation* américaine qui servit de substrat et devint son pendant culturel indissociable. Amateurs de jazz et de poésie, les *beats* rejetaient le matérialisme ambiant pour restaurer un degré de spontanéité, d'authenticité et de liberté dans leur mode de vie, à l'image de leurs idoles, les jazzmen noirs des années 1940 dont ils adoptèrent l'argot, les drogues et le style de vie bohème<sup>66</sup>. Cette subculture fut adoptée par de nombreux jeunes de la classe moyenne britannique, grâce aux liens transatlantiques entre les artistes et les poètes *beat*<sup>67</sup>. Elle représentait les prémices de la contre-culture qui allait voir le jour dans la deuxième moitié des années soixante, influençant considérablement les mouvements sociaux de l'époque. Dans son ouvrage *Bomb Culture*, Jeff Nuttall raconte les premières marches pour le désarmement nucléaire et insiste sur l'atmosphère festive qui y régnait. Les cortèges défilaient fréquemment au son des cuivres des jeunes *beats*, dont l'entrain aurait été selon lui responsable de l'essor du mouvement<sup>68</sup>. L'importance de cette facette du mouvement pour le désarmement nucléaire fut à la fois passée sous silence par ses organisateurs et décriée par les médias traditionnels afin d'en accentuer ou d'en ôter la dimension politique. Ainsi, les tabloïdes enfermèrent les manifestants dans le cliché du *beatnik*<sup>69</sup> barbu portant d'épais manteaux en laine (*duffle-coat*) alors que les colonnes du *Times* leur prêtaient des mœurs déviantes comme le manque d'hygiène, l'alcoolisme ou encore un penchant pour l'exhibitionnisme<sup>70</sup>. Les organisateurs préféraient au contraire louer le sérieux des manifestants et de leurs motifs : « *The passionate moral denunciation of the Christian, the fierce political condemnation of the socialist, the simple 'the*

<sup>66</sup> « The Beat Generation - I », *Peace News*, 12 août 1960, p. 5. « The roots of Beatness: The Beat Generation - II », *Peace News*, 9 septembre 1960, p. 5.

<sup>67</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, pp. 26, 34-5.

<sup>68</sup> Jeff NUTTALL, *Bomb culture*, Londres : Paladin, 1972, pp. 47-8.

<sup>69</sup> En 1958, un journaliste d'un grand quotidien de San Francisco affubla les *beats* de ce surnom péjoratif en ajoutant le suffixe yiddish *-nik*. Rapidement repris par le reste de la presse *mainstream*, son succès venait de l'amalgame qu'il créait entre les *beats* et le communisme, du fait de l'analogie avec le satellite soviétique Spoutnik. Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 32.

<sup>70</sup> « On from Aldermaston », *Peace News*, 22 avril 1960, p. 1. « CND undercurrents », *The Times*, 16 avril 1963, p. 11.

*bomb is wrong' of the child, the virulent industrial attack of the trade unionist, the economic argument of the student [...]* » <sup>71</sup>. Pourtant une caractéristique innovante du mouvement suscitant l'enthousiasme de ses jeunes recrues était justement les nombreux concerts de jazz rythmant défilés et rassemblements<sup>72</sup>. Au contraire, les manifestations organisées par la gauche traditionnelle paraissaient beaucoup plus sobres et suscitaient plutôt la lassitude et l'abattement des jeunes marcheurs<sup>73</sup>.

Le mouvement pour le désarmement nucléaire vit le jour grâce à la convergence de nouveaux courants politiques et culturels alternatifs apparus suite à un ensemble de bouleversements environnementaux sur la scène internationale. Ces milieux politiques et culturels permirent de sensibiliser les recrues potentielles et de les réunir pour la création d'associations spécifiquement dédiées à la cause. Leurs réseaux organisationnels participèrent ensuite à la diffusion du mouvement, tandis que leurs valeurs influencèrent son idéologie.

### **1.1.2. Prise de conscience et prémices du mouvement 1952-1957**

#### **1.1.2.1. Un pacifisme s'inscrivant dans la tradition de la non-violence gandhienne**

Les premiers signes d'opposition aux armes nucléaires provinrent des organisations pacifistes déjà existantes. La *Peace Pledge Union*, créée en 1934, prônait le renoncement à la guerre et avait aidé les objecteurs de conscience durant la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1950, l'organisation prit le parti du désarmement nucléaire unilatéral. Déjà à cette époque, la division entre les partisans des tactiques conventionnelles et les adeptes de la désobéissance

---

<sup>71</sup> « The marchers », *Peace News*, 27 avril 1962, p. 5.

<sup>72</sup> « This was Easter 1961 », *Peace News*, 7 avril 1961, pp. 5-6.

<sup>73</sup> « May Day », *Peace News*, 8 mai 1959, p. 4.

civile qui allait continuer à diviser le mouvement anti-nucléaire était clairement observable. Une commission défendant les mérites du principe de *satyagraha*<sup>74</sup> et chargée de réfléchir à son adaptation au contexte britannique lança en décembre 1951 « l'opération Gandhi » (*Operation Gandhi*) sous la houlette de Hugh Brock. Ce dernier était également rédacteur adjoint du magazine *Peace News* (organe officiel de la PPU jusqu'en 1961), dont les nombreux articles de l'époque présentaient très régulièrement des réflexions autour de la non-violence gandhienne<sup>75</sup>. Comme la ligne éditoriale du magazine soutenait également les mouvements de décolonisation et d'égalité raciale, cela permit aux pacifistes britanniques de tisser des liens internationaux avec des indépendantistes africains, à l'instar de Julius Nyerere au Tanganyika (devenu l'actuelle Tanzanie après fusion avec le Zanzibar), Kwame Nkrumah en Côte d'Or (actuel Ghana), ou Kenneth Kaunda en Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) et des militants pour les droits civiques des Afro-Américains comme Bayard Rustin. Ces canaux relationnels entre les mouvements allaient par la suite faciliter la diffusion des tactiques, cadres, symboles et slogans.

Le groupe passa à l'expérimentation pratique en janvier 1952 avec l'une des techniques phare de la non-violence gandhienne : le *sit-in*. Onze participants s'assirent sur les marches devant le ministère de la Guerre (*War Office*) à Londres, tandis qu'une poignée de volontaires distribuait des prospectus destinés à sensibiliser le public. L'action ne dura pas plus d'un quart d'heure, interrompue par les forces de l'ordre<sup>76</sup>. D'autres initiatives du même type suivirent afin de bloquer des lieux symboliques : base aérienne américaine de Mildenhall, centre de

---

<sup>74</sup> Ce terme sanskrit pourrait être traduit par « force de la vérité ». Il fait référence au pouvoir de la non-violence que Gandhi considérait comme une force spirituelle capable de triompher de la force physique.

<sup>75</sup> Sean SCALMER, « Reinventing Social Movement Repertoires: The 'Operation Gandhi' Experiment », *Australian National University Research Publication*, 2002, p. 3, [en ligne], [consulté le 27 mai 2016], disponible à l'adresse suivante : <<https://digitalcollections.anu.edu.au/handle/1885/41812>>.

<sup>76</sup> « News in brief », *The Times*, 12 janvier 1952, p. 3. « Evolution of the Aldermaston resistance », *Peace News*, supplément de février 1959, p. III. « From the War Office to Aldermaston », *Peace News*, 5 mai 1961, p. 6.

recherche en microbiologie de Porton Down, établissement de recherche atomique d'Harwell ou bien, encore, à l'usine d'armement nucléaire d'Aldermaston, d'où partiraient quelques années plus tard les grandes marches anti-nucléaires<sup>77</sup>. Les militants insistaient sur l'aspect moral de leur combat et en appelaient à la conscience de leurs compatriotes<sup>78</sup>. En 1954, les dirigeants de la PPU demandèrent à centraliser l'organisation des manifestations, ce qui marqua le retour à des tactiques plus conventionnelles. Néanmoins, à travers leurs réflexions théoriques et leurs expérimentations pratiques, les membres de l'opération Gandhi avaient préparé le terrain pour les futures organisations anti-nucléaires adeptes de l'action directe. En créant un précédent sur le sol britannique, ces militants inscrivirent les techniques de non-violence gandhienne dans le répertoire national d'action collective.

### **1.1.2.2. Phase constitutionnelle**

Différentes initiatives furent prises à travers le pays par les partisans du désarmement nucléaire unilatéral lors de la première phase très modérée et restreinte du mouvement. Les dignitaires religieux abordèrent le sujet lors de leurs sermons et organisèrent des veillées afin de sensibiliser leurs fidèles. Certains, comme le révérend Donald Soper, organisèrent des marches allant de leurs églises à Trafalgar Square, réunissant souvent quelques centaines de personnes<sup>79</sup>. Même dans des villes de taille plus modeste des processions eurent lieu dans les rues<sup>80</sup>. Soucieux de respecter la loi et d'utiliser les moyens constitutionnels à leur disposition, d'autres entreprirent d'envoyer des pétitions à

---

<sup>77</sup> « From Aldermaston to Christmas Island », *Peace News*, 12 mai 1961, p. 6. Sean SCALMER, « Reinventing Social Movement Repertoires », *op. cit.*, pp. 15-16.

<sup>78</sup> Sean SCALMER, *Gandhi in the West: the Mahatma and the rise of radical protest*. Cambridge : Cambridge University Press, 2011, p. 143.

<sup>79</sup> « 'Scrap Arms' March: Now is the time to do it – Dr. Soper », *Peace News*, 1<sup>er</sup> février 1957, p. 1. « Vigil of women at Westminster », *Peace News*, 10 mai 1957, p. 1. « Don't wait for America or Russia – Canon Collins », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 1.

<sup>80</sup> « H-Bomb test brings renewed protests », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 5. « Mounting H-protests », *Peace News*, 14 juin 1957, p. 2.

la reine, ou bien d'inonder leurs élus de lettres clamant leur réprobation envers les armes nucléaires<sup>81</sup>. Afin d'informer au mieux la population, l'hebdomadaire *Peace News* fut également vendu de porte à porte dans un grand nombre de villes à travers le pays. Aux yeux des tenants de l'unilatéralisme, la presse traditionnelle minorait les dangers de la poussière radioactive, et passait même sous silence les rapports officiels les dénonçant<sup>82</sup>. Mais ce ne fut qu'avec la formation d'organisations spécifiquement vouées à sa cause que le mouvement pour le désarmement nucléaire prit réellement son essor.

### 1.1.3. Apogée du mouvement : 1958-62

#### 1.1.3.1. Formation des organisations clés

En avril 1957, le livre blanc du ministre de la Défense, Duncan Sandys, marqua un tournant historique en établissant le primat de la dissuasion nucléaire sur les forces armées conventionnelles. Il annonçait entre autres la réduction des effectifs militaires, la suppression de la conscription, et réaffirmait le développement d'un programme d'armements thermonucléaires qui serait le fondement de la politique de défense nationale<sup>83</sup>. Les premiers essais atmosphériques de bombes à hydrogène britanniques débutèrent peu après dans le Pacifique. À l'initiative de Hugh Brock, un noyau d'anciens membres de l'opération Gandhi décida de former le *Direct Action Committee Against Nuclear War* (bientôt abrégé en DAC) afin de lever des fonds pour organiser l'incursion en bateau d'Harold et Sheila Steele dans la zone interdite au large de l'île Christmas. Cette expédition visait à empêcher les essais nucléaires prévus pour le mois de

---

<sup>81</sup> « Rising protests on H-bomb tests », *Peace News*, 26 octobre 1956, p. 8. « New moves to halt tests », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1957, p. 1.

<sup>82</sup> « H-dust peril: popular press plays down warning », *Peace News*, 15 juin 1956, p. 1. « Taking *Peace News* to the homes of Britain », *Peace News*, 10 août 1956, p. 1.

<sup>83</sup> « A Cruel piece of deception », *Peace News*, 12 avril 1957, p. 1. « Disarmament : Make this our defense policy », *Peace News*, 12 avril 1957, p. 1.

mai 1957. Même si l'action ne put se dérouler comme prévu, le fait que des militants fussent prêts à risquer leur vie pour protester contre les armes nucléaires attira l'attention des médias internationaux<sup>84</sup>. Ainsi, quelques mois plus tard, le Parti travailliste débattit d'une proposition visant à mettre un terme au programme nucléaire lors de sa conférence annuelle. Jusqu'alors, Aneurin Bevan – figure notoire de la gauche du parti – avait défendu le désarmement nucléaire unilatéral, affirmant qu'une arme de suicide ne pouvait être une arme de diplomatie<sup>85</sup>. Cependant, récemment nommé ministre des Affaires étrangères du cabinet fantôme, il se rangea du côté du dirigeant du parti, Hugh Gaitskell, et condamna la motion, qui fut massivement rejetée<sup>86</sup>. Ce revirement surprit et mécontenta les partisans de l'unilatéralisme, avant d'accélérer la croissance du mouvement anti-nucléaire balbutiant. Un mois plus tard, le 2 novembre 1957, le romancier J. B. Priestley publia un article fort commenté pressant les Britanniques de s'embarquer dans « une croisade morale » contre les armes nucléaires dans *The New Statesman*<sup>87</sup>. Face à la réponse enthousiaste des lecteurs, le rédacteur en chef du journal, Kingsley Martin, rassembla un certain nombre d'intellectuels et de militants partisans du désarmement unilatéral qui s'accordèrent pour former la *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND). Lancée officiellement en janvier 1958, la CND devint rapidement l'organisation majoritaire du mouvement. Contrairement au petit groupe de militants du DAC, elle prônait plutôt des tactiques conventionnelles et tenait à collaborer avec le Parti travailliste<sup>88</sup>. Mais cette ligne modérée strictement appliquée par ses dirigeants conduisit à la scission d'un groupe de militants plus radicaux, préférant

---

<sup>84</sup> « Direct Action Committee Against Nuclear War », *Peace News*, 12 avril 1957, p. 1. « Harold Steele: Why I am going to the Pacific », *Peace News*, 17 mai 1957, p. 7. « Bomb test opponent's mission failed », *The Times*, 5 août 1957, p. 4.

<sup>85</sup> « Weapon of suicide not diplomacy », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 5.

<sup>86</sup> Richard TAYLOR, « Labour Party and CND: 1957-1984 », dans TAYLOR et YOUNG (éds), *op. cit.*, pp. 103-5.

<sup>87</sup> « Britain and the nuclear bombs », *The New Statesman*, 2 novembre 1957 [en ligne], [consulté le 28 mai 2016], disponible à l'adresse suivante :

<<https://www.newstatesman.com/society/2007/02/nuclear-world-britain-power>>.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 107. « Campaign for nuclear disarmament launched in London », *Peace News*, 31 janvier 1958, p. 1.

les actions directes non-violentes. En octobre 1960, sous l'impulsion de l'ancien président d'honneur Bertrand Russell, le *Committee of 100* (C100) fut créé afin d'impulser une nouvelle dynamique au mouvement, remplaçant bientôt le DAC<sup>89</sup>. La structure organisationnelle du C100 était plus horizontale et participationniste que celle de la CND, inspirée des idéaux de la Nouvelle Gauche. En lieu et place d'exécutif, le C100 était doté d'un groupe de travail auquel tous les membres pouvaient prendre part afin de décider des nouvelles actions. Le C100 de Londres ne dictait pas la ligne à suivre à ses branches régionales, mais proposait des initiatives pouvant être reprises<sup>90</sup>. Même si la CND et le C100 réussirent à coopérer dans un premier temps, ces différences n'auraient de cesse de diviser le mouvement.

### **1.1.3.2. Les grandes marches de Pâques**

Le premier coup d'éclat du mouvement pour le désarmement nucléaire survint en avril 1958 avec l'organisation de la marche de Pâques, de Londres jusqu'au centre de recherche sur les armes nucléaires d'Aldermaston. Longue de plus de 80 kilomètres, elle débuta par un rassemblement à Trafalgar Square réunissant environ 10 000 personnes (4000 marcheurs et 6000 spectateurs) et s'acheva quatre jours plus tard par une série de discours devant une assemblée de 5000 à 8000 personnes, selon les estimations de la police ou des organisateurs respectivement<sup>91</sup>. Cette tactique des longues marches traversant de nombreuses villes et villages allait devenir la marque de fabrique du mouvement pour le désarmement nucléaire. S'il est difficile de retracer avec certitude les origines de ce type de technique de contestation, il est en revanche possible de penser que les membres du DAC, adeptes de la non-violence gandhienne, tirèrent leur

---

<sup>89</sup> « Facts behind the call for civil disobedience », *Peace News*, 7 octobre 1960, p. 1.

<sup>90</sup> « Working out direct democracy », *Peace News*, 6 octobre 1961, p. 5.

<sup>91</sup> « "A wide alliance" on the march to Aldermaston », *The Times*, 5 avril 1958, p. 6. « Scuffles as marchers reach Aldermaston », *The Times*, 8 avril 1958, p. 8. « Aldermaston: It's only the beginning », *Peace News*, 11 avril 1958, p. 1, 8. « Aldermaston rallies », *Peace News*, 18 avril 1958, p. 7.

inspiration de la marche du sel conduite par Gandhi en 1930. Longue de plus d'environ 400 kilomètres, elle avait pour but de protester contre l'impôt prélevé par l'administration coloniale sur le sel. Cependant, cette stratégie faisait déjà partie du répertoire de contestation national. En 1920, le syndicat des travailleurs non-voyants *National League of the Blind* (NLB) coordonna des marches partant de villes de province aux alentours de Pâques et convergeant vers Londres afin de demander davantage de prise en charge par l'État pour les personnes souffrant de cécité. Sur le chemin de la capitale, des rassemblements de quelques centaines, voire parfois quelques milliers de personnes eurent lieu. Des défilés similaires, mais de moindre succès, furent également organisés par la NLB en 1909 et 1936. De même, une série de marches de la faim (*Hunger marches*) réunit fréquemment jusqu'à plusieurs milliers de participants dans la période de l'entre-deux-guerres<sup>92</sup>.

Même si l'idée de la marche de Londres à Aldermaston émanait du DAC, la CND lui avait néanmoins accordé son soutien. Ainsi dans les mois suivant sa création, cette dernière connut une croissance si rapide qu'elle surprit tant ses organisateurs que les journalistes du magazine pacifiste *Peace News* qui rapportaient en juin : « *The Campaign for Nuclear Disarmament is gaining ground all over Britain. Reports pouring into PN office tell the same story time and time again: crowded meetings, unanimous resolutions, real anxiety and moral indignation* »<sup>93</sup>. À la fin de l'année, on dénombrait 270 groupes locaux dispersés à travers le pays<sup>94</sup>. Mais ce qui surprit le plus les organisateurs du mouvement, fut l'engouement qu'il suscita chez les jeunes, alors supposés apolitiques et apathiques. Ils vinrent pourtant par milliers gonfler les rangs du cortège de la première grande marche de Pâques, et quelques semaines plus tard, une vingtaine d'universités avaient formé leurs propres groupes rattachés à la CND<sup>95</sup>. Tandis que cette dernière était en passe de

---

<sup>92</sup> Matthias REISS, « Forgotten Pioneers of the National Protest March: The National League of the Blind's Marches to London, 1920 & 1936 », *Labour History Review*, 70, no. 2, août 2005, pp. 133–65.

<sup>93</sup> « The rising tide of protest », *Peace News*, 6 juin 1958 p. 2.

<sup>94</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 42.

<sup>95</sup> « Students and the bomb », *Peace News*, 2 mai 1958, p. 6. « The new vitality », *Peace News*, 27 mars 1959, p. 8.

devenir une organisation de masse, les militants du DAC se concentrèrent sur les actions directes non-violentes telles que des *sit-ins*, veillées, piquets de protestation, occupations et même des obstructions de sites liés au programme nucléaire. Les dirigeants de la CND jugeaient ces tactiques non-conventionnelles contre-productives et insistaient pour que leurs actions restent dans la limite de la légalité. Cette division n'empêcha pas les participants à la marche de Pâques de venir toujours plus nombreux. Le sens de la manifestation avait été inversé dès 1959 afin de garantir la présence du plus grand nombre pour le rassemblement final à Trafalgar Square. La stratégie s'avéra payante puisque celui-ci réunit 20 000 personnes en 1959, 40 000 en 1960, 100 000 en 1961 et 150 000 en 1962, lorsque les autorités interdirent l'accès à la place, forçant les militants à se réunir à Hyde Park. Au cours des années, la proportion de jeunes ne cessa de croître, de même que la présence des syndicats. Tandis que l'on en dénombrait cinq dans le cortège en 1959, 27 bannières de dénominations différentes flottaient en 1961 et encore davantage l'année suivante<sup>96</sup>.

Cette ascension s'est accompagnée d'une transformation du profil-type des marcheurs. Un article du *Times* décrit la première marche de Pâques comme très diverse, rassemblant des personnes de tous les âges et de milieux très différents (religieux, politiques, universitaires, etc.)<sup>97</sup>. Même si l'atmosphère festive était déjà présente dès 1958 à travers les groupes de jazz, les chansons folks ou les jeunes dansant le rock'n'roll, la dimension contre-culturelle s'accrut au fil des années<sup>98</sup>. En 1962, 90% des manifestants avaient moins de 21 ans, les *beats* étaient de plus en plus nombreux et visibles, et le défilé prenait des airs de révolte contre l'autorité – ce qui n'échappa pas à l'attention des

---

<sup>96</sup> « Aldermaston 1959 », *Peace News*, 3 avril 1959, p. 5. « In the square after all », *Peace News*, 20 mars 1959, p. 1. « On from Aldermaston », *Peace News*, 22 avril 1960, p. 1. « This was Easter 1961 », *Peace News*, 7 avril 1961, pp. 5-6. « Brotherhood not bombs », *Peace News*, supplément d'avril 1961, pp. 1-4. « The marchers », *Peace News*, 27 avril 1962, p. 5. « From Hyde Park to Grosvenor Square », *Peace News*, 27 avril 1962, pp. 6-7.

<sup>97</sup> « "A wide alliance" on the march to Aldermaston », *The Times*, 5 avril 1958, p. 6.

<sup>98</sup> « H-bomb protest march begins », *The Times*, 5 avril 1958, p. 14.

médias dont le regard se fit bien plus critique<sup>99</sup>. De même, les récits des marcheurs rendent compte du changement de ton et d'humeur au sein du cortège. La retenue et la sobriété qui le caractérisaient jusqu'alors fut mise de côté, tandis que le décalage entre l'impatience, la fougue de la nouvelle génération et la modération des dirigeants devint plus apparent<sup>100</sup>.

### **1.1.3.3. Cadrage moral de la situation**

Une autre particularité du mouvement pour le désarmement nucléaire fut la manière dont ses adeptes interprétèrent la situation à travers un prisme moral – caractéristique qui influencerait à son tour les autres mouvements émergeant dans son sillage. Des discours des intellectuels célèbres aux lettres dans les journaux de sympathisants lambda, la course effrénée aux armements nucléaires dans le contexte de la guerre froide était dépeinte comme une hérésie, sur le point de précipiter l'extinction du genre humain. Le gouvernement conservateur d'Harold Macmillan était considéré comme « irresponsable », notamment en raison du programme nucléaire britannique et de son alliance asymétrique conférant l'avantage aux États-Unis, comme en témoigne cette lettre d'un militant de la CND à l'éditeur du *Times* : « [...] *the government of this country is preparing, both alone and with its allies, to commit genocide on a scale hitherto un contemplated by the great ogre figures of the past* »<sup>101</sup>. Cet exemple met en évidence le cadre de diagnostic des militants, identifiant les armes nucléaires comme une menace pour la survie de l'humanité dont la responsabilité retombait sur les dirigeants des pays alliés du bloc de l'Ouest. Le soutien de l'opposition travailliste à la politique nucléaire du gouvernement lui valait un jugement similaire. Un slogan populaire lors des

---

<sup>99</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 22. « CND undercurrents », *The Times*, 16 avril 1963, p. 11.

<sup>100</sup> « From Hyde Park to Grosvenor Square », *Peace News*, 27 avril 1962, pp. 6-7.

<sup>101</sup> « Undercurrents to CND : The one essential truth », *The Times*, 18 avril 1963, p. 11.

rassemblements contre les essais atmosphériques de 1958 affirmait : « *a vote for Bevan is a vote for the H-Bomb* »<sup>102</sup>.

Afin d'encourager l'action collective, le cadre motivationnel fut construit autour de la notion de « devoir moral » (« *moral duty* »), selon les termes de l'avocat de militants non-violents arrêtés pour entrave aux représentants des forces de l'ordre (« *obstructing the police* »)<sup>103</sup>. Dès la première marche de Pâques, le président de la CND, le chanoine John Collins de la Cathédrale Saint Paul, insistait sur le choix symbolique du Vendredi Saint comme point culminant de l'évènement : « *Good Friday stood supremely for moral principles, and hydrogen bombs and nuclear weapons were a supreme moral issue* »<sup>104</sup>. Cette dimension religieuse conférait aux armes nucléaires un caractère maléfique, comme le déclarait les premiers mots de la chartre remise au Premier ministre et à l'archevêque de Cantorbéry à l'issue de la grande marche de 1959 : « *In faith and in reason, we affirm our conviction that nuclear arms are wholly evil* »<sup>105</sup>. Si la plupart des militants du mouvement partageait cette vision d'eux-mêmes comme des défenseurs de la morale, elle ne s'exprimait pas de la même manière. Pour les dirigeants de la CND, et notamment Collins, il convenait de donner une image respectable et solennelle du mouvement (reflétée par exemple dans l'interdiction de porter des chapeaux incongrus ou par la sobriété des banderoles caractéristiques à fond noir et lettrage blanc) et de respecter la loi<sup>106</sup>. Les grandes marches de Pâques prenaient des allures de chemin de croix, parfois réalisés dans des conditions climatiques difficiles et de confort sommaire, afin d'attester de la force des convictions des marcheurs. En plus d'être influencée par ces valeurs chrétiennes, la démarche des militants du DAC s'inscrivait également dans la tradition gandhienne. À leurs yeux, la gravité de la menace nucléaire justifiait la non-coopération avec « les forces du mal », et donc

---

<sup>102</sup> « Rocket marchers plead the 'Gandhi tradition' », *The Times*, 30 décembre 1958, p. 3.

<sup>103</sup> « Undercurrents to CND : The one essential truth », *The Times*, 18 avril 1963, p. 11.

<sup>104</sup> « "A wide alliance" on the march to Aldermaston », *The Times*, 5 avril 1958, p. 6.

<sup>105</sup> « The Aldermaston Charter: End the risk of total war », *Peace News*, 3 avril 1959, p. 1.

<sup>106</sup> « H-bomb protest march begins », *The Times*, 5 avril 1958, p. 14. Jeff NUTTALL, *op. cit.*, p. 49.

l'emploi de la désobéissance civile. Plus l'action de protestation mettait en lumière la souffrance que les militants étaient prêts à endurer, plus elle prouvait leur résolution : « *These marchers were willing to act in a way that cost themselves something. Here was the heart of their power. It is what Gandhi called self-suffering* »<sup>107</sup>. Ainsi, lorsqu'ils étaient emprisonnés par les autorités, la plupart choisissaient de demeurer dans leurs geôles plutôt que de payer les cautions, comme ce fut le cas après qu'ils aient bloqué la construction de la base de missiles Thor de Swaffham, dans le Norfolk, en organisant un *sit-in* en décembre 1958. La police dut les déloger en les soulevant un par un, tandis qu'ils se laissaient faire. Vingt-deux d'entre eux furent arrêtés et passèrent les fêtes de fin d'années en prison<sup>108</sup>.

En ce qui concerne le cadre de pronostic, les militants étaient favorables au désarmement unilatéral afin de se poser en exemple et de contrebalancer le déclin de l'influence diplomatique du pays. Lors du rassemblement de départ de la marche de Londres à Aldermaston en 1958, le député travailliste et membre de la CND Michael Foot prédisait que le mouvement s'amplifierait jusqu'à ce que le Royaume-Uni démantèle ses installations nucléaires et montre le chemin aux autres nations<sup>109</sup>. Le slogan « *Let Britain Lead* », déjà utilisé pour lancer une semaine d'actions nationales en septembre 1959, fit la une de *Peace News* en avril 1960 et s'imposa comme la devise du mouvement. Lors de la marche de Pâques de 1962 certaines pancartes portaient encore l'inscription : « *Britain's UNILATERAL Action Ended the Slave Trade: Let Britain Lead* »<sup>110</sup>. Cette notion que la grandeur du pays pouvait être restaurée en devenant une puissance au rayonnement moral plutôt que militaire marqua également les mouvements de contestation suivants, notamment celui contre la guerre du Vietnam.

---

<sup>107</sup> « Aldermaston: It's only the beginning », *Peace News*, 11 avril 1958, p. 1, 8.

<sup>108</sup> « What really happened at the rocket site », *Peace News*, 12 décembre 1958, p. 1. « Swaffham: 37 face jail », *Peace News*, 2 janvier 1959, p. 1.

<sup>109</sup> « "A wide alliance" on the march to Aldermaston », *The Times*, 5 avril 1958, p. 6.

<sup>110</sup> « The week opens », *Peace News*, 18 septembre 1959, pp. 7-8. « Let Britain lead », *Peace News*, 15 avril 1960, p. 1. Jodi BURKETT, « Re-Defining British Morality: 'Britishness' and the Campaign for Nuclear Disarmament 1958-68 », *Twentieth Century British History*, 21, n°2, 1<sup>er</sup> juin 2010, p. 188.

#### **1.1.3.4. Perspectives internationalistes**

Depuis ses débuts, le mouvement pour le désarmement nucléaire était ouvert sur le monde. Même si ses revendications avaient pour cible principale le gouvernement britannique, le problème de l'escalade nucléaire et les conséquences d'un éventuel conflit dépassaient les frontières nationales. Ainsi lors des marches de Pâques, des délégations représentant de nombreux pays étaient présentes. En 1960, des sympathisants venus du Pakistan, d'Inde, de Suède, de Chypre, de Malte, d'Irak, du Japon, d'Australie, de Ceylan, d'Afrique du Sud, du Nigéria, du Ghana et de France défilaient sous les bannières de leurs couleurs nationales<sup>111</sup>. En 1961, le nombre de militants étrangers venus spécialement pour rejoindre le cortège de la grande marche de Pâques s'élevait à 1500, selon les organisateurs<sup>112</sup>. Lors des rassemblements, il était également très fréquent que des intellectuels de renommée internationale viennent prendre la parole. Bayard Rustin – célèbre militant pour la cause pacifiste et pour les droits civiques des noirs américains, également membre de l'équivalent outre-Atlantique du DAC – s'adressa à la foule réunie à Aldermaston lors du *meeting* clôturant la marche de 1958. Le pasteur Martin Niemöller, figure prestigieuse du mouvement allemand contre les armes nucléaires, en fut un autre exemple<sup>113</sup>. Les militants britanniques réagirent également aux événements se déroulant dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, en planifiant par exemple des actions de soutien envers les partisans de mouvements similaires. Ainsi, suite à l'arrestation et à la détention de leurs homologues américains pour s'être introduits dans une zone d'essais nucléaires, les militants britanniques veillèrent devant l'ambassade américaine pendant 24 heures<sup>114</sup>.

---

<sup>111</sup> « 60,000 in bomb protest demonstration », *The Times*, 19 avril 1960, p. 10.

<sup>112</sup> « Aldermaston '61: 1,500 overseas marchers coming », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 1.

<sup>113</sup> « The Good Friday meeting in Trafalgar Sq. », *Peace News*, 18 avril 1958, p. 6.

<sup>114</sup> « *Golden Rule* seized and crew arrested », *Peace News*, 9 mai 1958, p. 1.

Des liens du même type avec les mouvements d'émancipation anticoloniale permirent également l'organisation d'actions internationales et transnationales. En septembre 1959, suite à l'annonce du gouvernement français des premiers essais nucléaires aériens en Algérie, le DAC entreprit de mettre sur pied une expédition internationale (*Sahara Protest Team*) visant à s'introduire dans la zone de test. Grâce aux liens personnels avec le président du Ghana Kwame Nkrumah et avec les militants de la CND locale, ils choisirent d'établir leur base à Accra. Les militants britanniques, français, américains et africains furent finalement arrêtés peu après avoir franchi la frontière avec la Haute Volta (actuel Burkina Fasso)<sup>115</sup>. Ils réussirent quand même à s'attirer un fort soutien auprès de la population Ghanéenne, comme en témoignaient les dizaines de milliers de personnes présentes lors de leurs rassemblements, ainsi qu'à obtenir l'appui du gouvernement comme de l'opposition. Michael Randle, un des organisateurs britanniques de l'opération, expliquait cette ferveur par un mélange de prise de conscience du danger que représentaient les armes nucléaires et par la rancœur des Ghanéens envers cette nouvelle forme d'impérialisme<sup>116</sup>.

Une autre forme d'action permettant une couverture médiatique internationale fut celle des marches transnationales. En plus d'arpenter leur propre pays d'un bout à l'autre en organisant des marches de la côte Est à la côte Ouest et du Sud au Nord (de Londres jusqu'à Holy Loch en Écosse), les militants appliquèrent la même stratégie en traversant les frontières<sup>117</sup>. Même s'ils furent peu nombreux à prendre part à de telles entreprises, certains participants n'hésitèrent pas à marcher plusieurs centaines, voire milliers de kilomètres. En 1959, un militant marcha par exemple de Londres jusqu'à la base militaire

---

<sup>115</sup> « French tests: protest team meets in Ghana », *Peace News*, 23 octobre 1959, p. 1. « Ghanaians volunteer for A-protest team », *Peace News*, 13 novembre 1959, p. 1. « Sahara team held at border », *Peace News*, 18 novembre 1959, p. 1.

<sup>116</sup> « United Ghana backs Sahara protest », *Peace News*, 27 novembre 1959, p. 1. « Sahara protest: meeting the people », *Peace News*, 27 novembre 1959, p. 1, 8.

<sup>117</sup> « 140-mile marchers », *Peace News*, 4 juillet 1958, p. 8. « March to Holy Loch starts on Monday », *Peace News*, 31 mars 1961, p. 10.

britannique de Dortmund, en Allemagne de l'Ouest, tandis qu'un groupe rallia Paris, où se tenait un sommet international, à l'issue de la grande marche de Pâques de 1960<sup>118</sup>. Mais certaines de ces manifestations furent également organisées conjointement par les sympathisants de plusieurs pays. Le DAC et son équivalent américain orchestrèrent ainsi une marche pour la paix de San Francisco à Moscou qui dura dix mois. Une dizaine de personnes quittèrent San Francisco le 1<sup>er</sup> décembre 1960, avant d'être rejoints à Londres par des Britanniques et des Scandinaves. Au cours de ce périple de presque 10 000 kilomètres, les participants prirent part à de nombreuses manifestations et rassemblements anti-nucléaires. Au Royaume-Uni, après s'être réunis à Trafalgar Square, les quelque milliers de militants présents les escortèrent jusqu'à la base militaire d'Aldermaston, retraçant ainsi l'itinéraire des cortèges des grandes marches de Pâques, dont la notoriété avait contribué à l'essor du mouvement à travers le monde<sup>119</sup>. La délégation parvint contre toute attente à franchir le rideau de fer et atteignit la place Rouge le 3 octobre 1961<sup>120</sup>. Cette vision internationaliste du mouvement pour le désarmement nucléaire allait devenir une autre des caractéristiques marquantes des mouvements des longues années soixante.

### **1.1.3.5. Diffusion outre-Atlantique et à travers le monde**

Les similitudes entre les actions menées par les mouvements pour le désarmement nucléaire aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que leur déroulement chronologique, indiquent la présence d'un phénomène de diffusion à double sens de part et d'autre de l'Atlantique. Le mouvement britannique étant

---

<sup>118</sup> « Rocket base action in Dortmund », *Peace News*, 3 juillet 1959, p. 8. « On from Aldermaston », *Peace News*, 22 avril 1960, p. 1.

<sup>119</sup> « U.S.-Moscow walkers at Aldermaston », *Peace News*, 9 juin 1961, p. 1.

<sup>120</sup> « Unilateralists in the Red Square », *Peace News*, 6 octobre 1961, p. 10. Gunter WERNICKE et Lawrence S. WITTNER, « Lifting the Iron Curtain: The Peace March to Moscow of 1960–1961 », *The International History Review* 21, no. 4, 1999, p. 913.

historiquement le premier, mais également le plus rayonnant, la diffusion eut d'abord lieu de la Grande-Bretagne vers son ancienne colonie. Au niveau des canaux non-relationnels ayant permis la diffusion, le sentiment des militants de partager un certain nombre de similarités culturelles avec leurs équivalents d'outre-Atlantique joua un rôle prépondérant. Les deux pays traversaient une période de relative prospérité, de consumérisme grandissant, d'accroissement démographique et d'accès élargi à l'éducation et à l'enseignement supérieur. Les liens entre les milieux de la subculture *beat* et de la Nouvelle Gauche facilitèrent également sa diffusion. La défense des valeurs communes au bloc de l'Ouest dans le contexte global de la guerre froide, la course aux armements nucléaires et la « relation spéciale » entre Londres et Washington suscitaient une réaction semblable de rejet parmi une certaine frange de la population. L'impression des militants des deux pays d'être dans une situation analogue créa l'identification permettant ensuite l'adoption d'éléments du mouvement concurrent. Les médias traditionnels et alternatifs servirent également de canaux non-relationnels contribuant à informer les militants des deux côtés de l'Atlantique des innovations de leurs homologues. L'hebdomadaire britannique *Peace News* était par exemple disponible aux États-Unis, comme l'indiquait le prix en dollar sur ses couvertures. Même des petits quotidiens régionaux à l'étranger couvrirent les actions des pacifistes, comme le prouve le cas d'un membre de la CND voyageant en Suisse et découvrant la photo de ses camarades dans les pages d'une gazette locale<sup>121</sup>. Des canaux relationnels facilitèrent le transfert par le biais de correspondances, de conversations téléphoniques entre les militants ou même de déplacements personnels et ce, dès le début. L'exemple le plus significatif fut probablement celui du militant noir américain Bayard Rustin. À la fois membre de groupes défendant le désarmement nucléaire et les droits civiques, il participa à la première grande marche de Pâques en 1958 et s'adressa à la foule des participants. Son discours mit en lumière les parallèles entre les deux

---

<sup>121</sup> « People and places: 'what next?' », *Peace News*, 13 février 1959, p. 3.

mouvements et leur crédo de désobéissance civile non-violente héritée de Gandhi :

*We cannot find political expression in Washington. This means there must be a new responsibility amongst people, and nothing short of a social organisation of personal responsibility will do it. We must use our bodies in direct action, non-cooperation, whatever is required to bring our Government to its senses.[...] we must take the motto used by the Negroes in Montgomery. Although they are lynched, beaten, discriminated against, they accept the slogan: 'We shall not co-operate with Government or authority where it is wrong, but, on the other hand, when we protest we do it on the understanding that not one hair of one white person is to be harmed in our struggle. We are non-violent because injury to one is injury to all.'*<sup>122</sup>

Bien que les conditions de vie des partisans du désarmement nucléaire au Royaume-Uni et des noirs aux États-Unis fussent très différentes, ils partageaient une impression semblable de ne pas être entendus par leurs gouvernants. Cette perception engendra la même conviction que l'action directe et de la désobéissance civile étaient les seuls moyens d'infléchir les politiques de leurs gouvernements respectifs. Favorablement impressionné par la marche de Londres à Aldermaston, Rustin reconnut s'en être inspiré pour organiser la marche de San Francisco à Moscou en 1961, mais aussi la célèbre marche sur Washington pour l'emploi et la liberté (*March on Washington for jobs and freedom*) de 1963, à l'issue de laquelle Martin Luther King prononça son fameux discours « *I have a dream* »<sup>123</sup>. Ce dernier était également en contact avec des militants britanniques avec qui il correspondait régulièrement et envoyait ses écrits relatant son combat contre la ségrégation dans le Sud des États-Unis. Ils contenaient notamment des conseils concrets décrivant étape par étape l'organisation d'actions directes non-violentes<sup>124</sup>. Certains Américains résidant au Royaume-Uni renforcèrent ces liens entre les deux pays, comme par exemple Theodore Roszak

<sup>122</sup> « The Good Friday meeting in Trafalgar Sq. », *Peace News*, 18 avril 1958, p. 6.

<sup>123</sup> « The organisation that launched the march to Moscow », *Peace News*, 2 juin 1961, p. 2. Lawrence WITTNER, *Resisting the Bomb*, op. cit., p. 49.

<sup>124</sup> « People and places: desegregation ... means hard work », *Peace News*, 13 février 1959, p. 3.

ou Gene Sharp qui furent tous deux respectivement rédacteur en chef et rédacteur adjoint de *Peace News*. Lors d'un discours adressé à la foule des manifestants réunis à la base aérienne de Brize Norton dans le comté d'Oxford, Gene Sharp exhorta par exemple les Britanniques à s'inspirer des techniques de désobéissance civile utilisées par leurs homologues américains, quitte à remplir les prisons afin de sauver des vies à travers le monde<sup>125</sup>.

De même, la structure des deux mouvements était très semblable. Les deux organisations majoritaires, CND et SANE (*National Committee for a Sane Nuclear Policy*) étaient relativement modérées et partisans de tactiques constitutionnelles. SANE prit son essor suite à la publication le 15 novembre 1957 dans *The New York Times* d'une déclaration alertant la population contre la menace nucléaire par le biais d'un cadrage moral de la situation, qui produisit un effet similaire à l'article de Priestley, parut quelques jours plus tôt dans *The New Statesman*<sup>126</sup>. L'évolution des revendications passant de l'arrêt des tests nucléaires au désarmement nucléaire en général se produisit en décembre 1957 pour le mouvement britannique, qui fut bientôt suivi par son équivalent américain<sup>127</sup>. Toutefois, SANE demeura en faveur d'un accord multilatéral plutôt que du désarmement unilatéral, contrairement à la CND. Une association nommée *Committee for Non-Violent Action*<sup>128</sup> (CNVA) fut formée trois mois après son équivalent britannique – le DAC – en août 1957, par des militants également désireux d'appliquer les techniques de désobéissance civile de Gandhi<sup>129</sup>. La tentative d'Harold Steele de pénétrer dans la zone d'essais nucléaires de l'île Christmas en mai 1957, bien que soldée par un échec, fut reprise par des membres du CNVA. Dans un entretien avec un journaliste de *Peace News*, Bayard Rustin expliquait que ce fut par l'entremise de ce même journal que les militants

---

<sup>125</sup> « “No victory without action”: PN staffman at Brize Norton », *Peace News*, 6 juin 1958, p. 3.

<sup>126</sup> Lawrence WITTNER, *Resisting the Bomb*, *op. cit.*, p. 52.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>128</sup> Il fut initialement créé sous l'appellation *Non-Violent Action Against Nuclear Weapons* mais changea en 1959 pour CNVA, nom sous lequel il est généralement plus connu.

<sup>129</sup> « Eleven against the bomb defy law – arrested in Nevada test area », *Peace News*, 9 août 1957, p. 1.

américains eurent vent de ses exploits et décidèrent de les reproduire : « *CNVA really got going when it organised the voyage of the 'Golden Rule' in an attempt to halt US H-bomb tests in the Pacific – a project inspired by the Peace News reports of Harold Steele's attempts to reach Christmas Island* »<sup>130</sup>. En juin 1958, Albert Bigelow entreprit de se rendre dans la zone de test des îles Marshall à bord du *Golden Rule* mais fut arrêté à Hawaï<sup>131</sup>. Earle Reynolds y parvint finalement, le 1<sup>er</sup> juillet, avant d'être à son tour appréhendé le lendemain par les garde-côtes<sup>132</sup>. En 1961, ce dernier repartit vers Vladivostok afin de tenter de bloquer les essais nucléaires soviétiques<sup>133</sup>. Cette technique, permettant aux militants à la fois de s'opposer directement aux essais nucléaires mais aussi d'attirer l'attention des médias internationaux, allait continuer à être utilisée au cours des longues années soixante, notamment par l'organisation *Greenpeace* (voir chapitre sur le mouvement écologiste).

Suite à la grande marche de Pâques de Londres à Aldermaston en 1958, certains militants continuèrent à camper devant les portes de l'usine d'armements pendant une semaine, une technique qu'ils baptisèrent « veillée atomique » (« *atomic vigil* »). À cette occasion, ils en profitèrent pour ouvrir le dialogue avec les ouvriers et les habitants des environs afin d'éveiller les consciences<sup>134</sup>. Cette tactique fut ensuite adoptée par les Américains, qui organisèrent des campements tout à fait similaires à Cape Canaveral, en Floride, devant une zone d'essais balistiques à Cheyenne, dans le Wyoming, où une base de missiles nucléaires était en cours de construction. Son utilisation se répandit également au Royaume-Uni où un nouveau camp fut dressé pour une durée de neuf semaines devant l'usine d'Aldermaston afin de sensibiliser les employés et les habitants des environs. D'autres sites firent ensuite l'objet d'un traitement analogue, à l'instar de la base

---

<sup>130</sup> « The organisation that launched the march to Moscow », *Peace News*, 2 juin 1961, p. 2.

<sup>131</sup> « "Golden Rule" to sail again », *Peace News*, 6 juin 1958, p. 1.

<sup>132</sup> Lawrence WITTNER, *Resisting the Bomb*, op. cit., pp. 55-56.

<sup>133</sup> « The Phoenix sails again ...to Vladivostok », *Peace News*, 22 septembre 1961, p. 12.

<sup>134</sup> « Aldermaston vigillars asked to see Penney », *Peace News*, 18 avril 1958, p. 1.

américaine de Brize Norton, près d'Oxford<sup>135</sup>. Le pas suivant fut franchi par les militants de Cheyenne, au mois d'août, qui finirent par pénétrer illégalement à l'intérieur du chantier afin de bloquer la construction de la base de missiles. Deux d'entre eux furent emprisonnés<sup>136</sup>. Si les Britanniques de l'opération Gandhi avaient déjà eu recours à cette même technique en 1952, elle ne fut réemployée qu'après la publication des récits des événements de Cheyenne. En décembre, les membres du DAC se rendirent à Swaffham dans le Norfolk, afin de bloquer la construction d'une base de missiles Thor. Au cours du mois, il y eut une série de manifestations et d'obstructions non-violentes. Les protestataires s'allongeaient ou s'asseyaient devant les camions afin de leur barrer le passage, et se laissaient ensuite aller sans résister lorsque les policiers les délogeaient<sup>137</sup>. Un autre exemple de diffusion des États-Unis vers le Royaume-Uni eut lieu dans le cadre de la résistance contre le projet Polaris, objet de colère des deux côtés de l'Atlantique. À l'automne 1960, des militants du CNVA abordèrent deux sous-marins nucléaires américains lanceurs de missiles Polaris. Leur succès retentissant fut narré en détails dans les colonnes de *Peace News* et même rapporté dans les journaux traditionnels<sup>138</sup>. Lorsque ces mêmes sous-marins traversèrent l'océan pour jeter l'ancre à la base d'Holy Loch en Écosse, les militants britanniques entreprirent à leur tour d'aborder les sous-marins et le navire ravitailleur *Protens* qui les accompagnait. Si les canoës des pacifistes ne firent pas le poids face à l'arsenal militaire déployé par les autorités et furent rapidement immobilisés lors de leur première tentative au début du mois de mars 1961, d'autres s'avèrent plus fructueuses. À la fin du mois, trois militants parvinrent à monter sur le pont de l'un des sous-marins. En avril, ils tentèrent d'empêcher le *Protens* de quitter le quai pour effectuer des exercices navals en lui barrant la route avec leurs canoës.

---

<sup>135</sup> « March on H-base », *Peace News*, 9 mai 1958, p. 8. « Return to Aldermaston: nine week camp at atom plant – in the USA too... », *Peace News*, 4 juillet 1958, p. 1.

<sup>136</sup> « Missile base protesters jailed: Cheyenne resistance continues », *Peace News*, 29 août 1958, p. 1.

<sup>137</sup> « Second rocket base struggle », *The Times*, 8 décembre 1958, p. 10.

<sup>138</sup> « How we boarded Polaris submarines », *Peace News*, 18 novembre 1960, pp. 1, 12. « News in brief », *The Times*, 23 novembre 1960, p. 9.

Au mois de mai, ils furent des dizaines à lancer un assaut coordonné et à être repoussés avec force par les policiers et l'équipage américain<sup>139</sup>. Une dizaine d'années plus tard, les membres de *Greenpeace* adapteraient encore cette tactique en interposant leurs esquifs devant les baleiniers pour les empêcher de tirer au harpon sur les cétacés (voir le chapitre sur le mouvement écologiste).

Le mouvement pour le désarmement nucléaire britannique ne fit pas seulement l'objet d'un processus de diffusion à double sens avec son équivalent américain, mais constitua également un modèle adapté en Europe et dans le Commonwealth. Des organisations semblables à la CND furent formées en Scandinavie, tandis que les pays du « vieux Commonwealth » suivirent la voie de l'association britannique, allant même jusqu'à emprunter son nom au Canada et en Nouvelle-Zélande. La tactique de la marche de Pâques partant d'une usine d'armements nucléaires, ou autre lieu symbolique, jusqu'à la capitale fut reproduite en Italie, au Danemark, aux Pays-Bas, en Allemagne de l'Ouest et en Grèce, où les manifestants marchaient de Marathon à Athènes<sup>140</sup>. En 1964, des dizaines de milliers de personnes parcoururent les 42 kilomètres séparant Marathon d'Athènes et environ 300 000 assistèrent au rassemblement final. L'influence britannique fut largement revendiquée, le groupe organisateur créé en 1962 ayant choisi l'appellation *Bertrand Russel Youth Society for Nuclear Disarmament* en hommage au philosophe militant du même nom<sup>141</sup>. Le contexte de cette marche était particulièrement tendu, du fait du meurtre du député et militant anti-nucléaire Grigoris Lambrakis l'année précédente. Après avoir porté la bannière grecque lors de la grande marche de Pâques de 1963 en Angleterre, il avait été,

---

<sup>139</sup> « Holy Loch action », *Peace News*, 17 mars 1961, p. 7. « Three board sub in the Holy Loch », *Peace News*, 31 mars 1961, p. 9. « How we boarded the Proteus », *Peace News*, 21 avril 1961, p. 12. « Principles, strategy and tactics at the Holy Loch », *Peace News*, 26 mai 1961, p. 4.

<sup>140</sup> « Ban-the-bomb campaigners meet RAF at base », *Peace News*, 21 octobre 1960, p. 12. « Brotherhood, not bombs », *Peace News*, 7 avril 1961, p. 1. « Easter abroad », *Peace News*, 14 avril 1961, pp. 5, 6. « The international movement », *Peace News*, 20 avril 1962, p. 3. Michael FREY, « The International Peace Movement », dans Martin KLIMKE et Joachim SCHARLOTH (éds), *1968 in Europe – A History of Protest and Activism 1956-1977*, New York : Palgrave Macmillan, 2008, p. 39.

<sup>141</sup> « March of victory from Marathon to Athens », *Peace News*, 5 juin 1964, p. 3.

une dizaine de jours plus tard, le seul participant à pouvoir terminer la première marche de Marathon à Athènes, interdite par le gouvernement. Grâce à son immunité parlementaire, il n'avait pas fait partie des 2000 personnes arrêtées par les forces de l'ordre. Il fut assassiné deux mois plus tard par des militants d'extrême droite, vraisemblablement en raison de ses activités militantes<sup>142</sup>. Sa mort galvanisa l'opposition au gouvernement, notamment par l'entremise des mobilisations pacifistes et antinucléaires.

Dans certains pays, comme en Allemagne de l'Ouest, une forme de tuilage entre les militants facilita la diffusion. En août 1959, des vétérans de l'action de Swaffham se rendirent à la base de missiles britanniques de Dortmund et organisèrent son obstruction non-violente avec quelques 350 protestataires allemands<sup>143</sup>. Mais l'élément le plus repris fut incontestablement l'emblème du DAC et de la CND. Peu avant la première marche vers Aldermaston en 1958, l'artiste britannique Gerald Holtom dessina une croix chrétienne brisée et inversée au milieu d'un cercle représentant à la fois le désespoir de l'humanité face à la menace nucléaire et les signaux sémaphores « N » et « D » pour « *Nuclear Disarmament* »<sup>144</sup>. Ce signe avait l'avantage d'être réversible et donc bien visible des deux côtés lors des manifestations. Les militants le dessinèrent ensuite sur des pancartes caractéristiques en forme de sucettes (« *lollipops* ») brandies lors du défilé. Au vu du succès de l'évènement, les deux organisations l'adoptèrent officiellement. Son utilisation se propagea à l'étranger, en même temps que les techniques de contestation, pour finalement devenir un symbole universel de paix, comme allait en témoigner son emploi lors de des mobilisations contre la guerre du Vietnam (voir annexe 1, 2 et 3).

---

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> « Direct action in Denmark and Germany: dockside campaign against missiles », *Peace News*, 14 août 1959, p. 1.

<sup>144</sup> « The ND symbol », *Peace News*, 2 juin 1961, p. 6.

## 1.1.4. Déclin

### 1.1.4.1. Divisions internes

Une des causes permettant d'expliquer le déclin du mouvement pour le désarmement nucléaire fut les divisions entre, d'une part, les modérés, représentés par les dirigeants de la CND, prônant la collaboration avec le Parti travailliste pour changer la politique nucléaire du pays et souhaitant faire usage de tactiques constitutionnelles ; d'autre part, les militants plus radicaux, incarnés par le C100, souhaitant transformer la société et ses institutions en profondeur par le biais de la désobéissance civile<sup>145</sup>. Cette ligne de fracture s'était aggravée suite au rejet de la résolution unilatéraliste lors de la conférence du Parti travailliste de 1961. L'année précédente, la proposition avait pourtant été votée grâce à l'appui des syndicats<sup>146</sup>. Mais le dirigeant du parti, Hugh Gaitskell, y était ardemment opposé, et reformula le débat autour de l'unité du parti afin d'éviter une quatrième défaite lors des élections générales. Comme les espoirs de la CND reposaient sur le Parti travailliste, ce revirement exacerba les tensions au sein du mouvement. Ce changement de cap rendait de fait la stratégie de la CND caduque :

*The Brighton conference, then, represents something of a crisis for CND, for its policies have always been based round the hope of capturing the Labour Party. In many ways CND's policies had more relevance in 1958 than they have in 1962. In 1958 it was easier than it is now to suppose that the Labour Party was fundamentally a party of peace.<sup>147</sup>*

L'arrivée d'Harold Wilson à la tête du parti et bientôt du gouvernement, n'inversa pas la tendance. Bien qu'ayant remis en question l'accord sur les missiles Polaris signé par Macmillan dans le manifeste précédant son élection, Wilson poursuivit

---

<sup>145</sup> « Is it revolution we're after? », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 9.

<sup>146</sup> « Plans to consolidate the victory », *Peace News*, 14 octobre 1960, p. 1.

<sup>147</sup> « The party's over », *Peace News*, 5 octobre 1962, p. 1.

dans la même veine que son prédécesseur, contribuant ainsi à l'éloignement entre la CND et le parti, et donc au déclin de l'organisation<sup>148</sup>.

Les divergences sur les tactiques avaient aussi contribué à scinder le mouvement. Les militants radicaux reprochaient aux dirigeants de la CND leur immobilisme, tandis que ces derniers les considéraient comme des hors-la-loi en raison de leurs pratiques parfois illégales, vues comme une déroute éthique<sup>149</sup>. La grande marche de Pâques de 1963 révéla ces fractures au grand jour. Frustrés par le sentiment que la direction de la CND était déconnectée de la base du mouvement, une partie des manifestants refusa d'obéir aux consignes et fit preuve d'incivilité, ce qui contrastait fortement avec la discipline habituelle du cortège<sup>150</sup>. Alors qu'entre 1958 et 1962 le nombre de marcheurs d'Aldermaston à Londres n'avait cessé d'augmenter, en 1963 il chuta à 70 000 lors du rassemblement final, selon les chiffres des organisateurs<sup>151</sup>. Des échauffourées entre manifestants et policiers éclatèrent, tandis que le C100 lança une action séparée, en marge du cortège, ce qui aggrava les querelles entre les deux factions du mouvement. L'année suivante, l'évènement fut limité à une seule journée d'action qui ne réunit que 20 000 participants<sup>152</sup>. Ces turbulences étaient à la fois la cause et le reflet des tensions au sein de la mobilisation, et s'expliquaient également par l'approche de plus en plus répressive du gouvernement, mettant le crédo de non-violence des militants à dure épreuve.

---

<sup>148</sup> Richard TAYLOR dans Richard TAYLOR et Nigel YOUNG (éds), *op. cit.*, p. 120.

<sup>149</sup> « There's room for all », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 7.

<sup>150</sup> « A question of leadership », *Peace News*, 19 avril 1963, p. 4.

<sup>151</sup> « Aldermaston – London 1963 », *Peace News*, 19 avril 1963, p. 9.

<sup>152</sup> April CARTER, *Peace Movements: International Protest and World Politics Since 1945*, New York : Routledge, 2014, pp. 52-3.

### **1.1.4.2. Signal d'ouverture de la structure des opportunités politiques**

Face à la montée de la contestation, les autorités durcirent le ton – un changement d'attitude qui révélait à la fois l'efficacité des stratégies employées par les militants et leur propre vulnérabilité. Elles entreprirent d'empêcher l'organisation d'actions collectives en les interdisant directement ou en barrant l'accès aux points de rendez-vous, et de dissuader les militants d'y prendre part, par le biais d'arrestations de masse et l'alourdissement des sanctions pénales. Le rassemblement du 17 septembre 1961 à Trafalgar Square fut par exemple interdit, ce qui n'empêcha pas une foule d'environ 12 000 manifestants de s'y réunir, mais se termina avec l'arrestation de 1314 personnes par les forces de l'ordre. La moitié d'entre elles refusa de payer les cautions et passa la nuit en prison, avant de comparaître devant les tribunaux le lendemain. Lors de cette même fin de semaine, 350 militants furent également arrêtés en Écosse, aux abords du Holy Loch, où ils participaient à un *sit-in*<sup>153</sup>. En mars 1962, 1172 personnes furent à nouveau appréhendées à l'issue d'un rassemblement à Parliament Square<sup>154</sup>. Les peines de prison encourues se faisaient de plus en plus longues – passant de quelques jours à plusieurs mois – avec la condamnation de six des membres du C100 à des sentences allant de 12 à 18 mois d'emprisonnement en février 1962<sup>155</sup>. Ce phénomène s'accompagna d'un traitement médiatique du mouvement beaucoup moins favorable, légitimant le durcissement de la répression policière. Les militants unilatéralistes étaient fréquemment dépeints comme des délinquants au comportement violent, contrastant avec la retenue des policiers. Un article du *Times* relatant le *sit-in* interdit du 17 septembre 1961 insistait sur le comportement agressif des manifestants décrits comme une foule en furie : « *Earlier there was*

---

<sup>153</sup> « 1,314 arrests in Trafalgar Square disorders », *The Times*, 18 septembre 1961, p. 10. « London and Holy Loch postscript », *Peace News*, 22 septembre 1961, p. 11.

<sup>154</sup> « The twenty megaton bomb », *Peace News*, 30 mars 1962, p. 1.

<sup>155</sup> « Prison for six members of Committee of 100 », *The Times*, 21 février 1962, p. 6. « The verdict is guilty, but has Regina won? », *Peace News*, 23 février 1962, p. 1.

*isolated fighting and constant jostlings as swaying, jeering crowds shouted insults at the police as they placed demonstrators in the waiting vehicles* ». Le seul sous-entendu concernant la brutalité des policiers provenait d'un député travailliste qui la contrebalançait en louant aussi leur civilité : « *the police acted with very great restraint, but there were a few ugly incidents* »<sup>156</sup>. Le magazine *Peace News* prit le parti inverse et publia des extraits de lettres de manifestants ou de passants témoins de la violence de certains agents de police, comme par exemple le cas de deux femmes et d'un homme d'une cinquantaine d'année, jetés par six policiers dans une fontaine, ou bien celui d'un agent encourageant son collègue à frapper plus fort un manifestant<sup>157</sup>. Quelques mois plus tard, un éditorial du *Times* alla même jusqu'à avancer que le mouvement était tombé aux mains de fauteurs de troubles anarchistes. D'autres journaux n'hésitèrent pas à prêter des propos inventés à des membres de la CND, accusant l'organisation d'être infiltrée et manipulée par des communistes – ce qui dans le contexte de la guerre froide était une atteinte grave à sa réputation<sup>158</sup>. En juin 1963, les locaux du C100 ainsi que les domiciles de cinq de ses membres, furent perquisitionnés par les forces de l'ordre. Les policiers emportèrent des documents concernant les préparatifs d'une action non-violente au centre de recherche en microbiologie de Porton Down et confisquèrent des pamphlets, mais il n'y eut aucune suite judiciaire<sup>159</sup>. Loin de les dissuader de continuer leurs activités, le comportement des autorités galvanisa les membres du C100, voyant dans cette hausse de la répression le signe que leur mobilisation portait ses fruits : « *We're delighted that the government is recognising the seriousness of our challenge to its war preparations. Far from deterring us, this has stimulated our activity* »<sup>160</sup>.

Le signal de l'ouverture de la structure des opportunités politiques était également dû à la perception du succès du mouvement pour le désarmement

---

<sup>156</sup> « 1,314 arrests in Trafalgar Square disorders », *The Times*, 18 septembre 1961, p. 10.

<sup>157</sup> « Police violence », *Peace News*, 29 septembre 1961, p. 12.

<sup>158</sup> « Alan Clayton: why I resigned from CND », *Peace News*, 1<sup>er</sup> juin 1962, p. 8. « CND undercurrents », *The Times*, 16 avril 1963, p. 11.

<sup>159</sup> « Undeterred », *Peace News*, 28 juin 1963, p. 1.

<sup>160</sup> *Ibid.*

nucléaire au Royaume-Uni, mais aussi aux États-Unis. En août 1963, la signature du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires engageant les gouvernements soviétique, américain et britannique à mettre un terme aux tests atmosphériques et sous-marins fut considérée comme une victoire par les militants<sup>161</sup>. Le début de la détente, amorcée suite à la crise des missiles de Cuba d'octobre 1962, semblait également faire reculer la menace d'une guerre atomique. Après avoir conduit le monde au bord d'un conflit nucléaire, la résolution pacifique de cet événement prouvait, selon les termes d'un journaliste de *Peace News*, que les deux grandes puissances étaient finalement « plutôt saines d'esprit » (« *acting with some degree of sanity* »)<sup>162</sup>. L'installation de la ligne directe du téléphone rouge entre le Kremlin et la Maison Blanche, visant à éviter un nouvel incident, marquait également l'apaisement des relations entre les deux blocs. Ainsi, l'obtention d'un certain nombre de leurs demandes contribua à pousser les militants à se tourner vers d'autres causes, notamment l'opposition à la guerre du Vietnam, tandis que d'autres groupes prenaient note que le moment était opportun pour faire valoir leurs propres revendications.

#### **1.1.4.3. Conclusion et impact du mouvement**

L'impact du mouvement pour le désarmement nucléaire reste très controversé. Si l'on juge son succès à l'aune de sa revendication principale, le désarmement unilatéral, on peut affirmer sans risque que le mouvement a échoué. Certains commentateurs soutiennent d'ailleurs sans détour qu'il n'eut qu'une influence très limitée sur les lignes politiques du gouvernement et de l'opposition<sup>163</sup>. Néanmoins, la réaction de l'exécutif de lancer dans un premier temps une campagne défendant sa position face à la montée en puissance du

---

<sup>161</sup> « Is CND finished? », *Peace News*, 20 septembre 1963, p. 1.

<sup>162</sup> « The party's over », *Peace News*, 5 octobre 1962, p. 1.

<sup>163</sup> Dominic SANDBROOK, *Never Had It So Good*, *op. cit.*, p. 274. Richard TAYLOR dans Richard TAYLOR and Nigel YOUNG (éds), *op. cit.*, p. 127. Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 13.

mouvement, et dans un deuxième temps de réprimer ses manifestations, semble indiquer que ce dernier était perçu comme une menace sérieuse par la sphère politique. De plus, l'accès bloqué à certains dossiers d'archives gouvernementales pour les cent prochaines années laisse l'historien Lawrence Wittner supposer que le gouvernement aurait pu avoir recours à des techniques illégales destinées à saboter la mobilisation<sup>164</sup>. Wittner souligne également que le mouvement réussit à sensibiliser la population au danger des armes nucléaires et à ouvrir le débat public. Il voit dans la baisse de la mobilisation faisant suite au Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963 le signe que les participants avaient interprété ce dernier comme une victoire, comme une preuve que leur contestation avait réussi à infléchir la politique des conservateurs au pouvoir<sup>165</sup>. C'était justement cette perception du succès du mouvement et de l'efficacité de sa stratégie, forçant les autorités à se mettre sur la défensive, qui signalait l'ouverture de la structure des opportunités politiques aux autres groupes de militants.

Le mouvement pour le désarmement nucléaire joua véritablement un rôle précurseur au sein du cycle de contestation des longues années soixante, ouvrant la voie aux mouvements suivants. En fournissant un exemple local de l'emploi des techniques de non-violence gandhienne, il permit de les inscrire dans le répertoire national d'action collective, ce qui les allait faciliter leur réutilisation par les militants des mouvements suivants. Il contribua également à l'éveil de leur conscience politique et à l'acquisition d'une première expérience de participation à des actions collectives, favorisant par la suite l'émergence de nouvelles mobilisations. L'analyse des sources primaires tirées des journaux alternatifs a permis de mettre en évidence les processus de diffusion à l'œuvre au sein des longues années soixante. Le mouvement pour le désarmement nucléaire britannique inspira un mouvement analogue aux États-Unis, et dans d'autres pays

---

<sup>164</sup> Lawrence WITTNER, « The Misuse of the High-Minded: The British Government's First Campaign Against CND » *New Blackfriars*, 1991, p. 59.

<sup>165</sup> Lawrence WITTNER, *Confronting the bomb: a short history of the world nuclear disarmament movement*, Stanford : Stanford University Press, 2009, p. 112.

à travers le monde, mais aussi des luttes aux revendications différentes, comme le combat pour les droits civiques des noirs américains ainsi que les mouvements qui lui succédèrent dans le cycle de contestation au Royaume-Uni. Son successeur immédiat, le mouvement contre la guerre du Vietnam commença par se développer au sein de sa structure organisationnelle déjà existante avant que de nouveaux groupes spécifiques ne soient créés. Les militants chevronnés se tournèrent aussi vers le problème plus général des inégalités sociales, et entreprirent de lancer des programmes d'action directe pour tenter d'y remédier à l'échelle locale. Les mouvements étudiant, féministe, gay et lesbien, écologiste, pour l'égalité raciale, pour les droits civiques en Irlande du Nord, et même dans une certaine mesure, l'essor du nationalisme au pays de Galles et en Écosse, bénéficièrent tous des acquis de cette expérience contestataire. En ce sens, le mouvement pour le désarmement initia le cycle de contestation des longues années soixante.

## 1.2. LE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE DU VIETNAM

Le mouvement britannique en opposition au conflit vietnamien fut bien souvent négligé ou sous-estimé par les spécialistes de la période. Ainsi Jonathon Green résume le mouvement à son pic de contestation, d'octobre 1967 à 1968, tandis qu'Adam Lent, dont l'ouvrage étudie spécifiquement les mouvements sociaux de la deuxième moitié du vingtième siècle, a choisi de ne pas le considérer comme un mouvement à part entière mais comme une facette du mouvement étudiant<sup>166</sup>. Il est vrai que la composition du mouvement était très majoritairement jeune et en grande partie étudiante<sup>167</sup>. Cependant les étudiants n'ont pas été les seuls acteurs responsables de son émergence, puisque la mobilisation s'est développée dans la continuité du mouvement pour le désarmement nucléaire et a bénéficié de sa structure organisationnelle, déjà existante. Cependant, elle mérite d'être étudiée comme un mouvement à part entière, puisque les organisations principales qui l'ont composée étaient exclusivement dédiées à cette cause, et qu'elle fut caractérisée par l'apparition de nouvelles pratiques contestataires et de cadres d'action collective innovants. De nombreux commentateurs n'ont vu en lui qu'une piètre tentative d'imiter le mouvement américain contre la guerre du Vietnam, un simple effet de mode<sup>168</sup>. Pourtant, l'analyse des articles de journaux étudiants et alternatifs de l'époque mène à des conclusions différentes. Le mouvement britannique organisa sa première manifestation au niveau national quelques mois avant qu'un événement similaire ne se produise à Washington et était doté de caractéristiques propres héritées de son prédécesseur direct, le mouvement pour le désarmement

---

<sup>166</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 242. Adam Lent, *op. cit.*, p. 46.

<sup>167</sup> Tariq ALI, *op. cit.*, p. 233.

<sup>168</sup> David BOUCHIER, *Idealism and revolution: new ideologies of liberation in Britain and the United States*, New York : St. Martin's Press, 1978, p. 3. Nigel YOUNG, *An Infantile Disorder: the Crisis and Decline of the New Left*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1977, p. 52. Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 533. Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 260.

nucléaire. Toutefois, des liens étroits avec la mobilisation aux États-Unis existaient indéniablement, à la fois grâce à des processus de diffusion, mais aussi du fait de la volonté de former un mouvement d'opposition transnational en synchronisant les actions dans différents pays.

Pour étudier ces phénomènes, l'analyse de ce chapitre se fondera essentiellement sur des articles tirés de diverses publications. L'hebdomadaire *Peace News* suivit de très près l'évolution du conflit en Asie du Sud-Est, ainsi que les mobilisations pacifistes qui s'y opposèrent, au Royaume-Uni, aux États-Unis, mais aussi en Europe, ce qui permettra d'appréhender le déroulement chronologique de ces mouvements et d'examiner leurs interactions. Le bulletin de la principale organisation du mouvement britannique, la *Vietnam Solidarity Campaign* (VSC), permettra d'avoir accès aux récits détaillés des actions des militants et de se pencher sur les processus de cadrage à l'œuvre. Au vu de leur forte participation dans la mobilisation, les publications des étudiants, des groupes de la gauche radicale et des adeptes de la contre-culture feront également partie du corpus, afin de mettre en évidence l'influence de ces différents milieux.

### **1.2.1. Emergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux**

#### **1.2.1.1. Escalade du conflit**

En 1954, les accords de Genève aboutirent à la division de l'ancienne Indochine française en quatre États : Laos, Cambodge, et Vietnam, provisoirement scindé en deux le long du 17<sup>e</sup> parallèle – République démocratique du Vietnam au Nord, sous influence soviétique, et République du Vietnam au Sud, dont le régime anticommuniste était soutenu par les Américains. En août 1964, le président Lyndon B. Johnson profita de l'incident du Golfe du Tonkin au cours duquel des torpilleurs nord-vietnamiens auraient ouvert le feu sur des destroyers américains qui s'étaient aventurés dans leurs eaux. Il parvint à obtenir une résolution du Congrès lui donnant les pleins pouvoirs en matière

militaire pour la gestion de la situation au Vietnam<sup>169</sup>. Cette attitude fut immédiatement condamnée par les grandes figures des mouvements pacifistes des deux côtés de l'Atlantique. A. J. Muste, président de CNVA, et Bertrand Russell firent tous deux des déclarations publiques condamnant l'agression américaine. Aux yeux du Britannique, la guerre au Sud-Vietnam était un soulèvement populaire et le bilan de sa répression meurtrière était déjà lourd : 160 000 morts, 700 000 blessés, 350 000 prisonniers<sup>170</sup>. Dans les mois qui suivirent, le conflit s'aggrava à la suite d'une campagne de bombardements aériens intensifs sur le Nord-Vietnam, de l'envoi croissant de troupes au sol et de l'utilisation d'armes chimiques.

### **1.2.1.2. La politique d'équilibriste de Wilson**

Avant son élection à la tête du pays en 1964, Harold Wilson était considéré comme appartenant à l'aile gauche du Parti travailliste, associée à une ligne anti-impérialiste. Lors de la campagne de 1964, les travaillistes avaient choisi comme thème-clé la modernisation du pays tandis que les conservateurs avaient préféré mettre l'accent sur la prospérité ambiante<sup>171</sup>. Ainsi, malgré sa faible majorité (seulement quatre sièges), l'accession aux plus hautes responsabilités d'Harold Wilson engendra l'espoir d'une certaine forme de renouveau politique<sup>172</sup>. Mais face à l'escalade du conflit au Vietnam, Wilson fut pris en tenaille entre la nécessité de préserver la « relation spéciale » et ses propres déclarations pré-électorales dénonçant la « croisade anti-communiste » menée par les Américains en Asie du Sud-Est : « *we must not join with nor in any way encourage the*

---

<sup>169</sup> David FARBER, *The Age of Great Dreams: America in the 1960s*, New York : Hill and Wang, 1994, p. 102.

<sup>170</sup> « 'Suicidal belligerence' in Vietnam, says Russell », *Peace News*, 14 août 1964, p. 12.

<sup>171</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>172</sup> Kenneth O. MORGAN, *The People's Peace: British History, 1945-1989*, Oxford : Oxford University Press, 1990, p. 239.

*anti-Communist crusade in Asia* »<sup>173</sup>. Dans le but de continuer à s'assurer du soutien financier des États-Unis, Wilson opta pour un soutien nominal et matériel à la stratégie américaine au Vietnam. Tandis qu'il refusait d'envoyer des troupes en renfort des soldats américains, il consentit à fournir une aide plus discrète en leur permettant d'utiliser les bases militaires d'Hong Kong, en aidant à la construction de bases aériennes américaines, à la formation des troupes au combat dans la jungle, au renseignement militaire, ainsi qu'en leur procurant secrètement des armes<sup>174</sup>. La situation devint plus difficilement tenable suite aux bombardements intensifs du printemps 1966 visant les villes principales du Nord-Vietnam. Le gouvernement Wilson prit le parti de continuer à soutenir publiquement les États-Unis, tout en désavouant ce type d'offensive<sup>175</sup>. Cette position d'équilibriste ne manqua pas de susciter des critiques, au sein de la population comme du Parti travailliste. Du fait de la « relation spéciale » et des concessions faites aux Américains, le Royaume-Uni fut même surnommé « le cinquante-et-unième État » par les détracteurs de cette politique<sup>176</sup>.

### **1.2.1.3. Une ligne impopulaire**

Contrairement aux idées reçues, la guerre du Vietnam n'était pas seulement impopulaire auprès des étudiants et de la gauche radicale. Dès 1965, seulement un Britannique sur trois était favorable à l'intervention américaine tandis que presque la moitié de la population y était opposée<sup>177</sup>. Les premiers raids aériens de mars 1965 conduisirent 60 députés travaillistes d'arrière banc à signer une motion exhortant le gouvernement à se désolidariser de l'intervention

---

<sup>173</sup> Rhiannon VICKERS, « Harold Wilson, the British Labour Party, and the War in Vietnam », *Journal of Cold War Studies*, 10, no. 2, 2008, p. 45.

<sup>174</sup> « Who says Britain isn't involved in Vietnam? », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 1. « How Britain helps America's war », *Peace News*, 12 avril 1968, pp. 5-6. Rhiannon VICKERS, *op. cit.*, pp. 47-8.

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>176</sup> « Britain – the 51<sup>st</sup> State », *Peace News*, 5 avril 1968, pp. 5-7, 10.

<sup>177</sup> John DUMBRELL, *op. cit.*, p. 43.

américaine au Vietnam en invoquant la nécessité de faire respecter les accords de Genève. Certains d'entre eux exprimèrent ouvertement leur antagonisme dans les journaux<sup>178</sup>. Mais le besoin de cohésion et d'unité face une très faible majorité parlementaire, se réduisant comme peau de chagrin au gré des élections partielles, (elle ne tenait plus qu'à un seul siège en novembre 1965) primait jusque-là sur les désaccords idéologiques<sup>179</sup>. Cela changea après les élections générales de mars 1966, à l'issue desquelles le gouvernement Wilson se vit renforcé d'une majorité confortable de 96 sièges. Désormais libres de s'abstenir ou de voter contre le gouvernement sans risquer de nuire au parti, les critiques venant de l'aile gauche se firent plus véhémentes et les divisions s'accrochèrent. Suite aux bombardements du Nord-Vietnam au printemps 1966, 54 dissidents travaillistes signèrent le « Manifeste du Vietnam » (« *Vietnam Manifesto* ») qui exhortait le gouvernement à se dissocier de la politique américaine, demandait l'arrêt immédiat des bombardements, la mise en place d'un gouvernement provisoire au Sud-Vietnam ainsi que la tenue d'élections sous l'égide des autorités internationales<sup>180</sup>. Lors d'une manifestation au mois de juillet, un député travailliste affirmait au nom des frondeurs qu'ils étaient désormais prêts à voter contre le gouvernement – ce qu'ils n'allaient pas tarder à faire dès le mois suivant<sup>181</sup>. De même, lors des conférences annuelles du parti, des résolutions rejetant expressément la ligne du gouvernement sur le conflit Vietnamien furent votées chaque année de 1966 à 1968 sans que cette dernière ne s'en trouvât infléchie<sup>182</sup>.

Ainsi, peu après la réélection de Wilson, un sentiment de déception et de trahison s'installa parmi la gauche du parti, ce qui vint conforter la montée des groupes de la gauche radicale. Le nombre d'adhérents travaillistes chuta de

---

<sup>178</sup> Rhiannon VICKERS, *op. cit.*, p. 52.

<sup>179</sup> Mlcaëla SZEKELY, « La gauche travailliste et le gouvernement Wilson (octobre 1964 – juin 1970) », *Revue française de science politique*, 21, no. 3, 1971, p. 587.

<sup>180</sup> « 54 Labour MPs sign 'Manifesto' », *Peace News*, 17 juin 1966, p. 10.

<sup>181</sup> « Demonstration at Alconbury », *Peace News*, 8 juillet 1966, p. 7.

<sup>182</sup> Rhiannon VICKERS, *op. cit.*, pp. 58-59.

830 000 à 680 000 dans la deuxième moitié des années soixante<sup>183</sup>. Une tendance similaire pouvait être observée auprès des sociétés étudiantes travaillistes que leurs membres délaissaient en raison de leur association avec le gouvernement au profit de groupes pacifistes ou marxistes<sup>184</sup>. Ces divisions du parti au pouvoir représentaient une autre forme d'ouverture dans la structure des opportunités politiques, constituant une occasion propice au lancement d'un nouveau mouvement de contestation.

### **1.2.2. Continuité avec le mouvement pour le désarmement nucléaire, diffusion et phase modérée : 1965-66**

#### **1.2.2.1. Structure organisationnelle**

Le déclin des organisations affiliées au Parti travailliste se fit au profit de la gauche radicale et de groupes dédiés à des causes spécifiques, comme l'opposition au conflit vietnamien. Mais la création de ces nouveaux organes, qui allaient devenir le fer de lance du mouvement contre la guerre du Vietnam, fut facilitée par le travail de fond des associations pour le désarmement nucléaire déjà existantes. La structure organisationnelle du mouvement précédent servit de substrat sur lequel se développa ensuite la nouvelle mobilisation. Le glissement d'une cause à l'autre se fit naturellement, à mesure que les militants envisageaient la possibilité que l'affrontement en Asie du Sud-Est ne dégénère en conflit nucléaire. Ainsi, au printemps 1965, la une de *Peace News* était consacrée à la propagation des armes nucléaires en Asie, après que la Chine eut testé sa deuxième bombe atomique. L'éditorial redoutait que les États-Unis ne frappent les premiers avant que la Chine parachève son programme nucléaire : « *Despite the pause in bombing raids on North Vietnam [...] there is still a danger of nuclear war over*

---

<sup>183</sup> *Ibid.*, pp. 60-62.

<sup>184</sup> « 'Freeze' hits Labour Soc. », *Union News*, 14 octobre 1966, p. 5.

*south-east Asia, and it is still a legitimate question whether the decisions have been taken, or are about to be taken which could lead to a nuclear war* »<sup>185</sup>. Les grandes marches de Pâques continuèrent mais le Vietnam remplaça petit à petit le désarmement nucléaire au rang des préoccupations principales des participants. En 1965 les deux revendications étaient décrites comme étant « côte à côte » sur les pancartes des militants, mais selon un sondage réalisé auprès des marcheurs sur les raisons qui les poussaient à défiler, la grande majorité invoquait un sentiment de fidélité ou de devoir envers la CND, tandis que seulement une faible minorité mentionnait le Vietnam<sup>186</sup>. En revanche, l'année suivante le thème central de la marche fut incontestablement le conflit vietnamien<sup>187</sup>. Elle s'acheva par un rassemblement à Trafalgar Square, où un spectacle de marionnettes géantes dénonçant le soutien du gouvernement Wilson à l'intervention américaine eut lieu devant le bâtiment de la *National Gallery* (voir annexe 4). En 1967, au lieu de partir d'Aldermaston, la majorité des marcheurs entamèrent leur périple depuis le quartier-général des forces aériennes américaines à Ruislip dans le Middlesex, où fut organisé un rassemblement réunissant 3000 personnes. Toujours aussi nombreux le lendemain à Londres, ils empruntèrent un trajet calculé pour relier tour à tour le ministère des Affaires étrangères à Whitehall, puis les ambassades américaines et sud-vietnamiennes<sup>188</sup>.

La CND ne se limita pas à l'organisation des marches de Pâques, et commença à protester contre l'intervention américaine au Vietnam dès février 1965, soit quelques jours avant le début des bombardements intensifs sur le Nord-Vietnam dans le cadre de l'opération *Rolling Thunder*. Une manifestation suivie du piquetage de l'ambassade américaine eut lieu le 14 février. Environ un millier de sympathisants vinrent y porter leurs lettres de protestation contre le

---

<sup>185</sup> « Nuclear arms race threatens Asia », *Peace News*, 21 mai 1965, p. 1.

<sup>186</sup> « The Easter survey by the Lancaster Peace Research Centre », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 3.

<sup>187</sup> « C.N.D. – Is it still relevant? », *Union News*, 30 avril 1965, p. 3. « Letter to the Editor », *The Glasgow University Guardian*, 2 mars 1966, p. 7.

<sup>188</sup> « Marchers demonstrate outside U.S.A.F. headquarters », *The Times*, 27 mars 1967. « An Easter meditation », *Peace News*, 31 mars 1967, p. 4.

gouvernement américain<sup>189</sup>. La CND et le C100 réussirent à mettre leurs différends de côté afin de collaborer sur d'autres actions comme des veilles, des jeûnes, plusieurs *lobbying* de masse du parlement, des marches diurnes, nocturnes et des rassemblements tenus à travers le pays<sup>190</sup>. La tactique de sensibilisation employée par les militants en 1962, consistant à sillonner les routes du pays dans une caravane-bus, fut également reprise. Entre juillet et septembre 1962, ils avaient distribué des tracts dans les rues des villes de province et devant les usines, interpellant les habitants et conversant avec eux. Ils réussirent à obtenir l'ouverture de nouvelles branches locales et à augmenter leurs effectifs<sup>191</sup>. Leur succès les convainquit de continuer leurs efforts en se concentrant sur l'amélioration de la documentation des groupes régionaux, ce qui fit l'objet d'une nouvelle campagne baptisée « *Caravan Workshops* »<sup>192</sup>. Ces mêmes propagandistes recommencèrent afin de mobiliser l'opinion publique contre la guerre du Vietnam dans divers secteurs, comme par exemple dans le quartier d'Edgware, au nord de Londres. À grand renfort de tracts et de discussion, ils se postèrent devant des écoles, des centres de loisirs, des usines et autres lieux de passage<sup>193</sup>. Le fondateur du projet, George Clark, se lança dans un jeûne politique de treize jours, sur la place de Parliament Square faisant face au parlement, espérant ainsi convaincre la population que la nation devait cesser de soutenir l'intervention américaine<sup>194</sup>.

---

<sup>189</sup> « Vietnam: CND to picket US embassy », *Peace News*, 12 février 1965, p. 2. « Vietnam protest in London », *Peace News*, 19 février 1965, p. 9.

<sup>190</sup> « Police break up May Day fast », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 2. « Joan Baez and Donovan at Vietnam rally », *Peace News*, 4 juin 1965, p. 2. « Vietnam protests in Britain and in America », *Peace News*, 22 octobre 1965, p. 12. « New Vietnam demonstrations », *Peace News*, 29 octobre 1965, p. 12. « Many thousands march in US and Britain », *Peace News*, 3 décembre 1965, p. 9.

<sup>191</sup> « Campaign Caravan moves off », *Peace News*, 6 juillet 1962, p. 12. « The Campaign Caravan », *Peace News*, 27 juillet 1962, p. 12. « The Caravan comes South », *Peace News*, 31 août 1962, p. 12. « The Caravan on Tees-side », *Peace News*, 7 septembre 1962, p. 12.

<sup>192</sup> « The Caravan Workshops », *Peace News*, 3 mai 1963, p. 9.

<sup>193</sup> « Edgware project », *Peace News*, 11 février 1966, p. 10.

<sup>194</sup> « George Clark starts fast in Parliament Sq », *Peace News*, 8 juillet 1966, p. 7.

Les anciens membres du C100 persistent aussi dans les techniques d'action directe et de désobéissance civile, comme par exemple l'obstruction lors de l'allocution du Premier ministre en ouverture de la conférence annuelle du Parti travailliste, interrompue par les cris des militants provenant en grande partie de ce groupe<sup>195</sup>. Les figures emblématiques du mouvement pour le désarmement nucléaire refirent également surface, à l'instar de Bertrand Russell, dont la fondation allait apporter son soutien à un grand nombre d'actions en opposition à la guerre.

### **1.2.2.2. Extension du cadrage moral**

Les partisans du mouvement pour le désarmement nucléaire avaient conféré une forte dimension morale à leurs cadres d'action collective, qui furent bientôt remaniés afin d'inclure le conflit Vietnamien. Une des spécificités du mouvement contre la guerre du Vietnam au Royaume-Uni résidait dans le fait que, contrairement à leurs équivalents américains, les jeunes Britanniques ne redoutaient pas d'être appelés sous les drapeaux pour aller combattre sur le terrain, puisque leur pays avait aboli la conscription en 1957 et achevé le processus de professionnalisation de l'armée en 1963. De plus, leur gouvernement avait refusé d'engager une intervention militaire directe sur le terrain. Les raisons qui les poussaient à se mobiliser contre ce conflit relevaient donc d'un sentiment d'indignation morale, de manière analogue au mouvement pour le désarmement nucléaire. Ils affirmer que protester contre cette guerre relevait de la nécessité morale (« *moral necessity* »), et que leur combat était une cause noble et juste (« *a worthy cause* », « *our just struggle* »)<sup>196</sup>. Par conséquent, ils considéraient les gouvernements américains et britanniques comme

---

<sup>195</sup> « No mastermind behind Vietnam demonstrations », *The Beaver*, 20 octobre 1966, p. 3.

<sup>196</sup> « Peace in Viet-Nam starts quorum row », *Union News*, 22 octobre 1965, p. 2. « Vietnam War simulation », *Union News*, 21 janvier 1966, p. 9. « Your blood for Vietnam », *The Beaver*, 3 novembre 1969, p. 7.

fondamentalement immoraux et corrompus (« *back at the White House, the Americans are busy displaying to the rest of the world that they are without a doubt a bigoted and morally bankrupt nation* », « *Our government lacks moral fibre* »)<sup>197</sup>. Leur cadre de diagnostic était avant tout focalisé sur les pertes humaines engendrées par le conflit (« *the hundreds and thousands of charred corpses hastily buried under Vietnamese clay* ») allant même jusqu'à accuser les États-Unis de « crime contre l'humanité et la civilisation » (« *a crime [...] against humanity and against civilisation* »)<sup>198</sup>. Ils reprochaient également à leur propre gouvernement son soutien nominal et matériel à l'effort de guerre américain (« *Britain's commercial complicity* ») ainsi que sa vénalité, dans la mesure où des raisons financières motivaient la participation du Royaume-Uni, ce qui valut au ministère des Affaires étrangères d'être surnommé le « *Whore Office* »<sup>199</sup>. À leurs yeux, aucun motif ne pouvait justifier la souffrance et le massacre du peuple Vietnamien :

*In Britain, we have given silent support for this war and our government shows a lack of concern for the human suffering and killing which is inflicted by the arms of our ally, America. We know that our government is faced with cruel political choices, but we would urge that a human choice stands above all others.*<sup>200</sup>

Quant au cadre de pronostic, il requérait d'une part que le gouvernement se désolidarise de l'intervention américaine, et d'autre part une cessation immédiate des hostilités suivie de négociations incluant à la fois le Nord et le Sud-Vietnam<sup>201</sup>. L'aile jeunesse de la CND demandait ainsi que le Royaume-Uni se pose en exemple pour aboutir à une solution diplomatique, reprenant le slogan

---

<sup>197</sup> « They drop them in Vietnam and lose them in Spain », *The Beaver*, 17 février 1966, p. 3. « Letters to the Editors », *Union News*, 2 février 1968, p. 2.

<sup>198</sup> « Broomielaw and Vietnam », *The Glasgow University Guardian*, 2 novembre 1967, p. 3. « 'Vietnam a crime' – say debates », *Union News*, 21 novembre 1969, p. 3.

<sup>199</sup> « The constant flux », *The International Times*, 18 octobre 1968, p. 2. « Politicat », *The International Times*, 21 avril 1967, p. 2.

<sup>200</sup> « Neither victim nor executioner: An appeal to the Prime Minister to intervene on behalf of the people of Vietnam », *Peace News*, 26 novembre 1965, p. 9.

<sup>201</sup> « Labour's Future », *The Glasgow University Guardian*, 5 mars 1965, p. 7.

« *Let Britain Lead* »<sup>202</sup>. Ainsi l'idée que, faute de ne plus être une grande puissance militaire, le Royaume-Uni pourrait toujours compter sur la scène internationale grâce à son rayonnement « moral », fut transmise du mouvement pour le désarmement nucléaire à celui contre la guerre du Vietnam.

### **1.2.2.3. Internationalisme**

Le mouvement contre la guerre du Vietnam était également doté d'une perspective internationaliste, à la fois parce que la cause était perçue comme un problème mondial, mais aussi parce que cette caractéristique était héritée du mouvement pour le désarmement nucléaire. Bertrand Russell avait par exemple noué des liens étroits avec le chef de la révolution vietnamienne Ho Chi Minh à travers une correspondance régulière<sup>203</sup>. De nombreux orateurs de renommée internationale furent également invités à prendre la parole lors de rassemblements ou de conférences dans les universités de Londres et de province. Ce fut le cas de Carl Oglesby, porte-drapeau du mouvement étudiant américain et ancien président du *Student for a Democratic Society* (SDS), ou encore de Walt W. Rostow, un des principaux conseillers des Affaires étrangères de Johnson, qui vinrent s'adresser aux étudiants de Leeds, respectivement en novembre 1966 et en mars 1967<sup>204</sup>.

Les militants se mirent à percevoir leur propre mouvement comme un phénomène international, ce dont témoignaient les nombreux reportages dans les journaux étudiants et alternatifs relatant les actions de protestation contre la guerre du Vietnam à travers le monde. On pouvait notamment y apprendre que le conflit monopolisait les débats étudiants au Chili, comment la résistance contre la conscription s'organisait aux États-Unis, à Porto Rico ou même en Australie,

---

<sup>202</sup> « Youth CND demonstration », *Vietnam Solidarity Bulletin*, mai 1965, p. 5.

<sup>203</sup> Harish C. MEHTA, « North Vietnam's Informal Diplomacy with Bertrand Russell: Peace Activism and the International War Crimes Tribunal », *Peace & Change*, 37, no. 1, 2012, pp. 69-70.

<sup>204</sup> « American fresh air », *Union News*, 18 novembre 1966, p. 9. « Johnson's Hawk has a stormy reception », *Union News*, 3 mars 1967, p. 5.

ou encore qu'une manifestation étudiante contre la visite du Premier ministre japonais au Sud-Vietnam avait dégénéré en émeute et coûté la vie à une étudiante de 19 ans<sup>205</sup>. L'organisation d'événements internationaux relevait de la même démarche, à l'instar du Tribunal international des crimes de guerre (*International War Crimes Tribunal*) réunissant des célébrités venues de divers horizons, de Jean-Paul Sartre à Stokely Carmichael<sup>206</sup>, qui se tint en trois sessions au cours de l'année 1967 en Suède, au Japon puis au Danemark. L'analogie avec le Tribunal de Nuremberg traduisait le sentiment d'obligation morale qui animait les militants, souhaitant révéler les abominations commises au Vietnam aux yeux de la planète entière<sup>207</sup>. Bertrand Russell, dont la fondation finançait l'événement, déclara quelques mois avant l'ouverture du procès : « *World opinion and world action must halt these vast atrocities, or 'Eichman' will come to stand for Everyman. 'We,' said Eichman, 'only provided the lorries'* »<sup>208</sup>.

Enfin, dès le début du mouvement, les militants tentèrent d'organiser des actions synchronisées à travers le globe. Déjà à l'automne 1965, plus de 100 000 personnes se réunirent dans 80 villes du monde à l'appel d'une association américaine, lors des premières journées des *International Days of Protest* les 16 et 17 octobre<sup>209</sup>. Suite au succès de cette action, les différentes organisations s'arrangèrent pour coordonner leurs défilés avec les manifestations américaines dès le mois suivant. Le 27 novembre, des cortèges paradèrent dans les rues de

---

<sup>205</sup> « Chile-2 », *Union News*, 21 octobre 1966, p. 7. « Student world: U.S.A. », *Union News*, 13 octobre 1967, p. 4. « Student world: Puerto Rico », *Union News*, 3 novembre 1967, p. 4. « Student world: Australia », *Union News*, 4 novembre 1966, p. 4. « Tokyo riot », *Union News*, 13 octobre 1967, p. 4.

<sup>206</sup> Figure emblématique de l'organisation pour les droits civiques des noirs américains *Student Nonviolent Coordinating Committee* (SNCC), dont il fut président de mai 1966 à juin 1967, Stokely Carmichael était à l'origine du courant *Black Power*, comme cela sera expliqué au chapitre sur le mouvement pour l'égalité raciale. David FARBER, *op. cit.*, p. 100.

<sup>207</sup> « The conscience of mankind », *Vietnam Solidarity Bulletin*, septembre 1966, pp. 1, 6. « War Crimes Tribunal », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juillet 1966, pp. 12-3.

<sup>208</sup> « Bertrand Russell », *The International Times*, 14 novembre 1966, p. 4.

<sup>209</sup> « Vietnam protests in Britain and America », *Peace News*, 22 octobre 1965, p. 12. Caroline HOFFERLE, « A Web of Interconnections: Student Peace Movements in Britain and the United States, 1960-1975 » dans Benjamin ZIEMANN (éd.), *Peace Movements in Western Europe, Japan and the USA during the Cold War*, Essen : Klartext, 2008, p. 141.

Londres, de Manchester, Sheffield, Hull, Oxford, Liverpool et Édimbourg, ainsi que dans d'autres grandes villes européennes. Des délégations de militants pacifistes furent envoyées pour représenter leurs organisations. Les étudiants de la LSE dépêchèrent par exemple un groupe de cinq délégués pour porter les bannières de leur établissement à la manifestation londonienne, tandis qu'un étudiant de l'université d'Howard, à Washington, prit part au défilé au nom du SDS <sup>210</sup>. Le 15 octobre 1966, une manifestation européenne en soutien avec la révolution vietnamienne fut organisée à Liège, à l'initiative des Jeunes gardes socialistes de Belgique. L'évènement rassembla environ 5000 jeunes de la gauche radicale d'une dizaine de pays différents, parmi lesquels 500 Britanniques et 400 Français. La plupart des groupes marxistes présents avaient été expulsés des principaux partis de gauche en Belgique, en France, et au Royaume-Uni, à l'instar des *Young Socialists*, qui étaient au départ l'aile jeunesse du Parti travailliste, mais n'y étaient plus rattachés depuis 1965<sup>211</sup>. Une participante exaltée, ayant fait le déplacement d'Édimbourg, faisait ainsi part de ses espoirs dans la révolte internationale de la jeunesse : « *The experience of participating in a demonstration of this scale on an international level was tremendous and one which will be invaluable in the building of an international revolutionary youth movement* »<sup>212</sup>. Le sentiment d'appartenir à un même mouvement révolutionnaire s'étendant du Vietnam au pays occidentaux allait galvaniser les militants. Cette démarche transnationale allait se poursuivre tout au long du mouvement, culminant avec le pic de contestation de 1968.

#### **1.2.2.4. États-Unis et Royaume-Uni : deux mouvements parallèles**

Le mouvement britannique contre la guerre du Vietnam a souvent été considéré comme une pâle copie de son équivalent américain. Il est vrai que ce

---

<sup>210</sup> « Vietnam March », *The Beaver*, 25 novembre 1965, p. 1. « Vietnam demonstration details », *Peace News*, 26 novembre 1965, p. 12.

<sup>211</sup> « International links forged », *The Newsletter*, 22 octobre 1966, p. 1. « Trotskyism triumphant », *The Newsletter*, 22 octobre 1966, p. 1.

<sup>212</sup> « Liege – invaluable demonstration », *Keep Left*, décembre 1966, p. 3.

dernier était de plus grande ampleur et intensité, ce qui n'est guère étonnant si l'on considère que le Royaume-Uni ne participait que de manière indirecte au conflit vietnamien et que les jeunes Britanniques n'étaient pas concernés par la conscription. Or, si l'on examine le déroulement chronologique des événements de part et d'autre de l'Atlantique, il apparaît que le mouvement au Royaume-Uni s'est d'abord développé de façon indépendante. La première manifestation au niveau national contre cette guerre fut organisée sur le sol britannique, en février 1965. Les étudiants de l'université d'Oxford, qui venaient de former le *Oxford Vietnam Committee*, l'organisèrent avec l'aide de l'aile jeunesse de la CND, du C100 et de la *Youth Communist League*. Durant quatre heures, entre 800 et 1000 participants protestèrent devant l'ambassade américaine à Londres<sup>213</sup>. Bien que dans les deux pays des actions locales eussent déjà eu lieu, la première manifestation nationale aux États-Unis ne serait organisée que deux mois plus tard à Washington, en avril 1965, à l'initiative du SDS<sup>214</sup>. Si le mouvement pour le désarmement nucléaire avait engendré la mobilisation contre la guerre du Vietnam au Royaume-Uni, de l'autre côté de l'Atlantique, le même type de filiation existait entre les mouvements pour les droits civiques des noirs américains et l'opposition au conflit vietnamien. Le mouvement pour le désarmement nucléaire avait également eu un équivalent aux États-Unis, inspiré par le mouvement britannique, qui contribua aussi, dans une moindre mesure, à l'émergence de la mobilisation contre la guerre du Vietnam. L'emblème de la CND fut témoin de ce va et vient incessant entre les deux rives de l'Atlantique, puisqu'il fut par la suite adopté en tant que symbole de paix par les militants américains protestant contre l'intervention au Vietnam (voir annexe 3).

Néanmoins, il ne s'agit pas d'affirmer qu'il n'y a pas eu de processus de diffusion du mouvement américain vers son pendant britannique, mais

---

<sup>213</sup> « It happened elsewhere: Oxford », *Union News*, 26 février 1965, p. 5. « Vietnam: CND to picket US embassy », *Peace News*, 12 février 1965, p. 2. « Vietnam protest in London », *Peace News*, 19 février 1965, p. 9.

<sup>214</sup> David R. FARBER, *op. cit.*, p. 138.

simplement que les deux mouvements se sont d'abord développés de manière parallèle et que les similarités culturelles partagées par les militants ont ensuite servi de canal facilitant l'adoption des techniques, des cadres et des slogans dans un deuxième temps. En effet, comme cela a déjà été évoqué précédemment au sujet de leurs prédécesseurs prônant le désarmement nucléaire, les pacifistes américains et britanniques avaient en commun un certain nombre de caractéristiques qui les amenèrent à s'inspirer mutuellement. L'essor de la « culture jeune » et la facilitation des voyages transatlantiques au cours de la décennie ne faisaient que renforcer ce phénomène. Des liens interpersonnels hérités des mobilisations antérieures, mais aussi créés afin de concerter les efforts des opposants à la guerre du Vietnam, servirent également de relais, comme par exemple la rencontre entre Tariq Ali – membre fondateur du *Vietnam Committee* d'Oxford et bientôt porte-drapeau du mouvement britannique – avec le président du SDS américain Carl Oglesby en 1965 à Croydon<sup>215</sup>. Ce fut aussi le cas de certains artistes comme la chanteuse et militante Joan Baez, dont les refrains folk avaient accompagné le mouvement pour les droits civiques et le *Free Speech Movement* de l'université de Berkeley en Californie. En mai 1965, elle participa à la manifestation londonienne avant de chanter lors du rassemblement de clôture<sup>216</sup>. En ce sens, les artistes contribuaient à la fois à l'impression que les jeunes militants des deux côtés de l'Atlantique partageaient la même culture, mais aussi à la diffusion des chants contestataires comme l'hymne du mouvement des droits civiques : « *We Shall Overcome* ».

#### **1.2.2.5. Naissance de la contre-culture**

Cette impression de partager la même culture ainsi que la facilitation des transports d'un pays à l'autre permit à la culture *beat* de diffuser des États-Unis au

---

<sup>215</sup> Tariq ALI, *op. cit.*, pp. 125-6.

<sup>216</sup> « Joan Baez and Donovan at Vietnam rally », *Peace News*, 4 juin 1965, p. 2.

Royaume-Uni où elle atteignit son point culminant en 1965. Après avoir imprégné le mouvement pour le désarmement nucléaire, elle continua à accompagner les prémices de l'opposition à la guerre du Vietnam. Le 11 juin 1965, se tint un congrès international de poésie au Royal Albert Hall à Londres. Les chantres de la *Beat Generation*, comme les poètes américains Allen Ginsberg, Lawrence Ferlinghetti, l'écrivain William Burrough mais aussi les Britanniques Alexander Trocchi et Adrian Mitchell, y convergèrent afin d'y lire leurs textes<sup>217</sup>. Les organisateurs promettaient des lectures, des improvisations et des *happenings*, et environ 7000 auditeurs se pressèrent pour écouter ces déclamations. Cette soirée fut considérée par les spécialistes de la scène *underground* britannique à la fois comme l'apogée du courant *Beat* et l'évènement fondateur de la contre-culture au Royaume-Uni<sup>218</sup>. Certains des textes étaient politiquement engagés, comme le poème de Mitchell « *To Whom It May Concern* » dont le refrain scandait « *Tell me lies about Vietnam* »<sup>219</sup>. Les liens étroits entre les milieux contre-culturels de part et d'autre de l'Atlantique amplifièrent les processus de diffusion.

Au cours des mois suivants, les actions contestataires allaient prendre un tour plus contre-culturel. Elles furent souvent accompagnées de concerts, de lectures de poèmes, de théâtre engagé et de *happenings*<sup>220</sup>. Ce dernier mode d'action représentait une forme de synthèse entre l'activisme politique et la manifestation culturelle en interaction avec le public, qui devenait à son tour acteur. La paternité de cette technique est attribuée à deux dramaturges américains, Allan Kaprow et Kenneth Dewey, inspirés par le dadaïsme et le surréalisme, qui avaient dénoncé l'absurdité des conflits majeurs du vingtième siècle. En 1963, lors d'une conférence internationale sur le théâtre à Londres, ils avaient rencontré le britannique J. B. Priestley dont les écrits avaient contribué à

---

<sup>217</sup> « Ginsberg for Albert Hall », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 12.

<sup>218</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, pp. 129, 139. Howard L. MALCHOW, *Special Relations: The Americanization of Britain?*, Stanford : Stanford University Press, 2001, pp. 101-03.

<sup>219</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, pp. 141-45.

<sup>220</sup> « Vietnam protests take shape », *Peace News*, 1<sup>er</sup> octobre 1965, p. 12. « Poets for Peace », *Peace News*, 15 octobre 1965, p. 12. « Vietnam protest weekend », *Peace News*, 22 octobre 1965, p. 3.

lancer le mouvement pour le désarmement nucléaire<sup>221</sup>. Ainsi, grâce à ses rencontres artistiques internationales et aux récits des médias, la technique du *happening* traversa l'Atlantique pour devenir l'une des caractéristiques marquantes de la contestation contre la guerre du Vietnam. En juin 1966, les militants paradèrent dans les rues de Londres en arborant des costumes de soldats croisés, des masques de moutons et en brandissant des pancartes aux slogans évocateurs « *Crusade for War* » et « *Without Thought* » (voir annexe 5)<sup>222</sup>. D'autres actions consistèrent à mettre en scène des participants hurlant, couverts de bandages badigeonnés de ketchup, afin de suggérer l'horreur de la guerre, ou encore des enterrements factices, comme celui du Parti travailliste, inhumé dans un cercueil drapé d'un drapeau américain sur la plage de Scarborough, où se tient fréquemment sa conférence annuelle<sup>223</sup>.

Certains *happenings* prirent un tour plus mystique, comme par exemple celui organisé par le C100 en juillet 1966 à la base aérienne américaine d'Alconbury, près de Cambridge. Un symbole floral géant de paix (emblème de la CND) fut apporté par des militants de blanc vêtus, bouquets de fleurs à la main, et entonnant des mantras. L'idée des organisateurs était de construire un piège afin de capturer « le démon de la guerre » : « *a 'ghost trap' – a giant decorated floral CND symbol, which will catch the 'demon of war'* »<sup>224</sup>. Cette action comportait des similarités frappantes avec celle qui allait devenir l'un des coups d'éclats de la contre-culture américaine : la lévitation du Pentagone en octobre 1967, organisée lors d'une manifestation à Washington. À l'initiative des chefs de file des courants *Beat* et hippie tels qu'Allen Ginsberg, Abbie Hoffman et Jerry Rubin, les opposants à la guerre fredonnèrent des mantras afin d'exorciser le siège du

---

<sup>221</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, pp. 132-33.

<sup>222</sup> « Soldier sheep in London », *Peace News*, 3 juin 1966, p. 1.

<sup>223</sup> « 'Happening' at Alconbury », *Peace News*, 10 juin 1966, p. 12. « Burial party », *Peace News*, 29 septembre 1967, p. 12. « Funeral in Scarborough », *Peace News*, 6 octobre 1967, p. 1.

<sup>224</sup> « Alconbury 'happening' », *Peace News*, 24 juin 1966, p. 10. « Demonstration at Alconbury », *Peace News*, 8 juillet 1966, p. 7.

ministère de la Défense et d'en chasser « le mal »<sup>225</sup>. Du côté britannique, le *happening* le plus retentissant fut sans doute la parade dans les rues de Londres intitulée « *March of Shame* », mise sur pied par le C100 en mars 1967. Des milliers de manifestants cheminèrent aux côtés de chars représentant diverses saynètes : scientifiques entourés de tonneaux de napalm, villages vietnamiens détruits, Britanniques indifférents sirotant une tasse de thé... Lors du rassemblement à Trafalgar Square, des acteurs jouant entre autres les rôles de la reine Elizabeth et d'Harold Wilson confessèrent leur complicité dans l'intervention américaine en Asie du Sud-Est<sup>226</sup>. Cette volonté d'intégrer la dimension contre-culturelle au militantisme politique fut caractéristique du mouvement contre la guerre du Vietnam des deux côtés de l'Atlantique.

### **1.2.2.6. La technique du teach-in**

L'exemple le plus porteur de technique ayant diffusé des États-Unis vers le Royaume-Uni dans le cadre de l'opposition à la guerre du Vietnam fut probablement le *teach-in*<sup>227</sup>. Il s'agissait d'une sorte de séminaire rassemblant étudiants et enseignants autour de conférences et de discussions sur un sujet précis, généralement politique. L'expression fut créée par le professeur Arnold Kaufman de l'université du Michigan peu avant le premier évènement en question, organisé en mars 1965. Il réunit environ 3000 participants et se poursuivit tard dans la nuit<sup>228</sup>. Le mois de mai suivant, un petit groupe de militants de l'université de Berkeley décida de consacrer une journée intitulée « *Vietnam Day* » à la cause vietnamienne. Pendant trente-six heures, des célébrités internationales de tout horizon débâtirent du conflit vietnamien devant un public

---

<sup>225</sup> « Mass peace-in to shut down and exorcise Pentagon », *Peace News*, 8 septembre 1967, p. 9. Norman MAILER, *The Armies of the Night: History as a novel, the novel as history*, New York : Plume, 1994, pp. 120-25.

<sup>226</sup> « Yard clamps down on shame march », *Peace News*, 21 avril 1967, p. 12. « March of Shame: exhibitionists spoil the drama », *Peace News*, 5 mai 1967, p. 12.

<sup>227</sup> David FARBER, *op. cit.*, p. 156.

<sup>228</sup> *Ibid.*. Caroline HOEFFERLE, « A Web of Interconnections », *op. cit.*, p. 134.

estimé à 30 000 personnes sur toute la durée de la manifestation<sup>229</sup>. Au vu de son succès, le *teach-in* se répandit rapidement à travers le territoire, et avant la fin de l'année 1965, pas moins de 120 universités furent les sièges de tels forums de discussion sur la guerre du Vietnam<sup>230</sup>. Le premier du genre sur le sol britannique eut lieu le 11 juin et fut organisé conjointement par les professeurs et les étudiants de la LSE et de l'université fédérale de Londres. Leur but n'était pas la tenue d'un débat sur les démérites de l'intervention américaine au Vietnam entre orateurs de renom, mais plutôt d'informer en présentant une vision compréhensive et nuancée de tous les aspects du conflit : « *a full and exhaustive seminar-style analysis of the situation in Vietnam, covering its historical, political and strategic aspects and its relevance to world politics and to British foreign policy* »<sup>231</sup>. Bien sûr, il s'agissait d'une action indirectement contestataire, puisqu'en présentant les faits de manière objective, le pari des militants était que ces derniers parleraient d'eux-mêmes<sup>232</sup>. Quelques jours plus tard, l'université d'Oxford répliqua en mettant sur pied son propre *teach-in*. Il fut gratifié d'une certaine légitimité grâce à la venue du ministre des Affaires étrangères Michael Stewart et de l'ambassadeur américain à Saigon au Sud-Vietnam Henry Cabot Lodge, ainsi qu'à sa retransmission en direct et en différé sur la BBC, à la radio et à la télévision. Environ 1000 personnes assistèrent aux interventions des différents interlocuteurs : universitaires, experts et hommes politiques<sup>233</sup>. Par la suite, ce mode d'action se propagea à travers le pays et fut décliné en une variété de thèmes, à la fois dans les universités et les lycées, mais aussi par des municipalités désireuses d'informer leurs administrés. Il fut même encore adapté en format d'émission télévisée<sup>234</sup>.

---

<sup>229</sup> Gerard J. DEGROOT, « Left, Left, Left!': The Vietnam Day Committee, 1965-66 », dans Gerard DEGROOT (éd.), *Student Protest: The Sixties and After*, Harlow: Longman, 1998, pp. 87-88.

<sup>230</sup> David FARBER, *op. cit.*, p. 156.

<sup>231</sup> « First British Vietnam teach-in », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 12.

<sup>232</sup> « Lessons of a teach-in », *Peace News*, 25 juin 1965, p. 1, 4.

<sup>233</sup> *Ibid.* Tariq ALI, *op. cit.*, pp. 113-115.

<sup>234</sup> « Sixth form teach-in », *Peace News*, 9 juillet 1965, p. 12. « TV teach-in », *Peace News*, 23 juillet 1965, p. 12. « News in Brief », *Peace News*, 22 octobre 1965, p. 12. « The comprehensives teach-in », *Peace News*, 29 octobre 1965, p. 7. « Lewisham Council teach-in », *Peace News*, 19 novembre 1965, p. 12.

### 1.2.3. Apogée du mouvement : 1967-68

#### 1.2.3.1. Création des organisations spécifiques

Rapidement, des comités spécifiques furent créés dans les universités au cours de l'année 1965 pour organiser des actions locales : manifestations, lettres et pétitions aux dirigeants, collectes de fond pour l'aide humanitaire au Vietnam, veillées<sup>235</sup>, etc. Au niveau national, l'association *British Campaign for Peace in Vietnam* (BCPV) fut créée en mai 1965, et représentait la gauche traditionnelle issue des milieux travaillistes et communistes. Elle prônait le retrait des troupes américaines, le respect des accords de Genève et la mise en place d'élections libres au Sud et Nord-Vietnam<sup>236</sup>. Son but était avant tout de mettre fin à la guerre, tout en refusant de prendre parti pour l'un des deux camps : « *The central aim of the Council is to achieve peace in Vietnam, not in any way to take sides over the issue* »<sup>237</sup>. Elle avait le soutien de la CND et était présidée par Fenner Brockway, député issu de l'aile gauche du Parti travailliste et président de l'association anti-impérialiste *Movement for Colonial Freedom*. Mais le BCPV fut bientôt perçu par la nouvelle génération de militants comme trop modéré, et inféodé aux institutions. Ainsi, en juin 1966, la *Vietnam Solidarity Campaign* fut formée par de jeunes radicaux avec le soutien personnel et financier de Bertrand Russell tandis que Tariq Ali en devint le porte-drapeau. Ses membres affirmaient ouvertement leur soutien au Nord-Vietnam et aux insurgés du *National Liberation Front for South Vietnam* (NLF), dont la victoire, était selon eux le seul moyen de garantir la libre autodétermination du peuple vietnamien. Dans cette optique, certains allaient même parfois jusqu'à prôner l'intervention militaire de la Russie, ce qui leur valut

---

<sup>235</sup> « Day and night vigil for peace campaign », *Union News*, 7 mai 1965, p. 2. « Vietnam story », *The Glasgow University Guardian*, 19 mars 1965, p. 5. « In brief », *Union News*, 10 décembre 1965, p. 1. Caroline HOFFERLE, *British Student Activism, op. cit.*, pp. 64-5.

<sup>236</sup> Nick THOMAS, « Protests Against the Vietnam War in 1960s Britain: The Relationship between Protesters and the Press », *Contemporary British History*, 22, no. 3, septembre 2008, p. 340.

<sup>237</sup> « Growing support for Vietnam Peace Council », *Peace News*, 28 mai 1965, p. 12.

de s'attirer les foudres des modérés de la BCPV. Choqués de voir des militants s'époumoner en scandant « *Victory for the Viet Cong* » en brandissant des drapeaux du NLF, ils critiquaient leur vision caricaturale et rétorquaient que l'entrée de la Russie ne ferait qu'aggraver la situation, ravivant la menace de conflit nucléaire<sup>238</sup>. La VSC se démarquait également de la BCPV par sa structure organisationnelle, obéissant aux principes de la Nouvelle Gauche. Ses branches locales étaient relativement autonomes et leur mode de fonctionnement se voulait participatif<sup>239</sup>. Son langage, son idéologie et ses méthodes radicales rallièrent de plus en plus d'adeptes. À partir de 1967, elle s'imposa comme la principale organisation du mouvement<sup>240</sup>.

### **1.2.3.2. Adoption du cadre anti-impérialiste des insurgés vietnamiens**

Dans cette nouvelle phase de contestation, le cadre hérité de la CND fut transformé en cadre anti-impérialiste, reflétant la vision des combattants du NLF, avec qui les militants déclaraient leur solidarité. D'abord utilisé par les *Young Socialists* puis repris par la VSC, ce cadre présentait l'intervention américaine comme une agression de la part d'une puissance étrangère, empêchant le peuple vietnamien d'exercer son droit à la libre autodétermination<sup>241</sup>. Le pronostic envisagé était donc le soutien à la lutte armée des rebelles du NLF, considérés comme les seuls représentants légitimes du peuple vietnamien. Leur guerre de libération de l'impérialisme américain était perçue comme « héroïque et juste » (« *heroic and just* »)<sup>242</sup>. Le cadre motivationnel gardait une forte dimension morale,

---

<sup>238</sup> « Statement of aims of the Vietnam Solidarity Campaign », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juillet 1966, p. 6. « Vietnam: beyond the slogans », *Peace News*, 24 mars 1967, p. 1. Tariq ALI, *op. cit.*, pp. 199-200.

<sup>239</sup> « Draft of the proposed structure », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juin 1966, p. 2.

<sup>240</sup> Nick THOMAS, « Protests Against the Vietnam War in 1960s Britain », *op. cit.*, p. 341.

<sup>241</sup> « Wilson: ally number one of American imperialism », *Keep Left*, juin 1965, p. 2. « Draft statement of aims of the Vietnam Solidarity Campaign », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juin 1966, p. 2.

<sup>242</sup> « Aims of solidarity with Vietnam Campaign », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juin 1966, p. 6. « Statement of aims of the Vietnam Solidarity Campaign », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juillet 1966, p. 6.

arguant que le soutien aux révolutionnaires vietnamiens relevait de l'obligation morale pour tous les opposants à la guerre :

*[...] all those who oppose the war in Vietnam are morally bound to take a solidarity position. We are convinced, moreover, that this is the most effective way to oppose the war in Vietnam, that the existence of a powerful solidarity movement will stiffen all resistance to the American war of aggression.*<sup>243</sup>

Les militants essayaient de former un mouvement anti-impérialiste mondial pour prêter main forte au NLF dans sa guerre de libération contre la superpuissance américaine, espérant ainsi inverser le rapport de force. À leurs yeux, la guerre du Vietnam prit une dimension métaphorique, divisant le monde de manière manichéenne, avec d'une part les opprimés, de l'autre leurs oppresseurs. Le mot d'ordre du cadre motivationnel devint « solidarité », solidarité avec les insurgés vietnamiens mais aussi avec toutes les victimes du système capitaliste visant à protéger les intérêts des grandes puissances impérialistes. Un étudiant de la LSE affirmait ainsi :

*[...] such demonstrations give a unique opportunity for progressive forces to come together and demonstrate not only their solidarity with the Vietnamese but their solidarity with each other, a solidarity which is ultimately going to form the basis of the only real challenge to the kind of society we live in.*<sup>244</sup>

Le cadre de diagnostic basculait ainsi de la demande de dissociation du gouvernement britannique de l'intervention américaine au Vietnam au renversement du système capitaliste permettant de tels abus. À cela s'ajoutait une vision idéalisée des révolutionnaires, comme le dirigeant du Nord-Vietnam, Ho Chi Minh qui devint une figure romantique révérée par les militants. De nombreux slogans pour scander son nom et ses louanges furent adoptés, comme

---

<sup>243</sup> VIETNAM SOLIDARITY CAMPAIGN, « Why Vietnam Solidarity? Policy Statement by the Nation Council of the Vietnam Solidarity Campaign », Londres : Hatfield Press, 1966, p. 1 [en ligne], [consulté le 23 juin 2018], disponible à l'adresse : <https://www.marxists.org/history/etol/newspape/vsc/why-vietnam-solidarity.pdf>.

<sup>244</sup> « Come demonstrate for Vietnamese freedom ! », *The Beaver*, 29 février 1968, p. 3.

« *Ho-Ho-Ho-Chi-Minh* », ou « *Long live Ho Chi Minh* ». Sa mort fit également l'objet de nombreux éloges funèbres dans la presse alternative<sup>245</sup>.

Les militants s'inspirèrent également des techniques de rébellion des insurgés livrant des guerres de libération nationale à travers le monde. Des jungles vietnamiennes aux rues des grandes villes occidentales, les tactiques de guérilla furent adaptées à ces nouveaux environnements urbains. Elles influencèrent par exemple les pratiques du théâtre engagé et le *happening*, donnant naissance au *guerrilla theatre*. Ces techniques de théâtre de rue étaient généralement déployées par de petits groupes de comédiens, se confrontant aux passants afin de les interpeller et de les impliquer dans leur action. Une troupe de Berkeley vint par exemple à Londres en 1970, arpentant les rues déguisée en généraux américains. Leur personnage phare, le général « *Waste-More-Land* » était inspiré du commandant en chef des troupes américaines, William Westmoreland. Ils distribuaient de faux journaux, au contenu satirique et décalé, dont les uns brocardaient les dirigeants américains, comme « *Nixon guilty, says Manson* » ou « *LSD is a drug, Nixon is a DOPE* »<sup>246</sup>.

Plus généralement, la guérilla devint un modèle transposable sur différents plans car elle incarnait des valeurs chères aux militants : un idéal révolutionnaire rejetant les hiérarchies trop rigides, leur préférant une configuration plus horizontale composée de petites cellules autonomes aux forts liens communautaires. Dans un article intitulé « *Guerrilla University* », un étudiant faisait l'éloge du fonctionnement de la faculté de médecine d'Hanoi qu'il décrivait comme une sorte de « communauté » (« *commune* ») aux unités dispersées dans la jungle pour se protéger des raids aériens, complètement autonome car cultivant leur propre nourriture, assurant eux-mêmes leur sécurité grâce à un entraînement

---

<sup>245</sup> « *Broomielaw and Vietnam* », *The Glasgow University Guardian*, 2 novembre 1967, p. 3. « *Violence in the Square* », *Peace News*, 22 mars 1968, p. 12. « *Goodbye Ho* », *The International Times*, 26 septembre 1969, p. 5.

<sup>246</sup> « *Waste-More-Land* », *The International Times*, 8 octobre 1970, p. 4.

militaire, et où étudiants et personnel étaient sur un pied d'égalité<sup>247</sup>. En somme, cette vision idéalisée de la guérilla constituait un modèle réunissant les valeurs de la Nouvelle Gauche et l'aspect contre-culturel des communautés *hippies* à des fins politiques. Les étudiants de la LSE tentèrent de mettre en place une structure de ce type lors de la manifestation du 27 octobre 1968. Ils votèrent en faveur d'une occupation de leur école durant l'intégralité du weekend afin d'accueillir les militants, de dispenser des soins médicaux de base, et de servir de forum de discussion politique<sup>248</sup>. L'évènement fut considéré un succès puisqu'entre 1500 et 2000 étudiants prirent part aux échanges, tandis que plusieurs dizaines de personnes bénéficièrent des soins de premiers secours<sup>249</sup>. De même, au niveau de l'organisation pratique de la manifestation, cet idéal autogestionnaire fut mis à exécution. Au lieu de faire appel à un service d'ordre pour encadrer le cortège, les manifestants agirent de manière autonome en se serrant littéralement les coudes :

*On this march there were no stewards and the march was self-organised. People linked arms and kept their own groups together. The streets were filled with compact groups of people which achieved the maximum of density and manoeuvrability. There was a large sense of solidarity among the participants. In this it was a small rehearsal for the self-organisation which is necessary in a revolution and necessary for socialism.*<sup>250</sup>

Ce récit de la manifestation décrite comme un ensemble de petites unités autonomes et solidaires reflète parfaitement la manière dont le cadre anti-impérialiste imprégnait la vision des militants de leur propre situation. Ainsi ce cadre et le répertoire des techniques de guérilla eurent une influence durable sur les mouvements contestataires de l'époque, d'autant plus que les manifestations londoniennes contre le conflit Vietnamien en 1968 furent perçues comme de véritables réussites.

---

<sup>247</sup> « Guerilla University in Viet-Nam », *Union News*, 13 décembre 1968, p. 3.

<sup>248</sup> « Turn on, tune in, TAKE OVER », *The Beaver*, 24 octobre 1968, p. 10.

<sup>249</sup> « 'The day the police were wonderful' – Daily Mirror », *The Beaver*, 7 novembre 1968, pp. 5-6.

<sup>250</sup> « The violence that really never was », *Union News*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 5.

### 1.2.3.3. Le tournant de 1967

Au cours de l'année 1967, le mouvement se radicalisa. Lors de la grande marche de Pâques, la VSC réussit à vendre plus de 700 drapeaux du NLF tandis que les slogans du défilé étaient visiblement plus radicaux, à l'instar de « *Yankee murderers* » ou « *Say, say, L.B.J. – how many kids have you killed today?* »<sup>251</sup>. Les actions se faisaient de plus en plus belliqueuses et provocantes. Plusieurs officiels furent la cible de huées et de projectiles variés, comme des œufs, des tomates ou de la farine, lors de leurs visites ou de conférences dans les universités. Walt W. Rostow – conseiller en Affaires étrangères de Johnson venu s'adresser aux étudiants de Leeds en mars – en fit par exemple les frais, ou même Michael Stewart et Harold Wilson, malmenés par des cortèges d'opposants à la guerre du Vietnam à leur arrivée à Cambridge, respectivement en mai et en octobre<sup>252</sup>. Les manifestations se terminaient de plus en plus fréquemment par des accrochages avec la police et des arrestations. Le point d'orgue de l'année fut atteint le 22 octobre, lorsqu'une foule d'environ 10 000 personnes défila à l'appel de la VSC dans les rues de Londres, avant de tenter d'occuper l'ambassade américaine et de se heurter à la charge de la police montée. Les récits des participants faisaient état d'une violence disproportionnée de la part des forces de l'ordre, distribuant les coups de manière indiscriminée afin de repousser les manifestants hors de Grosvenor Square. Une trentaine de personnes furent arrêtées<sup>253</sup>. L'évènement fut considéré comme un succès, et de nombreuses nouvelles recrues vinrent gonfler les rangs de la VSC, dont le nombre de branches locales doubla<sup>254</sup>.

---

<sup>251</sup> « Marchers demonstrate outside U.S.A.F. headquarters », *The Times*, 27 mars 1967.

<sup>252</sup> « Johnson's Hawk has a stormy reception », *Union News*, 3 mars 1967, p. 5. « Students shake Stewart and Vietnam dollars », *Peace News*, 19 mai 1967, p. 9. « Eggs for Wilson », *Union News*, 3 novembre 1967, p. 4.

<sup>253</sup> « Victory for Vietcong », *The Beaver*, 26 octobre 1967, p. 1. « The violence in Grosvenor Square », *Peace News*, 27 octobre 1967, p. 12. Tariq ALI, *op. cit.*, p. 233. Holger NEHRING, « Great Britain » dans KLIMKE et SCHARLOTH (éds), *op. cit.*, p. 130.

<sup>254</sup> Tariq ALI, *op. cit.*, p. 234.

Parmi les facteurs récents permettant d'expliquer ce basculement, la rencontre entre les sphères de la contre-culture et de la Nouvelle Gauche lors de la conférence intitulée « *The Dialectics of Liberation* » eut pour effet d'allier le culturel au politique. Durant deux semaines en juillet 1967, des intellectuels et des artistes français, américains et britanniques se réunirent à la *Roundhouse* du quartier de Camden à Londres. D'Allen Ginsberg à Herbert Marcuse<sup>255</sup>, ils abordèrent des thèmes liés à la libération individuelle, la répression étatique ou encore à la contestation politique<sup>256</sup>. Ce mélange détonant galvanisa les adeptes des deux courants, contribuant ainsi à la radicalisation de la contestation, comme l'explique Jonathon Green : « *The flower children would gradually shed their petals and start toughening up; many would make a definite move away from 'peace' and into the world of confrontation* »<sup>257</sup>. Un militant pacifiste déplorait également ce basculement de la résistance à l'insurrection dans les colonnes de *Peace News*, et en rejetait la responsabilité sur la violence émanant des États. Jusqu'alors, les militants utilisaient des techniques non-violentes pour protester contre la menace nucléaire, mais la réalité des atrocités commises au Vietnam donnait lieu à des déchaînements de colère, non plus à une simple indignation morale<sup>258</sup>.

Sur le plan international, suite à la mort mystérieuse de Che Guevara en octobre 1967 – abondamment regrettée par la presse étudiante et alternative – le révolutionnaire devint une véritable icône de la rébellion et une source d'inspiration pour les jeunes militants<sup>259</sup>. Quelques mois plus tard, un autre évènement à forte portée symbolique se produisit. En janvier 1968, les forces armées du Nord-Vietnam se joignirent au NLF pour lancer l'offensive du Têt.

---

<sup>255</sup> Philosophe et sociologue américain d'origine allemande, Herbert Marcuse était un des penseurs phare de la Nouvelle Gauche aux États-Unis. Jean-Marc LACHAUD, « Du 'Grand Refus' selon Herbert Marcuse », *Actuel Marx*, 1, no. 45, 2009, pp. 137-148.

<sup>256</sup> « Dialecticals' masturbation », *The International Times*, 28 juillet 1967, p. 11. « Dialectics of Liberation: Disappointment, enlightenment », *Peace News*, 4 août 1967, p. 12. Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism*, *op. cit.*, p. 102.

<sup>257</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, pp.210-11.

<sup>258</sup> « From resistance to insurrection », *Peace News*, 27 octobre 1967, p. 4.

<sup>259</sup> « Bobbin' campus », *Campus*, 18 octobre 1967, p. 2. « Che Guevara and Debray », *Peace News*, 20 octobre 1967, p. 4. Kenneth MORGAN, *op. cit.*, p 293.

Les rebelles attaquèrent simultanément plus d'une centaine de villes du Sud-Vietnam, osant même assaillir l'ambassade américaine de Saïgon. Bien qu'aboutissant à une défaite sur le plan militaire, cet épisode révéla le déficit de crédibilité du gouvernement Johnson qui affirmait être en passe de gagner la guerre. Au cours des semaines suivantes, le soutien populaire pour sa politique vietnamienne subit une forte baisse tandis que le mouvement contre la guerre s'en trouva électrisé<sup>260</sup>. En ce sens, ce fut une victoire politique pour les révolutionnaires vietnamiens. Pour les militants, l'épisode était digne de l'allégorie de David et Goliath. La victoire d'une armée rebelle d'un pays du tiers-monde contre celle d'une superpuissance prouvait que le système capitaliste n'était pas invulnérable : « *Vietnam continues to offer a ray of hope that if the extension of Western capitalism can be defeated in South East Asia, then it can be defeated elsewhere* »<sup>261</sup>. D'un point de vue plus concret, ces développements internationaux allaient également contribuer à une nouvelle transformation des cadres d'action collective.

#### **1.2.3.4. Les grandes manifestations de 1968**

L'année 1968 marqua sans aucun doute le pic de la contestation contre la guerre du Vietnam, culminant avec deux grandes manifestations nationales à Londres. Le 17 mars, un cortège d'environ 25 000 personnes défila de Trafalgar Square à Grosvenor Square, où se situait l'ambassade américaine. Lorsque la police tenta d'empêcher les manifestants d'approcher de leur destination, de violentes échauffourées éclatèrent et se poursuivirent pendant deux heures. Les récits des participants à cet événement faisaient état de déchaînements d'agressivité émanant des deux partis : policier monté passant à tabac un pacifiste qui lui donnait un bouquet de fleurs, manifestants en furie ruant de coups un policier au sol, etc<sup>262</sup>. Au total, 117 policiers furent blessés contre seulement 45

---

<sup>260</sup> « The war is over – When will it end? », *Peace News*, 9 février 1968, p. 1. David FARBER, *op. cit.*, p. 213.

<sup>261</sup> « Come demonstrate for Vietnamese freedom ! », *The Beaver*, 29 février 1968, p. 3.

<sup>262</sup> Tariq ALI, *op. cit.*, p. 255. Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.* p. 535.

manifestants, et 246 personnes furent arrêtées<sup>263</sup>. Les médias traditionnels se rangèrent de manière quasi-unanime du côté des forces de l'ordre, et jetèrent l'opprobre sur les militants, plus particulièrement sur la VSC et sa figure de proue : Tariq Ali, dont le ton était particulièrement vindicatif<sup>264</sup>. Suite à un entretien avec un journaliste du tabloïde *The Sun*, ses propos furent rapportés ainsi : « *We were not there for a peaceful demonstration. Peace has no part in this crisis. The Americans are criminals and this must be shown to the world* »<sup>265</sup>.

Les nouvelles des révoltes étudiantes à travers le monde continuèrent d'alimenter les discours alarmistes des médias. Ces derniers firent monter les tensions avant la prochaine grande manifestation nationale prévue pour le 27 octobre en propageant des rumeurs inquiétantes, résumées de la sorte par un étudiant exaspéré : « *The pop press also forgot all about their previous Simple Lie which they had been peddling furiously before the demonstration : irresponsible students being manipulated by sinister 'foreigners' who want to blow up London with Molotov cocktails* »<sup>266</sup>. Pourtant les organisateurs de la VSC avaient pris soin de réaffirmer à de nombreuses reprises la nécessité de préserver le caractère non-violent de l'évènement<sup>267</sup>. Plus de 100 000 personnes défilèrent dans les rues de Londres, dont la très grande majorité convergea calmement jusqu'à Hyde Park pour y écouter des discours, tandis qu'une petite portion se détacha pour tenter de se rendre à l'ambassade américaine, où ils furent interrompus par les forces de l'ordre<sup>268</sup>. La presse attribua la tournure pacifique des événements à la retenue et au comportement exemplaire des policiers, comme en témoignaient les articles parus le lendemain dans *The Times* et *The Evening News* proclamant respectivement : « *The police has won the day* » et « *Victory of the Velvet Glove* »<sup>269</sup>. Le ministre de l'Intérieur, James

---

<sup>263</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 264.

<sup>264</sup> Tariq ALI, *op. cit.*, p. 256. Caroline Hoefflerle, *British Student Activism, op. cit.*, p. 112.

<sup>265</sup> « Back to square one », *Peace News*, 22 mars 1968, p. 4.

<sup>266</sup> « Our wonderful British press », *The Beaver*, 7 novembre 1968, p. 2.

<sup>267</sup> Tariq ALI, *op. cit.*, p. 300.

<sup>268</sup> « 27 October », *The Glasgow University Guardian*, 5 novembre 1968, p. 3.

<sup>269</sup> « What went wrong: Three views », *The International Times*, 15 novembre 1968, p. 3.

Callaghan, qualifia même la manifestation de « démonstration du bon sens britannique » (« *a demonstration of British good sense* »)<sup>270</sup>. Cette expression sous-entendait plusieurs choses. C'était d'abord une manière de féliciter les forces de l'ordre pour leur décence, de louer implicitement sa propre décision de ne pas avoir interdit le défilé, et enfin de féliciter les organisateurs de la VSC d'avoir su garder le contrôle de leurs partisans et maintenir le calme. Il insinuait également que les débordements et les violences des précédentes marches ne s'inscrivaient pas dans le caractère national britannique. Les divers aspects de cette stratégie dépeignant les autorités comme tolérantes et le cortège des manifestants britanniques comme un parangon de modération furent repris par la presse, puis par les historiens. Ainsi cet épisode obéit au principe de « jugement mesuré » (« *measured judgement* ») décrit par Arthur Marwick, expliquant que lorsque les autorités font preuve de tolérance à l'égard des militants, la contestation s'étiole, tandis que la répression entraîne au contraire une surenchère<sup>271</sup>. Effectivement, la manifestation du 27 octobre constitua à la fois l'apogée du mouvement mais aussi l'amorce de son déclin.

## 1.2.4. Déclin de la mobilisation

### 1.2.4.1. Baisse de la participation

Des manifestations locales continuèrent d'être organisées dans les universités, mais dans l'ensemble, le nombre de participants était à la baisse. Environ 4000 sympathisants manifestèrent à l'appel de la VSC en mars 1969 tandis qu'ils ne furent que 1600 lors d'un rassemblement en novembre de la même année<sup>272</sup>. À titre de comparaison, le mouvement américain battait alors son plein avec le *Vietnam Moratorium*, rassemblant 10 millions de personnes à travers

---

<sup>270</sup> « Callaghan, the demo, and the press », *Peace News*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 1.

<sup>271</sup> Arthur MARWICK, *op. cit.*, pp. 12-13.

<sup>272</sup> Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism, op. cit.*, p. 115.

la nation le 15 octobre, et 500 000 manifestants à Washington le 15 novembre<sup>273</sup>. Durant ces deux semaines, la plupart des universités britanniques lancèrent des actions locales de soutien comme des veillées, des processions nocturnes ou même des jeûnes, mais qui demeurèrent de faible ampleur<sup>274</sup>.

Parallèlement, la politique de « vietnamisation » de Nixon débuta en 1969. Le désengagement progressif des troupes américaines était accompagné d'une volonté d'impliquer davantage le gouvernement du Sud-Vietnam dans la gestion du conflit en lui fournissant davantage d'armes et d'équipements<sup>275</sup>. Les négociations de Paris commencèrent la même année, et n'aboutirent à un accord qu'en 1973. Le gouvernement du Sud-Vietnam se fit de plus en plus répressif, forçant les étudiants à appeler à la solidarité leurs homologues à travers le monde afin d'influer sur le processus de paix<sup>276</sup>. Pourtant, si la guerre se poursuivait avec l'invasion du Cambodge en avril 1970, les jeunes militants britanniques se tournaient désormais vers d'autres problèmes.

#### **1.2.4.2. De nouveaux chevaux de bataille**

Suite à l'adoption du cadre de résonance révolutionnaire, les militants se mirent à percevoir leur contestation comme une lutte globale, connectant les différentes causes comme autant de symptômes justifiant une transformation en profondeur du système. Un étudiant de Glasgow exprimait cette nouvelle vision ainsi :

*That is that all political protest is becoming evolved into one protest, one rejection – a total rejection of the social and political structures of the advanced countries of the world which seem to perpetuate injustice and strife both internally and internationally, and in which technology and*

---

<sup>273</sup> David FARBER, *op. cit.*, p. 230. Manuela SEMIDEI, « L'opinion américaine et les pourparlers de paix », *Revue française de science politique*, 20, no. 2, 1970, p. 355.

<sup>274</sup> « Student world: Demonstrations », *Union News*, 28 novembre 1969, p. 2.

<sup>275</sup> David FARBER, *op. cit.*, p. 231.

<sup>276</sup> « Saigon: more repression », *Peace News*, 14 mars 1969, p. 1. « Urgent appeal from the Saigon Student Union to students of the world », *Peace News*, 4 avril 1969, p. 5.

*technical specification seem to be confining the human potential more and more.*<sup>277</sup>

Ainsi, la grande majorité des participants à la manifestation du 27 octobre 1968 protestaient également contre la structure de la société britannique et le système capitaliste en général<sup>278</sup>. De ce fait, ils ne tardèrent pas à appliquer ce même cadre à leur propre situation, ce qui eut pour effet de créer d'autres causes de mobilisation. Le glissement vers les revendications du mouvement étudiant s'opéra de manière fluide. Lorsqu'un officiel de l'ambassade américaine fut aspergé de peinture rouge sang lors du *teach-in* de l'université de Sussex en février 1968, deux étudiants furent exclus temporairement, déclenchant au passage une nouvelle campagne demandant que les étudiants soient impliqués dans les procédures disciplinaires<sup>279</sup>. De même, suite au vote des étudiants de la LSE d'occuper les locaux en vue de la manifestation du 27 octobre 1968, le directeur Walter Adams prit la décision de fermer l'établissement, ce qui s'avéra dans les faits impossible, au vu du grand nombre d'étudiants présents. Le choix d'Adams fut perçu comme une décision arbitraire et autocratique, ce qui acheva de faire changer d'avis une importante proportion des étudiants modérés qui étaient initialement contre l'occupation<sup>280</sup>. Peu après, Adams fit installer un portail sécurisé pour éviter que l'expérience ne se reproduise, ce qui allait occasionner de nouveaux incidents et donner du grain à moudre au mouvement étudiant. De plus, après les événements internationaux de 1968, ce dernier prit une nouvelle direction et entreprit d'établir des liens avec le mouvement ouvrier, en s'opposant aux réformes du gouvernement travailliste (voir chapitre suivant).

---

<sup>277</sup> « 27 October », *The Glasgow University Guardian*, 5 novembre 1968, p. 3.

<sup>278</sup> Sylvia ELLIS, « 'A Demonstration of British Good Sense?' British Student Protest during the Vietnam War » dans Gerard DEGROOT (éd.), *op. cit.*, p. 64.

<sup>279</sup> « Sussex students seek support », *The Beaver*, 29 février 1968, p. 12. « Red scare at Sussex », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 12. « Communists behind unrest? Trouble at Sussex University », *The Glasgow University Guardian*, 14 mars 1968, p. 2.

<sup>280</sup> « Where Adams failed..... », *The Beaver*, 7 novembre 1968, p. 4.

### 1.2.4.3. Potentiel fédérateur de la mobilisation contre le Vietnam

L'opposition à la guerre du Vietnam possédait une dimension unificatrice particulière, rassemblant les milieux de la contre-culture et de la Nouvelle Gauche ainsi que des militants issus d'autres mouvements. Suite aux grandes manifestations de 1968, la confédération des syndicats britanniques *Trades Union Congress* (TUC) prit officiellement position contre la guerre du Vietnam<sup>281</sup>. En 1969, les syndicats se mirent à organiser des actions locales sous la bannière de la « solidarité » mais aussi à participer à celles des étudiants. Il pouvait s'agir de manifestations, comme à Sheffield en mars 1969, à l'appel des délégués syndicaux, ou de démarches plus symboliques, comme lorsque les membres d'une vingtaine de syndicats vinrent donner environ 40 litres de sang à la requête des étudiants de la LSE<sup>282</sup>. Ces actions conjointes permirent de commencer à tisser des liens entre le mouvement syndical et le mouvement étudiant, en partie grâce à la dimension fédératrice de l'opposition au conflit vietnamien. Ces liens seraient ensuite exploités par les étudiants désireux de forger une réelle alliance avec les syndicats en opposition aux réformes gouvernementales dans les années 1970.

Un phénomène similaire se déroula avec le mouvement contre les discriminations raciales des émigrés caribéens, africains et indo-pakistanaïes. Lors de son discours le 18 juillet 1967 à la *Roundhouse* de Londres dans le cadre de la conférence « *The Dialectics of Liberation* », Stokely Carmichael lia la cause noire aux guerres de libération nationale des pays du tiers-monde – au premier rang desquels le Vietnam – qu'il fusionna en un combat révolutionnaire global contre la suprématie blanche des pays occidentaux maintenue par le système capitaliste<sup>283</sup>. Cette diatribe eut énormément d'influence sur les militants présents,

---

<sup>281</sup> Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism*, op. cit., p. 115.

<sup>282</sup> « Anarchists arrested at Sheffield », *Union News*, 7 mars 1969, p. 1. « Your blood for Vietnam », *The Beaver*, 3 novembre 1969, p. 7.

<sup>283</sup> « Dialecticals' masturbation », *The International Times*, 28 juillet 1967, p. 11. « Dialectics of Liberation: Disappointment, enlightenment », *Peace News*, 4 août 1967, p. 12. Peniel E. JOSEPH, *Stokely: A Life*, New York : Perseus Books Group, 2014, p. 126.

comme Tony Soares, un des chefs de file des *Black Panthers* britanniques, qui affirmait que son engagement politique pour les droits des noirs au Royaume-Uni était inextricablement lié à sa participation au mouvement contre la guerre du Vietnam. Il fut emprisonné suite à sa participation à la manifestation du 27 octobre 1968 et fut condamné à un an de prison pour incitation à l'émeute et possession d'armes. À sa sortie, il contribua à fonder le *Black Liberation Front* en 1971 afin de lutter contre le racisme et l'impérialisme<sup>284</sup>. Ainsi certaines actions furent organisées pour protester contre le sort des peuples opprimés à travers le monde, comme cette manifestation anti-impérialiste à l'appel des *Black Panthers* britanniques et de la VSC en mai 1970 en solidarité avec les partisans de la révolution culturelle du *Black Power* à Trinité-et-Tobago et les indépendantistes au Vietnam : « [...] *the demonstration was a united action in solidarity with the Indo-Chinese and Trinidadian peoples and was supported by a number of groups including VSC and the Black Panthers* »<sup>285</sup>. De plus, le cadre utilisé par le mouvement contre la guerre du Vietnam fut lui aussi transposé aux autres conflits de libération nationale, ce qui permettait de les expliquer de façon simpliste afin de mobiliser le soutien des militants. Par exemple, dans un article paru dans *The International Times*, le Chad était directement comparé au Vietnam (« *Chad: An African Vietnam?* »), ce qui tendait à assimiler implicitement la France aux États-Unis soutenant un régime non-démocratique afin de protéger ses intérêts impérialistes<sup>286</sup>.

Le prisme de la guerre du Vietnam fut également appliqué à un conflit pourtant beaucoup plus proche de la Grande-Bretagne : l'Irlande du Nord. Le parallèle entre l'intervention américaine en Asie du Sud-Est et l'envoi des troupes britanniques sur le sol nord-irlandais se retrouvait dans de nombreux articles de

---

<sup>284</sup> Anne-Marie ANGELO, « 'We All Became Black': Tony Soares, African-American Internationalists, and Anti-Imperialism » dans Robin D. G. KELLEY et Stephen G. N. TUCK (éds.), *The Other Special Relationship: Race, Rights, and Riots in Britain and the United States*, New York : Palgrave Macmillan, 2015, p. 97.

<sup>285</sup> « Black brothers battle pigs », *The International Times*, 8 mai 1970, p. 2.

<sup>286</sup> « The battle outside raging will soon shake yer windows and rattle your walls », *The International Times*, 5 novembre 1970, pp. 6-7.

l'époque. Les analogies entre les deux conflits portaient notamment sur la dimension labyrinthique de la jungle asiatique et des ruelles de Belfast ; le faible moral des troupes ; leurs forts taux de consommation de drogues et de désertion ; leur impopularité auprès des populations locales ; les tactiques de guérilla utilisées par le NFL et l'IRA ; la surestimation du nombre de rebelles arrêtés ; l'enlisement des deux conflits ; sans oublier la dénonciation de l'impérialisme américain et britannique<sup>287</sup>. Le cadre anti-impérialiste fut transposé à cause de la décision du gouvernement britannique de lancer une intervention militaire pour ramener le calme dans la région en 1969. Ce parallèle simplifiait le contexte social, politique et religieux si particulier de l'Irlande du Nord afin de pousser le plus grand nombre à se mobiliser. La guerre du Vietnam était devenue une sorte d'allégorie universelle du combat entre les opprimés et leurs oppresseurs.

#### **1.2.4.4. Conclusion et impact du mouvement**

Le mouvement britannique d'opposition au conflit vietnamien ne parvint pas à obtenir du gouvernement Wilson qu'il cesse de soutenir l'intervention américaine. Il contribua néanmoins à faire évoluer l'opinion publique majoritairement contre la guerre en amenant le sujet au cœur du débat public. En 1965, un Britannique sur trois était favorable à l'intervention américaine, tandis qu'en 1973, ils ne représentaient plus que 14% de la population<sup>288</sup>. La mobilisation au Royaume-Uni constitua également un front dynamique et visible de l'opposition transnationale à la guerre, stimulant à la fois la contestation aux

---

<sup>287</sup> « An American solution to the problems of Northern Ireland », *Leeds Student*, 15 octobre 1971, p. 4. « By-line: A diary for Belfast – October », *The Glasgow University Guardian*, 29 octobre 1971, p. 6. « Bring the boys home », *The Beaver*, février 1973, p. 12. « A Vietnam vet looks at Belfast », *The International Times*, 28 juin 1973, pp. 6-7.

<sup>288</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 381. John DUMBRELL, *op. cit.*, p. 43.

États-Unis mais aussi la rébellion au Vietnam, et donc participant indirectement à la désescalade du conflit<sup>289</sup>.

De plus, ce mouvement joua un rôle crucial dans le cycle de contestation des longues années soixante. Il servit de catalyseur aux autres mouvements, amorçant un tournant radical dans la dynamique protestataire. Les militants n'étaient désormais plus aussi conciliants et respectueux des autorités qu'auparavant. Le recours à des modes d'action inspirés des tactiques de guérilla s'étendit à de nombreux groupes. La transposition du cadre anti-impérialiste des opposants à la guerre du Vietnam à d'autres causes, telles que les luttes étudiantes, l'égalité raciale, féminisme, les droits des homosexuels ou encore l'autodétermination de l'Irlande du Nord ainsi que les nationalismes gallois et écossais, allait galvaniser ces mouvements. À un tout autre niveau, l'opposition au conflit vietnamien contribua également à l'émergence du mouvement environnementaliste grâce aux différents reportages sur la déforestation et la destruction de l'écosystème d'Asie du Sud-Est liées à l'utilisation massive des pesticides, utilisés comme armes chimiques (voir annexe 6).

---

<sup>289</sup> Lien-Hang NGUYEN, « Revolutionary Circuits: Toward Internationalizing America in the World », *Diplomatic History*, 39, no. 3, 1<sup>er</sup> juin 2015, p. 415. Tom WELLS, *The War Within: America's Battle Over Vietnam*, Berkeley : University of California Press, 2005, p. 397. Joel LEFKOWITZ, « Movement Outcomes and Movement Decline: The Vietnam War and the Antiwar Movement », *New Political Science*, 27, no. 1, mars 2005, p. 18.



### 1.3. LE MOUVEMENT ETUDIANT

Tout comme le mouvement contre la guerre du Vietnam, le mouvement étudiant en Grande-Bretagne souffre d'une image qui ne lui rend pas justice. Les accusations de ses détracteurs ont contribué à forger la vision reprise ensuite par les historiens présentant souvent leur mobilisation comme une pâle copie des mouvements américains, français ou allemands. Cette critique, émise à l'époque par les autorités afin de discréditer les étudiants, visait à réduire leurs actions à un jeu d'imitation puéril, afin d'en ôter la dimension politique. David Bouchier ne voit ainsi dans le mouvement britannique qu'une preuve de l'influence du modèle américain, tandis que Nigel Young le rabaisse au rang « d'écho » et de « post-scriptum »<sup>290</sup>. Pour Dominic Sandbrook, il s'agissait principalement d'un phénomène de mode, à l'instar d'Arthur Marwick, qui explique l'absence de réelle contestation étudiante par une plus grande tolérance de la part des autorités et de meilleures conditions d'études dans les universités<sup>291</sup>. Ces deux arguments étaient déjà répandus dans les médias au moment des faits. Dans un éditorial du quotidien *The Guardian* du 27 mai 1968 commentant les événements se déroulant en France, on pouvait lire « *it could happen here – but it needn't* ». Quelque jour plus tard, ce même journal accusait les étudiants britanniques de « copier » leurs homologues d'outre-Manche et d'outre-Atlantique (« *me-tooism* »)<sup>292</sup>. De telles affirmations suggéraient ainsi que leurs revendications étaient sans fondement. Pourtant, il apparaît que les jeunes Britanniques ne percevaient pas leurs conditions d'études comme étant à la hauteur de leurs espérances, et c'est bien cette perception qui fut le moteur de leur contestation. De plus, dans les cas où ils se sont effectivement inspiré d'autres mouvements, il s'agissait d'une stratégie

---

<sup>290</sup> David BOUCHIER, *Idealism and Revolution*, *op. cit.*, p. 3. Nigel YOUNG, *An Infantile Disorder*, *op. cit.*, p. 52.

<sup>291</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 532, 541. Arthur MARWICK, *op. cit.*, p. 561.

<sup>292</sup> *The Guardian*, 27 mai 1968, p. 8. *Ibid*, 10 juin 1968, p. 8.

délibérée et rationnelle, et non d'un mimétisme aveugle, intervenant dans un deuxième temps.

L'étude du mouvement étudiant s'appuiera majoritairement sur des articles tirés de leurs propres publications. Le journal de la LSE, *The Beaver*, rendra compte des événements dans cet établissement – épice de la contestation étudiante. Les journaux de l'université de Leeds, *Union News/Leeds Students*<sup>293</sup>, ainsi que de l'université de Warwick (située à Coventry), *Giblet/Campus/The Warwick Boar*<sup>294</sup>, permettront d'analyser l'évolution du mouvement en province, dans deux types d'université, la première datant de la révolution industrielle, la seconde des années 1960. Enfin, pour ne pas se focaliser exclusivement sur l'Angleterre, la publication des étudiants de l'université de Glasgow, *The Glasgow University Guardian*, fournira un aperçu de la situation dans cet établissement écossais. En raison des liens entre les milieux contre-culturel et étudiant, des articles du magazine de la scène *underground* londonienne *The International Times* seront également examinés. L'hebdomadaire *Peace News* et certaines publications de la gauche radicale, particulièrement prisés par les étudiants, couvrirent également leur mobilisation.

### **1.3.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux**

#### **1.3.1.1. Réformes de l'enseignement supérieur : discours et réalité**

Dans la lignée de la loi Butler sur l'enseignement (1944), le rapport Robbins (1963) rédigé à la demande du gouvernement conservateur d'Harold

---

<sup>293</sup> *Union News* fusionna en 1970 avec la publication du *Leeds Polytechnic* pour devenir *Leeds Student*. Ce journal reçut le titre de meilleur journal étudiant, décerné par la *National Union of Students*, pour les années 1970-71 et 1972-73.

<sup>294</sup> Le journal de l'université de Warwick fut créé en 1965 sous le nom de *Giblet*, puis changea de nom à deux reprises, pour devenir *Campus* en 1967, et *The Warwick Boar* en 1973.

Macmillan, visait à rendre l'accès à l'enseignement supérieur plus égalitaire. Selon le principe au cœur de ses recommandations, l'accès à l'université ne devait plus être un privilège réservé aux plus aisés, mais un droit à la portée de tous les aspirants méritants : « [...] *courses of higher education should be available for all those who are qualified by ability and attainment to pursue them and who wish to do so* »<sup>295</sup>. C'est dans cet esprit que de nouvelles universités furent construites (Sussex, York, Kent, Warwick, Lancaster, East Anglia, Essex et Stirling), et que les *Colleges of Advanced Technology*, rebaptisés *Polytechnics*, se virent attribuer un statut équivalent à celui des universités. Ainsi, le nombre d'étudiants à temps complet dans une université de Grande-Bretagne avait rapidement augmenté, passant de 50 000 en 1938-39, à 82 000 en 1954-55, puis à 118 000 en 1962-63, avant de doubler en presque une décennie pour d'atteindre les 236 000 en 1970-71 <sup>296</sup>. La politique du gouvernement Wilson en matière d'enseignement supérieur ne se limitait pas à l'augmentation des capacités d'accueil. Le Premier ministre travailliste prônait également une modernisation du système dans le cadre de sa « révolution scientifique » (« *Scientific Revolution* ») décrite dans son célèbre discours au congrès du parti en octobre 1963<sup>297</sup>.

Si cette nouvelle vision suscita l'enthousiasme de nombreux étudiants, le décalage entre discours et réalité laissa rapidement place à un sentiment de frustration. Les conditions d'enseignement de certains établissements n'étaient pas à la hauteur des promesses. Ainsi en novembre 1964, les étudiants de la LSE dénonçaient la surpopulation nuisant gravement aux conditions d'apprentissage

---

<sup>295</sup> COMMITTEE ON HIGHER EDUCATION, *Higher Education: report of the committee appointed by the Prime Minister under the Chairmanship of Lord Robbins 1961-63*, Londres : HMSO, 1963, p. 8, [en ligne], [consulté le 2 février 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.educationengland.org.uk/documents/robbins/robbins1963.html#02>>.

<sup>296</sup> *Ibid.* p. 14. « Participation rate: now we are 50 », *Times Higher Education*, 25 juillet 2013 [en ligne], [Consulté le 20 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.timeshighereducation.com/features/participation-rates-now-we-are-50/2005873.article>>.

<sup>297</sup> Harold WILSON, « Labour's Plan for Science », discours prononcé au congrès annuel du Parti travailliste à Scarborough, 1<sup>er</sup> octobre 1963, *School of Politics and International Relations, University of Nottingham* [en ligne], [consulté le 2 février 2017], disponible à l'adresse : <<http://nottspolitics.org/wp-content/uploads/2013/06/Labours-Plan-for-science.pdf>>.

dans l'éditorial de leur journal : « *L.S.E. is bursting at its seams. The increased input of students seems to have resulted in an even greater output of overcrowding and confusion* »<sup>298</sup>. Ce type de doléance ne se bornait visiblement pas à la capitale puisque les étudiants de Leeds se plaignaient également du piteux état de leurs locaux et de leurs capacités d'accueil insuffisantes face à l'augmentation des effectifs. Dans un article exigeant l'extension et la rénovation du campus, le président du syndicat étudiant local qualifiait le département d'anglais de « rangée de taudis » (« *a batch of slum terrace houses* ») et les conditions du gymnase de « miteuses, pourries et complètement inadaptées » (« *dingy, rotten and completely inadequate* »)<sup>299</sup>. Quelques mois plus tard, un autre article dénonçait encore l'ajournement de la construction de logements et locaux universitaires destinés à faire face aux nombres toujours croissants d'inscrits<sup>300</sup>. Enfin, une autre critique fréquente des conditions d'enseignement pointait la dégradation du taux d'encadrement et le manque de communication entre étudiants et personnel<sup>301</sup>. Selon l'historien Arthur Marwick, les spécificités avantageuses de l'enseignement supérieur britannique résidaient justement dans le taux d'encadrement, le système des bourses de subsistance (*maintenance grants*) et la prise en charge des frais d'inscription par les autorités locales depuis la loi sur l'enseignement de 1962<sup>302</sup>. Or, là encore, les étudiants manifestaient régulièrement leur mécontentement quant à l'insuffisance du montant des bourses de subsistance face à la hausse du coût de la vie, mais également du fait que leur montant dépendait du revenu de leurs parents<sup>303</sup>.

Ainsi, les jeunes Britanniques ne considéraient pas leur situation comme idéale ou même particulièrement privilégiée, contrairement à ce qui a pu être

---

<sup>298</sup> « L.S.E. Secession », *The Beaver*, 12 novembre 1964, p. 2.

<sup>299</sup> « Give us extensions demands President », *Union News*, 13 novembre 1964, p.1.

<sup>300</sup> « New accomodation problem looms », *Union News*, 7 mai 1965, p. 5.

<sup>301</sup> « How to study », *The Glasgow University Guardian*, 10 mai 1963, p. 2.

<sup>302</sup> Arthur MARWICK, *op. cit.*, p. 287.

<sup>303</sup> « Grants: Award or charity? », *The Beaver*, 12 novembre 1964, pp. 4-5. « Freedom to study », *Union News*, 27 novembre 1964, p. 4. « Grants likely to go up soon », *Union News*, 7 mai 1965, p. 5. « Education and the Plan », *The Beaver*, 14 octobre 1965, p. 2. « Grants petition launched », *Union News*, 15 octobre 1965, p. 1.

avancé par la suite par les différents commentateurs. Cependant, avant de se recentrer sur des problématiques internes, ils firent leurs premières armes sur des questions de politique étrangère et d'égalité raciale.

### **1.3.1.2. Influence de l'insurrection hongroise de 1956**

Tandis que les troupes franco-britanniques envahissaient l'Égypte, un autre évènement international accapara l'attention des étudiants britanniques. Le 4 novembre 1956, les chars soviétiques pénétrèrent dans Budapest, réprimant dans un bain de sang l'insurrection hongroise. Quelques jours plus tôt, le soulèvement populaire amorcé à la suite d'une manifestation étudiante avait tenté d'instaurer un régime démocratique. Choqués par la violence de la répression et galvanisés par le rôle-clé de leurs homologues hongrois, les étudiants britanniques lancèrent différents types d'actions. Des marches silencieuses où les participants portaient des brassards ou des écharpes noires, des fonds de solidarité et même des programmes d'accueil permettant aux jeunes Hongrois de poursuivre leur cursus en Grande-Bretagne, furent organisés à travers le pays au cours des semaines suivantes<sup>304</sup>. Un groupe de jeunes Londoniens en vint même jusqu'à créer une force d'intervention, la *British Volunteer Force*, censée venir en aide aux rebelles hongrois. S'il est peu probable que ce projet ait eu des répercussions concrètes, il est en revanche intéressant de constater que ses partisans voyaient dans le rôle moteur des étudiants hongrois un exemple à suivre. Dans un appel lancé à toutes les universités, ils interpellaient leurs pairs de la sorte : « *But are you considering taking action to raise a volunteer force to aid the freedom fighters, who were in the first place inspired by the courage and determination of students, students who still fight alongside them in their ravaged country?* »<sup>305</sup>. Cette vision des étudiants en tant que fer de lance de la contestation sociale devint par la suite un thème phare de la

---

<sup>304</sup> « Hungarian students to study in Scotland », *The Gilmorehill Guardian*, 23 novembre 1956, p.1.  
« We mourn Hungary », *Union News*, 23 novembre, 1956, p. 1.

<sup>305</sup> « Students form army », *The Beaver*, 22 novembre 1956, p.1.

Nouvelle Gauche. Dans la conclusion de sa lettre ouverte publiée en 1960 dans la revue *New Left Review*, le sociologue américain C. Wright Mills insistait sur la nécessité de considérer les jeunes intellectuels comme les véritables agents du changement social : « *That's why we've got to study these new generations of intellectuals around the world as real live agencies of historic change* »<sup>306</sup>. Dans un autre article tiré du même numéro, le poète et essayiste américain Kenneth Rexroth soulignait également le rôle déterminant des étudiants dans la lutte contre l'immoralité galopante de l'époque. Bercés par une éducation libérale exaltant les principes moraux humanistes, ces derniers se retrouvaient par la suite confrontés à l'amère réalité de la marche du monde. Ce décalage suscitait une réaction de colère et d'indignation : « *Nobody sees it better than the young student, his head filled with "the heritage of the ages," taught in school all the noblest aspirations of mankind, and brought face to face with the chaos of the world beyond the college gates. [...] He is entering it already fed up* »<sup>307</sup>. Ce sentiment d'indignation morale se retrouvait d'abord dans les articles relatant la crise du canal de Suez et la répression de l'insurrection hongroise, puis dans ceux traitant de l'*apartheid*, de la course aux armements nucléaires, de l'impérialisme ou encore des discriminations raciales qui allaient bientôt dominer les colonnes des journaux étudiants.

### **1.3.2. Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1956-1967**

#### **1.3.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire**

Le mouvement pour le désarmement nucléaire rencontra un fort succès parmi les étudiants. Dès son émergence, il conquiert rapidement les campus et se

---

<sup>306</sup> C. Wright MILLS, « Letter to the New Left », *New Left Review*, 5, septembre – octobre 1960 [en ligne], [consulté le 26 avril 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.marxists.org/subject/humanism/mills-c-wright/letter-new-left.htm>>.

<sup>307</sup> Kenneth REXROTH, « Student Take Over », *New Left Review*, 5, septembre – octobre 1960 [en ligne], [consulté le 26 avril 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://newleftreview.org/I/5/kenneth-rexroth-students-take-over>>.

fit de plus en plus présent dans les journaux, à l'instar d'*Isis*, la publication des étudiants d'Oxford, qui consacra six numéros exclusivement à la menace nucléaire lors du deuxième semestre de l'année universitaire 1957-58<sup>308</sup>. Une vingtaine de branches de la CND avaient été formées dans les universités dans les premiers mois de l'année 1958, tandis que les grandes figures du mouvement venaient s'adresser directement aux étudiants dans les amphithéâtres. Le révérend Donald Soper fut ainsi acclamé lors de son intervention à la LSE. J. B. Priestley attira une foule de plus d'un millier de personnes lorsqu'il prit la parole à l'université d'Oxford. Leurs discours mettaient en garde contre les dangers des armes de destruction massive, tout en cherchant à convaincre leur auditoire de la nécessité de recourir aux techniques de la non-violence gandhienne pour s'opposer au gouvernement<sup>309</sup>. Les étudiants eurent tôt fait de passer aux travaux pratiques, participant en nombre aux actions organisées par la CND et le DAC, telles que la première grande marche de Pâques en avril 1958 ou le *sit-in* organisé en décembre pour bloquer la construction de la base de missiles de Swaffham, lors duquel plusieurs d'entre eux furent arrêtés<sup>310</sup>. Le mouvement pour le désarmement nucléaire permit ainsi de former ses recrues étudiantes à ces pratiques protestataires, qui allaient s'avérer déterminantes pour leur propre mouvement.

Afin de coordonner les actions sur les différents campus, l'organisation fédératrice *Combined Universities Campaign for Nuclear Disarmament* fut formée, ce qui permit d'établir des liens entre les protestataires des différentes universités mais aussi avec leurs homologues américains et européens<sup>311</sup>. Ces réseaux permirent aux étudiants d'organiser leurs propres actions, gagnant ainsi en expérience.

---

<sup>308</sup> « Undergraduates campaign on H-bomb », *Peace News*, 7 mars 1958, p. 11. « LSE H-bomb campaign », *The Beaver*, 13 mars 1958, p. 1.

<sup>309</sup> « Campaign news in brief », *Peace News*, 21 mars 1958, p. 3. « Oxford's Stop H-Bomb Campaign », *Peace News*, 21 mars 1958, p. 3. « Students and the bomb », *Peace News*, 9 mai 1958, pp. 1, 8.

<sup>310</sup> « Aldermaston: It's only the beginning », *Peace News*, 11 avril 1958, p. 1, 8. « Some lessons from Swaffham », *Peace News*, 19 décembre 1958, p. 1. « Swaffham hit the headlines », *Peace News*, 9 janvier 1959, p. 3.

<sup>311</sup> « Students and the bomb », *Peace News*, 2 mai 1958, p. 4.

Lorsque les autorités universitaires tentèrent de les forcer à renoncer à certains projets d'actions collectives, les limites inhérentes à leur statut d'étudiant commencèrent à leur apparaître. Les membres de la branche de la CND de l'université d'Oxford avaient ainsi entrepris d'organiser une marche allant de la base militaire américaine de Brize Norton jusqu'au centre de la ville. L'université refusa qu'une de ses associations soit associée à ce type d'activité contestataire, et les étudiants furent contraints de demander à la branche de la CND de la région d'Oxford de reprendre le flambeau. L'évènement fut finalement couronné de succès, rassemblant près de 700 participants, majoritairement venus des autres campus de la région pour soutenir les étudiants de l'université d'Oxford et dénoncer les restrictions imposées à leur liberté d'expression<sup>312</sup>. Les différentes campagnes contre les discriminations raciales allaient également contribuer à faire prendre conscience aux étudiants du peu de liberté dont ils disposaient du fait de leur statut.

### **1.3.2.2. Campagnes contre les discriminations raciales**

Après les événements de Suez et de Hongrie, les étudiants britanniques s'étaient tournés vers un autre grand sujet de préoccupation : l'*apartheid* en Afrique du Sud. Ils s'insurgeaient d'une part contre le procès pour haute trahison de 156 opposants au régime (*South African Treason Trial*) mais aussi contre la réforme universitaire visant à exclure les « non-blancs » (« *non-whites* ») des deux seules facultés où ils pouvaient encore étudier (*Separate University Education Bill of 1957*). Comme lors des événements de l'automne 1956, les jeunes militants soulignaient caractère immoral de ces mesures : « *If you believe it is immoral for the Africaner minority to impose a programme which will condemn all non-whites to a position of permanent political, economic and social inferiority, you will suscribe to the Treason Trial*

---

<sup>312</sup> « Oxford march », *Peace News*, 27 novembre 1959, p. 12. « Oxford march », *Peace News*, 4 décembre 1959, p. 1.

*Defence Fund* »<sup>313</sup>. Ils employèrent dans un premier temps les mêmes tactiques que pour les campagnes de 1956 : marches silencieuses avec brassards et écharpes noires et fonds de solidarité pour aider les accusés<sup>314</sup>. Ils insistaient d'ailleurs sur la continuité de leur démarche en se félicitant du succès du fond d'aide aux victimes en Hongrie afin de justifier une participation similaire en soutien aux prévenus sud-africains<sup>315</sup>.

En outre, dès 1957, les étudiants de la *London School of Economics* s'indignaient contre le règlement intérieur interdisant les rassemblements dans l'enceinte de leur établissement. En mai, l'organisation d'un tel évènement contre l'*apartheid* dans un parc proche des locaux de la LSE n'aboutit qu'à la dispersion de la foule par la police, à la demande de la direction de l'établissement, avant même que ses orateurs aient pu prendre la parole. Cet acte fut perçu comme une atteinte à leur liberté d'expression de la part de la direction ainsi que comme un reflet du manque de considération dont ils faisaient l'objet<sup>316</sup>. Si la formulation de ces griefs témoignait d'une prise de conscience de la part des étudiants, celle-ci ne donna pas lieu à un recentrage sur leurs droits et à des actions contestataires comme cela serait le cas par la suite avec l'occupation de l'université en 1967.

En mars 1960, la nouvelle du massacre de Sharpeville<sup>317</sup> révélait la volonté du régime du Premier ministre Hendrik Verwoerd de réprimer dans le sang le « vent du changement » (« *wind of change* ») évoqué par Harold Macmillan lors de sa venue sur le territoire sud-africain le mois précédent<sup>318</sup>. Cet évènement catalysa

---

<sup>313</sup> « Universities reject Apartheid », *The Gilmorehill Guardian*, 22 février 1957, p. 3.

<sup>314</sup> « March on South Africa House », *The Beaver*, 14 mars 1957, p. 1.

<sup>315</sup> « African matters », *The Gilmorehill Guardian*, 15 février 1957, p. 3.

<sup>316</sup> « Further accusations on College authorities », *The Beaver*, 23 mai 1957, p. 1. « Frustrated orators », *The Beaver*, 23 mai 1957, p. 2.

<sup>317</sup> Le 21 mars 1960 la police sud-africaine ouvrit le feu sur une foule de manifestants tuant 69 personnes et en blessant 180. « Scores die in Sharpeville shoot-out », *BBC News* [en ligne], [consulté le 28 avril 2017], disponible à l'adresse suivante : <[http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/march/21/newsid\\_2653000/2653405.stm](http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/march/21/newsid_2653000/2653405.stm)>.

<sup>318</sup> Harold MACMILLAN, « The Wind of Change », Parlement d'Afrique du Sud, Le Cap, 3 février 1960, *South African History Online* [en ligne], [consulté le 20 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.sahistory.org.za/archive/wind-change-speech-made-south-africa-parliament-3-february-1960-harold-macmillan>>.

la campagne contre l'*apartheid* au Royaume-Uni et contribua à l'essor de l'*Anti-Apartheid Movement* (AAM), formé l'année précédente. Dans les facultés, des groupes spécifiques furent à leur tour créés, lançant divers types d'actions directes et de semaines ou de mois dédiés à la cause. Les étudiants de Leeds, par exemple, organisèrent un boycott des produits sud-africains dans leur restaurant universitaire ainsi que nombre de manifestations. En novembre 1963, ils protestèrent à l'usine de construction aéronautique de Brough dans le Yorkshire où étaient fabriqués les bombardiers *Blackburn Buccaneers* vendus au gouvernement sud-africain, rappelant ainsi les actions organisées par le C100 ou la CND dans des usines d'armement nucléaire ou des bases militaires<sup>319</sup>. Quant aux jeunes Glaswégiens, ils décidèrent symboliquement d'élire Albert Lutuli, président du principal parti anti-*apartheid* (*African National Congress*, ANC), en tant que *Rector* (recteur honoraire) de leur université en octobre 1962, et ce avec le soutien d'une vaste majorité<sup>320</sup>.

À la même époque, un parallèle fut fait entre la ségrégation raciale liée au régime d'*apartheid* et la *colour bar* souvent pratiquée officieusement au Royaume-Uni. La comparaison est explicite dans un article du *Glasgow University Guardian* de février 1960 dénonçant les pratiques discriminatoires au logement et à l'embauche dont souffraient les étudiants noirs : « *Apartheid, the ugly word associated with South Africa, raised its head in the daily Press last week. But this time [...] it was about the colour bar facing overseas students in GLASGOW* »<sup>321</sup>. Dès 1958, les étudiants de la LSE constataient que certains de leurs pairs d'origine africaine ou asiatique s'étaient vus refuser l'entrée dans une discothèque étudiante très fréquentée du quartier de Soho. Pourtant ce cas ne ferait l'objet d'une investigation détaillée qu'en 1960 et d'une campagne d'action directe qu'en 1963. Au cours de cette dernière, les étudiants installèrent des piquets de protestation pendant près de

<sup>319</sup> « Help to fight Apartheid », *Union News*, 11 octobre 1963, p. 2. « Not for laughs », 1<sup>er</sup> novembre 1963, *Union News*, p. 4. « 'Help liberation' marchers told », *Union News*, 22 novembre 1963, p. 9.

<sup>320</sup> « The black and the white of it », *The Glasgow University Guardian*, 8 mars 1963, p.1.

<sup>321</sup> « No colour bar », *The Glasgow University Guardian*, 12 février 1960, p. 2.

deux semaines devant l'établissement en question, le *Whisky-A-Go-Go*, afin d'encourager au boycott<sup>322</sup>. Tout comme pour la campagne anti-*apartheid*, ce temps de latence séparant la prise de conscience du problème et le recours aux procédés d'action directe peut s'expliquer par l'influence du mouvement pour le désarmement nucléaire mais sans doute aussi celle du mouvement pour les droits civiques des noirs américains.

Le mouvement pour les droits civiques des noirs américains avait débuté en décembre 1955 par le boycott des bus de Montgomery, en Alabama, afin de protester contre la ségrégation raciale. En février 1960, ce fut le tour des étudiants de Greensboro, en Caroline du Nord, de s'élever contre les pratiques ségrégationnistes de commerces et de restaurants locaux en y organisant des *sit-ins*. La tactique fut ensuite reprise par les jeunes militants de nombreux États du Sud du pays. Ces évènements furent abondamment relayés par les médias de masse britanniques ainsi que par les journaux étudiants. En juin 1960, on pouvait voir côte à côte à la une de *The Beaver* deux articles traitant de la *colour bar* du *Whisky-A-Go-Go* et des *sit-ins* des étudiants du Sud des États-Unis (voir annexe 7). Cette mise en parallèle, le choix de la tactique du boycott, ainsi que le déroulement chronologique des évènements, permet de penser que le mouvement pour les droits civiques avait influencé la campagne des étudiants de la LSE. Ce dernier avait atteint son apogée avec la marche sur Washington pour l'emploi et la liberté au mois d'août. Aux canaux non-relationnels médiatiques, s'ajoutèrent également un certain nombre de liens personnels ayant facilité l'adoption des techniques contestataires comme, par exemple, la présence d'étudiants américains ou d'étudiants ayant eu la possibilité de voyager aux États-Unis. Dans le premier numéro de *The Beaver* de la rentrée 1963, un étudiant parti travailler à Washington l'été précédent racontait sa participation à la célèbre marche sur Washington<sup>323</sup>. Dans un deuxième temps, les visites des figures emblématiques du mouvement

---

<sup>322</sup> « Whisky A'Gogo ? », *The Beaver*, 13 mars 1958, p. 1. « Race bar », *The Beaver*, 16 juin 1960, p. 1. « LSE boycott snowball », *The Beaver*, 24 octobre 1963, p.1 .

<sup>323</sup> « Letter from America », *The Beaver*, 10 octobre 1963, p. 3.

américain sur le sol britannique contribuèrent de surcroît à galvaniser les étudiants, à amplifier la lutte contre les discriminations raciales et à participer à la diffusion des tactiques. On notera, entre autres, le séjour de Martin Luther King à Londres en décembre 1964, mais aussi celui de Julian Bond de l'organisation *Student Non-Violent Co-ordinating Committee* (SNCC)<sup>324</sup> qui fut en tournée dans les universités britanniques pendant six semaines<sup>325</sup>. Si le *sit-in* n'était pas une innovation du mouvement américain, ce dernier contribua indéniablement à le populariser. La tactique fut adaptée pour lutter contre la *colour bar* dans les pubs au Royaume-Uni, donnant ainsi naissance au *drink-in*, évoqué plus en détail au chapitre sur le mouvement pour l'égalité raciale. Son utilisation se répandit à travers le pays, dans les cercles des militants étudiants et antiracistes<sup>326</sup>.

### **1.3.2.3. Campagne contre les discriminations envers les étudiants étrangers**

La campagne contre les discriminations envers les étudiants étrangers fut à la croisée des luttes antiracistes et des revendications propres aux étudiants. En ce sens, elle sembla jouer un rôle de transition entre les deux causes. C'est en protestant contre les discriminations raciales au Royaume-Uni et à l'étranger que les étudiants prirent véritablement conscience des problèmes liés à leur statut, permettant ensuite un recentrage du mouvement sur des questions les concernant spécifiquement. Bien que la *colour bar* affectant les étudiants étrangers ait été remarquée quelques années auparavant, les étudiants ne se lancèrent dans une campagne visant à y remédier qu'à partir du milieu de la décennie. En février

---

<sup>324</sup> L'organisation SNCC fut fondée par les jeunes militants ayant lancé le *sit-in* de Greensboro en février 1960 avec l'aide de la secrétaire de direction de la *Southern Christian Leadership Conference* (SCLC) de Martin Luther King nommée Ella Josephine Baker.

<sup>325</sup> « News in brief... », *Union News*, 11 décembre 1964, p. 5. « Negro hits out on civil rights », *Union News*, 26 novembre 1965, p. 2.

<sup>326</sup> « Racialism », *Union News*, 25 janvier 1965, p. 4. Stephen TUCK, « Malcolm X's Visit to Oxford University: U.S. Civil Rights, Black Britain, and the Special Relationship on Race », *The American Historical Review*, 118, 1, février 2013, pp. 92-3.

1965, une étude de *The Beaver* menée sur 300 étudiants non-blancs de la LSE révéla que 99% d'entre eux avait souffert de discriminations au logement. Dans la plupart des cas, les bailleurs privés déclaraient tout simplement qu'ils ne louaient pas « aux personnes de couleur » (« *No Coloureds* »)<sup>327</sup>. À Oxford, les étudiants parvinrent à obtenir l'ajout d'une clause anti-discriminatoire dans les contrats de logements universitaires, tandis qu'à Leeds, la même initiative se heurta à la résistance de la direction de l'établissement<sup>328</sup>. La campagne s'intensifia à l'annonce de la décision du gouvernement d'augmenter les frais d'inscription universitaire de 70 à 250 livres pour les étudiants étrangers, en décembre 1966, pour faire face aux coûts croissants de la massification de l'enseignement supérieur<sup>329</sup>. Cette mesure suscita une vive réaction d'indignation morale. Pour les jeunes militants, il s'agissait d'une disposition discriminatoire, comme l'indique cette périphrase la qualifiant « d'*apartheid* intellectuel » (« *intellectual apartheid* »)<sup>330</sup>. La campagne prit une ampleur nationale, et les tactiques employées devinrent plus militantes : boycotts des cours donnant lieu à des journées d'action, piquets de grève, manifestations coordonnées à travers le pays, *lobbying* de masse des parlementaires, fonds de solidarité pour les étudiants étrangers, *teach-ins*, etc. La journée d'action nationale du 22 février 1967 réussit à réunir plus de 100 000 étudiants d'un bout à l'autre du territoire, comme par exemple à Leeds où ils furent environ 2000 à prendre part au cortège<sup>331</sup>. La mobilisation parvint à obtenir de quatre universités (Oxford, Cambridge, Hull et Bradford) qu'elles neutralisent l'effet de la décision gouvernementale en absorbant les coûts pour les étudiants étrangers grâce à des dispositions internes. À l'échelle nationale, le gouvernement introduisit une mesure compensatoire visant à décerner des

---

<sup>327</sup> « Survey on accomodation – Results 'disturbing' », *The Beaver*, 4 février 1965, p. 2.

<sup>328</sup> « Colour-bar plea over lodgings », *Union News*, 6 mai 1966, p. 8.

<sup>329</sup> « Govt Squeeze Threatens Overseas Students », *The Beaver*, 19 janvier 1967, p. 12. « Mass protest denounces fees increase », *The Beaver*, 9 février 1967, p. 5.

<sup>330</sup> « Unpleasant », *Union News*, 20 janvier 1967, p. 2.

<sup>331</sup> « Protests are national », *Union News*, 21 février 1967, p. 1. « All set for march and boycott », *Union News*, 21 février 1967, p.1. « Director-student entente over fees increase protest », *The Beaver*, 23 février 1967, p. 12. « 'Half a mile' of students march », *Union News*, 24 février 1967, p. 1.

bourses réservées aux étudiants étrangers, réduisant presque à néant les économies prévues par la disposition originale. Ce revirement fut perçu comme une victoire des étudiants ayant réussi à forcer le gouvernement à faire marche arrière<sup>332</sup>. Cette impression de réussite ainsi que la forte participation à la campagne contribuèrent à transformer le mouvement étudiant en mouvement de masse.

#### **1.3.2.4. Élément déclencheur : les « troubles » à la LSE, 1966-67**

Au même moment, un épisode se déroulant à la LSE joua un rôle de catalyseur et enflamma les esprits des étudiants à travers le pays. L'annonce de la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie par le gouvernement d'Ian Smith, le 11 novembre 1965, déclencha une vague de protestation chez les jeunes Britanniques. Les étudiants de la LSE furent parmi les plus véhéments du fait de la présence d'une forte proportion d'étudiants étrangers, de l'emplacement de l'établissement en plein cœur de la capitale et de sa spécialisation disciplinaire en sciences sociales, qui en avaient fait un bastion militant<sup>333</sup>. La société des étudiants socialistes, surnommée la « Soc-Soc » (*Socialist Society*), avait été créée le mois précédent, reflétant la désillusion grandissante des étudiants pour le Parti travailliste<sup>334</sup>. Elle allait être à la pointe de la contestation contre le régime racialement de Rhodésie, et plus généralement au sein du mouvement étudiant national. Après un *teach-in* et plusieurs manifestations, la campagne prit une tournure différente suite à la nomination de Walter Adams en tant que futur directeur de la LSE<sup>335</sup>. Ce dernier occupait alors le poste de président de

---

<sup>332</sup> « Overseas fees », *Union News*, 3 novembre 1967, p. 2. « Govt. climbs down on overseas fees », *Union News*, 17 novembre 1967, p. 1.

<sup>333</sup> Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism, op. cit.*, p. 57.

<sup>334</sup> « LSE Left », *The Beaver*, 14 octobre 1965, p. 2.

<sup>335</sup> « Rhodesia : Runge walks out », *The Beaver*, 28 octobre 1965, p. 4. « LSE against UDI », *The Beaver*, 25 novembre 1965, p. 5.

l'université de Rhodésie et Nyasaland à Salisbury<sup>336</sup>, ce qui le rendait coupable, aux yeux des étudiants, de collaboration avec le régime suprématiste blanc de Smith et donc, impropre à présider aux destinées de leur établissement. Après la publication d'un rapport produit par les étudiants sur les liens entre Adams et le gouvernement Smith, la direction leur répondit au moyen d'une lettre publiée dans *The Times*. Le président du syndicat des étudiants de la faculté, David Aldenstein, riposta de la même manière à la demande de ses adhérents, sans avoir au préalable obtenu l'approbation du directeur de la faculté<sup>337</sup>. Ayant ainsi enfreint le règlement intérieur, Aldenstein fut traduit en conseil disciplinaire, ce qui eut pour effet d'intensifier la contestation. Les étudiants se soulevèrent tant pour exprimer leur soutien à leur représentant que pour dénoncer le manque de considération dont ils faisaient l'objet. Cet épisode mit en lumière non seulement les limites imposées à leur liberté d'expression mais également l'absence de représentation des étudiants dans les conseils disciplinaires, ou plus généralement, dans la gouvernance de leurs universités. Dans un article intitulé « *Student Power* », voici comment ils envisageaient le futur de leur mouvement : « *Escalation is the key-word now, to protest against Adams's appointment, to ensure that David Aldenstein is not punished, and in the long-run to secure more freedom of expression for students and more control of School decisions* »<sup>338</sup>.

Cette « escalade » se traduisit par l'adoption de tactiques de plus en plus militantes, de manière similaire à ce qui était en train d'être mis en œuvre à l'échelle nationale pour la campagne contre la hausse des frais d'inscription des étudiants étrangers : *teach-ins* sur le thème du « *Student Power* », boycott des cours, manifestations<sup>339</sup>, etc. À son tour, la direction de l'établissement durcit le ton, fit enlever les tracts vindicatifs affichés sur les murs et interdire le rassemblement du 31 janvier 1967 contre la nomination de Walter Adams. Les étudiants s'y

---

<sup>336</sup> Actuelle université de Harare, capitale du Zimbabwe.

<sup>337</sup> Colin CROUCH, *The Student Revolt*, Londres : Bodley Head, 1970, pp. 40-41.

<sup>338</sup> « *Student Power* », *The Beaver*, 17 novembre 1966, p. 9.

<sup>339</sup> *Ibid.*

rendirent en nombre, et tentèrent de forcer l'entrée de l'amphithéâtre après une altercation avec le directeur. Dans le chaos qui s'ensuivit, un des membres du personnel non-enseignant de l'université succomba à un infarctus. Le 13 mars, la direction annonça l'exclusion des organisateurs étudiants perçus comme responsable de l'incident ce qui déclencha un *sit-in* de quelques centaines d'étudiants dans les locaux de l'établissement et une occupation de ses services administratifs qui dura neuf jours. La police fut appelée afin d'en expulser les participants, dont une grande partie fut arrêtée et menacée d'exclusion pour trois mois, suscitant une nouvelle vague de protestation<sup>340</sup>. Les « troubles » s'achevèrent avec l'année universitaire. À l'échelle de la LSE, les étudiants obtinrent la réadmission de leurs représentants menacés d'exclusion ainsi que des négociations avec l'administration afin d'obtenir plus de participation dans le processus de gouvernance et des modifications du règlement intérieur leur assurant plus de liberté d'expression<sup>341</sup>. Walter Adams s'exprima finalement dans les colonnes du journal de la faculté, condamnant sans aucune ambivalence le système d'oppression raciale en place en Rhodésie et affirmant sa volonté de garantir davantage de représentation des étudiants dans les institutions universitaires<sup>342</sup>.

Même si cet épisode paraît ne concerner spécifiquement que la LSE, on peut cependant affirmer qu'il eut un impact national. Les étudiants des autres universités passèrent des motions de soutien envers leurs pairs de la capitale. Plus de 100 établissements d'enseignement supérieur exprimèrent leur solidarité avec David Aldenstein lors de son premier passage en conseil de discipline, tandis que des délégations d'étudiants de tout le pays affluèrent à Londres pour prendre part

---

<sup>340</sup> « Student Power and the Free University », *The Beaver*, 9 mars 1967, p. 14. « LSE Delegation is to Negotiate », *Union News*, 17 mars 1967, p. 1. Colin CROUCH, *op. cit.*, pp. 52-53. Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 250.

<sup>341</sup> « Reinstatement of Aldenstein and Bloom 'act of clemency' », *Union News*, 8 avril 1967, p. 1. « Greater step forward? », *The Beaver*, 25 mai 1967, p. 2.

<sup>342</sup> « A challenge... », *The Beaver*, 25 mai 1967, p. 8.

à la marche dite « des jonquilles » lors de l'occupation de la LSE<sup>343</sup>. Dans le même temps, des révoltes étudiantes éclatèrent à travers le monde, ce qui contribua à donner aux étudiants l'impression qu'ils faisaient partie intégrante d'un mouvement transnational. Le slogan « *Student Power* » avait été importé des États-Unis, où Stokely Carmichael, alors président du SNCC, avait fait de l'expression « *Black Power* » le cri de ralliement de la faction radicale du mouvement pour les droits civiques des noirs américains<sup>344</sup>. Des parallèles furent également faits avec le *Free Speech Movement* de l'université de Berkeley en Californie. Le 1<sup>er</sup> octobre 1964, les étudiants y avaient spontanément organisé un *sit-in* de 32 heures autour d'une voiture de police afin d'empêcher l'arrestation de l'un des leurs, dont le seul délit avait été la distribution de tracts pour le mouvement des droits civiques interdite sur le campus par le règlement intérieur. La mobilisation dura plusieurs mois, au cours desquels de nouveaux *sit-ins* eurent lieu, avant que les étudiants ne fussent finalement autorisés à exprimer leurs opinions politiques au sein de l'établissement<sup>345</sup>. Ainsi on peut voir dans le choix de la tactique du *sit-in* et de certains slogans comme « *Berkeley 1964: LSE1966: We'll bring this school to a halt too* » une volonté de tisser des liens entre les deux contextes et de mettre l'accent sur leurs similarités<sup>346</sup>. De même la citation dans les colonnes du journal de la LSE de Clark Kerr, alors président de l'université de Berkeley, indique que les jeunes Britanniques se sentaient accablés par les mêmes problèmes que leurs homologues californiens :

*To quote Clark Kerr, 'The university is being called upon... to respond to the expanding claims of the national service; to merge its activity with industry as never before; to adapt and rechannel intellectual currents.' In other words the university is becoming a 'knowledge factory' to serve the needs of industry. Thus the student becomes an investment.*<sup>347</sup>

---

<sup>343</sup> « LSE delegation is to negotiate », *Union News*, 17 mars 1967, p. 1.

<sup>344</sup> David FARBER, *op. cit.*, p. 100.

<sup>345</sup> *Ibid.* pp. 195-7.

<sup>346</sup> « New-style protests may spread to other universities », *The Times*, 15 mars 1967, p. 12.

<sup>347</sup> « Student radicalism: Is it meaningless? », *The Beaver*, 23 février 1967, p. 3.

La deuxième citation, « *knowledge factory* », fut empruntée à un discours célèbre de Mario Savio, un des meneurs du *Free Speech Movement*, montrant ainsi l'adoption du cadre de diagnostic<sup>348</sup>. Le responsable du manque de droits des étudiants, de leur statut subalterne, devenait ainsi le système capitaliste tandis que toute forme de mobilisation politique de leur part devenait une menace potentielle se devant d'être enrayée. Cet épisode semble avoir constitué un point de référence pour les étudiants, qui s'en servirent pour comparer les campagnes étudiantes subséquentes. Ce fut le cas par exemple pour les révoltes des étudiants de Berlin Ouest, d'Italie ou du Canada<sup>349</sup>. À cette époque, les journaux étudiants se tournèrent de plus en plus vers l'international. La rubrique « *External News Briefs* » du journal de l'université de Leeds, *Union News*, alors restreinte aux événements nationaux, devint « *Student World* » à partir de la rentrée de 1967, et entreprit de relater les mobilisations étudiantes ayant lieu dans le monde entier.

### **1.3.2.5. Le mouvement contre la guerre du Vietnam**

Si les protestations contre le régime suprématiste blanc de Smith en Rhodésie firent prendre conscience aux étudiants de la LSE des limites de leur statut, dans de nombreux autres établissements ce fut la mobilisation contre la guerre du Vietnam qui joua ce rôle. À Leeds, les étudiants se révoltèrent en juin 1966 contre l'attribution d'un diplôme honorifique à Michael Stewart, le ministre des Affaires étrangères, pour exprimer leur rejet de la politique de soutien nominal et matériel du gouvernement Wilson à l'intervention américaine au Vietnam. Ils se rendirent alors compte de l'absence de représentation étudiante au sein du comité conférant les diplômes honorifiques et plus généralement des

---

<sup>348</sup> « Savio blasts Kerr's 'knowledge factory' », *The Harvard Crimson*, 12 décembre 1964, [en ligne], [consulté le 12 mai 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.thecrimson.com/article/1964/12/12/savio-blasts-kerrs-knowledge-factory-pmario/>>.

<sup>349</sup> « Student Power », *The Beaver*, 17 novembre 1966, p. 9. « Berlin student crisis », *Giblet*, 11 mai 1967, p. 2. « Canadian students strike », *The Beaver*, 11 mai 1967, p. 5.

différentes instances décisionnelles de leur université<sup>350</sup>. Un épisode tout à fait similaire se déroula à l'université de Bradford suite à l'installation d'Harold Wilson en tant que premier *Chancellor* (chancelier honoraire) de la nouvelle université<sup>351</sup>. À nouveau, ce choix avait été fait sans aucune consultation avec les étudiants, qui s'offusquèrent que cette décision leur soit imposée, quand le nom du Premier ministre était pour eux irrémédiablement associé avec le conflit en Asie du Sud-Est. L'adoption du cadre et des tactiques du mouvement contre la guerre du Vietnam allait également galvaniser les étudiants, contribuant ainsi à son tournant militant en 1967 et à sa transformation en mouvement de masse. Alors encore dispersé en petits pôles épars dans les différentes universités du pays, l'essor du mouvement étudiant britannique allait aussi être facilité par la création d'organisations nationales chargées de fédérer et de coordonner les divers groupuscules.

### **1.3.3. Apogée du mouvement : 1967-75**

#### **1.3.3.1. Formation des organisations clés**

Le syndicat national étudiant britannique *National Union of Students* (NUS) existait déjà depuis des décennies lorsque le mouvement étudiant prit une ampleur nationale. Mais au milieu des années 1960, l'organisation fut vivement critiquée par les étudiants les plus militants. Au centre de leurs reproches se trouvaient la « *Clause 3* » de la constitution, proscrivant toute prise de position sur des questions politiques, et le système électoral du comité exécutif, dominé par des étudiants conservateurs<sup>352</sup>. Ainsi, le constat fait au début de l'année 1967 par le journal *Giblet* de l'université de Warwick était que la structure hiérarchique trop

---

<sup>350</sup> « Honorary degree award », *Union News*, 24 juin 1966, p. 1.

<sup>351</sup> « Students demonstrate while Wilson installed as Bradford Chancellor », *Union News*, 11 novembre 1966, p. 5.

<sup>352</sup> « NUS Conference delegates 'scared' », *The Beaver*, 12 mai 1966, p. 5.

rigide et insuffisamment démocratique de la NUS l'avait déconnectée de l'opinion de la majorité des étudiants, ce qui avait entraîné la naissance d'un groupe de pression militant chargé de la faire évoluer<sup>353</sup>.

La *Radical Student Alliance* (RSA) fut créée en octobre 1966 dans l'esprit caractéristique de la Nouvelle Gauche. Dans son manifeste, on retrouvait les idéaux de la démocratie participative, d'égalité des chances, le rejet de la bureaucratie et des structures organisationnelles verticales. La nécessité d'avoir des cellules locales autonomes et dynamiques afin de refléter plus fidèlement les préoccupations des étudiants était affirmée clairement. Contrairement à la NUS, la RSA prônait ouvertement le recours à l'action collective à des fins politiques sur des sujets concernant l'ensemble de la société et pas seulement les étudiants :

*Students as an organised body must be able to take collective action on matters of general social concern where there is a substantial consensus of student opinion, for example action in opposition to racialism wherever it occurs and for the eradication of its causes in society.*<sup>354</sup>

La RSA prit la tête des campagnes nationales contre la hausse des frais d'inscription universitaire des étudiants étrangers et pour les « droits des étudiants » (« *student rights* ») qui lancèrent le mouvement<sup>355</sup>.

Suite aux révoltes de 1968 à travers le monde, les militants étudiants trouvèrent bientôt la RSA trop modérée à leur goût, du fait de son ambition première de politiser la NUS. Juste après les événements du mois de mai en France, la conférence inaugurale de l'organisation *Revolutionary Socialist Student Federation* (RSSF) eut lieu à la LSE. Son but était explicitement révolutionnaire : il s'agissait d'établir des « bases rouges » (« *Red Bases* ») dans toutes les universités, afin de radicaliser l'ensemble des étudiants et du personnel, d'y créer un système de démocratie participative au moyen d'assemblées générales pour qu'elles deviennent le fer de lance d'une révolution prolétarienne. Cette stratégie

<sup>353</sup> « RSA emerges », *Giblet*, 2 février 1967, p. 6.

<sup>354</sup> « The Radical Alliance », *Giblet*, 16 février 1967, p. 7.

<sup>355</sup> *Ibid.*

s'inspirait du travail de Régis Debray, un théoricien radical français ayant combattu aux côtés de Che Guevara. Dans son ouvrage *Révolution dans la Révolution ?* paru en 1967, il développe le concept de « foyers de guérilla » qui serviraient de bases aux guérilleros pour rallier la population et la pousser à se soulever<sup>356</sup>. Le cadre de diagnostic de la RSSF était également l'héritage des mobilisations de 1968, avec la convergence des causes étudiantes, ouvrières et anti-impérialistes en un même combat contre un ennemi commun : celui des opprimés contre les tenants du système capitaliste<sup>357</sup>. Pendant plus d'un an, l'organisation parvint à coordonner des actions militantes à travers le territoire. Leur plus grand succès fut la campagne de soutien aux étudiants de la LSE aux prises avec la direction de leur établissement suite à « l'incident des portails » (« *gates incident* »)<sup>358</sup>. Des étudiants de plus de trente universités convergèrent vers Londres pour une manifestation nationale, des *sit-ins* furent organisés dans de nombreux campus tandis que certains groupes de la RSSF démolirent à leur tour les portails sécurisés de leurs facultés<sup>359</sup>. On notera également que le groupe contribua à la mise en place d'actions militantes dans des universités plutôt modérées, restées jusque-là à l'écart du mouvement. Ce fut le cas à Aberdeen, avec une occupation des locaux administratifs que les étudiants imputèrent directement à la montée en puissance de la RSSF : « *The credit must go to the RSSF* »<sup>360</sup>. Pourtant, dès sa création l'organisation fut tirillée par des querelles intestines entre différentes factions de la gauche radicale. Rapidement fragilisée

---

<sup>356</sup> Régis DEBRAY, *Revolution in the Revolution*, New York : Grove Press Inc., 1967, 126 p.

<sup>357</sup> « Where is RSSF going and when ? », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 2.

<sup>358</sup> Peu après l'occupation des locaux de la LSE d'octobre 1968 dans le cadre de la mobilisation contre la guerre du Vietnam, la direction fit installer de nouveaux portails métalliques sécurisés afin d'empêcher les actions de ce type. En janvier 1969, lors d'un *sit-in* dénonçant les liens financiers entre leur établissement et des companies rhodésiennes et sud-africaines, les étudiants détruisirent ces portails. La direction demanda à la police d'intervenir et prit la décision de fermer temporairement la faculté. Pour de plus amples détails, voir Colin CROUCH, *op. cit.*, pp. 81-93. « It's closed », *The Beaver*, 29 janvier 1969, p. 10.

<sup>359</sup> « A single spark... can start a prairie fire. », *The Black Dwarf*, 14 février 1969, p. 2.

<sup>360</sup> « Aberdeen RSSF takes the lead », *The Glasgow University Guardian*, 22 novembre 1968, p. 4.

par ces divisions et reléguée en marge du mouvement, la RSSF finit par se dissoudre en 1970.

Ce déclin peut également être expliqué par le changement de cap de la NUS sous la présidence de Jack Straw élu en mars 1969. Bien avant qu'il ne devienne ministre des gouvernements travaillistes Blair et Brown, cet étudiant de Leeds était déjà président du syndicat de son université, et prônait l'abolition de la « *Clause 3* » de la constitution qui empêchait toute prise de position politique. Grâce au travail effectué en amont par la RSA et au pic de contestation de l'année précédente, elle fut modifiée afin de permettre une redéfinition du rôle du syndicat, afin qu'il puisse prendre la tête du mouvement étudiant. Néanmoins le recours à l'action directe ne devait être adopté qu'en cas d'échec des négociations par les voies conventionnelles et seulement avec le soutien de la majorité des étudiants de l'établissement concerné<sup>361</sup>. Dès lors, la NUS joua un rôle-clé dans mobilisation, défendant avant tout les intérêts des étudiants mais aussi leurs opinions sur les sujets sociétaux.

### **1.3.3.2. Les « droits des étudiants »**

Les différentes campagnes sur des sujets externes à l'université permirent aux étudiants de prendre conscience des limites de leur statut et des droits y afférents. Lorsque le président du syndicat des étudiants de la LSE, David Aldenstein, avait été traduit en conseil de discipline pour avoir écrit une lettre publiée dans le quotidien *The Times* sans l'accord préalable du directeur de l'établissement à l'automne 1966, les étudiants avaient alors protesté contre ces restrictions de leur liberté d'expression et plus généralement leur statut subalterne. Selon eux, leurs libertés civiles étaient bafouées par le règlement intérieur et le fonctionnement de leur faculté<sup>362</sup>. Martelées au moyen de

---

<sup>361</sup> « 'Most students are happy to stay in NUS says Jack Straw new NUS President », *Union News*, 21 novembre 1969, p. 6.

<sup>362</sup> « Strike emergency meeting », *The Beaver*, 29 février 1968, p.12.

l'anaphore « *Students should have the right to* » dans le manifeste de la RSA, leurs revendications concernaient notamment la participation au processus décisionnel universitaire sur toute question les touchant, l'autonomie complète de leurs syndicats et l'accès à l'enseignement supérieur pour tous sans condition de revenu<sup>363</sup>. Ils s'offusquaient également de l'attitude paternaliste (« *the 'big daddy' attitude* ») des autorités universitaires et du traitement infantilisant qui leur était réservé à cause du principe de *in loco parentis* (substitut parental) régissant la vie estudiantine<sup>364</sup>. Par exemple, en mars 1966 les étudiants de Reading lancèrent une offensive contre les sanctions prévues par le règlement de leurs résidences universitaires qui pouvait leur interdire de sortir du campus ou leur imposer une amende s'ils dépassaient de quelques minutes l'heure du couvre-feu<sup>365</sup>. Avant la fin de la décennie, les jeunes contestataires parvinrent à faire assouplir ces règles, de même que le principe de stricte non-mixité<sup>366</sup>.

En ce qui concerne la représentation des étudiants dans les instances universitaires, la campagne menée par les étudiants de Leicester fut particulièrement significative. Contrairement à la LSE, l'université de Leicester n'était pas particulièrement militante ou cosmopolite. Elle se trouvait dans une ville de province de taille moyenne, et appartenait à la catégorie des « universités de briques rouges » (*redbrick universities*) nommées en référence à leur principal matériau de construction. Ces structures furent construites après la révolution industrielle et gagnèrent le statut d'université au cours du XX<sup>e</sup> siècle<sup>367</sup>. Ainsi, il s'agissait d'un établissement assez représentatif du territoire national. Après plusieurs mois de vaines négociations avec l'administration, les étudiants décidèrent d'occuper le principal bâtiment administratif en février 1968. Pendant trois jours, environ 500 d'entre eux se relayèrent pour participer à ce qu'ils

---

<sup>363</sup> « The Radical Alliance », *Giblet*, 16 février 1967, p. 7.

<sup>364</sup> « Academic democracy », *Union News*, 23 février 1968, p. 2.

<sup>365</sup> « Round the Universities – Reading », *Giblet*, 9 mars 1966, p. 6.

<sup>366</sup> Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism, op. cit.*, p. 162.

<sup>367</sup> COMMITTEE ON HIGHER EDUCATION, *op. cit.*, p. 22.

appelèrent un « *sleep-in* », au bout duquel ils finirent par obtenir gain de cause<sup>368</sup>. La portée de cette action ne se mesura pas seulement à l'aune de son succès local, mais aussi de l'influence qu'elle eut sur les étudiants des autres campus, comme ici à Leeds : « *The settlement at Leicester has set a precedent, and University authorities everywhere will now realise that student power is a solid, direct and militant force which they can not overcome* »<sup>369</sup>. En effet, un très grand nombre de mobilisations n'ayant pas nécessairement pour demande initiale la représentation des étudiants dans les institutions universitaires finirent par faire figurer cette doléance parmi leurs revendications principales à force d'essuyer les refus catégoriques de leur direction.

Les étudiants s'érigèrent également contre les procédures disciplinaires de leurs facultés, souvent perçues comme injustes, car n'obéissant pas au principe de « justice naturelle » (« *natural justice* »), c'est-à-dire le droit de tout individu à un traitement juste, équitable et impartial devant la loi. Ces arguments récurrents furent utilisés lors des actions de protestation contre les sanctions encourues par les participants. Ainsi lors du boycott des cours de novembre 1966 à la LSE en soutien à David Aldenstein, les étudiants dénoncèrent le fonctionnement du conseil de discipline : « *This procedure denies Aldenstein many of the rights to which he is entitled under natural justice*<sup>370</sup> ». De même, au cours d'un *teach-in* sur la guerre du Vietnam à l'université du Sussex en février 1968, un officier de liaison de l'ambassade américaine fut aspergé de peinture rouge sang lors de son intervention. Les deux militants présumés fautifs furent suspendus jusqu'à la fin du semestre. Ils s'insurgèrent à leur tour contre le caractère inique du passage en commission de discipline : « *I was given no chance to say anything for my defence, but was merely told the sentence. Nor was I allowed to hear the evidence against me, or even witnesses names* »<sup>371</sup>. Dans les mois qui suivirent, la réforme des procédures disciplinaires et

---

<sup>368</sup> « 3-Day Sleep-in Victory », *Union News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 1.

<sup>369</sup> « Student Power », *Union News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 2.

<sup>370</sup> « Strike emergency meeting », *The Beaver*, 29 février 1968, p.12.

<sup>371</sup> « Sussex students seek support », *The Beaver*, 29 février 1968, p. 12.

la non-sanction des militants (« *no victimisation* ») s'inscrivirent parmi les demandes principales des étudiants à travers le pays<sup>372</sup>.

Le droit à l'éducation, et plus particulièrement l'équité de l'accès à l'enseignement supérieur, fut également une des revendications centrales durant toute la durée du mouvement étudiant. Cette vaste question recouvrait bien des domaines, allant du coût des repas dans les restaurants universitaires, aux loyers dans les résidences étudiantes jusqu'au montant des bourses de subsistance. Ainsi, des boycotts des cantines universitaires furent organisés dans tout le Royaume-Uni afin de dénoncer la hausse des prix, mettant parfois même en place des systèmes alternatifs pour plus d'efficacité<sup>373</sup>. Quant aux bourses de subsistance, en 1968 il s'agissait de dénoncer la coupe budgétaire effectuée par le gouvernement Wilson empêchant l'augmentation de leur montant au moyen de grandes manifestations et d'un lobbying de masse de la Chambre des Communes<sup>374</sup>. Pour les dirigeants de la NUS, il s'agissait avant tout de garantir le principe d'égalité des chances et d'empêcher que l'accès à l'enseignement supérieur ne redevienne un privilège réservé aux plus riches : « *The plight of the student is getting worse. In places he is living under slum conditions and it might soon be the case that only the well-off are able to live in Halls of Residence* »<sup>375</sup>. Cette campagne évoluerait cependant suite au tournant marxisant pris par le mouvement pour atteindre son pic lors de l'année universitaire 1972-73.

---

<sup>372</sup> « Polemicos », *Union News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p.3.

<sup>373</sup> « Food boycott », *Giblet*, 10 novembre 1966, p. 1. « Food boycott », *Giblet*, 3 novembre 1966, p. 1. « Action boycott », *The Glasgow University Guardian*, 4 février 1974, p. 1.

<sup>374</sup> « PM slices grant increase », *Union News*, 19 janvier 1968, p. 1. « Kelly leads march to No. 10, NUS disassociates », *Union News*, 8 mars 1968, p. 3.

<sup>375</sup> *Ibid.*

### **1.3.3.3. Le retour de flamme conservateur et les dossiers confidentiels**

L'incident des dossiers confidentiels de l'université de Warwick, située à Coventry, donna du grain à moudre aux étudiants contestataires à travers le pays. Tout d'abord, il est nécessaire de préciser qu'il s'inscrit dans le contexte plus large du retour de flamme conservateur de la fin des années 1960 et du début des années 1970, marqué notamment par l'élection d'Edward Heath, qui avait promis de restaurer l'ordre public durant sa campagne<sup>376</sup>. Afin de faire entendre leurs demandes sur l'autonomie de leur syndicat et les relations étudiants-professeurs, les étudiants de l'université de Warwick organisèrent une série de *sit-ins* et de « *break-ins* » dans le bâtiment administratif de l'université. Au cours de ces actions, l'existence de dossiers administratifs confidentiels concernant les activités politiques des étudiants et du personnel, mais aussi les liens financiers entre l'université et le secteur industriel ou le milieu des affaires fut révélée. Une partie de ces fichiers fut même publiée dans des journaux de la presse *mainstream* et étudiante<sup>377</sup>. Aussitôt, les administrations de la plupart des universités furent assaillies de questions sur l'existence de fichiers similaires. Étudiants et personnel exigèrent de pouvoir consulter ces dossiers. Lorsque les directions se montrèrent réticentes, comme à Coventry, Oxford ou à Manchester, des campagnes de protestation incluant *sit-ins* et occupations furent organisées. Les protestataires mancuniens, par exemple, réclamèrent la tenue d'une enquête publique indépendante sur les informations contenues dans ces dossiers ainsi que 50% de représentation dans toutes les instances décisionnelles, l'autonomie complète de leur syndicat et qu'aucune sanction ne soit prise contre les employés et étudiants militants<sup>378</sup>. Dans les universités où la direction se montra plus coopérante, comme à Leeds, autorisant les étudiants à venir consulter leurs dossiers, ces

---

<sup>376</sup> Andy BECKETT, *op. cit.*, p. 31.

<sup>377</sup> « The Warwick affair – Is it just a personal issue? », *Union News*, 28 février 1970, pp. 6-7.

<sup>378</sup> « Oxford sits in », *Union News*, 27 février 1970, p. 1.

derniers se contentèrent de voter des motions de soutien à leurs camarades mobilisés<sup>379</sup>. Pour les jeunes protestataires, l'existence de ces fichiers était une preuve de l'influence des grandes entreprises et du secteur industriel sur leurs universités : « [...] *the way in which outside industries seem to influence and control policy within a University is an insult to the purpose of these institutions* »<sup>380</sup>. Ils y virent également un signe de la répression étatique à l'encontre du militantisme politique puisque la police utilisait des tactiques identiques<sup>381</sup>. Ainsi cet épisode renforça la conviction anticapitaliste des militants et leur motivation à s'allier avec les autres laissés-pour-compte du système : les travailleurs.

#### **1.3.3.4. Adoption d'un cadre d'action collective marxisant influencé par mai 1968**

La politisation croissante du mouvement étudiant aiguïsa leur intérêt pour les questions de justice sociale et les luttes ouvrières. Le *teach-in* sur les grèves des travailleurs organisé à l'université de Leeds en novembre 1966, avec comme tête d'affiche Jack Dash – un des meneurs des dockers de Londres – témoignait de ces tendances, tout comme la fréquence grandissante des articles de fond portant sur des sujets tels que la pauvreté, les quartiers défavorisés, les emplois précaires ou l'immigration dans les colonnes du journal de la faculté au cours de l'année 1966-67<sup>382</sup>. À partir de 1967-68, on observe clairement le passage vers un cadre d'action collective aux accents marxisants, fédérant toutes les causes de protestation sous la bannière de l'anticapitalisme, même dans les universités de province. Les écrits dénonçant l'exploitation des étudiants au profit des élites

---

<sup>379</sup> « University Council decides on files issue », *Union News*, 20 mars 1970, p. 12.

<sup>380</sup> « Confidential files », *Union News*, 27 février 1970, p. 1.

<sup>381</sup> « “Police files on political activists” claims », *Leeds Student*, 12 mars 1971, p. 1.

<sup>382</sup> « ‘Right to strike’ says Jack Dash », *Union News*, 11 novembre 1966, p. 3. « 1866 or 1966 », *Union News*, 21 juin 1966, p. 5. « Other people’s lives », *Union News*, 4 novembre 1966, pp. 6-7. « It’s a living », *Union News*, 9 décembre 1966, p. 7. « The forgotten ones », *Union News*, 3 novembre 1967, pp. 6-8. « The immigrant », *Union News*, 10 mars 1967, pp. 6-7.

capitalistes se multiplièrent. Un article du journal de l'université de Warwick déplorait ainsi le rôle auquel étaient réduits les étudiants :

*They must be moulded to the needs of the system, made to conform to curricula, designed not in the interests of learning or culture, but in the interests of profit-mongers in the City of London. This is why this university is run not by students (for whom it theoretically exists), not by the academic staff (whose livelihood it represents) but by a professional bureaucracy, responsible only to the capitalist state and the local industrialists who hold the purse strings and totally out of sympathy with any demands students or staff may make in their own material or cultural interests.*<sup>383</sup>

L'université était métaphoriquement dépeinte comme une « usine à savoir » et dont les étudiants ne seraient que des « produits manufacturés » à la chaîne afin d'en tirer un maximum de bénéfices, et ce, sans aucune considération pour leur développement intellectuel et culturel. Ce thème est traité exactement de la même manière dans un article intitulé « *We are the nation's investment but are we being educated or exploited?* » dans le journal de l'université de Leeds, citation de Karl Marx à l'appui<sup>384</sup>. Ce cadre de diagnostic divisait le monde de manière binaire, opposant les exploités et leurs exploités. On comprend ainsi que les étudiants se soient tournés vers les travailleurs, premières victimes de l'oppression du système capitaliste.

L'influence des événements de mai 1968 en France contribua à ce revirement. De nombreux articles rapportèrent en détails leur déroulement, les meneurs étudiants français furent invités à prendre la parole dans les rassemblements tandis que leurs slogans et tactiques furent adoptés. Le numéro de lancement de *The Black Dwarf*, journal de la gauche radicale au ton très militant dirigé par Tariq Ali, consacra plusieurs pages au sujet, dont une chronologie heure par heure de la nuit du 10 mai ainsi qu'une double page rétrospective sur le

---

<sup>383</sup> « The role of the student in society », *Campus*, 11 octobre 1968, p. 7.

<sup>384</sup> « We are the nation's investment but are we being educated or exploited? », *Union News*, 7 février 1969, p. 17.

mouvement<sup>385</sup>. Un des meneurs de la contestation étudiante en France, Daniel Cohn Bendit, dont le surnom « Danny le Rouge » devint « *Danny the Red* », fut propulsé sur le devant de la scène (voir annexe 8). Il participa notamment au *teach-in* organisé à la LSE, retransmis par la BBC, sur les révoltes étudiantes en juin 1968<sup>386</sup>. Mais plus encore que les barricades et les slogans créatifs, aux yeux des jeunes Britanniques, l'aspect le plus enviable de mai 1968 était de loin l'alliance des étudiants avec le mouvement ouvrier. Bien que l'existence même de cette union soit le sujet de longs débats historiographiques, il ne sera ici question que de la manière dont celle-ci était perçue par les étudiants outre-Manche. Selon eux, la révolte de leurs homologues français se distinguait des autres rébellions du même type à travers le monde, justement parce qu'elle avait réussi à rallier le soutien des salariés :

*In March of this year, student unrest broke out in France. In this it was only following a familiar pattern. But in France something else happened; the student militants suddenly found themselves with a mass proletarian backing, overtly revolutionary. Nine million workers came out on strike, many against Union orders.*<sup>387</sup>

Le déroulement des événements semblait réaliser la prophétie de la Nouvelle Gauche : un soulèvement populaire national à l'instigation de la jeune *intelligentsia*. C'est précisément dans ce but que les militants britanniques adoptèrent une nouvelle stratégie : celle d'établir des liens avec le mouvement ouvrier.

### **1.3.3.5. Alliance avec les travailleurs**

On observe un phénomène de diffusion entre les deux mouvements. Tout d'abord, les étudiants modifièrent le cadre d'action collective de leur mouvement

---

<sup>385</sup> « The night of May 10 », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1968, p. 3. « Paris : City of hope », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1968, pp. 4-5.

<sup>386</sup> « The Sorbonne slogan : L'imagination prend le pouvoir », *Union News*, 21 juin 1968, pp. 6-7.

<sup>387</sup> « Revolution in modern Britain – Is it possible? », *Campus*, 6 décembre 1968, p. 7.

afin qu'il entre en résonance avec celui des travailleurs. Pour ce faire, ils entreprirent de mettre en avant les similarités entre les deux groupes. Ils commencèrent par invoquer la perception d'un ennemi commun, en partie imputable au durcissement du ton du gouvernement Wilson face à la montée de du militantisme. Grèves sauvages et occupations d'université étaient réprimées de plus en plus sévèrement par les autorités : « [...] *the obvious similarity of tactics employed against protesting students and 'unofficial' strikers* »<sup>388</sup>. Ainsi, cette répression étatique fut considérée comme une tentative de protéger les intérêts des élites capitalistes du pays, et contribua à convaincre les étudiants que, tout comme les ouvriers, ils luttèrent contre l'hégémonie du grand capital : « *Even a so-called Labour government is prepared to denounce those of us eager to free ourselves of our primary oppressor – CAPITALISM* »<sup>389</sup>. De même, les portraits cinglants des militants dans les médias traditionnels, relayant les points de vue des autorités universitaires et des employeurs afin de décrédibiliser les protestataires, renforcèrent ce sentiment. Dans un article dénonçant le manque d'objectivité de la presse *mainstream* du fait de la mainmise des magnats de la finance et de l'industrie sur ce secteur, un étudiant conclut que le rôle des journaux traditionnels n'était autre que de défendre le système contre toute tentative de remise en question : « [...] *but what the Press is afraid of – because it survives as a prop of the system – is that any action against the system, be it by students or workers, will strike at the very root of their profits* »<sup>390</sup>.

Certaines mesures proposées par les gouvernements travaillistes et conservateurs de la période attirèrent les foudres des syndicats mais aussi des étudiants qui n'étaient pourtant pas directement concernés. Le livre blanc *In Place of Strife* rédigé par Barbara Castle, ministre de l'Emploi et de la productivité sous Harold Wilson, visait principalement à réduire le nombre de grèves sauvages. Publié en janvier 1969, ses points les plus litigieux prévoyaient de permettre au

---

<sup>388</sup> « May Day strike in LSE », *The Beaver*, 24 avril 1969, p. 6.

<sup>389</sup> « Today is a national day of action », *The Beaver*, 29 janvier 1969, p. 9.

<sup>390</sup> « The daily distortion », *The Beaver*, 3 février 1972, p. 2.

gouvernement d'intervenir dans les conflits sociaux en imposant un vote aux grévistes potentiels ou en forçant les employés à reprendre le travail en invoquant « une période de réflexion » (« *cooling off period* ») d'une durée de 28 jours avant de déclencher une grève<sup>391</sup>. Les jeunes protestataires ne tardèrent pas à réagir. Dès les jours suivants, ils fustigèrent les propositions gouvernementales, entreprirent de renforcer les liens et d'organiser des actions communes avec les ouvriers<sup>392</sup>. Cette tentative de réforme du fonctionnement des syndicats demeura cependant lettre morte, Wilson et Castle ayant été forcés de reculer. À son arrivée au pouvoir, le gouvernement conservateur d'Edward Heath s'attela à la même tâche, mais en essayant d'encadrer les pratiques syndicales par un dispositif législatif et juridique encore plus contraignant que celui prévu par le livre blanc travailliste. La proposition de loi *Industrial Relations Bill* de décembre 1970 rencontra à nouveau une opposition virulente, non seulement de la part des syndicats mais aussi de leurs nouveaux alliés étudiants. Cette réforme représentait à leurs yeux une atteinte au droit de grève ainsi qu'aux droits les plus élémentaires des salariés<sup>393</sup>. À Londres comme en province, les étudiants furent nombreux à participer aux journées nationales d'action organisées par les syndicats, culminant avec un cortège rassemblant entre 100 000 et 150 000 personnes le 21 février 1971<sup>394</sup>.

Afin de tisser des liens de plus en plus étroits avec le mouvement syndical, les étudiants leur apportèrent également leur soutien lors des conflits sociaux locaux. Bien qu'elles fussent loin d'être anecdotiques, ces pratiques ne furent que très peu rapportées dans les médias traditionnels de l'époque, ce qui pourrait expliquer leur trop rare mention dans les ouvrages scientifiques sur le sujet. Tous les journaux étudiants analysés dans le cadre de cette thèse firent état d'un très

---

<sup>391</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 710.

<sup>392</sup> « Capitalism trembles at ideals », *The Beaver*, 29 janvier 1969, p. 9.

<sup>393</sup> « Ediotrial: Responsibilities and abhorrence », *Leeds Student*, 27 novembre 1970, p. 3.

<sup>394</sup> « 'Kill the Bill' demonstration », *Leeds Student*, 26 février 1971, p. 5. « 100,000 march in peaceful protest », *The Times*, 22 février 1971, p. 1. « 125,000 march against Bill », *The Guardian*, 22 février 1971, pp. 1, 18.

grand nombre d'actions de solidarité entre étudiants et salariés, allant des simples déclarations de soutien, aux collectes de fonds pour le personnel gréviste, jusqu'à l'envoi de troupes pour venir grossir les rangs des piquets de grève. Cette évolution du mouvement rendit les étudiants plus réceptifs aux revendications du personnel non-enseignant de leurs universités, à qui ils vinrent également prêter main forte. Au printemps 1969, les jeunes militants du campus de Leeds apportèrent ainsi une aide concrète aux techniciens de leur établissement qui demandaient une hausse de salaire. Leur concours consista principalement à distribuer des tracts ainsi qu'à renforcer les lignes de piquetage et fut grandement apprécié<sup>395</sup>. À Coventry, les premiers liens entre étudiants et ouvriers s'établirent dans le cadre de la lutte contre les discriminations raciales à l'automne 1968. Dans deux entreprises différentes, l'usine métallurgique *Montgomery Plating* et une boulangerie de la chaîne *Mother's Pride*, des travailleurs d'origine indo-pakistanaise, lassés de voir leurs demandes ignorées par leurs supérieurs et leurs représentants syndicaux, finirent par se mettre en grève. Dans les deux cas, ils furent immédiatement licenciés. Le soutien des étudiants et de certains syndicalistes permit de faire réintégrer les grévistes et d'entamer les négociations<sup>396</sup>. À Glasgow, les étudiants de plusieurs établissements furent très impliqués dans la campagne menée par les ouvriers de l'usine *British Sound Recorder* d'East Kilbride<sup>397</sup>. Quant aux étudiants de la LSE, ils s'investirent avec ardeur auprès des mineurs lors de la grève nationale de 1972 en aidant au blocage de la centrale électrique de Battersea à Londres, en « adoptant » une branche locale de la *National Union of Mineworkers* (NUM) afin de leur fournir une aide matérielle ou encore en organisant des sorties pour les enfants des grévistes<sup>398</sup>. Deux ans plus tard, les liens entre les deux groupes s'étaient encore accrus. Les mineurs

---

<sup>395</sup> « Technicians strike – All out », *Union News*, 2 mai 1969, p. 4.

<sup>396</sup> « Socialist Society column », *Campus*, 16 mai 1968, p. 8. « Soc. Soc. view », *Campus*, 4 octobre 1968, p. 8. « Students threatened with arrest in Bakery Strike », *Campus*, 29 novembre 1968, p. 10.

<sup>397</sup> « Soc. Soc. show solidarity with B.S.R. strikers », *The Glasgow University Guardian*, 23 octobre 1969, p. 3.

<sup>398</sup> « Student Power strikes again », *The Beaver*, 17 février 1972, p. 1.

d'Aylesham, un petit village du Kent, bénéficiaient toujours du soutien des étudiants qui distribuaient leurs tracts, collaient leurs affiches, collectaient des fonds afin d'aider les familles ne recevant pas ou pas suffisamment d'aides sociales. Ils participaient encore à leurs actions collectives et fournissaient un logement aux grévistes lors de leurs venues à Londres. Une lettre de remerciements publiée dans le journal de la LSE, résume la profonde gratitude que les mineurs d'Aylesham éprouvaient à l'égard de leurs alliés :

*You will always be remembered for the assistance you have given us in the never-ending struggle to achieve a decent living wage for miners and the working class of Great Britain. We hope that in the coming struggles that you enter into, we will be able to give you the same support that you have given us.*<sup>399</sup>

À l'inverse, les travailleurs leur rendirent la pareille en prenant part aux actions organisées par les étudiants. Lors de la collecte de sang pour les blessés des armées du Nord-Vietnam et du NLF organisée par les étudiants de la LSE, les membres de plus de vingt syndicats répondirent à leur appel<sup>400</sup>. De même, au moment de la campagne de protestation contre les propositions de réforme du financement des syndicats étudiants de Margaret Thatcher, alors ministre de l'Éducation et des sciences sous Heath, de nombreux syndicats et ouvriers vinrent apporter leur aide aux étudiants. Les suggestions du ministère prévoyaient que les autorités universitaires prendraient en charge le financement des syndicats étudiants, empêchant ainsi ces derniers de financer les différentes sociétés et groupes leur étant affiliés. L'idée sous-jacente était de couper les vivres des organisations étudiantes ayant des activités politiques, afin que celles-ci ne puissent plus compter que sur la participation pécuniaire de leurs membres. Ce projet de réforme souleva un tollé général auprès des étudiants, qui furent plus de 350 000 à manifester à travers le pays lors de la journée nationale d'action

---

<sup>399</sup> « 'No industrial dispute can be won without the solidarity of people like students and the working class...' », *The Beaver*, 5 mars 1974, pp. 12-13.

<sup>400</sup> « Your blood for vietnam », *The Beaver*, 3 novembre 1969, p. 7.

organisée par la NUS le 8 décembre 1971<sup>401</sup>. À Glasgow, où les étudiants se jugeaient eux-mêmes comme relativement modérés, entre 3000 et 4000 protestataires prirent part au défilé et au rassemblement – un nombre inhabituellement élevé et significatif de la force de la mobilisation<sup>402</sup>. Les ouvriers des chantiers navals de l'Upper Clyde et de l'usine d'armements *Plessey* à Alexandria rejoignirent le cortège, comme le montre la photographie de leurs banderoles publiée dans le *Glasgow University Guardian* avec la légende « *Worker – Student Solidarity at last?* » (voir annexe 9). James Reid (dit « Jimmy »), figure notoire de la contestation à l'*Upper Clyde Shipbuilders* (UCS), accepta sa nomination en tant que *Rector* (recteur honoraire) de l'université de Glasgow. Celle-ci témoignait du respect que lui portaient les étudiants pour sa lutte acharnée contre les licenciements économiques collectifs prévus par la direction de son entreprise. Au cours de son discours d'investiture, il fit un plaidoyer en faveur de la démocratie participative et de la représentation des étudiants au sein des instances décisionnelles de l'université<sup>403</sup>.

S'il n'était pas rare que les porte-parole du mouvement syndical viennent s'exprimer devant les étudiants, l'inverse se produisit aussi. Les meneurs de l'occupation de l'université de Manchester s'adressèrent ainsi aux membres du syndicat *Amalgamated Union Engineering and Foundry Workers* (AEF) d'une usine de textile de Stockport afin d'échanger sur leurs tactiques et de les encourager dans leur lutte contre la direction<sup>404</sup>. De même, un des représentants du syndicat des étudiants de l'université de Warwick prit la parole lors d'un rassemblement des ouvriers grévistes devant l'usine *Triumph* de Meriden pour leur affirmer le soutien de ses camarades (voir annexe 10). Des actions furent aussi co-organisées par les membres des deux mouvements, à l'instar de la grève et de l'occupation d'un bâtiment de l'université de Warwick en janvier 1973, orchestrées par un comité

---

<sup>401</sup> Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism*, op. cit., p. 183.

<sup>402</sup> « No surrender! », *The Glasgow University Guardian*, 15 décembre 1971, p. 1.

<sup>403</sup> « Rectorial installation demands: Participation now! », *The Glasgow University Guardian*, 4 mai 1972, p. 1.

<sup>404</sup> « University Council decides on files issue », *Union News*, 20 mars 1970, p. 12.

composé des représentants des travailleurs manuels et des étudiants de l'établissement. Les militants obtinrent la hausse du salaire des employés demandée, et l'évènement fut considéré comme une coopération réussie<sup>405</sup>.

### **1.3.3.6. Adoption des cadres et des tactiques du mouvement ouvrier**

L'établissement de ces liens entre les deux groupes permit de créer les conditions nécessaires à la diffusion d'un certain nombre d'éléments. Les étudiants commencèrent de plus en plus à se considérer eux-mêmes comme la prochaine génération de travailleurs (« *workers of the future* »<sup>406</sup>), leurs bourses de subsistance comme une sorte de salaire qui leur était naturellement dû et la NUS comme un syndicat de salariés traditionnel chargé de défendre leurs intérêts. En 1973, lors de la campagne nationale organisée par la NUS pour demander une hausse des bourses de subsistance, la formulation de leur revendication rappelait étrangement celle d'un syndicat d'ouvriers sollicitant une augmentation des salaires : « *The value of student grants is less than what it was in 1968. The standard of living of students has been systematically eroded by inflation. The National Union of Students cannot allow its members' standard of living to decline any further*<sup>407</sup> ». Lors de son élection à la présidence de la NUS en 1969, Jack Straw avait promis de faire de celle-ci un « véritable syndicat » (« *a real Union* »), qui soutiendrait les étudiants en cas de conflit avec la direction de leur établissement et qui pourrait s'engager sur les sujets politiques chers à ses membres<sup>408</sup>. Lors de la conférence annuelle de l'organisation à Margate en 1970, il fut même question de son adhésion à au TUC et du concept d'un « salaire étudiant » (« *student wage* »)<sup>409</sup>. Même les syndicats

---

<sup>405</sup> « All out ! », *Campus*, 26 janvier 1973, pp. 1, 5.

<sup>406</sup> « It's everybody out ! », *Leeds Students*, 4 décembre 1970, p. 1.

<sup>407</sup> « Grants fight », *The Beaver*, février 1973, p. 7.

<sup>408</sup> « 'Most students are happy to stay in NUS says Jack Straw new NUS President », *Union News*, 21 novembre 1969, p. 6.

<sup>409</sup> « Students may join TUC », *Leeds Students*, 27 novembre 1970, p. 3.

étudiants locaux s'inspiraient des organisations ouvrières, évoquant par exemple la nécessité d'adopter le principe du monopole d'embauche (« *closed shop* ») afin de renforcer leur assise<sup>410</sup>. La revendication pour plus de représentation étudiante au sein des instances décisionnelles des universités fut bientôt reformulée à travers le prisme du mouvement ouvrier et l'adoption de son slogan phare « le contrôle ouvrier » (« *workers' control* »). Il ne s'agissait plus seulement d'inclure les étudiants mais tous les membres de l'université, ce qui impliquait un élargissement de la revendication afin d'impliquer également les personnels non-enseignants jusque-là exclus, comme les gardiens ou les agents d'entretien : « *The institution should be controlled by its members. These are all the people who work there – the library and administration staff, the porters and cleaners, the undergraduates and graduates and the academic staff* »<sup>411</sup>.

Les étudiants adoptèrent également les tactiques associées au mouvement ouvrier : piquets de grève, boycotts des restaurants universitaires, occupations, et grèves des loyers. Ce dernier mode d'action était entré dans le répertoire national de l'action collective dès 1915. Pour protester contre la hausse brutale du coût des logements autour des usines de munitions, devenus très prisés depuis le début de la guerre, 20 000 locataires glaswégiens avaient refusé de payer leurs propriétaires perçus comme des profiteurs de guerre<sup>412</sup>. Le succès de cette campagne popularisa la technique, reprise plus tard par les résidents de Londres et Birmingham. À l'automne 1968, ceux-ci lancèrent une nouvelle offensive contre le prix des loyers, jugé « exorbitant » (« *exorbitant* »), suscitant l'admiration et le soutien actif des étudiants sous forme de collectes de fonds<sup>413</sup>. Quelques années plus tard, cette stratégie était adoptée et mise en pratique par les étudiants eux-mêmes dans le cadre de la campagne nationale menée par la NUS en faveur

---

<sup>410</sup> « Students say they'll strike », *Leeds Students*, 27 novembre 1970, p. 1.

<sup>411</sup> « Control of the university », *The Beaver*, 20 mai 1971, p. 3. « Strategy for workers' control », *The Beaver*, 17 février 1972, p. 3.

<sup>412</sup> Choukri HMED, « Grève des loyers », dans Olivier FILLEULE, Lilian MATHIEU et Cécile PECHU (éds), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris : Presses de Sciences Po, 2009, p. 276.

<sup>413</sup> « Birmingham active », *The Beaver*, 3 novembre 1969, p. 3.

de la hausse des bourses de subsistance. En janvier 1973, les étudiants de 29 établissements d'enseignement supérieur participaient en refusant de payer le loyer de leur logement universitaire et en le reversant à des caisses de grève mis en place par leurs syndicats<sup>414</sup>. À l'université de Surrey, le montant collecté s'élevait déjà à 45 000 livres à la fin du mois<sup>415</sup>. En mars, la campagne s'était étendue à 44 établissements et environ 400 000 étudiants y avaient pris part<sup>416</sup>. Ils obtinrent finalement gain de cause, tout d'abord en mai avec les maigres concessions de Margaret Thatcher, augmentant le montant des bourses de 40 livres, puis de manière plus conséquente avec le retour au pouvoir d'Harold Wilson en 1974 qui leur accorda leurs demandes principales<sup>417</sup>.

### **1.3.3.7. Retour vers les valeurs de la gauche traditionnelle**

En se rapprochant du mouvement syndical, les étudiants semblèrent s'être simultanément détournés de l'idéologie de la Nouvelle Gauche, qui faisait d'eux le fer de lance d'une révolution prolétarienne, pour revenir vers une vision plus caractéristique de la gauche traditionnelle. Un étudiant de la LSE résumait ce revirement de la sorte :

*Students, owing to their lack of direct involvement in production, as well as their transitional nature, should never be regarded as some kind of Vanguard. Rather the formation of a revolutionary party uniting workers, students, and other progressive oppressed sections of society, having as its basis the necessity of proletarian revolution to achieve a socialist society, must be the outlook of all serious Left-wing militants.*<sup>418</sup>

---

<sup>414</sup> « Rent strike spirals », *Campus*, 12 janvier 1973, p. 1.

<sup>415</sup> « LSE students support rent strike and ask for help », *The Beaver*, 26 janvier 1973, p. 12.

<sup>416</sup> « Next session – a £550 grant ? », *The Glasgow University Guardian*, 1<sup>er</sup> mars 1973, p. 8. Caroline HOEFFERLE, *British Student Activism, op. cit.*, p. 186.

<sup>417</sup> « Maggie Thatcher Handout £40 – You must be joking !! », *Campus*, 18 mai 1973, p. 1. « Grants action call », *The Glasgow University Guardian*, 14 février 1975, p. 1.

<sup>418</sup> « Thames Poly », *The Beaver*, 14 mars 1973, p.6.

Les étudiants ne se considéraient donc plus comme des éclaireurs censés montrer la voie au reste du peuple mais simplement comme une autre frange opprimée de la société, au même titre que les ouvriers, les noirs, ou les femmes. De même, si dans les années 1960 les tentatives de création d'institutions d'enseignement alternatif étaient avant tout contre-culturelles, comme par exemple l'*Anti-university* de Londres créée en 1968 dont les cours étaient assurés principalement par des psychiatres, sociologues, poètes, réalisateurs et artistes<sup>419</sup>, en 1973, des initiatives en apparence similaires étaient de nature beaucoup plus politique. En juillet, une autre université alternative ouverte aux étudiants et aux ouvriers, devait contribuer à la diffusion du Marxisme-léninisme afin de s'opposer à la domination de « l'idéologie bourgeoise » (« *bourgeois ideology* »)<sup>420</sup>. En réaction aux nouvelles coupes budgétaires successives imposées aux services publics par les différents gouvernements à travers la décennie, étudiants et syndicalistes se lancèrent dans une campagne commune au début de l'année 1976 : « [...] *students and trade unionists are working in a joint, concerted effort in a common campaign. The only way forward for this campaign against education cuts, and public sector cuts in general, is through the efforts of the whole labour movement* »<sup>421</sup>. Les étudiants se posaient en défenseurs de leur système universitaire, plus particulièrement de l'enseignement en tant que « droit » accessible à tous et non comme privilège réservé aux plus riches, et prenaient pour référence le rapport Robbins (1963) et ses idéaux égalitaires<sup>422</sup>. Plus largement, ils souhaitaient intégrer leurs efforts dans le cadre du combat contre les mesures d'austérité gouvernementales. Ils organisèrent et participèrent à des actions locales et nationales, aux côtés des syndicats<sup>423</sup>. L'annonce de l'augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiants britanniques et étrangers fut perçue comme une conséquence des restrictions

---

<sup>419</sup> « Anti-university announces courses », *The International Times*, 19 janvier 1968, p. 3.

<sup>420</sup> « Communist university in London », *Campus*, 18 mai 1973, p. 12.

<sup>421</sup> « Grants, cuts and you », *The Beaver*, 17 février 1976, p. 8.

<sup>422</sup> *Ibid.* « Rents : Why we're being conned », *Red Weekly*, 16 janvier 1975, p. 7.

<sup>423</sup> « Brum rally », *Warwick Boar*, 26 février 1976, p.1 . « Cuts fight hots up », *Red Weekly*, 4 mars 1976, p.1 .

budgetaires et donna lieu à une série d'occupations, et de manifestations<sup>424</sup>. À nouveau, les étudiants reçurent le soutien de leurs alliés du mouvement ouvrier, venus grossir les rangs des cortèges ou distribuer leurs prospectus<sup>425</sup>. Alors que les mouvements étudiants dans la plupart des autres pays occidentaux avaient périclité à la fin des années soixante, le mouvement britannique avait continué à monter en puissance. L'influence du mouvement ouvrier contribua à le pousser à se recentrer sur des questions nationales et à harmoniser ses cadres afin de consolider les liens entre les deux groupes. Le retour vers les valeurs de la gauche traditionnelle s'expliquait aussi par les luttes fratricides entre les organisations les plus militantes de la gauche radicale, entraînant un regain d'influence des groupes plus modérés.

### 1.3.4. Déclin

#### 1.3.4.1. Divisions et querelles intestines

En observant simplement les chiffres, il est difficile de conclure que le mouvement étudiant ait souffert d'un essoufflement et d'une baisse de participation après 1975. Les manifestations nationales parvenaient encore à rassembler ponctuellement au moins 20 000 personnes, comme par exemple en mars 1976, où un cortège d'environ 20 à 25 000 étudiants et quelques délégations de syndicalistes défilèrent dans les rues de Londres pour dénoncer la hausse des frais d'inscription<sup>426</sup>. Pourtant le mouvement souffrait bien de divisions internes entre les différentes factions de gauche. Deux groupes rivaux d'obédience trotskyste, les organisations *International Socialists* (IS) et *International Marxist Group* (IMG) luttèrent pour incarner la gauche radicale et militante après 1968 et se

---

<sup>424</sup> « The occupation: Prospect and retrospect », *Warwick Boar*, 23 février 1977, p. 1. « 'What is to be done?' », *The Beaver*, 1<sup>er</sup> mars 1977, p. 1.

<sup>425</sup> « Students fight on despite broad left », *Red Weekly*, 17 mars 1977, p. 3.

<sup>426</sup> « Fees demonstration report », *Warwick Boar*, 16 mars 1976, p. 1. « Cuts fight hots up », *Red Weekly*, 4 mars 1976, p.1 .

firent mutuellement ombrage. Un des journaux de l'IMG, *Red Weekly*, ne ratait pas une occasion pour dénoncer ardemment les tendances sectaires du groupe concurrent. Il l'accusait de refuser d'inviter des orateurs issus d'une autre faction de gauche dans leurs rassemblements, si ce n'était pour les huer et les interrompre lors de leurs interventions. Il affirmait encore que certains membres de l'IS seraient même allés jusqu'à brutaliser des militants distribuant des publications de l'IMG<sup>427</sup>. Un troisième groupe, baptisé *Broad Left*, fut formé dans l'espoir de représenter une gauche plus modérée, composé de membres du Parti communiste mais s'élargissant aussi vers une coalition de représentants des principaux partis politiques de la gauche jusqu'au centre (travailleurs, nationalistes gallois et libéraux). Ces luttes d'influence eurent tôt fait de lasser un grand nombre d'étudiants. Ainsi, l'un d'eux déplorait d'un ton cynique les querelles intestines entre les meneurs des différentes factions : « *Our self-styled Marxist leadership is caught-up in its high-flown ideology, its personal ego-trips and its power struggle that it tends to forget about the people it's supposed to be fighting for* »<sup>428</sup>. Ainsi, malgré son approche souvent jugée un peu trop conciliatoire et l'étendue du spectre des opinions qu'elle représentait, la *Broad Left* prit le contrôle de la NUS à partir de 1975 du fait de la lutte fratricide entre l'IMG et IS.

#### **1.3.4.2. Fermeture de la structure des opportunités politiques**

Mais ce qui semble avoir le plus nui au mouvement étudiant, c'est le changement progressif du climat politique ambiant au cours de la décennie, avant les bouleversements liés à l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement conservateur de Margaret Thatcher en 1979. Même s'il fut contraint de céder devant la pression des syndicats et des mobilisations contestataires, Edward Heath avait été élu entre autres pour restaurer l'ordre public, réformer les

---

<sup>427</sup> « IS sectarianism », *Red Weekly*, 13 juillet 1973, p. 2.

<sup>428</sup> « Occupation », *The Beaver*, 14 mars 1973, p. 9.

relations avec les syndicats et faire reculer l'interventionnisme étatique. Ces thèmes hérités de la conférence de l'hôtel de Selsdon Park de janvier 1970, traduisaient déjà une volonté de rupture avec le consensus d'après-guerre et les supposés excès du laxisme associé à la décennie précédente<sup>429</sup>. Cette répression prit plusieurs formes. Les locaux des journaux alternatifs et de certaines organisations militantes firent l'objet de nombreux raids de la part des forces spéciales (*Special Branch*) de la police britannique, et leurs membres, de poursuites judiciaires. Le magazine contre-culturel *Oz*, par exemple, se vit tenter un procès pour obscénité en juin 1971, après perquisitions de son siège et des domiciles de trois membres de son comité de rédaction. Les peines de prison initialement requises à leur encontre suscitèrent un tollé et des actions de protestation, avant d'être annulées en appel<sup>430</sup>. Ce procès fut loin d'être le seul du genre, mais fut probablement l'un des plus médiatisés. Pour la jeunesse britannique, il devint le symbole de l'étouffement systématique par les autorités de toute forme de remise en question du *statu quo* :

*Clearly it was not just a question of bringing to trial editors of an underground magazine for conspiring to corrupt and deprave the youth of the country; it was a political move, by the Establishment to re-assert its supremacy over the impudent claims and challenge to its authority by that very youth.*<sup>431</sup>

Les autorités employèrent des tactiques similaires à l'encontre de la plupart des organisations militantes, afin de faire reculer la contestation. Ainsi, même les branches locales de l'IMG firent l'objet de fouilles à répétition, tandis que ses adhérents furent fréquemment interpellés et détenus parfois pendant plus d'une vingtaine d'heures<sup>432</sup>.

---

<sup>429</sup> Dominic SANDBROOK, *State of Emergency*, *op. cit.*, p. 58.

<sup>430</sup> « Oz bust continued », *The International Times*, 31 décembre 1970, p.2. « Censorshit and you », *The Beaver*, 28 janvier 1971, p. 3. Jonathon GREEN, *op. cit.*, pp. 374-5.

<sup>431</sup> « Artsetera Oz et Al. », *Campus*, 26 novembre 1971, p. 6.

<sup>432</sup> « IMG arrests », *Warwick Boar*, 11 octobre 1973, p. 3.

Les sanctions disciplinaires prises par les universités se firent également de plus en plus sévères. Lors de la grève des loyers organisée par la NUS dans le cadre de la campagne nationale pour la hausse des bourses de subsistance, les directions universitaires menacèrent les étudiants de leur retirer leurs aides financières, de leur interdire l'accès aux résidences universitaires l'année suivante, voire même de les traduire devant la justice<sup>433</sup>. Mais de toutes les mesures prises par les différentes universités, l'annulation des examens fut celle qui eut le plus grand effet dissuasif. Au cours de l'année 1974-1975, les étudiants de l'université de Warwick réussirent à organiser une grève des loyers suivie par 1200 d'entre eux afin de protester contre l'augmentation de 33% des loyers de leurs résidences universitaires. Mais en avril, l'administration brandit la menace de refuser aux étudiants grévistes de troisième année leurs diplômes et d'interdire aux autres l'accès aux logements universitaires à la rentrée suivante. Les jeunes militants votèrent alors l'occupation de deux bâtiments administratifs de leur campus. L'action dura un peu plus de trois semaines, avant qu'ils ne fussent délogés par plusieurs centaines de policiers. Si la présence massive des forces de l'ordre réussit à intimider les étudiants, ils ne s'avouèrent pas vaincus et entreprirent d'occuper derechef un autre bâtiment. Ce fut finalement la perspective de l'annulation des examens qui les convainquit de mettre un terme à leur action sans même avoir obtenu leurs revendications<sup>434</sup>.

En plus de la répression étatique, le mouvement étudiant dut également faire face à l'hostilité des médias traditionnels. Ces derniers se firent les relais d'un certain nombre de stéréotypes visant à les discréditer, à présenter leurs revendications comme illégitimes, et dans le même temps à justifier la répression policière. Lors de la campagne de 1973 pour la hausse des bourses de subsistance, un étudiant s'indignait dans les colonnes du *Glasgow University Guardian* des

---

<sup>433</sup> « Newcastle : No hall places for strikers? », *Campus*, 9 mars 1973, p. 10. « Student rent strikers face legal threats », *Red Weekly*, 12 mai 1973, p. 2.

<sup>434</sup> « Senate House sit-in: United action by Exec. », *Warwick Boar*, 29 avril 1975, p. 1. « Police on the move. Thrown out! », *Warwick Boar*, 22 mai 1975, p. 1. « The costs of confrontation », *Warwick Boar*, 22 mai 1975, p. 2.

allégations de la presse insinuant qu'une grande partie du montant de ces bourses servait à acheter de l'alcool<sup>435</sup>. Plus généralement, la plupart des journaux *mainstream* dressait un portrait très négatif des étudiants militants, les accusant de gaspiller l'argent public, d'agir de manière irrationnelle, parfois même d'être violents, de se laisser manipuler par une poignée d'extrémistes ou de fauteurs de troubles étrangers<sup>436</sup>. Leurs actions contestataires étaient ainsi traitées de manière sensationnaliste, leur ôtant toute cohérence et dimension politique. Quant aux nombreuses actions de soutien entre étudiants et travailleurs, elles ne furent que très rarement rapportées.

### **1.3.4.3. Conclusion et impact du mouvement**

L'évolution du mouvement étudiant fut façonnée par la dynamique protestataire interne au cycle de contestation des longues années soixante. L'insurrection des étudiants hongrois donna une inspiration novatrice à la Nouvelle Gauche, qui choisit de placer la jeune *intelligentsia* au centre de sa théorie révolutionnaire. Grâce à l'influence de ce courant idéologique et au rôle de précurseur du mouvement pour le désarmement nucléaire, le mouvement étudiant prit forme et se mobilisa d'abord autour d'enjeux externes : principalement contre les régimes suprématistes blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie, plus largement contre les discriminations raciales sur le territoire national ainsi qu'en opposition à la guerre du Vietnam. Le recentrage du mouvement sur des questions concernant directement les étudiants s'opéra lors de la campagne contre les discriminations envers les étudiants étrangers qui servit de transition. Simultanément, l'escalade suite aux protestations contre la nomination du nouveau directeur de la LSE à cause de ses liens supposés avec le régime raciste de Rhodésie joua un rôle déclencheur. À l'issue de cet épisode, le

---

<sup>435</sup> « Edinburgh grants survey sheds light », *The Glasgow University Guardian*, 15 novembre 1973, p. 1.

<sup>436</sup> « The daily distortion », *The Beaver*, 3 février 1972, p. 2.

mouvement prit un tour plus militant, et sa base de soutien s'élargit considérablement. Les étudiants entreprirent de transformer leurs établissements en demandant un assouplissement des règlements régissant la vie sur les campus, perçus comme trop stricts et infantilisants, ainsi qu'une démocratisation des institutions universitaires garantissant leur représentation au sein des instances décisionnelles. Ils se bâtirent pour préserver l'équité de l'accès à l'enseignement supérieur, en demandant entre autres la hausse des bourses de subsistance ou en dénonçant l'augmentation des frais d'inscription. Sous l'influence de mai 1968, incarnant aux yeux des étudiants britanniques un idéal d'alliance avec la classe ouvrière, le mouvement entra dans une nouvelle phase marquée par l'adoption d'un cadre d'action collective aux tonalités marxisantes. Ils entreprirent de tisser des liens avec le mouvement syndical en organisant des actions de soutien et en fournissant une aide concrète aux salariés en grève. Ces derniers ne tardèrent pas à leur rendre la pareille et les liens entre les deux mouvements se renforcèrent, facilitant ainsi la diffusion de tactiques, de slogans et de certains pans idéologiques comme le retour aux valeurs de la gauche traditionnelle. Fragilisée par des querelles intestines entre les différentes factions de la gauche radicale, la contestation étudiante souffrit du changement du climat politique ambiant qui lui était de moins en moins propice. Les autorités durcirent le ton face à la montée du militantisme, avec une répression policière accrue, le fichage des protestataires, des condamnations pénales à l'encontre de personnes jugées comme dissidentes ou encore des mesures visant à limiter le droit de grève. Les directions d'universités suivirent des lignes de conduite similaires en appliquant des sanctions disciplinaires de plus en plus sévères et en agitant la menace très dissuasive de l'annulation des examens. L'image défavorable des étudiants relayée par les médias contribua à dresser l'opinion publique contre eux et à légitimer la posture des autorités. Ces tendances s'accrochèrent ensuite avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en mai 1979.

En ce qui concerne l'impact du mouvement étudiant, il se mesure à plusieurs niveaux. Les jeunes militants réussirent à faire évoluer leurs

établissements, en obtenant par exemple l'assouplissement des règlements universitaires, davantage de participation dans le processus décisionnel de leur établissement, ou encore même la création de syndicats locaux représentant leurs intérêts. Ils parvinrent également à tenir tête aux tentatives de réforme de la ministre de l'Éducation et des sciences, Margaret Thatcher. En 1971, elle essaya de brider l'autonomie financière des syndicats étudiants afin de les empêcher de subventionner des organisations politiques. Par l'entremise d'un livre blanc oublié en décembre 1972, elle plaida également pour que les étudiants soient logés par leur famille afin qu'ils se passent des bourses de subsistances<sup>437</sup>. Encore peu enclins à déroger aux principes du consensus d'après-guerre et à l'économie keynésienne, les gouvernements d'Edward Heath et d'Harold Wilson augmentèrent finalement le montant de ces bourses et rendirent leurs conditions d'obtention plus égalitaires, conformément aux demandes des jeunes militants. Dans le cadre des réformes néolibérales de l'ère Thatcher visant à faire reculer l'interventionnisme étatique, le financement de l'enseignement supérieur subit ses premières modifications significatives, notamment avec l'introduction des prêts complémentaires (*top-up loans*) en 1989, censés pallier le gel des bourses de subsistance. Au niveau sociétal, certains historiens virent dans l'abaissement de la majorité électorale de 21 à 18 ans en 1969 la preuve que la contestation étudiante avait convaincu les gouvernants de leur volonté de participer à la vie politique du pays, comme le réclamait la NUS<sup>438</sup>.

En ce qui concerne la dynamique à l'œuvre dans le cycle de contestation des longues années soixante, le mouvement étudiant se développa sur le substrat du mouvement pour le désarmement nucléaire, puis prit un tour plus militant sous l'influence de la contestation contre la guerre du Vietnam. Il contribua à l'essor des mouvements pour l'égalité raciale et ouvrier en participant à leurs campagnes respectives ainsi qu'en organisant de nombreuses actions de soutien,

---

<sup>437</sup> Edward HEATH, *op. cit.*, p. 448. « Education on the cheap », *The Red Mole*, 17 février 1973, p. 2.

<sup>438</sup> Kenneth MORGAN, *The People's Peace*, *op. cit.*, p. 297. Caroline HOFFERLE, *British Student Activism*, *op. cit.*, p. 151.

avant de finalement s'inspirer de leurs techniques et de leurs cadres d'action collective. Enfin, en favorisant l'éveil d'une conscience politique parmi ses participants, le mouvement étudiant servit de vivier à tous les autres mouvements de l'époque. Ses réseaux organisationnels servirent à leur tour de berceaux aux mouvements de libération des femmes et des homosexuels, mais aussi aux mouvements nationalistes et écologistes.

## 1.4. LE MOUVEMENT OUVRIER

La contestation dans les longues années soixante au Royaume-Uni ne fut pas seulement l'apanage des étudiants et des minorités. Cette époque vit également l'émergence d'une nouvelle phase d'agitation intense autour de la défense des intérêts de la classe ouvrière. On définira donc le mouvement ouvrier comme la mobilisation visant à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, à la fois par les ouvriers eux-mêmes, mais aussi par des acteurs extérieurs, notamment des étudiants ou des intellectuels de gauche, partageant cet objectif. Malgré les allégations des commentateurs de l'époque et des politiques de gauche comme de droite, la classe ouvrière n'avait pas disparu avec la nouvelle ère d'opulence et la hausse du niveau de vie moyen des Britanniques dans les années 1950. « [...] *we are indeed becoming classless – that is, the great majority of us are being merged into one class* » concluait par exemple Richard Hoggart dans son ouvrage *The Uses of Literacy* en 1957, dans lequel il dénonçait l'émergence de la culture de masse et la société de consommation<sup>439</sup>. Pourtant, aux yeux de la majorité de la population, la société était toujours divisée en trois classes : supérieure, moyenne et ouvrière (« *upper, middle, working* »)<sup>440</sup>. Ces clivages relevaient bien sûr de critères socio-économiques et socio-professionnels, mais aussi avant tout d'un sentiment d'appartenance. Ainsi l'historien de la Nouvelle Gauche E. P. Thompson définit les classes sociales comme des relations historiques, découlant des interactions entre les différents groupes, poussant les individus à se rassembler en communauté d'intérêts : « *And class happens when some men, as a result of common experiences (inherited or shared), feel and articulate the identity of their interests as between themselves, and as against other men whose interests are different from*

---

<sup>439</sup> Richard HOGGART, *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life with Special Reference to Publications and Entertainments*, Harmondsworth : Penguin Books, 1957, p. 284.

<sup>440</sup> Joanna BOURKE, *Working-Class Cultures in Britain 1890–1960: Gender, class and ethnicity*, Londres : Routledge, 2009, p. 1.

(and usually opposed to) theirs »<sup>441</sup>. Ce type de définition non figée, mettant l'accent sur les procédés de construction identitaire, permet de comprendre comment la conscience de classe peut servir d'identité collective afin de pousser les individus à se mobiliser par le biais de processus de cadrage. Les définitions de la classe ouvrière peuvent donc être plus ou moins inclusives, en se limitant par exemple aux cols bleus, c'est-à-dire les travailleurs manuels, ou bien au contraire en englobant les cols blancs. Là où certains voyaient l'embourgeoisement de la classe ouvrière avec l'intégration des ouvriers qualifiés dans la classe moyenne, du fait de leurs revenus et de leurs habitudes de consommation, d'autres dénonçaient la tendance inverse. Une étude réalisée à partir d'entretiens sociologiques auprès des salariés de trois entreprises de Luton au début des années 1960 montrait au contraire que les employés de bureau se tournaient de plus en plus vers les institutions censées représenter les intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire les syndicats et le Parti travailliste<sup>442</sup>. En ce sens, le mouvement ouvrier dans les longues années soixante fut donc la somme des actions de ces groupes et de leurs alliés, s'opposant à ce qu'ils percevaient être la mainmise de la classe dirigeante contrôlant moyens de production et institutions politiques.

L'analyse de ce mouvement se fondera principalement sur des articles tirés des diverses publications de la gauche radicale, dont les nuances et les rivalités seront expliquées un peu plus loin. Le magazine *Peace News* prit également le parti des travailleurs, suivant avec attention les différents conflits industriels au cours de la période, et fera donc à ce titre partie du corpus.

---

<sup>441</sup> Edward Palmer THOMPSON, *The Making of the English Working Class*, New York : Vintage, 1966, p. 1.

<sup>442</sup> Frank BECHHOFFER, John H. GOLDTHORPE, David LOCKWOOD et Jennifer PLATT, « The Affluent Worker and the Thesis of Embourgeoisement: Some Preliminary Research Findings », *Sociology*, janvier 1967, 1, no. 1, pp. 19-20.

### 1.4.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux

#### 1.4.1.1. Montée en puissance des syndicats

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les syndicats se trouvaient en position de force au Royaume-Uni. Leurs effectifs n'avaient cessé d'augmenter depuis le début du conflit, passant d'un peu moins de cinq millions en 1935 à neuf millions en 1950, pour culminer à presque 13 millions en 1979, date à partir de laquelle la tendance commença à s'inverser. Cette deuxième période fut marquée par une forte hausse du nombre de cols blancs, qui augmenta d'environ 30% entre 1951 et 1968, accompagnant l'expansion du secteur public. La proportion de femmes s'accrut aussi fortement, puisqu'elles représentaient environ 25% des adhérents en 1960, contre 40% en 1980<sup>443</sup>. Les liens historiques et structurels entre le mouvement syndical et le Parti travailliste<sup>444</sup> garantissaient à ce dernier un poids important à son congrès annuel, grâce au principe du vote bloqué (*block vote*) permettant aux principaux syndicats du pays de déterminer la ligne du parti<sup>445</sup>. Pendant la guerre, la coopération étroite entre les syndicats et le gouvernement d'union nationale dirigé par Winston Churchill renforça leur influence. Ernest Bevin, secrétaire général du syndicat des transporteurs *Transport and General Workers' Union* (TGWU), fut nommé ministre du Travail, assurant la mobilisation de la main d'œuvre afin d'augmenter la production essentielle à l'effort de guerre, tout en maintenant la paix sociale. Rendant hommage au rôle-clé joué par les syndicats pendant ces heures sombres, Churchill déclara en août 1945 devant la Chambre des Communes : « *We owe an immense debt to the trade*

---

<sup>443</sup> Chris WRIGLEY, *British Trade Unions since 1933*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002, pp. 19, 22.

<sup>444</sup> L'ancêtre du Parti travailliste, le *Labour Representation Committee* fut créé en 1900 sur une décision du TUC afin de représenter les intérêts des syndicats et des ouvriers au parlement. De nombreux syndicats étaient affiliés au Parti travailliste, et leurs cotisations assuraient la majeure partie de son financement.

<sup>445</sup> Thomas QUINN, « Block Voting in the Labour Party : A Political Exchange Model », *Party Politics*, 8, mars 2002, p. 207.

*unions and never can this country forget how they stood by and helped* »<sup>446</sup>. Le triomphe électoral de Clement Attlee, à la tête du premier gouvernement travailliste à disposer d'une majorité absolue au parlement, consolida encore davantage leur assise. Aux côtés de Bevin, d'autres syndicalistes de renom prirent place au gouvernement, comme George Isaacs, président du TUC en 1945<sup>447</sup>. Ainsi, la politique menée par le gouvernement répondait aux attentes du mouvement syndical. Les réformes sociales du *Welfare State* visaient à rendre la société britannique plus égalitaire et favorisaient la hausse du niveau de vie des moins privilégiés. Un vaste programme de nationalisations des principaux services et activités économiques du pays, comme l'industrie minière en 1947, correspondait à des revendications de longue date des syndicats<sup>448</sup>. Cependant, ce système de monopôle d'État serait caractérisé par une gestion très centralisée, bien différente des idéaux autogestionnaires chers aux militants. Enfin, l'abrogation en 1946 du *Trades Disputes and Trade Unions Act* (1927), vestige de la défaite amère par laquelle s'était soldée la grève générale de 1926, levait l'interdiction pesant sur les grèves générales et de solidarité. Les gouvernements conservateurs suivants poursuivirent une ligne politique similaire : mesures de planification économique et protection sociale. Le consensus d'après-guerre domina également les relations industrielles avec le primat de la négociation collective libre <sup>449</sup> (*free collective bargaining*). Macmillan résista même à la pression de ses députés d'arrière-ban de réinstaurer la loi de 1927 contre les grèves<sup>450</sup>. Cependant, vers la fin des années 1950, la croissance de l'économie britannique commençait à montrer des signes

---

<sup>446</sup> Winston CHURCHILL, débat à la Chambre des Communes, 16 août 1945, *Hansard 1803-2005*, 413, paragraphe 94 [en ligne], [consulté le 28 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://hansard.millbanksystems.com/commons/1945/aug/16/debate-on-the-address>>.

<sup>447</sup> Chris WRIGLEY, « Trade Unionists and the Labour Party in Britain: The Bedrock of Success », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 15, no. 2, 2009, p. 69.

<sup>448</sup> Keith DIXON, « Ed Miliband et la question syndicale », *Savoir/Agir*, 3, no. 25, 2013, p. 118.

<sup>449</sup> En 1906, la loi *Trades Dispute Act* avait accordé une forme d'immunité judiciaire aux syndicats, ne pouvant désormais plus être tenus responsables des pertes financières liées aux grèves, ils étaient donc en mesure de négocier librement les salaires et les conditions de travail de leurs adhérents.

<sup>450</sup> Anne-Marie MOTARD, « Introduction : les syndicats britanniques, déclin ou renouveau ? », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 15, no. 2, 2009, p. 8.

d'essoufflement, et la hausse de l'inflation préoccupait de plus en plus le gouvernement. Les syndicats coopérèrent en vue de limiter cette dernière, en acceptant la modération salariale. Mais cette stratégie contribua également à creuser un fossé entre leurs dirigeants nationaux, plutôt modérés et centristes, chargés d'imposer ces pratiques et leurs bases, de plus en plus militantes avec la baisse de leur pouvoir d'achat.

#### **1.4.1.2. Rôle majeur des délégués d'atelier**

Tandis que les syndicats jouissaient d'une influence sans précédent, le patronat adopta une nouvelle stratégie visant à contourner leurs directions nationales. La plupart des négociations salariales se faisaient alors à l'échelle nationale, à travers des accords de branche. Mais du fait de certaines transformations macroéconomiques, comme le déclin de la plupart des industries traditionnelles ou encore une concurrence internationale accrue, les employeurs tentèrent de ramener les discussions à l'échelle locale. Afin de maximiser la productivité de leurs compagnies, ils privilégièrent les accords d'entreprises, permettant par exemple le passage à la rémunération à la pièce. En agissant de la sorte, le patronat renforça le poids des délégués syndicaux conduisant ces négociations au niveau des ateliers (*shop stewards*)<sup>451</sup>. Ces derniers avaient émergé de la base du mouvement syndical dans les années 1910. Sous l'influence du courant du syndicalisme révolutionnaire, les idées de contrôle ouvrier (*workers' control*) et de démocratie industrielle avaient eu le vent en poupe. Aux yeux de ses partisans, le seul moyen de libérer la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste était la prise en main directe de la production par les travailleurs. Les délégués d'atelier furent élus pour défendre les intérêts des ouvriers, au moment où les directions des syndicats semblaient les avoir perdus de vue en coopérant avec le gouvernement.

---

<sup>451</sup> Jean-Paul REVAUGER, *Le Pouvoir Aboli : L'idée d'autogestion en Grande-Bretagne 1900-1983*, thèse de doctorat d'État, sous la direction de Pierre MORERE, Grenoble III, 1986, p. 231.

Ainsi, leur forte augmentation entre 1960 et 1980, passant de 90 000 en 1961 à 317 000, reflétait le schisme entre la base du mouvement syndical et sa hiérarchie<sup>452</sup>. En juin 1958, les ouvriers écrivant pour le supplément sur les grèves du journal marxiste *The Newsletter* fustigeaient les dirigeants des syndicats nationaux, accusés de lâcheté, voire même de trahison par intérêt : « *And if leaders who grovel in the muck and filth of neighborhoods and honours lists are too scared to lead – let them get out and make room for men* »<sup>453</sup>. Ce conflit impliquant une centaine de milliers d'ouvriers manutentionnaires, d'employés de bus et de dockers à Londres illustrait les changements à l'œuvre<sup>454</sup>. Dans ces trois cas, les grévistes n'avaient pas le soutien officiel de leurs organisations syndicales, il s'agissait de grèves sauvages (*wildcat strikes*). Depuis la fin des années 1950, le recours à ce type d'action était devenu beaucoup plus fréquent. Non seulement le nombre de grèves avait bondi entre les décennies 1945-55 et 1955-65, mais la quantité de travailleurs impliqués et de journées de travail perdues avait doublé<sup>455</sup>. Selon le chiffre cité par les autorités, 95% de ces grèves étaient non-officielles<sup>456</sup>. Les causes de ces conflits avaient également évolué, dépassant bien souvent les simples revendications pécuniaires pour s'étendre aux conditions de travail, à son organisation, aux droits des travailleurs, etc. Le rôle des délégués d'atelier s'en trouvait élargi, recouvrant désormais tous les aspects susceptibles d'affecter leurs membres, comme le résumait Hugh Scanlon, dirigeant du syndicat de la métallurgie *Amalgamated Union of Engineering Workers* (AUEW) : « *Shop Stewards tend to believe that any subject which affect their members is a fit and proper matter for negotiations and agreements* »<sup>457</sup>. La capacité à se mobiliser pour des considérations dépassant le

---

<sup>452</sup> Chris HOWELL, *Trade Unions and the State: The Construction of Industrial Relations Institutions in Britain, 1890-2000*, Princeton : Princeton University Press, 2005, p. 122.

<sup>453</sup> « Greatest fight since '26 strike and we can win it! », *Strike Bulletin: Supplement to the Newsletter*, 14 juin 1958, pp. 1-2.

<sup>454</sup> *Ibid.*

<sup>455</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 356.

<sup>456</sup> Chris HOWELL, *op. cit.*, p. 99.

<sup>457</sup> Hugh SCANLON, *The Way Forward for Workers' Control*, Nottingham : Insitute for Workers' Control, 1968, p. 3.

simple bien-être matériel allait justement être un des aspects les plus significatifs de la contestation dans les longues années soixante.

### **1.4.1.3. Anti-communisme et Nouvelle Gauche**

Parmi les défenseurs de la classe ouvrière à la gauche des travaillistes, le Parti communiste de Grande-Bretagne avait bénéficié de la popularité de l'Armée rouge pendant la guerre, du fait de sa résistance héroïque face aux envahisseurs nazis. En 1942, le parti était à son apogée, comptant 56 000 membres. En 1945, les communistes reçurent plus d'une centaine de milliers de suffrages, et réussirent à faire élire deux députés au parlement <sup>458</sup>. Mais le climat d'anticommunisme latent accompagnant la guerre froide renversa rapidement la vapeur. En 1948, le Parti travailliste proscrit la coopération avec les communistes, et exclut quatre députés considérés trop proches des Soviétiques. Certains syndicats firent de même, comme le TGWU, qui bannit neuf responsables de ses rangs, et interdit l'élection et la nomination de communistes aux postes à responsabilités<sup>459</sup>. En 1956, la révélation des crimes de Staline et la répression sanglante de l'insurrection hongroise ébranlèrent le CPGB, perdant 10 000 adhérents et nombre de ses intellectuels, comme par exemple le journaliste Peter Fryer ou l'historien E. P. Thompson<sup>460</sup>. Certains quittèrent le parti de leur plein gré, d'autres en furent renvoyés pour avoir condamné sans détour ces atrocités. Ils se réunirent ensuite au sein de différents groupes marxistes constituant la Nouvelle Gauche, et tentèrent, dans un premier temps, d'influencer le Parti travailliste de l'intérieur selon une tactique d'entrisme. Leur importance ne se mesura pas tant en termes numériques qu'en termes d'influence, à travers une pléthore de publications, mais aussi de stratégies visant à politiser la jeunesse et la

---

<sup>458</sup> Jeremy TRANMER, « A force to be reckoned with? The Radical Left in the 1970s », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no. 3, 2016, pp. 175-195.

<sup>459</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, pp. 231-2.

<sup>460</sup> « Disillusioned Communist », *Peace News*, 11 janvier 1957, p. 3.

classe ouvrière. Par souci de clarté, seuls les principaux seront mentionnés dans le cadre de cette thèse.

Un premier noyau pouvait être identifié autour de la *Socialist Labour League* (SLL), formée en 1959 par Gerry Healy avec le soutien du comité de rédaction de l'hebdomadaire *The Newsletter*. Ce journal, lancé en mai 1957 par Peter Fryer, entendait représenter une troisième voix, distincte de celles des communistes « staliniens » et de la presse « capitaliste »<sup>461</sup>. La SLL et sa publication *Newsletter*<sup>462</sup>, s'attirèrent rapidement les foudres des dirigeants travaillistes, qui les bannirent<sup>463</sup>. Ses membres affirmaient se différencier des autres marxistes en prônant explicitement le renversement du système capitaliste, plutôt que sa transformation progressive, par le recours à l'action directe ouvrière de masse. Pour y parvenir, ils comptaient œuvrer par l'entremise de la base du mouvement syndical et du Parti travailliste<sup>464</sup>. Ils se concentrèrent sur l'aile jeunesse de ce dernier, baptisée *Young Socialists* (YS), notamment à travers leur publication *Keep Left*, capitalisant sur l'intérêt des jeunes pour le désarmement nucléaire. La SLL réussit rapidement à dominer cette branche, contrôlant complètement sa direction en 1964, forçant ainsi les dirigeants travaillistes à créer un nouvel organe, les *Labour Party Young Socialists* (LPYS) en 1965<sup>465</sup>. Ils réorientèrent ensuite leurs efforts vers la base du mouvement syndical, avec la création de l'organisation *All Trade Unions Alliance*, afin de lui insuffler une direction alternative d'orientation clairement marxiste. Cette dernière parvint à rassembler 630 délégués d'atelier venus d'horizons divers lors de son premier congrès

---

<sup>461</sup> Peter FRYER, « Announcing a service to socialists : The Newsletter », Tract annonçant la publication de *The Newsletter*, avril 1957, Marxist Internet Archive [en ligne], [consulté le 1er mars 2018], disponible à l'adresse suivante :

<<https://www.marxists.org/history/etol/newspape/newsletter/newsletter-flyer-april-1957.pdf>>.

<sup>462</sup> Le journal *The Newsletter* changea de nom en 1969, pour devenir *Workers Press*.

<sup>463</sup> « Labour's cuckoo in the nest », *The Times*, 15 août 1959, p. 7. Norman HARDING, *Staying Red: Why I Remain a Socialist*, Londres : Index Books, 2005, p. 84.

<sup>464</sup> « The Socialist Labour League looks to the future », *The Newsletter*, 11 avril 1959, p. 108.

<sup>465</sup> Norman HARDING, *op. cit.*, p. 92.

national à Birmingham en octobre 1968<sup>466</sup>. En 1973, la SLL devint un parti politique, baptisé *Workers Revolutionary Party* (WRP), et commença à présenter des candidats aux élections dès l'année suivante.

Une autre organisation marxiste relativement influente fut fondée en 1950, par Tony Cliff et ses partisans, sous l'appellation *Socialist Review Group*, mais fut rebaptisée *International Socialists* en 1962, adoptant le slogan d'une de leurs publications, *International Socialism*, « *Neither Washington nor Moscow, but international socialism* » pour manifester leur refus de choisir un camp dans le contexte de la guerre froide<sup>467</sup>. Les membres d'IS s'efforcèrent tout d'abord d'infléchir la ligne du Parti travailliste, notamment en infiltrant son aile jeunesse. Ils se trouvaient donc en concurrence directe avec la SLL, qu'ils tentèrent de contrecarrer à travers leur publication *Young Guard*, rivalisant ouvertement avec *Keep Left*. En 1965, l'organisation se désaffilia du Parti travailliste, mais maintint ses liens avec la LPYS, nouvellement créée pour s'affranchir de la SLL, et prospéra à travers l'opposition à la guerre du Vietnam<sup>468</sup>. Mais le principe directeur de leurs activités était de pousser la classe ouvrière vers l'émancipation. Ils apportèrent ainsi leur soutien aux travailleurs engagés dans des grèves sauvages, et établirent leur première branche d'usine en 1966<sup>469</sup>. Pour mobiliser la base du mouvement syndical, ils lancèrent de nombreuses publications destinées à différents secteurs industriels, comme *The Dockworker*, *The Collier*, *The Carworker*, ou encore *GEC Worker*. En mars et en décembre 1974, ils rassemblèrent des délégués d'atelier provenant de tout le territoire lors de deux conférences nationales, réunissant respectivement environ 500 et 600 représentants ouvriers<sup>470</sup>. Ils furent également très actifs dans les campagnes pour le droit à l'emploi (*Right to Work*

---

<sup>466</sup> « Militant British unionists meet », *The Bulletin*, 11 novembre 1968, p. 8. « Class struggle in Britain », *The Bulletin*, 10 février 1969, pp. 5-8.

<sup>467</sup> Jeremy TRANMER, *op. cit.*, p. 178.

<sup>468</sup> Robert J. ALEXANDER, *International Trotskyism 1929-1985: A Documented Analysis of the Movement*, Durham et Londres : Duke University Press, 1991, p. 484.

<sup>469</sup> *Ibid.*

<sup>470</sup> « Rank and filers build struggle », *Workers' Power*, 12 décembre 1974, p. 3.

*Campaigns*) tout au long des années 1970. En janvier 1977, l'organisation évolua en parti politique, sous le nom de *Socialist Workers Party* (SWP), mais la transition fut accompagnée de dérives centralistes peu démocratiques qui ternirent sa réputation<sup>471</sup>.

Quant à l'*International Marxist Group*, l'organisation vit le jour en 1966 grâce aux efforts d'un cercle d'anciens communistes de Nottingham, notamment Pat Jordan et Ken Coates. Elle n'était pas autant focalisée que les autres groupes de la gauche radicale sur le mouvement syndical, mais y exerça néanmoins une certaine influence par l'entremise de l'*Institute for Workers Control*. Ce dernier avait émergé d'un séminaire sur le contrôle ouvrier rassemblant une soixantaine de personnes, en 1964, à l'initiative du même noyau de militants de Nottingham, déjà impliqués dans la rédaction d'un bulletin socialiste intitulé *The Week*<sup>472</sup>. En juin 1966, résonnant avec la grève des marins, leur conférence sur l'autogestion rencontra davantage d'écho, réunissant plus de 150 délégués provenant de tout le pays, représentant une vingtaine de syndicats et six universités<sup>473</sup>. L'institut publia de nombreux pamphlets à destination du mouvement ouvrier, souvent rédigés par des intellectuels comme par des dirigeants syndicaux, afin de suggérer aux grévistes de différents secteurs l'adoption de tactiques et de revendications particulières<sup>474</sup>. Mais si l'IMG était partisan d'une révolution prolétarienne, celle-ci ne pouvait advenir que grâce à l'avant-garde étudiante. La spécificité de la vision du groupe résidait dans le rôle qu'il accordait aux universités, considérées comme les véritables bastions de la contestation. Le thème « des bases rouges » était un motif récurrent dans ses nombreuses publications : *The Red Mole*, *Red*

---

<sup>471</sup> « As International Socialists launch SWP », *Red Weekly*, 27 janvier 1977, p. 9.

<sup>472</sup> CENTRE FOR SOCIALIST EDUCATION, *Report of the Workers Control Conference: Nottingham, 1966*, Nottingham : The Week, 1966, p. 2.

<sup>473</sup> *Ibid.*

<sup>474</sup> Hugh SCANLON, *op. cit.*, p. 3.

*Weekly*, *Socialist Challenge* qui se succédèrent, mais aussi *The Black Dwarf*<sup>475</sup>, qui comptait bon nombre de sympathisants dans son comité de rédaction, parmi lesquels Tariq Ali. L'organisation avait gagné en popularité lors du mouvement contre la guerre du Vietnam, et contribué à la création de la VSC, qui allait devenir le centre de gravité de la mobilisation. Elle fut surtout plébiscitée par les étudiants et les cols blancs<sup>476</sup>. À la fin des années 1970, l'IMG tenta d'établir une coalition de la gauche radicale en vue de l'élection de 1979. Devant l'échec de l'initiative, ses membres décidèrent finalement de retourner à leur stratégie initiale d'entrisme au sein du Parti travailliste<sup>477</sup>.

Enfin, malgré l'ostracisme que lui valurent les événements de 1956 et la chute continue de ses effectifs, le Parti communiste demeura plus important, en termes numériques, que tous les autres groupes de la gauche radicale réunis, comptant 30 000 membres en 1969, puis 20 000 en 1979<sup>478</sup>. Le parti adopta une stratégie d'alliance avec la gauche non-communiste, connue sous le nom de *Broad Left*, sacrifiant les divergences d'opinion sur l'autel de l'unité. De ce fait, ses membres adoptèrent généralement des positions plutôt modérées lors des différents conflits industriels, ce qui leur valut d'être taxés de « réactionnaires » et de « traîtres » par les marxistes<sup>479</sup>. Ainsi lors de la grève des marins de 1966, les membres de la SLL écrivirent Jack Dash – meneur communiste des dockers de Londres et membre du TGWU – qu'ils surnommèrent « *the Pearly docker* »<sup>480</sup>. Dash, et à travers lui les communistes en général, étaient accusés de jouer un

---

<sup>475</sup> Le journal *The Black Dwarf* fut publié de juin 1968 à 1972. En mars 1970, suite à des querelles au sein du comité de rédaction, les membres de l'IMG, à l'instar de Tariq Ali, démissionnèrent pour fonder leur propre publication *The Red Mole*. En 1973, cette dernière fut rebaptisée *Red Weekly*, puis *Socialist Challenge* à compter de 1977.

<sup>476</sup> Robert J. ALEXANDER, *op. cit.*, p. 494.

<sup>477</sup> Jeremy TRANMER, *op. cit.*, p. 179.

<sup>478</sup> *Ibid.*, p. 177.

<sup>479</sup> « Who are the real splitters? », *The Newsletter*, 28 mai 1966, p. 1.

<sup>480</sup> Cette expression difficilement traduisible renvoyait à une vieille tradition de la classe ouvrière londonienne, selon laquelle les vendeurs ambulants collectant des dons pour de bonnes œuvres ornaient leurs costumes d'une multitude de boutons de nacre. De ce fait, ils furent baptisés les « rois et reines de nacre » (« *Pearly kings and queens* »).

double jeu, adoptant des postures faussement militantes pour ensuite céder aux demandes du gouvernement et refuser de soutenir la grève :

*[...] there has emerged on the scene in a number of industries the fake militant. This man is, generally speaking, a member of the Communist Party who enjoys being interviewed by the press and television [...] He likes using left words in his speeches, but when it comes to a struggle, he invariably retreats. Mr. Jack Dash, a member of the Communist Party, and the Transport and General Workers' Union, is just such a man, a sort of pearly king on the docks.*<sup>481</sup>

Cet exemple témoignait également de la rivalité acharnée entre les différentes organisations de la gauche radicale, engendrant parfois de violentes attaques personnelles. Vers la fin des années 1960, le rapprochement vers le centre induit par la *Broad Left* avait convaincu la plupart des syndicats de cesser d'exclure les communistes des postes à responsabilités<sup>482</sup>. Ainsi, au début des années 1970, la grande majorité des syndicats comptaient de nombreux membres du CPGB parmi leurs représentants, jusqu'aux plus hauts niveaux de leurs organes délibérants<sup>483</sup>. Mais le CPGB orienta également ses efforts vers la base du mouvement syndical, créant le *Liaison Committee for the Defence of Trade Unions* (LCDTU) en septembre 1966, afin de protester contre la politique de gel des salaires du gouvernement et défendre les intérêts des syndicats. L'organisation rencontra un certain succès lors des protestations contre différentes législations antisyndicales<sup>484</sup>.

L'impact combiné de ces groupes de la gauche radicale contribua à l'essor du mouvement ouvrier, et joua un rôle crucial dans l'élargissement du champ de ses revendications, allant jusqu'à y intégrer des considérations dépassant de loin le bien-être matériel.

---

<sup>481</sup> « The pearly docker », *The Newsletter*, 2 juin 1966, p. 1.

<sup>482</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 708.

<sup>483</sup> Geoff ANDREWS, *Endgames and New Times: The Final Years of British Communism, 1964-1991*, Londres : Laurence & Wishart, 2004, p. 116.

<sup>484</sup> Jeremy TRANMER, *op. cit.*, p. 181.

## 1.4.2. Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1956-1968

### 1.4.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire

La cause du désarmement nucléaire possédait une portée universelle, puisqu'aux yeux de ses partisans, il s'agissait de garantir la survie de l'humanité en évitant un conflit nucléaire. Cependant, la majorité des participants au mouvement était plutôt issue de la classe moyenne – ils étaient d'ailleurs conscients de leur difficulté à impliquer la classe ouvrière<sup>485</sup>. Cet obstacle fut plus facilement surmonté chez les jeunes, se révélant plus réceptifs au discours de rébellion contre les autorités tenus par les franges les plus radicales. Ainsi, l'aile jeunesse du Parti travailliste connut une croissance très rapide grâce à son engagement dans le mouvement pour le désarmement nucléaire. Fondée en 1960, elle disposait de 756 branches à travers le pays au terme de sa première année d'existence, et de 25 000 membres au bout de la quatrième<sup>486</sup>. Son cri de ralliement était alors à l'époque « *No bombs, no bosses* », reliant l'opposition aux armes nucléaires à la révolte contre la classe dirigeante. La bombe à hydrogène incarnait la domination des élites : « [...] *many of us consider the H-bomb to perhaps be the biggest impertinence we have had from the ruling classes so far* »<sup>487</sup>. Les *Young Socialists* profitèrent de la dynamique créée par la CND pour recruter des jeunes, notamment parmi la classe ouvrière, puisque de nombreuses branches furent ouvertes dans les quartiers défavorisés, comme celui de Cranhill à Glasgow, constitué principalement de logements sociaux construits après la guerre. Les membres de ce groupe étaient ouvriers, dockers, vendeurs, apprentis ou bien encore chômeurs<sup>488</sup>. Déclarant la conférence de février 1965 à Morecambe « l'un des événements les plus importants dans l'histoire du mouvement ouvrier » (« *one*

---

<sup>485</sup> « The campaign on Tyneside », *Peace News*, 2 février 1964, p. 1.

<sup>486</sup> « Labour to power – with a strong YS », *Young Guard*, 20 septembre 1962, p. 2.

<sup>487</sup> « Editorial », *Young Guard*, 7 mars 1962, p. 2. « YCND conférence », *Young Guard*, 10 août 1962, p. 7.

<sup>488</sup> « Cranhill youth joined up for Morecambe », *Keep Left*, mars 1965, p. 2.

*of the most important events in the history of the working-class movement* »), ses militants se tournèrent vers la défense des intérêts de la classe ouvrière après le déclin du mouvement pour le désarmement nucléaire<sup>489</sup>.

Les unilatéralistes s'efforcèrent de rallier la masse ouvrière à leur cause, espérant ainsi utiliser leur poids pour faire pression sur le gouvernement. Le cadrage moral légitimant l'action collective élaboré par les pacifistes fut adapté au cas des ouvriers. Selon leur diagnostic, puisque les dirigeants avaient embarqué le pays dans la course aux armements nucléaires sans l'accord du peuple, la grève devenait un recours démocratique permettant à ce dernier de faire entendre sa voix. Si la grève pouvait être justifiée pour demander des augmentations de salaires, elle relevait de l'obligation morale lorsque la survie de l'humanité était en jeu : « *So we're driven to our last democratic means. Industrial action can stop this crime, just as individuals can refuse to do what they know is wrong. It's our duty to refuse to provide the manpower. Refuse to sell our skills. Reject genocide. Withdraw our labour and save mankind* »<sup>490</sup>. De nombreuses campagnes de sensibilisation furent organisées dans le milieu industriel, dès les débuts du mouvement, par les partisans des méthodes d'action directe du DAC, puis du C100. La première fut menée pendant neuf semaines lors de l'été 1958 auprès des ouvriers de l'usine d'armement nucléaire d'Aldermaston, destination des célèbres grandes marches de Pâques. Les militants établirent leur campement devant les portes de l'établissement, et tentèrent d'interpeller les salariés en distribuant des tracts, en organisant des rassemblements durant leur pause déjeuner, ainsi qu'en lançant une pétition pour la reconversion pacifiste de la production de l'usine. Ils étendirent le champ de leurs actions aux villages voisins, par le biais de porte à porte, de projection de films et d'expositions<sup>491</sup>. Les années suivantes les sites de construction de bases

---

<sup>489</sup> « Let's go for socialism », *Keep Left*, mars 1965, p. 1.

<sup>490</sup> « Strike against mass murder », *Peace News*, 16 mai 1958, p. 10.

<sup>491</sup> « Return to Aldermaston », *Peace News*, 4 juillet 1958, p. 1. « Aldermaston: appeal to workers », *Peace News*, 18 juillet 1958, p. 1. « In camp at Aldermaston », *Peace News*, 25 juillet 1958, p. 1. « Aldermaston: workers risk jobs to sign petition », *Peace News*, 22 août 1958, p. 1. « Aldermaston: Unique experiment comes to a close », *Peace News*, 2 octobre 1958, p. 3.

de missiles nucléaires et les usines de production firent l'objet de campagnes similaires, notamment à Manchester, Glasgow, Bristol, dans les Midlands ou la banlieue de Londres<sup>492</sup>. Lorsque les pacifistes encourageaient les ouvriers à quitter leur emploi, ils proposaient de les accompagner dans leur transition, au moyen de fonds de soutien et de les aider à retrouver du travail avec l'aide des syndicats locaux. Ils furent pourtant peu nombreux à sauter le pas, les articles de l'hebdomadaire *Peace News* ne recensant qu'une poignée de cas isolés sur tout le territoire<sup>493</sup>.

Les grèves en opposition aux armes nucléaires rencontrèrent davantage de succès. La première eut lieu dans la nouvelle commune de Stevenage, au nord de Londres, en avril 1959. Avec l'appui des syndicalistes de la région, 500 ouvriers construisant une usine de missiles cessèrent le travail pendant une heure, et rejoignirent le reste des manifestants opposés au projet pour défiler dans les rues de la ville<sup>494</sup>. Des grèves d'une journée furent également organisées, comme à Manchester en mai 1962 où 700 employés d'une usine pétrochimique protestèrent contre les essais nucléaires. Il s'agissait donc d'une grève relevant de considérations purement morales<sup>495</sup>. Certains syndicats formèrent également des groupes spécialisés affiliés à la CND, comme celui de la région de Liverpool, organisant des manifestations de leur propre initiative<sup>496</sup>. Ils participèrent aussi aux grandes marches de Pâques, notamment en 1961, où 27 bannières différentes, dont celles des principaux syndicats nationaux, flottaient au-dessus du cortège<sup>497</sup>. Le soutien des syndicats nationaux avait culminé avec l'adoption de résolutions prônant le désarmement unilatéral par les plus puissants d'entre eux,

---

<sup>492</sup> « Industrial campaigns made direct challenge », *Peace News*, 28 octobre 1960, p. 2. « Towards a more serious movement », *Peace News*, 2 juin 1961, pp. 4-5.

<sup>493</sup> « Workers quit at rocket base site », *Peace News*, 17 août 1959, p. 10.

<sup>494</sup> « Britain's first strike against H-bomb », *The Newsletter*, 11 avril 1959, pp. 107, 114. « New town strike against bomb », *Peace News*, 17 avril 1959, p. 10.

<sup>495</sup> « 700 strike against tests », *Peace News*, 18 mai 1962, p. 12.

<sup>496</sup> « Merseyside action », *Peace News*, 19 octobre 1962, p. 12.

<sup>497</sup> « This was Easter 1961 », *Peace News*, 7 avril 1961, pp. 5-6.

dont le TGWU et l'*Amalgamated Engineering Union (AEU)*<sup>498</sup>, commandant ainsi la majorité des votes lors de la conférence annuelle du Parti travailliste en septembre 1960 et aboutissant à l'adoption de l'unilatéralisme comme ligne officielle du parti<sup>499</sup>. Cependant, son dirigeant, Hugh Gaitskell, y restait farouchement opposé et refusa d'en tenir compte. Cet épisode augmenta la défiance à l'égard des institutions politiques et apporta de l'eau au moulin des groupes de la gauche radicale<sup>500</sup>.

Les efforts des militants du mouvement pour le désarmement nucléaire témoignaient du lien entre pacifisme et revendications sociales. La valeur des vies humaines se trouvait au centre de leurs préoccupations, et par extension les conditions de vie des individus<sup>501</sup>. Ainsi, les demandes pour réorienter la production des usines à des fins pacifistes étaient accompagnées d'aspirations autogestionnaires. Un ingénieur du nom de Tom MacAlpine, membre du C100 écossais, décida de mettre en pratique ces idéaux en créant les « *Factories for Peace* ». Il s'agissait d'un réseau de coopératives produisant des appareils de chauffage, appliquant le principe du contrôle ouvrier, et dont les bénéfices étaient reversés à des associations caritatives. Les usines furent implantées dans des zones souffrant d'un fort taux de chômage, la première ouvrit ses portes à Glasgow en 1963, et la deuxième en 1965 dans une communauté minière du sud du pays de Galles<sup>502</sup>. Ces projets inspirèrent des initiatives similaires dans les années 1970, comme la reconversion d'une fabrique d'armement à des fins

---

<sup>498</sup> Le principal syndicat du secteur de la métallurgie changea plusieurs fois de nom au cours de la période étudiée en raison d'une série de fusions. D'abord connu sous le nom d'AEU jusqu'en janvier 1968, puis d'AEF (*Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers*), il devint l'AUEW (*Amalgamated Union of Engineering Workers*) en 1971.

<sup>499</sup> « Unions vote for unilateralism », *Peace News*, 13 mai 1960, p. 12. « Plans to consolidate the victory », *Peace News*, 14 octobre 1960, p. 1.

<sup>500</sup> « Who is the minority, Mr. Gaitskell? », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 1. « Labour's Lord Salisburys », *Peace News*, 17 mars 1961, p. 1. « New bombs for Labour », *International Socialism*, 5, été 1961, p. 1.

<sup>501</sup> « May Day », *Peace News*, 8 mai 1959, p. 4.

<sup>502</sup> « The factory for peace: from slogan to action », *Peace News*, 1 février 1963, p. 7. « The Factory for Peace is growing », *Peace News*, 8 mai 1964, p. 11. « Welsh Peace Factory launches appeal », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 12.

d'utilité sociale organisée par les travailleurs de *Lucas Aerospace* pour sauver leurs emplois en 1976 (évoquée dans le chapitre sur le mouvement écologiste)<sup>503</sup>. Enfin, une des figures tutélaires du mouvement pour le désarmement nucléaire, Bertrand Russell, se servit de sa fondation pour financer l'*Institute for Workers' Control*, afin d'encourager le développement de modèles alternatifs répondant à des idéaux humanistes<sup>504</sup>.

#### **1.4.2.2. La grève des marins de 1966**

Depuis le milieu des années 1950, les grèves sauvages n'avaient cessé d'augmenter, témoignant du militantisme croissant de la base du mouvement syndical. Refusant d'accorder leur soutien aux grévistes, les dirigeants des syndicats donnaient de plus en plus l'impression à leurs membres qu'ils se rangeaient du côté du patronat et des gouvernements conservateurs. Après avoir essuyé une longue série de grèves sauvages, la *National Union of Seamen* choisit pourtant d'appuyer les marins lors de la grève de 1966, contrairement au TUC. Mais si l'évènement marqua un tournant dans l'évolution de la contestation, ce fut en raison de sa portée politique. Le gouvernement travailliste dut intervenir directement dans le conflit, car les revendications des grévistes allaient à l'encontre de sa politique des revenus. Les marins demandaient une réduction de leur temps de travail, de 56 heures par semaine à 40, ce qui revenait à compter les 16 heures des fins de semaines en heures supplémentaires et donc à augmenter leur rémunération de 17%<sup>505</sup>. La hausse requise dépassait de loin la norme de 3,5% fixée par le gouvernement. Wilson présenta immédiatement la grève comme une atteinte aux intérêts de la nation tout entière dans un discours

---

<sup>503</sup> « Alternatives to unemployment », *Peace News*, 1<sup>er</sup> décembre 1978, p. 4.

<sup>504</sup> Ken COATES *et al.*, *Bertrand Russell and Industrial Democracy*, Nottingham : Institute for Workers' Control, 1970, p. 9.

<sup>505</sup> « Seamen in the dock », *Peace News*, 20 mai 1966, p. 1.

télévisé, au soir du premier jour du conflit, le 16 mai 1966<sup>506</sup>. Pendant six semaines, le nombre de grévistes ne cessa de croître, passant de 12 000 à 26 000, et avec le soutien des dockers, de centaines de navires se retrouvèrent bientôt immobilisés<sup>507</sup>. Les militants des *Young Socialists* organisèrent également plusieurs manifestations en solidarité<sup>508</sup>. Le Premier ministre déclara l'état d'urgence le 23 mai, menaçant d'utiliser la marine et la force aérienne pour décongestionner les ports<sup>509</sup>. Pour les marins et leurs alliés, la lutte engagée à l'origine contre leurs employeurs avait pris une tout autre tournure. Ils se retrouvaient désormais face à un gouvernement prêt à utiliser sa puissance militaire pour briser la grève, afin de limiter au maximum l'augmentation des salaires, conformément aux exigences des institutions financières américaines ayant renfloué les caisses de l'État l'année précédente pour éviter la dévaluation de la livre<sup>510</sup>. Ainsi, l'image du Parti travailliste défendant les intérêts de la classe ouvrière s'en trouvait sérieusement écornée : « *The labour government, elected by a majority of votes coming from the working class, has turned its back completely upon those who elected it, and instead takes its orders from the bankers of Wall Street* »<sup>511</sup>. Wilson s'aliéna encore davantage la gauche de son parti et la gauche radicale lorsqu'il s'en prit aux délégués d'atelier : « *this tightly knit group of politically motivated men, [...] who are now determined to exercise back-stage pressures, forcing great hardship on the members of the union, and their families, and endangering the security of the industry and the economic welfare of the nation* »<sup>512</sup>. Le Premier ministre insinuait clairement que tout le mouvement était l'œuvre de manipulation communiste, même s'il ne prononça pas le mot, profitant de l'anticommunisme ambiant pour monter la population contre les grévistes. En

---

<sup>506</sup> Harold WILSON, *The Labour Government, op. cit.*, p. 300.

<sup>507</sup> « We are determined says Bill Hogarth », *The Seaman*, 20 mai 1966, p. 1. « The fight goes on », *The Seaman*, 1<sup>er</sup> juillet 1966, p. 1.

<sup>508</sup> « Seamen and dockers must win, says SLL conference », *The Newsletter*, 4 juin 1966, p. 1. « Dockers, Seamen and Young Socialists unite against the government's policy », *Keep Left*, juin 1966, p. 5.

<sup>509</sup> Harold WILSON, *The Labour Government, op. cit.*, pp. 300-301.

<sup>510</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat, op. cit.*, p. 280.

<sup>511</sup> « Labour backs bankers against seamen », *The Newsletter*, 18 juin 1966, p. 1.

<sup>512</sup> Harold WILSON, *The Labour Government, op. cit.*, pp. 307, 311.

faisant peser la responsabilité sur eux, il participa à la création du stéréotype du délégué d'atelier fauteur de trouble, égoïste, incarnant l'ennemi intérieur. Wilson alla jusqu'à citer des noms de communistes proches des meneurs de la grève, ce qui eut un effet immédiat sur la direction de la NUS. L'organisation syndicale accepta dès le lendemain les propositions des employeurs, mettant ainsi un terme au conflit. Les témoignages frustrés des marins dans les journaux faisaient état d'un sentiment de trahison, à la fois à l'encontre des dirigeants syndicaux, accusés d'avoir vendu les grévistes, mais aussi du Premier ministre, pour avoir brisé la mobilisation<sup>513</sup>. Les critiques s'élevaient aussi publiquement du camp travailliste, avec la parution à la une du magazine *Tribune* d'un article rédigé par le meneur des députés de la gauche du parti, Michael Foot, intitulé « *What's wrong with our government?* »<sup>514</sup>. Et avec l'annonce des bombardements américains sur les deux plus grandes villes du Nord-Vietnam, Hanoï et Haïphong, le 29 juin 1966, l'opposition au gouvernement était sur le point de prendre un tour encore plus militant.

### **1.4.2.3. Le mouvement contre la guerre du Vietnam**

Le mouvement contre la guerre du Vietnam focalisa l'opposition au gouvernement travailliste, et contribua à radicaliser les militants. En plus de la CND et du C100, des organisations de la gauche radicale appelèrent à se mobiliser dès le début de l'escalade du conflit au Vietnam, en 1965. La *British Campaign for Peace in Vietnam* avait été fondée par la coalition de la *Broad Left* au mois de mai, et demandait la tenue de négociations internationales pour mettre fin au conflit. Les *Young Socialists*, en revanche, se positionnaient clairement en faveur d'une victoire du Nord-Vietnam, et de leurs alliés rebelles dans le sud, le *National Liberation Front* – également surnommés Vietcongs. Ainsi, lors des

---

<sup>513</sup> « 'The P.M. has become a strike breaker' », *The Newsletter*, 2 juillet 1966, p. 1. «What the seamen have to say », *Peace News*, 24 juin 1966, p. 1.

<sup>514</sup> « What's wrong with our government », *Tribune*, 24 juin 1966, p. 1.

manifestations du 1er mai 1965, on pouvait entendre résonner dans les rues de Londres et des autres grandes villes du pays des slogans tels que « *All power to the Vietcong!* » ou « *Arm the Vietcong* »<sup>515</sup>. Cette posture catégorique émanait de leur perception du conflit, non pas à travers un cadrage moral comme les pacifistes, mais par le biais d'un prisme de lutte des classes. Selon les militants de l'organisation, le conflit opposait les ouvriers et les paysans Vietnamiens à la puissance impérialiste américaine : « *Warfare in Vietnam is class warfare. On one side are the Vietnamese workers and peasants fighting for socialism in their country. On the other side is United States imperialism fighting to retain a foothold in Asia* »<sup>516</sup>. Ils établissaient ainsi un parallèle entre leur propre situation et celle des insurgés vietnamiens, et justifiaient l'action collective au nom de la solidarité de classe. Mais il s'agissait également de se démarquer de la bien-pensance associée à la gauche modérée, et surtout à la classe moyenne, en se montrant plus radicaux. Aux yeux des sympathisants YS, soutenir un processus de paix sans prendre parti, revenait à cautionner indirectement l'impérialisme américain. Ils assimilaient cette attitude à celles de salariés restant neutres lors d'une grève, faisant ainsi pencher la balance en faveur du patronat<sup>517</sup>. Ils se posaient donc comme les seuls véritables alliés des révolutionnaires vietnamiens, et parvenaient ainsi à trouver un écho auprès de certains jeunes ouvriers britanniques. L'un d'entre eux déclarait ainsi : « *The Vietcong are fighting for the same thing as us* », faisant référence au combat au nom des intérêts de leur classe et du socialisme<sup>518</sup>. Les membres des YS recrutèrent aux portes des usines et organisèrent des manifestations dans les grandes villes industrielles, comme Newcastle, Glasgow ou Leeds, afin de mobiliser en priorité les jeunes de la classe ouvrière<sup>519</sup>.

---

<sup>515</sup> « May Day message from the Socialist Labour League: Arm the Viet-Cong », *The Newsletter*, 8 mai 1965, pp. 1, 4.

<sup>516</sup> « Class warfare », *Keep Left*, août 1967, p. 10.

<sup>517</sup> « Wilson: ally number one of American imperialism », *Keep Left*, juin 1965, p. 2. « July 18 YS Vietnam demo », *Keep Left*, juillet-août 1965, pp. 1, 8. « Class warfare », *Keep Left*, août 1967, p. 10.

<sup>518</sup> « Vietnam », *Keep Left*, juillet-août 1965, p. 7.

<sup>519</sup> « Young Socialists call for the defeat of U.S. imperialism », *Keep Left*, septembre 1965, p. 2. « Glasgow YS beat ban – March against Vietnam war », *Keep Left*, octobre 1965, p. 8.

Mais les partisans des YS furent rapidement détrônés par d'autres marxistes, ceux de la *Vietnam Solidarity Campaign*, qui réussit à s'imposer comme l'organisation principale du mouvement contre la guerre du Vietnam. Celle-ci s'était également prononcée en faveur d'une victoire du NLF, et parvint à rassembler une centaine de milliers de manifestants à Londres en octobre 1968 sur ce mot d'ordre explicitement révolutionnaire. Cet évènement avait impliqué une proportion non-négligeable de jeunes de la classe ouvrière, estimée entre 30 et 40% selon les organisateurs<sup>520</sup>. Ils expliquaient cet engouement par le fait que la contestation avait dépassé le simple cadre de l'opposition au conflit vietnamien, pour devenir le point de convergence de la lutte contre le gouvernement et le capitalisme. Une multitude de slogans exprimait la frustration des protestataires à l'encontre du Premier ministre, comme « *Wilson is a traitor* », ou bien appelaient à la révolution socialiste, à l'instar de « *Smash the Bourgeoisie* » ou « *Internationalism Capitalism OUT, International Socialism IN* »<sup>521</sup>. Certaines pancartes ajoutaient encore aux encouragements pour les insurgés vietnamiens des revendications de la classe ouvrière, telles que « *Victory to the NLF, workers' control in the shipyards* » ou « *Victory to the NLF, we want higher pensions* », témoignant de la montée de l'agitation sociale<sup>522</sup>. Tout comme leurs prédécesseurs du mouvement pour le désarmement nucléaire, les militants de la VSC tentèrent de sensibiliser les ouvriers travaillant pour l'industrie de l'armement. Les salariés de *Rolls Royce* étaient, entre autres, dans leur ligne de mire, en raison de la fabrication d'un moteur utilisé par les avions d'attaque américains en Asie du Sud-Est<sup>523</sup>. Même si ces démarches se révélèrent peu fructueuses, elles contribuèrent à la promotion des idées de contrôle ouvrier et d'utilité sociale de la production. Avec le retentissement des évènements de mai 1968, ouvriers et étudiants s'allièrent pour

---

<sup>520</sup> « Lesson of October 27 », *International*, décembre 1968, pp. 11-12.

<sup>521</sup> « The demonstration », *Campus*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 1. « Callaghan, the demo, and the press », *Peace News*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 1.

<sup>522</sup> « Vietnam solidarity : the determination to resist and the confidence to win », *Socialist Outlook*, 7, mai-juin 1968, pp. 26-29.

<sup>523</sup> « Rolls Royce and Viet-Nam: A case study in complicity », *VSC Bulletin*, janvier 1969, pp. 1-9.

faire valoir leurs droits, et demander à participer aux décisions les concernant directement.

#### **1.4.2.4. Le mouvement étudiant et mai 1968**

Selon la vision de nombreux marxistes de la Nouvelle Gauche, les étudiants devaient être le fer de lance d'un soulèvement populaire. Leur militantisme accru à partir de 1967 fut donc abondamment commenté. Après l'occupation de la LSE en mars, de nombreuses autres universités suivirent son sillage dès le mois de janvier de l'année suivante. Mais ce fut grâce aux récits des événements de mai 1968 que les étudiants commencèrent à être considérés par les ouvriers comme de potentiels alliés ou sources d'inspiration. Les articles de l'époque, tant dans les journaux de la gauche radicale française que britannique, mettaient en parallèle les occupations d'usines et d'universités. « Nous occupons les facultés, vous occupez les usines » déclaraient les étudiants parisiens, tandis que la une de *The Black Dwarf* d'octobre 1968 exhortait en lettres majuscules les deux groupes à se réapproprier leurs lieux de travail : « *Workers and students / Don't demand / Occupy / Your schools, your factories* »<sup>524</sup>. Et cette stratégie se répandit avec les comptes rendus de la contestation printanière outre-Manche. Le mensuel *Workers' Fight*, alors relié au groupe *International Socialists*, présentait les occupations d'usines et d'universités comme les deux facettes d'un même mouvement révolutionnaire : « *On May the 16th the takeovers began. Workers seized Sud-Aviation; the students seized the universities. [...] A great wave was rising, one which placed in question the very foundations of the capitalist system: its property* »<sup>525</sup>. Mais pour que l'alliance soit effective, les étudiants ne devaient plus être perçus comme des privilégiés, ou même pire, comme des briseurs de grève, un stéréotype datant de la grève générale de 1926, lors de laquelle de jeunes volontaires avaient pris la

---

<sup>524</sup> « Votre lutte est la nôtre », *Action*, no. 3, 21 mai 1968, p. 5. « Workers and Students don't demand occupy your schools your factories », *The Black Dwarf*, 15 octobre 1968, p. 1.

<sup>525</sup> « The power next time! », *Workers' Fight*, juin 1968, p. 2.

place des conducteurs de bus et de train<sup>526</sup>. Afin d'accentuer les similarités entre les deux groupes, les étudiants furent dépeints par la gauche radicale comme de la main d'œuvre qualifiée, rendant ainsi possible leur inclusion dans la classe ouvrière : « *a skilled section of the working class* »<sup>527</sup>. Ce rapprochement permit ensuite à l'idéologie et aux tactiques du mouvement étudiant de faire l'objet d'un processus de diffusion vers le mouvement ouvrier.

Le *sit-in* faisait partie des techniques dont l'utilisation se répandit chez les travailleurs à partir du deuxième semestre de l'année 1968, même si les ouvriers avaient déjà eu recours à des actions similaires par le passé. Les salariés des usines Ford de Dagenham avaient par exemple organisé des « *sit-down strikes* » en 1945 et 1946. Mais dans ces circonstances, les ouvriers restaient assis à leur poste de travail, pour éviter d'être remplacés par du personnel non-gréviste. En novembre 1968, les employés de ces mêmes usines eurent recours à la version étudiante de la tactique. Pour protester contre un plan de licenciements, entre 300 et 400 d'entre eux s'assirent devant les bureaux de la direction, et refusèrent de bouger. Les dirigeants capitulèrent au bout d'une heure. Dans ce cas précis, la diffusion émana sans doute de l'interaction directe avec les étudiants venus apporter leur aide aux piquets de grèves<sup>528</sup>. Les occupations d'usine furent également remises au goût du jour au Royaume-Uni suite aux événements de mai 1968. Les militants de la gauche radicale ne tarissaient pas d'éloges à ce sujet, et le modèle français devint un cas d'école<sup>529</sup>. Après une première tentative avortée en 1969 dans les locaux de la *General Electric and English Electric Company* dans la région de Liverpool, la technique se propagea rapidement au début des années 1970<sup>530</sup>. Dans la plupart des cas, il s'agissait pour les salariés de lutter contre des plans de

---

<sup>526</sup> « The politics of the student upsurge », *The Week*, juin 1968, p. 7.

<sup>527</sup> « Worker-student unity – how real are the prospects? », *The Black Dwarf*, 16 septembre 1969, p. 5.

<sup>528</sup> « Industrial tactics », *The Black Dwarf*, 28 février 1969, p. 2. « Ford Convenors put their case », *The Black Dwarf*, 30 janvier 1970, pp. 6-7.

<sup>529</sup> « Factory occupations: a short history », *The Red Mole*, août 1971, p. 4.

<sup>530</sup> « Workers take over », *Peace News*, 26 septembre 1969, p. 4. « The Manchester Engineers Occupations », *The Red Mole*, 27 novembre 1975, p. 6.

licenciements. Prendre possession des locaux devenait un moyen de s'opposer physiquement à la fermeture de l'usine. Ces démarches témoignaient également d'aspirations autogestionnaires, que le mouvement étudiant avait galvanisées. Depuis 1966, les conférences organisées par l'IWC attiraient un nombre croissant de représentants étudiants et ouvriers. En 1969, le rendez-vous annuel eut lieu à l'université de Sheffield, où des ateliers spécifiquement dédiés au « *Student Power* » remportèrent un franc succès auprès des délégués syndicaux<sup>531</sup>. La revendication pour le contrôle ouvrier avait désormais pour corolaire le pouvoir ouvrier : « *Workers' control MUST = workers' power* »<sup>532</sup>. Comme les étudiants, les ouvriers souhaitaient accroître leur pouvoir de décision et leur rôle dans le fonctionnement de leur entreprise, afin d'améliorer concrètement leurs conditions de travail. Pour les plus militants, ces vocations pouvaient aller jusqu'à la prise en main totale de la production et l'instauration du socialisme<sup>533</sup>. Les années suivantes virent ainsi de nombreuses applications concrètes de ces idéaux.

### **1.4.3. Apogée du mouvement : 1968-79**

#### **1.4.3.1. Opposition aux réformes des syndicats**

Le retour au pouvoir des conservateurs, emmenés par Edward Heath, en 1970 devait marquer le début d'une nouvelle approche économique aux accents clairement néolibéraux. Faisant de la modernisation de l'économie un des principaux thèmes de leur campagne, ils promettaient de réduire à la fois l'intervention étatique et les dépenses publiques. Ils affirmaient la nécessité d'imposer un cadre légal à l'activité syndicale afin de réduire le nombre de grèves sauvages, imputant leur hausse continue à l'échec de la proposition de réforme

---

<sup>531</sup> « Workers control: the unions under siege », *The Black Dwarf*, 18 avril 1969, p. 8. « Organise, educate, agitate! », *Peace News*, 25 avril 1969, p. 3.

<sup>532</sup> « Workers' control MUST = workers' power », *The Week*, mai 1968, p. 2.

<sup>533</sup> « Wilson's workers' control », *Workers' Fight*, août 1968, p. 4.

des travaillistes<sup>534</sup>. Ces derniers avaient effectivement été forcés de reculer devant le tollé suscité par le livre blanc *In Place of Strife* de la ministre de l'Emploi et de la productivité, Barbara Castle. Publié en janvier 1969, le document avait été pensé comme une charte des droits des syndicats, renforçant d'une part leurs rôles, mais tâchant de l'autre de limiter le nombre de grèves sauvages<sup>535</sup>. Les deux propositions les plus controversées permettaient au gouvernement d'intervenir directement dans les conflits industriels en imposant une période de réflexion de 28 jours avant le début d'une grève ou bien en exigeant la tenue d'un scrutin (voir annexe 11). La démarche de Castle faisait ainsi endosser la responsabilité de la baisse de productivité du pays aux délégués syndicaux, agissant sans l'aval des directions syndicales. Les militants de la gauche radicale eurent tôt fait de rétorquer qu'incomparablement plus de journées de travail étaient perdues chaque année du fait des maladies et des accidents de travail plutôt que par la faute des actions collectives<sup>536</sup>. À leurs yeux, les mesures proposées contrevenaient au principe même du droit de grève<sup>537</sup>. Les organisations des travailleurs et de la gauche radicale appelèrent à cesser le travail le 27 février et le 1<sup>er</sup> mai<sup>538</sup> en signe de protestation, et respectivement 100 000 et 200 000 salariés y répondirent, selon les estimations de la presse conservatrice<sup>539</sup>. Le livre blanc était également impopulaire auprès de nombreux travaillistes, divisant le parti jusqu'au plus haut niveau. À la tête des frondeurs, le ministre de l'Intérieur James Callaghan, qui possédait des liens étroits avec le milieu syndical, s'opposa avec force au projet, manquant de peu d'entraîner la chute du Premier ministre<sup>540</sup>. Le

---

<sup>534</sup> CONSERVATIVE PARTY, « 1970 Conservative Party General Election Manifesto: A Better Tomorrow », 1970, *Political Sciences Resources* [en ligne], [consulté le 7 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.politicsresources.net/area/uk/man/con70.htm>>.

<sup>535</sup> Barbara CASTLE, *The Castle Diaries: 1964-1976*, London: Macmillan, 1990, p. 281.

<sup>536</sup> « Tell us, who's mad », *The Black Dwarf*, 28 février 1969, p. 1.

<sup>537</sup> « Bloody Nonsense », *Peace News*, 27 juin 1969, p. 1.

<sup>538</sup> Le 1<sup>er</sup> mai n'était pas un jour férié à l'époque au Royaume-Uni, sauf en Écosse, où le premier lundi de mai était chômé. Cette pratique ne fut étendue au reste du pays qu'à compter de 1978.

<sup>539</sup> « For workers' power », *International*, juin 1969, p. 3.

<sup>540</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, pp. 712-726.

texte fut finalement abandonné à la fin du mois de juin, tandis qu'Edward Heath s'emparait du sujet, affirmant que les conservateurs sauraient se montrer intransigeants face aux syndicats <sup>541</sup>. L'avant-propos de leur manifeste de campagne de 1970 déclarait ainsi : « [...] *once a decision is made, once a policy is established, the Prime Minister and his colleagues should have the courage to stick to it* »<sup>542</sup>.

La loi *Industrial Relations Act* de 1971 fut ironiquement un des seuls points sur lequel le gouvernement refusa de céder. Si le texte garantissait une reconnaissance accrue aux syndicats, il cherchait avant tout à réglementer de manière beaucoup plus stricte leurs activités. Les mesures prévues étaient formulées en termes de droits, assortis de devoirs, afin de garantir les libertés des travailleurs et de leurs employeurs. L'interdiction de la pratique du monopole d'embauche (*closed shop*) était par exemple présentée sous la forme du droit d'adhérer ou non à une organisation syndicale<sup>543</sup>. Le texte allait plus loin que la précédente ébauche de réforme travailliste. La période de conciliation pouvait ainsi être étendue à 60 jours, et envisageait la création de tribunaux du travail chargés de sanctionner les pratiques déloyales. Cette fois, même le secrétaire général du TUC, Victor Feather, d'ordinaire plutôt accommodant et modéré, rejeta d'emblée la proposition de loi. Cependant, plutôt que d'appeler à la grève générale comme le souhaitait la plupart des groupes de la gauche radicale, le TUC préféra des actions de contestation plus symboliques, dont l'impact sur l'économie nationale resterait minime. Le 12 janvier, un million d'employés participèrent aux rassemblements et aux ateliers organisés à travers le pays pendant la pause déjeuner. Le dimanche 21 février, sur le mot d'ordre « *Kill the Bill* », près de 140 000 personnes défilèrent dans les rues de Londres, selon les estimations des militants<sup>544</sup>. Lassés de cette approche trop conciliante à leurs

---

<sup>541</sup> « Strike and be damned! », *Peace News*, 27 juin 1969, p. 9. Edward HEATH, *op. cit.*, p. 299.

<sup>542</sup> CONSERVATIVE PARTY, « 1970 Conservative Party General Election Manifesto », *op. cit.*

<sup>543</sup> Edward HEATH, *op. cit.*, pp. 334-35.

<sup>544</sup> « Workers ready to fight against Tory law », *Workers Press*, 8 décembre 1970, p. 2. « The scabs charter », *The Red Mole*, décembre 1970, p. 2. « How do we fight the Tories », *The Red Mole*, décembre 1970, p. 3. « After February 21 », *The Red Mole*, 22 mars 1971, p. 2.

yeux, le syndicat de la métallurgie AEUW donna une impulsion plus radicale à la contestation en appelant à la grève les 1<sup>er</sup> et 18 mars, parvenant ainsi à faire cesser le travail à environ un million et demi de salariés, lors de chacune de ces journées<sup>545</sup>. S'ils ne réussirent pas à empêcher l'adoption du projet de loi, les militants étaient déterminés à continuer à lui résister en enrayant son application. Lors de son congrès annuel de mars 1971, le TUC conseilla à ses organisations membres de refuser toute coopération avec les institutions prévues par la nouvelle loi<sup>546</sup>. L'année suivant son entrée en vigueur, l'emprisonnement le 21 juillet de cinq délégués syndicaux des dockers du port de Londres pour des pratiques de piquetage jugées déloyales, enflamma la base du mouvement syndical. Une grève sauvage d'ampleur nationale commença dès le lendemain dans les ports du pays, et donna bientôt lieu à des actions de solidarité des mineurs, d'ouvriers du bâtiment et de travailleurs des transports. Le TUC menaça d'appeler à la grève générale à la fin du mois. Devant l'escalade de la contestation, le jugement fut révisé et les dockers furent finalement libérés<sup>547</sup>. Redoutant de nouveaux conflits industriels, le patronat adopta la même stratégie de contournement que la plupart des syndicats, et la loi devint bientôt lettre morte<sup>548</sup>. Elle fut rapidement abrogée après le retour à Downing Street de Wilson en 1974, scellant ainsi le début d'une nouvelle phase de collaboration entre syndicats et Parti travailliste. Cette politique de contrat social (*Social Contract*) requérait en contrepartie du TUC qu'il fasse accepter le principe de modération salariale à ses membres. L'opposition aux tentatives d'encadrement légal de l'activité syndicale des différents gouvernements avait permis au mouvement

---

<sup>545</sup> « After February 21 », *The Red Mole*, 22 mars 1971, p. 2. « British General Strike Answers Ford, Heath », *The Bulletin*, 29 mars 1971, p. 4.

<sup>546</sup> Jacques LERUEZ, « Syndicalisme et politique : les syndicats britanniques face au gouvernement conservateur, 1970-1974 », *Revue française de science politique*, 25, no. 5, 1975, p. 923.

<sup>547</sup> « End the act: nothing less », *The Red Mole*, 29 juillet 1972, p. 5. « Strikes free the five », *The Red Mole*, 29 juillet 1972, pp. 1, 8.

<sup>548</sup> Chris HOWELL, *op. cit.*, p. 113.

ouvrier de gagner en confiance, mettant leur combativité à profit pour demander de meilleures conditions de travail et des revalorisations de salaire.

### **1.4.3.2. La grève des mineurs de 1972**

La grève des mineurs de l'hiver 1972 intervint justement après le tollé de la loi *Industrial Relations Act*. Cette fois-ci le gouvernement Heath allait se retrouver contraint de céder aux demandes des grévistes, amorçant ainsi la célèbre « volte-face » (« *U-turn* ») amplement dénoncée par Margaret Thatcher quelques années plus tard<sup>549</sup>. L'épisode eut des répercussions concrètes tant sur l'économie du pays que sur la vie de tous les jours de ses habitants, du fait des coupures de courant prolongées. Il fut également une véritable démonstration de la solidarité de classe ouvrière et de ses alliés avec les mineurs. La situation de ces derniers s'était récemment dégradée, malgré la nationalisation de l'industrie minière par le gouvernement Attlee en 1947. Effectuant un travail particulièrement pénible et dangereux, les mineurs étaient rémunérés environ 10% de plus que les ouvriers d'usine au début des années 1960, mais la tendance s'était inversée au cours de la décennie. Le secteur avait également subi la fermeture de 400 mines et le licenciement de 420 000 salariés, soit environ 60% de ses effectifs totaux<sup>550</sup>. Après une première grève sauvage en 1969 pour défendre les intérêts des travailleurs de surface, la *National Union of Mineworkers* vota finalement la grève générale à compter du 8 janvier 1972, ce qui n'était pas arrivé depuis 1926, afin d'obtenir la revalorisation des salaires. Fidèles à leur tradition de militantisme et de solidarité, les communautés minières à travers le

---

<sup>549</sup> Le 10 octobre 1980, Margaret Thatcher déclara lors de la conférence annuelle du Parti conservateur « *You turn if you want to. The lady's not for turning* », affirmant qu'elle ne capitulerait pas devant l'opposition des syndicats, contrairement à ses prédécesseurs. Le blocage du dépôt de charbon de Saltley en février 1972 l'avait d'ailleurs fortement influencée. Dans ses mémoires, elle fustigeait l'épisode à plusieurs reprises comme le symbole des maux du pays, de l'impuissance des pouvoirs publics face à l'intimidation et à la violence. MARGARET THATCHER, *The Downing Street Years*, *op. cit.*, pp. 112, 122, 340, 345.

<sup>550</sup> Dominic SANDBROOK, *State of Emergency*, *op. cit.*, p. 113.

pays répondirent à l'appel et firent bloc derrière les grévistes. L'épouse d'un mineur du Kent décrivait l'atmosphère fraternelle régnant dans son village : « *There has been more togetherness than since the war. I wouldn't live anywhere else for the neighbourliness and comradeship. Everyone is behind the strike* »<sup>551</sup>. L'innovation tactique des piquets de grèves volants (*flying pickets*), déjà mise en pratique lors de la mobilisation de 1969, permit de bloquer les points stratégiques, tels que les dépôts de charbon et les centrales thermiques, afin d'avoir un maximum d'impact sur la production d'électricité. Le 3 février, lors du blocage d'une centrale à charbon dans le Lincolnshire, un mineur fut renversé par un chauffeur routier qui avait franchi les piquets, et mourut sur le coup. Ses funérailles rassemblèrent 6000 personnes provenant des communautés minières de tout le pays. Elles contribuèrent à l'escalade et la polarisation du conflit, tout en vilipendant encore davantage les briseurs de grèves aux yeux des ouvriers<sup>552</sup>.

D'autres groupes témoignèrent de leur solidarité avec les mineurs. Militants de gauche, syndicalistes et étudiants furent nombreux à venir leur prêter main forte sur les piquets de grève. Un des exemples de collaboration les plus aboutis fut sans doute l'alliance avec les étudiants de l'université d'Essex, donnant lieu à une occupation des locaux de l'établissement gérée par un comité mixte paritaire entre mineurs et étudiants. Cet épisode devint une application concrète du principe des « bases rouges » établies dans les universités, afin de fomenter un soulèvement prolétarien. L'occupation de l'université servit ainsi de point de ralliement à toute une coalition d'organisations locales réunie sous la bannière du *Colchester United Front for the Defence of the Miners' Strike*, parmi lesquelles on trouvait des chômeurs, des féministes, des militants de gauche et des étudiants de l'université. Diverses activités de soutien aux grévistes furent organisées, comme des collectes de fonds, des manifestations, des rassemblements – avec entre autres la venue d'Arthur Scargill, étoile montante de la NUM – et surtout leur

---

<sup>551</sup> « Strike Interviews », *The Red Mole*, 7 février 1972, p. 3.

<sup>552</sup> « Death of a miner », *Workers Press*, 12 février 1972, pp. 6-7.

participation au piquetage des centrales thermiques<sup>553</sup>. De nombreux syndicalistes aidèrent également les mineurs en refusant de manipuler les stocks de charbon, de franchir les piquets ainsi qu'en prenant part à des grèves de solidarité. L'évènement resté dans les mémoires sous le nom de « bataille de Saltley » (« *Battle of Saltley* ») en fut l'incarnation. Depuis le début de la mobilisation, les mineurs avaient tenté de barrer l'entrée du dépôt de charbon de Saltley, dans la banlieue de Birmingham, mais n'étaient pas assez nombreux pour y parvenir. Un nombre croissant de policiers se rendait tous les jours sur les lieux afin de garantir l'accès au stock, ménageant un couloir dans lequel s'infiltraient ensuite les véhicules. Appelés à la rescousse, plusieurs centaines de piquets volants en provenance du Yorkshire vinrent renforcer les rangs des grévistes, sous la houlette d'Arthur Scargill. Le 7 février, environ un millier d'entre eux réussit à empêcher l'approvisionnement d'une cinquantaine de camions, mais ce chiffre restait dérisoire au vu de des centaines de véhicules ayant pu repartir chargés du précieux combustible. Les deux jours suivants, Scargill fit le tour des usines de Birmingham, exhortant leurs ouvriers à faire acte de solidarité de classe et à venir se battre aux côtés des mineurs : « *Will you go down in history as the working class in Birmingham who stood by while the miners were battered or will you become immortal?* »<sup>554</sup>. Le 10 février, ils furent plusieurs dizaines de milliers à cesser le travail et à rejoindre les grévistes. Les estimations variaient de 10 000, selon la police, à 50 000, pour les syndicalistes. Leur afflux massif permit néanmoins la fermeture totale du dépôt<sup>555</sup>. L'évènement acquit rapidement une dimension romantique, symbolisant la force et l'unité de la classe ouvrière face aux pouvoirs publics, comme en témoignaient les propos tenus par Scargill le soir même : « *I believe that the events of today will go down in the history of the British working class movement [...] the workers of this*

---

<sup>553</sup> « Miners and students versus the State », *The Red Mole*, 7 février 1972, p. 12. « Essex shows the way », *The Red Mole*, « Miners' Strike Special », no. 2, 1972, n. p.

<sup>554</sup> Dominic SANDBROOK, *State of Emergency*, *op. cit.*, p. 124.

<sup>555</sup> « The gates close », *The Birmingham Evening Mail*, 11 février 1972, p. 1. « Tories fear general strike », *Workers Press*, 12 février 1972, p. 1.

*land decided that the nation would be defied, that the state system would be defied and the gates of the Saltley depot would be closed* »<sup>556</sup>. Après avoir déclaré l'état d'urgence quelques jours auparavant, le gouvernement fut contraint de programmer des coupures d'électricité le 13 février, d'abord pour l'industrie, imposant la mise en place d'une semaine de trois jours<sup>557</sup>, puis pour les particuliers à compter du 16 février. Alors que l'économie du pays était sur le point d'être paralysée, le gouvernement Heath finit par s'incliner. Sur les conseils de la commission d'enquête présidée par Lord Wilberforce, le Premier ministre accorda aux mineurs une augmentation de salaire atteignant quasiment le montant de leur demande initiale, accompagnée par de nombreuses autres concessions, contrevenant à sa politique de lutte contre l'inflation<sup>558</sup>. Ce dénouement fut interprété comme une victoire par les grévistes, et par le mouvement ouvrier dans son ensemble, renforçant encore davantage son assurance. À l'inverse, le gouvernement avait subi une défaite, amorçant visiblement le début de son revirement<sup>559</sup>. Avec les hausses continues de l'inflation et surtout du chômage, le gouvernement allait finalement revenir vers une approche keynésienne pour relancer l'économie.

#### **1.4.3.3. Campagne pour le droit à l'emploi**

La barre symbolique tant redoutée du million de chômeurs fut franchie le 20 janvier 1972. Pour s'opposer aux suppressions d'emplois, les ouvriers se mirent à occuper leurs lieux de travail, au nom de ce qu'ils appelaient leur « droit à l'emploi » (« *right to work* »), et la tactique connut un net pic cette année-là. Dans la seule région de Manchester, on recensait par exemple 34 occupations d'usines,

---

<sup>556</sup> « Interview with Arthur Scargill », *The Red Mole*, 28 février 1972, p. 4.

<sup>557</sup> Heath fit d'ailleurs à nouveau appel à cette stratégie lors de l'hiver 1973-74. Désireux d'éviter que le scénario de 1972 ne se répète, le gouvernement se préparait à économiser l'énergie pour tenir sur toute la durée de l'hiver. Du fait du choc pétrolier de 1973 et des faibles stocks de charbon, Heath décida de mettre en place la semaine de trois jours dès le 1<sup>er</sup> janvier 1974, avant même que les mineurs n'aient officiellement entamé leur grève. Le dispositif fut maintenu pendant un peu plus de deux mois, et prit fin avec la chute du gouvernement. Andy BECKETT, *op. cit.*, pp. 125-133.

<sup>558</sup> « Miner victory », *Private Eye*, 25 février 1972, p. 1.

<sup>559</sup> « The bourgeoisie after the miners' strike », *The Red Mole*, 13 mars 1972, p. 2.

impliquant près de 30 000 employés<sup>560</sup>. Si la technique avait gagné en popularité suite aux événements de mai 1968, le succès des ouvriers des chantiers navals de l'Upper Clyde avait ouvert la voie à son application massive au Royaume-Uni. En juin 1971, quatre des cinq chantiers de la compagnie *Upper Clyde Shipbuilders* des docks de Glasgow étaient sur le point de fermer, menaçant directement plus de 8000 postes, mais aussi collatéralement ceux de milliers de sous-traitants, dans une zone souffrant déjà d'un taux de chômage de 10%<sup>561</sup>. Les ouvriers décidèrent alors de recourir à l'action directe afin de sauvegarder leurs emplois. Sur les conseils du député travailliste Anthony Wedgwood Benn (dit « Tony »), ils optèrent pour la mise en place d'une innovation baptisée « *work-in* », sorte de grève inversée où la production continuait sous la supervision des ouvriers eux-mêmes, contrairement à une occupation classique<sup>562</sup>. L'avantage principal de ce choix était qu'il témoignait de la volonté des ouvriers de travailler, contrant ainsi l'idée que leur négligence puisse être responsable des difficultés économiques de l'entreprise, afin de gagner le soutien de l'opinion publique, voire d'un éventuel repreneur. De plus, le *work-in* constituait une application concrète du principe de contrôle ouvrier. La construction des navires se prolongea pendant huit mois, organisée par un comité de délégués syndicaux. Les deux principaux meneurs, les communistes Jimmy Reid et Jimmy Airlie, insistaient sur l'importance de maintenir une discipline stricte et une image respectable. Ils furent d'ailleurs critiqués pour cette raison par les marxistes, reprochant au *work-in* de faire le jeu des employeurs<sup>563</sup>. Les ouvriers de la Clyde devinrent rapidement un symbole de la lutte contre le chômage, et plus généralement du mouvement ouvrier. Le 18 août, plus de 70 000 personnes défilèrent dans les rues de Glasgow, tandis que 200 000 travailleurs écossais avaient répondu à l'appel à la grève de solidarité<sup>564</sup>.

---

<sup>560</sup> « The Manchester Engineers Occupations », *Red Weekly*, 27 novembre 1975, p. 6.

<sup>561</sup> « UCS: the origins of the crisis », *The Red Mole*, 15 juillet 1971, pp. 7-8.

<sup>562</sup> « UCS: the struggle must extend », *The Red Mole*, août 1971, p. 2.

<sup>563</sup> « UCS: transform the work-in into a sit-in », *The Red Mole*, 1<sup>er</sup> septembre 1971, p. 14.

<sup>564</sup> *Ibid.*

Une dizaine de jours après la victoire des mineurs, le gouvernement plia de nouveau, octroyant 35 millions de livres à un plan de sauvetage des chantiers navals<sup>565</sup>. Cette fois la volte-face était claire. Les conservateurs s'étaient engagés à laisser agir la loi du marché et à ne pas renflouer les entreprises en difficulté, affublées du surnom peu flatteur de « canards boiteux » (« *lame ducks* ») par le ministre de l'Industrie et du commerce, John Davies<sup>566</sup>. Tandis que les commentateurs de droite accusaient le gouvernement de récompenser les grévistes, de nombreux ouvriers confrontés à des plans de licenciements ou à la fermeture de leur entreprise décidèrent à leur tour d'occuper leurs lieux de travail<sup>567</sup>. Reprenant la revendication du droit à l'emploi, certains, comme les employés de l'imprimerie *Briant Colour Printing*, à Londres, adoptèrent également le *work-in*, et profitèrent de leur nouvelle autonomie pour produire des bulletins de grève et des tracts, demandant par exemple la libération des cinq dockers incarcérés, sous le coup de la loi *Industrial Relations Act*<sup>568</sup>. D'autres préférèrent les occupations traditionnelles, portant directement atteinte aux finances de l'entreprise, à l'instar des ouvriers de *Fisher-Bendix*<sup>569</sup>. Après avoir trouvé un repreneur en 1972, les salariés de cette société de Liverpool furent à nouveau confrontés à la menace de liquidation en 1974. À l'issue d'une deuxième occupation, ils reçurent le soutien de Tony Benn – alors ministre de l'Industrie – afin de transformer leur firme en coopérative<sup>570</sup>. Cette stratégie autogestionnaire était envisagée avant tout comme un moyen de lutter contre les suppressions d'emplois. En prenant le contrôle de leur entreprise, les ouvriers pouvaient veiller à ce que sa gestion serve leurs propres intérêts. D'autres occupations aboutirent

---

<sup>565</sup> « Tory retreat UCS », *The Red Mole*, 13 mars 1972, p. 3.

<sup>566</sup> Dominic SANDBROOK, *State of Emergency*, *op. cit.*, p. 81.

<sup>567</sup> « The bourgeoisie after the miners' strike », *The Red Mole*, 13 mars 1972, p. 2.

<sup>568</sup> « The Work-ins spread to printing », *Peace News*, 7 juillet 1972, p. 7. « Organising the fight for jobs », *Red Weekly*, 27 novembre 1975, p. 7.

<sup>569</sup> « Plessey five-month occupation ends », *Workers Press*, 5 janvier 1972, p. 3. « The Fisher-Bendix Occupation », *Solidarity*, 25 janvier 1972, pp. 4-6.

<sup>570</sup> « IPD workers can lead jobs fight », *Red Weekly*, 5 septembre 1974, p. 3. « Smash unemployment », *Red Weekly*, 13 février 1975, p. 8.

au développement d'une coopérative, souvent encouragés par Benn, à l'instar des travailleurs d'une usine de motos de Meriden<sup>571</sup>.

Peu après que le seuil critique du million de chômeurs eût été franchi, une grande marche pour le droit à l'emploi (*Right to work march*) fut organisée par les *Young Socialists* en février. Inspirée des marches contre la faim de l'entre-deux-guerres, les marcheurs s'élancèrent de Glasgow, Liverpool, Swansea, Southampton et Deal au mois de février, convergeant vers Londres où ils arrivèrent le 11 mars<sup>572</sup>. Leur mobilisation avait à la fois pour but de dénoncer la politique économique du gouvernement, directement responsable à leurs yeux de la hausse du chômage, mais aussi de lutter contre l'isolement des sans-emploi du reste du mouvement ouvrier. Ils rencontrèrent de nombreux représentants syndicaux qu'ils sensibilisèrent à leur cause lors de rassemblements de soutien tout au long de leur périple<sup>573</sup>. Le droit à l'emploi fit par la suite l'objet d'une campagne nationale organisée par plusieurs groupes de la gauche radicale, et de nouvelles marches eurent lieu, notamment en 1976 à l'initiative des *International Socialists*, de Manchester à Londres au printemps puis de Londres à Brighton en septembre<sup>574</sup>. En s'exposant volontairement à des conditions difficiles pendant des dizaines de jours, les participants démontraient concrètement que leur inactivité n'était pas due à leur propre paresse. Avec la popularité croissante du slogan du « droit à l'emploi », les militants de la gauche radicale demandèrent bientôt de surcroît « le droit de ne pas travailler » (« *the right not to work* »). Destinés à faciliter l'accès aux prestations sociales pour les chômeurs, les personnes âgées ou handicapées et autres bénéficiaires potentiels, les *Claimants Unions* prirent leur essor au début des années 1970. La première association de ce type avait vu le

---

<sup>571</sup> « The co-operative solution? The NVT experience », *International Socialism*, décembre 1974, pp. 16-19.

<sup>572</sup> « Right-to-work marchers enter London: a credit to the working class », *Workers Press*, 11 mars 1972, p. 1.

<sup>573</sup> « Political life on the march », *Workers Press*, 12 février 1972, p. 3. « Right-to-work diary », *Workers Press*, 11 mars 1972, p. 10.

<sup>574</sup> « The Right to Work March », *The Red Mole*, 18 mars 1976, p. 3. « One Year of the Right to Work Campaign », *International Socialism*, mars 1976, pp. 10-15. « Change the line of march », *International Socialism*, 22 juillet 1976, p. 4.

jour à Birmingham, en janvier 1969, à l'initiative d'étudiants eux-mêmes issus de la classe ouvrière. En un an d'existence, les procédures instaurées avaient réussi à obtenir qu'une somme totale de 3000 livres soit reversée à ses membres. En 1973, on dénombrait environ 80 *Claimants Unions* sur tout le territoire<sup>575</sup>. Encouragés par l'IWC, leurs pratiques autogestionnaires étaient à la croisée du *community organising*<sup>576</sup> et du contrôle ouvrier, aidant les utilisateurs des services sociaux à se réapproprier leurs institutions<sup>577</sup>. Des principes similaires furent également formulés autour d'un autre problème essentiel de la classe ouvrière, le logement.

#### **1.4.3.4. Campagne pour le droit au logement**

À l'instar du slogan *workers' control* demandant une plus grande participation dans les décisions affectant directement les ouvriers, les locataires des logements sociaux réclamèrent aussi plus de contrôle sur leurs domiciles (« *tenants' control* »)<sup>578</sup>. Pendant les années soixante, leur militantisme s'accrut progressivement. Ils commencèrent par former des associations de locataires, et se tournèrent vers des campagnes de désobéissance civile, principalement afin de s'opposer à la hausse de leurs loyers<sup>579</sup>. Comme de nombreux groupes inspirés par le courant de la Nouvelle Gauche, ils créèrent aussi leurs propres publications, à l'instar de *Tenants Voice* ou *The News*<sup>580</sup>. En 1968, les résidents des logements sociaux de l'agglomération de Londres lancèrent une grève des loyers pour protester contre l'augmentation brutale des sommes dues. Cette stratégie

---

<sup>575</sup> « The fight against unemployment », *The Red Mole*, 1<sup>er</sup> septembre 1971, p. 5. « Up against the welfare state: the claimant unions », *Socialist Register*, 10, 1973, pp. 183-194.

<sup>576</sup> Le *community organising* pourrait être défini comme l'ensemble des pratiques destinées à inciter les membres d'une communauté à agir afin d'améliorer leurs propres conditions de vie.

<sup>577</sup> *Ibid.* p. 184.

<sup>578</sup> « Tenants Control », *The Black Dwarf*, 22 septembre 1968, p. 2.

<sup>579</sup> « Tenants fight rent increases in Islington », *Peace News*, 20 août 1965, p. 3.

<sup>580</sup> « Tenants organise to fight soaring council house rents », *Peace News*, 13 octobre 1967, p. 3. « After twenty months of struggle the tenants prepare to build barricades », *The Black Dwarf*, 30 août 1969, p. 3.

s'était déjà avérée payante pour les Glaswégiens en 1915, avant d'être à nouveau utilisée en 1938 lorsqu'elle se propagea de l'East End de Londres au reste du pays, culminant avec 49 000 foyers refusant de payer à Birmingham en 1939<sup>581</sup>. En 1960, elle refit son apparition dans le quartier de Saint Pancras à Londres, mais aussi à New York, où les militants du mouvement des droits civiques y eurent recours lors de l'hiver 1963-64 pour protester contre les conditions insalubres de leurs logements<sup>582</sup>. Ainsi à l'automne 1968, les Londoniens plaçaient leur combat dans la continuité des grèves des loyers précédentes, demandant le droit à un logement décent, dont le loyer devait rester abordable pour une famille modeste, et non pas obéir à une logique de profit. En septembre, un grand rassemblement à Trafalgar Square réunit une foule de 15 000 personnes, composée majoritairement de femmes d'une cinquantaine d'années – fait relativement inhabituel, tendant à prouver que les locataires des logements sociaux se mobilisaient pour leurs propres droits, mais aussi l'influence du mouvement féministe résurgent<sup>583</sup>. En décembre, environ 33 000 foyers, selon les chiffres officiels, refusaient d'appliquer la hausse des tarifs<sup>584</sup>. En juillet 1969, 6100 familles récalcitrantes furent menacés d'expulsion, poussant les militants à mettre au point une parade radicale : la brigade volante (*flying squad*), tirant son inspiration des piquets volants de la grève des mineurs de 1969. Cette unité mobile de 1200 volontaires se tenait prête à intervenir pour empêcher les expulsions<sup>585</sup>. Si la mobilisation finit par s'essouffler à Londres, les locataires des logements sociaux de Liverpool obtinrent que leurs loyers soient ramenés à un niveau acceptable<sup>586</sup>. Les demandes des associations évoluèrent par la suite vers plus de participation dans les instances décisionnelles, et prirent fréquemment la

---

<sup>581</sup> « Housing – The Struggle for Tenants' Control », *International Socialism*, été 1968, pp. 7-8.

<sup>582</sup> « East Side tenants join rent strike », *Young Socialist*, mars 1964, p. 4. « The struggle for control », *Community*, février 1969, p. 1.

<sup>583</sup> « London tenants: 15,000 march », *The Black Dwarf*, 16 octobre 1968, p. 2.

<sup>584</sup> « London tenants enter new phase of struggle », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 7.

<sup>585</sup> « GLC tenants: politics not in command », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 7.

<sup>586</sup> « How Liverpool tenants fought the council – and won », *Peace News*, 16 décembre 1968, p. 4.

forme de chartes garantissant aux locataires un minimum de droits, comme celle publiée en 1970 par l'*Association of London Housing Estates* qui rejetait explicitement l'approche paternaliste des pouvoirs publics<sup>587</sup>. Les principes autogestionnaires furent également appliqués au domaine du logement, avec la création de coopératives d'habitants<sup>588</sup>. Ces initiatives furent encouragées par le gouvernement après le retour au pouvoir des travaillistes en 1974<sup>589</sup>.

Dans le sillage des occupations de mai 1968, la tactique du *squat* connut également un regain de popularité. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de familles de soldats en avaient déjà fait usage afin de pallier le manque cruel de logements. Environ 45 000 personnes avaient pris possession des camps militaires, tandis que d'autres se réfugiaient dans des bâtiments inoccupés<sup>590</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre 1968, les membres de la *London Squatters Campaign* s'emparèrent symboliquement d'un immeuble d'appartements de luxe entièrement vide de l'est de Londres, cultivant le parallèle avec les *squatters* de l'après-guerre qui s'étaient installés dans un bâtiment du même type, connu sous le nom de « *Duchess of Bedford House* », le 8 septembre 1946<sup>591</sup>. Le but de cette opération de communication était d'attirer l'attention des autorités et de l'opinion publique sur le problème du mal-logement. Les militants dénonçaient le décalage entre le nombre considérable de logements vacants et celui toujours croissant des sans-abris. La technique fut rapidement reprise dans plusieurs quartiers de Londres, et de nombreuses villes, de Harlow à Édimbourg, où militants et *squatters* entreprirent de reloger des familles et des personnes sans domicile dans

---

<sup>587</sup> Quintin BRADLEY, *The Tenants' Movement : Resident Involvement, Community Action and the Contentious Politics of Housing*, New York : Routledge, 2014, p. 43.

<sup>588</sup> « Housing Cooperatives », *Peace News*, 2 octobre 1970, p. 6.

<sup>589</sup> Cliff HAGUE, « The development and politics of tenant participation in British council housing », *Housing Studies*, 5, no. 4, 1990, p. 248.

<sup>590</sup> James HINTON, « Self-help and Socialism: The Squatters' Movement of 1946 », *History Workshop*, 25, printemps 1988, p. 100.

<sup>591</sup> *Ibid.* pp. 110-11. « The squatters move in! », *Peace News*, 5 décembre 1968, pp. 1, 4.

des habitations inutilisées<sup>592</sup>. Si dans certains quartiers les occupants illégaux furent expulsés de force, la stratégie réussit néanmoins à forcer les autorités à agir. Les Conseils de quartier de Lambeth et de Lewisham, dans le sud de Londres, conclurent des accords avec des associations de *squatters*, les autorisant à installer des familles dans des bâtiments devant être détruits, à condition qu'ils ne s'opposent pas aux démolitions et quittent d'eux-mêmes les lieux<sup>593</sup>.

D'autres revendications fleurirent autour du droit au logement, concernant plus généralement la participation citoyenne dans l'aménagement du territoire. Ainsi, pour attirer l'attention sur le manque d'infrastructure dans son quartier, un conseiller municipal travailliste du quartier populaire des docks de la Isle of Dogs, Edward Johns, proclama unilatéralement l'indépendance du territoire en mars 1970, se trouvant immédiatement propulsé à la une de l'actualité. Filant la métaphore au point de se faire appeler président et de distribuer des permis de séjour, Johns voulait, par le biais de ce coup d'éclat médiatique, illustrer concrètement l'isolement dans lequel se trouvait la zone, coupée du reste de la ville par de nombreuses voies d'eau et mal desservie par les transports. Les quelque 11 000 habitants se plaignaient du manque d'investissements publics, n'ayant, entre autres, pas d'école dans leur secteur<sup>594</sup>. Cette initiative originale réussit à faire réagir les autorités, qui entreprirent rapidement d'améliorer les services de bus et de développer des projets de construction d'un établissement scolaire ainsi que de nouveaux logements<sup>595</sup>.

---

<sup>592</sup> « More squatters occupy house in Notting Hill », *Peace News*, 24 janvier 1969, p. 5. « The squats go on », *Peace News*, 23 mai 1969, pp. 1, 4.

<sup>593</sup> « Lewisham squatters act on pact with Council », *Peace News*, 31 octobre 1969, p. 4. « Squatters integrated », *Peace News*, 5 août 1975, p. 5.

<sup>594</sup> « Isle of Dogs goes free », *Peace News*, 13 mars 1970, p. 7. « Where the river bends », *The Black Dwarf*, 23 mars 1970, p. 2.

<sup>595</sup> « Ted Johns », *The Guardian*, 12 mai 2004 [en ligne], [consulté le 10 mars 2018], disponible à l'adresse : <<https://www.theguardian.com/news/2004/may/12/guardianobituaries.politics>>.

### **1.4.3.5. Le cas des travailleurs des services publics**

Les conflits sociaux des années 1970 impliquèrent un nombre croissant de salariés des services publics, pourtant jusqu'alors peu enclins à se mobiliser. Leurs syndicats avaient connu une forte progression, comme par exemple la *National Association of Local Government Officers* (NALGO) et le *National Union of Public Employees* (NUPE), dont les effectifs furent multipliés respectivement par deux et par trois, entre 1964 et 1979, atteignant 750 000 et 690 000 adhérents<sup>596</sup>. Même si les négociations salariales du secteur public s'effectuaient principalement à l'échelle nationale par corps de métier, les intérêts des travailleurs à l'échelle locale étaient défendus par des délégués d'atelier, à l'instar des syndicats des grandes industries<sup>597</sup>. Les employés des services publics s'identifiaient de plus en plus aux ouvriers, comme en témoignaient leur militantisme accru ou la décision des membres la *National Union of Teachers* (NUT) de s'affilier au TUC en 1970<sup>598</sup>. Leur participation aux défilés contre la proposition de loi *Industrial Relations Bill* avait encore renforcé ce sentiment, notamment chez les professeurs venus manifester leur solidarité avec les autres groupes de travailleurs et s'opposer au musellement des syndicats<sup>599</sup>. La forte diminution du pouvoir d'achat des employés des services publics joua également un rôle-clé dans leur processus d'identification aux ouvriers. En 1975, le contrat social des travaillistes céda la place à une politique de contrôle des revenus afin de juguler l'inflation. Ces restrictions salariales étaient scrupuleusement appliquées dans le secteur public, car l'État cherchait à en faire un exemple à suivre pour les employeurs du privé<sup>600</sup>. La situation des salariés des services publics devenait d'autant plus difficile qu'ils subissaient également de plein fouet les coupes budgétaires drastiques introduites en 1976 à la suite du prêt du Fond Monétaire

---

<sup>596</sup> Dominic SANDBROOK, *Seasons in the Sun*, *op. cit.*, p. 746.

<sup>597</sup> Chris HOWELL, *op. cit.*, p. 153.

<sup>598</sup> « Teachers strike: militancy pays », *The Black Dwarf*, 30 janvier 1970, p. 3.

<sup>599</sup> « Teachers: the anti-tory struggle », *Red Mole*, 16 janvier 1971, p. 3.

<sup>600</sup> Chris HOWELL, *op. cit.*, p. 153.

International<sup>601</sup>. La gestion rationalisée accompagnant la réduction des dépenses publiques suscitait, entre autres, la peur de voir leurs conditions de travail se dégrader, de perdre leur emploi ou encore de passer aux mains d'un repreneur privé<sup>602</sup>. Ces perceptions permirent d'établir suffisamment de similarités avec les ouvriers pour que leurs formes d'actions collectives soient adoptées.

Confrontés à la fermeture de leurs établissements, les personnels hospitaliers eurent ainsi recours aux occupations et aux *work-in*. La stratégie développée par les travailleurs des chantiers navals de l'Upper Clyde pour sauvegarder leurs emplois devint la tactique de prédilection des militants pour lutter contre les restrictions budgétaires dans le secteur de la santé. L'hôpital d'Hounslow, situé dans la banlieue ouest de Londres, devait par exemple fermer ses portes en août 1977. Son personnel décida cependant de continuer à travailler pour empêcher la fermeture, entendant ainsi réfuter les allégations des autorités selon lesquelles il n'y avait pas suffisamment de demande de soins médicaux dans le secteur. Ils reçurent non seulement le soutien des médecins du quartier qui continuèrent à leur adresser des patients, mais aussi celui des habitants qui manifestèrent à leurs côtés. Les autorités répliquèrent en faisant évacuer les patients de force par une intervention de policiers et d'ambulanciers d'une compagnie privée au mois d'octobre<sup>603</sup>. Le personnel continua à occuper les locaux désormais vides, qu'ils transformèrent en base, afin d'organiser la campagne contre les fermetures d'autres centres hospitaliers. Pour parer aux prochaines incursions, ils mirent sur pied une équipe de piquets volants, à l'instar des mineurs, chargés d'intervenir rapidement pour repousser les assauts des pouvoirs publics dans les autres établissements continuant à fonctionner

---

<sup>601</sup> « Labour cuts its own throat », *Red Weekly*, 22 juillet 1976, p. 1. « Cuts = sackings », *Red Weekly*, 29 juillet 1976, p. 2. « Blood on Labour's hands », *Red Weekly*, 29 juillet 1976, p. 4.

<sup>602</sup> « Save our health », *Red Weekly*, 4 décembre 1975, p. 1. « Public Squalor, private profit », *Red Weekly*, 4 décembre 1975, p. 2. « Teachers – stop the rot! », *Red Weekly*, 4 décembre 1975, p. 2.

<sup>603</sup> « Work-in: the lessons of Hounslow », *Socialist Challenge*, 13 octobre 1977, p. 4. « Re-open Hounslow Hospital », *Socialist Challenge*, 20 octobre 1977, p. 3.

illégalement<sup>604</sup>. Comme lors des occupations dans le secteur industriel, l'utilisation de ces tactiques engendra des réflexions autogestionnaires, ouvrant ainsi la voie aux demandes de participation accrue du personnel soignant dans la gestion des services hospitaliers, voire même de socialisation des moyens de production<sup>605</sup>.

Cependant les mobilisations des salariés des services publics se heurtaient à un obstacle de taille, puisqu'en se confrontant avec leurs employeurs ils se retrouvaient aux prises avec l'État. Ainsi, lorsque le syndicat des pompiers, la *Fire Brigades Union* (FBU) appela à la grève nationale pour la première fois de son histoire en novembre 1977, le Premier ministre travailliste James Callaghan fit intervenir l'armée pour briser la grève. Il se montra inflexible face aux demandes des grévistes de revalorisation de leur rémunération de 30% car elles dépassaient la norme de 10% fixée par la politique de contrôle des revenus. La situation des pompiers s'était précarisée au cours de la décennie, et leurs salaires étaient devenus nettement inférieurs à la moyenne nationale, en dépit des compétences requises et des risques inhérents à leur profession<sup>606</sup>. Ils avaient ainsi le soutien de l'opinion publique, de la gauche du Parti travailliste, et même le conseil général du TUC, censé épauler le gouvernement et prôner la modération salariale, avait failli appuyer la FBU, la motion ayant été rejetée à 20 votes contre 17<sup>607</sup>. Dans un souci d'exemplarité par rapport aux autres salariés des services publics, mais aussi du privé, le gouvernement refusa de faire des pompiers une exception, arguant du fait que toute rupture avec la limitation des 10% aurait représenté un danger bien

---

<sup>604</sup> « Hounslow conference: How can we halt hospital closures », *Socialist Challenge*, 3 novembre 1977, p. 3.

<sup>605</sup> « Towards a workers' plan for the NHS », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 9.

<sup>606</sup> « Block the scabs in uniform: support the firefighters », *Socialist Challenge*, 10 novembre 1977, p. 5.  
« Firefighters ask for your support », *Socialist Challenge*, 17 novembre 1977, pp. 8-9.

<sup>607</sup> « The Labour left: fine words and sympathy not enough », *Socialist Challenge*, 8 décembre 1977, p. 4.  
« They're crucifying us », *Socialist Challenge*, 5 janvier 1978, p. 5.

plus grave pour la nation que les risques éventuels liés à leur mobilisation, et les obligeant ainsi à s'en contenter<sup>608</sup>.

Au cours de l'année 1978, le gouvernement durcit encore sa politique de contrôle des revenus, abaissant la barre des concessions salariales à 5%, et perdit du même coup le soutien du TUC<sup>609</sup>. Le rejet croissant de cette limite culmina lors de l'hiver suivant, dans une série de conflits sociaux connue sous le nom d'« hiver du mécontentement » (« *winter of discontent* »). En novembre 1978, les ouvriers des usines *Ford* parvinrent, à l'issue d'une grève de grande ampleur, à obtenir une augmentation de 17% de leurs rémunérations<sup>610</sup>. D'autres travailleurs du secteur privé se mobilisèrent dans leur sillage, à l'instar des boulangers, des salariés de *British Oxygen*, des chauffeurs routiers ou encore des conducteurs de camions-citernes, et réussirent tous à obtenir des concessions similaires, allant de 14 jusqu'à 30% dans les mois suivants<sup>611</sup>. Les employés des services publics décidèrent alors de s'infiltrer dans la brèche, en demandant pour les moins bien rémunérés d'entre eux, un salaire minimum de 60 £ pour 35 heures par semaine, ce qui correspondait à une revalorisation de 25% en moyenne. Du fait du plafonnement des salaires, de la hausse des prix et de la baisse des prestations sociales, ces catégories avaient vu leurs conditions de vie se dégrader au cours de la deuxième moitié de la décennie. Le 22 janvier, à l'appel des principaux syndicats des services publics, 1,6 million de personnes cessèrent le travail, tandis que 80 000 d'entre elles défilaient dans les rues de Londres. Il s'agissait là de la plus grande journée d'action depuis la grève générale de 1926<sup>612</sup>. Dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des collectivités locales, les grèves

---

<sup>608</sup> « Firefighters ask for your support », *Socialist Challenge*, 17 novembre 1977, pp. 8-9. « Lessons of FBU strike: troops and bureaucrats ensure defeat », *Socialist Challenge*, 19 janvier 1978, p. 6.

<sup>609</sup> « Labour Party, TUC and pay agreements into the eighties », *Socialist Challenge*, 3 août 1978, p. 4.

<sup>610</sup> « Ford deal – 'a militant advance to the rear' », *Socialist Challenge*, 23 novembre 1978, p. 5. « After the Ford strike: The socialist alternative to Labourism », *Socialist Challenge*, 30 novembre 1978, p. 4.

<sup>611</sup> « Labour and the public sector », *Socialist Challenge*, 11 novembre 1978, pp. 8-9.

<sup>612</sup> « End low pay now », *Socialist Organiser*, janvier 1979, p. 12. « Follow haulage drivers: finish off Callaghan », *Socialist Press*, 24 janvier 1979, p. 1. « The day the low-paid rose up », *Socialist Challenge*, 25 janvier 1979, p. 3.

continuèrent à l'échelle locale. Afin de minimiser les désagréments et les risques pour la population, des formes d'action ciblées et limitées furent préférées à l'arrêt total des activités, avec notamment l'organisation de nombreux *work-to-rule*<sup>613</sup>. Ce type de mobilisation, emprunté aux ouvriers des centrales électriques, consistait à appliquer le règlement à la lettre et à s'acquitter exclusivement des tâches spécifiées dans les contrats, ralentissant ainsi le fonctionnement de l'entreprise, tout en évitant de mettre la population en danger<sup>614</sup>. Les pompiers y avaient également eu recours en 1977 pour les mêmes raisons<sup>615</sup>. Pour les infirmières, la tactique consistait par exemple à ne plus remplir les formulaires administratifs ou répondre au téléphone<sup>616</sup>. La réponse du gouvernement prit la forme d'un accord négocié avec le TUC, connu sous le nom de « concordat » (« *concordat* »), concédant provisoirement des augmentations de salaires de 9% tout en fixant comme objectif d'abaisser l'inflation à 5% dans les trois prochaines années. Le document prévoyait aussi la mise en place de mesures destinées à règlementer l'activité syndicale et limiter les grèves, comme par exemple l'interdiction volontaire du recours à la pratique des piquets secondaires (« *secondary picketing* »)<sup>617</sup>. Les directions syndicales eurent du mal à faire accepter ce compromis à leur base, mais recommandèrent finalement la reprise du travail suite à l'obtention de modestes concessions supplémentaires, à l'exception de la NUPE, dont le conseil exécutif rejeta la proposition de son secrétaire général Alan Fisher, et qui continua donc à appeler à la mobilisation<sup>618</sup>. Les conflits perdurèrent localement jusqu'au mois de mars. En vue de l'élection imminente,

---

<sup>613</sup> « Home news », *Socialist Challenge*, 15 février 1979, p. 7. « Home news », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 7.

<sup>614</sup> « Power men's claim in danger! Unions begin climb down », *Workers Press*, 11 décembre 1970, p. 1.

<sup>615</sup> « Liverpool firefighters hit back », *Socialist Challenge*, 8 décembre 1977, p. 3.

<sup>616</sup> « After Jan. 22: all out for the full claim », *Socialist Press*, 24 janvier 1979, p. 12. « Liverpool firefighters hit back », *Socialist Challenge*, 8 décembre 1977, p. 3.

<sup>617</sup> « First victims of the concordat : the low paid? », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 1. « The Con-cordat », *Socialist Challenge*, 1<sup>er</sup> mars 1979, p. 2. « For a general strike! », *Spartacist Britain*, février 1979, p. 1.

<sup>618</sup> « Camden : all-out strike wins £60 for 35 hours », *Socialist Press*, 28 février 1979, p. 1.

les travaillistes mirent en avant dans leur manifeste les principes de concertation entre gouvernement et syndicats au cœur du « concordat », tandis que pour les conservateurs, l'épisode avait au contraire démontré l'échec de cette approche conciliante. La gauche radicale, en revanche, était surtout préoccupée par le consensus antisyndical qui semblait avoir émergé au sein des deux partis : « [...] *in the 1979 election workers will face a 'choice' between open Tories threatening anti-union legislation, or this gang of crypto-Tories planning to impose similar measures 'voluntarily' through their bureaucratic control of the unions* »<sup>619</sup>. Si les discours hostiles aux militants syndicaux n'étaient pas nouveaux, ils avaient atteint leur paroxysme lors de « l'hiver du mécontentement », accédant ainsi la thèse du pouvoir excessif des organisations des travailleurs et légitimant leur musellement.

#### 1.4.4. Déclin

##### 1.4.4.1. Fermeture de la structure des opportunités politiques

Au tournant de la décennie, l'humeur de l'opinion publique face aux conflits sociaux était en train de basculer. Entre la gêne réelle engendrée par les différentes mobilisations et les exagérations des médias, une atmosphère de crise avait dominé l'hiver 1978-79. Des manifestations contre les grèves furent organisées par des associations de femmes au foyer, comme *United Housewives*, clamant dans les rues des slogans tels que « *Down with strikes* » ou « *Death to the secondary pickets* »<sup>620</sup>. Les piquets secondaires mis en place par les chauffeurs routiers afin de bloquer le transport des marchandises avaient suscité des pénuries sur les étals de certains supermarchés ; les récits montés en épingle dans les médias avaient ensuite engendrés des scènes de panique et d'achats

---

<sup>619</sup> « 'Concordat' means phase 5 », *Socialist Press*, 21 février 1979, p. 12.

<sup>620</sup> « Anti-strikers », *Socialist Challenge*, 25 janvier 1979, p. 5. « 'Housewives can be an important part of the left' », *Socialist Challenge*, 8 mars 1979, p. 3.

frénétiques<sup>621</sup>. Quant aux grèves des salariés des services publics, leurs représentations dans les médias avaient suscité beaucoup de rancœur, du fait de la nature même de leurs professions, dont la vocation était de rendre service à la communauté. Alors que les pompiers avaient été stigmatisés comme des « brûleurs de bébés » (« *baby burners* ») deux ans auparavant, le personnel hospitalier fut décrit comme étant sans cœur, à grand renfort de récits larmoyants centrés sur des enfants ou des anciens combattants<sup>622</sup>. Le *Daily Mirror* avait ainsi mit en couverture la supplique d'une mère dont le jeune fils souffrait d'un cancer requérant une greffe de moelle « *Have mercy on my son* »<sup>623</sup>. L'indignation atteignit son comble avec la une outrée du *Daily Mail* sur la mobilisation des fossoyeurs de Liverpool « *They won't even let us bury our dead* »<sup>624</sup>. Si l'épisode était un cas isolé, il fut pourtant largement relayé par les médias, s'offusquant de l'indécence et du manque de compassion des grévistes à l'égard des familles endeuillées. Les discours de la classe politique abondèrent dans le même sens, fustigeant l'irresponsabilité et l'égoïsme des militants. Callaghan qualifia ainsi le personnel hospitalier de « vandales » (« *vandals* ») tandis que le ministre de la Santé, David Ennals les accusait d'avoir causé la mort de patients : « *I appeal to the people taking industrial action, for God's sake suspend it [...] They can no longer take it out on patients. There is no doubt some people have already died* »<sup>625</sup>. Margaret Thatcher reprit ces mêmes thèmes dans ses discours de campagne : « *We've seen industrial action directed straight at the public to make you suffer—directed even at the sick and disabled* »<sup>626</sup>. Elle s'en servit pour légitimer ses propositions de réformes antisyndicales, qu'elle ne tarda

---

<sup>621</sup> Dominic SANDBROOK, *Seasons in the Sun*, op. cit., pp. 727-28.

<sup>622</sup> « Firefighters ask for your support », *Socialist Challenge*, 17 novembre 1977, pp. 8-9. « Press gang », *Socialist Press*, 7 février 1979, p. 5.

<sup>623</sup> « Have mercy on my son », *The Daily Mirror*, 1<sup>er</sup> février 1979, p. 1.

<sup>624</sup> « They won't let us bury our dead », *The Daily Mail*, 1<sup>er</sup> février 1979, p. 1.

<sup>625</sup> « The real killers, the real vandals », *Socialist Challenge*, 8 février 1979, p. 3. « Crisis in the NHS », *Socialist Action*, mars 1979, p. 7.

<sup>626</sup> Margaret THATCHER, « Conservative Party Political Broadcast (Winter of Discontent) », 17 janvier 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 15 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/103926>>.

pas à mettre en application une fois élue. L'*Employment Act* de 1980 fut le premier de l'arsenal législatif déployé par les conservateurs afin de limiter les grèves et leur efficacité, mais aussi, plus généralement, le pouvoir des syndicats.

Mais ces mesures s'inséraient dans un contexte plus large de changement idéologique marqué par l'adoption d'un programme néolibéral : privatisations de nombreuses entreprises publiques, diminution des prestations sociales, baisse du taux d'imposition pour les plus hauts revenus, etc. Le rôle de l'État était complètement redéfini. Alors que le *Welfare State* devait assurer une redistribution des richesses garantissant davantage de justice sociale et la protection des catégories les plus vulnérables de la population, cet interventionnisme se retrouvait désormais pointé du doigt, jugé responsable des difficultés économiques du pays, les bénéficiaires des aides de l'État dépeints comme des « profiteurs fainéants » (« *work-shy scroungers* »). Là où le slogan « *right to work* » renvoyait aux droits des travailleurs de voir leurs emplois sauvegardés grâce aux subventions ou aux nationalisations, Thatcher lui substituait le droit de travailler sans être entravé par les actions de minorités militantes malveillantes : « *Never forget how near this nation came to government by picket and strike committee. [...] Never forget how workers had to beg for the right to work and often didn't get it [...]* »<sup>627</sup>. Ainsi, au lendemain de son élection, les militants de la gauche radicale avaient l'impression de devoir se mettre sur la défensive, afin de protéger les acquis du mouvement ouvrier : « *The Thatcher government is out to turn back the clock on the gains notched up by the working class in the postwar period* »<sup>628</sup>. Ils se retrouvaient maintenant plongés dans un climat politique de plus en plus hostile à leurs revendications et où l'opposition militante était de plus en plus réprimée.

---

<sup>627</sup> Margaret THATCHER, « Speech to Conservative Rally in Bolton », 1<sup>er</sup> mai 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 15 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margarethatcher.org/document/104065>>.

<sup>628</sup> « Tory victory: a battle lost but not the war », *Socialist Challenge*, 10 mai 1979, p. 2.

### **1.4.4.2. Conclusion et impact du mouvement**

Comparé aux autres mouvements des longues années 1960, le mouvement ouvrier fut sans aucun doute le plus important en termes numériques, parvenant à impliquer des millions de personnes. Sa force industrielle lui permit également d'infléchir directement les politiques des différents gouvernements, et même parfois de provoquer leur chute, comme ce fut le cas en 1974 avec la décision d'Edward Heath d'organiser une élection sur le thème de la gouvernance du pays (« *Who governs Britain?* ») suite à une nouvelle grève des mineurs, aboutissant finalement à la formation d'un gouvernement minoritaire par les travaillistes<sup>629</sup>. Au sein de sa propre histoire, le mouvement ouvrier connut une phase d'activité intense lors des longues années soixante, caractérisée par l'engagement d'un certain nombre d'alliés extérieurs à la classe ouvrière mais souhaitant défendre ses intérêts, mais aussi par des revendications et des modalités d'action influencées dans une certaine mesure par son interaction avec les autres mouvements de l'époque. Ces processus de diffusion furent d'ailleurs à double sens, puisque certaines tactiques traditionnelles du mouvement ouvrier furent adoptées par d'autres groupes de militants, notamment étudiants. Ainsi, lors de la mobilisation pour le désarmement nucléaire, les tentatives des membres du DAC et du C100 de sensibiliser les ouvriers à leur cause contribuèrent à élargir l'horizon du mouvement, en participant au décentrage des préoccupations matérielles et à l'inclusion de considérations morales. En 1968, tandis que l'opposition à la guerre du Vietnam ralliait une partie de la jeunesse contre le gouvernement Wilson, les événements du « Mai français » (« *the French May* ») ouvrirent la voie à une alliance entre étudiants et ouvriers, ainsi qu'à un enthousiasme renouvelé pour les demandes de contrôle ouvrier et d'utilité sociale de la production. Le mouvement contribua concrètement à l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière en présentant un certain nombre de ses demandes comme des droits :

---

<sup>629</sup> « Tories down – on to workers victory », *Red Weekly*, 1 mars 1974, p. 1.

emploi garanti par l'État en cas de défaillance d'un employeur privé ; accès facilité aux prestations sociales pour les personnes dans l'incapacité de travailler ; logement décent à un prix abordable ou, encore, accès aux équipements collectifs. Du fait de leur précarisation, les salariés des services publics s'identifièrent suffisamment aux ouvriers des grands secteurs manufacturiers pour adopter leurs revendications et leurs tactiques. Si les assauts combinés des travailleurs des secteurs privé et public eurent raison de la politique de contrôle des revenus du gouvernement travailliste, ils permirent de justifier la mise en place d'un dispositif juridique limitant les pouvoirs des syndicats, et contribuèrent plus généralement au durcissement de la répression étatique à l'égard du militantisme. Enfin, les travailleurs des services publics ne furent pas les seuls à s'intégrer progressivement au mouvement ouvrier : les femmes, les populations issues de l'immigration et les homosexuels rejoignirent également ses rangs. Ils luttèrent à la fois contre les discriminations dont ils faisaient l'objet au sein des syndicats, mais aussi pour que ses derniers défendent leurs propres demandes dans le monde du travail.

## 1.5. LE MOUVEMENT POUR L'ÉGALITÉ RACIALE

Dans le cadre de cette thèse, le choix de parler de mouvement pour l'égalité raciale se justifie par la nécessité d'adopter une terminologie incluant les diverses revendications des communautés issues de l'immigration du nouveau Commonwealth<sup>630</sup> durant la période des longues années soixante. Il ne reflète en aucun cas une quelconque adhésion de l'auteur aux théories raciales visant à défendre l'existence de « races » humaines. Les communautés issues de l'immigration dont il sera question dans ce chapitre étaient perçues comme « non-blanches », les exposant ainsi aux comportements racistes et discriminatoires de la population blanche locale. Par mouvement pour l'égalité raciale, on entendra donc les efforts collectifs de ces différents groupes ethniques, et de leurs alliés, pour obtenir un traitement égalitaire dans tous les aspects de leur vie quotidienne. En outre, cela permet aussi de prendre en compte les relations dynamiques avec les mouvements de libération nationale dans les colonies et anciennes colonies britanniques, dont les partisans protestaient également contre le racisme systémique garantissant la domination des colons blancs. Ainsi, l'on tâchera de démontrer que le mouvement pour l'égalité raciale au Royaume-Uni s'est nourri de différentes influences, liées au passé impérial de la nation ainsi qu'à des phénomènes locaux spécifiques. Son évolution fut aussi la résultante de ses interactions avec d'autres mouvements à l'échelle nationale et internationale.

Pour ce faire, l'analyse s'appuiera sur des articles tirés de différents types de publications. Le magazine *Peace News* relatait en détail dans ses colonnes les différentes luttes d'émancipation des peuples colonisés, et se posait également en

---

<sup>630</sup> Le nouveau Commonwealth (*New Commonwealth*) est un terme défini en négatif par opposition au vieux Commonwealth (*Old Commonwealth*) regroupant l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada et parfois l'Afrique du Sud. L'expression est principalement utilisée dans le cadre des flux migratoires de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour renvoyer aux pays du Commonwealth à forte population non-blanche.

défenseur de la cause émigrée au Royaume-Uni. Le journal de la communauté antillaise du quartier Brixton à Londres, *The West Indian Gazette*, fut un des pionniers en la matière. Fondé en 1958, il couvrait à la fois l'actualité aux Antilles, à Brixton et dans le reste du Royaume-Uni par le biais d'un point de vue militant, traitant par exemple des événements ignorés par les médias traditionnels qui pouvaient cependant intéresser les communautés immigrés. Les organes des partisans du courant du *Black Power* au Royaume-Uni et aux États-Unis, représentés respectivement par *Grass Roots* et *The Black Panther Newspaper*, seront également examinés afin d'observer la diffusion de ce phénomène. Enfin, les publications des étudiants et de la gauche radicale seront incluses pour rendre compte des interactions entre ces différents groupes qui se mobilisèrent également contre le racisme.

### **1.5.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux**

#### **1.5.1.1. Vague d'immigration d'après-guerre**

L'arrivée des 492 passagers du *SS Empire Windrush* en provenance des Antilles britanniques le 21 juin 1948 à Tilbury, l'avant-port de Londres, marqua le début des flux migratoires de l'après-guerre. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement travailliste de Clement Attlee avait lancé plusieurs campagnes de recrutement afin de combler le déficit de main d'œuvre et reconstruire le pays. Grâce au *British Nationality Act* (1948), ils furent bientôt rejoints par d'autres immigrants venus du sous-continent indien qui profitèrent de leur nouveau statut de citoyens du *Commonwealth* après l'indépendance de l'Inde et du Pakistan en 1947. Cette loi leur garantissait les mêmes droits que les sujets de la Couronne sur le sol britannique. Ainsi, en 1961 les recensements officiels dénombrèrent 172 379 Antillais et 188 172 Indo-Pakistanaïens – soit un peu moins de 0,8% de la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles. Cinq ans plus tard, ces chiffres s'élevaient respectivement à 321 240 et à 305 340

– soit 1,3%, ce qui représentait toujours une infime proportion de la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles où ils s'établissaient principalement<sup>631</sup>.

Ces deux groupes n'avaient qu'un contact restreint avec les autochtones. Les immigrants du sous-continent indien étaient, dès leur arrivée, intégrés à une communauté étroitement soudée grâce à laquelle ils trouvaient généralement un logement et un emploi. Ils évoluaient la plupart du temps entre leur pension, leur lieu de culte, et leur association – souvent une branche locale de l'*Indian Workers' Association* (IWA) ou de la *Pakistani Workers' Association* (PWA). Ces dernières jouaient un rôle très important dans la vie sociale et culturelle des nouveaux arrivants. Leurs fonctions étaient multiples : elles s'assuraient du bien-être de leurs membres, représentaient leurs intérêts face à leurs employeurs ou à l'administration britannique, servaient de relais avec leurs pays d'origine et renforçaient la cohésion de la communauté<sup>632</sup>. L'intellectuel Sri Lankais Ambalavaner Sivanandan arriva au Royaume-Uni à la fin des années 1950, et selon lui, les immigrants du sous-continent indien créèrent une société parallèle. Ils importèrent leur culture, leurs coutumes, leurs religions et parlaient des langues différentes<sup>633</sup>. Quant aux Antillais, ils partageaient avec les Britanniques leur langue maternelle, leurs patronymes, leur religion, et dans une certaine mesure leur culture, puisqu'ils avaient été éduqués à travers le système colonial, avaient appris à révéler la famille royale et à considérer le Royaume-Uni comme la mère patrie. Nombreux avaient d'ailleurs été ceux qui s'étaient portés volontaires pour le défendre durant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, ils quittaient leurs îles natales avec en tête une vision idéalisée de leur terre d'accueil, pensant être reçus à bras ouverts, et se retrouvaient confrontés à l'indifférence, voire à l'hostilité de la population locale<sup>634</sup>. Tout comme les immigrants indo-

---

<sup>631</sup> John DEWITT, *Indian Workers' Association in Britain*, Londres : Oxford Univeristy Press, 1969, p. 5.

<sup>632</sup> *Ibid.*, pp. 46, 89.

<sup>633</sup> Ambalavaner SIVANANDAN, *A Different Hunger : Writings on Black Resistance*, Londres : Pluto Press, 1982, p. 115.

<sup>634</sup> Peter FRYER, *Staying Power: The History of Black People in Britain*, Londres : Pluto Press, 1984, p. 374.

pakistanaï, ils développèrent leurs propres associations régissant la vie sociale et culturelle de leur communauté, avaient leurs propres églises, cafés, bars, coiffeurs et salles de danse<sup>635</sup>.

### **1.5.1.2. La colour bar : un racisme systémique**

Loin de la rhétorique officielle du Royaume-Uni traitant ses sujets coloniaux avec un paternalisme bienveillant, la réalité de la *colour bar* eut tôt fait de désillusionner les nouveaux arrivants. Il s'agissait d'un racisme systémique reposant sur un ensemble de pratiques discriminatoires non-sanctionnées par la loi. Même si jusqu'au milieu des années 1960, les autorités britanniques niaient son existence, elle imprégnait tous les domaines de la société. De nombreux pubs, discothèques, salles de danse et autres lieux de socialisation à travers le pays refusaient l'entrée ou le service aux personnes à la peau noire<sup>636</sup>. Comme le remarquait le député travailliste Fenner Brockway, président du MCF, cet usage était très répandu mais ne semblait pas susciter l'indignation des autochtones, qui, pourtant, ne se privaient pas de dénoncer la ségrégation dans le Sud des États-Unis ou l'*apartheid* en Afrique du Sud :

*There's a good deal of hypocrisy about us Britishers. We get all hot up about apartheid in South Africa and racial segregation in Alabama, but the truth is that there is a hell of a lot of apartheid and racial segregation in Britain. It's not established law, but it's widely practised. Every West Indian, Asian and African in our midst knows that.*<sup>637</sup>

L'un des secteurs où la discrimination était la plus courante était le logement. On parlait d'ailleurs à l'époque de « *Rachmanism* », du nom de Peter Rachman, logeur dont les pratiques d'exploitation et d'intimidation des locataires étaient notoires,

<sup>635</sup> Ambalavaner SIVANANDAN, *op. cit.*, p. 4.

<sup>636</sup> « Ladbroke Grove pub colour bar », *The West Indian Gazette*, avril 1961, p. 1. « Bradford march », *The West Indian Gazette*, décembre 1961, p. 1. « The fight against racialism in Leicester », *Peace News*, 20 novembre 1964, p. 10.

<sup>637</sup> « Outlaw racial discrimination! », *The West Indian Gazette*, décembre 1963, p. 3.

ou encore de « *colour tax* », pour expliquer les coûts très élevés des loyers pour des logements de petite taille, bien souvent insalubres. De nombreux propriétaires refusaient même explicitement de louer leurs biens à des personnes « de couleur », comme en témoignaient les nombreuses annonces à caractère raciste publiées dans les journaux : « *So sorry, no coloured, no children* », « *Europeans only* », « *NO COLOURED* » (majuscules et soulignement dans le texte original)<sup>638</sup>. Ainsi, la ville de Nottingham avait en 1961 une population totale de 311 899 habitants selon les chiffres officiels, et une communauté antillaise estimée à 7000 personnes, soit environ 2,24%<sup>639</sup>. Jugés indésirables par les autochtones, les Antillais se retrouvaient contraints à partager quelques 500 maisons dans un état de délabrement plus ou moins avancé, du fait des refus catégoriques des propriétaires et des agents immobiliers de leur louer ou de leur vendre un bien à l'extérieur des enclaves où on les cantonnait<sup>640</sup>. Cet entassement forcé alimenta ensuite le préjugé raciste consistant à blâmer les immigrants pour la ghéttoïsation des quartiers où ils résidaient.

Un processus similaire était à l'œuvre dans le domaine de l'emploi. De nombreuses entreprises refusaient d'engager des immigrants noirs, ou bien les reléguaient à des tâches et à des statuts subalternes – parfois sans tenir compte de leurs qualifications. Un employé du *labour exchange* – sorte de Bourse du travail britannique – déclara sans ambages sa réticence à envoyer des jeunes noirs fraîchement sortis de l'école présenter leur candidature devant des employeurs souvent racistes :

*I must admit that I have hesitated to send a young coloured boy or girl fresh from the protective atmosphere of school to an employer without ensuring beforehand that they will not be subjected to the humiliation and discouragement of being turned down because of the colour of their*

---

<sup>638</sup> « *So sorry, no coloured, no children* », *The West Indian Gazette*, août 1960, p. 5.

<sup>639</sup> GB HISTORICAL GIS / UNIVERSITY OF PORTSMOUTH, « Nottingham MB/CB through time », *A vision of Britain through time*, [en ligne], [consulté le 23 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <[http://www.visionofbritain.org.uk/unit/10001389/cube/TOT\\_POP](http://www.visionofbritain.org.uk/unit/10001389/cube/TOT_POP)>.

<sup>640</sup> « Nottingham 1961 », *The West Indian Gazette*, septembre 1961, p. 8.

*skin. [...] there are a large number of employers who discriminate against coloured people especially in the white-collared occupations.*<sup>641</sup>

Cet exemple illustre la politique de laissez-faire du ministère du Travail, considérant que choisir les critères de recrutement de ses salariés relevait du choix de l'employeur. De plus, dans les cas où travailleurs noirs et blancs exerçaient dans la même entreprise, cela suscitait fréquemment des tensions liées aux peurs de ces derniers de se voir remplacer par une main d'œuvre moins onéreuse et plus facilement exploitable. Certains allèrent jusqu'à faire grève avec le soutien de leurs délégués syndicaux pour protester contre le recrutement d'employés noirs, exiger que leur nombre soit limité par des quotas ou encore qu'ils ne puissent être promus à un échelon supérieur à celui d'un blanc<sup>642</sup>. Leurs récriminations aboutirent également à ce que la règle tacite du « dernier embauché, premier licencié » ne s'applique pas aux « Britanniques de souche » lorsque des employés noirs pouvaient être remerciés à leur place<sup>643</sup>. Cette animosité à l'égard des arrivants du nouveau *Commonwealth* prit également des formes plus violentes.

### **1.5.1.3. Hostilité des autochtones et sentiment de désillusion**

Indo-Pakistanaïens, Africains et Antillais furent bien souvent les cibles d'agression en tout genre : actes de vandalisme et dégradations visant leurs lieux de résidence ou leurs propriétés, agressions physiques par des gangs de *Teddy Boys*, des individus isolés, ou même des membres des forces de l'ordre<sup>644</sup>.

<sup>641</sup> « The colour bar at the labour exchange », *Peace News*, 12 juin 1964, p. 1.

<sup>642</sup> « Unity can defeat rising racial tensions », *The West Indian Gazette*, novembre 1959, p. 2. « Anglo-Indian barred », *The West Indian Gazette*, décembre 1960, p. 1. « Probe "top people's" railway colour bar », *The West Indian Gazette*, juillet 1961, p. 1. « Colour bar strike in Glasgow », *Peace News*, 14 août 1964, p. 12.

<sup>643</sup> Peter FRYER, *op. cit.*, p. 376.

<sup>644</sup> « Unity can defeat rising racial tensions », *The West Indian Gazette*, novembre 1959, p. 2. « West Indian house owner attacked », *The West Indian Gazette*, septembre 1960, p. 1. « Police accused of violence », *The West Indian Gazette*, janvier 1962, p. 5. « Fascists attack African hostel », *The West Indian Gazette*, novembre 1962, p. 3.

Ces violences atteignirent un premier paroxysme avec les émeutes de Nottingham et Notting Hill à la fin de l'été 1958, qui furent qualifiées par les commentateurs de l'époque « d'émeutes raciales » (« *race riots* »)<sup>645</sup>. Bien que les témoignages de l'époque soient assez confus et parfois contradictoires, il semblerait que dans les deux cas, l'apparition de couples interracialisés soit à l'origine des déferlements d'agressivité. À chaque fois, l'homme était noir et la femme blanche – réveillant ainsi la peur de la miscégenation, ou mélange des « races ». Les incidents provoquèrent des troubles qui durèrent plusieurs jours, d'abord à Nottingham, puis s'étendant à Londres, où des rassemblements de groupes d'extrême droite eurent lieu. Ces groupuscules racistes, comme le *Union Movement* d'Oswald Mosley<sup>646</sup> ou la *White Defence League* inspirés respectivement par le fascisme de Mussolini et le national-socialisme d'Hitler, attisèrent la rancœur et la haine de leurs jeunes auditeurs avant de les laisser saccager les rues de Notting Hill et violenter de nombreux immigrés noirs<sup>647</sup>. Ces événements contribuèrent à faire naître un sentiment de désillusion et d'attentes trompées au sein des communautés antillaises et indo-pakistanaïses. De plus, la perception que la police ne leur rendait pas justice, voire se rangeait du côté des agresseurs, ajoutait à leur frustration. En mai 1959, un charpentier antiguais du nom de Kelso Cochrane fut poignardé par un groupe de *Teddy Boys* dans une rue de Notting Hill. La police n'arrêta jamais les coupables, entretenant ainsi l'impression que les crimes racistes pouvaient rester impunis<sup>648</sup>. Peu de temps après, les représentants

---

<sup>645</sup> « Race Riots », *The Daily Mirror*, 16 septembre 1958, p. 1.

<sup>646</sup> Oswald Ernald Mosley (1896-1980), célèbre populiste et dirigeant d'un mouvement fasciste, fut tour à tour député conservateur, puis travailliste, avant de créer sa propre organisation, la *British Union of Fascists*, en puisant son inspiration dans le mouvement de Benito Mussolini, puis dans le national-socialisme de Hitler. Après la guerre, il lança le *Union Movement*, qui prônait toujours une idéologie fasciste et explicitement raciste.

<sup>647</sup> « Notting Hill as I saw it », *Peace News*, 5 septembre 1958, p. 1. « On the street where you live », *Peace News*, 12 septembre 1958, p. 2. « Notting Hill and the infection of violence », *Peace News*, 12 septembre 1958, p. 5. « White riot: the week Notting Hill exploded », *The Independent*, 28 août 2008 [en ligne], [consulté le 23 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/white-riot-the-week-notting-hill-exploded-912105.html>>.

<sup>648</sup> « Unity can defeat rising racial tensions », *The West Indian Gazette*, novembre 1959, p. 2.

d'associations d'immigrés africains et antillais écrivirent une lettre au Premier ministre Harold Macmillan, assimilant le meurtre de Kelso Cochrane au lynchage de Mack Charles Parker perpétré un mois auparavant dans le Mississippi<sup>649</sup>. Comme la pratique avait été monnaie courante au Sud des États-Unis, l'analogie dénonçait la nature présumée intrinsèquement raciste de la société britannique. Ce rapprochement témoigne aussi de la tendance de la communauté noire au Royaume-Uni à regarder de l'autre côté de l'Atlantique.

#### **1.5.1.4. « L'Atlantique noir »**

En tant que métropole impériale, Londres était un haut lieu de militantisme noir. En 1900, elle accueillit le premier congrès panafricain de l'histoire. La ville jouait depuis longtemps un rôle de carrefour entre les États-Unis, les Antilles, l'Afrique et l'Europe. D'abord unies par des siècles d'esclavage et de commerce triangulaire, les populations noires de ces différentes contrées partageaient des liens particuliers, voire même, selon le sociologue britannique Paul Gilroy, une identité transnationale commune qu'il nomme « l'Atlantique noir » (« *Black Atlantic* »)<sup>650</sup>. Cette notion ne renvoie pas seulement à la relation ancestrale entre les populations africaines et la diaspora noire essaimée à travers le monde, mais au va-et-vient incessant des personnes et des idées, créant ainsi une culture et une identité spécifique, venant compléter l'identité nationale. Dans le cadre de cette thèse, la référence à ce concept permet de rendre compte des liens privilégiés entre ces différentes populations qui ont servi de canaux de diffusion, à la fois relationnels et non-relationnels, rendant possible les échanges à sens multiples des mouvements de libération nationale et d'égalité raciale.

---

<sup>649</sup> Clive WEBB, « Brotherhood, Betrayal, and Rivers of Blood: Southern Segregationists and British Race Relations » dans Robin D. G. KELLEY et Stephen TUCK (éds), *op. cit.*, p. 233.

<sup>650</sup> Paul GILROY, *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*, Cambridge : Harvard University Press, 1993.

Ainsi, la fondatrice et rédactrice en chef du mensuel *The West Indian Gazette* (WIG) – Claudia Jones – fut une illustration parfaite de ce phénomène. Née à Port-d'Espagne dans les Antilles britanniques, elle émigra aux États-Unis alors qu'elle était encore enfant et s'installa avec sa famille à New York. Elle fut extradée au Royaume-Uni une vingtaine d'années plus tard en raison de son adhésion au Parti communiste et de son activisme contre la guerre de Corée, dans le cadre de la chasse aux sorcières organisée par le sénateur Joseph McCarthy<sup>651</sup>. Il est important de noter que WIG ne s'adressait pas exclusivement à la communauté caribéenne, même si une grande partie de ses articles relatait le combat pour l'indépendance mené dans les Antilles britanniques. En effet, son nom complet – *The West Indian Gazette and Afro-Asian Caribbean News* – dénotait sa volonté de s'adresser aux immigrés non-blancs résidant au Royaume-Uni, incluant ainsi la communauté indo-pakistanaise. Cette volonté d'englober les immigrés provenant du sous-continent indien dans une identité commune plus politique que culturelle serait par la suite au cœur du courant du *Black Power* au Royaume-Uni. Loin de vouloir effacer les différences culturelles entre ces différents groupes, il s'agissait de mettre l'accent sur leurs points communs, notamment leur expérience en tant qu'anciens sujets coloniaux et en tant qu'immigrants confrontés au racisme des autochtones.

De plus, le concept de « l'Atlantique noir » n'est pas sans lien avec le sous-continent indien, puisque la philosophie et les techniques de non-violence gandhienne ont diffusé grâce à lui. En effet, Mohandas Gandhi vécut en Afrique du Sud pendant 21 ans, où il lança ses premières campagnes de désobéissance civile et contribua à fonder le *Natal Indian Congress* (bientôt *South African Indian Congress*) en 1894 à l'image du parti nationaliste de sa nation d'origine, l'*Indian National Congress*, créé en 1885. L'indépendance de l'Inde en 1947 consacra ensuite le triomphe de son parti et de ses méthodes. Ainsi, Fenner Brockway

---

<sup>651</sup> « Dear Claudia! We shall hold high your banner of anti-imperialism », *The West Indian Gazette*, janvier-février 1965, p. 3.

expliquait qu'ils constituaient un modèle universel pour les peuples désireux de s'émanciper :

*[...] the story of the struggle for national liberty in India, led by the National Congress, has become a classic among all peoples claiming freedom. Gandhi and Nehru are not only great Indian figures. They belong to all Asia and Africa. The Indian National Congress became the model of nationalist organisation in every dependent country.*<sup>652</sup>

Les pratiques gandhiennes diffusèrent d'abord des Indiens aux Africains en Afrique du Sud, où ils contestaient la ségrégation raciale rigide bientôt connue sous le nom d'*apartheid*. De nombreux nationalistes africains, militants noirs américains et britanniques se penchèrent également vers les écrits du Mahatma, se rendant même parfois en Inde afin de se former aux principes de la *satyagraha*. Martin Luther King revendiquait d'ailleurs son admiration pour Gandhi, ainsi que l'origine de son engagement non-violent, qu'il décrivait en ces termes :

*In our struggle against racial segregation in Montgomery, Alabama, I came to see at a very early stage that a synthesis of Gandhi's method of non-violence and the Christian ethic of love is the best weapon available to Negroes in this struggle for freedom and human dignity.*<sup>653</sup>

King se rendit également en Inde, en 1959, où il rencontra le Premier ministre Jawarhalal Nehru ainsi que de nombreux adeptes de la *satyagraha*<sup>654</sup>. Les *leaders* du nationalisme africain de l'époque incarnaient également ce mélange. Kenneth Kaunda, par exemple, luttait pour l'indépendance de la Rhodésie du Nord et devint le premier président de la Zambie en 1964. Ce fut à la suite de ses visites au Royaume-Uni et en Inde en 1957 qu'il forma son propre parti, le *Zambia National Congress*, et prit véritablement la tête du mouvement de libération en

---

<sup>652</sup> « Indian independence: the message of non-violence spreads », *Peace News*, 16 juillet 1957, p. 5.

<sup>653</sup> « Mahatma Gandhi lives on in America: "More than any person in history..." – Martin Luther King », *Peace News*, 31 janvier 1958, p. 2.

<sup>654</sup> « Taking Gandhi to India », *Peace News*, 3 avril 1959, p. 3.

amorçant une campagne de résistance non-violente<sup>655</sup>. Quant à Kwame Nkrumah, premier président du Ghana libre en 1957, il avait également émigré aux États-Unis pour ses études, puis s'était rendu en Grande-Bretagne afin d'assister au congrès panafricain de Manchester en 1945. Dans son combat pour l'indépendance du Ghana, il s'inspira de Gandhi en appelant au boycott des produits britanniques et à la désobéissance civile. Une fois à la tête du pays, il organisa à Accra le premier congrès panafricain à se tenir sur le sol du continent<sup>656</sup>. En décembre 1958, 300 délégués représentant 28 pays d'Afrique y prirent part. L'évènement permit aux meneurs nationalistes de se rencontrer en personne, afin de dénoncer le colonialisme et le néocolonialisme de l'Occident, mais aussi d'échanger sur les techniques de non-violence gandhiennes qui firent l'objet de discours des délégués sud-africains, kényans, nigériens et ghanéens, ainsi que de Nkrumah lui-même<sup>657</sup>. Grâce à ces expériences partagées par les peuples opprimés en raison de leur couleur de peau de part et d'autres de l'Atlantique, les mouvements anticolonialistes et pour l'égalité raciale furent bientôt perçus comme les deux facettes d'une même pièce.

### **1.5.2. Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1956-67**

#### ***1.5.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire***

Tout d'abord, sur le sol britannique, le mouvement pour l'égalité raciale bénéficia du succès du mouvement pour le désarmement nucléaire. La nature même de la course aux armes nucléaires se déroulant à l'échelle planétaire impliquait malgré eux les territoires coloniaux. Les essais nucléaires français dans

---

<sup>655</sup> « African leaders in profile – I: Kenneth Kaunda », *Peace News*, 7 juillet 1961, p. 7. « Kaunda launches non-violent campaign for self-government », *Peace News*, 14 juillet 1961, p. 1.

<sup>656</sup> « Ghana », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1957, p. 2, 6. « Freedom through non-violence », *Peace News*, 8 mars 1957, p. 1. « Colonial Africa's mood today », *Peace News*, 5 avril 1957, p. 2.

<sup>657</sup> « Victory at Accra: a step towards a free Africa », *Peace News*, 26 décembre 1958, p. 7.

le Sahara en Algérie mettaient en péril la population africaine. Ainsi les meneurs des combats de libération nationale se saisirent de la problématique et en dénoncèrent la nature impérialiste et néocolonialiste à l'œuvre. Ainsi en 1959, Kwame Nkrumah dénonçait le « mépris cynique » des puissances coloniales pour la vie des Africains :

*This cynical disregard for the wellbeing of Africans generally, and especially those living in West Africa, must provoke the strongest feelings of resentment and the Government of Ghana will not cease to protest against the contamination of the African continent.*<sup>658</sup>

Il invita d'ailleurs les partisans de la CND à se rendre à Accra pour organiser leur intrusion dans la zone de test. L'équipe internationale de militants reçut un fort soutien auprès de la population locale et des pays environnants. À Londres, le *Committee of African Organisations* (CAO)<sup>659</sup> lança un appel à tout le continent africain et à sa diaspora afin de soutenir l'action des militants anti-nucléaires<sup>660</sup>. Ainsi de nombreux meneurs de la communauté noire au Royaume-Uni affirmèrent leur opposition aux armes nucléaires, ce que l'on retrouve par exemple dans la définition de la ligne éditoriale de la *West Indian Gazette* formulée ainsi en 1961 :

*We oppose colonialism: we stand for peace and disarmament and oppose nuclear weapons; we want to build friendship and understanding of all Commonwealth peoples and other world peoples, based on the recognition of equality and dignity of all peoples and nations.*<sup>661</sup>

---

<sup>658</sup> « Nkrumah opposes tests in 'the homeland of innocent Africans' », *Peace News*, 23 octobre 1959, p. 1.

<sup>659</sup> Le *Committee of African Organisations* (CAO) était un groupe de coordination représentant diverses organisations liées aux pays d'Afrique anglophones. Il incluait de nombreux partis nationalistes, des syndicats et sociétés d'étudiants ainsi que des associations d'immigrés africains vivant au Royaume-Uni.

<sup>660</sup> « Thousands of Africans at A-protest team send-off », *Peace News*, 11 décembre 1959, p. 8. « A call to Africans », *Peace News*, 23 octobre 1959, p. 1.

<sup>661</sup> « For a weekly WIG », *The West Indian Gazette*, octobre 1961, p. 4.

Un phénomène similaire était à l'œuvre aux États-Unis par le biais de Bayard Rustin, dirigeant phare du mouvement pour les droits civiques, qui avait fait parti du projet au Sahara<sup>662</sup>.

De plus, la première génération des meneurs du mouvement pour l'égalité raciale avait participé, voire pour certains dirigé, la mobilisation pour le désarmement nucléaire. Fenner Brockway, par exemple, était à la fois un membre fondateur de la CND et le président du MCF qui soutenait les courants indépendantistes en Afrique et en Asie, et le combat contre les discriminations raciales au Royaume-Uni. De même, le sociologue et militant jamaïcain Stuart Hall fut également vice-président de la CND avant de se consacrer à l'égalité raciale<sup>663</sup>. Michael Randle, figure notoire du C100 contribua à la création de la *Campaign Against Racial Discrimination* (CARD) en 1965. L'organisation vit d'ailleurs le jour grâce à l'impulsion de la militante trinitadienne Marion Glean, également membre de la CND. Selon le rédacteur en chef de *Peace News*, Théodore Roszak, Glean réussit à rassembler les dirigeants et les figures emblématiques de ces courants, ainsi que Martin Luther King et Bayard Rustin du mouvement américain pour les droits civiques en janvier 1965 afin de lancer un nouveau mouvement sur le sol britannique<sup>664</sup>. Ainsi, même si l'opposition aux armes nucléaires n'attira qu'un nombre très faible d'Antillais et d'Indo-Pakistanaï, elle mobilisa en revanche l'élite de leurs communautés et les libéraux blancs, au sens anglo-saxon du terme, qui allaient ensuite se charger de recruter.

Enfin, la marche sur Washington pour l'emploi et la liberté d'août 1963 fut organisée par Bayard Rustin sur le modèle des grandes marches de Pâques entre Aldermaston et Londres. Claudia Jones, militante antillaise rédactrice en chef de WIG, s'en inspira également pour organiser la marche pour la liberté (*freedom march*) de Londres, d'abord en soutien avec la manifestation de

---

<sup>662</sup> « Sahara protest team 'virtually under arrest' », *Peace News*, 1<sup>er</sup> janvier 1960, p. 8.

<sup>663</sup> « Race: the unmentionable issue », *Peace News*, 25 septembre 1964, p. 1.

<sup>664</sup> « New campaign to attack colour bar », *Peace News*, 19 février 1965, p. 1.

Washington ayant lieu le même jour mais aussi afin de dénoncer les discriminations raciales et la *colour bar* au Royaume-Uni. C'est après avoir participé à la grand marche de Pâques de 1962 que l'idée lui vint d'organiser ce défilé partant de Ladbroke Grove jusqu'à l'ambassade américaine, en passant par les quartiers de Notting Hill et Paddington, où logeaient de nombreux immigrés noirs<sup>665</sup>. En ce sens, la mobilisation des noirs américains aux États-Unis sert de « chaînon manquant » permettant de retracer la filiation entre le mouvement pour l'égalité raciale et le mouvement pour le désarmement nucléaire au Royaume-Uni.

### **1.5.2.2. Le mouvement pour les droits civiques des noirs américains**

Même si les conditions de vie des immigrés noirs sur le sol britannique étaient sensiblement meilleures que celles des descendants d'esclaves dans le *Deep South*, ils étaient également considérés comme des citoyens de seconde zone. En effet, un ensemble de similarités perçues entre les deux groupes furent responsables de la diffusion du mouvement pour les droits civiques des noirs américains au Royaume-Uni. Si ces derniers étaient privés du droit de vote, discriminés et exclus d'une grande partie des lieux et services publics du fait de la doctrine « *separate but equal* » appliquée par les lois *Jim Crow*, ce n'était pas le cas des arrivants du nouveau *Commonwealth* qui disposaient des mêmes droits civiques que les autochtones grâce au *British Nationality Act* (1948). Pourtant, la pratique répandue de la *colour bar* aboutissait insidieusement à un résultat semblable. Ainsi un journal londonien destiné à la communauté antillaise intitulait son éditorial en mars 1963 : « *Mr James Crow, Esq.* », soulignant les parallèles entre les

---

<sup>665</sup> « 750 in London 'freedom march' », *Peace News*, 6 septembre 1963, p. 9. « London solidarity march », *The West Indian Gazette*, septembre 1963, p. 1.

discriminations raciales *de jure* aux États-Unis et *de facto* au Royaume-Uni par le biais d'une paronomase<sup>666</sup>.

De multiples canaux non-relationnels et relationnels permirent d'établir les liens nécessaires à la diffusion des cadres et des tactiques du mouvement américain. Les médias traditionnels et alternatifs relayèrent amplement la lutte pour les droits civiques. Des branches d'associations américaines furent établies au Royaume-Uni, comme la NAACP (*National Association for the Advancement of Coloured People*), quelques mois seulement après l'émergence de la mobilisation aux États-Unis avec le boycott des bus de Montgomery, dans l'Alabama, afin d'offrir leur savoir-faire pour combattre la *colour bar*<sup>667</sup>. De nombreux liens personnels existaient également entre les militants des deux côtés de l'Atlantique, comme par exemple les contacts fréquents de Bayard Rustin avec les militants de la CND, et la correspondance régulière de Martin Luther King avec le journaliste de *Peace News* écrivant sous le pseudonyme de « *Phyz* ». Il lui envoya par exemple en 1959 un livret décrivant pas à pas la mise en place des techniques de non-violence utilisée dans la campagne de déségrégation des établissements scolaires du *Deep South*<sup>668</sup>. Mais ce furent les visites de Luther King qui eurent probablement le plus d'impact sur les militants britanniques. Lors d'une première visite à Londres en octobre 1961, il donna une conférence sur les préjugés raciaux et participa à un entretien télévisé pour le programme « *Face to face* » de la BBC<sup>669</sup>. Il revint à nouveau à Londres en décembre 1964 avant de se rendre à Oslo pour recevoir le prix Nobel de la paix. Lors du rassemblement organisé par Marion Glean, il s'adressa à des militants et dirigeants d'associations antillaises, africaines et indo-pakistanaïses ainsi que du mouvement pour le désarmement nucléaire. Il dénonça l'*apartheid* en Afrique du Sud avant d'établir un parallèle entre les

---

<sup>666</sup> « Editorially speaking: Mr James Crow Esq. », *The West Indies Observer*, 23 mars 1963, p. 4, cité dans Stephen TUCK, « Malcolm X's Visit to Oxford University », *op. cit.*, p. 88.

<sup>667</sup> « To help Britain beat the colour bar », *Peace News*, 17 février 1956, p. 1.

<sup>668</sup> « Desegregation », *Peace News*, 13 février 1959, p. 3.

<sup>669</sup> « Total integration », *The West Indian Gazette*, novembre 1961, p. 1.

conditions des noirs aux États-Unis et au Royaume-Uni du fait des pratiques de discrimination raciale. Il acheva son discours en incitant ses auditeurs à utiliser les méthodes gandhiennes afin de combattre la *colour bar*. Ces propos témoignaient d'une volonté nouvelle d'internationaliser le mouvement pour l'égalité raciale, et de cesser de mettre l'accent sur l'exceptionnalisme du *Deep South*. Ils déclenchèrent un élan d'unification entre les différentes communautés afin de créer un groupe de coordination spécifiquement dédié à la lutte contre les discriminations raciales<sup>670</sup>. CARD vit le jour le mois suivant et devint, pour un temps, l'organisation majoritaire du mouvement.

De nombreux autres champions de la cause noire traversèrent l'Atlantique pour s'adresser aux Britanniques. Mais aucun ne déchaîna autant les passions que Malcolm Little, alias Malcolm X. Ses discours radicaux trouvèrent un fort écho au sein de la communauté antillaise, peut être aussi du fait de ses propres origines grenadiennes, du côté maternel. Il se rendit deux fois au Royaume-Uni, en décembre 1964 et en février 1965. Lors de ses visites, il s'exprima devant le CAO à Londres, donna des conférences devant des parterres d'étudiants dans les universités de Manchester, de Sheffield, de la LSE et participa à un débat à l'université d'Oxford aux côtés de Tariq Ali<sup>671</sup>. Il décida de venir s'adresser directement aux habitants de Smethwick, petite ville des Midlands près de Birmingham, où les tensions entre les différentes communautés avaient été exacerbées par les pratiques discriminatoires de la municipalité en matière de logement et la campagne aux relents racistes du député conservateur Peter Griffiths. Lors des précédentes élections, le slogan « *If you want a nigger for a neighbour, vote Labour* » avait été associé au candidat Griffiths. Si ce dernier ne l'avait jamais officiellement adopté, il avait refusé de s'en distancer et avait

---

<sup>670</sup> « Martin Luther King's warning to Britain: 'Don't let inequality continue' », *Peace News*, 11 décembre 1964, p. 1. « Dr Luther King's warning », *The West Indian Gazette*, décembre-janvier 1965, pp. 1-2.

<sup>671</sup> Stephen TUCK, « Malcolm X's Visit to Oxford University », *op. cit.*, p. 84. « Malcolm X in London », *Peace News*, 12 février 1965, p. 12. « 'Washington DC centre of world imperialism – Malcolm X' », *The West Indian Gazette*, février 1965, p. 4.

capitalisé sur l'animosité raciale qu'il inspirait<sup>672</sup>. Ainsi, lorsque Malcolm X se promena dans les rues de Smethwick, il fut accueilli par un flot de commentaires hostiles de la part de résidents blancs. Il déclara alors devant les journalistes : « *I have heard that the blacks [...] are being treated in the same way as the Negroes were treated in Alabama – like Hitler treated the jews* » avant de conclure « *I would not wait for the fascist elements in Smethwick to erect gas ovens* »<sup>673</sup>. Un militant trinitadien vivant à Londres se pressa d'appliquer ce conseil. Michael de Freitas se faisait appeler Michael X en hommage à son modèle, avec lequel il pensait partager certaines caractéristiques : origines antillaises, conversion à l'islam, et bien sûr des opinions politiques radicales comme le rejet des techniques non-violentes prônées par Luther King en faveur de l'autodéfense face à la violence des autorités. En entretenant volontairement les parallèles, il gagna rapidement en visibilité médiatique et fut bientôt considéré à tort par les médias traditionnels comme un des principaux porte-parole de la communauté antillaise. Il fonda l'organisation *Racial Adjustment Action Society* afin de mettre en pratique ses idéaux. Pourtant, à l'image du nom de l'association dont l'acronyme formait en fait un juron en créole jamaïcain, De Freitas devait sa réputation à ses frasques médiatiques plutôt qu'à l'articulation d'une pensée politique cohérente. D'autres célèbres militants afro-américains comme Stokely Carmichael et Angela Davis firent le déplacement et leurs interventions contribuèrent, quelques années plus tard, à la radicalisation du mouvement pour l'égalité raciale au Royaume-Uni.

Grâce à cette multitude de canaux relationnels et non-relationnels, le mouvement pour les droits civiques des noirs américains diffusa largement outre-Atlantique. Des slogans et des chants furent adoptés, comme l'hymne emblématique « *We Shall Overcome* », entonnée par exemple lors de la marche de la

---

<sup>672</sup> Joe STREET, « Malcolm X's, Smethwick, and the Influence of the African American Freedom Struggle on British Race Relations in the 1960s », *Journal of Black Studies*, 38, no. 6, juillet 2008, pp. 936-7.

<sup>673</sup> *Ibid.* p. 939. « Malcolm X's visit to Smethwick to fight racism remembered 50 years on », *The Birmingham Mail*, 16 février 2015, [en ligne], [consulté le 30 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/malcolm-xs-visit-smethwick-remembered-8653592>>.

liberté à Londres en solidarité avec la marche sur Washington en août 1963<sup>674</sup>. Si l'emploi des techniques de non-violence gandhienne était également dû au mouvement pour le désarmement nucléaire, les exploits de Martin Luther King contribuèrent grandement à les populariser. L'exemple le plus éloquent fut sans doute la mise en place du boycott des bus de Bristol d'avril à août 1963, inspiré par celui des bus de Montgomery qui avait duré un an, de décembre 1955 à 1956<sup>675</sup>. L'action fut provoquée par un cas de discrimination à l'embauche touchant un jeune Antillais qui souhaitait postuler pour devenir conducteur de bus. Le jeune homme se vit refuser un entretien par le directeur de la *Bristol Omnibus Company* malgré ses qualifications. Les membres de l'association antiraciste *West Indian Development Council*, sous la houlette du militant d'origine ouest-africaine Paul Stephenson, décidèrent alors d'appeler au boycott de l'entreprise. Ce dernier insistait d'ailleurs sur la source d'inspiration de la tactique et s'en servit pour mettre en scène des parallèles entre les deux contextes. Un des protestataires noirs monta volontairement à l'arrière d'un bus devant les flashes des journalistes, rappelant ainsi les noirs américains forcés de s'asseoir à l'arrière des bus ou de céder leurs places aux blancs. Comme le souhaitaient les militants, les médias couvrirent l'évènement avec sensationnalisme. Ainsi un journal local comparait Bristol à Little Rock, dans l'Arkansas : « *We want no Little Rock in Bristol* »<sup>676</sup>. En 1957, les troupes fédérales avaient dû y intervenir pour protéger neuf élèves noirs d'une foule de suprématistes blancs en furie, tentant d'empêcher la déségrégation des établissements scolaires. Cette propagande se révéla rapidement efficace, et la campagne reçut le soutien de députés travaillistes de premier plan, comme Tony Benn, Fenner Brockway et même Harold Wilson,

---

<sup>674</sup> « 750 in London 'freedom march' », *Peace News*, 6 septembre 1963, p. 9. « London solidarity march », *The West Indian Gazette*, septembre 1963, p. 1.

<sup>675</sup> Pour plus de précisions sur les liens entre ces deux événements voir Claire MANSOUR, « The Cross-National Diffusion of the American Civil Rights Movement: The Example of the Bristol Bus Boycott of 1963 », *Miranda*, 10, 2014 [en ligne], [consulté le 30 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://miranda.revues.org/6360>>.

<sup>676</sup> Madge DRESSER, *Black and White on the Buses: The 1963 Colour Bar Dispute in Bristol*, Bristol : Bristol Broadside, 1986, p. 27.

alors à la tête de l'opposition, ainsi que du célèbre joueur de cricket trinitadien Learie Constantine<sup>677</sup>. Le 28 août 1963, le directeur de la compagnie de bus annonça que sa société emploierait désormais des conducteurs noirs, le jour même où Martin Luther King prononçait son illustre discours « *I have a dream* »<sup>678</sup>. La notoriété du mouvement des droits civiques et le soutien qu'il suscitait à travers le monde eurent une influence très significative pour les militants antiracistes au Royaume-Uni. Ce mouvement inspira et galvanisa leurs efforts, tout en créant un contexte favorable, au sein duquel classe politique et opinion publique devenaient plus réceptives à leurs revendications.

### **1.5.2.3. Les mouvements de libération nationale dans les colonies et dominions britanniques en Afrique**

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, les colonies et dominions britanniques en Afrique furent traversés par des mouvements de libération nationale à forte dimension antiraciste. La Rhodésie, Nord et Sud, ainsi que l'Afrique du Sud, furent le théâtre de mobilisations particulièrement soutenues, visant à abolir la ségrégation raciale institutionnalisée qui classait les individus en différentes catégories selon les nuances de leur couleur de peau. En Afrique du Sud, des campagnes de désobéissance civile semblables à celles organisées par Gandhi au début du siècle continuaient à être mises en place régulièrement. Il s'agissait de traverser les différentes zones urbaines sans être munis des permis de circulation nécessaires aux personnes non-blanches, d'occuper les sièges et les compartiments réservés aux blancs dans les bus ou les trains, voire même de boycotter les réseaux de transports en marchant plusieurs dizaines de kilomètres<sup>679</sup>. Le mouvement diffusa progressivement vers les

---

<sup>677</sup> « Wilson joins colour bar fray », *The Bristol Evening Post*, 2 mai 1963, p. 1. « Sir Learie makes it plain on that Bristol colour bar », *The West Indian Gazette*, juin 1963, p. 1.

<sup>678</sup> « 'Complete integration' on buses – YES to coloured men », *The Bristol Evening Post*, 28 août 1963, p. 1. « Bus firm drops colour bar », *The Bristol Evening Post*, 29 août 1963, p. 1.

<sup>679</sup> « Indian Independence: the message of non-violence spreads », *Peace News*, 16 juillet 1957, p. 5.

colonies du nord. En décembre 1956 en Rhodésie du Sud, et en janvier 1957 en Rhodésie du Nord, de nouvelles campagnes furent lancées par les deux branches respectives de l'*African National Congress* sur le modèle de celle menée par Gandhi et l'*Indian National Congress* qui avait conduit à l'indépendance de l'Inde. Des groupes de dizaines de protestataires pénétrèrent dans les restaurants, bars et cinémas d'ordinaires réservés aux blancs et demandaient à être servis<sup>680</sup>. Au Royaume-Uni, les actions collectives contre la *colour bar* commencèrent à porter leurs fruits à la fin des années 1950. Les efforts de cinq Jamaïcains et leur syndicat réussirent à menacer de fermeture le pub *Milkwood Tavern*, dans le quartier de Hern Hill au sud de Londres, en raison des pratiques de son propriétaire, qui refusait de servir des clients noirs<sup>681</sup>. S'il est très difficile de retracer la généalogie exacte de cette stratégie, ce déroulement chronologique laisse penser que ce furent les exemples des colonies et anciennes colonies britanniques africaines qui inspirèrent les militants en Grande-Bretagne. Dans un deuxième temps, la campagne menée par le *Congress for Racial Equality* (CORE) aux États-Unis contribua à la renommée de la technique du *sit-in*. CORE avait été fondée en 1942 à Chicago, et militait contre les discriminations raciales au nord du pays dans les théâtres, cinémas et restaurants par le biais de techniques non-violentes<sup>682</sup>. En février 1960, le succès de la campagne menée par les étudiants noirs dans les restaurants de Greensboro, avait permis à la technique de se propager rapidement dans le Sud afin de lutter contre la ségrégation, tout en étant abondamment relatée à l'étranger<sup>683</sup>.

Le mois suivant, la nouvelle du massacre de 70 manifestants pacifiques par les autorités Sud-Africaine à Sharpeville agit comme un électrochoc sur l'opinion

---

<sup>680</sup> « A break in the colour bar », *Peace News*, 28 décembre 1956, p. 8. « Non-violent action in Northern Rhodesia », *Peace News*, 18 janvier 1957, p. 6. « Africans begin first phase of non-violent campaign », *Peace News*, 25 janvier 1957, p. 6.

<sup>681</sup> John DAVIS, « Containing Racism? The London Experience, 1957-1968 » dans Robin D. G. KELLEY et Stephen TUCK (éds), *op. cit.*, p. 138.

<sup>682</sup> « From Chicago to Notting Hill », *Peace News*, 12 septembre 1958, p. 8.

<sup>683</sup> « Lunch-counter protests are snowballing », *Peace News*, 4 mars 1960, p. 5. « Negroes: mass direct action », *Peace News*, 25 mars 1960, p. 1.

internationale et catalysa la campagne contre l'*apartheid* en Afrique du Sud. Jusqu'alors, les actions sur le sol britannique restaient anecdotiques, et le boycott lancé par les partisans du *South African National Congress* en juin 1959 était peu suivi, malgré les efforts du *Committee of African Organisations*<sup>684</sup>. Le 27 mars, une dizaine de milliers de personnes se réunirent à Trafalgar Square pour protester contre la tuerie de Sharpeville. Le rassemblement fut suivi d'un *sit-in* devant la *South Africa House* – bâtiment abritant l'ambassade sud-africaine. Suite à ces évènements le *Boycott Movement* évolua en organisation pérenne et devint l'*Anti-Apartheid Movement* (AAM)<sup>685</sup>. Les militants britanniques gravitant dans les cercles anti-impérialistes, nationalistes africains et antillais, ou dans les associations défendant les intérêts des immigrés noirs développèrent une vision globale du problème des discriminations raciales : « *Racialism exists not only in South Africa. It exists everywhere, and wherever it exists it must be fought, whether in Notting Hill or in Dixie, in Johannesburg or Salisbury* »<sup>686</sup>. Cette prise de conscience permit leur ralliement sous la même bannière de l'égalité raciale et l'essor du mouvement.

#### **1.5.2.4. La campagne contre la colour bar**

Le combat contre la *colour bar* fut aussi divers que les militants qu'il rassemblait. Si les « libéraux » blancs, au sens anglo-saxon du terme, préféraient souvent les techniques constitutionnelles telles que les lettres et les pétitions en soutien à une réforme parlementaire contre les discriminations raciales, les premiers concernés eurent en revanche recours à des actions plus concrètes. Ainsi, les habitants des quartiers défavorisés majoritairement noirs ou asiatiques unirent fréquemment leurs forces pour contrer les effets des diverses injustices

---

<sup>684</sup> « African boycott wins support », *Peace News*, 17 juillet 1959, p. 8. « Africa prepares to support boycott », *Peace News*, 31 juillet 1959, p. 3. « Sunday protest against South African shootings », *Peace News*, 25 mars 1960, p. 8.

<sup>685</sup> « The campaign against apartheid », *Peace News*, 1<sup>er</sup> avril 1960, p. 1. « Boycott will continue », *Peace News*, 1<sup>er</sup> avril 1960, p. 8.

<sup>686</sup> « Freedom... Africa's Right », *The West Indian Gazette*, juin 1960, p. 4.

dont ils faisaient l'objet. Des associations destinées à aider les immigrés du nouveau *Commonwealth* à accéder à la propriété, ou tout simplement à se loger, virent le jour dans les quartiers du sud de Londres et dans les Midlands<sup>687</sup>. Les dirigeants des *gurdwaras*, temples Sikhs, défendirent leurs fidèles contre les pratiques discriminatoires des employeurs les refusant en raison du port de leur turban. L'exemple d'un aspirant contrôleur de bus à Manchester dont la candidature avait été rejetée en 1959 donna lieu à la première « campagne des turbans » (*turban campaign*), qui se poursuivit jusqu'en 1966, et inspira des entreprises similaires dans les villes de Leeds, Bradford et Wolverhampton<sup>688</sup>. L'adoption de la technique du *sit-in* dans les lieux refusant l'accès ou le service aux personnes « de couleur » prit un tour spécifiquement britannique dans les pubs, où elle fut baptisée *drink-in*. Après les cas évoqués précédemment de la *Milkwood Tavern* et le succès de la campagne de Greensboro, la cadence s'accéléra. Des militants noirs entreprirent de défier les *colour bars* instaurées par certains pubs, bars et discothèques et attendaient d'être servis sur place jusqu'à ce que la police ne les contraigne à quitter les lieux. Lorsque les propriétaires des établissements se montraient particulièrement réfractaires, les actions pouvaient devenir de véritables campagnes, s'appuyant sur des manifestations ou des piquets à l'entrée dénonçant les pratiques discriminatoires des lieux. Ce fut par exemple le cas du *Dartmouth Arms*, à Lewisham dans le sud de Londres, où les militants réussirent à attirer l'attention des médias en surnommant leur mobilisation « *Operation Guinness* » en 1964<sup>689</sup>. À Leicester, une série d'actions analogues se produisit, et une alliance effective unissant sympathisants pakistanais, socialistes et étudiants eut raison de la *colour bar* dans plusieurs

---

<sup>687</sup> « New mortgage company open for deposits », *The West Indian Gazette*, novembre 1961, p. 13.

<sup>688</sup> Vincent LATOUR, *Le Royaume-Uni et la France au test de l'immigration et à l'épreuve de l'intégration : 1930-2012*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2014, p. 107. Brett BEBBER, « Model migrants ? : Sikh activism and race relations organisations in Britain », *Contemporary British History*, publié le 24 janvier 2017 [en ligne], [consulté le 29 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13619462.2017.1280400>>.

<sup>689</sup> « Colour bar at london pub: four stage sit-in », *Peace News*, 18 septembre 1964, p. 12. Stephen TUCK, *Malcolm X's Visit to Oxford University*, *op. cit.*, p. 92.

établissements de la ville<sup>690</sup>. À Bradford, l'exclusion systématique des clients noirs non-accompagnés d'une salle de danse conduisit Antillais, Pakistanais et Anglais à défiler de concert sous les bannières « *One race – the human race* » et « *Bar the colour-bar* » en décembre 1961<sup>691</sup>.

En 1962, l'entrée en vigueur du *Commonwealth Immigrants Act* contribua également à renforcer les liens entre les différentes communautés issues de l'immigration, et fut interprétée comme un signe de racisme institutionnel. Surnommée « *Colour Bar Act* » par ses opposants, la loi introduisait pour la première fois des restrictions migratoires aux citoyens des pays du Commonwealth en autorisant seulement les titulaires d'un permis de travail (*voucher*) à entrer au Royaume-Uni. Officiellement destinée à filtrer la main d'œuvre qualifiée, la loi affectait inégalement les pays du nouveau et du vieux Commonwealth. Comme les personnes nées sur le sol du Royaume-Uni ou bien possédant un passeport émis par les autorités britanniques n'avaient pas besoin de permis de travail, elle ne changeait pas la situation des quelques ressortissants canadiens, australiens et néo-zélandais désireux de s'y installer. En revanche, elle visait à réduire le nombre d'immigrés en provenance du nouveau Commonwealth. Ainsi, alors que la proposition de loi était débattue à la Chambre des Communes, ses opposants se pressèrent en nombre devant les portes de Westminster, dressèrent des piquets de protestation devant le ministère de l'Intérieur et organisèrent conférences et manifestations. Lors d'un défilé au mois de janvier, quelques milliers de personnes issues des différentes communautés se rassemblèrent à l'appel du MCF à Trafalgar Square pour demander que les contrôles migratoires soient abandonnés en faveur d'une loi contre les discriminations raciales. On pouvait lire sur leurs pancartes « *No colour bar on immigration* », « *Bill of discrimination* » ou encore « *Legalised apartheid* »<sup>692</sup>. Cette loi

---

<sup>690</sup> « The fight against racialism in Leicester », *Peace News*, 20 novembre 1964, p. 10.

<sup>691</sup> « Bradford march », *The West Indian Gazette*, décembre 1961, p. 1.

<sup>692</sup> « Anti-colour Bill Lobby – February 13 », *The West Indian Gazette*, février 1962, p. 1. « No colour bar on immigration march », *The West Indian Gazette*, février 1962, p. 16.

reflétait l'opinion du Parti conservateur qui identifiait la cause des problèmes d'assimilation des immigrés noirs, non comme étant dû au racisme ambiant et aux discriminations raciales, mais à leur nombre croissant. Ces derniers perçurent à leur tour cette mesure comme un signe que le gouvernement se rangeait du côté de ceux qui les jugeaient comme indésirables, encourageant ainsi les discours et les actes de haine des groupuscules d'extrême droite :

*It is instructive that on the very day that the Colour Bar Immigration Act came into force, the most disgraceful racist meeting ever allowed to be held took place in Britain. We refer to the meeting of the so-called 'National Socialist Movement' in Trafalgar Square on July the 1<sup>st</sup>. There, in full view of the police and the authorities who pleaded that racialism was not at the heart of the colour bar restriction measure, Nazi slogans were shouted, Nazi salutes given and insulting anti-Semitic words were used.<sup>693</sup>*

Si les travaillistes avaient été prompts à condamner la proposition de loi lors des débats au parlement, leur opposition se tarit au moment où la mesure fut renouvelée pour une année supplémentaire en 1963. En dehors du soutien d'Harold Wilson à une législation interdisant la discrimination raciale, ils se prononcèrent peu sur le sujet durant la campagne, ce qui laissait déjà présager aux intellectuels noirs qu'il y aurait un consensus entre les partis principaux<sup>694</sup>.

#### **1.5.2.5. Revirement du Parti travailliste et montée du racisme**

Dès son arrivée au pouvoir en octobre 1964, le gouvernement Wilson fit voter un nouveau renforcement du *Commonwealth Immigrants Act*. Deux ans auparavant, Hugh Gaitskell – alors à la tête de l'opposition travailliste – en avait dénoncé la logique pernicieuse, en la taxant de « mesure raciste en pratique » : « *a plain anti-Commonwealth measure in theory and a plain anti-colour measure in practice* »<sup>695</sup>.

<sup>693</sup> « Colour bar act emboldens fascists », *The West Indian Gazette*, juillet 1962, p. 11.

<sup>694</sup> « Outlaw racial discrimination! », *The West Indian Gazette*, décembre 1963, p. 3. « Race: the unmentionable issue », *Peace News*, 25 septembre 1964, p. 1.

<sup>695</sup> « Immigration: why no open door? », *Peace News*, 13 novembre 1964, p. 1.

En plus du renouvellement des restrictions migratoires déjà existantes, le gouvernement publia un livre blanc promettant des contrôles encore plus stricts qui seraient contrebalancés par des mesures destinées à faciliter l'assimilation<sup>696</sup>. Lors de la campagne de 1964, Peter Griffiths n'avait pas été le seul conservateur à jouer sur les tensions entre les communautés. Le Premier ministre, Alec Douglas-Home, avait également évoqué la menace d'un déluge d'immigrants noyant le Royaume-Uni lors d'un discours dans le Yorkshire<sup>697</sup>. Le revirement des travaillistes en faveur de sévères restrictions des flux migratoires provenant des pays du nouveau Commonwealth provoqua un sentiment de désillusion au sein des communautés immigrées. Le *Race Relations Act* de 1965 fut rapidement dénoncé par les militants comme étant une réforme cosmétique : « [...] *an ineffectual sop to liberal opinion, which fails to tackle the most important areas of discrimination* »<sup>698</sup>. Les organisations comme le MCF et CARD, misant justement sur la coopération avec le Parti travailliste pour œuvrer pour l'égalité raciale au moyen de réformes, perdirent de leur pertinence aux yeux de leurs membres, et se virent rapidement délaissées au profit d'organisations plus radicales, prônant des stratégies extra-parlementaires.

### 1.5.3. Apogée du mouvement : 1967-79

#### 1.5.3.1. Le tournant du Black Power

Le slogan « *Black Power* » fut rendu célèbre par Stokely Carmichael, alors fraîchement élu président du SNCC, lors de la marche contre la peur (*March against fear*) de juin 1966 dans le Mississippi. Dès lors, il déchaîna les foudres des médias qui lurent dans ses discours des menaces et des promesses de vengeance. Les propos de Carmichael furent d'ailleurs immédiatement déformés par la

---

<sup>696</sup> John SOLOMOS, *Race and Racism in Britain*, Londres, Macmillan, 1993, p. 66.

<sup>697</sup> « Before and after Smethwick », *The West Indian Gazette*, novembre 1964, p. 1.

<sup>698</sup> « New drive against race discrimination », *Peace News*, 30 juillet 1965, p. 1.

presse, puisqu'après s'être écrié « *Black Power* », il poursuivit en affirmant que ce mot d'ordre allait « séparer les hommes des souris », ce qui fut retranscrit en « séparer les hommes des blancs » (« *This will separate the men from the mice* », « *This will separate the men from the whites* »)<sup>699</sup>. Ce cri de ralliement de la conscience noire prit un sens différent lorsqu'il diffusa outre-Atlantique, où il fut adapté au contexte local. Aux États-Unis, le terme accentuait l'homogénéité de la communauté noire et faisait allusion à ses origines africaines. Les autres populations non-blanches revendiquèrent à leur tour leur couleur de peau comme une couleur politique avec le « *Yellow Power* » pour la communauté asiatique, le « *Red Power* » pour les Indiens d'Amérique, et « *la Raça de Bronze* » ou plus rarement « *Brown Power* » pour la communauté latino-américaine. Au Royaume-Uni en revanche, le mot « *black* » devint un terme défini en négatif incluant toute personne non-blanche : « *The term 'Black People' is a universal one. It represents all the non-white peoples of the world – the oppressed peoples of the world. [...] Africans, Indians, Asians, West Indians, Afro-Americans etc. and BLACK PEOPLE is the suitable title that represents us ALL* »<sup>700</sup>. Les différences culturelles entre les Antillais et les Indo-Pakistanaïens rendaient cependant leurs conditions de vie différentes. Si l'expérience partagée du racisme systémique au sein de la société britannique fut un dénominateur commun suffisant pour forger une alliance politique parmi les militants, elle ne permit pas d'obtenir le soutien de la majeure partie de ces communautés. La plupart des Indo-Pakistanaïens ne se reconnaissaient pas dans la définition de « *black* » et ne s'identifiaient pas non plus au modèle de la lutte pour les droits civiques des noirs américains. Ils continuèrent donc dans l'ensemble à se mobiliser au sein de leurs propres associations communautaires pour promouvoir leurs intérêts spécifiques, ne collaborant qu'occasionnellement avec les autres populations issues de l'immigration.

---

<sup>699</sup> « Rebirth of a movement », *Peace News*, 29 juillet 1966, p. 5.

<sup>700</sup> « What is Black Power », *Grass Roots*, 1, no. 4, septembre 1971, pp. 6-7.

L'évolution du débat national sur les restrictions des flux migratoires parvint à convaincre certaines associations indiennes et pakistanaises de faire cause commune avec les Antillais et les Africains. En mars 1968, un nouveau *Commonwealth Immigrants Act* fut promulgué afin d'empêcher l'arrivée d'un grand nombre de familles originaires du sous-continent indien fuyant la politique d'africanisation du Kenya. Comme ces dernières étaient titulaires de passeports britanniques, la législation s'appuyait désormais sur leur absence de filiation avec le Royaume-Uni pour les soumettre aux restrictions migratoires, sans toutefois modifier le statut des citoyens du vieux Commonwealth. Quelques semaines plus tard, les remous des « eaux écumant de sang » (« *foaming with much blood* ») invoquées par le député conservateur Enoch Powell lors de son discours à Birmingham le 20 avril 1968, déferlèrent sur le pays. À grand renfort de stéréotypes racistes, Powell arguait que les contrôles migratoires étaient insuffisants, et prônait le rapatriement des immigrants noirs et indo-pakistanaïes, menaçant, selon lui, de noyer dans leurs flots les Britanniques de souche<sup>701</sup>. Ce discours trouva un certain écho chez les dockers londoniens qui manifestèrent pour protester contre sa démission forcée du cabinet fantôme. Face à ces attaques, une cinquantaine d'associations représentant les communautés antillaises, pakistanaises et indiennes se rassemblèrent pour former l'organisation *Black Peoples' Alliance* (BPA)<sup>702</sup>. L'idée sous-jacente était de forger une identité politique commune aux immigrants non-blancs, selon les principes du courant du *Black Power* outre-Atlantique. Cependant son succès auprès des Indo-Pakistanaïes reste à nuancer. Les dirigeants de la communauté indienne de Birmingham, par

---

<sup>701</sup> « Enoch Powell's stink bomb », *Peace News*, 26 avril 1968, p. 4. « Enoch Powell's 'Rivers of Blood' speech », *The Telegraph*, 6 novembre 2007, [en ligne], [consulté le 28 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.telegraph.co.uk/comment/3643823/Enoch-Powells-Rivers-of-Blood-speech.html>>.

<sup>702</sup> « Immigrant general strike! », *Peace News*, 3 mai 1968, p. 1. « Race reactions: immigrants unite », *Peace News*, 3 mai 1968, p. 12.

exemple, refusèrent de rejoindre la BPA, et préférèrent créer un comité de coordination fédérant exclusivement les organisations d'immigrés indiens<sup>703</sup>.

Ainsi, les groupes revendiquant l'influence du *Black Power* furent principalement composés d'Antillais et seulement d'une minorité d'Indo-Pakistanaïes et d'Africains, comme celui du militant nigérian Obi Egbuna, *Universal Coloured People's Association* (UCPA), formé à son retour des États-Unis en juin 1967. Un document interne à l'organisation recensait dix-sept membres dont les noms étaient clairement identifiables comme originaires du sous-continent indien, sur un total de 76, ce qui représentait environ 22%<sup>704</sup>. La volonté d'Egbuna d'adopter l'idéologie et le langage des militants noirs américains était flagrante. Les locaux de l'association étaient constellés de photos de Stokely Carmichael, tandis que son manifeste, intitulé « *Black Power in Britain* », était empreint de la même rhétorique facilement identifiable. Ses partisans se désignaient entre eux par les termes « *brothers* » and « *sisters* », tandis que les forces de l'ordre se voyaient invectivées par des formules désobligeantes telles que « *fascist pigs* ». Le cadre de diagnostic identifiait un système capitaliste de domination blanche opprimant les noirs à travers le monde, dans les colonies aussi bien qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Ainsi le Premier ministre travailliste était comparé au défenseur de la suprématie blanche à la tête de la Rhodésie du Sud : « *We know that the only differences between the Ian Smiths and Harold Wilsons of the white world is not a difference in principle but only a difference in tactics* »<sup>705</sup>. Les « libéraux blancs » (« *white liberals* ») et l'élite des communautés immigrées étaient également critiqués pour leur attentisme et leur modération. Le racisme institutionnalisé ne pouvait être aboli que par une mobilisation de masse. Le cadre de pronostic prônait donc l'émancipation (*empowerment*) à tous les niveaux

<sup>703</sup> « Race reactions: immigrants unite », *Peace News*, 3 mai 1968, p. 12.

<sup>704</sup> UNIVERSAL COLOURED PEOPLE'S ASSOCIATION, « UCPA Black Power », 1967, document tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Universal Coloured People's Association (UCPA) », 01/04/04/01/04/01/17, Londres : Institute of Race Relations.

<sup>705</sup> « Black Power in Britain », *Peace News*, 15 septembre 1967, p. 12.

de la population noire. Il s'agissait de prendre le contrôle de leur situation et non plus de dépendre de la bonne volonté de la classe politique. Mais pour y parvenir, les noirs devaient au préalable s'affranchir de la vision stéréotypée et dévalorisante d'eux-mêmes propagée par la culture dominante blanche. Un dessin publié dans un journal militant reflète parfaitement la métamorphose souhaitée par les partisans du *Black Power* (voir annexe 12). Il représente un homme noir divisé en deux selon un axe de symétrie vertical : à gauche, la vision conforme aux attentes de la culture dominante blanche (cheveux courts, costume, esprit obnubilé par l'appât du gain et autres valeurs individualistes liées au système capitaliste) ; et à droite, la nouvelle image redonnant un sentiment de fierté noire (coiffure afro, vêtements aux motifs d'inspiration africaine, esprit tourné vers l'entraide à la communauté noire et l'émancipation à travers l'éducation)<sup>706</sup>.

Egbuna continua à s'approprier des éléments du mouvement noir américain et fut un des membres fondateurs en 1968 des *British Black Panthers* ou *Black Panther Movement* (BPM), qui deviendrait à partir de 1971 le *Black Liberation Front* (BLF). Les militants britanniques empruntèrent notamment le symbole de la panthère noire et du poing noir fermé et levé ainsi que les bérets noirs caractéristiques du *Black Panther Party* (BPP) créé par Huey Newton et Bobby Seale à Oakland en Californie en 1966 (voir annexe 13). Le programme du BPM paru en 1971 rappelait également celui du BPP publié en 1967 (voir annexes 14 et 15)<sup>707</sup>. Au lieu d'être structurée en dix points, la version britannique était condensée en cinq, commençant aussi par l'anaphore « *We want* ». Dans les listes des revendications, l'emploi, le logement et l'éducation occupaient des places similaires. Cependant si les cadres marxistes et anti-impérialistes semblaient proches, on remarquait toutefois des différences qui témoignaient des processus d'ajustement des éléments empruntés. Le ton du texte était beaucoup moins

---

<sup>706</sup> Sans titre, *Grass Roots*, 1, no. 4, septembre 1971, p. 12. British Library, General Reference Collection, RH.9.x.1789, Londres [consulté en juin 2017].

<sup>707</sup> « The ten point program and platform: What we want, what we believe », *The Black Panther Newspaper*, 23 novembre 1967, p. 3.

vindictif, et ses demandes plus pragmatiques. Par exemple, il n'y était pas question de plein emploi pour toute la population noire, mais de suppression des discriminations raciales à l'embauche, et des inégalités entre les travailleurs noirs et blancs. Tandis que les militants américains menaçaient de prendre les armes pour défendre leur communauté contre la brutalité policière, leurs équivalents britanniques voyaient dans le militantisme la solution adéquate au racisme gangrénant la société. Enfin, le manifeste rédigé par Newton et Seale s'appuyait sur les textes fondateurs des États-Unis pour affirmer leur légitimité en tant que citoyens, comme la Déclaration d'indépendance et la Constitution. Les *panthers* britanniques étant principalement issus de la vague d'immigration d'après-guerre, ils justifiaient leur droit à la citoyenneté britannique en renvoyant au passé impérial du pays et au rôle-clé qu'avait joué le système colonial dans son développement : « *Black people in our different homelands, and in this country have built up Britain, therefore we have every right to be here* »<sup>708</sup>. En mettant l'accent sur l'expérience coloniale commune aux différentes communautés non-blanches installées au Royaume-Uni, les militants espéraient les rassembler sous la même bannière, mais aussi contester les lois de restrictions migratoires les privant des droits afférents à leur statut de citoyen du Commonwealth.

En diffusant au Royaume-Uni, l'idéologie du *Black Power* fut transformée par les militants qui l'adoptèrent. Ils choisirent d'en atténuer certains aspects, comme l'autodéfense, qui était le pilier principal de l'organisation américaine dont le nom complet était *Black Panther Party for Self-Defense*. Si les brutalités policières et les agressions racistes étaient aussi fréquentes au Royaume-Uni, la législation stricte et la culture réfractaire au port d'armes expliquaient en partie cette différence. Quelques groupes d'autodéfense furent néanmoins créés dans certains quartiers du sud de Londres ou des Midlands afin de protéger les résidents des attaques des groupuscules d'extrême droite, et parfois même des forces de police,

---

<sup>708</sup> BLACK PANTHER MOVEMENT, « What we want », 1971, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

dont le comportement était également souvent perçu comme raciste<sup>709</sup>. D'autres facettes du mouvement furent au contraire mises en avant, comme le *community organising* et l'éducation – plus particulièrement l'histoire des différentes communautés et de leurs pays d'origine. Si on prend l'exemple du magazine mensuel *Grass Roots*, publié par le *Black Liberation Front* à partir de 1971, il comportait à la fois les actualités locales et nationales, mais aussi des nouvelles de la scène internationale, une colonne dédiée au mouvement des féministes noires, ainsi que des articles traitant de l'histoire et de la culture des peuples noirs. Les tenants du *Black Power* prirent part à de nombreux projets de *community organising* dans leurs quartiers. Le « *Grass Roots Self-Help Community Project* », lancé au printemps 1971 à Harringay, au nord de Londres, visait à instaurer des programmes d'entraide et d'autosuffisance permettant aux habitants de mettre en commun leurs ressources et compétences afin d'en faire profiter toute leur communauté. Ainsi, des étudiants en droit mirent en place un service de conseil juridique avec l'aide d'un avocat, tandis que d'autres dispensaient des cours du soir en langues. Une école complémentaire accueillant les enfants le samedi et le dimanche ouvrit ses portes quelques mois plus tard, afin de pallier les inégalités ethno-raciales constatées au sein du système éducatif britannique<sup>710</sup>. Déjà inspirés par les actions du SNCC au sein des quartiers défavorisés et à forte proportion de populations issues de l'immigration, d'autres plans d'aide avaient vu le jour. Le *Notting Hill Summer Project* de l'été 1967, par exemple, avait enrôlé environ 350 militants, majoritairement étudiants, dans le but d'améliorer concrètement les conditions de vie de ses résidents. À l'origine de cette idée, les partisans de la caravane politique de la CND et son fondateur, George Clark, étaient convaincus

---

<sup>709</sup> « West Indian vigilante patrols », *Peace News*, 20 août 1965, p. 12. BLACK PANTHER MOVEMENT, « Black People Don't Vote: Organise against exploitation and British Institutional Racism », 1970, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

<sup>710</sup> BLACK LIBERATION FRONT, « Grass Roots Self-Help Community Project », 1972, document tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Grass Roots », 01/04/04/01/04/01/04, Londres : Institute of Race Relations. « Headstart: Education and leisure programme », *Grass Roots*, 1, no. 4., septembre 1971, p. 10.

qu'une profonde transformation sociale était indispensable<sup>711</sup>. Du désarmement nucléaire unilatéral, ils orientèrent leurs efforts vers la lutte contre les inégalités. Avec l'appui du *Notting Hill Social Council*, créé au lendemain des émeutes de 1958, ils entreprirent de mettre sur pied un registre des logements et de leur état, afin de lutter contre le surpeuplement, l'insalubrité et les loyers exorbitants, ou encore de faire des travaux de rénovation ainsi que d'aménager une aire de jeu pour les enfants sur un terrain vague<sup>712</sup>. Ce dernier point donna lieu l'année suivante à une série d'occupations et de manifestations dans un parc du quartier, Powis Square, pour protester contre la décision de la municipalité d'en interdire l'accès au public. Étudiants, militants de la *Vietnam Solidarity Campaign* et du *Notting Hill Summer Project* unirent leurs forces, et la municipalité fut forcée de coopérer, rachetant le terrain pour en faire un jardin public. Certains des futurs adeptes du *Black Power* et meneurs de la communauté antillaise, comme Michael X, participèrent à ces actions, et continuèrent à développer les pratiques de *community organising* dans le quartier de Notting Hill<sup>713</sup>. Ainsi le *Black Power* contribua à insuffler au mouvement pour l'égalité raciale une nouvelle direction, porté par un sens d'émancipation au moment où ses participants avaient perdu confiance dans le rôle de l'État pour améliorer leur situation.

### **1.5.3.2. Le combat contre le racisme étatique**

Après le tournant radical du *Black Power* de 1967 qui toucha même les associations les plus modérées, les militants se tournèrent vers le problème plus général du racisme (mais aussi du racialisme – terme renvoyant à l'idéologie servant à légitimer les croyances dans l'existence de différentes « races »

---

<sup>711</sup> « Notting Hill summer », *Peace News*, 2 juin 1967, p. 12. « Summer project in Notting Hill », *Peace News*, 9 juin 1967, pp. 1, 4.

<sup>712</sup> « Local response at Notting Hill conference », *Peace News*, 9 juin 1967, p. 12. « Notting Hill: help for the over-researched and under-assisted », *Peace News*, 11 août 1967, p. 12. « Take-over in Notting Hill », *Peace News*, 18 août 1967, p. 12.

<sup>713</sup> « Kids and protestors cavort in Powis Square », *Peace News*, 21 juin 1968, p. 4. « Notting Hill crumbles to People's Power », *Peace News*, 12 juillet 1968, p. 5.

humaines). À leurs yeux, le racisme systémique au sein de la société britannique était considéré comme un fait établi, perceptible jusque dans les comportements parfois violents des représentants de l'autorité. De plus en plus de témoignages faisaient état de la brutalité policière et de leur harcèlement injustifié à l'encontre des communautés noires. Les forces de l'ordre pouvaient pénétrer dans les domiciles et les perquisitionner sans mandat, effectuer des descentes répétées dans les bars, restaurants, boîtes de nuits et autres lieux de socialisation fréquentés par les membres de ces communautés, mais aussi des arrestations fondées sur de fausses accusations ou des preuves fabriquées. Une fois incarcérés, les détenus étaient soumis à des traitements affligeants relevant bien souvent de la persécution physique et mentale<sup>714</sup>. La plupart des associations de l'époque prirent part aux manifestations contre les violences policières, qu'il s'agisse de CARD, de la BPA ou du BPM. Ces actions étaient en général organisées d'abord pour protester contre un incident précis, comme l'incarcération de militants britanniques ou américains, ou les raids à répétition d'un établissement<sup>715</sup>. Le cas d'un restaurant très prisé par la communauté antillaise, le *Mangrove* dans le quartier de Notting Hill, devint une cause célèbre – symbole de la lutte contre le racisme des forces de l'ordre. Le 9 août 1970, quelques centaines de manifestants se rassemblèrent pour protester contre les incursions incessantes et injustifiées des policiers au Mangrove et plus généralement contre les mauvais traitements infligés par la police aux Antillais perçus comme l'expression d'un racisme institutionnalisé : « *a demonstration which was called to protest against the white racist system's use of their police to brutalize black people*

---

<sup>714</sup> « Police harassment of immigrants », *Peace News*, 27 octobre 1967, p. 4. « CARD meets black power », *Peace News*, 17 novembre 1967, p. 3.

<sup>715</sup> BLACK PANTHER MOVEMENT, « All black people and white progressives rally and demonstrate », mars 1970, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations. BLACK PANTHER MOVEMENT, « Black people don't vote: organise against exploitation and british institutional racism », juin 1970, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations. « Mangrove nine », *Grass Roots*, 1, no. 4., septembre 1971, p. 2.

*and to invade black people's homes, and places where black people frequent without a warrant* »<sup>716</sup>. Une vingtaine de personnes furent arrêtées, et neuf d'entre elles furent traduites en justice pour voie de fait et incitation à la révolte. Les prévenus invoquèrent le droit à un procès équitable remontant à la loi d'*Habeas Corpus* (1679) en demandant un jury composé de citoyens noirs. Si cette requête leur fut refusée, le procès des *Mangrove Nine* aboutit néanmoins à leur relâche en décembre 1971<sup>717</sup>.

Un autre aspect du combat contre le racisme institutionnalisé fut l'opposition aux réformes de l'immigration. Après avoir prôné pendant leur campagne la fin de l'immigration à grande échelle, les conservateurs présentèrent un projet de loi entérinant de façon permanente la distinction entre les « *patrials* », les citoyens du Royaume-Uni et du Commonwealth ayant une relation ancestrale avec le pays et donc le droit de s'y installer, et les « *non-patrials* » qui n'en n'avaient pas et se retrouvaient soumis aux restrictions migratoires. Leurs permis de travail devaient désormais être renouvelés au bout d'un an sous réserve de leur bonne conduite, décourageant ainsi tout penchant contestataire<sup>718</sup>. Cette politique privilégiant ouvertement les immigrés du vieux Commonwealth, connue sous le nom de « *White Britain Policy* », était perçue par les communautés noires comme une mise en pratique des slogans des militants d'extrême droite, tels que « *Keep Britain White* ». D'autant plus que la loi censée condamner l'incitation à la haine raciale (*Race Relations Act*, 1965) avait fréquemment été retournée contre les tenants du *Black Power*, tandis que les allusions à peine voilées des discours d'Enoch Powell étaient retranscrites dans la plupart des journaux. En 1967, Michael X et quatre membres de l'UCPA furent ainsi condamnés et

---

<sup>716</sup> BLACK PANTHER MOVEMENT, « Organised action in self-defence », 27 août 1970, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

<sup>717</sup> Ambalavaner SIVANANDAN, *op. cit.*, p. 33. Anne-Marie ANGELO, « The Black Panthers in London: 1967-1972: A diasporic struggles navigates the Black Atlantic », *Radical History Review*, 103, hiver 2009, p. 24.

<sup>718</sup> « No second-class citizens! », *Peace News*, 5 mars 1971, p. 1.

emprisonnés<sup>719</sup>. Les défenseurs noirs et blancs de l'égalité raciale entreprirent de combattre la montée du racisme et de l'extrême droite, en commençant par organiser des marches et des contre-manifestations. Les cortèges de dockers exprimant leur soutien à Enoch Powell se retrouvèrent ainsi contrebalancés par des défilés antiracistes en mai 1968<sup>720</sup>. Ce schéma était en passe de devenir un motif récurrent du mouvement dans les années 1970.

### 1.5.3.3. La lutte contre le racisme de l'extrême droite

Le principal parti d'extrême droite britannique, le *National Front* (NF), fut formé en 1967, suite à la fusion la *League of Empire Loyalists* (LEL), du *British National Party* (BNP) et de diverses branches locales de la *Racial Preservation Society* (RPS). Il bénéficia, quelques mois à peine après sa création, du climat d'animosité raciale attisé par le discours d'avril 1968 d'Enoch Powell<sup>721</sup>. L'opposition aux rassemblements du *National Front* prit deux formes principales. Si les organisations des communautés noires appelaient aux *sit-ins* et aux marches contre le racisme, les groupes de la gauche marxiste comme l'IS et l'IMG préféraient s'attaquer au fascisme en lançant des offensives bientôt connue sous le nom de « *fascist bashing* »<sup>722</sup>. À travers le pays, les militants ravivaient les traditions des luttes antifascistes des années 1930 contre les *Blackshirts* d'Oswald Mosley : « [...] as with Mosley's meetings in the 30s, fascist meetings must be 'smashed' in the bud, their marches obstructed and routed »<sup>723</sup>. Le soutien pour le parti d'extrême droite continua de croître durant la décennie. En juin 1974, la mort d'un étudiant,

---

<sup>719</sup> BLACK PANTHER MOVEMENT, « Solidarity meeting with Black Panthers », 1969, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

<sup>720</sup> « May Day Walk, May Day Talk », *Peace News*, 10 mai 1968, p. 12.

<sup>721</sup> Michael HIGGS, « From the street to the state: making anti-fascism anti-racist in 1970s Britain », *Race & Class*, 58, no. 1, 1<sup>er</sup> juillet 2016, p. 68.

<sup>722</sup> « March against racialism », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 4. « Against racism in Yorkshire », *Peace News*, 9 septembre 1972, p. 10.

<sup>723</sup> *Ibid.*

Kevin Gately, lors d'une contre-manifestation antifasciste à Londres attisa la colère des militants de la gauche radicale. L'hémorragie cérébrale à l'origine de son décès fut, selon les témoignages, probablement causée par les coups d'un agent de la police montée, bien que l'enquête publique présidée par le juge Scarman en rejetât « la lourde responsabilité morale » (« *heavy moral responsibility* ») sur l'IMG<sup>724</sup>. La mort de Gately catalysa le mouvement, plus particulièrement les groupes marxistes et étudiants, dont les nombres augmentèrent dans les mois qui suivirent. Leurs rangs ainsi gonflés, les militants obtinrent plusieurs victoires significatives. Leurs occupations des points de rassemblement du NF parvinrent à forcer la police à dévier les cortèges frontistes, voire même à annuler leurs manifestations<sup>725</sup>. Deux ans plus tard, en juin 1976 à Southall, le meurtre d'un jeune Sikh de 18 ans, Gurdip Singh Chaggar, motivé par la haine raciale, eut un effet similaire sur la communauté indo-pakistanaise. La jeune génération née sur le sol britannique refusait de suivre l'exemple de ses parents et lança sa propre organisation, le *Youth Asian Movement* (YAM). Cette initiative fut rapidement reprise par les jeunes Indo-Pakistanaïses dans le reste du pays. Une déclaration de l'un des fondateurs de la branche de Southall soulignait le décalage entre les générations :

*It was the first time young people – mainly Asians with a sprinkling of African-Caribbean people from Southall – took to the streets and organised themselves as a youth movement against racial violence and police harassment [...] The older generation were totally bewildered and fearful of what we were capable of. They were really frightful of what the police could do to us. [...] I think the first generation were generally not very reactive. They were inclined to be unresponsive to acts of violence and discrimination or take it in their stride. They felt they were visitors in this country.*<sup>726</sup>

<sup>724</sup> « Red Lion Square: Carrying the fight forward », *Red Weekly*, 27 juin 1974, p. 3. « Scarman Tribunal return verdict on Gately's death », *The Glasgow University Guardian*, 13 mars 1975, p. 5.

<sup>725</sup> « National Front suffers crushing defeat », *Red Weekly*, 12 septembre 1974, p. 3. « Fascists thwarted in East London », *Red Weekly*, 12 septembre 1974, p. 3.

<sup>726</sup> « The pool of blood that changed my life », *BBC News*, 5 août 2015, [en ligne], [consulté le 30 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.bbc.com/news/magazine-33725217>>.

Les membres du YAM se considéraient comme des citoyens britanniques de plein droit, et ne comptaient pas se laisser faire. De nouveaux slogans témoignant de ce changement de ton firent leur apparition : « *Come what may, we are here to stay* », ou encore « *Racist murders must be avenged – we'll get you, racist scums* »<sup>727</sup>.

À partir de 1976, les militants des milieux de la gauche radicale développèrent une nouvelle stratégie qu'ils baptisèrent « désobéissance civile festive » (« *festive civil disobedience* »)<sup>728</sup>. Élaborée en contrepoint de l'austérité et de la sévérité caractéristiques des rassemblements du *National Front*, il s'agissait de donner un air de fête aux actions collectives tout en célébrant le multiculturalisme de la société britannique. Des *sit-ins* carnavalesques envahirent les rues, comme à Bradford le 19 juin, où quelques centaines de participants en costumes bariolés chantèrent et dansèrent dans le centre en ville <sup>729</sup>. L'inspiration venait principalement du carnaval de Notting Hill, créé en 1959 à l'initiative de Claudia Jones afin de célébrer la culture antillaise, de la faire découvrir aux Britanniques pour encourager les rapports cordiaux entre les deux communautés<sup>730</sup>. D'autres carnivals antifascistes furent organisés à travers le pays les années suivantes dans le même esprit, à la fois festif et militant, que les participants de Bradford résumaient ainsi : « *It's also spread the idea that you can have fun while also being serious, that one doesn't exclude the other* »<sup>731</sup>. Cette dichotomie fut également placée au cœur de la campagne *Rock Against Racism* (RAR), qui vit le jour à l'automne 1976, suite aux propos racistes tenus par Eric Clapton lors d'un concert à Birmingham<sup>732</sup>. Une série de festivals et de concerts de punk rock et de reggae rassemblèrent des parterres de jeunes venus écouter des groupes comme *Stiff Little Fingers*, les *Clash*

<sup>727</sup> « How do we fight racism », *Red Weekly*, 1<sup>er</sup> juillet 1976, p. 3.

<sup>728</sup> « Mass arrests at sit-down », *Peace News*, 25 juin 1976, p. 3.

<sup>729</sup> *Ibid.*

<sup>730</sup> « Caribbean Carnival Bal », *The West Indian Gazette*, janvier 1960, p. 1.

<sup>731</sup> « Countering fascism in Bradford », *Peace News*, 20 août 1976, pp. 10-11. « Carnival time », *Peace News*, 28 juillet 1978, p. 3. Michael HIGGS, *op. cit.*, p. 75.

<sup>732</sup> Le 5 août 1976, visiblement en état d'hébrété, Eric Clapton tint des propos injurieux à l'égard des noirs. Il déclara également que le Royaume-Uni devait rester un pays blanc et qu'il soutenait Enoch Powell. Dominic SANDBROOK, *Seasons in the Sun*, *op. cit.*, pp. 586-7.

ou les *Sex Pistols*. Les plus grands événements réunirent 80 000 personnes à Victoria Park le 30 avril 1978 et 100 000 à Brockwell Park près de Brixton en septembre de la même année<sup>733</sup>. Trois ans plus tard, la stratégie d'organiser un festival antiraciste avait traversé l'Atlantique. RAR-USA organisa des concerts destinés à contrer la montée de l'extrême droite à Central Park<sup>734</sup>.

Quant aux contre-manifestations, elles se faisaient de plus en plus violentes et se terminaient régulièrement en échauffourées entre les frontistes, leurs opposants et les forces de l'ordre. La « bataille de Lewisham » (« *the Battle of Lewisham* »), nommée ainsi en référence à la « bataille de Cable Street » (« *the Battle of Cable Street* ») durant laquelle des contre-manifestants antifascistes avaient affronté et repoussé les troupes de la *British Union of Fascists* d'Oswald Mosley en 1936, entra dans les annales de l'activisme antifasciste comme une victoire contre les militants frontistes. Le 13 août 1977, un défilé du NF intitulé « *anti-muggers march* » était prévu dans ce quartier multiculturel du sud de Londres. À l'issue d'un rassemblement non-violent, les trois quarts des 4000 contre-manifestants convergèrent vers le point de départ du cortège des quelques centaines de partisans du NF. Après avoir réussi à les forcer à se disperser, les antifascistes subirent la charge des policiers armés de boucliers antiémeutes et de matraques. Au total, 214 personnes furent arrêtées, et plusieurs douzaines blessées. Le *Socialist Workers Party*, anciennement IS, fut vivement critiqué pour avoir cherché la confrontation. Selon ses membres, la nature violente du *National Front* justifiait en retour l'usage de la force pour le combattre<sup>735</sup>. En novembre 1977, le SWP lança l'*Anti-Nazi League* (ANL) afin de faire barrage au NF en vue de l'élection de 1979. L'association reçut le soutien de nombreux députés travaillistes et de célébrités, ce qui contribua à accroître davantage encore la popularité de la

---

<sup>733</sup> « Campaign against racism and fascism », *Peace News*, 5 mai 1978, p. 4. « The carnival is over », *Peace News*, 19 mai 1978, pp. 7-8.

<sup>734</sup> « Rock Against Racism in park today », *The New York Times*, 5 mai 1979, p. 14.

<sup>735</sup> « Lewisham march », *Peace News*, 26 août 1977, p. 3. « Lewisham », *Peace News*, 27 janvier 1978, p. 8.

campagne contre le racisme<sup>736</sup>. Bien que le nombre de votes pour le *National Front* augmentât légèrement en 1979 par rapport aux élections précédentes, aucun de ses 303 candidats ne fut élu au parlement. Cette déconfiture attestait du déclin du parti, qui à son tour engendra celui de l'ANL, privé de sa principale raison d'être.

#### **1.5.3.4. L'égalité raciale au travail**

Un autre aspect-clé du mouvement pour l'égalité raciale dans les années 1970 concernait le racisme dans les lieux de travail. Le conseil général du *Trades Union Congress* avait, dès le début de la vague d'immigration d'après-guerre, vu d'un mauvais œil l'arrivée des immigrants antillais et indo-pakistanaïens qu'il considérait comme une source de main d'œuvre docile et à bas coût menaçant les emplois de la classe ouvrière locale<sup>737</sup>. Les discriminations raciales à l'embauche et sur les lieux de travail étaient très répandues, et il n'était pas rare que les ouvriers blancs, les délégués syndicaux et la direction des entreprises se liguent contre les travailleurs immigrés<sup>738</sup>. Cette connivence fut d'ailleurs à l'origine des échecs des premières actions contestataires organisées par les salariés noirs ou indo-pakistanaïens dans les années 1960. Le cas de la grève des ouvriers de *Courtaulds* à Preston, au printemps 1965, illustre cette tendance. Environ 70% des employés de cette usine de textile étaient d'origine indo-pakistanaïenne, et avaient été relégués, dans leur très grande majorité, aux postes du bas de l'échelle. Ils représentaient par exemple 90% des fileurs<sup>739</sup>. Lorsque la direction tenta de les forcer à faire fonctionner davantage de machines par ouvrier sans augmenter leurs salaires, ils se révoltèrent et interrompirent leurs activités, mais ne reçurent

---

<sup>736</sup> « The Anti-Nazi League », *Peace News*, 14 juillet 1978, pp. 7-8.

<sup>737</sup> Robert MILES et Annie PHIZACKLEA, « The British Trade Union Movement and Racism » dans Peter BRAHAM, Ali RATTANSI et Richard SKELLINGTON, *Racism and Antiracism: Inequalities, opportunities and policies*, Londres : Sage, 1992, pp. 34-5.

<sup>738</sup> John WRENCH, *Unequal Comrades: Trade Unions, Equal Opportunity and Racism*, Coventry : University of Warwick, 1986, pp. 3-4.

<sup>739</sup> « The strike and its background », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 1.

aucun soutien de leur syndicat, le *Transport and General Workers' Union*. Même s'ils représentaient presque les trois quarts de la main d'œuvre, seul trois délégués syndicaux sur dix-neuf étaient issus des rangs de leurs communautés<sup>740</sup>. Un phénomène similaire se déroula quelques mois plus tard à l'usine de caoutchouc *Woolf* de Southall où la quasi-totalité des salariés étaient indiens. Du fait de la réticence du TGWU à reconnaître officiellement la mobilisation, les grévistes durent compter sur le soutien de leur communauté. La branche locale de l'*Indian Workers Association* leur procura des indemnités de grève<sup>741</sup>. Encore une fois, l'alliance entre syndicat et patronat eut raison de l'action des employés immigrés.

La situation évolua lors de la décennie suivante. Les nombreux cas de discrimination raciale rapportés dans les médias contribuèrent à la prise de conscience de la spécificité des problèmes des travailleurs « de couleur ». Dans le même temps, les effets du courant du *Black Power* incitèrent également ces derniers à s'unir et à se montrer solidaires. En octobre 1972, environ 250 ouvriers et une cinquantaine d'ouvrières de l'usine de bonnèterie de Trinity Street de la *Mansfield Hosiery Mills* à Loughborough se mirent en grève pour demander une hausse des salaires, et l'égalité professionnelle. Quelques jours plus tard, les ouvrières de l'usine voisine de Clarence Street appartenant à la même compagnie cessèrent le travail par solidarité. L'une d'entre elles déclara alors : « *The colour bar applies to us all. If our brothers are on strike, we have to give them support. They need to feel self-respect, when they are treated like dogs how can we go in, if our brothers are out* »<sup>742</sup>. Leurs propres conditions de travail firent ensuite à leur tour l'objet de nouvelles revendications. Le syndicat local se montra hostile à leurs demandes, refusant de verser des indemnités aux grévistes, qui durent s'en remettre au soutien des associations de leur communauté. Ce ne fut que par le biais d'une occupation des locaux qu'ils parvinrent à forcer le syndicat à déclarer la grève officielle, sans pour

---

<sup>740</sup> *Ibid.* « Race issue hits Preston strike », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 1.

<sup>741</sup> « Southall strike », *Peace News*, 17 décembre 1965, p. 4. « Indians in Southall strike », *Peace News*, 14 janvier 1966, p. 1.

<sup>742</sup> « Women in struggle: the strike at Mansfield Hosiery », *Spare Rib*, 21, mars 1973, pp. 18-9.

autant qu'il n'appelle les employés blancs à rejoindre la mobilisation. Après avoir obtenu gain de cause, le comité des grévistes indiens entreprit de porter secours à leurs pairs engagés dans des conflits similaires à Mansfield et à Nottingham. Ils réussirent également à obtenir qu'une conférence sur le racisme dans le milieu syndical soit organisée à Birmingham au mois de juin<sup>743</sup>. La même année, le TUC se prononça pour la première fois contre les restrictions migratoires à caractère raciste des lois de 1968 et 1971. Le coup d'éclat des ouvriers indo-pakistanaïes de la branche d'*Imperial Typewriter* à Leicester en 1974 apporta de nouvelles preuves de la réticence du plus grand syndicat du Royaume-Uni, le TGWU, à soutenir leurs membres non-blancs. L'intervention du *National Front* qui exhorta les ouvriers à ne pas « trahir leur race », et plus généralement sa montée en puissance, poussa le TUC à agir<sup>744</sup>. Une campagne nationale contre le racisme fut organisée en collaboration avec le Parti travailliste en 1976, afin de pousser les branches locales des syndicats à négocier avec les employeurs des accords favorisant l'égalité professionnelle. Entre 1976 et 1978, les ouvrières du laboratoire photographique de Grunwick luttèrent en faveur de l'amélioration de leurs conditions de travail sous la houlette de Jayaben Desai. Les grévistes étaient majoritairement des immigrées d'origine indienne, ayant fui l'Afrique de l'Est suite aux politiques d'africanisation. Même si la mobilisation se solda finalement par un échec, elle parvint à rallier le soutien d'une grande coalition de syndicats, de collectifs féministes et antiracistes. Des piquets rassemblant plusieurs milliers de personnes furent organisés, les postiers arrêtèrent de distribuer le courrier de l'entreprise, tandis que de nombreux fournisseurs en produits chimiques refusèrent de l'approvisionner<sup>745</sup>. Cet épisode désormais célèbre participa à la fois au changement des mentalités dans le milieu syndical et à établir des liens entre les militants des différents mouvements.

---

<sup>743</sup> *Ibid.* pp. 35-6.

<sup>744</sup> Annie PHIZACKLEA et Robert MILES, *op. cit.*, p. 37.

<sup>745</sup> « Grunwick », *Peace News*, 1<sup>er</sup> juillet 1977, p. 3. « Grunwick women », *Spare Rib*, août 1977, pp. 6-8, 46.

Antifascistes et syndicalistes organisèrent également des actions conjointes pour lutter contre le NF. Les « dimanches contre les Nazis » (« *Sunday against the Nazis* ») de l'été 1978 à Brick Lane, dans le quartier de Tower Hamlets à Londres, furent un exemple de collaboration réussie entre les associations des différentes communautés immigrées, les groupes antifascistes de la gauche radicale et le mouvement syndical. Afin de lutter contre les agressions racistes et la propagande des membres du *National Front*, les militants se rendaient tôt le dimanche matin dans ce quartier pour occuper le terrain, distribuant des tracts et empêchant les frontistes de se rassembler. Le lundi 17 juillet, environ 8000 travailleurs se mirent en grève à l'appel d'un comité du quartier de Tower Hamlet lors du *Black Solidarity Day*<sup>746</sup>. Si l'essor manifeste du NF permit d'unir temporairement ces divers courants, son déclin provoqua une diminution nette des activités antifascistes et antiracistes, participant ainsi au déclin du mouvement pour l'égalité raciale.

#### 1.5.4. Déclin

##### 1.5.4.1. Division du mouvement et montée du communautarisme

Au sein du mouvement, les divisions entre les organisations antifascistes de la jeunesse blanche et les associations représentant les communautés issues de l'immigration du nouveau Commonwealth devenaient de plus en plus visibles. Ces derniers reprochaient à l'ANL d'être déconnectée de leurs préoccupations, de réduire le combat contre le racisme à la lutte contre le *National Front* au lieu de s'attaquer à ses nombreuses manifestations sociétales et institutionnelles. Le slogan phare de l'organisation, « *The National Front is a Nazi Front* », résumait à lui seul cette stratégie<sup>747</sup>. Aux yeux des jeunes Britanniques noirs ou indo-pakistanaïsi,

---

<sup>746</sup> « Sunday against the Nazis », *Socialist Challenge*, 20 juillet 1978, p. 2. « Looking forward in Anger », *Socialist Challenge*, 20 juillet 1978, pp. 4-5.

<sup>747</sup> « The Anti-Nazi League », *Peace News*, 14 juillet 1978, pp. 7-8.

la brutalité et le harcèlement des forces de police représentaient une menace bien plus constante et sérieuse que les agressions des militants d'extrême droite. La branche de Bradford du *Youth Asian Movement* préféra par exemple lancer sa propre campagne contre les déportations et les lois de contrôles migratoires (*Campaign Against Deportations and Racist Immigration Laws*). Selon ses partisans, ces réformes avaient doté les autorités de pouvoirs oppressifs empiétant sur leurs droits et libertés :

*The police have been given widespread arbitrary powers over the black community. They can search for so-called 'illegal immigrants', a black person can be arrested and imprisoned without trial, and can be held indefinitely without appeal and without bail.* <sup>748</sup>

La montée de la violence contribua également à pousser les différentes communautés à se replier sur elles-mêmes. En se recentrant sur leur propre protection, elles mirent à mal l'unité déjà fragile du mouvement. Cette tendance fut exacerbée par les politiques de promotion de l'égalité raciale. Le *Race Relations Act* (1976) continuait de consolider les mécanismes antidiscriminatoires existants et introduisait le concept de « discrimination indirecte » (« *indirect discrimination* ») pour lutter contre les conséquences parfois inévitables des mesures égalitaires. S'inspirant de la notion de « discrimination positive » (« *affirmative action* ») utilisée pour lutter contre le racisme institutionnel aux États-Unis, il s'agissait de contraindre les autorités locales à prendre des résolutions actives pour tendre vers l'égalité raciale <sup>749</sup>. Avec les prémices de ces politiques multiculturelles, les différentes communautés immigrées allaient être encouragées à ne plus faire cause commune, mais à promouvoir leurs propres intérêts. L'intellectuel Ambavalander Sivanandan analysait les effets de ces réformes ainsi :

*[...] Black unity broke down as Black ceased to be a political colour. It had been the colour of our politics not the colour of our skin, the colour of the fight, if you like, because of the common experience of racism and*

<sup>748</sup> « CADRIL », *Peace News*, 22 septembre 1978, p. 3.

<sup>749</sup> John SOLOMOS, *op. cit.*, p. 88.

*colonialism that bound us – something unique to Britain. With the coming of multiculturalism, Black British political identity ceded to African-Caribbean and African and Asian cultural identities and separatism. Groups began to fight one another for funds on an ethnic basis; they were no longer fired by the needs of the whole community.*<sup>750</sup>

Si les politiques du gouvernement étaient sur le point d'intensifier la fragmentation du mouvement, un changement plus global du climat politique allait également contribuer à l'étouffement du militantisme.

#### **1.5.4.2. Fermeture de la structure des opportunités politiques**

À l'instar des ouvriers et des étudiants, les militants défendant l'égalité raciale se heurtèrent à la répression étatique. Lors du dernier rassemblement frontiste avant l'élection de 1979, symboliquement choisi le jour de la fête de la Saint George (23 avril), toutes les factions du mouvement antifasciste et antiraciste avaient appelé à la contre-mobilisation. Dans ce quartier déjà endeuillé par le meurtre raciste du jeune Singh Chaggar, l'atmosphère était particulièrement tendue. Un *sit-in* fut organisé près du point de ralliement frontiste, malgré les charges répétées des policiers tentant de disperser les manifestants par la force. Lors d'une de ces offensives, un membre des forces spéciales (*Special Patrol Group*, SPG) asséna plusieurs coups de matraque sur le crâne d'un manifestant, Blair Peach, qui succomba dans la nuit à ses blessures. Au total, 700 personnes furent arrêtées et 342 inculpées<sup>751</sup>. La présence des forces spéciales se faisait plus pressante depuis le milieu de la décennie, à la fois pour réprimer les actions protestataires mais également dans les quartiers à forte population immigrée<sup>752</sup>. Cela n'empêchait pas pour autant les crimes racistes puisque 36 personnes

---

<sup>750</sup> Kwesi OWUSU, « The Struggle for a radical Black political culture: an interview with A. Sivanandan », *Race & Class*, 58, no. 1, 1<sup>er</sup> juillet 2016, p. 12.

<sup>751</sup> « Southall 23 April: Blair Peach was murdered by police », *Socialist Challenge*, 26 avril 1979, p. 1. « The day they turned Southall into a colony », *Socialist Challenge*, 26 avril 1979, pp. 2-3. Michael HIGGS, *op. cit.*, p. 77.

<sup>752</sup> « Law and order: the truncheon under Labour », *Socialist Challenge*, 1<sup>er</sup> mai 1979, p. 5.

trouvèrent la mort en raison de leur couleur de peau entre 1976 et 1981<sup>753</sup>. Pour comprendre le déclin du mouvement, il est nécessaire de se projeter quelques temps après l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher afin d'examiner les nouvelles approches mises en place par son gouvernement. Son élection en mai 1979 à l'issue d'une campagne prônant le retour à l'ordre public et l'augmentation du budget et des pouvoirs des forces de police continua d'aggraver les tensions communautaires. En avril 1981, l'opération de police *Swamp 81* dans le quartier de Brixton visant à réduire la criminalité entraîna interpellations, fouilles et arrestations de nombreux résidents. Le 10 du même mois, le quartier explosa lorsqu'un policier embarqua un jeune noir blessé. Pensant qu'il allait être interrogé plutôt que secouru, d'autres jeunes s'insurgèrent et la situation dégénéra en émeute à mesure que la rumeur se propageait. En juillet, des violences similaires se déroulèrent à Southall avant de s'étendre à une trentaine de villes<sup>754</sup>. Bien que les autorités aient tenté de présenter ces émeutes comme une éruption de violence irrationnelle causée par de jeunes délinquants noirs, elles témoignaient pourtant de la misère sociale et du racisme institutionnel dont étaient victimes les habitants de ces quartiers. La perception que la classe politique était plus hostile que jamais à leurs revendications avait favorisé ce déchaînement de colère. En effet, peu avant son élection, Thatcher avait récupéré des éléments de l'idéologie du *National Front*, et plus généralement adopté une ligne nationaliste clairement opposée à l'immigration non-blanche. En janvier 1978, elle déclara dans un discours rappelant celui d'Enoch Powell dix ans plutôt :

*If we went on as we are then by the end of the century there would be four million people of the new Commonwealth of Pakistan here. Now, that is an awful lot and I think it means that people are really rather afraid that this country might be rather swamped by people with a different*

---

<sup>753</sup> Vincent LATOUR, « Between Consensus, Consolidation and Crisis: Immigration and integration in 1970s Britain », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no.3, 2016, p. 149.

<sup>754</sup> « Brixton's outside agitators », *Socialist Challenge*, 16 avril 1981, p. 1. « An army of occupation », *Socialist Challenge*, 16 avril 1981, pp. 2-3. Ambalavaner SIVANANDAN, *op. cit.*, pp. 48-9.

*culture and, you know, the British character has done so much for democracy, for law and done so much throughout the world that if there is any fear that it might be swamped people are going to react and be hostile to those coming in.*<sup>755</sup>

Présentant les immigrés du nouveau *Commonwealth* comme culturellement trop différents pour être assimilés, et pire encore, comme une menace pour l'identité britannique, ces paroles laissaient présager aux différentes communautés noires qu'elles n'auraient rien à attendre du gouvernement conservateur. Ce changement de posture fut également responsable de la débâcle électorale du NF aux élections de 1979.

#### **1.5.4.3. Conclusion et impact du mouvement**

Même s'il fut fortement influencé par des processus de diffusion, le mouvement pour l'égalité raciale au Royaume-Uni n'en fut pas moins unique. Il traversa toute la période des longues années soixante, de ses débuts modérés pour dénoncer la *colour bar* jusqu'aux concerts de *Rock Against Racism* réunissant une centaine de milliers de personnes contre le racisme du *National Front*. Grâce aux liens privilégiés entre les différentes populations de « l'Atlantique noir », l'idéologie et les techniques de contestation promouvant l'égalité raciale diffusèrent entre l'Afrique, les Antilles, les États-Unis et le Royaume-Uni. Plus que tout autre, l'influence du mouvement des noirs américains se révéla capitale et permit de faire évoluer la mobilisation en mouvement de masse. En empruntant aux autres mouvements pour l'égalité des noirs, les militants comparaient le racisme imprégnant la société britannique à l'*apartheid* en Rhodésie, en Afrique du Sud ou encore à la ségrégation raciale dans le *Deep South*. Cette propagande se révéla très efficace pour briser l'image du Royaume-Uni traitant ses sujets du nouveau Commonwealth avec un paternalisme bienveillant.

---

<sup>755</sup> Stéphane PORION, « La question de l'immigration au Royaume-Uni dans les années 1970 : le Parti conservateur, l'extrême droite et l'« effet Powell » », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no. 3, 2016, p. 170.

L'alliance politique forgée par les membres issus de ces différentes communautés donna une nouvelle dimension inclusive à l'idéologie du *Black Power*. La réaction d'une certaine frange de la population face à l'arrivée des immigrants « de couleur » et à leurs revendications égalitaires engendra la montée du racisme et de l'extrême droite, qui permirent à leur tour la fusion du mouvement antifasciste de la gauche radicale avec la mobilisation des militants immigrés. Quant au mouvement syndical, il fut d'abord un opposant farouche de l'égalité raciale, avant d'évoluer grâce aux efforts des communautés d'immigrés et de consentir à participer à la promotion de leurs intérêts. Enfin, la violence et la répression croissantes à l'encontre des populations non-blanches et de l'action collective en général étouffèrent la mobilisation, favorisant ainsi la montée du communautarisme. Dans le même temps, la perception de l'antagonisme de la classe politique, et plus particulièrement du gouvernement Thatcher, qui allait demeurer au pouvoir pendant toute la décennie suivante, contribua à l'effondrement du mouvement. Les actions collectives à l'échelle locale perdurèrent néanmoins, mais en adoptant une stratégie communautariste.

Le mouvement pour l'égalité raciale compta parmi ses rangs de nombreuses femmes, qui furent sensibilisées au militantisme en se mobilisant pour leurs communautés, notamment en faveur de l'égalité au travail. Victimes du sexisme endémique des organisations de leur mouvement dominées par des hommes, elles ne purent pas non plus se tourner vers le mouvement féministe, dont il sera question au chapitre suivant. Du fait de sa composition très majoritairement blanche, le mouvement féministe fut bien souvent amené à négliger les problématiques particulières rencontrées par les Antillaises, les Africaines et les Indo-Pakistanaïses. Celles-ci éprouvèrent alors le besoin de créer leurs propres associations afin de porter leurs revendications. Leur mobilisation se trouva donc à la croisée des mouvements pour l'égalité raciale et pour l'égalité des sexes. La première conférence nationale des femmes noires (*National Black*

*Women's Conference*) fut lancée à l'initiative de l'*Organisation of Women of Asian and African Descent* (OWAAD) en mars 1979 à Brixton<sup>756</sup>. Le choix de l'adjectif « *Black* » renvoyant à l'alliance politique des membres des différentes communautés issues de l'immigration coloniale, témoignait de la filiation avec l'idéologie du *Black Power*. Cependant elles n'en nièrent pas pour autant la différence culturelle entre les problématiques qui les rassemblaient, d'autant plus qu'elles se définissaient d'abord selon leur identité ethnique plutôt que selon celle de leur genre.

Au sein du cycle de contestation des longues années soixante, le mouvement pour l'égalité raciale influença fortement les mouvements de la deuxième génération. Son répertoire et ses cadres allaient contribuer à former le socle des mouvements féministe et gay, mais aussi inspirer les mouvements nationalistes et écologistes.

---

<sup>756</sup> ORGANISATION OF WOMEN OF ASIAN AND AFRICAN DESCENT, « First National Black Women's Conference », 1979, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « OWAAD, Organisation of Women of Asian and African Descent », 01/04/04/01/04/02/27, Londres : Institute of Race Relations.

## Conclusion

Les mouvements de la première génération du cycle de contestation des longues années soixante s'engouffrèrent dans la brèche ouverte par le mouvement précurseur dans la structure des opportunités politiques. En donnant l'impression qu'il avait obtenu gain de cause, le mouvement pour le désarmement nucléaire déclencha la dynamique protestataire, avant de céder la place au mouvement contre la guerre du Vietnam, franchissant un cran supplémentaire dans l'escalade de la contestation. Ce conflit acquit une dimension symbolique universelle en incarnant, aux yeux des protestataires, le combat de libération des opprimés du joug de leurs oppresseurs. La résistance des insurgés vietnamiens prouvait qu'il était possible d'inverser un rapport de force pourtant déséquilibré entre la superpuissance américaine et l'armée rebelle d'un pays du tiers-monde. Les autres groupes de militants étudiants, ouvriers et antiracistes s'étaient mis à leur tour à faire valoir leurs propres revendications, de manière de plus en plus radicale, à mesure que la dynamique protestataire s'amplifiait grâce aux processus de diffusion. Les cadres et les techniques employés par cette première génération de mouvement allaient consécutivement permettre à de nouveaux groupes de rejoindre la lutte en se mobilisant désormais pour leur propre compte.

## **2. LES MOUVEMENTS DE DEUXIEME GENERATION**

## Introduction

Cette deuxième partie sera consacrée à l'analyse des mouvements de deuxième génération. Il s'agit des mouvements qui ont bénéficié de la dynamique protestataire créée par les mouvements de la génération précédente au sein du cycle ainsi que de leurs acquis. Le sociologue Doug McAdam utilise le terme de « *spin-off movements* », généralement traduit en français par « mouvements suivistes »<sup>757</sup>. Si cette terminologie a le mérite de souligner le fait que ces mobilisations tirent leur impulsion, leurs cadres et leurs répertoires des mouvements initiateurs, ses connotations suggèrent une certaine passivité, un mimétisme aveugle et même un certain opportunisme. Pour cette raison, le terme de « mouvements de deuxième génération » lui sera préféré, afin d'insister sur la filiation entre les différents mouvements sans pour autant sous-estimer les activités de construction de sens inhérentes à la diffusion. Les acteurs de ces mobilisations étaient en quelque sorte les « oubliés » de la première génération de mouvements. Leur participation aux actions collectives de cette première vague leur fit souvent prendre conscience des limites de leur condition, les poussant ainsi à s'engager en leur nom propre, pour améliorer leur sort. Les mouvements féministes, gay et lesbien ont incubé au sein des mouvements contre la guerre du Vietnam, étudiant, ouvrier et pour l'égalité raciale. Dans une moindre mesure, cela est également vrai du mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord, des mouvements nationalistes gallois et écossais ainsi que du mouvement écologiste. Même si leurs revendications n'étaient pas nouvelles, elles prirent un tour différent lors des longues années soixante, sous l'influence des mouvements de la première génération du cycle.

---

<sup>757</sup> Doug MCADAM, « 'Initiator' and 'Spin off' Movements », *op. cit.*, pp. 217-239. Lilian MATHIEU, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique Internationale*, 2, no. 27, 2005, p. 148.

## 2.1. LE MOUVEMENT FÉMINISTE

Le féminisme, que l'on pourrait définir de manière générale comme renvoyant à la fois à l'idéologie et au mouvement social prônant l'égalité entre les hommes et les femmes, fut d'abord employé en français au XIX<sup>e</sup> siècle pour désigner l'émancipation féminine<sup>758</sup>. Une version anglicisée, « *feminism* », traversa ensuite la Manche et l'Atlantique dans les années 1890, au moment des campagnes pour le droit de vote des femmes. Cette période de militantisme, s'étalant sur plus d'un siècle et s'achevant dans les années 1920, est généralement considérée comme la première vague de féminisme, même si cette expression ne doit pas occulter l'existence de telles revendications bien avant le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>759</sup>. L'objet de ce chapitre est donc la deuxième vague de féminisme, c'est-à-dire la période d'agitation intense autour d'un certain nombre de demandes diverses visant à obtenir l'égalité entre les sexes, lors des longues années soixante. Quant au terme de « libération des femmes » (« *Women's Liberation* »), il s'agit d'une expression créée par les militantes, qui délaissèrent temporairement l'appellation « *feminism* » dont elles souhaitaient se démarquer, afin de mettre l'accent sur l'aspect révolutionnaire de leur mobilisation. Elles rejetaient l'association avec la génération précédente de féministes, à qui elles reprochaient de ne pas avoir remis en question les conceptions traditionnelles de la féminité et du rôle des femmes au sein de la société<sup>760</sup>. Cette appellation sera donc utilisée ici pour renvoyer à la phase plus militante du mouvement entre 1969 et 1979.

Le lien traditionnel entre pacifisme et féminisme joua le rôle de chaînon manquant entre la première et la deuxième vague de féminisme, mobilisant de

---

<sup>758</sup> Karen OFFEN, « Feminism », dans Peter N. STEARNS (éd), *Encyclopedia of Social History*, New York : Garland, 1994, pp. 356-57.

<sup>759</sup> *Ibid.*

<sup>760</sup> Barbara CAINE, *English Feminism: 1780-1980*, Oxford: Oxford University Press, 1997, pp. 235-6, 264.

nombreuses femmes en opposition aux deux conflits mondiaux, puis en faveur du désarmement nucléaire. La résurgence du mouvement féministe lors des longues années soixante résulta ensuite principalement d'une conjonction de facteurs environnementaux, de processus de diffusion des mouvements précédant et de son équivalent américain.

L'analyse de ce mouvement se fondera principalement sur les productions de ses participantes. Comme cela sera démontré au cours de ce chapitre, des groupes de féministes décidèrent de créer leurs propres organes en réaction au sexisme prévalent dans les comités de rédaction et les colonnes des publications de la presse traditionnelle mais aussi de la gauche radicale comme du milieu contre-culturel. *Spare Rib* fut ainsi fondé en 1972, se voulant un nouveau genre de magazine féminin alternatif plutôt grand public. Le bulletin des féministes londoniennes du *Women's Liberation Workshop*, baptisé *Shrew*, représentera un point de vue beaucoup plus militant. Élaboré à tour de rôle par les différents collectifs de l'organisation, il reflétait la diversité des préoccupations et des opinions au sein du mouvement. Le bi-mensuel *Socialist Woman*, rédigé par les groupes du même nom affiliés à l'IMG, incarnera le courant du féminisme socialiste. Le magazine *Peace News* publia également des articles défendant la cause des femmes avant que la deuxième vague de féminisme ne prenne réellement son essor, il permettra donc de se pencher sur ses prémices.

### **2.1.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux**

#### **2.1.1.1. L'impact de la Seconde Guerre mondiale : un nombre croissant de femmes sur le marché du travail**

Lors de la Première et de la Seconde Guerres mondiales, la participation des femmes à l'effort de guerre contribua à remettre en question leur place au sein de la société. Ces conflits leur permirent de prouver qu'elles étaient capables de remplacer les hommes partis combattre, voire même, pour certaines d'entre

elles, de les soutenir sur le front en s'engageant volontairement dans les forces armées lors de la guerre de 1939-45<sup>761</sup>. Cette expérience leur ouvrit les portes des syndicats, pourtant majoritairement réfractaires au travail des femmes. Entre 1938 et 1946, le nombre de femmes membres d'un syndicat affilié au TUC fut plus que doublé, passant de 553 000 à 1 215 000<sup>762</sup>. Le Royaume-Uni avait été le seul pays à instituer la conscription des femmes célibataires ou sans enfant à charge. Toutes les femmes de 18 à 60 ans furent répertoriées, avant d'être réquisitionnées, en commençant d'abord par les plus jeunes. Les femmes mariées, ou avec de jeunes enfants, étaient théoriquement exemptées, mais choisirent dans leur très grande majorité de participer à l'effort de guerre. Cependant, une fois la victoire obtenue, elles furent incitées à retourner à leurs rôles de mères et d'épouses, et à reprendre leurs fonctions domestiques. L'historienne Barbara Caine insiste sur le fait que le travail des femmes en temps de guerre était considéré comme une situation exceptionnelle, et que leur statut était toujours perçu comme inférieur à celui des hommes occupant les mêmes postes, puisqu'elles étaient, entre autres, moins bien rémunérées et davantage supervisées<sup>763</sup>. De plus, le conflit mondial ayant engendré une baisse de la natalité et une très forte hausse de la mortalité, les autorités se mirent à célébrer les valeurs de la famille traditionnelle afin d'inverser les tendances. Certains spécialistes ont même démontré que cette vision familialiste marquait un retour en arrière par rapport à la situation des femmes avant la guerre, et les cantonnait

---

<sup>761</sup> Le nombre de femmes ayant rejoint volontairement les rangs des forces armées est estimé à plus de 640 000. Elles intégrèrent principalement le *Women's Royal Naval Service*, la *Women's Auxiliary Air Force* et le *Auxiliary Territorial Service*. La future reine Elizabeth servit d'ailleurs au sein de cette branche en tant que conductrice et mécanicienne. MINISTRY OF DEFENCE AND PRIME MINISTER'S OFFICE, « The Women of the Second World War », *GOV.UK*, 16 avril 2015 [en ligne], [consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.gov.uk/government/news/the-women-of-the-second-world-war>>.

<sup>762</sup> Leonora LLOYD, *Women Workers in Britain: A Handbook*, Londres : Socialist Women Publications, 1971.

<sup>763</sup> Barbara CAINE, *op. cit.*, pp. 227-9.

encore davantage à leur foyer<sup>764</sup>. En effet, si l'on compare la proportion de femmes dans la population active avant et après la Seconde Guerre mondiale, on ne constate qu'une augmentation infime : de 34,2% en 1931 à 34,7% en 1951 selon les chiffres officiels<sup>765</sup>. Un changement notable était néanmoins à l'œuvre : l'abandon progressif de l'interdiction tacite du travail des femmes mariées (*marriage bar*). Ces dernières étaient de plus en plus nombreuses à travailler en plus de leurs obligations domestiques, et la tendance allait s'accroître dans les décennies suivantes. En 1951, une femme mariée sur cinq était employée à temps plein ou partiel. En 1961, c'était le cas d'une femme sur trois, et d'une sur deux en 1971<sup>766</sup>. Cette évolution eut des répercussions importantes sur la perception du rôle des femmes au sein de leurs familles et plus généralement de la société. Avoir un emploi leur permettait d'obtenir un certain degré d'indépendance économique vis-à-vis de leurs maris, et leur donnait de nouvelles responsabilités hors de la sphère familiale.

Une fois sur le marché du travail, leur place restait toujours inférieure à celles des hommes. L'écart de salaire horaire était en moyenne de 40% pour des employés occupant le même poste en 1970<sup>767</sup>, sauf dans l'éducation et l'administration, où l'égalité salariale avait été instaurée respectivement en 1944 et 1954. Leurs perspectives de carrière étaient également bien plus limitées que celles de leurs équivalents masculins, se voyant fréquemment refuser la promotion à des postes plus qualifiés. Par exemple, jusqu'en 1973, les contrôleuses des bus de Londres ne pouvaient pas postuler pour devenir

---

<sup>764</sup> *Ibid.* David BOUCHIER, *The Feminist Challenge*, *op. cit.*, pp. 3, 29. Marilyn LAKE, « Female Desires: The Meaning of World War Two », *Australian Historical Studies*, 24, 1990, pp. 267-84. Denise RILEY, « Some Peculiarities of Social Policies Concerning Women in Wartime and Postwar Britain », dans Margaret RANDOLPH HIGGONET et al. (éds), *Behind the Lines: Gender and the Two World Wars*, New Haven: Yale University Press, 1987, p. 261.

<sup>765</sup> OFFICE FOR NATIONAL STATISTICS, « Annual Percentage of Employed Women in the UK », *GOV.UK*, 31 mai 2017 [en ligne], [consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://cy.ons.gov.uk/aboutus/transparencyandgovernance/freedomofinformationfoi/annualpercentageofemployedwomenintheuk>>.

<sup>766</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 693.

<sup>767</sup> Leonora LLOYD, *op. cit.*, p. 17.

conductrices. Ce décalage engendra une frustration croissante chez les employées s'offusquant de se voir ainsi contraintes, sous prétexte que conduire un bus était un « métier d'homme ». L'une d'entre elles expliquait que les femmes avaient fait leurs preuves pendant la guerre, et que ce genre de discours n'était plus acceptable :

*[...] the country absolutely relied on the women in the war – the jobs they were doing, the heavy work they were doing. This is why I smile, now, when they say women couldn't do this job and couldn't do that job. I've seen the jobs women have done, lagging sandbags around and all sorts of things, driving heavy trucks. Some of the younger men don't even realise they did it.*<sup>768</sup>

La division du travail selon les sexes était ainsi remise en question, à la fois dans le domaine de l'emploi, mais aussi dans la sphère familiale. De plus en plus de femmes au foyer ne se satisfaisaient plus de leur vie domestique, qu'elles trouvaient ennuyeuse et peu gratifiante. La journaliste Betty Jerman du quotidien *The Guardian* exprima leur malaise dans les colonnes du journal en 1960 en ces termes :

*Suburbia is an incredibly dull place to live in and I blame the women. They stay here all day. They set the tone. Many of them look back with regret to the days when they worked in an office. Their work kept them alert. Home and childminding can have a blunting effect on a woman's mind. But only she can sharpen it.*<sup>769</sup>

Ces mots trouvèrent un écho chez les lectrices, qui y répondirent par de nombreuses lettres témoignant d'un sentiment de désespoir. Pour y remédier, elles formèrent de petits groupes dans leurs régions et commencèrent à se réunir régulièrement. Ces réseaux furent ensuite répertoriés dans le *National Housewives' Register* en 1962 afin d'aider ces femmes à rompre leur isolement. Cette condition fut également au centre de l'ouvrage *The Feminine Mystique* (1963), de l'Américaine

<sup>768</sup> « Upstairs and downstairs 100 times a day », *Spare Rib*, 22, avril 1974, pp. 9-11.

<sup>769</sup> « Whatever happened to the housewife? », *The Guardian*, 28 février 2000 [en ligne], [consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.theguardian.com/world/2000/feb/28/gender.uk>>.

Betty Friedan, qui se vendit à plus de deux millions d'exemplaires aux États-Unis et au Royaume-Uni au cours de la décennie. Sa publication eut pour effet de porter à l'attention du grand public ce qu'elle baptisa « le problème qui n'a pas de nom » (« *the problem that has no name* »)<sup>770</sup>. Si les corvées domestiques étaient un lourd fardeau pour celles qui n'avaient pas d'activité professionnelle, celles qui devaient s'en acquitter en dehors de leurs horaires de travail avaient la tâche encore plus dure, et ce malgré les nouveaux appareils électroménagers censés les libérer de ces obligations. Elles ne tardèrent pas à faire part à leur tour de leur désarroi, qui serait formulé au tournant de la décennie suivante comme une « double oppression » : « *in jobs we do full work for half pay, in the home we do unpaid work full time* »<sup>771</sup>. Cette idée deviendrait un thème récurrent du mouvement féministe, poussant même une faction radicale regroupée sous l'égide du *Wages for Housework Committee* à faire campagne pour l'obtention d'un salaire pour les tâches domestiques<sup>772</sup>. L'accès au marché du travail permit donc à un grand nombre de femmes de gagner en indépendance et en confiance, une tendance également renforcée par une plus grande maîtrise de leurs corps.

### **2.1.1.2. Libéralisation des mœurs**

À la fois célébrées et critiquées pour cette même raison, les longues années soixante furent caractérisées par un vent de liberté ou de permissivité, selon les points de vue. Les tabous entourant jusque-là la sexualité et ses représentations se dissipèrent peu à peu. En 1960, le roman de D.H. Lawrence *Lady Chatterley's Lover* fut publié pour la première fois au Royaume-Uni, trente ans après la mort de son auteur. Du fait de ses descriptions d'actes sexuels au langage explicite, sa parution y était jusqu'alors interdite. La « révolution sexuelle »

---

<sup>770</sup> Betty FRIEDAN, *The Feminine Mystique*, New York : Dell, 1973, p. 11.

<sup>771</sup> « Manifesto of the London Women's Liberation Workshop », *The Black Dwarf*, 5 septembre 1970, p. 14.

<sup>772</sup> « Wages for Housework », *Peace News*, 25 juin 1976, p. 16.

(« *Sexual Revolution* »)<sup>773</sup> était en marche, et allait s'étendre à tous les domaines artistiques et culturels, avec par exemple, l'abolition de la censure théâtrale en 1968. L'évolution des paroles des chansons des *Beatles* reflétaient également cette tendance. Tandis qu'ils chantaient pudiquement en 1963 « *I want to hold your hand* », cinq ans plus tard, la voix rauque de Paul McCartney répétait lascivement « *Why don't we do it in the road* »<sup>774</sup>. La mode de la minijupe, dessinée par la styliste Mary Quant et largement commercialisée à partir de 1965, devint un emblème de la libération des corps et de l'attitude provocante et rebelle de la nouvelle génération. Mais elle reflétait aussi le paradoxe au cœur de cette émancipation des femmes, tiraillées entre le désir de s'affranchir des hommes et celui de leur plaire. Cinq ans plus tard, le lancement de la maxijupe suscita au contraire un tollé chez la gent masculine, conduisant une étudiante de la LSE rédigeant la rubrique mode de *Beaver* à conseiller à ses consœurs de continuer à découvrir leurs jambes en dépit de la nouvelle tendance vestimentaire :

*Minis are going to stay in fashion if they can help it say the men. I am sure we will receive grave protest from the men if the Midis and Maxis continue to battle amidst such objection and criticisms. So if we wish to please our men-folk we might be wise to abide by their wishes.*<sup>775</sup>

Plus encore que l'impératif de correspondre à la définition de la féminité émanant des fantasmes masculins, cette « libération » des corps féminins eut pour corolaire leur réification en tant qu'objets sexuels. Leur exploitation dans de nombreux domaines reflétait également ce phénomène, plus particulièrement dans les médias et les publicités, au grand dam des féministes.

---

<sup>773</sup> L'expression provient des travaux du psychiatre et psychanalyste autrichien Wilhelm Reich. Son ouvrage *The Sexual Revolution* publié en 1936, prône l'abolition des restrictions de la sexualité participant à la préservation du système capitaliste à travers la monogamie et la famille nucléaire selon un prisme d'analyse marxiste. Il est souvent décrit comme l'un des maîtres à penser de la contre-culture britannique. Howard L. MALCHOW, *op. cit.*, p. 213.

<sup>774</sup> THE BEATLES, « *I want to hold your hand* », *Meet the Beatles!*, Londres : EMI Studio, 1963. THE BEATLES, « *Why don't we do it in the road* », *The Beatles*, Londres : Apple Records, 1968.

<sup>775</sup> « *Maxi or Midi for her...* », *The Beaver*, 29 octobre 1970, p. 5.

La libération des mœurs se traduit aussi par une transformation de la vision du mariage, rendant peu à peu la législation existante sur le divorce obsolète. En 1969, le *Divorce Reform Act* facilita les procédures de séparation. Jusqu'alors, il était nécessaire de prouver la culpabilité de l'un des époux, endossant ainsi la responsabilité de l'échec de l'union. La nouvelle loi ne requérait plus de trouver un fautif, et acceptait l'altération définitive du lien conjugal comme un motif suffisant <sup>776</sup>. L'année suivante, une nouvelle mesure reconnaissait la contribution immatérielle des femmes au sein du ménage et modifiait le principe du partage des biens de manière plus équitable. Une autre réforme emblématique de l'époque fut l'introduction de la contraception orale. En 1961, le ministre de la Santé Enoch Powell autorisa la prescription de la pilule contraceptive aux femmes mariées, et en 1967 une mesure d'initiative parlementaire permit aux autorités locales de santé (*Local Health Authorities*) de la délivrer à toutes les femmes sans restriction et de les informer sur les différentes méthodes contraceptives. La même année, une nouvelle loi d'initiative parlementaire (*Abortion Act*) légalisa l'avortement pour les femmes dont la santé physique ou mentale était menacée par leur grossesse, ainsi qu'en cas de malformation du fœtus. Ces réformes donnèrent aux femmes plus de contrôle sur leurs propres corps, en leur permettant de prendre en charge leur contraception, mais aussi d'éviter l'opprobre jeté sur les mères d'enfants considérés comme illégitimes. Selon les témoignages de l'époque, elles induisirent un sentiment de confiance et d'indépendance accru chez la nouvelle génération de femmes. Dans un article où elles dénonçaient le sexisme dans les médias traditionnels, les membres du comité de rédaction de la publication féministe *Spare Rib* se décrivaient en ces termes : « *The ladies who produce Spare Rib are young and self-assured. They have the confidence of the pill generation. They know what they want and they're out to get it* »<sup>777</sup>.

---

<sup>776</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p.697.

<sup>777</sup> « Spare Rib takes on the media », *Spare Rib*, novembre 1974, p. 28.

Ces changements firent aussi évoluer le rapport à la sexualité. Si les Britanniques ne devinrent pas tous pour autant adeptes de « l'amour libre » (« *free love* »), comme le prênaient les disciples de la contre-culture, les rapports sexuels hors mariage se banalisaient, et devenaient de moins en moins moralement et socialement répréhensibles. La perspective d'une grossesse non désirée se faisant plus lointaine, une plus grande disponibilité sexuelle fut requise des femmes. Comme le dénoncèrent les féministes pendant la décennie suivante, la « révolution sexuelle » profita avant tout aux hommes. Ainsi, un article du journal contre-culturel *The International Times* interpellait directement les femmes et leur enjoignait de ne pas refuser les avances des hommes : « *WOMEN : learn to give yourselves a bit more (with adequate contraception). Even if you don't enjoy it at first, why not give pleasure to others?* »<sup>778</sup>. Ce phénomène n'était pas limité aux milieux alternatifs londoniens, et se propageait de plus en plus au reste de la société<sup>779</sup>.

### **2.1.1.3. Influence des travaux de psychologie sur la condition des femmes**

Les travaux de recherches en psychologie au cours du XXe siècle influencèrent fortement la conception de la féminité dans la culture dominante et du rôle des femmes au sein du couple, de la famille et de la société. Tout d'abord, l'exaltation des valeurs de la famille traditionnelle après la Seconde Guerre mondiale s'appuyait sur les conclusions de spécialistes du domaine en pleine expansion de la psychologie de l'enfant. Les recherches du psychiatre et psychanalyste britannique John Bowlby sur des enfants séparés de leurs parents pendant la guerre le conduisirent à développer sa théorie de la « privation maternelle » (« *maternal deprivation* »). Dans son ouvrage *Childcare and the Growth of Love* (1953), il affirmait que l'amour, l'attention et les soins maternels constants

---

<sup>778</sup> « Sexual Revolution », *The International Times*, 14 février 1969, pp. 12-13.

<sup>779</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 702. David BOUCHIER, *The Feminist Challenge*, *op. cit.*, p. 27.

étaient nécessaires à leur développement mental et émotionnel. Leur absence laissaient au contraire des séquelles irréversibles pouvant favoriser l'arriération mentale ou affective, la délinquance ou encore les troubles névrotiques. D'autres spécialistes, comme le Britannique Donald Woods Winnicott, également psychiatre et psychanalyste, abondaient dans le même sens <sup>780</sup>. Les recommandations tirées de leurs travaux furent largement relayées par les médias de l'époque, préconisant, pour le bien de la société, que les femmes se consacrent pleinement à leur fonction maternelle. Ainsi, les mères travaillant à l'extérieur du domicile familial étaient fréquemment culpabilisées de délaisser leurs enfants, voire même jugées responsables de la montée de la délinquance juvénile <sup>781</sup>.

Les conceptions héritées des travaux de Sigmund Freud sur la féminité et la sexualité féminine, reprises par ses nombreux disciples, influencèrent également la condition des femmes dans la société. Les féministes leur reprochèrent d'entretenir les clichés réducteurs tels que celui de la passivité des femmes, et de participer à l'idéologie dominante les maintenant dans un statut subalterne. La psychanalyste britannique Juliet Mitchell les résumait en quelques termes cinglant dans un article pour la publication féministe *Shrew* en 1971 :

*We are rightly scoffing at the stereotypes that Freud instigated and that have pursued us ever since: the penis-envying career woman, the frigid frustrated wife; women, the castrated ones. Incomplete, ever-envious, excluded from the mainstream of cultural development hence emotional, irrational, structurally unable to sublimate our needs, we demand constant gratification, by tears and pleas, by sulks and winning ways.*<sup>782</sup>

Si Mitchell fustigeait les stéréotypes véhiculés par le freudisme, elle reconnaissait cependant sans détour l'intérêt des recherches du psychanalyste autrichien et son rôle en tant que fondateur d'une nouvelle discipline scientifique. D'autres universitaires avaient pris conscience de ce problème. La psychologue américaine

---

<sup>780</sup> Barbara CAINE, *op. cit.*, p. 242.

<sup>781</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat, op. cit.*, p. 694.

<sup>782</sup> « Why Freud », *Shrew*, 22 décembre 1970, p. 22.

Eleanor Maccoby se tourna vers l'étude des différences entre les sexes après avoir constaté le parti pris des publications académiques sur le sujet. Les études dont les résultats n'étaient pas l'existence de différences fondamentales entre les sexes n'étaient pas, ou trop rarement, publiées. Elle entreprit alors d'y remédier en rédigeant un état de la recherche intitulé *The Development of Sex Differences* (1966) prenant en compte ces nombreux écrits non publiés. L'ouvrage fut accueilli avec enthousiasme par les membres du mouvement féministe naissant aux États-Unis, comme le montre cet article reproduit dans les colonnes de *Peace News* :

*Until psychologists realise that it is they who are limiting the discovery of human potential, by their refusal to accept evidence, if they are clinical psychologists, or if they are rigorous, by the assumption that people move in a context-free ether, with only their innate dispositions and their individual traits determining what they will do, then psychology will have nothing of substance to offer in this task.*<sup>783</sup>

Cette prise de conscience convainquit les futures féministes de la nécessité d'une part, de se pencher sur ces questions pour corriger les préjugés, créant ainsi le champ des études de genre dans la décennie suivante, et d'autre part, de créer leur propres cercles de développement personnel afin d'éviter d'être confrontée à un thérapeute pouvant perpétuer ces visions biaisées.

## **2.1.2. Influence des mouvements précédents et phase modérée : 1962-69**

### **2.1.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire**

Le mouvement pour le désarmement nucléaire suscita un fort engouement auprès des femmes et joua un rôle-clé dans la genèse de la deuxième vague de féminisme. Le lien entre pacifisme et féminisme en Grande-Bretagne n'était pas un phénomène récent. La Seconde guerre des Boers et la Première Guerre

---

<sup>783</sup> « Psychology constructs woman », *Peace News*, 9 janvier 1970, p. 4.

mondiale avaient aggravé les divisions au sein de la mobilisation pour le droit de vote des femmes, déjà scindée en deux. Les suffragistes étaient partisans de techniques constitutionnelles et d'un militantisme modéré, tandis que les suffragettes prônaient un activisme parfois violent. Bien que minoritaires au sein des deux groupes, de nombreuses suffragistes et suffragettes refusèrent de participer à l'effort de guerre, comme le leur demandaient les dirigeantes de leurs organisations respectives, et se tournèrent vers le pacifisme<sup>784</sup>. Lors de la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre de femmes se mobilisèrent à nouveau pour protester contre le conflit. L'organisation *Peace Pledge Union*, dont la structure organisationnelle allait faciliter l'émergence du mouvement pour le désarmement nucléaire, évaluait la proportion féminine au sein de ses rangs à 43 000 en 1939, soit environ un tiers de ses membres<sup>785</sup>. Elles organisèrent des défilés pacifistes au sein de la *Women's Peace Campaign* à travers le pays. Sur leurs banderoles, on pouvait lire des slogans tels que : « *For the sake of children everywhere, I appeal to men to stop this war* »<sup>786</sup>. Le militarisme et la guerre en général, étaient généralement perçus comme des lubies d'hommes. Quelques années plus tard, les militantes pacifistes de la CND dénonçaient toujours la « tradition guerrière fermement ancrée » (« *a deep-seated tradition of war* ») chez la gent masculine<sup>787</sup>. Au contraire, de par leur rôle de mère, les femmes étaient supposées être plus enclines à la compassion et à l'empathie : « *Men feel, or should feel, as much concern as women over the food their children eat or the possibility of crippling future generation* »<sup>788</sup>. Les revendications portées par les femmes au sein du mouvement avaient les mêmes objectifs, c'est-à-dire obtenir l'arrêt immédiat des essais nucléaires puis le désarmement, tout en étant fondées sur des arguments différents. Depuis les premiers jours du mouvement, elles fustigeaient les effets des retombées radioactives sur la santé

---

<sup>784</sup> « 67 years as a feminist », *Spare Rib*, mai 1974, pp. 6-9.

<sup>785</sup> Yvonne BENNETT, « Vera Brittain and the Peace Pledge Union » dans Ruth PIERSON (éd), *Women and Peace – Theoretical, Historical and Practical Perspectives*, Londres : Croom Helm, p. 193.

<sup>786</sup> *Ibid.*

<sup>787</sup> « This women's meeting was different », *Peace News*, 19 janvier 1962, p. 8.

<sup>788</sup> *Ibid.*

des enfants, en accroissant les risques de malformations congénitales, d'ingestion d'aliments contaminés ou même d'irradiation<sup>789</sup>.

Les militantes pacifistes organisèrent quelques actions destinées aux femmes, telles que des marches, des veillées et des rassemblements, tout en prenant soin de mettre en avant leurs statuts de mères et d'épouses<sup>790</sup>. Elles créèrent leur propre groupe au sein de la CND, sobrement nommé *Women's Group*<sup>791</sup>. À la fin du mois d'octobre 1961, les tensions entre les forces américaines et soviétiques au *Checkpoint Charlie*, permettant le passage de Berlin-Ouest à Berlin-Est, ravivèrent les peurs de dégénération en conflit nucléaire. Quelques jours plus tard, l'explosion par l'Union Soviétique d'une bombe à hydrogène de 50 mégatonnes, la plus puissante jamais testée, entraîna un sursaut de la mobilisation, et conduisit la branche féminine à créer une campagne en appelant spécifiquement aux femmes<sup>792</sup>. Le slogan « *Let Britain Lead* » devint « *Let Britain's Women Lead* », et un logo incorporant l'emblème de la CND et le symbole de vénus (généralement associé aux femmes) fut élaboré afin de figurer sur les brassards de ses membres (voir annexe 16). D'autres groupes exclusivement féminins virent le jour à l'automne 1961, comme *Mothers Against War*, *Voice of Women* ou bien encore le *Women Against the Bomb* des partisans des techniques d'action directe du C100<sup>793</sup>. Leur raisonnement était fondé sur le fait que les femmes semblaient particulièrement réceptives à la cause, comme en témoignaient le nombre de lettres à la presse et les initiatives indépendantes prises à travers le pays, mais qu'elles ne pouvaient généralement pas participer aux actions collectives en raison de leurs obligations familiales. Elles avaient également pris note de leur statut subalterne, du manque de considération et de

---

<sup>789</sup> « 'Women against the bomb' », *Peace News*, 4 juillet 1958, pp. 1, 8. « To see women MPs about H-test danger », *Peace News*, 12 décembre 1958, p. 8.

<sup>790</sup> « Vigil of women at Westminster », *Peace News*, 10 mai 1957, p. 1. « H-bomb test: women's protest march », *Peace News*, 17 mai 1957, p. 6.

<sup>791</sup> « 'Women against the bomb' », *Peace News*, 4 juillet 1958, pp. 1, 8.

<sup>792</sup> « Wanted a movement for women against the bomb », *Peace News*, 2 mars 1962, pp. 6-7.

<sup>793</sup> « Women's peace groups merge », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mai 1964, p. 3.

l'isolement dont elles souffraient en tant que mères ou femmes au foyer, ou encore de leur manque d'intérêt pour la politique, comme autant d'obstacles à leur mobilisation effective. Une des fondatrices de *Women Against the Bomb* expliquait ainsi dans les colonnes de *Peace News* :

*In our approach to so far inactive mothers we would find it helpful to remember that both we and the women concerned are subject to the constant, insidious pressure of an ideology which, in effect, makes the life-work of the majority of women, i.e., the care and nurture of human beings, a matter of minor importance compared with the care of machines and the things produced by them [men]. Unconsciously we are affected by this climate of opinion which diminishes the human worth of women as mothers and makes them less able to take responsible social action.*<sup>794</sup>

Pour y remédier, les militantes pacifistes décidèrent de proposer des types d'actions compatibles avec leur vie de famille, comme la distribution de tracts dans les lieux publics, facilités par l'organisation de crèches. De plus, l'engagement dans une structure gérée par des femmes, était également l'occasion de gagner en confiance et en indépendance, sans pour autant négliger leurs époux ou leurs enfants<sup>795</sup>. Ce mode de fonctionnement à l'échelle locale, sans hiérarchie stricte, permettant leur émancipation par l'autogestion en groupes non-mixtes afin d'éviter de reproduire le schéma de « domination masculine », préfigurait la structure organisationnelle du mouvement de libération des femmes. De plus, ces groupes réussirent également à tisser des liens avec l'organisation américaine *Women's Strike for Peace* (WSP), fondée à l'automne 1961, afin de protester contre les essais nucléaires. Ses fondatrices affirmaient d'ailleurs aussi s'être inspirées des tactiques d'actions directes du C100<sup>796</sup>. Les deux organisations s'envoyaient des témoignages de soutien et organisaient des actions de solidarité<sup>797</sup>. Cette collaboration allait ensuite aboutir à la formation de l'organisation internationale

---

<sup>794</sup> « Wanted a movement for women against the bomb », *Peace News*, 2 mars 1962, pp. 6-7.

<sup>795</sup> *Ibid.*

<sup>796</sup> « A mobilisation of spirit », *Peace News*, 2 mars 1962, p. 2. « Women fly to Geneva », *Peace News*, 6 avril 1962, p. 3.

<sup>797</sup> « This women's meeting was different », *Peace News*, 19 janvier 1962, p. 8.

*Women's Peace Force* en 1964, fédérant des groupes américains, britanniques, français, belges ou provenant d'autres pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord<sup>798</sup>. Cette collaboration avec les militantes aux États-Unis se poursuit pendant la guerre du Vietnam.

Par ailleurs, l'activité des femmes au sein du mouvement ne fut pas limitée aux groupes non-mixtes. Certaines remplirent des fonctions-clés au sein des organisations principales, et prirent fréquemment la parole lors des rassemblements. On citera par exemple les membres fondatrices Peggy Duff et Pat Arrowsmith, les militantes pacifistes chevronnées Vera Brittain et Sybil Morrison, les députés travaillistes Edith Summerskill et Judith Hart, les romancières Iris Murdoch et Doris Lessing, l'actrice Vanessa Redgrave, ainsi que de nombreuses scientifiques. Leur visibilité contribua aussi à changer l'image du rôle des femmes. Ainsi, le mouvement pour le désarmement nucléaire britannique permit à de nombreuses femmes de faire l'expérience pour la première fois de la participation à des actions collectives et favorisa leur politisation, comme ce fut le cas par exemple pour Sheila Rowbotham, qui devint par la suite l'une des théoriciennes et militantes emblématiques de la deuxième vague de féminisme<sup>799</sup>. Même si quelques rares voix commençaient à remettre en question les stéréotypes de genre et la place des femmes au sein de la société, les militantes choisirent majoritairement de se présenter avant tout en tant que mères et épouses afin de rallier le plus grand nombre à leur cause. Cependant les figures féminines jouant un rôle de premier plan au sein du mouvement et l'organisation de structures spécifiques facilitant l'engagement des mères et des femmes au foyer contribuèrent à proposer de nouveaux modèles. Étant donné le rôle précurseur du mouvement au sein du cycle de contestation des longues années soixante, la mobilisation des femmes pour cette cause donnait un exemple récent prouvant que le militantisme n'était pas simplement l'apanage des hommes.

---

<sup>798</sup> « Women's peace groups merge », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mai 1964, p. 3.

<sup>799</sup> Sheila ROWBOTHAM, *op. cit.*, p. 69.

### 2.1.2.2. Le mouvement contre la guerre du Vietnam

Dans le prolongement du mouvement pour le désarmement nucléaire, l'opposition à la guerre du Vietnam continua de mobiliser les militantes pacifistes des deux côtés de l'Atlantique. L'organisation américaine *Women's Strike for Peace* coordonnait déjà des actions collectives dès 1964, et ses membres incitèrent bientôt leurs alliées britanniques à faire de même. Ainsi, le 9 février 1966 un rassemblement se tint devant l'ambassade américaine à Londres en soutien avec une manifestation du WSP à Washington le même jour<sup>800</sup>. Néanmoins, la très grande majorité des opposantes à la guerre du Vietnam choisirent de se mobiliser au sein de groupes mixtes. Elles se heurtèrent alors au sexisme ambiant à l'intérieur de ces organisations, reproduisant les inégalités sociétales et cantonnant les femmes à des fonctions subalternes. Ainsi, l'Américaine vivant à Londres Betty Roszak, épouse du théoricien de la contre-culture Théodore Roszak, écrivait dans une tribune de *Peace News* en 1966 :

*At meetings, conferences rallies, or wherever men and women work together, most women easily slip into their traditional roles as silent partners willing to do the cooking, cleaning and washing up, even some secretarial work. But when it comes to ideas, policy-making, brainstorming, etc, we find the males doing the real work.*<sup>801</sup>

Lasses d'être sans cesse dévalorisées, quelques membres de la VSC commencèrent à se réunir entre elles pour évoquer ces problèmes. Ces militantes étaient pour la plupart américaines, et leur démarche aboutit à la création du *Tufnell Park Group* en 1968, qui allait devenir l'un des précurseurs du collectif *Women's Liberation Workshop*<sup>802</sup>. Ce type de lien était loin d'être un phénomène

---

<sup>800</sup> « Women's march », *Peace News*, 11 février 1966, p. 10.

<sup>801</sup> « Human rights for women », *Peace News*, 30 décembre 1966, p. 4.

<sup>802</sup> David BOUCHIER, *The Feminist Challenge*, op. cit., p.56.

isolé puisque les quatre autres groupes fondateurs possédaient aussi des liens plus ou moins étroits avec la VSC<sup>803</sup>.

Leur participation au mouvement contre la guerre du Vietnam conduisit également les militantes à en adopter certaines caractéristiques, notamment ses cadres. En 1966, l'universitaire Juliet Mitchell publiait un essai intitulé « *Women : the Longest Revolution* » dans lequel elle affirmait que la place des femmes au sein de la société était comparable à celle d'une minorité opprimée en utilisant une grille de lecture marxiste<sup>804</sup>. Le choix de parler de « libération des femmes » (« *Women's Liberation* »), plutôt que de féminisme, était une référence aux mouvements de libération nationale. Dans un numéro de *Shrew* intitulé « *Women's Liberation and National Liberation* », les militantes montraient l'analogie entre l'oppression des peuples colonisés et celle dont elles étaient victimes en tant que femmes :

*In Great Britain, a social system dominated by white, male capitalists, this ideology ["the dominant ideology"] reinforces two complementary perversions: national chauvinism (i.e. racism), meaning the inherent superiority of the Imperial mother country and the inferiority of the race, religion, and culture of the subjugated nation, and male chauvinism (i.e. sexism), meaning the inherent superiority of men and the inferiority of women, the weaker, that is the subjugated sex.*<sup>805</sup>

Ainsi, le cadre anti-impérialiste fut adapté à la cause féministe. En rapprochant leur cadre de diagnostic de ceux des mouvements d'émancipation coloniale, elles légitimaient le choix de se tourner vers des solutions également similaires, c'est-à-dire leur « libération » au sens révolutionnaire. Dans la même publication, un autre article louait le rôle des vietnamiennes au sein du NLF. De même que l'offensive du Têt avait galvanisé les jeunes contestataires en démontrant que la guérilla vietnamienne pouvait mettre en difficulté la superpuissance américaine, la participation des femmes au combat pour l'indépendance fut érigée en modèle

<sup>803</sup> Nathalie THOMLINSON, *Race, Ethnicity and the Women's Movement in England, 1968–1993*, Londres : Palgrave Macmillan, 2016, p. 34.

<sup>804</sup> Juliet MITCHELL, « Women: the longest revolution », *New Left Review*, novembre-décembre 1966, pp. 11-37.

<sup>805</sup> « National Liberation Movements and Women's Liberation », *Shrew*, décembre 1970, p. 2.

aux yeux des militantes. Suite à un entretien avec l'une des dirigeantes du NLF, l'une d'entre elles expliquait :

*Women take part in all the activities of the Front. They are to be found in all sections and at all levels of the armed forces: there are mixed units even in the heavy artillery section, and a woman, Ngyen-Thi-Dinh [sic] (who is also President of the Women's Union), is Deputy Commander-in-Chief. They are among the guerrillas, engaged not only in liaison and reconnaissance but also in sabotage and ambush. They are predominant in the political struggle, demonstrating and making constant propaganda against the Americans especially by talking with government soldiers.*<sup>806</sup>

Cette admiration pour les résistantes vietnamiennes se reflétait également dans le choix de mettre à la une du premier numéro de la revue féministe du groupe marxiste IMG *Socialist Woman* une interview avec Madame Thi Binh Nguyen, négociatrice à la conférence de paix de Paris<sup>807</sup>. Quelques mois plus tard un nouvel article de la même publication, intitulé « *Vietnamese Women Make History* », démontrait encore le rôle primordial des femmes dans le conflit<sup>808</sup>. En janvier 1968, Juliet Mitchell donna une série de conférences sur le thème « *Women in Revolution* » dans le cadre de l'université alternative *Anti-University*<sup>809</sup> de Londres. Ce fut à cette occasion que les futures membres du groupe de Peckham Rye, un des groupes fondateurs du *Women's Liberation Workshop*, se rencontrèrent et commencèrent à s'organiser. Grâce à la prise de conscience du rôle actif des femmes dans les différentes luttes d'émancipation coloniale, et à la transposition du cadre de résonance anti-impérialiste, les militantes décidèrent de former leurs propres groupes, afin d'améliorer leur condition.

---

<sup>806</sup> « Women in Vietnam », *Shrew*, décembre 1970, p. 7.

<sup>807</sup> « Interview with Madame Binh of the National Liberation Front of Vietnam », *Socialist Woman*, février 1969, n.p.

<sup>808</sup> « Vietnamese Women Make History », *Socialist Woman*, novembre 1969, n.p.

<sup>809</sup> Cette institution, à la croisée de la contreculture et des idées radicales de la Nouvelle Gauche, fut fondée en 1968 afin de poursuivre les réflexions sur les thèmes débattus lors de la conférence « *The Dialectics of Liberation* » de juin 1967. Il s'agissait d'un forum de discussion permanent abolissant la hiérarchie traditionnelle dans les rapports entre les enseignants et les étudiants. Le vaste éventail des sujets abordés allait de la sociologie des guérillas à la musique expérimentale.

### 2.1.2.3. Le mouvement étudiant

L'accès accru à l'enseignement supérieur fut un des facteurs responsables de l'émergence du mouvement étudiant, et par extension, il contribua aussi à celle du mouvement féministe. Durant les années 1960, la proportion d'étudiantes dans les universités britanniques oscillait entre 20 et 40% des effectifs selon les établissements<sup>810</sup>. Les principales théoriciennes de la deuxième vague du féminisme étaient pour la plupart fraîchement diplômées, comme l'historienne Sheila Rowbotham ou la sociologue Anne Oakley. Les militantes issues de cette nouvelle génération s'impliquèrent d'abord dans le mouvement étudiant, à travers leurs organisations, où elles affrontèrent le sexisme des membres masculins. Un des premiers groupes féministes étudiants fut créé à l'automne 1969, à l'université de Warwick, par des sympathisantes du club socialiste exaspérées de ne pas être prises au sérieux. Il fut rapidement ouvert aux femmes extérieures à l'université et baptisé *Coventry Women's Liberation*<sup>811</sup>. Certaines de ses adeptes, les étudiantes en histoire Anna Davin et Barbara Winslow, jouèrent par la suite un rôle déterminant dans l'organisation de la première conférence nationale du Mouvement de libération des femmes (*Women's Liberation Movement*) au Ruskin College en 1970, souvent considérée comme le coup d'envoi du mouvement<sup>812</sup>. De plus, le mouvement étudiant contribua également à la diffusion du mouvement féministe américain, grâce à ses liens relationnels. Pour garder l'exemple de l'université de Warwick, Winslow, qui était américaine, écrivit un article dans le journal du campus où elle exposait la genèse et les revendications de la deuxième vague de féminisme aux États-Unis<sup>813</sup>. Un film sur l'action des militantes américaines lors de l'élection de *Miss America* en 1968 fut également projeté quelques semaines seulement avant que les Britanniques reprennent la

---

<sup>810</sup> Caroline HOFFERLE, *British Student Activism, op. cit.*, p. 162.

<sup>811</sup> « Warwick Women's Liberation », *Campus*, 7 novembre 1969, p. 9.

<sup>812</sup> Florence BINARD, « The British Women's Liberation Movement in the 1970s: Redefining the Personal and the Political », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no.3, 2016, p. 61.

<sup>813</sup> « Path to freedom », *Campus*, 28 novembre 1969, pp. 5-6.

technique lors de l'élection de Miss Monde à Londres, à la fin du mois de novembre 1969, comme cela sera expliqué en détail par la suite<sup>814</sup>.

#### **2.1.2.4. Le mouvement pour l'égalité raciale**

Le mouvement des noirs américains contribua de manière déterminante à l'émergence du mouvement de libération des femmes, d'abord aux États-Unis puis au Royaume-Uni. Du refus de Rosa Parks de céder sa place de bus à un homme blanc, au discours de Fannie Lou Hamer à la convention nationale du Parti démocrate<sup>815</sup>, les femmes furent très actives en son sein et y jouèrent fréquemment des rôles de premier plan. Les revendications égalitaires de la mobilisation sensibilisèrent nombre d'entre elles à l'infériorité de leur condition en tant que femmes, comme l'exprimèrent quatre militantes du SNCC en 1964 dans un document, resté alors anonyme, anticipant les principales demandes de la deuxième vague de féminisme. Dans une note de service de l'organisation, elles adaptèrent la cadre de diagnostic antiraciste à leur propre situation au sein de leur association :

*Assumptions of male superiority are as widespread and deep rooted and every much as crippling to the woman as the assumptions of white supremacy are to the Negro. Consider why it is in SNCC that women who are competent, qualified and experienced, are automatically assigned to the "female" kinds of jobs such as: typing, desk work, telephone work, filing, library work, cooking and the assistant kind of administrative work but rarely the "executive" kind.<sup>816</sup>*

Les militantes assimilaient la suprématie blanche à la domination masculine, et fustigeaient le rôle subalterne attribué aux femmes au sein du SNCC. Leur écrit

---

<sup>814</sup> « Warwick Women's Liberation », *Campus*, 7 novembre 1969, p. 9.

<sup>815</sup> Fannie Lou Hamer avait été élue vice-présidente du *Mississippi Freedom Democratic Party* en 1964, un parti créé afin de représenter la diversité de la population de cet état et érigé en alternative à la délégation officielle exclusivement blanche du Parti démocrate.

<sup>816</sup> SNCC, « SNCC Position Paper », Waveland, Mississippi, novembre 1964, *Women and Social Movement in the United States, 1600-2000* [en ligne], [consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://womhist.alexanderstreet.com/SNCC/doc43.htm>>.

déclencha ensuite un débat interne à l'organisation, occasionnant, comme elles l'avaient pressenti, des plaisanteries grivoises, à l'image de la remarque sexiste de Stokely Carmichael qui déclara : « *the position of women in the movement is prone* »<sup>817</sup>. Une version remaniée de la note fut ensuite publiée dans un journal de la Nouvelle Gauche américaine, *Liberation*, sous le titre « *Sex and Caste* » en 1966, suscitant plusieurs réponses dans le magazine britannique *Peace News*<sup>818</sup>. L'analogie fut également établie au Royaume-Uni avec les populations issues de l'immigration du nouveau Commonwealth, comme l'expliquait un article de la presse étudiante en 1969 en parlant la subordination des femmes : « *It is a situation perfectly comparable with the fomenting of racialism which makes possible the maintenance of a pool of cheap immigrant labour* »<sup>819</sup>. Après la montée en puissance du *Black Power*, les féministes continuèrent à s'inspirer du nouveau caractère revendicatif et libératoire du mouvement. Cette tendance ne se refléta pas seulement dans l'adoption d'un ton plus affirmé, mais aussi dans l'élaboration du logo de la mobilisation émergente, composé du signe de vénus ainsi que du poing fermé et levé utilisé par les partisans du *Black Power* (voir annexe 17). Elles leur empruntèrent également leurs éléments de langage, se désignant entre membres du mouvement sous le terme de « *sisters* », afin de créer une forme de solidarité féminine par le biais du concept de « *sisterhood* ». Cette notion était définie par les militantes comme une prise de conscience du statut inférieur des femmes et une identification avec le groupe opprimé : « *Sisterhood becomes possible when, at last, we become aware of ourselves as women in common plight with other women. [...] We identify with other women in terms of our common oppression and servitude and we have a solidarity between us born from this* »<sup>820</sup>. De même, les manifestes du *Women's Liberation Workshop* n'étaient pas sans rappeler ceux des *Black Panthers* américains et britanniques.

---

<sup>817</sup> SNCC, « Women, SNCC and Stokely : An email dialog, 2013-2014 », *Women and Social Movement in the United States, 1600-2000* [en ligne], [consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : < <http://womhist.alexanderstreet.com/SNCC/doc90.htm> >.

<sup>818</sup> « Human rights for women », *Peace News*, 30 décembre 1966, p. 4.

<sup>819</sup> « Warwick women's liberation? », *Campus*, 7 novembre 1969, p. 9.

<sup>820</sup> « Sisterhood is... », *Shrew*, juillet 1971, p. 1.

Empruntant à leurs compatriotes la formulation en cinq points, elles choisirent de se concentrer sur cinq demandes principales : le contrôle de leurs propres corps, de leurs vies, ne pas être cantonnées aux rôles de mère et d'épouse, l'égalité au travail et un accès universel aux crèches. Chacune de ces revendications était introduite par l'anaphore « *We demand...* », puis justifiée en un paragraphe débutant par « *We believe...* », rappelant alors plutôt le texte fondateur des militants californiens (voir annexe 18)<sup>821</sup>. Ainsi les cadres, les éléments de langage et de style du mouvement pour les droits civiques ainsi que du courant *Black Power* ont été adaptés par les féministes américaines et britanniques, afin de porter leurs propres revendications.

#### **2.1.2.5. Le mouvement ouvrier**

Les mobilisations des femmes des milieux modestes participèrent également à la massification du mouvement féministe au Royaume-Uni. En 1968, cinquante ans après l'obtention du suffrage féminin pour les plus de trente ans, plusieurs groupes en particulier réussirent à attirer l'attention de la nation sur leurs revendications : les épouses des marins pêcheurs de Hull, les ouvrières de l'usine *Ford* de Dagenham et les contrôleuses de bus de Londres. Au début de l'année, trois chalutiers du port de Hull coulèrent, endeuillant cette localité. Sous la houlette de la veuve de l'un des pêcheurs, Lilian Bilocca, une campagne fut lancée afin de demander l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail sur les navires. Les militantes ne reçurent aucun soutien de la part des syndicats et durent même faire face à l'hostilité d'une grande partie de la population et des médias. Elles se rendirent à Westminster armées d'une pétition de 10 000 signatures et obtinrent, par la suite, la plupart de leurs demandes<sup>822</sup>. Au mois de

---

<sup>821</sup> « The ten point program and platform: What we want, what we believe », *The Black Panther Newspaper*, 2, no. 1, 23 novembre 1967, p. 3. BLACK PANTHER MOVEMENT, « What we want », *op. cit.* « We demand! », *Shrew*, février 1971, p. 16.

<sup>822</sup> « Lil Bilocca and Hull trawlers », *The Black Dwarf*, 10 janvier 1969, p. 8.

juin, ce fut au tour des machinistes couturières de *Ford* de protester contre leur catégorisation en tant que main d'œuvre non qualifiée, en dépit de leurs compétences. Leur situation était d'autant plus révoltante à leurs yeux que leurs collègues masculins occupant des fonctions identiques étaient reconnus comme ouvriers spécialisés, et donc davantage rémunérés. À l'issue de trois semaines de grève ayant paralysé toute la chaîne de production, les ouvrières acceptèrent de reprendre le travail. Au lieu de la revalorisation de leur statut, elles durent se contenter d'une augmentation, passant de 85% à 92% du salaire des hommes s'acquittant des mêmes tâches<sup>823</sup>. Néanmoins, au cours d'un entretien avec la ministre de l'Emploi et de la productivité Barbara Castle, Rose Boland, la porte-parole des grévistes, réussit à aborder le problème plus général des inégalités salariales. S'en suivit une campagne nationale, incluant d'autres actions du même type, et la création du *National Joint Action Committee for Women's Equal Rights* (NJACWER)<sup>824</sup>. Le 18 mai 1969, le comité organisa une grande manifestation nationale pour l'égalité des salaires, avec le soutien des principaux syndicats<sup>825</sup>. En 1970, le projet de loi porté par Barbara Castle sur l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes fut voté par le parlement mais son application dut attendre 1975. Cette suite d'évènements contribua au sentiment de confiance grandissante chez les militantes, inspirant d'autres actions, comme celles des contrôleuses de bus de Londres demandant le droit de devenir conductrices<sup>826</sup>. Les partisanes des différents groupes de la gauche radicale, issues principalement de la classe moyenne, revendiquèrent également l'influence des luttes des épouses des marins de Hull et des couturières de Ford, qui furent érigées en icônes. Les récits élogieux narrant leurs exploits devinrent un thème récurrent dans les articles des féministes socialistes : « *Millions of people all over the country, and nearly*

---

<sup>823</sup> Florence BINARD, *op.cit.*, p. 63.

<sup>824</sup> « Action for equal rights – New campaign launched », *Socialist Woman*, février 1969, n. p. « The equal pay fight at Ford's », *Socialist Woman*, mars-avril 1969, n. p.

<sup>825</sup> « Woman's rights », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1969, p. 4.

<sup>826</sup> « Upstairs and downstairs 100 times a day », *Spare Rib*, 22, avril 1974, pp. 9-11.

*everyone in Hull will remember the splendid fight that Mrs Lilian Bilocca put up* », « *the magnificent struggle of the Ford seamstresses* »<sup>827</sup>. Ainsi le mouvement de libération des femmes au Royaume-Uni prit une orientation beaucoup plus marquée à gauche que son équivalent américain, même si cette spécificité n'empêcherait pas la diffusion d'un grand nombre d'éléments de part et d'autre de l'Atlantique.

### **2.1.2.6. Le mouvement de libération des femmes aux États-Unis**

La deuxième vague de féminisme prit son essor aux États-Unis un peu plus tôt qu'au Royaume-Uni. Les liens entre les deux courants étaient très étroits, du fait des contacts établis lors des mouvements précédents, puis renforcés par les déplacements fréquents de certaines militantes entre les deux pays, ou encore par la publication mutuelle de leurs écrits dans leurs revues respectives. Ainsi, les Britanniques reprirent certains aspects de l'idéologie et des tactiques de leurs consœurs américaines, qu'elles ajustèrent ensuite à leur propre mouvement. En septembre 1968, les féministes radicales<sup>828</sup> du collectif des *New York Radical Women* organisèrent une action de protestation contre le concours de beauté *Miss America* à Atlantic City. Afin de dénoncer l'exploitation des femmes en tant qu'objets sexuels, elles jetèrent tous les artefacts représentant à leurs yeux le culte d'une féminité artificielle dans une grande poubelle baptisée « *Freedom Trash Can* » : soutiens-gorge, gaines, faux-cils, perruques, magazines féminins, etc. Une poignée de militantes fit également irruption dans l'auditorium afin d'y déclamer leurs slogans, « *No More Miss America* » et « *Freedom for women* », et d'y déployer leur

---

<sup>827</sup> « Lil Bilocca and Hull trawlers », *The Black Dwarf*, 10 janvier 1969, p. 8. « Equal pay – The first step », *Socialist Woman*, mars-avril 1969, n. p.

<sup>828</sup> On distingue trois principaux courants au sein de la seconde vague de féminisme. Les féministes libérales réformistes (*liberal or reformist feminists*), voulaient obtenir l'égalité grâce à des réformes progressistes et oeuvraient donc à travers les institutions politiques existantes. Les féministes socialistes (*socialist feminists*), généralement d'obédience marxiste, prônaient comme but ultime un renversement du système capitaliste qu'elles considéraient comme responsable de l'oppression des femmes. Quant aux féministes radicales (*radical feminists*), elles préconisaient l'abolition du patriarcat, c'est-à-dire du système de domination masculine, à travers des changements d'ordre culturel visant à libérer les femmes.

bannière proclamant « *Women's Liberation* »<sup>829</sup>. Cet épisode donna naissance au mythe des féministes « brûleuses de soutien-gorge » (« *bra-burners* ») perpétué par les médias, bien que rien de tel n'eût lieu. Ce type d'action lors des concours de beauté fut ensuite réutilisé par les Britanniques à plusieurs reprises. Après un premier galop d'essai en 1969, l'opération fut reconduite avec plus de succès en novembre 1970 au concours de Miss Monde au Royal Albert Hall à Londres. Comme à Atlantic City, un premier rassemblement devant l'édifice fut organisé, durant lequel les participantes paradèrent avec des pancartes déclarant « *We're not beautiful, we're not ugly, we're angry* », et mirent en scène le parallèle avec les concours agricoles exposant des animaux d'élevage, non pas en couronnant une brebis vivante à l'instar des féministes américaines, mais en déguisant deux militantes en vache (voir annexe 19). Une trentaine de protestataires s'étaient infiltrées parmi les rangs des spectateurs, et au signal, elles convergèrent vers la scène en jetant pêle-mêle tracts, fumigènes, bombes puantes, farine et peinture, avant d'être expulsées. Ce coup d'éclat médiatique propulsa littéralement le mouvement britannique de libération des femmes sous le feu des projecteurs<sup>830</sup>. Les militantes continuèrent à manifester lors des cérémonies de Miss Monde les années suivantes, ainsi que contre d'autres concours du même type tels que Miss Angleterre, à Leeds en 1974, ou contre l'élection de reines de beauté étudiantes<sup>831</sup>.

Un autre exemple des processus d'adaptation du mouvement américain fut l'emprunt des concepts du tract « *No More Miss America* » rédigé en 1968 pour cette même occasion par la féministe radicale Robin Morgan. Même s'ils furent repris mot pour mot par les militantes du *Women's Liberation Workshop* d'Ealing, les explications les accompagnant différaient de leur contexte originel, témoignant d'une volonté de

---

<sup>829</sup> David FARBER, *op. cit.*, p. 252-53.

<sup>830</sup> « Miss World », *Shrew*, décembre 1970, pp. 16-18. « The great flesh-show protest », *Peace News*, 27 novembre 1970, p. 5.

<sup>831</sup> « Against Miss England », *Spare Rib*, mai 1974, p. 20. « Why bother about beauty contests », *Spare Rib*, janvier 1977, p. 21.

les faire résonner avec leurs sensibilités politiques et de les appliquer à la condition féminine en général, dans un article rédigé pour *Sbren*. Ainsi l'expression « *The Consumer Con-Game* » renvoyait initialement à la fonction publicitaire de *Miss America*, vantant les mérites des articles des marques sponsorisant le concours, mais fut redéfinie afin de dénoncer la double exploitation dont étaient victimes les femmes en tant que consommatrices de produits mais aussi en tant qu'objets sexuels utilisés pour les vendre. De même, « *The Unbeatable Madonna-Whore Combination* » fustigeait l'impossibilité de correspondre aux rôles contradictoires définis par les idéaux masculins, identifiant *Miss America* comme l'incarnation de la facette de la « Madonne ». Dans la version britannique, l'argument prit un tour complètement différent, relié à la fragmentation de la personnalité requise par la division du travail selon les sexes, engendrant un sentiment d'aliénation et aboutissant à une critique du système capitaliste permettant un tel phénomène<sup>832</sup>. Ces exemples tendent à montrer que les processus de diffusion d'un bord à l'autre de l'Atlantique n'estompèrent pas les différences d'orientation entre les deux mouvements. Aux États-Unis, les tendances dominantes étaient plutôt libérale réformatrice et radicale, tandis qu'au Royaume-Uni, l'influence de la gauche radicale donna un tour plus socialiste à la mobilisation, influant aussi sur sa structure organisationnelle.

Contrairement au mouvement américain, dominé par une organisation réformatrice à la structure pyramidale traditionnelle, la *National Organization of Women* (NOW), le mouvement britannique était composé d'une nébuleuse de petites cellules autonomes dispersées à travers le pays, à l'image des idéaux participatifs et égalitaires de la Nouvelle Gauche. Aux États-Unis ce type de petits groupes s'étaient également développés, mais ils étaient plutôt le fait de la tendance minoritaire du féminisme radical, qui inspira les militantes outre-Atlantique<sup>833</sup>. À Londres et dans ses alentours, une poignée de petits collectifs avait commencé à se réunir régulièrement

---

<sup>832</sup> RED STOCKINGS, « No More Miss America », 22 août 1968, dans Alexander BLOOM et Wini BREINES (éds), *Takin' It to the Streets : A Sixties Reader*, Oxford : Oxford University Press, 2011, pp. 409-411.

<sup>833</sup> David BOUCHIER, *The Feminist Challenge*, op. cit., pp. 47-8, 55.

en 1968 et 1969, et fondèrent le *Women's Liberation Workshop* (WLW). Dans leur manifeste, ses membres affirmaient plusieurs règles de fonctionnement pour leurs réunions hebdomadaires : non-mixité, localité, restriction du nombre de participantes, hétérogénéité des points de vue et des thèmes abordés, refus de nommer des modérateurs, etc<sup>834</sup>. Elles pensaient ainsi faciliter la participation, l'émancipation et la responsabilisation de leurs recrues : « *We want eventually to be, and to help other women to be, in charge of our own lives. Therefore, we must be in charge of our own movement – directly, not by remote control* »<sup>835</sup>. Cette organisation était également adaptée à la stratégie phare du mouvement de libération des femmes : la sensibilisation (*consciousness-raising*). La généalogie de cette technique remontait aux séances de « récits d'amertume » (« *Speak Bitterness* ») de la période de la réforme agraire en Chine, amorcée en 1950. Lors de ces rassemblements, les paysans pouvaient confronter leurs anciens oppresseurs, les propriétaires fonciers, en laissant libre cours à leurs émotions. Ils étaient incités à raconter leurs expériences passées afin de surmonter leur traumatisme et de faire naître une conscience de classe sociale. C'est par l'entremise de l'ouvrage *Fanshen* (1966), du journaliste américain William Hinton relatant son séjour dans un petit village chinois pendant la révolution, que les féministes américaines prirent connaissance de cette pratique, qu'elles adaptèrent ensuite à leur propre mouvement. Ainsi, une affiche réalisée par Kathie Sarachild pour promouvoir les groupes de sensibilisation proclamait en 1968 :

*Speak Pains to Recall Pains*  
 – *the Chinese Revolution*  
*Tell it Like It Is*  
 – *the Black Revolution*  
*Bitch, Sister, Bitch*

---

<sup>834</sup> « Organizing ourselves », *Shrew*, mars 1971, pp. 2-5.

<sup>835</sup> « Manifesto of the London Women's Liberation Workshop », *The Black Dwarf*, 5 septembre 1970, p. 14.

– *the Final Revolution*<sup>836</sup>

Retraçant l'histoire de la pratique en partant du communisme chinois, puis en passant par le *Black Power*, pour aboutir au féminisme américain, ces slogans louaient implicitement les vertus libératrices et fédératrices de la prise de parole. Étant donné la fascination des féministes britanniques socialistes pour la révolution chinoise et les écrits de Mao Zedong, ainsi que leurs liens étroits avec leurs équivalentes américaines, elles ne tardèrent pas à employer à leur tour la même stratégie. À Londres, tandis que l'on dénombrait huit groupes affiliés au WLW en avril 1970, leur nombre s'élevait à 58 en décembre 1971<sup>837</sup>. D'autres collectifs furent créés dans le reste du pays, *Peace News* en recensait 25 en juillet 1970<sup>838</sup>. Ces cercles d'une douzaine de membres réguliers entreprirent de rechercher la cause de l'oppression des femmes, en partageant leurs expériences personnelles, afin d'élaborer des solutions pour améliorer concrètement leur quotidien et leur condition en général<sup>839</sup>. Cette logique traduisait leur volonté de mettre en application le mot d'ordre des féministes américaines : « *The personal is political* »<sup>840</sup>. Lors de leurs séances, elles abordèrent de nombreux sujets liés à la place des femmes dans la société, mais aussi des thèmes plus intimes comme leurs relations avec leur famille, leur enfance ou leur sexualité<sup>841</sup>. La diversité des points de vue des militantes et leur méfiance à l'égard des organisations pyramidales les poussèrent à préserver l'autonomie des différentes petites cellules. Aucune structure de coordination à l'échelle nationale ne fonctionna

---

<sup>836</sup> Carol HANISCH, « A Women's Liberation Tribute to William Hinton and the Women of Long Bow », communication présentée le 3 avril 1999 dans le cadre d'une conférence intitulée « Understanding China's Revolution: A Celebration of the Lifework of William Hinton » à l'université de Columbia, New York [en ligne], [consultée le 22 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.carolhanisch.org/Speeches/HintonSpeech/HintonTribSpeech.html>>.

<sup>837</sup> Dernière de couverture, *Shrew*, avril 1970, p. 8.

<sup>838</sup> « Women's Liberation groups in Britain », *Peace News*, 3 juillet 1970, p. 6.

<sup>839</sup> « Organizing ourselves », *Shrew*, mars 1971, pp. 2-5.

<sup>840</sup> NEW YORK RADICAL WOMEN, « The Personal Is Political », février 1969 [en ligne], [consulté le 27 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.carolhanisch.org/CHwritings/PIP.html>>.

<sup>841</sup> « Birmingham Womens Liberation Group », *Peace News*, 3 juillet 1970, p. 3.

durablement<sup>842</sup>. Néanmoins, des conférences nationales biannuelles furent organisées et servirent à fixer le cap pour l'ensemble du mouvement. La première d'entre elles, en février 1970, marqua officiellement le début d'une nouvelle phase, plus militante et revendicatrice.

### 2.1.3. Apogée du mouvement : 1970-79

#### 2.1.3.1. Première conférence nationale au Ruskin College, à Oxford en 1970

Généralement considérée comme un des évènements fondateurs du mouvement britannique de libération des femmes, la première conférence nationale eut lieu au Ruskin College, à Oxford, du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 1970<sup>843</sup>. L'année précédente, Sheila Rowbotham et Sally Alexander avaient essuyé les rires moqueurs des participants masculins lors d'une journée d'études sur l'histoire, après avoir évoqué la possibilité de former un atelier sur l'histoire des femmes. Elles prirent alors la décision de mettre sur pied une conférence qui leur serait spécifiquement dédiée<sup>844</sup>. L'afflux de près de 600 personnes dépassa de loin les attentes des organisatrices<sup>845</sup>. Lors de ces quelques jours de discussion, les quatre demandes principales du mouvement furent formulées : égalité salariale (« *equal pay* »), égalité des chances dans l'éducation et l'accès au marché du travail (« *equal educational and job opportunities* »), contraception et avortement libres et gratuits (« *free abortion and contraception on demand* ») et des crèches gratuites ouvertes 24

---

<sup>842</sup> Le comité *Women's National Coordinating Committee* (WNCC), formé à l'issue de la première conférence nationale en 1970, devait assurer la communication entre les groupes mais fut rapidement abandonné. « Announcements/ Calendar », *Shrew*, avril 1970, p. 7.

<sup>843</sup> Florence BINARD, *op.cit.*, p. 61.

<sup>844</sup> « Forty years of women's liberation », *The Guardian*, 26 février 2010 [en ligne], [consulté le 27 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2010/feb/26/forty-years-womens-liberation>.

<sup>845</sup> « Women's Liberation Conference », *Peace News*, 6 mars 1970, p. 7.

heures sur 24 (« *free 24-hour nurseries* »)<sup>846</sup>. Elles furent par la suite reprises sous formes de slogans lors des manifestations. Trois revendications supplémentaires seraient ajoutées au cours de la décennie, portant sur le droit à l'indépendance financière et légale (« *legal and financial independence for all women* »), la fin des discriminations contre les lesbiennes (« *an end to the discriminations against lesbians* »), puis enfin sur la suppression des violences envers les femmes et du système les perpétuant (« *freedom for all women from intimidation by the threat or use of violence or sexual coercion regardless of marital status; and an end to the laws, assumptions and institutions which perpetuate male dominance and aggression to women* »)<sup>847</sup>. Cette conférence inaugurale fut dépeinte de manière très négative par les médias, ce qui contribua à convaincre les féministes de la nécessité de créer leurs propres publications.

### **2.1.3.2. Couverture médiatique et création de publications spécifiques**

Les journaux traditionnels de tous bords donnèrent une image très défavorable de la conférence au Ruskin College. Les articles se concentraient souvent sur les liens avec d'autres groupes révolutionnaires ou communistes, comme les *Black Panthers*, avaient parfois des titres dégradant, comme ceux des quotidiens *The Times* et *The Guardian* (respectivement « *Militancy in the kitchens* » et « *Women told to 'cool it'* »), insistaient sur l'accoutrement des participantes à grand renfort de clichés sur leurs cheveux longs, pantalons évasés et maxi-manteaux, ou encore se focalisaient sur les divisions et les altercations entre les membres de l'assistance, utilisant fréquemment la même anecdote d'une jeune femme ayant

---

<sup>846</sup> « Women Unite! », *Shrew*, février 1971, p. 7.

<sup>847</sup> Les cinquième et sixième demandes furent inscrites dans les objectifs du mouvement en 1974, lors de la conférence d'Édimbourg, tandis que la septième, pomme de la discorde entre les différentes factions, fut le résultat de la conférence de 1978 à Birmingham. Entrefilet sans titre, *Spare Rib*, juin 1978, p. 5.

quitté la salle en maugréant « *counter-revolutionary scum* »<sup>848</sup>. Ces échos ne pouvaient que nuire au mouvement émergent, en le décrédibilisant et en montant l'opinion publique contre lui. Mais il ne s'agissait pas seulement de la presse *mainstream*. Cette tendance pouvait également être observée dans un grand nombre de journaux alternatifs et étudiants. Un billet intitulé « *A conference of women in drag* », paru dans les colonnes de *The International Times*, minimisait la participation en arrondissant les 560 inscrits à 500, critiquait les capacités oratoires des intervenantes, et décrivait l'évènement comme « une expérience vraiment terrible » et « des plus frustrantes » (« *a really terrible experience* », « *one of the most frustrating experiences* »)<sup>849</sup>. Les auteurs dénonçaient également le milieu social des participantes, appartenant majoritairement à la classe moyenne, pour montrer le décalage avec les préoccupations des femmes des classes populaires. Cette accusation récurrente se retrouvait aussi dans la presse étudiante. Dans une diatribe antiféministe, un étudiant de la LSE alléguait ainsi : « *'Women's Liberation' should be seen for what it is ; a load of middle-class girls trying to sort themselves out and leeching on the suffering of working-class women in an attempt to stave off...* »<sup>850</sup>. Visiblement oublieux de la provenance sociale de la majorité des étudiants et des partisans de la Nouvelle Gauche, il se méprenait également sur les implications des objectifs du mouvement. Dans un amalgame entre égalité et renversement des rôles, il vaticinait : « *Okay, let's have (i) equal pay, (ii) nurseries, (iii) equality of representation on decision-making bodies, e.g. : Trade Unions, Parliament, etc. ...and also men having babies, looking after them, doing the housework while she goes out to work* »<sup>851</sup>. Ainsi, non seulement le mouvement féministe était globalement décrit de manière défavorable, mais il souffrait également d'un manque de couverture médiatique. Les journaux étudiants et alternatifs lui accordèrent relativement peu d'espace, surtout par rapport au mouvement pour l'égalité raciale, qui fit l'objet

---

<sup>848</sup> Éditorial sans titre, *Shrew*, avril 1970, pp. 1-4.

<sup>849</sup> « A conference of women in drag », *The International Times*, 13 mars 1970, p. 4.

<sup>850</sup> « Son of Armaddon [sic] – tit .....for tat », *The Beaver*, 14 mars 1973, p. 11.

<sup>851</sup> *Ibid.*

d'innombrables unes et articles durant la période. Le seul magazine qui semblait trouver grâce aux yeux des féministes dans leur état des lieux de la presse britannique, était *Peace News*, dont elles louèrent les efforts d'objectivité<sup>852</sup>.

Les militantes se tournèrent également vers le problème plus général de la représentation des femmes dans les médias. Titres sexistes et désobligeants, stéréotypes, objectification du corps des femmes, rubriques féminines consacrées exclusivement à la mode, à la décoration intérieure ou à la cuisine, tout cela était monnaie courante dans la presse traditionnelle comme dans les journaux étudiants ou contre-culturels. Les étudiantes membres du groupe de libération des femmes de l'université de Leeds écrivirent ainsi au rédacteur en chef d'*Union News* et dénoncèrent la rubrique « *Women's World* » s'adressant à un lectorat féminin en ces termes : « *The present patronising policy of Union News upholds those very myths of a 'Women's World' that we are trying to expose. For instance, almost a full page is used in telling us what we should wear to be trendy girls* »<sup>853</sup>. Un exemple paru l'année précédente montrait effectivement que, même lorsqu'une page entière était dédiée à cette rubrique, les sujets évoqués visaient toujours à conseiller les femmes afin qu'elles s'acquittent au mieux des tâches domestiques ou s'apprêtent selon les dernières tendances. Sur trois articles, le premier était dédié à la cuisine, le deuxième à la mode, et le troisième au *shopping* (voir annexe 20). De plus, les femmes travaillant dans les médias étaient généralement cantonnées aux tâches administratives. Lorsqu'elles participaient à la rédaction, elles étaient fréquemment reléguées aux sujets supposément plus « féminins », comme les œuvres caritatives ou les salons pour bébés, pour reprendre l'exemple d'une militante journaliste excédée dans un article de *Spare Rib*<sup>854</sup>. Cela poussa les militantes à demander l'adoption d'un « Code de pratiques non-sexistes » (« *Non-sexist Code of Practice* ») lors d'une conférence rassemblant les principaux syndicats

---

<sup>852</sup> Éditorial sans titre, *Shrew*, avril 1970, pp. 1-4.

<sup>853</sup> « *Women's World* », *Union News*, 20 mars 1970, p. 10.

<sup>854</sup> « *Women workers in the media: 'No more charities and baby shows'* », *Spare Rib*, mars 1975, p. 18.

du milieu. Ce document faisait le lien entre les représentations biaisées et dégradantes des femmes dans les médias et leur statut subalterne en tant qu'employées dans cette industrie. En essayant d'instaurer l'égalité professionnelle, les partisans de cette charte pensaient que l'image des femmes véhiculée par les médias deviendrait plus nuancée et plus proche de la réalité<sup>855</sup>.

Les féministes furent rapidement convaincues de la nécessité de développer leurs propres publications, à la fois afin d'améliorer la couverture médiatique de leur mouvement, de combattre les stéréotypes de genre, mais aussi dans le but de poursuivre leur travail de sensibilisation à l'oppression des femmes et de réflexion émanant des séances en petits groupes. Ainsi, le bulletin du WLW, *Shrew*, était produit tour à tour par les différentes cellules membres du collectif, reflétant ainsi la diversité des préoccupations et des points de vue<sup>856</sup>. Son but était expressément militant. À l'inverse, le magazine *Spare Rib* se voulait beaucoup plus modéré afin d'être lu par le plus grand nombre, et se différenciait de *Shrew* par son professionnalisme. Il devint néanmoins de plus en plus revendicatif, abandonnant d'abord les rubriques du type « cuisine », pour finalement s'autoproclamer « *a women's liberation magazine* » en 1976<sup>857</sup>. C'est grâce à ces publications que les actions du mouvement, généralement passées sous silence par le reste de la presse, furent relayées, comme par exemple la campagne de syndicalisation des agents de nettoyage de nuit.

### **2.1.3.3. Campagne de syndicalisation des agents de nettoyage de nuit**

Les féministes socialistes britanniques s'attachèrent à essayer d'impliquer toutes les femmes, y compris celles issues des classes les plus vulnérables. L'exemple le plus concret et le plus porteur fut sans doute celui de la campagne

---

<sup>855</sup> *Ibid.*

<sup>856</sup> « Women's Liberation Workshop », *Shrew*, février 1971, p. 29.

<sup>857</sup> « Spare Rib : 7 years on », *Spare Rib*, juillet 1979, pp. 6-8, 18.

de syndicalisation des agents de nettoyage de nuit qui s'étala sur plusieurs années consécutives. La quasi-totalité de ces employés étaient des femmes, bien souvent issues de l'immigration, et fréquemment embauchées par des entreprises de sous-traitance, avec des contrats les maintenant dans une grande précarité. De plus, comme elles travaillaient seules de nuit dans des bâtiments vides, elles étaient particulièrement isolées, et donc difficiles à mobiliser<sup>858</sup>. En octobre 1970, la meneuse des agents de nettoyage, May Hobbs, ainsi que des féministes affiliées à l'organisation *International Socialists*, entreprirent de distribuer des tracts afin de les convaincre de rejoindre les rangs du syndicat TGWU. D'autres collectifs de féministes vinrent leur prêter main forte, notamment des membres du WLW et de *Socialist Woman*<sup>859</sup>. La campagne prit rapidement son essor, grâce au contexte particulièrement propice de l'opposition à la proposition de loi *Industrial Relations Bill*, qui suscitait également l'ire des syndicats et des étudiants. Des délégations d'agents de nettoyage de nuit, emmenées par May Hobbs et les différents collectifs féministes, défilèrent aux côtés des syndicats lors des grandes journées de manifestation. Elles parvinrent à obtenir de ces derniers, jusqu'alors restés insensibles à leurs sollicitations, qu'ils appuient leurs modestes demandes (hausses de salaires, de meilleures conditions de travail et davantage de protection)<sup>860</sup>. À travers le réseau des groupes féministes et les déplacements de May Hobbs, la campagne s'étendit à d'autres villes et de nouvelles revendications : Oxford, Norwich, Bristol, Manchester, Birmingham et Lancaster<sup>861</sup>. Ce dernier cas fut un exemple particulièrement réussi de collaboration avec les étudiants et les syndicats. Les demandes répétées des agents d'entretien de l'université de Lancaster pour obtenir la prise en charge de leurs frais de transport vers leur lieu de travail avaient attiré l'attention de la

---

<sup>858</sup> « May Hobbs: women cleaners campaign », *Red Mole*, 16 janvier 1971, p. 3. « Women's work », *Shrew*, décembre 1971, p. 4. « Cleaning contractors », *Shrew*, décembre 1971, p. 3.

<sup>859</sup> Les groupes de *Socialist Woman* produisaient la revue du même nom, et étaient affiliés à l'IMG.

<sup>860</sup> « Night cleaners and women's liberation », *Shrew*, décembre 1971, p. 2.

<sup>861</sup> « Womens liberation should... », *Shrew*, décembre 1971, pp. 8-9. « Whose bloody battle? », *Spare Rib*, février 1973, pp. 17-18. « VIVA cleaner strike », *Peace News*, 4 octobre 1974, p. 5.

cellule locale du *Socialist Woman Group*. Ces dépenses représentaient environ 10% de leur salaire et pouvaient monter jusqu'à 20% hors période scolaire. Employées, féministes, syndicalistes et étudiants furent bientôt vent debout contre l'administration de l'université. Après plusieurs grèves d'avertissement de 24 heures, une pétition réunissant un millier de signatures, vint le tour d'une occupation du bâtiment administratif par les étudiants, forçant la direction à céder. Grâce à ce succès, le syndicat TGWU put négocier d'autres avancées pour le reste du personnel non-enseignant de l'université<sup>862</sup>. Ainsi, cette campagne fut un exemple réussi de convergence des luttes, montrant la volonté des militantes de tisser des liens avec les autres mouvements. Mais les avancées gagnées par la mobilisation et les réformes, furent bientôt menacées par la montée d'un retour de flamme conservateur.

#### **2.1.3.4. Campagne contre le retrait de la loi sur l'avortement**

En février 1975, un projet de loi d'initiative parlementaire approuvé en deuxième lecture remit en question les acquis sur l'avortement. Portée par le député travailliste James White, la proposition prônait des restrictions strictes limitant l'interruption volontaire de grossesse aux mères dont la santé se trouvait directement menacée, et représentait un retour à la situation antérieure à la loi de 1967<sup>863</sup>. L'organisation *Society for the Protection of Unborn Children*, formée en janvier 1967, avait graduellement gagné en puissance, ralliant plusieurs dizaines de milliers de personnes lors de ses rassemblements, comme à Liverpool en mai 1972<sup>864</sup>. Les groupes féministes lancèrent des contre-manifestations, durant lesquelles elles distribuaient des tracts, faisaient entendre leurs slogans et utilisaient des techniques de *guerrilla theatre* inspirée de celles des opposants à la guerre du Vietnam. Le mouvement de libération des femmes avait adopté ces

---

<sup>862</sup> « Lancaster cleaner's campaign », *Socialist Woman*, juillet-août 1971, pp.1-21.

<sup>863</sup> « Abortion Act threat: 3 », *Spare Rib*, avril 1975, pp. 17-18.

<sup>864</sup> « Abortion on demand now! », *The International Times*, 18 mai 1972, p. 9.

pratiques depuis ses premières actions. Le groupe *Women's Street Theatre Group* s'était par exemple fait connaître avec *Sugar and Spice*, pièce dénonçant l'objectification des femmes jouée à Trafalgar Square lors de la grande manifestation pour la journée internationale des femmes en mars 1971 (voir annexe 21)<sup>865</sup>. Une campagne nationale fut mise sur pied en mars 1973, la *National Abortion Campaign* (NAC), fédérant autour de la défense de l'avortement des groupes féministes, étudiants, des syndicats, des organisations travaillistes et de la Nouvelle Gauche<sup>866</sup>. Son cri de ralliement, « *A woman's right to choose* », témoignait de la volonté de ses partisans d'obtenir que l'avortement devienne entièrement libre et gratuit pour toutes les femmes<sup>867</sup>. En soutien à la campagne, des groupes de théâtre engagé écrivirent des pièces satiriques, tournant en dérision les lobbies anti-avortement lors des différentes manifestations et contre-manifestations, mais aussi à l'occasion de représentations officielles<sup>868</sup>. Les syndicats, jusque-là réticents à soutenir des revendications ne concernant pas directement la sphère professionnelle, changèrent leur fusil d'épaule en 1975. La demande pour l'avortement libre et gratuit fut votée à la conférence des femmes du TUC à Hastings au mois de mars, et en septembre à la conférence annuelle<sup>869</sup>. Ainsi, non seulement la NAC réussit à contrer la série de tentatives de réforme restreignant les conditions d'accès à l'IVG mais elle contribua à faire évoluer la position des syndicats sur les sujets touchant à la sphère privée, dans la mesure où ils avaient également une incidence sur la vie professionnelle des femmes.

---

<sup>865</sup> « The Death of Buzz Goodbody », *Spare Rib*, juin 1975, p. 5.

<sup>866</sup> « Abortion news », *Spare Rib*, juin 1976, p. 20.

<sup>867</sup> « Abortion conference: structure and feminism », *Spare Rib*, janvier 1976, pp. 20-21.

<sup>868</sup> « Guide to Women's Theatre Groups », *Spare Rib*, mars 1979, pp. 18-21.

<sup>869</sup> « Abortion Act threat: 3 », *Spare Rib*, avril 1975, pp. 17-18. « Trade unions criticise TUC article », *Spare Rib*, janvier 1976, p. 25.

### 2.1.3.5. Création des women's centres

Un des grands succès du mouvement britannique de libération des femmes fut sans doute la création, à travers le pays, de centres spécialisés appelés « *women's centres* ». Ces lieux communautaires, à mi-chemin entre les institutions alternatives et les projets sociaux, étaient des applications concrètes des idéaux égalitaires de la Nouvelle Gauche. Ils furent la plupart du temps ouverts par des groupes de féministes désirant créer un espace où elles pouvaient tenir leur séances de sensibilisation, et mettre en pratique leurs idées. Ainsi, leurs rôles variaient localement et évoluaient en fonction des besoins. Certains organisaient des cours d'autodéfense, de bricolage ou d'histoire, tandis que d'autres servaient de halte-garderie, de centres d'information sur la contraception, de centres d'aide aux victimes de viol ou même de refuge pour femmes et enfants battus<sup>870</sup>. À Londres, l'un d'eux devint même une agence d'intérim féministe à but non-lucratif, nommée « *She Can Do It* », et permettant à ses membres d'exercer tout type de métier, y compris ceux habituellement réservés aux hommes, comme monitrice de conduite ou déménageuse<sup>871</sup>. Les locaux étaient parfois prêtés ou loués pour des sommes modestes par les municipalités, ou encore occupés illégalement<sup>872</sup>. Cette dernière tendance fut assez fréquente, et tirait son origine du succès des campagnes de *squatters* bourgeonnant sur tout le territoire. Dans de nombreux cas, les féministes à l'origine de la décision d'établir un *women's centre* dans un bâtiment inoccupé avaient pris part à ces actions, ou avaient elles-mêmes vécues dans des logements occupés de manière illégale. Celui de Brixton, par exemple, fut établi dans une maison vacante, et servit également de quartier général au groupe de *squatters* militants du quartier<sup>873</sup>. Son collectif proposait aussi un service de conseil juridique, de garderie, et d'aide à l'obtention des prestations

---

<sup>870</sup> « Women's Centres », *Spare Rib*, février 1974, p. 19.

<sup>871</sup> *Ibid.* « She can do it », *Spare Rib*, juillet 1973, p. 14.

<sup>872</sup> « Beaten up women and their children », *Spare Rib*, juin 1973, pp. 4-5, 12. « Women's Centres », *Spare Rib*, février 1974, p. 19.

<sup>873</sup> « How to start a women's centre », *Peace News*, 24 mai 1974, pp. 10-11.

sociales pour toute la communauté locale. Ces initiatives rappelaient également les stratégies de *community organising* chères aux partisans du *Black Power*, dont le mode d'action était principalement basé sur l'entraide et l'autonomie à l'échelle locale. Le premier groupe de féministes noires fut d'ailleurs formé à Brixton, point de convergence entre les deux mouvements. Le *Brixton Black Women's Group* vit le jour en 1973, sous l'impulsion d'Olive Morris et de Gerlin Bean. La première était une ancienne membre du *Black Panther Movement*, tandis que la seconde avait assisté à la conférence inaugurale du mouvement de libération des femmes à Oxford, et en était ressortie convaincue de la nécessité de former un mouvement distinct, afin de répondre aux problèmes spécifiques des femmes des communautés issues de l'immigration<sup>874</sup>. Quelques années plus tard, le même noyau de militantes fut également à l'origine du *Black Women's Centre*, à Brixton, premier du genre. Les activités du centre témoignaient de la dualité de ses influences : services d'aide à la communauté, aux femmes en particulier, haltes-garderies et ateliers-boutiques vendant des objets d'artisanat africain<sup>875</sup>.

### **2.1.3.6. Campagne contre les violences faites aux femmes**

Avec l'essor du féminisme radical au cours des années 1970, le mouvement de libération des femmes prit une nouvelle orientation. Ce courant identifiait le patriarcat, c'est-à-dire le système de domination masculine, comme cause première de l'oppression des femmes. Pour les partisans de cette doctrine, les solutions possibles pouvaient aller jusqu'au séparatisme et au lesbianisme politique<sup>876</sup>. Ainsi, dans un article de *Peace News* en 1975, la féministe américaine Andrea Dworkin clamait : « [...] *our oppressors are not only male heads of state, male capitalists, male militarists – but also our fathers, sons, husbands, brothers, and lovers* ». À ses

---

<sup>874</sup> « Gerlin », *Shrew*, septembre 1971, pp. 10-12.

<sup>875</sup> Nathalie THOMLINSON, *op. cit.*, p. 71.

<sup>876</sup> Rejet de la norme de l'hétérosexualité pour des raisons politiques, dans la mesure où celle-ci est perçue comme le fondement même du patriarcat.

yeux, les responsables de l'assujettissement des femmes étaient donc les hommes dans leur ensemble, et le système garantissant leur hégémonie. De là découlait la nécessité de s'en affranchir : « *We will repudiate the whole patriarchal system, with its sadomasochistic institutions, with its social scenarios of dominance and submission all based on the male-over-female model* »<sup>877</sup>. Même si l'idéologie du féminisme radical fut seulement mise en pratique par une petite minorité de militantes vivant dans des communautés séparatistes, elle eut néanmoins des répercussions concrètes sur le mouvement, notamment en le recentrant sur le problème des violences faites aux femmes. Les articles et les publications sur le sujet se multiplièrent, et différents types d'action furent organisés : conférences, manifestations, diffusion de témoignages à la radio, piquets de protestation devant les tribunaux pour demander des peines plus sévères contre les agresseurs, etc. Afin de souligner la brutalité des actes de violences qu'elles dénonçaient, les militantes choisirent d'accentuer l'aspect festif et gai de leurs mobilisations en se déguisant, en jouant de la musique et en faisant du bruit à l'aide de différents ustensiles comme des batteries de cuisine<sup>878</sup>.

La tactique la plus emblématique de la campagne fut la série des marches nocturnes aux flambeaux « *Reclaim the Night* ». Résultat d'un processus de diffusion du mouvement féministe d'Allemagne de l'Ouest, ces manifestations dénonçaient les violences sexistes et revendiquaient le droit des femmes de se promener la nuit en sécurité et sans culpabilisation. Après avoir lu un article dans la publication féministe *Spare Rib* sur ces marches allemandes<sup>879</sup>, les féministes radicales du *Leeds Revolutionary Feminist Group* décidèrent d'adopter la stratégie. Le 12 novembre 1977, dans une douzaine de ville de Grande-Bretagne, des centaines de femmes défilèrent dans un joyeux tintamarre, dansant et chantant à la lueur des flambeaux<sup>880</sup>. L'évènement fut considéré comme un grand succès et fut

---

<sup>877</sup> « Up from under », *Peace News*, 21 novembre 1975, pp. 10-11.

<sup>878</sup> « Women against violence », *Peace News*, 23 mars 1979, p. 4.

<sup>879</sup> « Germany: Reclaiming the night », *Spare Rib*, août 1977, p. 21.

<sup>880</sup> « We will walk without fear », *Spare Rib*, janvier 1978, pp. 22-23.

reconduit à plusieurs reprises au cours des années suivantes<sup>881</sup>. La septième demande du mouvement de libération des femmes destinées à lutter contre les violences sexistes fut ajoutée peu de temps après, lors de la dernière conférence nationale à Birmingham, en avril 1978<sup>882</sup>.

Les féministes engagées dans cette campagne s'impliquèrent souvent aussi dans le combat antifasciste qui battait son plein à l'époque. Leur prise de position particulière les conduisit à militer au sein d'organisations distinctes. Elles rejetaient le *National Front* et autres groupes d'extrême droite, avant tout en raison de leur vision conservatrice rigide des genres et du rôle de la femme, qui selon elles, motivait les agressions sexistes et homophobes<sup>883</sup>. Ainsi, lorsqu'elles prenaient part aux actions antifascistes, elles le faisaient souvent sous leurs propres bannières, comme lors de la contre-manifestation restée dans les mémoires sous le nom de « bataille de Lewisham », où 300 participantes défilèrent au sein du *Women Against Racism and Fascism*<sup>884</sup>. Cette séparation était également justifiée par leur aversion pour les tactiques « musclées » des collectifs antifascistes, qui cherchaient la confrontation avec leurs opposants. Se targuant de vouloir « écraser » le NF jusque dans leurs slogans (« *smash the National Front* »), ils échangeaient régulièrement insultes et coups lors de leurs face-à-face. Les féministes dénoncèrent leur brutalité, et l'effet négatif que leur stratégie pouvait avoir sur la crédibilité du mouvement ainsi que sur sa participation<sup>885</sup>. Elles fustigèrent aussi le sexisme régnant dans le milieu antifasciste, reprenant le concept de leurs concerts phare *Rock Against Racism* pour les transformer en *Rock Against Sexism*. Lancés en 1978, ces événements visaient également à lutter contre les paroles et l'image machiste de la musique rock, et à promouvoir des groupes

---

<sup>881</sup> « News Shorts », *Spare Rib*, mai 1978, p. 11. « Women unite, reclaim the night », *Peace News*, 17 novembre 1978, p. 3. « News Shorts », *Spare Rib*, mai 1978, p. 11. « Male violence, female dilemma », *Spare Rib*, janvier 1979, p. 9.

<sup>882</sup> Entrefilet sans titre, *Spare Rib*, juin 1978, p. 5.

<sup>883</sup> « Fascist threat », *Spare Rib*, février 1978, p. 13.

<sup>884</sup> « Lewisham march », *Peace News*, 26 août 1977, p. 3.

<sup>885</sup> « No to the politics of hate », *Peace News*, 21 octobre 1977, pp. 8-9. « Feminists facing fascism », *Shrew*, été 1978, pp. 22-23.

de femmes ou d'homosexuels ayant plus de mal à percer<sup>886</sup>. Mais si la tendance à créer des groupes distincts devait avant tout favoriser l'émancipation de leurs membres, sa dérive consistant à faire sécession à la moindre divergence idéologique ou pratique allait aboutir à la fragmentation du mouvement.

## 2.1.4. Déclin

### 2.1.4.1. Division du mouvement

Depuis ses débuts, le mouvement de libération des femmes était caractérisé par son hétérogénéité. Les divisions entre les différents collectifs de la gauche radicale se retrouvaient au sein du mouvement, avec des groupes féministes affiliés à l'IMG, à la RSSF ou à l'IS. L'expérience de la condition féminine pouvant varier grandement selon l'âge, les classes sociales, la couleur de peau et la sexualité, d'autres scissions apparurent avec la montée des politiques identitaires au cours de la décennie. Lors de la conférence nationale d'avril 1977 à Londres, ces disparités transparaissaient clairement dans la manière dont les militantes se répartissaient par ateliers, en fonction de leurs sentiments identitaires. Les féministes des classes populaires s'estimaient négligées par celles de la classe moyenne qui dominaient le mouvement, les plus âgées se sentaient exclues, tandis que les quelques militantes noires présentes s'offusquaient des préjugés racistes sur les violeurs noirs. Mais le thème suscitant le plus de friction fut sans doute les relations hommes-femmes, particulièrement dans le contexte des violences sexistes et du séparatisme<sup>887</sup>. Les mêmes phénomènes étaient observables au sein des groupes féministes à l'échelle locale. La campagne demandant une compensation salariale pour les corvées domestiques (« *Wages for Housework* ») accentua les fractures au sein du mouvement, d'autant plus que ce

---

<sup>886</sup> « Love music, hate sexism », *Spare Rib*, avril 1979, pp. 6-7.

<sup>887</sup> « Women's Liberation 1977 », *Spare Rib*, mai 1977, pp. 6-16.

courant déjà marginal était lui-même clivé selon des lignes ethno-raciales, comme cela était par exemple le cas à Bristol où le collectif *Black Bristol Wages for Housework* rassemblait les féministes noires soutenant cette revendication<sup>888</sup>. Les tensions atteignirent leur paroxysme à la conférence de Birmingham en avril 1978, qui fut aussi la dernière. Les nombreux témoignages publiés par la suite dans *Spare Rib* faisaient état non plus de divergences d'opinion, mais de fractures irrémédiables, et questionnaient l'avenir du mouvement<sup>889</sup>. Sans ces rendez-vous annuels et le dénominateur commun des demandes qui étaient votées à ces occasions, la mobilisation perdit sa cohérence en tant que mouvement national.

#### **2.1.4.2. Fermeture de la structure des opportunités politiques**

Comme pour les autres mouvements des longues années soixante, la deuxième vague de féminisme souffrit d'une couverture médiatique dévalorisante et de la répression étatique. Les représentations stéréotypées des militantes dans la presse traditionnelle devinrent monnaie courante, comme les clichés des « brûleuses de soutien-gorge » (« *bra-burners* »), des androphobes (« *man-haters* »), des femmes poilues aux allures masculines, des lesbiennes, etc. La très influente Jean Rook, journaliste au *Daily Express* surnommée la Première dame de Fleet Street, donna un exemple de ce type de caricature dénigrante dans une description des féministes qu'elle qualifiait de « *hairy legged braless dykey women storming into bars* »<sup>890</sup>. À cela s'ajoutait l'intervention des pouvoirs publics contre ceux qu'elles désignaient comme des auteurs de troubles. Avec l'approche de plus en plus répressive des autorités, les différents groupes féministes devinrent la cible de raids de la part des forces spéciales, de harcèlement et de brutalités

---

<sup>888</sup> « Wages for Housework », *Peace News*, 25 juin 1976, p. 16. « Bristol women's centre statement », *Spare Rib*, janvier 1978, p. 5.

<sup>889</sup> « Conférence », *Spare Rib*, juin 1978, pp. 6-7. « Another view of the plenary », *Spare Rib*, août 1978, pp. 20-21.

<sup>890</sup> « The ones that got away... », *Spare Rib*, février 1974, pp. 22-23.

policieres lors des actions collectives<sup>891</sup>. L'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1979 renforça la conviction des militantes que des mesures encore plus sévères et drastiques seraient prises à leur encontre, étant donné leur promesse de campagne de restaurer l'ordre public et de mettre un terme aux grèves incessantes<sup>892</sup>.

De plus, l'élection d'une femme à la tête du pays pour la première fois dans l'histoire britannique fut loin de marquer le début d'une période plus propice à leur émancipation. Tout d'abord, la composition de son premier gouvernement fut exclusivement masculine. Cela n'échappa d'ailleurs pas à l'attention des féministes, qui, visiblement exaspérées d'entendre que l'arrivée au pouvoir de Thatcher était une victoire pour leur cause, répliquèrent avec le slogan « *One Prime Minister doesn't make a matriarchy* », arguant que les vrais bénéficiaires seraient les classes sociales supérieures (voir annexe 22)<sup>893</sup>. Plus encore, le symbole d'une Première ministre desservit la cause de l'égalité des sexes dans la mesure où cela laissait penser qu'il n'y avait plus d'obstacles structurels à l'accession des femmes aux postes à responsabilités. C'est d'ailleurs ce qu'affirma Margaret Thatcher quelques jours avant sa victoire, lors d'une conférence de presse :

*I mean really my generation really had quite a lot of opportunities you know. I wouldn't be sitting here if I hadn't. I didn't get them by being some strident female. I don't like strident females. I like people who have ability, who don't run the feminist ticket too hard, after all I reckon if you get anywhere it's because of your ability as a person. It's not because of your sex.*<sup>894</sup>

Rejetant clairement ici toute association avec le mouvement féministe, Thatcher insinuait ne devoir son succès qu'à ses propres qualités. Selon cette vision

---

<sup>891</sup> « Is Margaret Thatcher for women? », *Spare Rib*, mai 1979, pp. 3-4.

<sup>892</sup> *Ibid.*

<sup>893</sup> « One Prime Minister doesn't make a matriarchy », *Spare Rib*, juin 1979, p. 10.

<sup>894</sup> Margaret THATCHER, « General Election Press Conference ('Scottish Press Conference') », 26 avril 1979, Margaret Thatcher Foundation [en ligne], [consulté le 2 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/104045>>.

typiquement méritocratique, la clé de la réussite résidait dans le talent et les efforts personnels. Par conséquent, les échecs ne pouvaient être imputés à un dysfonctionnement systémique et relevait donc de l'ordre de la responsabilité individuelle. Cet argument légitimait également le désengagement de l'État en matière de politiques sociales. Ainsi, les demandes du mouvement de libération des femmes telles que les crèches ouvertes en permanence, se heurtaient à un climat politique de moins en moins réceptif à de telles revendications. Dans le contexte des coupes budgétaires drastiques imposées par le nouveau gouvernement, elles durent même au contraire lutter pour défendre leurs acquis. La loi sur l'Éducation de 1980 affranchissait par exemple les autorités locales de leur obligation, datant de 1944, de prendre en charge le transport et les repas de midi des écoliers. Cette réforme ajouta donc une charge de travail supplémentaire pour les mères, qui dans la très grande majorité des cas, devaient dorénavant s'occuper des repas du midi des enfants et les accompagner à l'école<sup>895</sup>.

Quant aux demandes portant sur la contraception et l'avortement libres et gratuits, elles pâtirent également du retour de flamme conservateur, au sein duquel la « permissivité » des longues années soixante était de plus en plus pointée du doigt. De plus, Thatcher avait dans ses discours une vision souvent réactionnaire des femmes, dont les rôles essentiels à ses yeux étaient ceux d'épouses et de mères, veillant à la cohésion et au bon fonctionnement du logis. Ainsi, elle déclara à propos des jeunes mères au foyer « *I will not have them criticized in any way for doing perhaps one of the most important jobs in the world, which is keeping family life together* »<sup>896</sup>. Le paradoxe apparent du déclin du mouvement de libération des femmes au moment où l'une d'entre elles prenait les rênes de la nation n'était donc pas une coïncidence ironique.

---

<sup>895</sup> « No more school meals, books, buses... », *Spare Rib*, mai 1979, pp. 3-4.

<sup>896</sup> Margaret THATCHER, « General Election Press Conference ('Scottish Press Conference') », 26 avril 1979, Margaret Thatcher Foundation [en ligne], [consulté le 2 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/104045>>.

### **2.1.4.3. Conclusion et impact du mouvement**

La deuxième vague de féminisme au Royaume-Uni émergea grâce aux mouvements qui le précédèrent, en entraînant une prise de conscience de la condition féminine. Le mouvement pour le désarmement nucléaire permit à la fois à certaines femmes d'occuper des fonctions à responsabilités au sein de ses organisations principales et de prendre la parole lors des rassemblements, mais également à d'autres de s'engager dans des groupes locaux non-mixtes, autonomes et sans hiérarchie stricte, qui allaient devenir la clé de voute du mouvement de libération des femmes. Un cadre de résonance spécifique fut ensuite élaboré en adaptant ceux des mouvements pour la guerre du Vietnam et pour l'égalité raciale, identifiant dorénavant les femmes comme un groupe opprimé. Le décalage entre les revendications égalitaires des militants des différentes organisations et le sexisme ambiant, poussèrent leurs membres féminins à créer leurs propres associations. En 1968, une série de mobilisations des femmes des classes populaires aboutirent à une campagne nationale pour l'égalité salariale, tandis que leurs meneuses étaient érigées au rang d'héroïnes de la cause féminine. Ainsi, malgré les nombreux emprunts tactiques et idéologiques au mouvement américain de libération des femmes, la version britannique fut caractérisée par un ancrage beaucoup plus marqué à gauche. Cela s'en ressentit jusque dans sa structure organisationnelle, qui mettait en pratique les idéaux de participation, d'horizontalité et d'autonomie chers à la Nouvelle Gauche. À travers une nébuleuse de petits collectifs éparpillés sur le territoire national, le mouvement s'épanouit. Des groupes de sensibilisation à la création de « *women's centres* », il eut des répercussions concrètes sur la vie de nombreuses femmes, pas simplement des militantes, et permit une transformation lente mais profonde de la société britannique. Il induisit d'importantes avancées législatives, notamment en matière d'égalité salariale, de protection sociale, de lutte contre les discriminations et contre les violences faites aux femmes. Mais ces mesures n'aboutirent pas pour autant à une égalité réelle entre les sexes, comme en faisait état la lettre ouverte déchantée de la nouvelle génération de militantes aux

suffragettes, lors de la commémoration des cinquante ans du suffrage universel féminin en 1978<sup>897</sup>. Tout comme l'obtention du droit de vote, les réformes obtenues étaient jugées insuffisantes :

*Eight years after men gave us the Equal Pay Act (do not be misled, there are still only 27 women MPs), the average male wage is £,78.60, the average female wage is £,51.00. Three years after the Sex Discrimination Act became law, it is still impossible for young women to get equal education in school or to have equal access to trade apprenticeships, or for older women to get equal consideration for jobs – and these are things that are supposedly within the power of the law – the vote – to give us.<sup>898</sup>*

Les féministes ne se laissaient pas pour autant décourager et concluaient leur lettre en promettant de poursuivre le combat, par le biais d'actions directes à l'échelle locale. Ainsi, l'impact le plus significatif du mouvement fut sans doute d'ouvrir la voie à un changement progressif des mentalités sur les différences de traitement entre les sexes et le rôle des femmes.

La deuxième vague de féminisme se développa à la fois à l'intérieur et en réaction aux mouvements précédents. En rejetant les travers qu'elles percevaient dans les organisations où elles avaient fait leurs armes (manque de participation, direction déconnectée de la base, etc.), les militantes poussèrent encore plus loin les idéaux de la Nouvelle Gauche et tissèrent un réseau de collectifs décentralisés. Ce mode de fonctionnement résidant entièrement sur l'auto-organisation allait également devenir une caractéristique du mouvement qui émergera directement dans son sillage : le mouvement de libération gay. Ce dernier allait aussi s'appuyer sur ces cadres et ses tactiques pour les réinventer en les adaptant à ses revendications. De plus, une autre conséquence importante de la politisation croissante des femmes à travers le mouvement fut la création de différentes

---

<sup>897</sup> En 1918, la loi sur le suffrage *Representation of the People's Act* avait donné le droit de vote à tous les hommes majeurs, sans condition de revenus, et aux femmes de plus de trente ans, payant l'impôt sur la propriété ou mariées à des hommes remplissant cette condition. Ce ne fut que dix ans plus tard, en 1928, que ces restrictions furent abolies et que le suffrage universel fut adopté.

<sup>898</sup> « Editorial », *Spare Rib*, août 1978, pp. 3-4.

associations féminines œuvrant pour d'autres causes au sein de groupes non-mixtes, comme par exemple ceux des Écossaises luttant pour la dévolution, ou des Nord-Irlandaises réclamant la cessation des hostilités dans leur région.

## 2.2. LE MOUVEMENT GAY ET LESBIEN

Le choix est fait ici de parler en priorité de mouvement gay et lesbien en accord avec les termes en vogue à l'époque au Royaume-Uni. L'expression LGBT (Lesbien, gay, bisexuel et transsexuel/transgenre) serait anachronique pour renvoyer au mouvement des longues années soixante, puisqu'elle est apparue dans les années 1980. Quant au terme « homosexuel », il commença à être utilisé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le milieu médical. Dans l'esprit des militants, il était associé à une vision pathologique de l'homosexualité, considérée comme une maladie psychologique par de nombreux membres du corps médical jusqu'aux années 1970, et fut donc délaissé<sup>899</sup>. Ils lui reprochaient également son cloisonnement hermétique de la sexualité, véhiculé par la dichotomie hétérosexuel/homosexuel. Ils lui préférèrent celui de « *gay* », dont l'étymologie française renvoyait aux plaisirs frivoles, et que les médias traditionnels finirent par reprendre à leur tour<sup>900</sup>. À l'instar du féminisme, la phase dite de « libération gay » du mouvement reflétait ainsi son nouveau ton affirmé et audacieux, faisant suite au tournant militant en 1969 pour les États-Unis, et 1970 pour le Royaume-Uni. Même si le terme « *gay* » n'était pas spécifiquement masculin, certaines militantes se définissaient plutôt comme « lesbiennes » afin de gagner en visibilité, évitant ainsi d'être éclipsées au sein d'un mouvement dominé par les hommes. Leur situation particulière, à la croisée des mouvements homosexuels et féministes, fut d'ailleurs l'objet de tensions et d'allégeances fluctuantes. De plus, le lesbianisme ne tombait pas sous le coup de la loi, contrairement aux pratiques homosexuelles masculines. Si ces dernières n'étaient plus passibles de la peine de mort depuis 1861, elles étaient néanmoins toujours considérées comme criminelles du fait de l'amendement Labouchere. En 1885, son instigateur, le député Henry

---

<sup>899</sup> Jeffrey WEEKS, *Sex, Politics and Society: The Regulation of Sexuality since 1800*, Oxon : Routledge, 2012, p. 147.

<sup>900</sup> « Editorial », *Gay News*, 1<sup>er</sup> septembre 1972, p. 2.

Labouchere, avait ajouté une clause à une proposition de loi qui concernait à l'origine la prostitution, rendant passible d'une peine de prison, assortie ou non de travaux forcés, tout acte contraire aux bonnes mœurs (« *gross indecency* ») commis par des hommes, dans un cadre public ou privé. Cette mesure responsable de la condamnation d'Oscar Wilde en 1895, plaça l'homosexualité au premier plan du débat national. Les premières associations pour la défense des intérêts des homosexuels apparurent à cette époque au Royaume-Uni<sup>901</sup>. Mais il fallut attendre la deuxième moitié du vingtième siècle, pour qu'émerge un mouvement portant ouvertement leurs revendications.

L'analyse de ce mouvement s'appuiera sur diverses publications. Les journaux gay furent fondés, comme leurs équivalents féministes, en réaction à l'hostilité manifestée à l'encontre des homosexuels dans la presse traditionnelle mais aussi dans les organes étudiants, contre-culturels et de la gauche radicale. Le magazine *Gay News* représentera le point de vue des militants modérés, tandis que la revue *Gay Left* reflètera celui des membres homosexuels des organisations de la gauche radicale. Le bulletin du *Gay Liberation Front* de New York, *Come Out!*, permettra d'étudier les liens étroits avec le mouvement américain. L'hebdomadaire *Peace News* se posa également en défenseur de la cause homosexuelle et rendra compte de l'état du mouvement avant que ses organes spécifiques ne soient créés. Enfin les publications étudiantes, contre-culturelles et de la gauche radicale permettront d'examiner le rôle de ces différents milieux dans l'évolution du mouvement.

---

<sup>901</sup> Jeffrey WEEKS, *Coming Out: Homosexual Politics in Britain from the Nineteenth Century to the Present*, Londres : Quartet Books, 1979, pp. 118-127.

## 2.2.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux

### 2.2.1.1. *Impact de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide*

Ces deux conflits eurent des effets opposés sur la vision des rôles attribués aux deux sexes et les mœurs sexuelles des Britanniques. Le premier constitua une période plutôt permissive, ou le sentiment de crise permanente plaçait les individus dans des circonstances exceptionnelles, favorisant ainsi des comportements plus risqués, comme les liaisons extra-conjugales. La guerre entraîna une ségrégation des sexes, à la fois dans les forces armées mais aussi à l'arrière, avec la participation des femmes à l'effort de guerre. De nombreux homosexuels furent ainsi mis en contact, alors que des individus se considérant comme hétérosexuels expérimentèrent ces pratiques pour la première fois<sup>902</sup>. Le conflit bouscula plus généralement les codes traditionnels des genres, tandis que des alternatives au modèle de la famille nucléaire étaient fugacement mises en pratique. Dès la fin de la guerre, l'opprobre jeté sur ce type d'actes sexuels fut rapidement réinstauré avec le retour aux valeurs familialistes. Ce phénomène fut encore exacerbé par le climat de paranoïa anticomuniste de la guerre froide. Sous l'ère McCarthy, les services secrets américains redoutaient que l'administration britannique ne soit infiltrée par les communistes. Ils exercèrent des pressions sur les autorités pour que les fonctionnaires jugés susceptibles de se livrer à des activités clandestines soient écartés<sup>903</sup>. Du fait de leurs mœurs illicites, les homosexuels étaient perçus comme des cibles particulièrement vulnérables au chantage des Soviétiques, et donc comme de potentiels espions. Cet amalgame fut accrédité par une série de scandales ayant révélé les activités d'agents doubles britanniques, comme Guy Burgess et Donald MacLean, qui avaient fui en URSS

---

<sup>902</sup> Alkarim JIVANI, *It's Not Unusual: A History of Lesbian and Gay Britain in the Twentieth Century*, Londres : Michael O'Mara, 1997, p. 65-66. Stephen M. ENGEL, *op. cit.*, p. 68.

<sup>903</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 11.

en 1951, et dont le traitement sensationnaliste dans la presse n'avait rien caché de leur orientation sexuelle. L'atmosphère de chasse aux sorcières fut alimentée par les médias par le biais d'articles destinés à démasquer les traîtres à la nation en listant les prétendus signes extérieurs d'homosexualité, avec des titres tapageurs tels que « *How to spot a possible homo* », ou « *Ten ways to spot a homosexual* »<sup>904</sup>. À la même époque, des voix s'élevèrent contre ce lynchage médiatique, arguant justement du fait que de nombreux homosexuels avaient combattu bravement pendant la dernière guerre. Leur but était de déconstruire les clichés des homosexuels pleutres et déloyaux en vantant leur courage et leur virilité, dans l'optique d'obtenir la dépénalisation des pratiques homosexuelles masculines<sup>905</sup>.

### **2.2.1.2. Influence des travaux de psychologie**

Tout comme ils avaient influencé la conception de la féminité et de la place des femmes au sein de la société, les travaux de recherche en psychologie pesèrent sur la vision des homosexuels dans la culture dominante. Si pour Sigmund Freud l'homosexualité ne relevait ni de la pathologie ni de la perversion, il n'en fut pas de même pour ses disciples, au premier rang desquels sa fille Anna, qui adoptèrent une position plus régressive. Les postulats freudiens de l'arrêt du développement sexuel dans l'enfance ou de la peur de la castration comme possibles causes de l'homosexualité les conduisirent à réaffirmer son caractère pathologique et donc à soutenir que les homosexuels pouvaient être soignés<sup>906</sup>. Ce revirement des spécialistes engendra par la suite la croyance populaire selon laquelle l'homosexualité était une maladie, et donc du ressort de la médecine

---

<sup>904</sup> Lisa POWER, *No Bath But Plenty of Bubbles: An Oral History of the Gay Liberation Front 1970-73*, Londres : Cassell, 1995, p. 10. « The era when gay spies were feared », *BBC News*, 20 janvier 2016 [en ligne], [consulté le 29 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.bbc.com/news/magazine-35360172>>.

<sup>905</sup> « Homosexuality and violence », *Peace News*, 22 mars 1963, p. 10.

<sup>906</sup> Margaret CRUIKSHANK, *The Gay and Lesbian Liberation Movement*, New York : Routledge, 1992, p. 7. Ruth MENAHEM, « Désorientations sexuelles. Freud et l'homosexualité », *Revue française de psychanalyse*, 67, no. 1, 2003, pp. 15-16.

plutôt que de la religion ou de la loi. Le destin tragique du mathématicien Alan Turing, célèbre pour son rôle essentiel dans le décryptage des codes secrets nazis, encouragea également une plus grande tolérance à l'égard des homosexuels. Après avoir été condamné pour ses pratiques sexuelles, Turing évita la peine d'emprisonnement en acceptant un traitement hormonal, c'est-à-dire une forme de castration chimique. Deux ans plus tard, en 1954, Turing était retrouvé mort à son domicile, et les autorités conclurent au suicide.

La publication en 1948 et 1953 des rapports d'un chercheur américain, Alfred Kinsey, résultant d'enquêtes menées sur une douzaine de milliers d'individus, suscita de vives réactions dans l'opinion publique. Ces études affirmaient que 37% des hommes et 13% des femmes interrogés avaient déjà eu au moins une expérience homosexuelle dans leur vie<sup>907</sup>. En classant les sujets sur une échelle allant d'un pôle exclusivement hétérosexuel à un autre exclusivement homosexuel, Kinsey remettait en question la vision dominante de l'hétérosexualité comme la seule norme de la sexualité humaine. Si la méthodologie et les mérites scientifiques de ces études furent contestés, cela ne les empêcha pas d'influencer grandement les militants homosexuels des décennies suivantes, ce qui aboutit d'ailleurs à de grossières exagérations de leurs conclusions. Les tentatives d'estimation du nombre d'homosexuels furent très souvent majorées, du fait de simplifications excessives des données de ces rapports. Les étudiants gay militants invoquèrent à tout-va le nom de Kinsey pour justifier le chiffre de un sur vingt, voire même parfois un sur dix<sup>908</sup>, démontrant ainsi que les homosexuels étaient des personnes ordinaires, bien loin des clichés extravagants :

*How many homosexuals do you think there are in this University? Ten?  
A hundred? Two hundred? In fact there are at least 500 according to*

---

<sup>907</sup> Florence TAMAGNE, « Genre et homosexualité. De l'influence des stéréotypes homophobes sur les représentations de l'homosexualité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 75, 2002/3, pp. 61-73.

<sup>908</sup> « Gay Liberation », *The Beaver*, 29 octobre 1970, p. 4. « 'Homosexuals' – It's not a 'gay' thing to be at all », *Leeds Student*, 19 mars 1971, pp. 6-7. « Gay Liberation Front », *Campus*, 11 mars 1972, p. 10. « How dare you presume I'm straight », *The Glasgow University Guardian*, 17 avril 1975, p. 4.

*Kinsey's statistic of 1 in 20. And don't you think you don't know any – we don't all float around in clouds of pink chiffon and cheap scent, camping our way down University Avenue.*<sup>909</sup>

Les travaux d'Alfred Kinsey contribuèrent à changer les perceptions de l'homosexualité, en amenant dans le débat public l'idée qu'elle puisse être une orientation sexuelle naturelle et répandue, et non plus un vice auquel s'adonnait une poignée de déviants. Les pratiques homosexuelles étaient de plus en plus fréquemment considérées comme relevant de choix moraux individuels. Dans le sillage des scientifiques, des opinions plus progressistes émergèrent également au sein des institutions religieuses et législatives.

### **2.2.1.3. Publication des rapports de l'Église Anglicane et de la commission parlementaire Wolfenden**

À contre-courant de l'hostilité ambiante, l'Église anglicane publia un rapport intitulé « *The Problem of Homosexuality* » en 1954, concluant à la nécessité de réformer la loi pour dépénaliser les pratiques homosexuelles. Il prônait plus particulièrement la révision de l'amendement Labouchere, considérant que l'homosexualité masculine était une question morale, au même titre que le lesbianisme ou l'adultère, et ne devait donc pas faire l'objet d'une interdiction légale. L'âge de consentement devait également être abaissé à 16 ans, à l'instar des couples hétérosexuels<sup>910</sup>. À la même époque, un nombre croissant de personnalités, parmi lesquelles des hommes politiques, furent condamnées dans le contexte de la répression contre les homosexuels. Le gouvernement accepta, à la demande d'un groupe de députés, qu'une commission parlementaire enquête à son tour sur le sujet. En 1957, le fruit de leur travail fut rendu public sous la forme du rapport Wolfenden, qui conclut également à la nécessité d'abroger l'amendement Labouchere, mais de maintenir l'âge du consentement à 21 ans.

<sup>909</sup> « Gays in G.U. », *The Glasgow University Guardian*, 19 avril 1973, p. 4.

<sup>910</sup> Stephen M. ENGEL, *op. cit.*, p. 70.

L'idée sous-jacente réaffirmait que la loi n'avait pas à se prononcer sur l'immoralité des comportements sexuels entre adultes consentants. Pourtant, ni le gouvernement, ni la majorité de l'opinion publique ne furent suffisamment convaincus par ces arguments<sup>911</sup>. Dans le but d'obtenir une réforme législative selon les recommandations de ces rapports, une campagne de *lobbying* et de sensibilisation vit le jour.

#### **2.2.1.4. Libération des mœurs et campagne réformiste**

Afin de profiter de l'ouverture dans la structure des opportunités politiques que représentaient les conclusions de ces rapports, un universitaire du nom d'Anthony E. Dyson lança une campagne appelant à la réforme du statut de l'homosexualité. Elle débuta par une lettre au journal *The Times* en mars 1958 demandant l'application immédiate des recommandations du rapport Wolfenden. Cette lettre fut cosignée par une trentaine d'intellectuels et de personnalités politiques et religieuses, parmi lesquels l'ancien Premier ministre travailliste Clement Attlee, mais aussi de nombreux membres éminents de la CND qui venait d'être fondée, tels que Bertrand Russell, le révérend Donald Soper ou J. B. Priestley. Ils constituèrent également le noyau fondateur de l'organisation *Homosexual Law Reform Society* (HLRS) en mai 1958<sup>912</sup>. Cette association modérée cultivait une image respectable et discrète, en mettant en avant le soutien de membres hétérosexuels ainsi qu'en restreignant principalement ses activités aux tactiques modérées et constitutionnelles de *lobbying* des parlementaires, de sensibilisation de l'opinion publique à travers la publication de lettres dans les journaux et l'organisation de conférences<sup>913</sup>. Leur première réunion publique en mai 1960 rassembla environ un millier de personnes à Londres, témoignant d'un changement progressif des mentalités. Un article paru dans le magazine

---

<sup>911</sup> Jonathon GREEN, *op. cit.*, p. 382-4.

<sup>912</sup> *Ibid.*, p. 385.

<sup>913</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 13.

conservateur *The Spectator* le mois suivant fustigeait la réticence du gouvernement à prendre l'initiative, et affirmait que l'opinion de la population était favorable à la dépénalisation de l'homosexualité masculine<sup>914</sup>. Au cours de la décennie, les effets de la « révolution sexuelle » avaient entraîné la levée de certains tabous sur la sexualité. Cette attitude plus franche ouvrit la voie aux réformes progressistes du ministre de l'Intérieur Roy Jenkins visant à rendre la société britannique plus « civilisée » (« *civilised society* »), comme il le rétorqua par la suite à ses détracteurs l'accusant de l'avoir rendue trop « permissive »<sup>915</sup>. Mais il fallut attendre la réélection des travaillistes en 1966, avec une majorité plus confortable, pour que Jenkins réussisse à convaincre Harold Wilson d'appuyer la proposition de réforme du député Leopold Abse (dit « Leo »). En juillet 1967, le *Sexual Offences Act* autorisait les pratiques sexuelles entre deux hommes de plus de 21 ans en Angleterre et au pays de Galles, sauf dans l'armée et la marine marchande. La loi ne fut pas étendue à l'Écosse du fait d'une forte opposition au sein de la population<sup>916</sup>. Pour les réformistes de la première heure, cette mesure marquait l'aboutissement d'une décennie de mobilisation. Ainsi, la HLRS tomba en désuétude, sauf sa fondation, l'*Albany Trust*, qui continua ses activités de recherche et de conseil<sup>917</sup>. Avec l'essor des différentes mobilisations luttant contre les discriminations, et plus généralement pour la libération des groupes opprimés, les limites de la loi de 1967 allaient apparaître à la nouvelle génération de militants déjà impliqués dans ces mouvements.

---

<sup>914</sup> « Stand up and be counted », *The Spectator*, 24 juin 1960, pp. 3-4.

<sup>915</sup> Arthur MARWICK, *op. cit.*, p. 261.

<sup>916</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, p. 498.

<sup>917</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 14.

## 2.2.2. Influence des mouvements précédents

### 2.2.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire

Comme pour la plupart des autres mobilisations de l'époque, de nombreux futurs dirigeants et militants du mouvement gay et lesbien firent leurs armes au sein de la CND et du C100. Étant donné que l'engagement de la plupart des partisans du désarmement nucléaire émanait de considérations morales, il n'est guère surprenant de voir que bon nombre d'entre eux prirent également position en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité. Les situations dans lesquelles la loi plaçait les homosexuels masculins, en les forçant à cacher leurs pratiques, les exposant ainsi au chantage, à l'intimidation, au vol et aux agressions physiques, puisqu'ils ne risquaient pas d'aller se plaindre aux autorités. Ainsi, l'argument moraliste était facilement renversé en faveur des victimes de ces exactions. La barbarie était du côté de la loi, (« *our barbaric law* ») car elle était la cause de ces infractions (« *so potent a source of crime* »)<sup>918</sup>. Si les intellectuels à la tête de la CND appuyèrent les demandes de réforme, ils créèrent également un climat de tolérance au sein de leur mouvement, encourageant de la sorte des homosexuels à s'y investir et à occuper des postes à responsabilités. Ce fut le cas par exemple de Nigel Young ou Pat Arrowsmith, dont les collaborateurs connaissaient l'orientation sexuelle, mais qui firent le choix de la tenir secrète afin de ne pas risquer de compromettre le mouvement. Cette dernière insistait sur le fait qu'elle se sentait parfaitement intégrée à l'intérieur de l'organisation, mais qu'elle redoutait la réaction de l'opinion publique : « *At that time, because of my very public involvement with CND, I felt that if I came out as a lesbian it might be used against CND, and looking back at the public attitudes of the time, I think that was right* »<sup>919</sup>. D'autres ne faisaient pas mystère de leur homosexualité, comme Allan Horsfall,

---

<sup>918</sup> « Homosexuality and violence », *Peace News*, 22 mars 1963, p. 10. « Homosexuality: a discredited law which won't collapse », *Peace News*, 1<sup>er</sup> novembre 1963, p. 8.

<sup>919</sup> « Pat Arrowsmith – Pacifist », *Gay Left*, 8, été 1979, pp. 11-12.

que cela n'empêcha pas d'être à la fois président de la branche de la CND de la région de Manchester et l'un des fondateurs de la section locale de la HLRS – le *North Western Homosexual Law Reform Committee*<sup>920</sup>. En 1964, l'association fut créée dans le but de promouvoir la dépénalisation de l'homosexualité masculine dans le nord industriel du pays, où la population y était plus hostile. Plus radicale que la HLRS quant à ses méthodes et sa visibilité, son quartier général fut d'abord établi au domicile personnel d'Horsfall, décision dont la hardiesse fut à la fois louée et condamnée<sup>921</sup>. Une fois que la réforme demandée fut obtenue, l'organisation connut une phase d'introspection, changeant de nom plusieurs fois, pour finalement devenir la *Campaign for Homosexual Equality* (CHE) en 1971 et prendre une envergure nationale.

### **2.2.2.2. Le mouvement contre la guerre du Vietnam**

Comme pour le mouvement féministe, de nombreux militants gay avaient participé aux actions organisées par la VSC contre la guerre du Vietnam. Les deux fondateurs du premier *Gay Liberation Front* (GLF) sur le sol britannique, Aubrey Walter et Bob Mellors, étaient des membres actifs de l'association et avaient participé aux grandes manifestations devant l'ambassade américaine en 1968. Pour Walter, l'opposition à la guerre du Vietnam avait joué un rôle déterminant dans sa politisation, et celle de son conjoint de l'époque David Fernbach, qui devint également une des têtes pensantes du mouvement gay : « *My and David's political background was in the anti-Vietnam movement, we had been in the Vietnam Solidarity Campaign and I was at Grosvenor Square. The spirit to fight back came from the Vietnam struggle* »<sup>922</sup>. Il insistait également sur son influence en tant que

---

<sup>920</sup> « Allan Horsfall: Influential gay rights campaigner », *The Independent*, 10 septembre 2012 [en ligne], [consulté le 29 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.independent.co.uk/news/obituaries/allan-horsfall-influential-gay-rights-campaigner-8125122.html>>.

<sup>921</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 15.

<sup>922</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, p. 16.

symbole, dont la portée métaphorique galvanisa les militants. Si les rebelles vietnamiens du *National Liberation Front* réussissaient à tenir tête à l'armée de la superpuissance américaine, cela laissait également entrevoir une issue positive pour les combats d'autres groupes opprimés. Ainsi, le tout premier GLF, formé à New York, fut nommé en référence aux révolutionnaires vietnamiens, avant que le concept ne soit finalement repris par Walter et Mellors à leur retour des États-Unis<sup>923</sup>. Les liens établis pour coordonner les actions d'opposition à la guerre du Vietnam entre les pacifistes des deux pays facilitèrent ensuite la diffusion des mouvements subséquents. La date de la première *Gay Pride* de Londres en juin 1972, fut synchronisée avec celle organisée outre-Atlantique, où l'évènement avait lieu chaque année depuis 1970. Dans le cadre de ces festivités, les militants gay londoniens se rassemblèrent devant l'ambassade américaine pour protester contre la poursuite du conflit vietnamien<sup>924</sup>. La tactique du *teach-in*, popularisée par les étudiants américains pour informer leurs pairs de la situation en Asie du Sud-Est, fut adoptée d'abord dans le même but par les étudiants britanniques, puis par la CHE pour combattre les préjugés sur les homosexuels<sup>925</sup>.

À l'instar des féministes, les militants gay adaptèrent le cadre anti-impérialiste du mouvement contre la guerre du Vietnam à leur cause. La création du GLF en octobre 1970 à Londres amorça un tournant radical pour le mouvement gay. Les partisans de la libération gay commencèrent à se considérer comme un groupe opprimé, devant lutter pour son émancipation. Ainsi, le premier communiqué du GLF publié dans le journal de la LSE proclamait : « *We are fighting to end the oppression of gay people. We are struggling to liberate ourselves* »<sup>926</sup>. Les militants y étaient décrits comme des rebelles menant une insurrection à l'aide de méthodes de guérilla (« *guerrilla group* »). La déclaration se terminait dans un élan

---

<sup>923</sup> « GLF and the movement », *Come Out!*, 2, 10 janvier 1970, pp. 4-5.

<sup>924</sup> « Gay Pride Week », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 6.

<sup>925</sup> « CHE talks to liverpool », *Gay News*, 10, 1<sup>er</sup> novembre 1972, p. 5.

<sup>926</sup> « Gay Liberation », *The Beaver*, 29 octobre 1970, p. 4.

solidaire avec le slogan « *All power to the oppressed people!* », témoignant de la volonté de forger des liens avec les autres mouvements dans un même combat universel.

### 2.2.2.3. Le mouvement étudiant

Le mouvement étudiant joua un rôle vital dans l'évolution du mouvement gay et lesbien, dont la phase de libération commença à se développer à l'intérieur des cercles universitaires. Le premier GLF britannique fut créé dans une salle de classe au sous-sol de la LSE, à l'issue d'une réunion ne rassemblant pas plus de vingt personnes, presque toutes inscrites dans cet établissement<sup>927</sup>. Les étudiants à l'origine de l'initiative avaient activement participé aux récentes occupations de la LSE. Aubrey Walter s'y était illustré en détruisant les portails de sécurité fraîchement installées à coups de marteau en janvier 1969<sup>928</sup>. David Fernbach, également membre de la *Soc-Soc*, rejoignit le GLF dès sa formation, porté par la dynamique du mouvement étudiant : « *I came into Gay Liberation in 1970 as a Marxist, very much under the spell of the student movement of the late 1960s* »<sup>929</sup>. Le groupe dépassa rapidement les confins de la LSE, attirant jusqu'à plusieurs centaines de participants dans un amphithéâtre surchargé. L'administration de l'école voyant d'un très mauvais œil l'afflux de personnes extérieures à l'établissement dans ses locaux, les membres du GLF furent forcés de trouver un nouveau lieu de réunion dès le début de l'année 1971. Les militants gay de la LSE continuèrent à se réunir en plus petit comité pour défendre leur cause au sein de leur université<sup>930</sup>. Comme les féministes, ces derniers se heurtaient au sexisme et à l'homophobie de leur milieu. Ainsi, la première action du GLF fut de faire irruption dans les locaux du journal du syndicat des étudiants de l'université fédérale de Londres (*University of London Union*), *Sennet*, en raison de la récente publication d'un article

<sup>927</sup> *Ibid.*

<sup>928</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, p. 4.

<sup>929</sup> « Two letters on Freud », *Gay Left*, 7, hiver 1978-79, p. 23.

<sup>930</sup> « Gay Liberation – Statement of aims », *The Beaver*, 28 octobre 1971, p. 5. « White sexism in the ivory tower », *The Beaver*, 25 novembre 1971, p. 5.

à caractère fortement machiste, portant offense aux femmes et aux homosexuels. L'action était d'ailleurs menée de concert avec le groupe féministe de la LSE<sup>931</sup>.

Le courant de libération gay se propagea au reste du pays, notamment à travers la création de sociétés étudiantes, qui évoluèrent souvent à leur tour en organisations indépendantes. Le GLF de la ville de Brighton, par exemple, vit le jour à l'initiative des étudiants de l'université du Sussex en février 1971, et conserva par la suite le nom de *Sussex Gay Liberation Front*<sup>932</sup>. Celui de la ville Leeds fut également formé à l'université locale en mars 1971, et déménagea dans des locaux à l'extérieur du campus durant l'été 1972<sup>933</sup>. Mais la création de ces groupes gay ouvertement militants au sein des universités ne fut pas toujours aisée, puisqu'elle impliquait que les étudiants fassent leur « *coming out* » et déclarent publiquement leur homosexualité. Ainsi, à l'université de Warwick un étudiant lança un appel en octobre 1971 pour établir une branche locale d'un GLF à travers le journal du campus. Il fut rapidement obligé de conclure devant le manque d'enthousiasme de ses pairs, qu'un groupe de soutien anonyme était plus adapté, afin de minimiser les risques de représailles : « *a group which can guarantee the maximum of security and the minimum of risk* »<sup>934</sup>. Le groupe devint par la suite de plus en plus militant et fut finalement renommé *Warwick Gay Liberation Front* en 1974<sup>935</sup>. Quant à l'université de Glasgow, elle n'avait toujours pas de groupe dédié à cette cause en juin 1975. Les témoignages de l'époque soulignaient l'atmosphère particulièrement intolérante envers les homosexuels de cette ville ouvrière, où les lieux de socialisation gay étaient rares<sup>936</sup>. L'hostilité régnant à

---

<sup>931</sup> « Gay Liberation », *The Beaver*, 29 octobre 1970, p. 4.

<sup>932</sup> « Getting together », *Gay News*, 10, 1<sup>er</sup> novembre 1972, p. 6.

<sup>933</sup> « Homosexuals », *Leeds Student*, 12 mars 1971, p. 10. « National Gay Liberation Front Groups », *Gay News*, 3, 1<sup>er</sup> juillet 1972, p. 12. « Gay Liberation Groups », *Gay News*, 4, 1<sup>er</sup> août 1972, p. 12.

<sup>934</sup> « Gay Liberation Front », *Campus*, 30 octobre 1971, p. 3. « Gay Liberation », *Campus*, 5 novembre 1971, p. 3. « Gay Liberation Front », *Campus*, 30 octobre 1971, p. 3. « One in Twenty », *Campus*, 26 novembre 1971, p. 8.

<sup>935</sup> « 'No pity' », *The Warwick Boar*, 7 novembre 1974, p. 3.

<sup>936</sup> « Gay life in Scotland, or Och, Yerra Naffie Big Jessie, Jimmah! », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 5. « Trouble shared », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 6.

l'université se reflétait dans les termes injurieux utilisés dans les colonnes de son journal : « *poofs* », « *pansies* », « *queers* », « *tandry-minded people* », ainsi que dans les lettres haineuses régulièrement publiées<sup>937</sup>. La principale entrave à la formation d'un collectif gay était la nécessité imposée par le règlement que les fondateurs du groupe révèlent leurs noms. Afin de préserver l'anonymat de ses membres, le groupe fut finalement établi par les représentants étudiants lors de l'été 1975. Son but premier fut d'œuvrer à la sensibilisation des étudiants et du reste de la population, en essayant de dissiper les idées reçues à travers la rédaction d'articles, et l'organisation de séminaires<sup>938</sup>.

Cette fonction fut commune à la plupart des sociétés étudiantes gay, à la fois par leur simple existence, donnant une visibilité nouvelle aux homosexuels, mais aussi en servant de forum aux discussions et aux débats intellectuels sur le sujet. Les *think-ins*, empruntés aux GLF californiens, étaient un mode de délibération par petits groupes, utilisé comme processus décisionnel par les GLF londoniens, qui se muèrent en conférences nationales organisées à tour de rôle dans différentes universités<sup>939</sup>. Caractérisés par leur absence volontaire d'organisation, il s'agissait de variantes des *teach-ins*, dont le but n'était pas de délivrer un contenu informationnel particulier, mais de réfléchir de manière collective sur les thèmes proposés. Le premier *think-in* national eut lieu à l'université de Leeds en juin 1971<sup>940</sup>. Ces occasions permettaient aux militants de se pencher sur les formes multiples que pouvait prendre leur oppression en tant qu'homosexuels, sur l'articulation de liens possibles avec d'autres mouvements, et

---

<sup>937</sup> « 'Poofs' Charter' – sodomy meets bestiality », *The Glasgow University Guardian*, 29 janvier 1968, p. 6. « T'queer replies », *The Glasgow University Guardian*, 15 décembre 1971, p. 2. « As we see it », *The Glasgow University Guardian*, 27 février 1975, p. 12. « How dare you presume I'm straight », *The Glasgow University Guardian*, 17 avril 1975, p. 4. « Application of the Sex Act », *The Glasgow University Guardian*, 15 janvier 1975, p. 2. « Anti-homosexual from both sides », *The Glasgow University Guardian*, 13 octobre 1979, p. 2.

<sup>938</sup> « Gaysoc », *The Glasgow University Guardian*, 26 février 1976, p. 3. « Alternative seminars », *The Glasgow University Guardian*, 12 mai 1977, p. 12. « Fact, myth, reason or prejudice? », *The Glasgow University Guardian*, 14 octobre 1977, p. 10.

<sup>939</sup> « Is Gay Lib still liberated? », *Gay News*, 7, 14 septembre 1972, p. 4. Lisa POWER, *op. cit.*, p. 7.

<sup>940</sup> *Ibid.* p. 299. « Come together », *Gay News*, 15, 24 janvier 1973, p. 5.

plus généralement, sur la direction qu'ils souhaitaient donner au leur. Les *think-ins* étaient l'un des nombreux éléments importés des États-Unis par l'intermédiaire d'Aubrey Walter, qui fréquenta les GLFs des côtes Est et Ouest, au cours de son voyage durant l'été 1970.

#### **2.2.2.4. Le mouvement de libération gay aux États-Unis**

La création du premier GLF britannique à la LSE en octobre 1970 fut la conséquence directe du séjour outre-Atlantique de ses deux principaux fondateurs, Walter et Mellors. Ils servirent donc de canal relationnel entre les deux mouvements, et permirent la diffusion du cadre d'action collective ainsi que des tactiques des GLF américains. S'ils furent les premiers à passer à l'acte, d'autres avaient eu la même idée en lisant les récits des émeutes du *Stonewall Inn*. Ce bar gay du quartier de Greenwich Village, haut lieu de la contre-culture américaine, fut la cible d'une série de descentes policières, qui dégénérèrent en affrontements lorsque les clients décidèrent de riposter, à la fin du mois de juin 1969. Cet incident conduisit ensuite les militants gay les plus radicaux à former le tout premier GLF, dans un pays où les pratiques homosexuelles masculines étaient considérées comme un crime, dans la plupart des États<sup>941</sup>. Au Royaume-Uni, les actes sexuels entre deux hommes adultes n'étaient certes plus punis par la loi, mais toujours couverts d'opprobres, l'évènement allait inspirer une nouvelle génération de militants. En mai 1970, le magazine alternatif *International Times* publia un article exhortant les homosexuels à abandonner leur sentiment de culpabilité, à affirmer leur sexualité au grand jour : « *It's time to be proud of making it with other guys, time to get out of the guilt-ridden ghettos of the gay world* »<sup>942</sup>. Son auteur dénonçait le paradoxe du milieu *underground* londonien, prêchant la libération sexuelle tout en imposant un tabou sur l'homosexualité par

---

<sup>941</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, p. 1-2.

<sup>942</sup> « So long fag hags », *The International Times*, 7 avril 1970, p. 24.

une périphrase aux termes crus : « *There are no homosexuals in the the Underground but there are a lot of guys who suck cock* ». Il concluait en lançant un appel à rejoindre le GLF, qui n'existait pourtant à ce moment-là qu'aux États-Unis. Une quarantaine de personnes répondirent avec ferveur dans les mois qui suivirent<sup>943</sup>. Ainsi, les liens entre les contre-cultures des deux pays servirent également de canaux non-relationnels à la diffusion de la libération gay, ce qui expliqua sans doute la rapidité et l'ampleur du phénomène.

Les GLF britanniques adoptèrent de nombreux symboles venant du mouvement américain, comme celui du GLF de Philadelphie, composé du poing serré des révolutionnaires orné d'un entrelacs de signes de mars et vénus formant une fleur (voir annexe 23). Des formes d'actions novatrices furent également reprises, comme le *think-in* et les défilés de la *Gay Pride*, évoqués précédemment, ou encore le *gay-in*. Il s'agissait d'une sorte de dérivé du *sit-in*, visant à se réapproprier l'espace public tout en manifestant ostensiblement son homosexualité. Le GLF de New York organisa le premier rassemblement de ce type à Central Park, en mai 1970<sup>944</sup>. Les Londoniens firent de même un soir de novembre 1970, se réunissant pour la première fois à l'extérieur, dans un modeste parc du quartier d'Islington où un jeune homme avait récemment été arrêté pour outrage aux bonnes mœurs (« *gross indecency* »). En se tenant la main ou en s'embrassant au vu de tous, les militants joignaient le geste à la parole, et protestaient contre la loi interdisant aux hommes gay les démonstrations d'affection en public. L'évènement avait à la fois un caractère festif, comme en témoignaient les serpentins, ballons, et feux d'artifices, mais aussi fortement politique. Les militants lurent une liste de revendications, concernant principalement le harcèlement policier et les discriminations dont ils faisaient l'objet, et ponctuaient chaque annonce par des chœurs de « *Right on* », à l'image de

---

<sup>943</sup> « Gay lib », *The International Times*, 19 novembre 1970, p. 23.

<sup>944</sup> « News », *Come Out!*, 4, juin-juillet 1970, p. 5.

leurs modèles américains<sup>945</sup>. Ces rassemblements évoluèrent par la suite pour devenir les « *Gay Days* », lors desquels les participants passaient la journée dans les grands parcs de Londres, et essayaient d'attirer l'attention des promeneurs au moyen de costumes et d'activités ludiques<sup>946</sup>. En province, ils prenaient la forme de journées de mobilisation impliquant des démonstrations d'affection en public, par exemple en marchant main dans la main<sup>947</sup>.

Les actions contre les pratiques du corps médical, et plus particulièrement les cures de déconditionnement (*aversion therapy*)<sup>948</sup>, s'inspiraient de celles menées contre l'*American Psychiatric Association*. Les militants gay faisaient irruption dans les congrès, et tentaient d'instaurer un dialogue visant à faire évoluer le traitement des homosexuels par les professionnels de santé, en leur recommandant par exemple d'orienter les patients vers leurs associations<sup>949</sup>. La publication de nombreux articles permit également à l'idéologie des GLF américains de traverser l'Atlantique. Le journal *Come Together* du GLF de Londres, dont le premier numéro parut en novembre 1970, était inspiré de celui du GLF de New York, nommé *Come Out!*, créé un an auparavant. Les deux revues s'échangèrent leurs productions, informant ainsi les militants des deux pays de l'avancée de leurs combats respectifs<sup>950</sup>. Mais de nombreux aspects du cadre du mouvement gay américain étaient en fait déjà des emprunts au courant du *Black Power*.

---

<sup>945</sup> « Gay-in protest », *The International Times*, 3 décembre 1970, p. 3. « Gay Libs defiant on Highbury Fields », *Peace News*, 11 décembre 1970, p. 5. « Gay liberation front does it », *The Beaver*, 10 décembre 1970, p. 7.

<sup>946</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, pp. 106-8.

<sup>947</sup> « Kent Gay Day », *Gay News*, 7, 14 septembre 1972, p. 12.

<sup>948</sup> Les cures de déconditionnement des homosexuels visaient à les rendre hétérosexuels en associant des stimulus liés à leur orientation sexuelle, comme une image d'un homme nu, avec des sensations déplaisantes, voire douloureuses (chocs électriques, vomitifs, etc.).

<sup>949</sup> « On the Gay Lib. Front », *Peace News*, 18 juin 1971, p. 4. « BMA Gay Day », *Peace News*, 20 septembre 1974, p. 4.

<sup>950</sup> « Letter from the London Gay Liberation Front », *Come Out!*, 7b, printemps-été 1971, p. 2. « What's happening », *Come Out!*, 7b, printemps-été 1971, p. 3.

### 2.2.2.5. Le mouvement pour l'égalité raciale

Le processus de diffusion entre le mouvement pour l'égalité raciale et le mouvement gay britannique s'effectua d'abord de manière indirecte, par l'entremise du mouvement gay américain, qui fut lui-même la résultante de phénomènes similaires. Un de ses aspects les plus marquants, fut l'adaptation de l'idéologie du *Black Power* en « *Gay Power* ». Les partisans du *Black Power* souhaitaient forger une identité politique pour les noirs américains, en leur faisant prendre conscience qu'ils partageaient les mêmes racines africaines, la même histoire, la même culture. Il s'agissait également d'exalter leur identité noire, en la redéfinissant de manière positive et en déconstruisant la vision imposée par la société blanche, afin d'inspirer un sentiment de fierté retrouvée. Les militants gay transposèrent cette idéologie à leur propre cause, espérant ainsi façonner une identité politique à partir de leurs préférences sexuelles. En prenant conscience du sexisme et de l'homophobie régnant dans la culture dominante, gays et lesbiennes devaient se débarrasser de leur sentiment de culpabilité et d'infériorité. Un article de la publication du GLF de New York mettait en lumière le parallèle entre les deux groupes :

*[...] racism permeates the thoughts and actions of American society; it permeates the very minds of blacks themselves. Blacks began to see that much of their actions were motivated by the self-hatred imposed on them by racist America. They went through centuries of indoctrination that white was good and that black was inferior. To achieve black liberation, blacks had to first develop a black consciousness; they had to establish their own identity as blacks free from white influence. Only then would they be able to truly recognize their oppression.*

*Gay people must travel the same route. To fight gay oppression they must cope with that oppression within themselves. Sexism with its perverted concept of maleness is the norm in American society. It is accepted by to some degree by everyone even women and gay people, the chief victims of*

*sexism. Those who do not play this perverted game are made to feel inferior, inadequate, mentally ill.*<sup>951</sup>

Ainsi le cadrage utilisé par les partisans de la libération gay reprenait point par point tous les éléments de celui des tenants du *Black Power*. Substituant le racisme au sexisme de la société américaine, le constat de l'internalisation de la vision dénigrante était le même, il en découlait donc une solution identique : la nécessaire redéfinition de l'identité des groupes opprimés selon leurs propres termes. Les slogans « *Black is beautiful* » ou « *Say it loud, I'm Black and I'm proud* » inspirèrent toutes sortes de déclinaisons : « *Gay is good* », « *Glad to be gay* », « *Sing it loud, sing it clear, Gay is proud, Gay is here* », etc<sup>952</sup>.

L'alliance entre les militants gay et les *Black Panthers* contribua à la diffusion de ces éléments. En août 1970, une des figures du BPP, Huey Newton, déclara que les homosexuels étaient une minorité opprimée, peut-être même la plus opprimée, faisant d'eux des alliés naturels dans leur combat révolutionnaire<sup>953</sup>. Les militants noirs convièrent donc le GLF de New York à leur congrès intitulé « *Revolutionary People's Constitutional Convention* » en septembre 1970. En voyage aux États-Unis, les deux fondateurs du premier GLF britannique, Mellors et Walter, suivirent les militants gay new yorkais à cette manifestation, créant ainsi un lien personnel direct entre les *Black Panthers* et les Londoniens. Les étudiants de la LSE importèrent directement le cadrage des GLF américains, sans chercher à en atténuer les aspects hérités du *Black Power*. Les militants britanniques se comparèrent eux aussi aux populations issues de l'immigration, mesurant leur propre oppression à l'aune de la leur. Dans la deuxième moitié des années 1970, le phénomène s'accrut avec la montée de l'antifascisme. Prenant comme point de départ l'analogie entre le racisme et l'homophobie, les militants gay

---

<sup>951</sup> « Consciousness raising exposes the Orwellian lies of sexist Amerika », *Come Out!*, 7b, printemps-été 1971, p. 19.

<sup>952</sup> « We did it! », *Come Out!*, 5, septembre-octobre 1970, p. 11. « Out into the open », *Spare Rib*, juillet 1979, pp. 42-6.

<sup>953</sup> « A letter from Huey P. Newton », *Come Out!*, 5, septembre-octobre 1970, p. 12.

rapprochèrent les discours réactionnaires d'Enoch Powell et de Mary Whitehouse<sup>954</sup>, les attaques des militants d'extrême droite, le harcèlement et les violences policières dont les deux groupes étaient victimes<sup>955</sup>. Ils prêtèrent également leur soutien aux militants antifascistes et antiracistes lors de nombreuses actions, comme par exemple la violente contre-manifestation de Lewisham, et collaborèrent régulièrement avec leurs associations, entre autres à Londres, Birmingham et Bradford<sup>956</sup>. Cette volonté de forger des liens avec les autres groupes opprimés était partagée avec le mouvement féministe, qui eut un impact déterminant sur le mouvement gay et lesbien.

### **2.2.2.6. Le mouvement féministe**

La diffusion du mouvement féministe exerça une influence formatrice sur le mouvement gay et lesbien, par le biais d'un ensemble de canaux relationnels et non-relationnels. Les lesbiennes actives au sein des deux mouvements constituaient un lien direct, et facilitaient la collaboration. Même si le GLF de Londres était une organisation majoritairement masculine, cela n'empêcha pas certaines d'entre elles d'y jouer un rôle-clé. Mary McIntosh et Elizabeth Wilson, par exemple, participèrent à la rédaction du manifeste du GLF de Londres en 1971, facilitant ainsi l'adaptation de l'idéologie féministe<sup>957</sup>. Le cadre employé au début de la phase de libération gay souscrivait au même diagnostic, identifiant comme source de l'oppression des femmes et des homosexuels la domination institutionnalisée des hommes hétérosexuels :

---

<sup>954</sup> Marie Whitehouse, institutrice de profession, devint célèbre pour sa campagne d'opposition à la dépravation des mœurs et à la permissivité régnant dans la société britannique. Elle dénonçait particulièrement les représentations de la sexualité à la télévision.

<sup>955</sup> « Gay Centre attacked », *Peace News*, 20 août 1976, p. 3. « Gays and fascism », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 26-29. « Fighting fascism », *Gay Left*, 6, été 1978, pp. 30-31. « Homosexuals fight back », *Gay Left*, 7, hiver 1978-79, pp. 15-16.

<sup>956</sup> « Crossroads – which way now? », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 15-17. « Gay times », *Gay Left*, 6, été 1978, p. 4.

<sup>957</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, p. 100.

*Our entire society is built around the patriarchal family and its ensbrinement of these masculine and feminine roles. Religion, popular morality art, literature and sport all reinforce these stereotypes. In other words, this society is a sexist society, in which one's biological sex determines almost all of what one does and how one does it; a situation in which men are privileged, and women are mere adjuncts of men and objects for their use, both sexually and otherwise.<sup>958</sup>*

La domination masculine reposait sur une culture sexiste assignant des rôles rigides aux deux sexes par l'entremise de la famille nucléaire, cellule de base de la société, consacrant la norme hétérosexuelle et le rapport asymétrique entre les hommes et les femmes. Pour mettre fin à ces inégalités, il fallait d'abord prendre conscience de cette oppression, grâce aux groupes de sensibilisation, technique phare du mouvement féministe, afin d'adopter de nouveaux idéaux et comportements. Le *coming out*, pierre angulaire de ce nouveau style de vie libéré, devenait une autre mise en pratique du slogan féministe « *the personal is political* ».

L'articulation avec l'analyse marxiste, chère aux féministes socialistes, était également présente, dans la mesure où le système capitaliste reposait sur la famille nucléaire, nécessaire à la fois à la fabrication mais aussi à la consommation des biens. La répartition des tâches selon les sexes découlait du mode de production industriel : les hommes travaillant à l'usine, les femmes assurant les fonctions domestiques et servant de main d'œuvre à bas coût en temps de crise. Ces dernières étaient également les cibles des publicités sexistes les poussant à désirer des artefacts dernier cri pour pouvoir remplir leurs rôles d'épouses et de mères.

*A man would not work at the assembly line if he had no wife and family to support; he would not give himself fully to his work without the supportive and reassuring little group ready to follow him about and gear itself to his needs, to put up with his ill temper when he is frustrated or put down by the boss at work.*

---

<sup>958</sup> GAY LIBERATION FRONT, « Gay Liberation Front Manifesto, London 1971 », Londres, 1971, *Internet History Sourcebooks Project*, Fordham University, New York [en ligne], [consulté le 3 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://sourcebooks.fordham.edu/pwh/glf-london.asp>>.

*Were it not also for the captive wife, educated by advertising and everything she reads into believing that she needs ever more new goodies for the home, for her own beautification and for the children's well-being, our economic system could not function properly, depending as it does on people buying far more manufactured goods than they need.*<sup>959</sup>

Cependant, les auteurs du manifeste n'appelaient ni à renverser le capitalisme, ni à la révolution socialiste. Ces termes étaient sciemment évités, probablement pour éviter d'aliéner les recrues ne partageant pas cette opinion politique. Ainsi, leur cadrage était plus proche de celui des féministes radicales, aux yeux desquelles la suprématie masculine restait le problème essentiel, le système capitaliste n'étant que la forme économique de cette oppression. Comme elles, ils prônaient l'abolition de la famille traditionnelle et son remplacement par des formes alternatives, comme la vie en communauté gay. Voyant dans les féministes des alliées naturelles et stratégiques partageant le même dessein, ils déclaraient : « *The end of the sexist culture and of the family will benefit all women, and gay people. We must work together with women, since their oppression is our oppression, and by working together we can advance the day of our common liberation* »<sup>960</sup>. Cette alliance avait d'ailleurs pris forme dès la création du GLF de la LSE, puisque la première action des militants gay de la LSE avait été de protester, avec les féministes, contre le machisme inhérent au milieu étudiant, dénonçant ainsi les limites d'une « révolution sexuelle » bénéficiant principalement aux hommes hétérosexuels<sup>961</sup>.

De nombreuses autres actions contre le sexisme furent menées conjointement, bien souvent à grand renfort de techniques théâtrales, très prisées par les deux groupes, mêlant mise en scène et travestissement pour brouiller les codes du masculin et du féminin, afin de mieux les dénoncer. Les concours de beauté devinrent une de leurs cibles de prédilection. Lors de l'irruption des féministes à la cérémonie de Miss Monde en décembre 1970, les militants du

---

<sup>959</sup> *Ibid.*

<sup>960</sup> *Ibid.*

<sup>961</sup> « Gay Liberation », *The Beaver*, 29 octobre 1970, p. 4.

GLF organisèrent une compétition satirique sur le trottoir, à l'entrée du bâtiment. Le présentateur était une femme déguisée en homme et vendait aux enchères des prétendantes également travesties, portant des banderoles étiquetées « *Miss Used* », « *Miss Conceived* », « *Miss Understood* » ou encore une sanguinolente « *Miss Ulster* »<sup>962</sup>. Le recours au transformisme à des fins contestataires fut également employé lors des *drink-ins*. Il s'agissait de *sit-ins* organisés dans les pubs aux pratiques discriminatoires, où militants du GLF et féministes se rebellaient contre le refus de certains établissements de servir les femmes non-accompagnées. En juillet 1971, les membres des deux groupes se travestirent et occupèrent les locaux des bars de la chaîne *Wimpy Houses* à Londres pour dénoncer l'absurdité de cette interdiction tacite<sup>963</sup>.

Mais l'influence entre le mouvement gay et lesbien et le mouvement féministe fut réciproque. En octobre 1971, lors de la deuxième conférence nationale du mouvement de libération des femmes, les militantes du GLF incitèrent les participantes à se réunir en petits groupes, court-circuitant ainsi les consignes des organisateurs masculins. Ces derniers étaient coupables à leurs yeux d'avoir imposé leur mode de fonctionnement et leurs dogmes maoïstes à l'assistance. Ce fut lors de la tenue de ces ateliers improvisés que le lesbianisme fut discuté pour la première fois de manière publique, au sein du mouvement<sup>964</sup>. À partir de ce moment-là, les liens se resserrèrent entre lesbiennes et féministes. Avec l'essor du féminisme radical, prônant le séparatisme, de plus en plus de groupes devinrent non-mixtes, à la fois dans le mouvement féministe et dans le mouvement gay. Les deux mouvements se fracturèrent selon les mêmes lignes, avec d'un côté les militants radicaux priorisant le changement de style de vie et la création d'institutions alternatives, et de l'autre les socialistes de la gauche

---

<sup>962</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, pp. 47-48. « Celebrating 40 years of Gay Liberation », *Polar Magazine*, 15 août 2009 [en ligne], [consulté le 3 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.polarimagazine.com/opinion/celebrating-40-years-of-gay-liberation/>>.

<sup>963</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, pp. 77-78.

<sup>964</sup> « Out into the open », *Spare Rib*, juillet 1979, pp. 42-44.

radicale préférant se tourner vers les ouvriers et les syndicats<sup>965</sup>. Comme les féministes socialistes avant eux, ces derniers redéfinissaient le rôle des syndicats comme allant au-delà de la simple défense des intérêts matériels de leurs membres, et englobant des aspects de leur vie privée : « *the union should protect the workers in all aspects of their lives* »<sup>966</sup>. Ils organisèrent aussi des conférences spécifiquement consacrées aux cas des travailleurs homosexuels, dont la première eut lieu à Leeds, en 1975, à l'initiative du GLF local, où les intervenants ne manquèrent d'ailleurs pas de saluer l'héritage du mouvement féministe<sup>967</sup>. L'idée émergea à cette occasion de rédiger une charte encadrant les droits des travailleurs gay sur le modèle de la *Working Women's Charter*, datant de l'année précédente, et adoptée par de nombreux syndicats<sup>968</sup>. Mais la *Gay Workers' Charter* fut finalement abandonnée<sup>969</sup>. La collaboration entre militants gay des deux sexes et féministes fut source de tensions, et les alliances fluctuantes entre ces différents groupes contribuèrent à fragmenter un mouvement déjà très disparate.

### 2.2.3. Apogée du mouvement : 1970-79

#### 2.2.3.1. Structure organisationnelle

Le mouvement gay et lesbien ne fut jamais fédéré sous une seule et unique bannière. Il était composé de diverses organisations, elles-mêmes subdivisées en une multitude de petits groupes locaux, dont les priorités variaient en fonction des contextes. De plus, la différence de statut juridique entre les pratiques homosexuelles masculines et féminines avait également eu des répercussions sur les modes d'organisation de ces groupes. Les lesbiennes avaient formé leurs

---

<sup>965</sup> « Ideas of Gay Liberation », *Gay News*, 6, 1<sup>er</sup> septembre 1972, p. 6.

<sup>966</sup> « Gay times », *Gay Left*, 1, automne 1975, pp. 6-7.

<sup>967</sup> « Gay workers acknowledge debt to women's movement », *Spare Rib*, juillet 1975, p. 22.

<sup>968</sup> « Working », *Spare Rib*, septembre 1974, pp. 9-11.

<sup>969</sup> « All worked up », *Gay Left*, 3, automne 1976, pp. 12-14.

premières associations au cours des années 1960. Elles remplissaient des fonctions à la fois sociales et politiques, œuvrant discrètement pour leur intégration au sein de la société. Quelques années plus tard, sous l'influence du féminisme radical, les lesbiennes membres des associations mixtes développèrent leurs propres groupes. En février 1972, un groupe de femmes du GLF de Londres se sépara pour former un collectif autonome, le *Gay Women's Liberation Front*, en raison des difficultés qu'elles rencontraient pour faire entendre leurs points de vue au sein d'assemblées dominées par les hommes<sup>970</sup>. Cette tendance séparatiste se reflétait également à l'échelle locale. Les lesbiennes du GLF de Bradford, par exemple, se mirent à se réunir dans des locaux différents à partir de l'automne 1974<sup>971</sup>. Le GLF de Londres s'était scindé en divers petits groupes, répartis selon les aires géographiques et les centres d'intérêts, qui évoluèrent de manière indépendante et se consacrèrent à des projets variés à partir de 1973. Ce morcèlement bénéficia à la CHE, qui devint progressivement l'organisation prépondérante. Depuis son changement de nom suite à la réforme de 1967, l'association avait poursuivi une ligne modérée et réformiste. Elle luttait contre les discriminations et soutenait l'égalité devant la loi, c'est-à-dire l'abaissement de l'âge du consentement à 16 ans, la dépénalisation des pratiques homosexuelles masculines dans l'armée et la marine marchande, ainsi qu'en Écosse et en Irlande du Nord. Cette ligne nationale n'empêchait pas les groupes londoniens et régionaux de bénéficier d'un certain degré d'autonomie<sup>972</sup>. Les lesbiennes lui reprochèrent cependant sa focalisation excessive sur la réforme législative, concernant exclusivement les hommes, et plus généralement le sexisme sévissant dans ses rangs<sup>973</sup>. Si la CHE et le GLF s'étaient fait ombrage à Londres, elles

---

<sup>970</sup> « Gay women split from GLF », *The International Times*, 10 février 1972, p. 3.

<sup>971</sup> « Groups », *Spare Rib*, novembre 1974, p. 33.

<sup>972</sup> « Campaign for sexual equality », *The Beaver*, 6 mars 1972, p. 3. « Where is CHE », *Gay News*, 4, 1<sup>er</sup> août 1972, p. 8.

<sup>973</sup> « Homosexuals confer », *Peace News*, 11 juin 1976, p. 4.

coopérèrent aisément dans le reste du pays<sup>974</sup>. Les nombreux petits collectifs essaimés eurent recours à des initiatives et à des techniques variées, des plus modestes aux plus extravagantes.

### **2.2.3.2. Campagne de sensibilisation du grand public**

La plupart des groupes du mouvement gay et lesbien entreprirent de sensibiliser l'opinion publique à leur cause, afin de lutter contre les préjugés et l'homophobie – terme qu'ils feraient d'ailleurs entrer dans le langage courant au cours des années 1970<sup>975</sup>. Une des fonctions du *coming out*, était justement de donner plus de visibilité aux homosexuels, afin de faire évoluer les mentalités. De nombreux militants portaient des badges avec le logo de leur organisation ou des slogans proclamant leur orientation sexuelle, tels que « *How dare you presume I'm heterosexual?* » ou « *Out of the closet and into the street* »<sup>976</sup>. Les tactiques employées par le GLF cherchaient la confrontation avec le reste de la population pour instaurer une discussion. Ses membres avaient recours aux techniques théâtrales et au travestissement afin de provoquer une réaction de surprise, et amorcer le dialogue. Les *kiss-ins* dans le métro londonien nécessitaient par exemple une mise en scène élaborée. Tandis que des couples gay s'embrassaient dans la rame, d'autres participants déguisés en femmes faisaient semblant d'être outrés, et engageaient la conversation avec les autres passagers<sup>977</sup>.

Leur coup d'éclat le plus retentissant fut sans doute le sabotage du *Festival of Light* en septembre 1971. Cet évènement était une campagne à l'initiative de Mary Whitehouse et de dirigeants religieux visant à dénoncer la « pollution

---

<sup>974</sup> « Getting together », *Gay News*, 10, 1<sup>er</sup> novembre 1972, p. 6. « BMA Gay Day », *Peace News*, 20 septembre 1974, p. 4.

<sup>975</sup> « Gay Conference », *The Warwick Boar*, 27 octobre 1975, p. 3. « The Gay News trial », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 32-35.

<sup>976</sup> « Alan Wakeman », *Unfinished Histories: Archive of the Alternative Theatre Movement* [en ligne], [consulté le 5 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.unfinishedhistories.com/interviews/interviewees-r-z-3/alan-wakeman/>>.

<sup>977</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, p. 54.

morale et le déclin spirituel » (« *moral pollution and spiritual decline* »), les attaques contre les valeurs de la famille traditionnelle et plus généralement la permissivité de la société britannique<sup>978</sup>. Cette initiative fut perçue comme une menace par les militants du GLF, redoutant une hausse de la répression homophobe. Ils entreprirent d'organiser une contre-offensive, avec le soutien des féministes, des membres de la contre-culture et des journalistes de la presse alternative, déjà irrités par le procès pour obscénité du magazine contre-culturel *Oz*. En référence à ce dernier, ils lancèrent « l'opération Rupert » (« *Operation Rupert* »), du nom du personnage « *Rupert Bear* » de livres pour enfants, dont la parodie obscène avait entraîné la mise au ban de la publication. Lors du rassemblement inaugural du festival, environ 3000 personnes se réunirent à Westminster Hall pour écouter discours et sermons. Entrés au moyen de billets falsifiés, les contre-manifestants infiltrèrent l'assistance avec un plan précis. Ils étaient répartis en petits groupes et perturbèrent chacun à leur tour la cérémonie d'une manière différente. Des militants interpellèrent les orateurs, lâchèrent des souris, lancèrent des tomates et des boules puantes. L'un d'eux parvint même à couper l'électricité. D'autres étaient costumés et jouaient des rôles hauts en couleurs, tels qu'un prêtre bénissant à tour de bras, un couple d'évangélistes américains prêchant la fornication au nom de Jésus, ou encore un homme travesti en Belle du *Deep South* criant à l'épiphanie. Le clou du spectacle fut un groupe de militants des deux sexes déguisés en religieuses, qui s'invitèrent devant la scène pour danser le cancan<sup>979</sup>. Cette action subversive fit la une de nombreux journaux, volant la vedette aux organisateurs moralistes, dont la pudibonderie fut tournée en dérision<sup>980</sup>. En utilisant la satire, les militants réussirent à tirer parti du sensationnalisme de la presse, et à s'attirer la sympathie d'une partie de l'opinion

---

<sup>978</sup> « The National Festival of Light », *The International Times*, 23 septembre 1971, p. 11.

<sup>979</sup> « Darkness in our light », *The Guardian*, 11 septembre 1971, p. 11. « A Gay Liberation Front Collective rap on the Festival of Light, pornography and sexism », *The International Times*, 23 septembre 1971, p. 12-13.

<sup>980</sup> « Protests disrupt Festival of Light », *The Guardian*, 10 septembre 1971, p. 1. Dominic SANDBROOK, *The Way We Were*, *op. cit.*, pp. 45-8.

publique. Le déroulement des autres événements du *Festival of Light* furent également contrecarrés, notamment par l'organisation d'un festival alternatif baptisé « *Festival of Life* » à Hyde Park à la fin du mois de septembre 1971. Le combat contre l'homophobie ne les opposa pas seulement aux courants réactionnaires, mais à la culture gay existante incitant les homosexuels à rester « au placard ».

### **2.2.3.3. Campagne contre les discriminations homophobes dans les bars**

Un des objectifs principaux des militants gay était de rompre l'isolement ressenti par de nombreux homosexuels, forcés de fréquenter des lieux de socialisation distincts. Certaines villes comme Londres, Manchester ou Brighton comptaient déjà plusieurs bars et de boîtes de nuit gay, bien que peu d'entre eux fussent destinés aux lesbiennes. Cette forme de ségrégation entraînait une certaine clandestinité, qui ne faisait que renforcer leur sentiment d'exclusion. Ainsi les militants du GLF surnommaient la scène gay existante « *the 'straight' gay ghetto* », pour dénoncer le fait que cet ostracisme était la conséquence de l'homophobie régnant au sein de la société britannique, et de son intériorisation par les homosexuels<sup>981</sup>. Ils fustigeaient également les tarifs plus élevés que pratiquaient ces établissements, profitant du statut de citoyens de seconde zone de leurs clients. De nombreuses actions furent organisées afin d'inciter les homosexuels à se détourner de ces lieux, et à « sortir de leur coquille » (« *Come out of your shell* »), selon un des slogans utilisés, c'est-à-dire à ne plus chercher à cacher leur orientation sexuelle<sup>982</sup>. Même si ces endroits étaient en théorie réservés à une clientèle gay, les gestes explicites d'affection ou les tenues extravagantes y restaient malvenus. Les travestis, les couples se tenant la main ou s'embrassant ouvertement, s'en retrouvaient fréquemment exclus, afin de maintenir une image

---

<sup>981</sup> « Come all you gay women, come all you gay men », *Gay Left*, 4, été 1977, pp. 7-9.

<sup>982</sup> « We know you're in there », *Gay News*, 2, 1<sup>er</sup> juin 1972, p. 5.

respectable et d'éviter d'éveiller l'attention des autorités. Des piquets, des boycotts et des *sit-ins* furent mis en place pour protester contre ces agissements<sup>983</sup>.

Les militants gay réclamaient le droit de pouvoir se rendre dans n'importe quel établissement, à égalité avec les hétérosexuels. Comme les noirs avant eux, ils eurent recours à la technique du *drink-in*, pour lutter contre les pratiques discriminatoires de certains débits de boissons leur refusant le service. Mary McIntosh, entre autres, avait participé à une action de ce type aux côtés des Antillais à Leicester en 1964, et avait partagé son expérience avec les autres contestataires<sup>984</sup>. Le même mode d'action fut employé. À l'automne 1971, une campagne au rythme soutenu fut organisée à Notting Hill, où le GLF de Londres avait son quartier général. Les militants ciblaient les établissements un par un. Si le personnel du pub déclinait de les servir, ils s'asseyaient tout de même, et refusaient de quitter les lieux. La direction était alors forcée d'appeler la police pour faire évacuer les manifestants, qui se laissaient transporter à l'extérieur sans opposer de résistance. La stratégie porta rapidement ses fruits grâce à l'intervention de la presse, qui couvrit l'une de ses actions, conduisant ensuite les compagnies propriétaires à déclarer publiquement leur opposition aux discriminations homophobes<sup>985</sup>.

L'organisation de soirées dansantes par la plupart des collectifs gay à travers le territoire était également une forme d'action directe. Ces événements avaient pour but de créer une alternative non-commerciale aux bars et aux boîtes de nuit, où les homosexuels pouvaient se réunir librement, sans avoir à masquer leur orientation sexuelle. En y conviant également les hétérosexuels, ils espéraient faciliter leur intégration au reste de la société. La première « *People's Dance* » eut lieu le 22 décembre 1970 à Kensington, et favorisa l'afflux de personnes

---

<sup>983</sup> « Fracas at gay pub », *Gay News*, 7, 14 septembre 1972, p. 10. « Customer wore drag », *Gay News*, 8, 1<sup>er</sup> octobre 1972, p. 3. « Gay bar », *Peace News*, 13 janvier 1978, p. 4.

<sup>984</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, pp. 179-80.

<sup>985</sup> *Ibid.*

extérieures à l'établissement dans les rangs du GLF de la LSE<sup>986</sup>. Ces festivités devinrent rapidement un rituel très prisé à l'effet désinhibant, et furent organisés à intervalles réguliers par le GLF de Londres mais aussi par la plupart des groupes gay dans les universités et les villes de province<sup>987</sup>. Elles contribuèrent à renforcer les liens entre les militants et à forger un sentiment d'appartenance à une « communauté » gay.

#### **2.2.3.4. Création d'institutions collectives alternatives**

Tout comme le mouvement féministe, le mouvement gay et lesbien entreprit de créer ses propres publications, à la fois pour remédier au manque de visibilité médiatique dont il souffrait, mais aussi pour contribuer à développer une identité collective. Le premier magazine homosexuel au Royaume-Uni fut le mensuel lesbien *Arena 3*, fondé en 1964, qui fut ensuite relayé par *Sappho* en 1972<sup>988</sup>. Cette année-là vit également la formation de *Gay News*, dont la circulation allait rapidement tirer à 20 000 exemplaires par numéro<sup>989</sup>. Ce journal bi-mensuel n'était affilié à aucune organisation politique, même si sa ligne éditoriale était plus proche de la CHE que du GLF. Son comité de rédaction fonctionnait selon les principes de la Nouvelle Gauche, de manière horizontale et collective, sans aucun rôle attitré. Comme il le proclamait dans son premier éditorial, le journal était destiné à l'ensemble de la « communauté » gay (« *the whole of the gay community* »)<sup>990</sup>. À cela s'ajoutaient les différents bulletins des organisations, mais aussi des publications plus commerciales. Mais la presse spécialisée ne fut pas le seul moyen envisagé par les militants pour susciter un

<sup>986</sup> « Gay Liberation front does it », *The Beaver*, 10 décembre 1970, p. 7.

<sup>987</sup> « All quiet on the fulham front », *Gay News*, 8, 1<sup>er</sup> octobre 1972, p. 4. « Discos », *Gay News*, 14, 10 janvier 1973, p. 16. « Manchester Gay Alliance Centre », *Peace News*, 6 septembre 1974, p. 7. « Gay conference », *Warwick Boar*, 27 octobre 1975, p. 3.

<sup>988</sup> « A guide to lesbian groups », *Spare Rib*, septembre 1978, p. 26.

<sup>989</sup> Dominic SANDBROOK, *State of Emergency*, *op. cit.*, p. 404.

<sup>990</sup> « Editorial », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 2.

sentiment d'appartenance. À l'instar des *women's centres*, le mouvement gay développa des « *gay centres* », qui devinrent des points de ralliement pour la communauté gay à travers le territoire. Certains, comme celui de Brixton, furent installés dans des bâtiments occupés illégalement. Ils proposaient généralement des services d'aide à la communauté, comme des garderies réservées aux enfants de mères lesbiennes, des services de conseil juridique, de soutien, d'information, etc. Mais leurs locaux abritaient aussi souvent des activités culturelles, sociales et politiques<sup>991</sup>. D'autres initiatives virent le jour pour tenter d'atténuer l'isolement des homosexuels. Des centres téléphoniques d'écoute, de soutien et d'information furent créés, comme celui de la CHE nommé *Friend*, ou ceux du GLF – le *London Icebreakers* et le *Lesbian and Gay Switchboard*. Des lignes destinées spécifiquement aux lesbiennes furent également ouvertes<sup>992</sup>. Si certains militants préféraient former leurs propres institutions alternatives pour améliorer la situation des homosexuels, d'autres en revanche tentèrent d'influencer celles qui existaient déjà, comme les syndicats, afin de lutter contre les discriminations dans le monde professionnel.

### **2.2.3.5. Campagne contre les discriminations à l'embauche et au travail**

Dès les premiers temps du mouvement, les militants gay socialistes affirmèrent leur soutien au combat des ouvriers et des syndicats. Le 21 février 1971, ils participèrent à la grande manifestation réunissant entre 100 000 et 150 000 personnes contre la proposition de loi sur *Industrial Relations Bill*<sup>993</sup>. Leurs slogans allaient des sobres « *Homosexuals Oppose the Bill* », aux plus effrontés « *Poof*

---

<sup>991</sup> « Gay Centre attacked », *Peace News*, 20 août 1976, p. 3. « Manchester Gay Alliance Centre », *Peace News*, 6 septembre 1974, p. 7.

<sup>992</sup> « First National Friend Conference », *Gay News*, 14, 10 janvier 1973, p. 5. « A guide to lesbian groups », *Spare Rib*, septembre 1978, p. 26.

<sup>993</sup> « 100,000 march in peaceful protest », *The Times*, 22 février 1971, p. 1. « 125,000 march against Bill », *The Guardian*, 22 février 1971, pp. 1, 18. « GLF against the IRB », *Come Together*, 5, mai 1971, p. 1.

*to the Bill* » ou « *Heath we're right behind you* »<sup>994</sup>. Mais leur présence dépassait le rejet de la réforme et la déclaration de solidarité. Leur but était de sensibiliser les milieux ouvriers et syndicaux à leur cause, en affrontant leur machisme, comme le déclarait un des meneurs du GLF dans les colonnes de leur bulletin : « *We were there to CONFRONT the male chauvinism of the working people* »<sup>995</sup>. En effet, les dirigeants du TUC les avaient relégués en fin de cortège, espérant ainsi qu'ils attireraient moins l'attention. Les militants gay furent pourtant loin de passer inaperçus et furent mentionnés dans la plupart des journaux, comme en témoignait un dessin humoristique d'un tabloïde conservateur estimant le nombre total de manifestants entre 80 000 et 150 000, selon que l'on comptait ou non les membres du GLF (voir annexe 24)<sup>996</sup>. Cet épisode résumait la relation problématique entre les militants gay socialistes et le milieu syndical. Pour beaucoup, la lutte pour les droits des homosexuels était une distraction détournant l'attention des problèmes vitaux des coupes budgétaires et du chômage. Ce motif était également invoqué par les travailleurs homosexuels refusant de dévoiler leur orientation sexuelle, de peur de perdre leur emploi, ou de porter ombrage aux principales revendications syndicales de l'époque<sup>997</sup>. La défense des cas d'employés licenciés en raison de leur homosexualité se heurta à la réticence à la fois des syndicats de s'emparer du sujet, mais aussi des membres gay craignant les représailles. Quelques cas médiatisés d'enseignants, de personnel médical et de fonctionnaires territoriaux ayant perdu leur emploi favorisèrent la formation de groupes défendant leurs intérêts spécifiques. Des campagnes locales furent mises en place, et aboutirent au vote de résolutions syndicales condamnant les discriminations basées sur l'orientation sexuelle<sup>998</sup>. Les efforts pour établir des groupes gay à l'intérieur des syndicats rencontraient nettement plus de succès

---

<sup>994</sup> « Out into the open », *Spare Rib*, juillet 1979, pp. 42-46.

<sup>995</sup> « GLF against the IRB », *Come Together*, 5, mai 1971, p. 1.

<sup>996</sup> Lisa POWER, *op. cit.*, p. 118.

<sup>997</sup> « Crossroads – which way now? », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 15-17.

<sup>998</sup> « In the balance », *Gay Left*, 6, été 1978, pp. 2-4.

dans le secteur des services que dans le milieu industriel<sup>999</sup>. Néanmoins, la présence répétée des manifestants gay lors des différentes mobilisations aux côtés des employés et des syndicats, comme lors de la grève des ouvrières de l'usine de Grunwick, ou des marches sur Londres contre le chômage *Right to work*, contribua progressivement à faire évoluer les mentalités. Ces initiatives ouvrirent la voie aux collaborations de la décennie suivante entre militants gay et mineurs, avec la campagne « *Lesbians and Gays Support the Miners* » lors de la grève de 1984-5, dont le soutien s'avéra par la suite déterminant pour faire basculer la position du Parti travailliste en faveur de la défense des droits des homosexuels<sup>1000</sup>.

## 2.2.4. Déclin

### 2.2.4.1. Montée du conservatisme moral

Depuis le *Festival of Light*, les activités des gardiens de la morale et de la famille traditionnelle n'avaient pas cessé. Mary Whitehouse lança une autre offensive en 1976, à l'encontre du journal *Gay News*, symbole de la nouvelle visibilité de la communauté gay, qu'elle accusait de blasphème. La poursuite émanait de la publication d'un poème burlesque sur la passion du Christ, prêtant à ce dernier des désirs homosexuels<sup>1001</sup>. Lors du procès, les attaques contre la perversion de ce texte en particulier, glissèrent vers la dépravation des homosexuels en général. Pour dépeindre ce portrait avilissant, l'avocat de Mary Whitehouse s'appuyait sur des articles parus dans les colonnes du journal,

---

<sup>999</sup> « In Britain they're more subtle », *Peace News*, 11 juillet 1975, p. 5. « Gays and the Trade Union Movement », *Gay Left*, 1, automne 1975, pp. 6-7. « Strikes over sacked gay », *Peace News*, 20 août 1976, p. 3.

<sup>1000</sup> Diarmaid KELLIHER, « Solidarity and Sexuality: Lesbians and Gays Support the Miners 1984-5 », *History Workshop Journal*, 77, no. 1, 1<sup>er</sup> avril 2014, pp. 240-262.

<sup>1001</sup> « The Gay News trial », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 32-35.

provenant de militants pour la légalisation de la pédophilie<sup>1002</sup>. Les militants gay dénoncèrent cet amalgame récurrent entre homosexuels et pédophiles : « *This hatred and fear was rationalised along the only too familiar lines that all gays are dangerous pederasts, and that Gay News is no more than a fortnightly clarion call to mass child molestation* »<sup>1003</sup>. Malgré l'état de fragmentation du mouvement gay et lesbien en différents groupes dispersés à travers le territoire, la riposte permit de rassembler les troupes dans un élan d'unité. En février 1978, une grande manifestation de soutien envers *Gay News* eut lieu à travers les rues de Londres. Réunissant plus de 5000 personnes, il s'agissait jusqu'alors du plus grand rassemblement de la communauté gay au Royaume-Uni<sup>1004</sup>. L'organisation *Gay Activists Alliance* fut créée peu après, afin de coordonner le mouvement à l'échelle nationale, essayant de trouver un compromis entre le réformisme de la CHE et le militantisme des groupes descendant du GLF. Mais ce nouveau souffle fut de courte durée. Le procès en appel du rédacteur en chef de *Gay News* se solda par une défaite, alimentant la perception des militants gay que les moralistes étaient en train d'émerger victorieux de leur croisade<sup>1005</sup>. À peu près au même moment, une campagne réactionnaire menée par le révérend Ian Paisley<sup>1006</sup>, intitulée « *Save Ulster from Sodomy* », jouait également sur la représentation manichéenne de l'homosexualité afin d'empêcher sa possible dépénalisation en Irlande du Nord. Il parvint à trouver un écho auprès de la population, recueillant près de 70 000 signatures dans le cadre d'une pétition. Ces événements reflétaient le revirement idéologique à l'œuvre dans la société, avec un retour vers des valeurs plus conservatrices, changeant peu à peu le discours public en matière de sexualité, et instaurant un climat de moins en moins propice au militantisme gay.

---

<sup>1002</sup> Dans le contexte de la « révolution sexuelle », des associations de pédophiles tentèrent d'utiliser les mêmes cadres que ceux du mouvement gay afin de prôner la libération sexuelle des enfants, vus comme une nouvelle minorité opprimée.

<sup>1003</sup> « The Gay News trial », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 32-35.

<sup>1004</sup> « The Gay Activists Alliance », *Gay Left*, 6, été 1978, p. 8.

<sup>1005</sup> « In the balance », *Gay Left*, 6, été 1978, pp. 2-4.

<sup>1006</sup> Le révérend Ian Paisley était le dirigeant des unionistes radicaux du *Democratic Unionist Party* (DUP) en Irlande du Nord (voir chapitre suivant).

### 2.2.4.2. Fermeture de la structure des opportunités politiques

L'essor du conservatisme moral s'accompagnait d'une répression étatique accrue. Le nombre croissant d'arrestations d'homosexuels convainquit les militants qu'ils étaient à nouveau victimes d'une chasse aux sorcières. Dans les Cornouailles, 28 hommes gay furent appréhendés et condamnés au mois de février 1977, tandis qu'à Bradford, ils furent plus de 3000 à être interrogés suite au viol et au meurtre d'un enfant de onze ans, entretenant ainsi le cliché de l'homosexuel pédéraste<sup>1007</sup>. À Brighton et à Manchester, les associations gay se plaignaient des raids à répétition des forces spéciales. Ces phénomènes, répandus à travers le territoire, donnaient l'impression aux militants d'une véritable attaque institutionnalisée à l'encontre de leur communauté<sup>1008</sup>. L'élection de Margaret Thatcher, ne fit que renforcer cette conviction. Une de ses premières décisions fut d'augmenter sensiblement la rémunération des forces de l'ordre, laissant ainsi présager que la répression allait encore s'amplifier. Les valeurs familialistes défendues par les conservateurs étaient en tous points contraires à la vision du mouvement gay. Pire encore, le nouveau gouvernement était perçu comme réactionnaire, et certains de ses ministres comme homophobes : « *Of direct relevance to gay people is the appointment to the highest legal positions in the Government of three men with long histories of moral bigotry, especially regarding homosexuality* »<sup>1009</sup>. Quant aux initiatives collectives alternatives, elles allaient directement pâtir des coupes budgétaires drastiques annoncées. Ainsi, dans ce climat hostile à leurs revendications, les militants ne s'attendaient plus à la moindre concession de la part de leurs gouvernants. Si la dépénalisation des pratiques homosexuelles masculines fut bien étendue à l'Écosse en 1980, puis à l'Irlande du Nord en 1982, cela s'expliquait par l'intervention de la Cour européenne des droits de l'homme,

---

<sup>1007</sup> « Gayhunt in Cornwall », *Peace News*, 11 mars 1977, p. 4. « Stop the witchunt », *Peace News*, 25 mars 1977, p. 4.

<sup>1008</sup> « Editorial », *Gay Left*, 8, été 1979, pp. 2-3.

<sup>1009</sup> *Ibid.*

qui avait forcé la main aux gouvernements de Londres et de Belfast. Mais au même moment, la prise de conscience de l'épidémie du SIDA, surnommé le « cancer gay » (« *gay plague* »), survint avec le décès de la première victime au Royaume-Uni, en juillet 1982, attisant encore davantage l'animosité à l'égard des homosexuels.

### **2.2.4.3. Conclusion et impact du mouvement**

Le mouvement gay et lesbien au Royaume-Uni commença à se développer ouvertement en réaction aux bouleversements sociétaux de la deuxième moitié du vingtième siècle. Les militants homosexuels trouvèrent au sein du mouvement pour le désarmement nucléaire des alliés hétérosexuels prêts à soutenir leur cause, mais aussi un environnement plus tolérant que le reste de la société, où ils pouvaient faire part de leur orientation sexuelle sans être rejetés, et occuper des postes à responsabilités. En ce sens, le mouvement pour le désarmement nucléaire facilita l'émergence de la première phase modérée du mouvement gay des longues années soixante, qui aboutit à la dépénalisation de l'homosexualité masculine en 1967. Dans le sillage des mouvements suivants, il prit une tout autre tournure. Résultant de processus de diffusion complexes, la deuxième phase de libération du mouvement gay fut caractérisée par une approche beaucoup plus frontale, inspirée des luttes armées de libération nationale. Les liens étroits des milieux étudiant et contre-culturel britanniques avec les États-Unis assurèrent une diffusion de grande ampleur du mouvement gay américain outre-Atlantique. Son idéologie et ses tactiques avaient été adaptées du *Black Power* et de la libération des femmes. Ainsi, les militants gay cherchaient à se forger une identité politique à travers l'affirmation de leur orientation sexuelle, au moyen d'une prise de conscience de leur oppression au sein d'une société et d'une culture préservant la domination masculine hétérosexuelle. Ce constat les plaçait logiquement aux côtés des féministes, qui continuèrent à être une source d'inspiration et des alliées stratégiques. À travers des techniques souvent théâtrales et humoristiques, ils tâchèrent de sensibiliser la population, de lutter contre les discriminations, mais

aussi de créer leurs propres institutions parallèles. Sous l'influence du féminisme radical, certains préférèrent changer en priorité leur mode de vie, choisissant de vivre dans des communautés homosexuelles et de lancer des initiatives d'entraide. D'autres, en accord avec leurs convictions marxistes, se tournèrent vers les milieux ouvriers et syndicaux, afin d'œuvrer à l'intégration des travailleurs gay dans le monde professionnel, tout en gardant en point de mire l'instauration d'un système socialiste.

Le mouvement ne réussit pas seulement à obtenir la dépénalisation de l'homosexualité sur tout le territoire britannique, mais aussi à faire progressivement évoluer les mentalités. Les homosexuels avaient incontestablement gagné en visibilité et en acceptation, ce qui leur avait permis de se frayer une place dans la culture dominante. Ainsi, le style provocateur et festif du GLF déteignit sur les autres mouvements des années 1970 qui en intégrèrent rapidement le potentiel médiatique.



### 2.3. LES MOUVEMENTS POUR LES DROITS CIVIQUES, L'AUTO-DETERMINATION ET LA PAIX EN IRLANDE DU NORD

Ce chapitre tâchera d'intégrer les mouvements sociaux en Irlande du Nord à ceux du reste du Royaume-Uni. Malgré la spécificité de son contexte historique, l'Irlande du Nord fut influencée par les mouvements sociaux se développant en Grande-Bretagne et à l'étranger, même si ces phénomènes trouvèrent parfois des formes d'expression différentes. En examinant les tournures particulières que prirent en Irlande du Nord certains mouvements sociaux, il s'agira de montrer qu'ils jouèrent un rôle crucial dans l'émergence de nouvelles mobilisations adaptées aux demandes spécifiques des habitants de la région, avant que ces dernières ne trouvent à leur tour des soutiens en Grande-Bretagne avec l'émergence de campagnes de solidarité. Dans une société profondément divisée, le rassemblement autour de demandes communes ne fut que de courte durée, ce qui justifie le choix de traiter séparément ces mobilisations, à mesure que leurs revendications évoluèrent.

Afin d'étudier les liens entre les différents mouvements dans l'ensemble du Royaume-Uni et de replacer la région dans le contexte national, les sources primaires analysées dans ce chapitre seront principalement tirées de publications britanniques. L'hebdomadaire pacifiste *Peace News* offrit une couverture très régulière des événements en Irlande du Nord, ainsi que des points de vue variés et nuancés. Ses correspondants locaux étaient souvent des militants pacifistes impliqués dans des projets de *community organising*, partageant le quotidien des habitants des quartiers populaires protestants ou catholiques. Les journaux de la gauche radicale prirent au contraire des positions très militantes, critiques à l'égard des autorités et sympathisant avec les éléments les plus radicaux de la minorité catholique. Le périodique *The Irish Democrat* de la *Connolly Association*, organisation socialiste nationaliste de la diaspora irlandaise en Grande-Bretagne, apportera un éclairage différent à l'analyse car il cherchait à tenir ses lecteurs

informés de l'actualité de toute l'île d'Irlande, mais aussi à obtenir l'adhésion de la classe ouvrière et du mouvement syndical à la cause de la réunification. Enfin, le journal étudiant français *Action* fera également partie du corpus afin d'examiner les parallèles entre les événements de mai 1968 et ceux de 1969 en Irlande du Nord.

Depuis sa création en 1921 suite à la partition de l'île, l'Irlande du Nord n'avait d'autre raison d'être que d'éviter que les protestants ne se retrouvent en minorité au sein d'un État très majoritairement catholique. La région fut constituée de six des neuf comtés de la province d'Ulster, dont quatre avaient une nette majorité protestante et deux une faible majorité catholique, mais où les découpages électoraux garantissaient que le pouvoir reste aux mains des protestants. Selon les chiffres officiels du recensement de 1961, 35% de la population nord-irlandaise était catholique<sup>1010</sup>. Ces divisions religieuses avaient une incidence en termes politiques, puisque la plupart des protestants étaient favorables au maintien de l'Union avec la Grande-Bretagne, tandis que les catholiques souhaitaient généralement être réintégrés à la république d'Irlande. Mais avec les changements environnementaux de l'après-guerre, une nouvelle volonté d'intégration et de participation à la vie politique de la région commença à poindre au sein de la minorité catholique.

### **2.3.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux**

#### ***2.3.1.1. Le courant œcuménique***

Le courant œcuménique témoignait d'une volonté d'unifier les églises chrétiennes. En ce sens, il contribua à améliorer les relations entre les communautés religieuses en Irlande du Nord durant les longues années soixante. Un tournant notable eut lieu avec l'élection en 1958 du pape Jean XXIII,

---

<sup>1010</sup> « Catholics are increasing », *The Irish Democrat*, septembre 1965, p. 6.

généralement considéré comme un pape libéral, défenseur des droits civiques, qui entreprit de moderniser l'Église catholique. Pour ce faire, il convoqua le concile Vatican II, lancé en octobre 1962. En Irlande du Nord, le mouvement se traduit par une plus grande tolérance entre catholiques et protestants, ainsi qu'à l'apaisement de leurs discours. Il prit également des formes plus concrètes, notamment avec des célébrations de messes communes et des interactions accrues entre les deux communautés. Cette tendance contribua également à encourager les catholiques nord-irlandais à participer à des activités charitables organisées par des acteurs extérieurs à leur religion, ce qui allait jouer un rôle déterminant dans l'émergence des différents mouvements locaux.

Cependant, ce sentiment de fraternité fut loin d'être partagé par les factions fondamentalistes protestantes qui envisageaient le rapprochement entre les deux communautés comme une trahison des principes de la Réforme<sup>1011</sup>. Comme la doctrine protestante fut développée en opposition à la religion catholique, ses principes furent bâtis pour la plupart en contrepoint, les divergences résultantes entre les deux religions étant considérées comme irréconciliables<sup>1012</sup>. De ce fait, les fondamentalistes protestants remontèrent aux racines anticatholiques de la Réforme afin de prôner la séparation entre les deux communautés. La volonté unificatrice du mouvement œcuménique fut interprétée comme une conspiration fomentée par Rome et les protestants œuvrant dans ce sens furent qualifiés de traîtres<sup>1013</sup>. Ainsi, l'archevêque de Cantorbéry Michael Ramsey<sup>1014</sup>, qui cherchait à améliorer les relations avec l'Église catholique, fut accusé d'être en réalité un évêque secrètement ordonné par le pape<sup>1015</sup>. Les deux groupes les plus réfractaires étaient la *Free Presbyterian*

---

<sup>1011</sup> David HEMPTON, « Ecumenism », dans S.J. CONNOLLY (éd.), *The Oxford companion to Irish history*, Oxford : Oxford University Press, 1998, pp. 167-68.

<sup>1012</sup> Steve BRUCE, *Paisley: religion and politics in Northern Ireland*, Oxford : Oxford University Press, 2009, p. 5.

<sup>1013</sup> *Ibid.* pp. 44-46.

<sup>1014</sup> Michael Ramsey occupa la position d'archevêque de Cantorbéry de 1961 à 1974.

<sup>1015</sup> *Ibid.* p. 44.

*Church of Ulster* (FPCU) dirigée par le révérend Ian Paisley et l'ordre d'Orange (*Orange Order*). Paisley émergea comme le porte-parole des protestants et unionistes radicaux, notamment à travers ses diatribes virulentes contre les catholiques mais aussi leurs alliés à ses yeux, c'est-à-dire les protestants partisans de l'œcuménisme et les unionistes modérés. Quant à l'ordre d'Orange<sup>1016</sup>, il est peut-être l'organisation qui symbolise le mieux la fusion entre le protestantisme et l'unionisme depuis sa fondation à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en tant que société destinée à protéger les intérêts de l'élite protestante de tout gain d'influence politique de la communauté catholique<sup>1017</sup>. L'étendue de son pouvoir se mesure dans le simple fait qu'entre 1926 et 1972 tous les Premiers ministres nord-irlandais étaient des orangistes, de même que plus de 90% des parlementaires du principal parti unioniste de l'époque, l'*Ulster Unionist Party* (UUP)<sup>1018</sup>. À l'instar de la FPCU de Paisley, l'ordre d'Orange adopta des positions très dures vis-à-vis de ses membres perçus comme ayant des liens étroits avec des catholiques ou assistant à des cérémonies catholiques, telles que mariages, funérailles ou messes. En 1959, lorsqu'un membre de l'UUP proposa que les catholiques soient autorisés à rejoindre les rangs du parti, il se heurta à l'opposition catégorique du grand maître de la Grande Loge d'Orange en Irlande (*Grand Master of the Grand Orange Lodge of Ireland*) qui déclara que les catholiques ne seraient admis en aucune circonstance<sup>1019</sup>. Le mouvement œcuménique était donc perçu comme une menace par les protestants et unionistes radicaux qui considéraient que l'intégration des catholiques – et donc leur influence politique accrue – se faisait forcément à leurs dépens.

---

<sup>1016</sup> L'ordre d'Orange fut nommé en référence à William d'Orange, vainqueur de la bataille de la Boyne du 1<sup>er</sup> juillet 1690 qui vit le triomphe des forces protestantes sur les troupes catholiques de James II d'Angleterre. Elle est célébrée depuis sous forme de parades commémoratives, ayant lieu chaque année le 12 juillet. Le décalage fut engendré par la conversion au calendrier grégorien en 1752. Lee A. SMITHEY, *Unionists, loyalists, and conflict transformation in Northern Ireland*, Oxford ; New York : Oxford University Press, 2011, p. 23.

<sup>1017</sup> Sabine WICHERT, *Northern Ireland since 1945*, Londres : Longman, 1999, p. 31.

<sup>1018</sup> Steve BRUCE, *op. cit.*, p. 194.

<sup>1019</sup> « More bigotry in Belfast », *The Irish Democrat*, décembre 1959, pp. 1, 3.

### 2.3.1.2. L'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants réformistes

Reflétant la volonté de réconciliation entre protestants et catholiques, une nouvelle génération de dirigeants allait tenter d'accroître la collaboration triangulaire entre Dublin, Belfast et Londres. En république d'Irlande, l'élection du *Taoiseach*<sup>1020</sup> Sean Lemass en 1959 marqua une rupture avec la politique isolationniste et le protectionnisme économique caractéristiques du nationalisme traditionnel. Il fut à l'origine de l'ouverture de l'économie aux investisseurs étrangers et poursuivit une politique de rapprochement avec l'Europe, le Royaume-Uni et plus particulièrement l'Irlande du Nord<sup>1021</sup>.

Tout comme celle de Lemass, l'accession au pouvoir de Terence O'Neill en 1963 fut synonyme de changement et d'espoir pour la population. Issu du côté paternel de l'aristocratie anglo-irlandaise et descendant du côté maternel des rois celtiques de la période précoloniale, O'Neill se voyait à même de réconcilier les deux communautés nord-irlandaises. En tant que Premier ministre, il entreprit de se démarquer des salves anticatholiques généralement associées à ses prédécesseurs, visant à « jouer la carte orange » selon l'expression (« *playing the orange card* »), c'est-à-dire à renforcer l'unité protestante en exacerbant les divisions religieuses afin d'éviter toute alliance de classe. Il adopta une rhétorique d'intégration à l'encontre de la minorité catholique, affirmant son souhait de construire des ponts entre les deux confessions pour former une seule et même communauté (« *building bridges between the two traditions within our community* »)<sup>1022</sup>. Il joignit le geste symbolique à la parole en s'affichant à plusieurs reprises avec des membres du clergé catholique, et créa une première dans l'histoire des relations entre les deux Irlandes en invitant publiquement Lemass à Belfast en janvier 1965. La visite du *Taoiseach* au palais de Stormont, siège du gouvernement et du

---

<sup>1020</sup> Le *Taoiseach* est le chef du gouvernement irlandais. Il occupe une fonction similaire au poste de Premier ministre.

<sup>1021</sup> S. J. CONNOLLY, « Lemass, Sean », dans S.J. CONNOLLY (éd), *The Oxford Companion to Irish History*, op. cit., p. 313.

<sup>1022</sup> « Tolerance and extremism in Ulster », *Peace News*, 15 juillet 1966, p. 3.

parlement nord-irlandais, suscita l'ire des unionistes radicaux et contribua à accroître les divisions au sein du parti. Ian Paisley saisit l'occasion pour accuser O'Neill d'avoir trahi les valeurs de l'unionisme en accueillant un « assassin papiste fénié » (« *Fenian Papist murderer* »), en référence au passé de Sean Lemass, qui avait combattu dans les rangs républicains durant l'insurrection de Pâques en 1916<sup>1023</sup>.

La victoire d'Harold Wilson en 1964 contribua également à l'ouverture de la structure des opportunités politiques et à l'instauration d'un climat plus propice aux transformations sociales en Irlande du Nord. Wilson considérait les discriminations dont étaient victimes les catholiques sous le régime unioniste nord-irlandais comme une source d'embarras, nuisant à l'image de pays défenseur des droits de l'Homme que le Royaume-Uni tenait à projeter dans le contexte de la guerre froide et de la décolonisation : « *It seemed inconsistent to assert human rights in Africa or the darkest areas of Europe when they were patently denied in Ulster, part of the United Kingdom* »<sup>1024</sup>. L'introduction d'une loi contre les discriminations raciales et religieuses, avait fait partie de ses promesses de campagne<sup>1025</sup>. Mais pire encore aux yeux des unionistes, le rapprochement entre la république d'Irlande et le Royaume-Uni, fut cimenté par un accord de libre-échange en décembre 1965 (*Anglo-Irish Free Trade Agreement*). Sur une période de dix ans, Wilson et Lemass s'engageaient à démanteler la totalité des barrières douanières tarifaires et non tarifaires entre les deux pays<sup>1026</sup>. De plus, les remarques occasionnelles de Wilson à propos de son soutien à une éventuelle réunification de l'Irlande entretenirent la peur des unionistes de se voir rattachés à la république contre leur gré<sup>1027</sup>.

---

<sup>1023</sup> « Lemass talks trade with O'Neill », *The Irish Democrat*, février 1965, p. 1. « The Lemass – O'Neill talks », *The Irish Democrat*, mars 1965, p. 2. SUNDAY TIMES INSIGHT TEAM, *Ulster*, Londres : Penguin Books, 1972, p. 42.

<sup>1024</sup> Harold WILSON, *The Labour Government*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>1025</sup> « 1965 and the Irish in Britain », *The Irish Democrat*, janvier 1965, pp. 3-4.

<sup>1026</sup> Harold WILSON, *The Labour Government*, *op. cit.*, p. 241.

<sup>1027</sup> Sabine WICHERT, *op. cit.*, p. 89.

### **2.3.1.3. Montée du fondamentalisme protestant et de l'extrémisme unioniste**

Le fondamentalisme protestant et l'extrémisme unioniste étaient deux courants distincts, même s'ils possédaient des zones d'intersection, les mêmes individus appartenant souvent aux deux tendances. Ils furent perçus comme une menace par la population catholique, contribuant ainsi à la pousser à se mobiliser pour faire valoir ses droits. Le fondamentalisme protestant regroupait des dissidents presbytériens comme la FPCU d'Ian Paisley, ainsi que d'autres mouvances évangélistes. Ces groupes avaient en commun un certain conservatisme religieux, une volonté de séparation des principales dénominations protestantes et, surtout, un anticatholicisme virulent<sup>1028</sup>. Ce courant joua un rôle prépondérant dans l'exacerbation des tensions entre communautés, à une époque où les relations étaient justement en train de s'améliorer. À travers des sermons enflammés et de violentes diatribes anticatholiques, les dirigeants fondamentalistes retranscrivaient en termes très manichéens une vision simpliste de la société.

Quant aux unionistes radicaux, il s'agissait d'une idéologie semblable se fondant sur une vision politique binaire de la société, particulièrement populaire au sein de la classe ouvrière protestante. Ces partisans privilégiaient la défense du statut constitutionnel de l'Irlande du Nord dans la mesure où celui-ci garantissait l'hégémonie protestante, à la différence des unionistes modérés qui soutenaient l'union avec la Grande-Bretagne afin de préserver leur statut de citoyens du Royaume-Uni. Les premiers s'identifiaient donc comme protestants nord-irlandais en premier lieu, tandis que les seconds se considéraient comme britanniques avant tout<sup>1029</sup>. La vision politique des unionistes radicaux était souvent perçue à travers le prisme stéréotypé des valeurs du fondamentalisme protestant, comme le *Democratic Party of Ulster* (DUP) créé par Ian Paisley en 1971

---

<sup>1028</sup> Steve BRUCE, *op. cit.*, p. 42.

<sup>1029</sup> Lee A. SMITHEY, *op. cit.*, p. 56.

en ferait la démonstration. L'année 1966 marqua un tournant dans la carrière du révérend. Elle s'annonçait riche en commémorations pour les deux communautés, avec le cinquantième anniversaire de l'insurrection de Pâques et de la bataille de la Somme, dans laquelle la trente-sixième division de l'Ulster<sup>1030</sup> s'était brillamment illustrée. Paisley organisa une série de rassemblements, dégénéralant à plusieurs reprises en confrontations avec les forces de l'ordre ou en émeutes sectaires. Un séjour en prison lui permit de se présenter en victime du système, et le soutien de ses fidèles, de plus en plus nombreux, n'en fut que plus fervent<sup>1031</sup>. Dès sa libération, il lança une campagne exigeant la démission du Premier ministre : « *O'Neill must go, O'Neill will go!* »<sup>1032</sup>. Ce dernier devait désormais compter sur la présence des partisans de Paisley lors de la plupart de ses apparitions publiques.

1966, année charnière, vit aussi la création de deux organisations paramilitaires loyalistes<sup>1033</sup>. L'*Ulster Volunteer Force* (UVF), nommée en référence à la milice unioniste du début du siècle, fut créée afin d'empêcher les concessions à la minorité catholique et de renverser O'Neill<sup>1034</sup>. De nombreux membres de l'UVF faisaient également partie des *Ulster Protestant Volunteers* (UPV) dont les liens – selon de nombreux spécialistes du sujet – remontaient indirectement jusqu'à Paisley<sup>1035</sup>. Au cours de l'année, les deux organisations lancèrent une campagne de terreur à la fois dirigée contre les unionistes libéraux et la

---

<sup>1030</sup> Les soldats de cette division provenaient exclusivement de la milice unioniste de l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) ce qui expliquait l'importance de cette bataille dans la culture unioniste. L'UVF fut fondée en 1912 afin de résister à au projet d'autonomie politique de l'Irlande (*Home Rule Bill*) débattu au parlement britannique.

<sup>1031</sup> « Paisley goes to jail », *The Irish Democrat*, août 1966, p. 1. « Anarchy spreads in Six Counties », *The Irish Democrat*, août 1966, p. 1. « Paisley in Mufti », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 5.

<sup>1032</sup> Sabine WICHERT, *op. cit.*, p. 98.

<sup>1033</sup> Dans le cadre de cette thèse le terme « loyaliste » sera réservé aux unionistes radicaux qui sont prêts à utiliser la violence pour arriver à leurs fins de manière analogue à l'usage du terme « républicain » utilisé pour désigner les nationalistes prônant le recours à la force.

<sup>1034</sup> Jonathan BARDON, *A history of Ulster*, Belfast : Blackstaff Press, 1992, p. 635.

<sup>1035</sup> Voir entre autres Michael FARRELL, *Northern Ireland: the Orange State*, Londres : Pluto Press, 1980, p. 237. Bob PURDIE, *Politics in the streets: the origins of the civil rights movement in Northern Ireland*, Belfast : Blackstaff press, 1990, p. 25. Dominic SANDBROOK, *White Heat*, *op. cit.*, pp. 361-2. SUNDAY TIMES INSIGHT TEAM, *op. cit.*, p. 60. Sabine WICHERT, *op. cit.*, p. 96.

population catholique. En février, un cocktail Molotov fut lancé à l'intérieur du quartier général de l'UUP et la police nord-irlandaise (*Royal Ulster Constabulary*, RUC) découvrit une conspiration destinée à assassiner le Premier ministre<sup>1036</sup>. Les commerces, écoles et autres institutions catholiques de Belfast furent également la cible d'attaques incendiaires de février à avril tandis qu'une campagne meurtrière à l'encontre des républicains aboutit par erreur à la mort de trois civils sans aucun lien avec des groupes paramilitaires<sup>1037</sup>. En réponse, O'Neill proscrit l'UVF en vertu du *Civil Authorities [Special Powers] Act* (1922)<sup>1038</sup>. Dans son autobiographie, il explique que cette mesure fut mal perçue par les protestants radicaux, qui pensaient la loi destinée uniquement à lutter contre l'*Irish Republican Army* (IRA), tandis qu'elle reçut un accueil favorable de la part des modérés de tous bords<sup>1039</sup>.

#### **2.3.1.4. L'impact du Welfare State sur la population catholique**

Les réformes sociales d'après-guerre mises en œuvre par le gouvernement Attlee furent en grande partie appliquées à l'Irlande du Nord, ce qui induisit une très forte hausse du niveau de vie, analogue à celles observées en Grande-Bretagne, contribuant ainsi à l'acceptation tacite du statut constitutionnel de la région auprès de la minorité catholique<sup>1040</sup>. Les réformes du système éducatif facilitèrent l'accès du plus grand nombre à l'enseignement, et les universités s'ouvrirent aux étudiants catholiques grâce à la création de bourses au mérite

---

<sup>1036</sup> Sabine WICHERT, *op. cit.*, p. 99.

<sup>1037</sup> « Tolerance and extremism in Ulster », *Peace News*, 15 juillet 1966, p. 3. « Reaction and religion », *The Newsletter*, 16 juillet 1966, p. 2. « Five on Belfast murder charge », *The Irish Democrat*, août 1966, p. 5. « Murder charges hearing at Belfast », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 5.

<sup>1038</sup> La loi sur les pouvoirs spéciaux fut votée pour la première fois en 1922, renouvelée chaque année jusqu'en 1933 où elle fut rendue permanente. Elle visait à doter les forces de l'ordre de pouvoirs d'urgence très étendus, leur permettant notamment de fouiller, d'arrêter et d'emprisonner un suspect sans mandat ni procès. Elle permettait également au gouvernement d'interdire tout rassemblement ou organisation afin de préserver l'ordre public. Graham ELLISON et Jim SMYTH, *The Crowned Harp: Policing Northern Ireland*, Londres : Pluto Press, 2000, pp. 23-24.

<sup>1039</sup> Terence O'NEILL, *The autobiography of Terence O'Neill*, Londres : Hart-Davis, 1972, p. 82.

<sup>1040</sup> Jonathan BARDON, *op. cit.*, p. 587.

permettant aux individus venant des milieux les moins favorisés de poursuivre leurs études. Côte à côte sur les bancs de la faculté, étudiants protestants et catholiques furent aussi amenés à se côtoyer dans les groupes et associations universitaires, ce qui allait les amener à faire preuve de plus de tolérance à l'égard de la communauté adverse et les prédisposer à coopérer<sup>1041</sup>. L'accès aux études supérieures permit également aux catholiques d'occuper des emplois plus qualifiés, principalement dans le secteur privé – du fait des pratiques discriminatoires du public – en devenant médecins, avocats, professeurs ou cadres. Une meilleure formation et un statut socio-économique plus élevé rendirent cette nouvelle génération de catholiques plus sensibles aux discriminations dont ils faisaient l'objet et les dotèrent d'une conscience politique accrue. Le militant pour les droits civiques John Hume, lui-même bénéficiaire de ces réformes, décrivit leur impact crucial sur sa génération :

*When the history of Ireland in the twentieth century is written, a major element will be the emergence of a new educated generation from a section of the community that never before had such an education. This event cannot be over-emphasised.*

*Education has brought more active thinking into the whole political arena as well, tackling not only the constitutional question, but also questions of injustice, civil rights, employment and housing – what politics is really about.*<sup>1042</sup>

Cette évolution dans les mentalités se traduisit également par un sentiment croissant d'allégeance à la Grande-Bretagne, dans la mesure où ces réformes sociales étaient en grande partie financées par Londres. La perception d'être mieux lotis que leurs homologues en république d'Irlande créa une sorte d'identification aux valeurs inhérentes à la citoyenneté britannique chez de nombreux catholiques, permettant à la quête pour plus de justice sociale de

---

<sup>1041</sup> « Towards reconciliation », *Peace News*, 17 octobre 1958, pp. 2-3.

<sup>1042</sup> John HUME, *A new Ireland: politics, peace and reconciliation*, Cork : Roberts Rinehart Publishers, 1996, p. 15.

détrôner celle de la réunification au rang de leurs priorités<sup>1043</sup>. Ce phénomène s'accompagna également d'un rejet de la violence comme moyen de parvenir à des fins politiques. L'IRA, dont la plupart des membres étaient déjà retournés à la vie civile depuis les années 1920, reçut le coup de grâce avec l'échec de sa campagne de 1956-62 en raison d'un manque de soutien de la population de part et d'autre de la frontière<sup>1044</sup>. Le cessez-le-feu fut suivi d'une scission de son aile politique, le *Sinn Féin*. L'ancienne génération de républicains se retira du parti pour laisser place à une nouvelle vague marxiste<sup>1045</sup>. Ces derniers organisèrent des campagnes militantes, notamment en faveur de la nationalisation des eaux des lacs et des rivières irlandaises, jusque-là aux mains de grands propriétaires terriens qui en louaient les droits de pêche. Leur technique phare, le *fish-in*, nommé ainsi par analogie avec le *sit-in*, relevait de l'action directe et consistait à pêcher en groupe sans autorisation<sup>1046</sup>. La majorité de la population catholique approuvait cet abandon de la violence grâce aux espoirs soulevés par le gouvernement O'Neill<sup>1047</sup>. La réaction du Parti nationaliste (*Nationalist Party*), qui décida en 1965 de mettre un terme à sa stratégie d'abstention, témoignait de la même volonté de prendre part à la vie politique. En cessant de boycotter les institutions d'Irlande du Nord, les nationalistes acceptaient de fait le statut de la région. Pour la première fois depuis la partition, de nombreux catholiques étaient prêts à œuvrer de manière constitutionnelle afin d'obtenir tous les avantages liés à leur statut de citoyens britanniques.

---

<sup>1043</sup> Sabine WICHERT, *op. cit.*, pp. 79-80.

<sup>1044</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat, op. cit.*, p. 349.

<sup>1045</sup> Bob PURDIE, *op. cit.*, p. 42.

<sup>1046</sup> « 'Fish-in' by the men of Drogheda », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 2. « Fish-ins carry on », *The Irish Democrat*, mai 1970, p. 5.

<sup>1047</sup> Dominic SANDBROOK, *White Heat, op. cit.*, p. 351.

## 2.3.2. Influence des mouvements précédents sur le mouvement pour les droits civiques : 1958-69

### 2.3.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire

Dès son émergence, le mouvement pour le désarmement nucléaire posa le problème des armes de destruction massive en termes moraux, ce qui lui valut le soutien d'un grand nombre d'organisations pacifistes chrétiennes, comme la *Fellowship of Reconciliation* ou des associations de *quakers*. En Irlande du Nord, ces mêmes organisations se réunirent en mai 1958 pour former une branche locale de la CND à Belfast, dont le révérend presbytérien Alex Watson fut le premier président<sup>1048</sup>. Le mouvement nord-irlandais fut le résultat du nouvel esprit de tolérance et de coopération entre les différentes confessions – caractéristique qui allait être mise en avant afin de gagner le soutien des protestants comme des catholiques, et qui serait déterminante pour le mouvement pour les droits civiques. Quelques mois plus tard, les mêmes organisations pacifistes chrétiennes lancèrent le premier d'une série de rassemblements annuels à la frontière avec la république d'Irlande afin d'œuvrer à la réconciliation entre Nord et Sud, et dépasser les clivages politiques et religieux<sup>1049</sup>. La CND nord-irlandaise s'efforça d'adopter une ligne non-partisane, ainsi que des tactiques beaucoup plus modérées que celles déployées en Grande-Bretagne, toujours dans un souci de cohésion. Lors des manifestations, étudiants, familles, syndicalistes et représentants des différents cultes défilaient dans le calme, de manière très disciplinée<sup>1050</sup>. La CND nord-irlandaise faisait partie intégrante du mouvement britannique, envoyant chaque année une délégation à la marche d'Aldermaston à Londres, à laquelle participa d'ailleurs le jeune étudiant catholique Eamonn McCann, futur meneur du mouvement pour les droits civiques de la ville de

---

<sup>1048</sup> « The Campaign in Northern Ireland », *Peace News*, 22 mai 1958, p. 2.

<sup>1049</sup> « Towards reconciliation », *Peace News*, 17 octobre 1958, pp. 2-3. « Ireland conference on reconciliation », *Peace News*, 24 mars 1961, p. 3.

<sup>1050</sup> « Belfast CND demonstration », *The Irish Democrat*, juin 1961, p. 1.

Derry-Londonderry<sup>1051</sup>. Des militants anglais et écossais firent également le déplacement pour assister aux évènements organisés en Irlande du Nord, et informer de l'avancée du mouvement en Grande-Bretagne<sup>1052</sup>. Le mouvement pour le désarmement nucléaire se développa aussi de l'autre côté de la frontière irlandaise, et choisit de s'intégrer au mouvement britannique. Des représentants furent dépêchés pour prendre part aux marches de Pâques à Belfast et à Londres, délaissant ainsi les célébrations nationalistes de l'insurrection de 1916<sup>1053</sup>. Mais l'élément qui refléta sans doute le plus la dimension unificatrice du mouvement en Irlande, fut la décision des étudiants du Nord et du Sud de fusionner leurs associations, donnant ainsi naissance à la *Irish Students' CND* en 1962, au sein de laquelle jeunes catholiques et protestants œuvraient de concert<sup>1054</sup>.

L'opposition aux armes nucléaires amena les militants nord-irlandais à protester plus directement contre le gouvernement unioniste, notamment lorsque le Premier ministre Lord Brookeborough déclara en novembre 1960 que la création d'une base de missiles Polaris dans la région permettrait de créer des emplois<sup>1055</sup>. Mais au sein du mouvement, des critiques s'élevaient aussi au sujet des discriminations anticatholiques. Le chanoine de la Cathédrale Saint Paul de Londres et président de la CND, John Collins, ainsi que douze autres représentants de différentes églises protestantes, envoyèrent un télégramme à Lord Brookeborough l'exhortant à condamner les pratiques discriminatoires de

---

<sup>1051</sup> Le nom de cette ville est un point de controverse entre les deux communautés. Le préfixe *London-* fut ajouté en 1613, lorsque la ville fit l'objet d'une charte accordée par le roi James I. Son nom officiel est donc théoriquement Londonderry, mais la majorité de ses habitants étant catholique, elle lui préfère son nom originel de Derry. Dans un souci de neutralité le nom Derry-Londonderry sera utilisé ici.

<sup>1052</sup> « Irish at Aldermaston », *The Irish Democrat*, mai 1960, p. 7. « And in Northern Ireland », *Peace News*, 24 février 1961, p. 5. « Letter about the Irish CND », *The Irish Democrat*, novembre 1961, p. 2. « Worth fighting for », *Socialist Review*, mai 1994, [en ligne], [consulté le 25 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.marxists.org/history/etol/writers/mccann/1994/05/interview.htm>>.

<sup>1053</sup> « Dublin's first 'Aldermaston' », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 5. « Dublin in Belfast CND procession », *The Irish Democrat*, mai 1962, p. 5.

<sup>1054</sup> « Ireland: North and South agree », *Peace News*, 26 janvier 1962, p. 12.

<sup>1055</sup> « Brookeborough wants Polaris », *The Irish Democrat*, décembre 1960, p. 1.

certains employeurs de Belfast<sup>1056</sup>. Si l'interdiction des discriminations religieuses était une revendication de longue date des nationalistes, les récriminations officielles des ecclésiastiques protestants étaient un phénomène inédit.

Une autre conséquence du mouvement pour le désarmement nucléaire en Irlande du Nord fut d'intégrer au répertoire d'action collective local les tactiques de désobéissance civile gandhienne. Le C100 essaima dans la région par l'entremise de la militante Pat Arrowsmith. En visite dans le cadre de sa campagne de sensibilisation chez les dockers à Belfast, elle prit part à une manifestation de la CND locale, entraînant ainsi la création d'une branche du C100 à l'université de Belfast *Queen's University*<sup>1057</sup>. Les modes d'action de la CND et du C100, comme les *sit-ins* ou les longues marches reliant deux points symboliques, deviendraient les tactiques de prédilection du mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord. Elles influencèrent également les nationalistes irlandais en Angleterre, qui organisèrent deux grandes marches lors de l'été 1961 reliant Londres à Birmingham, puis Liverpool à Nottingham, afin de sensibiliser la diaspora à la réunification de l'Irlande par des moyens pacifistes. Les militants firent étape dans les villes à forte population d'origine irlandaise, et reçurent le soutien ainsi que l'aide matérielle des membres de la CND<sup>1058</sup>. À l'origine de cette initiative novatrice dans le mouvement nationaliste, la *Connolly Association* allait également contribuer à attirer l'attention des Britanniques sur les discriminations religieuses dont étaient victimes les catholiques en Irlande du Nord. Leur lutte pour l'égalité des droits les rapprocha des opposants à l'impérialisme britannique et aux discriminations raciales.

---

<sup>1056</sup> « Storm over a Belfast handbill », *The Irish Democrat*, juillet 1961, p. 1.

<sup>1057</sup> « Protest spreads throughout Britain », *Peace News*, 9 mars 1962, p. 12.

<sup>1058</sup> « Ireland one country banner has crossed England », *The Irish Democrat*, juillet 1961, p. 1.  
« Now the North will hear too », *The Irish Democrat*, août 1961, pp. 4-5, 8.

### 2.3.2.2. Le mouvement pour l'égalité raciale

En Grande-Bretagne, la campagne menée contre la *colour bar* avait pris son essor au début des années 1960. Le député travailliste Fenner Brockway, président du *Movement for Colonial Freedom*, avait introduit plusieurs propositions de loi visant à interdire les discriminations raciales et religieuses<sup>1059</sup>. Né en Inde et fervent partisan de la décolonisation, il soutenait également les efforts des nationalistes irlandais en Angleterre pour sensibiliser la population à la situation des catholiques sous le régime unioniste de Stormont. Lors de la conférence annuelle du MCF en 1962, une résolution condamnant le traitement inégalitaire des citoyens nord-irlandais fut votée<sup>1060</sup>. Du fait de l'intérêt croissant pour les discriminations, des membres de la *Connolly Association* se rendirent en Irlande du Nord pour mener l'enquête dans une dizaine de villes. Les conclusions de leur rapport furent publiées dans les colonnes du journal de l'organisation. Les militants décidèrent d'aller informer directement la population en se lançant dans une nouvelle grande marche de plus de quatre cent kilomètres en avril 1962<sup>1061</sup>. À travers le journal de leur organisation, ils essayèrent de tisser des liens avec la communauté antillaise, citant par exemple les mentions « *No Irish or coloured* » traitées dans les offres d'emploi, ou les slogans incitant à la haine utilisés dans des tracts électoraux pour les élections de 1964 à Belfast par des candidats unionistes du type « *Do you want Roman Catholics in your street? We should not mince words on this matter* » semblables au « *If you want a nigger for a neighbour, vote Labour* » associé au conservateur Peter Griffiths de Smethwick<sup>1062</sup>.

---

<sup>1059</sup> « 'Member for the colonies' to speak », *The Irish Democrat*, juin 1962, p. 1.

<sup>1060</sup> « MCF condemns Stormont », *The Irish Democrat*, mai 1962, p. 1.

<sup>1061</sup> « We probe occupied Ireland », *The Irish Democrat*, avril 1962, p. 1. « The Irish Freedom march », *The Irish Democrat*, mai 1962, pp. 2, 8. « Discrimination – law of Six-County life », *The Irish Democrat*, avril 1962, pp. 6-7.

<sup>1062</sup> « Discrimination in Britain », *The Irish Democrat*, juillet 1961, p. 8. « Enquiry urged in House of Commons », *The Irish Democrat*, mars 1965, p. 1. « We want equal rights », *The Irish Democrat*, avril 1965, p. 4.

En Irlande du Nord, la *Campaign for Social Justice* (CSJ) lancée par les époux Patricia et Conn McCluskey en janvier 1964, entreprit également de rassembler des preuves de discrimination à l'encontre des catholiques, à la fois pour sensibiliser la population britannique mais aussi pour pousser Westminster à user de son autorité suprême sur Stormont, comme le prévoyait le *Government of Ireland Act* (1920). Les données obtenues furent publiées sous formes de pamphlets et envoyées aux députés travaillistes, suscitant même plusieurs réponses d'Harold Wilson qui s'engageait à réparer ces torts<sup>1063</sup>. Malgré ces efforts, le gouvernement et le parlement britannique demeuraient réticents à intervenir, alléguant que les discriminations relevaient du ressort des institutions nord-irlandaises. Ainsi, non seulement le champ d'application du *Race Relations Act* (1965) fut restreint à la Grande-Bretagne, mais il exclut aussi le critère de la religion<sup>1064</sup>. En Irlande du Nord, de plus en plus d'élus protestants dénonçaient les injustices faites à la minorité catholique. Une députée de l'*Ulster Liberal Party* tenta de légiférer sur le sujet en 1966, mais sa proposition fut rejetée par le bloc unioniste<sup>1065</sup>.

Ces échecs répétés achevèrent de convaincre une coalition de militants de tous bords de la nécessité d'employer des stratégies extra-parlementaires. La *Northern Civil Rights Association* (NICRA) fut fondée officiellement à Belfast en janvier 1967, rassemblant des militants des milieux associatifs, syndicaux, et d'un large éventail politique, allant des socialistes républicains aux unionistes modérés<sup>1066</sup>. Le choix de formuler leurs revendications en termes de « droits civiques », délaissant ainsi l'étiquette de « justice sociale » précédemment utilisée par la CSJ, était une référence directe au mouvement des noirs américains. La grande médiatisation et l'image très positive dont bénéficiait ce dernier avait

---

<sup>1063</sup> CAMPAIGN FOR SOCIAL JUSTICE IN NORTHERN IRELAND, *Northern Ireland: The Plain Truth*, Dungannon : 15 juin 1969 (2<sup>ème</sup> éd.), p. 2. « Six-Counties debate at Westminster », *The Irish Democrat*, septembre 1965, p. 8.

<sup>1064</sup> « Brockway bill to be watered? », *The Irish Democrat*, février 1965, p. 8. « Six-Counties debate at Westminster », *The Irish Democrat*, septembre 1965, p. 8.

<sup>1065</sup> « Unionists under fire », *The Irish Democrat*, mars 1966, p. 8.

<sup>1066</sup> « United organisation for civil rights », *The Irish Democrat*, mars 1967, p. 8.

conduit de nombreux sympathisants à établir des parallèles entre la situation des catholiques en Irlande du Nord et celle des noirs dans le Sud des États-Unis. Les inégalités systémiques sous le régime unioniste les cantonnaient à un statut de « citoyen de seconde zone » (« *second-class citizen* »), comme le clamaient les membres de la NICRA, reprenant ainsi une expression déjà fréquemment utilisée pour décrire la condition des noirs sous les lois Jim Crow<sup>1067</sup>. Dès 1963, une lettre écrite au quotidien *The Dungannon Observer* s'indignait de leur situation d'infériorité et les qualifiait de « *white negroes* »<sup>1068</sup>. Un éditorial de l'*Irish Democrat* de février 1964 décrivait les discriminations dans les domaines de l'emploi, du logement ainsi que de la participation et de la représentation politique avant de conclure que la condition de la minorité nord-irlandaise était identique à celles des Afro-Américains : « *The position is the exact parallel of the Negro Question in the United States* »<sup>1069</sup>. L'analogie fut entretenue par les porte-paroles de la NICRA, à l'instar du député nationaliste Austin Currie, qui déclara en juin 1968 : « *The situation in Northern Ireland is the same as that in the southern states of the USA [...], the sole difference being that discrimination in Northern Ireland is based on religion rather than colour* »<sup>1070</sup>. La violence des loyalistes fut également rapprochée de celle des suprématistes blancs, qualifiant par exemple l'UVF de « sorte de Ku Klux Klan nord-irlandais » préservant l'hégémonie protestante : « *a secret society, devoted to preserving Protestant ascendancy, a kind of Six-County Ku Klux Klan* »<sup>1071</sup>. Ces comparaisons simplistes rapprochaient deux situations complexes et différentes à des fins de propagande. Elles s'accompagnaient d'un degré de mise en scène volontaire de la part des militants lors de leurs actions, comme lorsqu'une pancarte fut placée dans les mains d'un enfant au visage maquillé de noir avec l'inscription suivante :

---

<sup>1067</sup> « United organisation for civil rights », *The Irish Democrat*, mars 1967, p. 8.

<sup>1068</sup> *The Dungannon Observer*, 7 septembre 1963. Cité dans Bob PURDIE, *op. cit.*, pp. 92-93.

<sup>1069</sup> « Discrimination enquiry », *The Irish Democrat*, février 1964, p. 3.

<sup>1070</sup> « Nationalist Party Considering Non-Violent Civil Disobedience », *The Irish News*, 24 juin 1968.

<sup>1071</sup> « Belfast barman shot dead », *The Irish Democrat*, juillet 1966, p. 1.

*We are pals from Alabama,  
Where they say we can't agree.  
Is there really much difference,  
When you look at him and me?*<sup>1072</sup>

L'objectif était clairement d'attirer l'attention des médias, afin de gagner la sympathie de l'opinion publique et de forcer le gouvernement britannique à agir. La réticence des autorités unionistes à mettre un terme à ces inégalités fut jugée semblable à celle des gouvernements des États du Sud. Pour cette raison, les militants pour les droits civiques américains puis nord-irlandais tentèrent de faire appel à l'autorité suprême de leur gouvernement central, Washington pour les uns, Londres pour les autres, afin d'améliorer leur situation.

Le choix d'adopter les techniques du mouvement de Martin Luther King émanait également du désir de s'inscrire dans une nouvelle tradition contestataire, non-violente et inclusive, se démarquant ainsi de celles associées historiquement aux communautés protestantes et catholiques. Dans une région où les défilés étaient la plupart du temps destinés à célébrer des commémorations nationalistes ou orangistes à l'intérieur de leurs territoires respectifs, les militants entendaient créer un espace neutre. Ainsi, les organisateurs des manifestations mettaient un point d'honneur à entonner « *We Shall Overcome* », hymne du mouvement noir américain, au lieu des chants républicains<sup>1073</sup>. La première marche pour les droits civiques sur le modèle américain eut lieu entre Coalisland et Dungannon, le 24 août 1968, à l'appel de la NICRA. Le cortège d'environ deux mille manifestants reflétait la grande hétérogénéité du mouvement. Anciens républicains, nationalistes, travaillistes, socialistes, et unionistes modérés défilaient sous la même bannière<sup>1074</sup>. Bien que dans l'ensemble l'évènement se déroulât de manière pacifique, il y eut quand même des incidents mineurs dus à la présence

---

<sup>1072</sup> Brian DOOLEY, *Black and Green: The Fight for Civil Rights in Northern Ireland and Black America*, Londres : Pluto Press, 1998, p. 30.

<sup>1073</sup> Bernadette MCALISKEY, *The price of my Soul*, Londres : Pan Books, 1972, p. 93.

<sup>1074</sup> « Northern Ireland – Not another fifty years! », *The Irish Democrat*, septembre 1968, pp. 4-5.

d'opposants unionistes radicaux. L'itinéraire proposé par la NICRA avait été initialement validé par les autorités, mais ces dernières décidèrent finalement de le modifier à l'annonce d'une contre-manifestation des partisans d'Ian Paisley, prévue à la même heure et au même endroit. Les organisateurs de la NICRA refusèrent le nouvel itinéraire car il se cantonnait au quartier catholique, ce qui aurait inscrit le défilé dans la lignée des parades républicaines, alors que l'évènement se voulait précisément non-confessionnel. À leur arrivée à Dungannon, les militants se retrouvèrent bloqués par une rangée de policiers derrière lesquels se trouvait une foule d'environ 1500 contre-manifestants<sup>1075</sup>. Quelques jeunes catholiques tentèrent de forcer le passage mais furent éconduits à coups de matraques. Les appels au calme répétés des organisateurs de la NICRA parvinrent à maintenir l'ordre, et les discours se succédèrent sans autres anicroches.

La manière dont les évènements furent relatés dans la presse nord-irlandaise était révélatrice des perceptions des protagonistes. Dans un article intitulé « *Batons used on civil rights marchers in Dungannon* » du quotidien nationaliste *The Irish News*, les catholiques étaient dépeints comme des victimes de la répression unioniste, les coups de matraques des policiers devenant le symbole de la domination unioniste<sup>1076</sup>. L'accent était également mis sur la responsabilité du gouvernement britannique, dont le devoir était d'intervenir afin de remédier à la situation de la minorité et de garantir son droit à manifester pacifiquement. Le reportage « *Ban proves civil rights need* » du *Belfast Telegraph* – journal du soir prisé par les unionistes modérés – lut dans la réticence des autorités à contrôler les unionistes radicaux la nécessité d'établir les droits civiques afin d'obtenir un

---

<sup>1075</sup> Bob PURDIE, *op. cit.*, p. 136.

<sup>1076</sup> « Batons Used on Civil Rights Marchers in Dungannon », *The Irish News*, 26 août 1968 [en ligne], [consulté le 18 septembre 2015], disponible à l'adresse : <<http://cain.ulst.ac.uk/events/crights/newspapers/scott3.htm#26>>.

gouvernement plus démocratique <sup>1077</sup>. Enfin, le quotidien unioniste radical, *The News Letter*, affirmait dans l'éditorial « *Not so civil* » que les policiers avaient été attaqués alors qu'ils tentaient de séparer deux factions extrémistes rivales <sup>1078</sup>. Les liens entre la NICRA et le mouvement républicains y étaient largement exagérés. S'il était effectivement avéré que le député socialiste républicain Gerard Fitt (dit « Gerry ») avait conclu son discours en définissant comme objectifs les droits civiques et la réunification de l'Irlande, il paraissait beaucoup plus improbable qu'un orateur ait incité la foule à rejoindre l'IRA pour continuer le combat comme le martelait l'article. Ainsi, malgré les précautions des organisateurs de la NICRA et leur insistance sur le caractère non-violent et inclusif de leur mouvement, les unionistes radicaux les accusèrent de n'être qu'une organisation de façade pour l'IRA. Pourtant de nombreux protestants avaient bien rejoint les rangs du mouvement, au plus haut niveau, comme Ivan Cooper et Elizabeth Sinclair (dite « Betty »), mais aussi jusque dans sa base, grâce aux liens avec le mouvement ouvrier.

### **2.3.2.3. Le mouvement ouvrier**

Au début des années soixante, le mouvement ouvrier tentait de rassembler catholiques et protestants pour former une alliance de classe et transcender les divisions historiques, ce qui fut sans doute sa contribution la plus significative au mouvement pour les droits civiques. Un premier signe du changement progressif des mentalités fut la montée du *Northern Ireland Labour Party* (NILP) à la fin des années 1950. L'économie nord-irlandaise souffrait alors de la concurrence internationale dans ses deux secteurs principaux, le textile et la construction navale, dont les taux d'emplois avaient chuté de 28% et de 16% respectivement

---

<sup>1077</sup> « 'Ban Proves Civil Rights Need' », *The Belfast Telegraph*, 26 août 1968 [en ligne], [consulté le 18 septembre 2015], disponible à l'adresse : <<http://cain.ulst.ac.uk/events/crights/newspapers/scott3.htm#26>>.

<sup>1078</sup> « Not so Civil » *The News Letter*, 26 août 1968 [en ligne], [consulté le 18 septembre 2015], disponible à l'adresse suivante : <<http://cain.ulst.ac.uk/events/crights/newspapers/scott3.htm#26>>.

entre 1950 et 1961, entraînant de nombreuses grèves et manifestations <sup>1079</sup>. L'immobilisme du gouvernement et l'agitation syndicale favorisèrent le NILP, plus à même de capitaliser sur les préoccupations socio-économiques de la population, notamment celles de la classe ouvrière, alors que les unionistes de l'UUP étaient perçus comme un parti élitiste et conservateur. En 1958, le NILP remporta quatre nouveaux sièges à Belfast, qu'il retint en 1962, récoltant jusqu'à 26% des suffrages <sup>1080</sup>. Deux de ces sièges se trouvaient dans des circonscriptions ouvrières à forte majorité protestante, votant traditionnellement pour l'UUP, tandis que dans les deux autres circonscriptions gagnées, les candidats du NILP avaient reçu un soutien provenant en parts égales des catholiques et des protestants, témoignant de l'érosion progressive du traditionnel esprit de clocher.

Tout comme en Grande-Bretagne, les syndicats connaissaient une croissance importante. Leurs effectifs avaient augmenté de 15% entre 1960 et 1966, atteignant un total de 246 000 adhérents <sup>1081</sup>. Le gouvernement unioniste refusa jusqu'en 1964 de reconnaître l'organisation représentant la plupart des syndicats nord-irlandais, le *Northern Ireland Committee of the Irish Congress of Trade Unions* (NICICTU) en raison de son affiliation à la fédération des syndicats irlandais ICTU, redoutant l'interférence du mouvement républicain <sup>1082</sup>. Le NICICTU essayait d'unir la classe ouvrière au travers de ses mobilisations, notamment les célébrations du début du mois de mai. Depuis le début des années 1960, la dimension inclusive du défilé dans le centre de Belfast était mise en avant par les organisateurs, évoquant dans leurs discours la nécessité de s'opposer à la classe dirigeante qui exploitait les divisions religieuses afin d'asseoir sa

---

<sup>1079</sup> Sabine WICHERT, *op. cit.*, p. 58. « 'We want work' strike shakes Belfast », *The Irish Democrat*, avril 1961, p. 8.

<sup>1080</sup> « Labour gains in North », *The Irish Democrat*, avril 1958, p. 8. « Six-County elections », *The Irish Democrat*, juin 1962, p. 2.

<sup>1081</sup> « Trade Unions are growing », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 5.

<sup>1082</sup> « Irish Trade Union Unity », *The Irish Democrat*, mai 1959, pp. 2, 7. « T.U. recognition is now likely », *The Irish Democrat*, août 1964, p. 2.

domination<sup>1083</sup>. Le retrait du *Special Powers Act* (1922) trouvait un écho particulier chez les syndicalistes de toutes confessions, car il pouvait être utilisé à leur rencontre. Le cortège du *May Day* de 1965 réunit environ 6000 manifestants défilant au son de deux fanfares ouvrières représentant les deux communautés, et fut considéré comme une démonstration d'unité sans précédent dans la région<sup>1084</sup>. Le mouvement syndical manifestait un intérêt croissant pour la cause des droits civiques, et le *Belfast Trades Council* organisa une grande conférence sur le sujet le 8 mai 1965. Lors de cet événement, des délégués des principaux syndicats nord-irlandais et britanniques ainsi que des milieux associatifs et politiques se réunirent afin de débattre du manque de démocratie inhérent au système nord-irlandais. Ils adoptèrent à l'unanimité une résolution condamnant les pratiques électorales injustes, liées notamment au découpage des circonscriptions et au vote plural accordé aux chefs d'entreprise ou aux universitaires<sup>1085</sup>. Les différents orateurs insistèrent sur le fait que ces irrégularités ne nuisaient pas seulement aux catholiques, mais à l'ensemble de la classe ouvrière, s'assurant ainsi le soutien des nombreux représentants protestants. Cet argument fut par la suite continuellement mis en avant par les dirigeants du mouvement pour les droits civiques. Lors de son discours à la séance inaugurale de la NICRA, la secrétaire générale du *Belfast Trades Council*, Betty Sinclair, formula le problème en termes d'égalité des chances par le biais d'une comparaison de deux quartiers protestants, l'un plutôt aisé et l'autre défavorisé, soulignant ainsi les inégalités sociales plutôt que religieuses<sup>1086</sup>.

Dans le domaine de la lutte contre le mal-logement et le chômage, citoyens catholiques et protestants joignirent également leurs forces. À Belfast, les locataires des logements sociaux s'étaient réunis en 1961 au sein de l'*Amalgamated*

---

<sup>1083</sup> « Unemployed demonstrate in Belfast », *The Irish Democrat*, mai 1961, p. 8. « New moves to free last prisoners », *The Irish Democrat*, mai 1962, p. 2.

<sup>1084</sup> « Belfast talks civil rights », *The Irish Democrat*, mai 1965, p. 2. « May Day 1965 », *The Newsletter*, mai 1965, p. 4.

<sup>1085</sup> « Amazing conference in Belfast », *The Irish Democrat*, juin 1965, p. 8.

<sup>1086</sup> « United organisation for civil rights », *The Irish Democrat*, mars 1967, p. 8.

*Tenants Committee* afin de faire valoir leurs intérêts communs, et de s'opposer à la hausse des loyers<sup>1087</sup>. Des comités d'action furent également créés par des coalitions de militants de gauche déterminés à utiliser des tactiques de désobéissance civile, comme le *Derry Housing Action Committee* (DHAC), formé en février 1968. Ses membres aidèrent des familles sans domicile à se loger, allant jusqu'à les installer dans des maisons inoccupées<sup>1088</sup>. En juin, ils bloquèrent la circulation à l'aide de la caravane dans laquelle vivait une famille avec deux enfants afin d'attirer l'attention de la population sur les conditions de vie difficiles des personnes sans logement. Le véhicule dut ensuite être déplacé par les forces de l'ordre et une dizaine de membres du DHAC fut assignée en justice<sup>1089</sup>.

Un groupe similaire avait déjà été créé dans la ville pour s'attaquer au problème du chômage en janvier 1965. Le *Derry Unemployed Action Committee* (DUAC) interrompait régulièrement les réunions des élus locaux, occupait les bâtiments publics et organisait des manifestations lors de la venue de membres du gouvernement<sup>1090</sup>. Il joua un rôle crucial dans la campagne de protestation contre le choix de la ville de Coleraine pour accueillir la deuxième université de l'Irlande du Nord en 1965. Cette mobilisation reçut un fort soutien des communautés protestantes et catholiques de Derry-Londonderry, s'indignant que la deuxième ville de la région soit ainsi délaissée, alors même qu'elle avait été recommandée par le rapport d'un expert anglais<sup>1091</sup>. Ils dénonçaient la stratégie du gouvernement de négliger les zones où la proportion de catholiques était plus importante, mais aussi la volonté de préserver les arrangements électoraux

---

<sup>1087</sup> John NAGLE, Mary-Alice C. CLANCY, *Shared Society or Benign Apartheid? Understanding Peace Building in Divided Societies*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2010, p. 85.

<sup>1088</sup> « House commandeered for Derry family », *The Irish Democrat*, avril 1968, p. 5.

<sup>1089</sup> « Notes and news », *The Irish Democrat*, août 1968, p. 3. « Housing protest in Derry street », *The News Letter*, 24 juin 1968, [en ligne], [consulté le 29 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://cain.ulst.ac.uk/events/crights/newspapers/scott1.htm>>.

<sup>1090</sup> « A city fights for life », *The Irish Democrat*, février 1966, p. 2.

<sup>1091</sup> « Derry – study in industrial apartheid », *The Irish Democrat*, décembre 1967, p. 4.

existants dans leur ville<sup>1092</sup>. Les étudiants du Magee College prirent également part aux manifestations, accueillant notamment le Premier ministre lors de sa visite à la base navale locale avec un cercueil noir portant l'inscription « *Democracy?* »<sup>1093</sup>. Les étudiants devenaient également de plus en plus militants, et allaient former le fer de lance du mouvement pour les droits civiques.

#### **2.3.2.4. Le mouvement étudiant**

Comme en Grande-Bretagne, de nombreux étudiants rejoignirent les rangs de la CND et des *Young Socialists*. Ces derniers étaient particulièrement radicaux, et se montrèrent très critiques à l'égard de la politique du gouvernement travailliste britannique, allant même jusqu'à se désaffilier du NILP en 1965<sup>1094</sup>. En mars 1967, le ministre de l'Intérieur nord-irlandais William Craig fit proscrire les associations républicaines en vertu du *Special Powers Act* de 1922. Ces groupes avaient été formés en raison de l'interdiction qui frappait le *Sinn Féin*, le parti républicain irlandais, depuis 1956, suite à la campagne de l'IRA. Mais depuis l'échec de cette dernière, les associations républicaines ne prônaient plus l'insurrection armée mais la participation politique, selon des modes d'action similaires à ceux de la gauche radicale. Désireux de s'opposer à ce qu'ils considéraient comme une violation de la liberté d'expression, les étudiants de l'université de Belfast créèrent leur propre association républicaine dès le lendemain de l'annonce de l'interdiction. Plusieurs actions furent organisées, culminant au mois de novembre avec une manifestation d'environ 2000

---

<sup>1092</sup> Près des deux tiers de la population de Derry-Londonderry étaient catholiques, mais le découpage des circonscriptions électorales leur était très défavorable. Ils étaient en grande majorité regroupés dans la circonscription du sud de la ville, qui comptait 11 185 votants (10 047 catholiques, 1138 protestants) pour élire un total de huit représentants. Les deux autres circonscriptions comptaient respectivement 6476 et 5549 votants, au deux tiers protestants, mais été représentées par un total de douze élus, selon les chiffres officiels de 1969. CAMERON COMMISSION, *Cameron Report: Disturbances in Northern Ireland*, 1969, HMSO, § 134, [en ligne], [consulté le 23 septembre 2015], disponible à l'adresse : <<http://cain.ulst.ac.uk/hmsocameron.htm>>.

<sup>1093</sup> « Unionists want to kill Derry », *The Irish Democrat*, avril 1965, p. 1. « They are trying to kill Derry City », *The Irish Democrat*, octobre 1965, p. 8.

<sup>1094</sup> « Northern Ireland YS breaks from Labour Party », *Keep Left*, novembre 1965, p. 8.

étudiants, dont certains venus de Dublin et de Leeds en soutien. Ils protestaient contre l'autoritarisme de l'État, étouffant l'opposition démocratique, comme en témoignaient leurs pancartes proclamant entre autres « *Democracy is dead* »<sup>1095</sup>. En avril, le syndicat national des étudiants britanniques adopta une résolution de soutien aux militants de Belfast, dénonçant le « fascisme » des autorités nord-irlandaises, « digne du régime de Franco » (« *worthy of the fascist Franco regime* »)<sup>1096</sup>. Cette rébellion contre la répression étatique allait caractériser l'approche radicale des militants étudiants au sein du mouvement pour les droits civiques par l'entremise de leur organisation : *People's Democracy* (PD).

Cette dernière fut fondée à l'université de Belfast, en réaction à la répression policière brutale d'un cortège de manifestants de la NICRA à Derry-Londonderry, le 5 octobre 1968<sup>1097</sup>. De nombreux étudiants protestèrent à travers les îles britanniques contre ces violences policières<sup>1098</sup>. À Belfast, le comité qui avait organisé la campagne contre l'interdiction des sociétés républicaines appela à manifester le 9 octobre. Un cortège d'environ 3000 étudiants se dirigeant vers la mairie fut stoppé par les forces de l'ordre, en raison d'une contre-manifestation organisée par les partisans d'Ian Paisley. Ils improvisèrent alors un *sit-in* au milieu de la rue pendant près de trois heures, avant de retourner à leur université tenir un grand rassemblement pour débattre de l'avenir de leur mouvement, aboutissant à la formation de la *People's Democracy*<sup>1099</sup>. Le noyau dur du groupe était constitué de militants catholiques et protestants des *Young Socialists*, à l'instar de Michael Farrell ou Eamonn McCann, qui en deviendraient des figures emblématiques. Leur organisation fut conçue selon les idéaux de la Nouvelle Gauche, privilégiant l'horizontalité et la participation. Les militants élurent un comité de dix membres surnommé le « *Faceless Committee* »,

---

<sup>1095</sup> « Students defy Stormont », *The Irish Democrat*, décembre 1967, p. 8.

<sup>1096</sup> « British students protest at 'fascism' », *The Irish Democrat*, mai 1968, p. 5.

<sup>1097</sup> « The battle of Derry and its lessons for us », *The Irish Democrat*, novembre 1968, pp. 4-5, 7.

<sup>1098</sup> « London students protest », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 8. « British democrats join Derry brutality protest », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 8.

<sup>1099</sup> « The civil righters », *Peace News*, 17 janvier 1969, pp. 4-7.

car aucun d'eux ne devait avoir de lien avec à un parti politique, comme ce fut le cas pour Bernadette Devlin. Cette étudiante de psychologie allait devenir l'un des principaux porte-parole du mouvement, et être propulsée sur la scène nationale en devenant la plus jeune députée de sexe féminin élue à Westminster. Le « *Faceless Committee* » était de surcroît dénué de tout pouvoir exécutif, ayant simplement pour but de coordonner les rassemblements et d'organiser les débats. La clé de voute de l'organisation était la démocratie participative, les décisions étant toujours prises par vote majoritaire de l'ensemble des personnes présentes, sans qu'elles ne soient tenues d'être membres<sup>1100</sup>. Cette jeune génération était également plus militante que ses aînés, ce qui les conduisit à refuser la trêve demandée par O'Neill en décembre pour mettre en place un programme de réformes, alors qu'elle avait été acceptée par la NICRA. Les partisans de la PD décidèrent de maintenir leur marche entre Belfast et Derry-Londonderry afin de rompre la trêve, dénonçant l'insuffisance des concessions du gouvernement qui ne garantissaient pas la demande phare de l'égalité devant le suffrage : « *One man, one vote* »<sup>1101</sup>.

Emmenés par Farrell, McCann et Devlin, quatre-vingt marcheurs quittèrent Belfast le 1<sup>er</sup> janvier 1969<sup>1102</sup>. Leur périple fut marqué par de violentes altercations avec les partisans d'Ian Paisley, atteignant leur paroxysme au matin du 4 janvier, lors de l'incident connu sous le nom de « l'embuscade de Burntollet » (« *the Burntollet Ambush* »). La police les guida jusqu'au niveau du pont de Burntollet, situé quelques kilomètres avant Derry-Londonderry, où ils furent attaqués par une foule d'environ 300 contre-manifestants. Parmi eux, la présence

---

<sup>1100</sup> *Ibid.*

<sup>1101</sup> « People's Democracy Plans Derry March », *Peace News*, 27 décembre 1968, p. 4.

<sup>1102</sup> CAMERON COMMISSION, *Cameron Report: Disturbances in Northern Ireland*, 1969, HMSO, §93, [en ligne], [consulté le 23 septembre 2015], disponible à l'adresse : <<http://cain.ulst.ac.uk/hmso/cameron.htm>>.

de membres en civil des *B-Specials*<sup>1103</sup> acheva de convaincre les militants de la partialité des forces de l'ordre, d'autant plus que selon leurs témoignages, la collusion était manifeste entre les policiers en service présents sur les lieux et les assaillants<sup>1104</sup>. Le soir même, après l'arrivée du cortège à Derry-Londonderry, des policiers pénétrèrent dans le quartier catholique du Bogside, où ils terrorisèrent les résidents en jetant pierres et briques à travers les fenêtres des habitations, brutalisant les passants, et chantant des hymnes loyalistes jusqu'au lendemain matin. Les jeunes militants radicaux présents parmi les habitants décidèrent d'ériger des barricades pour repousser les forces de l'ordre, comme l'avaient fait les étudiants parisiens lors de la « nuit des barricades » du 10 mai 1968. Ils bloquèrent tous les accès au Bogside, et marquèrent l'entrée du quartier par l'inscription désormais célèbre « *You are now entering Free Derry* » peinte sur un pan de mur. Ils établirent les prémices d'un système autogestionnaire, organisant la défense du périmètre grâce à une brigade baptisée la « *People's Force* », et lançant leur propre radio : *Radio Free Derry*. L'enclave demeura coupée du reste de la ville pendant six jours. Il transparaît clairement des témoignages des participants que leur source d'inspiration était les événements du Quartier latin, et non pas la tradition républicaine locale. Dans leurs récits, les militants évoquaient la « Commune de Derry » (« *Derry Commune* ») et ses « *Derry Communards* », comme les étudiants du Quartier latin qui avaient eux-mêmes fait référence à la Commune de Paris de 1871<sup>1105</sup>. Après trois jours passés derrière les barricades, le militant de la PD Paul Campbell, décrivait son expérience en ces termes :

*Behind the barricades the embryo of a new society developed – a society distinguished from the rest of the world by the camaraderie and*

---

<sup>1103</sup> Les *B-Specials* faisaient partie de la police spéciale d'Ulster (*Ulster Special Constabulary*) qui était une force de police auxiliaire exclusivement protestante. Le régime unioniste y avait recours afin de réprimer les soulèvements nationalistes, ils étaient donc particulièrement mal vus par la communauté catholique. Graham ELLISON et Jim SMYTH, *op. cit.*, p. 30.

<sup>1104</sup> « The Derry march is over: now civil war – or revolution? », *Peace News*, 10 janvier 1969, pp. 1-2. « Ambush at Burntollet: 'Ulster police helped' », *Peace News*, 15 août 1969, pp. 1, 5.

<sup>1105</sup> « Notre Commune du 10 mai », *Le Nouvel Observateur*, 15 mai 1968, p. 32. « La Commune – c'est moi! », *Peace News*, 24 mai 1968, p. 1. « Derry squat-in goes on », *The Black Dwarf*, 27 janvier 1969, p. 12.

*interdependence that was necessary for the co-ordinated running of Free Derry. Such features were manifest in the willingness of each man to take his time on the barricades, by the co-operation of the people in feeding the people, by the communal cigarette packets, and by the setting up of a Free Derry Radio as an expression of the community's unity of action.*<sup>1106</sup>

Le caractère utopique de cette description était emblématique de la vision de la gauche radicale, et l'atmosphère dépeinte reflétait une insouciance sans doute plus proche des jeunes Enragés<sup>1107</sup> de Paris que de la tradition insurrectionnelle de l'IRA. Si les barricades furent démantelées au bout de six jours, elles seraient remontées plusieurs fois au cours des prochains mois, afin de repousser les raids policiers et les assauts loyalistes à coup de pierres et de cocktails Molotov<sup>1108</sup>. Les habitants des quartiers catholiques de Belfast, également sous l'influence de militants de la PD, érigèrent à leur tour des barricades, donnant naissance à l'enclave surnommée « *Free Belfast* », avec sa propre radio du même nom et des comités d'autodéfense<sup>1109</sup>. Les militants de la PD adaptèrent également d'autres tactiques contestataires popularisées par les événements de mai 1968, notamment celles des occupations. Mais étant donné que leurs demandes s'adressaient aux gouvernements nord-irlandais et britanniques, ils choisirent d'occuper des bâtiments publics symboliques, comme le palais de Stormont, le château de Belfast, ainsi que de plusieurs mairies<sup>1110</sup>.

---

<sup>1106</sup> « Derry squat-in goes on », *Peace News*, 17 janvier 1969, p. 2.

<sup>1107</sup> Les étudiants les plus radicaux de la faculté de Nanterre se surnommaient entre eux les « Enragés ». Après avoir occupé leur université en mars 1968, ils participèrent à celle de la Sorbonne en mai, et à la construction des barricades dans la nuit du 10 mai dans le Quartier latin. Le nom fut alors utilisé plus largement pour renvoyer aux militants étudiants parisiens radicaux. « La semaine enragée », *Action*, 13 mai 1968, pp. 1-2.

<sup>1108</sup> « Derry », *The Black Dwarf*, 30 août 1969, p. 8.

<sup>1109</sup> « Belfast », *The Black Dwarf*, 30 août 1969, p. 8.

<sup>1110</sup> « One Northern Ireland community », *Peace News*, 17 janvier 1969, p. 1. « The civil righters », *Peace News*, 17 janvier 1969, pp. 4-7. « Northern Ireland: 'guerilla' actions go on during truce », *Peace News*, 6 juin 1969, p. 4.

Dans les mois suivants, de nombreuses branches de la PD furent formées dans plusieurs villes d'Irlande du Nord, comme à Newry<sup>1111</sup>. Le succès de l'organisation fut également reflété dans le score de ses membres aux élections nord-irlandaises de février 1969. Les candidats du mouvement pour les droits civiques souhaitaient dénoncer la logique partisane stérile des unionistes et des nationalistes, s'entendant de manière tacite pour ne pas empiéter sur leurs territoires respectifs. Ainsi, ils se présentèrent donc à la fois contre des unionistes et des nationalistes. À Derry-Londonderry, John Hume et Ivan Cooper de la NICRA remportèrent des circonscriptions traditionnellement nationalistes. Quant aux candidats de la PD, ils obtinrent un total de 23 000 votes, et certains d'entre eux ne perdirent que de peu<sup>1112</sup>. Le manifeste de la PD reprenait les demandes principales du mouvement pour les droits civiques, mais en y ajoutant celles de la gauche radicale, comme le contrôle ouvrier étendu à toutes les entreprises. Pour se démarquer des clivages historiques, la PD soutenait la libre détermination du peuple nord-irlandais, et non irlandais comme les nationalistes, ainsi que l'extension des droits civiques aux habitants de la république d'Irlande<sup>1113</sup>. Cette position critique à l'égard de la situation au sud de la frontière était destinée à obtenir le soutien des protestants. Pour faire valoir ce point, ses militants organisèrent une nouvelle marche entre Belfast et Dublin pour la Pâques, en référence à la CND, au mois d'avril 1969. Dans le cortège d'environ 350 marcheurs, 40 étudiants anglais étaient venus en solidarité<sup>1114</sup>. Les organisateurs, Farrell et McCann, évoquèrent dans leurs discours à Dublin les problèmes de logements et de chômage communs aux Irlandais de toutes confessions, mais aussi ceux qui concernaient spécifiquement les protestants en république d'Irlande, comme l'interdiction du divorce, de l'avortement, de la

---

<sup>1111</sup> « One Northern Ireland community », *Peace News*, 17 janvier 1969, p. 1. « The civil rights », *Peace News*, 17 janvier 1969, pp. 4-7.

<sup>1112</sup> « Ulster: 23,000 support People's Democracy », *Peace News*, 28 février 1969, p. 1.

<sup>1113</sup> « People's Democracy plan », *Peace News*, 14 février 1969, p. 4.

<sup>1114</sup> « People's Democracy Easter march », *The Black Dwarf*, 18 avril 1969, p. 2.

contraception orale, ou encore les lois de censure<sup>1115</sup>. La PD se tourna ensuite vers la Grande-Bretagne, essayant de forger des liens avec la gauche radicale, et ouvrit une branche à Londres en mai 1969. Du fait de l'élection à Westminster le mois précédent de Bernadette Devlin, devenue la nouvelle coqueluche des médias, le mouvement avait encore gagné en visibilité, comme le démontrait la présence d'une foule de journalistes espérant l'apercevoir lors du rassemblement inaugural de l'organisation dans la capitale<sup>1116</sup>. Devlin et les membres de la PD allaient aussi tirer parti de la popularité de la mobilisation contre le Vietnam afin de promouvoir leur cause auprès des partisans de la gauche radicale.

### **2.3.2.5. Le mouvement contre la guerre du Vietnam**

À partir de 1965, la CND nord-irlandaise organisa des mobilisations en opposition à l'intervention américaine au Vietnam, et, comme en Grande-Bretagne, le mouvement devint de plus en plus militant, mais tout en s'efforçant de maintenir son approche inclusive. Manifestations dans le centre de Belfast, veillées et piquets de protestation devant le consulat américain poussèrent bientôt le gouvernement à utiliser le *Special Powers Act* (1922) à l'encontre de la CND, lui interdisant d'appeler au rassemblement à Belfast et dans ses alentours pendant une période de trois mois. Étant donné que les orangistes étaient toujours autorisés à défiler dans le centre, la mesure sembla particulièrement injuste aux yeux de ses membres<sup>1117</sup>. Le mouvement contre la guerre du Vietnam ajouta la tactique du *teach-in* au répertoire de l'action collective nord-irlandais, qui fut bientôt reprise par les militants pour les droits civiques. Le but était d'alerter les autorités locales et la population sur les discriminations et les problèmes sociaux. Les militants du DHAC exposèrent par exemple les cas précis de plusieurs

---

<sup>1115</sup> « PD goes south of the border », *Peace News*, 11 avril 1969, p. 5.

<sup>1116</sup> « London PD is set up », *Peace News*, 2 mai 1969, p. 9.

<sup>1117</sup> « C.N.D. banned », *The Irish Democrat*, novembre 1966, p. 4.

familles sans domicile lors des réunions des élus de Derry-Londonderry, afin d'inciter ces derniers à agir<sup>1118</sup>.

Mais le conflit au Vietnam contribua également à la diffusion du cadre anti-impérialiste, et à sa transposition à l'Irlande du Nord. Le mouvement nationaliste irlandais reposait déjà sur une analyse de ce type, et ses partisans dénoncèrent immédiatement l'ingérence américaine au Vietnam en la rapprochant de l'histoire de leur propre pays. Après l'incident du golfe de Tonkin en 1964, un article de l'*Irish Democrat* présentait la situation en ces termes : « *In many ways the fight for national sovereignty in Ireland and in far-away Vietnam are very much alike—and on the basic question of Partition they are almost identical* »<sup>1119</sup>. La mobilisation contre la guerre du Vietnam prit également son essor en Irlande, dénonçant le silence du gouvernement sur le sujet<sup>1120</sup>. Actions étudiantes et piquets devant l'ambassade américaine à Dublin ressemblaient au mouvement en Grande-Bretagne, à la différence près que les slogans et les déclarations des militants entretenaient systématiquement le parallèle entre l'Irlande et le Vietnam. « *Yankee Black and Tans*<sup>1121</sup> *get out of Vietnam* » ou « *Ireland for the Irish, Vietnam for the Vietnamese. No partition* » pouvait-on lire sur les pancartes de certains habitants de Cork, lors de la venue d'un navire de guerre américain en 1967<sup>1122</sup>. Différentes lettres remises à l'ambassadeur des États-Unis comparaient le NLF à l'IRA, et l'impérialisme américain et britannique<sup>1123</sup>. En Grande-Bretagne, certains militants de la gauche radicale virent suffisamment de similitudes entre les deux

---

<sup>1118</sup> « There are two revolts in occupied Ireland », *The Irish Democrat*, décembre 1968, p. 5. « The civil righters », *Peace News*, 17 janvier 1969, pp. 4-7.

<sup>1119</sup> « Aggression unchallenged », *The Irish Democrat*, septembre 1964, p. 2.

<sup>1120</sup> « O'Brien accuses Aiken », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 2.

<sup>1121</sup> Les *Black and Tans* étaient une force de police réserviste enrolée pour venir gonfler les rangs de la police irlandaise durant la guerre d'indépendance de l'Irlande. Ses membres étaient d'anciens soldats originaires de Grande-Bretagne. Ils devaient leur surnom à leurs uniformes composés pour moitié des pantalons treillis de l'armée et des vestes sombres des policiers. Ils devinrent tristement célèbres pour leurs exactions.

<sup>1122</sup> « Cork men picket U.S. ship », *The Irish Democrat*, août 1967, pp. 1, 8.

<sup>1123</sup> « David Breen heads Vietnam protest movement », *The Irish Democrat*, mars 1967, p. 4. « Dublin's great anti-war parade: U.S. Embassy besieged », *The Irish Democrat*, novembre 1967, p. 1.

territoires pour former une nouvelle association en soutien au mouvement pour les droits civiques sur le modèle de la *Vietnam Solidarity Campaign*. En juin 1969, des membres de l'organisation *International Socialists* et de la nouvelle branche londonienne de la PD créèrent l'*Irish Civil Rights Solidarity Campaign*. Leur but était de sensibiliser les travailleurs irlandais en Grande-Bretagne, dont ils estimaient le nombre à un million, afin de forger un mouvement de masse à l'échelle nationale<sup>1124</sup>. La décision du gouvernement britannique d'envoyer les troupes en Irlande du Nord en août 1969 renforça l'analogie. Le mois suivant, le journal *The International Times* publia un article intitulé « *Hands Off Viet Ulster!* », et bien d'autres publications de la presse étudiante et de la gauche radicale lui emboîtèrent le pas, à mesure que la situation en Irlande du Nord dégénérait en conflit<sup>1125</sup>. La campagne de solidarité prit de l'ampleur, et la mention « *Civil Rights* » fut bientôt abandonnée du nom de l'organisation, pour devenir l'*Irish Solidarity Campaign* (ISC). Elle se mit à revendiquer clairement son soutien à l'IRA en tant que principal adversaire de l'impérialisme britannique, comme la VSC l'avait fait pour le NLF :

*As we call for victory to the NLF rather than for peace in Vietnam, because we are for the actual defeat of imperialism in Vietnam, so it is necessary at the present conjuncture, when the military struggle between the IRA and the British Army is of decisive importance in the North of Ireland, that we come out openly for victory to the IRA.*<sup>1126</sup>

De nombreux articles des militants de la gauche radicale décrivirent en termes élogieux les combattants de l'organisation paramilitaire républicaine, tout comme ils avaient loué l'héroïsme et les tactiques de guérilla du NLF, incarnant à leurs yeux la volonté d'un peuple opprimé de se libérer du carcan impérialiste. Tantôt

<sup>1124</sup> « Ireland: base for revolution », *The Black Dwarf*, 15 août 1969, p. 2.

<sup>1125</sup> « Hands off Viet Ulster! », *The International Times*, 26 septembre 1969, p. 5. « CS = Child Slaughter », *The Black Dwarf*, 10 mai 1970, p. 3. « An American solution to the problems of Northern Ireland », *Leeds Student*, 15 octobre 1971, p. 4. « By-line: A diary for Belfast - October », *The Glasgow University Guardian*, 29 octobre 1971, p. 6. « Bring the boys home », *The Beaver*, février 1973, p. 12.

<sup>1126</sup> « Victory to the IRA! – For a mass solidarity campaign », *The Red Mole*, novembre 1971, p. 2.

qualifiés d' « avant-garde armée des ghettos la classe ouvrière catholique » (« *armed vanguard of the Catholic working class ghettos* ») ou encore d' « avant-garde armée de la minorité opprimée » (« *armed vanguard of the oppressed minority* »), les membres de l'IRA faisaient usage d'une force perçue comme juste et légitime par les militants, tenant ainsi un discours en contre-point de celui des autorités<sup>1127</sup>. Même à la suite des attentats perpétrés en Grande-Bretagne, ils continuèrent à affirmer que la violence des oppresseurs et celle des opprimés ne pouvaient être mises sur le même plan<sup>1128</sup>. La présence des troupes et la répression brutale d'un mouvement initialement modéré, non-violent et non-confessionnel allait radicaliser la population catholique, et contribuer à raviver les demandes d'auto-détermination, remettant ainsi en cause le statut constitutionnel de l'Irlande du Nord. Quant aux protestants, ils étaient de plus en plus nombreux à se ranger derrière les dirigeants unionistes radicaux, qui invoquaient également le droit à l'auto-détermination pour s'opposer à une éventuelle réunification de l'Irlande.

### **2.3.3. Basculement vers des mouvements d'auto-détermination : 1969-75**

#### **2.3.3.1. Le mouvement pour l'auto-détermination des catholiques**

Contrairement à ce que pouvaient laisser penser les partisans de l'ISC, l'intervention des autorités britanniques avait été une demande des dirigeants du mouvement pour les droits civiques. Ayant perdu toute confiance dans les institutions nord-irlandaises, ils en avaient appelé directement à Westminster pour suspendre Stormont et créer un nouveau système plus démocratique. Suite à l'escalade de la violence, ils avaient même exigé l'envoi de l'armée<sup>1129</sup>. Depuis le

---

<sup>1127</sup> « Ireland: aftermath of internment », *The Red Mole*, août 1970, pp. 8-9. « The war in Ireland », *The Red Mole*, 14 août 1972, pp. 6-7.

<sup>1128</sup> « We stand firm », *The Red Mole*, 17 mars 1973, p. 1.

<sup>1129</sup> « Catholic insurrection », *Peace News*, 28 août 1969, pp. 1, 4.

début de l'année 1969, de nombreuses manifestations avaient dégénéré en émeutes du fait de la présence d'opposants unionistes radicaux, et les parades orangistes de la saison estivale furent marquées par des débordements, débouchant sur des affrontements entre les deux communautés. Les raids des forces de police et des loyalistes dans les enclaves catholiques de Derry-Londonderry et de Belfast donnèrent lieu à des déchaînements de violence, forçant le gouvernement à envoyer les troupes le 14 août 1969 pour ramener le calme et assurer une médiation neutre<sup>1130</sup>. À leur arrivée, les soldats furent accueillis à bras ouverts par la minorité catholique qui voyait en eux la garantie d'une protection contre les assauts loyalistes, que l'IRA n'avait pu empêcher<sup>1131</sup>.

Mais si cette dernière avait été jusqu'alors relativement inactive sur le plan militaire, les offensives loyalistes de l'été 1969 l'avaient sortie de sa torpeur. Elle commença dans un premier temps à se réarmer pour défendre les quartiers catholiques. En décembre 1969, elle se scinda en deux factions rivales : l'IRA officielle (*Official IRA*) et l'IRA provisoire (*Provisional IRA*) représentant deux visions différentes de la lutte contre l'impérialisme britannique. La première, dite l'IRA « rouge » (« *Red IRA* »), était d'obédience marxiste et entendait renverser les deux gouvernements du nord et du sud pour créer une république socialiste. La seconde, l'IRA « verte » (« *Green IRA* »), défendait la tradition républicaine conservatrice et aspirait à repousser les Britanniques de force hors des six comtés de l'Ulster<sup>1132</sup>. Cette dernière, plus encline à mener des attaques de représailles, prendrait rapidement l'ascendant avec l'escalade du conflit. Avec la reprise des activités paramilitaires dans les quartiers catholiques, l'armée conduisit des opérations de perquisition afin de saisir leurs armes. Les violences et les dégâts matériels occasionnés par ces raids contribuèrent à aliéner les habitants, qui se

---

<sup>1130</sup> « Riots in Derry's Bogside », *Peace News*, 15 août 1969, p. 1. « Can civil war be averted in Northern Ireland? », *Peace News*, 3 octobre 1969, p. 4.

<sup>1131</sup> « Catholic insurrection », *Peace News*, 28 août 1969, pp. 1, 4. « Historic barricades », *The Irish Democrat*, septembre 1969, p. 4.

<sup>1132</sup> « Now the Catholic Backlash », *Peace News*, 17 juillet 1970, p. 2. « If you hate the British Army, clap your hands », *The Red Mole*, août 1970, p. 12.

mirent à considérer les soldats comme une force d'occupation chargée de maintenir le régime unioniste en place<sup>1133</sup>. Cette perception fut renforcée par l'application de mesures de plus en plus répressives, et utilisées en priorité contre la minorité catholique, notamment l'internement administratif (*internment without trial*) des personnes supposées appartenir à une organisation terroriste. La première rafle eut lieu le 9 août 1971. Sur les 342 hommes arrêtés, seulement deux étaient protestants, ciblés en raison de leur participation au mouvement pour les droits civiques<sup>1134</sup>. Non seulement la plupart des détenus n'avaient aucun lien avec l'IRA, mais ils furent de surcroît victimes de mauvais traitements aux mains des autorités. Certains subirent même des pratiques de torture lors de leurs interrogatoires, connues sous le nom des « cinq techniques » (« *five techniques* ») : maintien dans des positions douloureuses, port forcé de cagoules, exposition à des bruits stridents, privation de nourriture, d'eau ou de sommeil, et plus généralement toutes sortes d'agressions physiques. Selon les témoignages, les soldats auraient fait croire à des détenus aveuglés par des cagoules de toile qu'ils étaient sur le point de mourir en les jetant hors d'un hélicoptère volant au ras du sol<sup>1135</sup>.

L'effet immédiat de l'internement administratif fut d'unir et de galvaniser l'opposition au régime unioniste. Les récits des sévices infligés par les forces de l'ordre alimentèrent la propagande de l'IRA provisoire et élargirent sa base au sein de la population catholique<sup>1136</sup>. De nombreux groupes de la gauche radicale en Grande-Bretagne s'emparèrent aussi du sujet pour justifier leur soutien inconditionnel aux organisations paramilitaires républicaines, comme le montrait la une « *Solidarity with the IRA!* » du quotidien *The Red Mole* d'octobre 1971,

---

<sup>1133</sup> « Provocation in Ulster », *Peace News*, 12 février 1971, p. 1. « If you hate the British Army, clap your hands », *The Red Mole*, août 1970, p. 12.

<sup>1134</sup> Jonathan BARDON, *op. cit.*, p. 684.

<sup>1135</sup> « Ireland: aftermath of internment », *The Red Mole*, août 1970, pp. 8-9. « Torture: in England's Vietnam », *The Irish Democrat*, novembre 1971, pp. 1, 5. « British civilians and soldiers », *Peace News*, 7 février 1972, p. 5.

<sup>1136</sup> « Internment is a disaster », *Peace News*, 20 août 1971, p. 5. « Ireland: aftermath of internment », *The Red Mole*, août 1970, pp. 8-9.

représentant un détenu ligoté, la tête couverte d'un sac de toile, sur le point de recevoir des coups de matraque (voir annexe 25). Les membres de la PD abandonnèrent leur ligne inclusive, se préoccupant désormais seulement de la situation de la minorité catholique et adoptant l'objectif de la réunification de l'Irlande. Ce revirement les conduisit à appuyer ouvertement l'IRA provisoire, comme ils le déclaraient dans un article de leur journal *The Unfree Citizen* daté de décembre 1971 :

*The Provos have moved involuntarily from defending Catholics to fighting one half of an anti-imperialist war. The other half is the mass civil resistance movement which is equally important. Socialists must of course support the struggle against British imperialism and for rights for Catholics, and co-operate with the Provisionals who are doing most of the fighting.*<sup>1137</sup>

Cette vision reflétait la polarisation croissante au sein de la population. L'autre facette du combat impérialiste à laquelle faisait référence la PD, consistait en une campagne de désobéissance civile de masse, lancée par les dirigeants du mouvement pour les droits civiques. Ces derniers avaient appelé la population à ne plus s'acquitter des loyers des logements sociaux et de la taxe d'habitation jusqu'à l'abandon de l'internement administratif. L'initiative fut très suivie, avec des taux oscillant entre 75 et 100% des ménages des quartiers populaires catholiques des principales villes de la région<sup>1138</sup>. En Grande-Bretagne, l'internement rapprocha également les militants opposés au régime unioniste, permettant la formation d'une nouvelle organisation : l'*Anti-Internment League* (AIL). Plus consensuelle que les campagnes de la gauche radicale, l'AIL tenta de fédérer le plus grand nombre autour des demandes d'arrêt de l'internement administratif et de retrait des troupes. Le 31 octobre 1971, elle parvint à rassembler 20 000 sympathisants à Londres<sup>1139</sup>.

<sup>1137</sup> « With the IRAs by the tail », *Peace News*, 4 août 1972, p. 3.

<sup>1138</sup> « All Out for the 31<sup>st</sup>! », *The Red Mole*, 20 Octobre 1971, p. 2. « Thousands on rent strike », *The Irish Democrat*, décembre 1971, p. 5.

<sup>1139</sup> « Victory to the IRA! – For a mass solidarity campaign », *The Red Mole*, novembre 1971, p. 2.

Trois mois plus tard, les évènements du 30 janvier 1972, connus sous le nom de « *Blood Sunday* », radicalisèrent encore davantage les militants à travers les îles britanniques. Lors d'une grande manifestation contre l'internement administratif, les soldats d'un régiment parachutiste ouvrirent le feu sur la foule, tuant sur le coup treize personnes et en blessant autant<sup>1140</sup>. À nouveau, cela provoqua une vague d'indignation, de nouvelles manifestations dans un contexte de plus en plus tendu, un sursaut du recrutement de l'IRA provisoire et une surenchère de violence. Les deux factions de l'IRA ripostèrent, avec une attaque en février sur le sol anglais contre le mess des officiers parachutistes d'Aldershot, à l'ouest de Londres, et une série de bombes dissimulées dans le centre de Belfast en juillet<sup>1141</sup>. Dans la capitale britannique, le 5 février un cortège d'environ 5000 partisans de l'AIL entreprit de déposer treize cercueils devant la résidence du Premier ministre, avant d'être repoussés avec force par les policiers<sup>1142</sup>. Suite à ces échauffourées et en prévision de l'annonce de l'imposition du système de « *direct rule* », le gouvernement interdit toutes les manifestations en lien avec la situation en Irlande du Nord de se tenir à Trafalgar Square<sup>1143</sup>. Quelques jours plus tard, les institutions nord-irlandaises furent effectivement suspendues et la région fut placée sous la tutelle de Londres. L'année suivante, une nouvelle campagne baptisée « *Troops Out Movement* » (TOM), fut formée à Londres en septembre 1973 par une coalition de militants de la gauche radicale, de syndicalistes et d'étudiants, afin de promouvoir non seulement le retrait des troupes, mais plus généralement le droit à l'auto-détermination du peuple irlandais (« *self-determination for the Irish people* »)<sup>1144</sup>. Ses partisans replaçaient le conflit nord-irlandais dans le cadre historique du mouvement national de

---

<sup>1140</sup> « Bloody Sunday », *Peace News*, 4 février 1972, pp. 1, 4.

<sup>1141</sup> « The Aldershot explosion », *The Red Mole*, 28 février 1972, p. 12. « Ireland », *The Red Mole*, 7 août 1972, pp. 4-5.

<sup>1142</sup> « Those two demos », *Peace News*, 11 février 1971, p. 7.

<sup>1143</sup> « Protests against square ban », *The Irish Democrat*, avril 1972, p. 4. « Ban on Troops Out demo », *Red Weekly*, 24 octobre 1974, p. 1.

<sup>1144</sup> « Ireland: Troops out now! », *Red Weekly*, 19 octobre 1973, p. 3.

libération de l'Irlande, et demandaient donc que l'avenir de la région puisse être décidé par l'ensemble des Irlandais. Ils allaient également devoir faire campagne auprès du mouvement ouvrier britannique, pour éviter que celui-ci ne soutienne les grèves des unionistes radicaux, qu'ils considéraient comme réactionnaires. Ils n'eurent alors de cesse de contraster les actions des travailleurs britanniques dirigées contre l'élite capitaliste, et celles des ouvriers protestants défendant un système inégalitaire fondé sur des discriminations religieuses <sup>1145</sup>. Le bouillonnement des unionistes radicaux avait émergé en réaction à la perspective de se retrouver contre leur gré en minorité au sein d'une Irlande réunifiée.

### **2.3.3.2. Le mouvement pour l'auto-détermination des protestants**

La pression du gouvernement britannique sur le gouvernement nord-irlandais pour mettre en place des réformes aboutissant à la création d'un système égalitaire avait été interprétée comme une trahison par les unionistes radicaux, qualifiée par Ian Paisley de « capitulation face à la hiérarchie catholique » (« *capitulation to the Catholic hierarchy* ») <sup>1146</sup>. Jusqu'alors, leur loyauté à la Couronne avait été assortie de privilèges, et leur remise en question éveillait l'animosité d'un nombre croissant de protestants. Ainsi, l'arrivée de l'armée britannique avait suscité le ressentiment des habitants des quartiers populaires protestants, car les soldats venaient remplacer leurs forces de police, comme en témoignaient les slogans peints sur les murs du type « *Army out, RUC in* » <sup>1147</sup>. Mais ces perceptions changèrent à mesure que l'image de neutralité des troupes s'effritait. Le nouveau corps censé remplacer les *B-Specials* sous la supervision des troupes fut recruté principalement dans les quartiers ouvriers protestants, et nombre d'entre eux étaient membres d'associations paramilitaires loyalistes, comme l'*Ulster Defence*

---

<sup>1145</sup> TROOPS OUT MOVEMENT, *Alternative White Paper on Ireland*, Londres : Literature Committee of the Troops Out Movement, 1974, p. 16, [Box 10, 2a St Paul's Rd, N.1], Londres : British Library.

<sup>1146</sup> « The strange world of the Ulster Protestant », *Peace News*, 12 septembre 1969, p. 2.

<sup>1147</sup> « Can civil war be averted in Northern Ireland? », *Peace News*, 3 octobre 1969, p. 4. « Orange Green and Khaki », *The Black Dwarf*, 20 février 1970, p. 2.

*Association* (UDA)<sup>1148</sup>. Ainsi, de nombreux témoignages rapportèrent avoir vu des hommes de l'UDA patrouillant aux côtés des soldats (voir annexe 26)<sup>1149</sup>. L'UDA devint rapidement la première organisation paramilitaire loyaliste, mais ne fut pourtant pas proscrite, et put même organiser de grandes parades au centre de Belfast, comme ce fut le cas en mai 1972, où 10 000 de ses membres défilèrent en uniforme, le visage masqué, pour protester contre la suspension de Stormont<sup>1150</sup>.

L'imposition du système de « *direct rule* » en mars 1972 radicalisa encore davantage les protestants. Pour résister au contrôle de Westminster, un groupe d'unionistes radicaux formèrent l'*Ulster Vanguard*, dirigée par William Craig. L'organisation bénéficiait d'un fort soutien dans le milieu syndical, et appela à la grève générale à la fin du mois de mars, paralysant temporairement les docks et les centrales électriques de la région<sup>1151</sup>. Le succès de la mobilisation venait du fort sentiment d'injustice des unionistes radicaux de se voir ainsi privés de leurs institutions politiques. Lors d'un rassemblement réunissant 25 000 personnes devant la mairie de Belfast, Craig déclara : « *There is no law or authority anywhere in the world that can govern a people against the will of the majority* »<sup>1152</sup>. Il présentait ainsi le régime unioniste comme légitime et démocratique, tandis que Westminster devenait au contraire autoritaire (« *jackboot government* »)<sup>1153</sup>. Les loyalistes avaient donc la morale de leur côté et Craig les décrivait comme les seuls vrais défenseurs des idéaux britanniques. L'opposition au système de « *direct rule* », qu'il qualifiait de « *un-democratic and un-British regime* », ne relevait pas de la déloyauté mais au contraire de l'application des principes de la démocratie, tels que le consentement

---

<sup>1148</sup> Graham ELLISON et Jim SMYTH, *op. cit.*, pp. 138-9.

<sup>1149</sup> « Troops collaborate with U.D.A. », *The Irish Democrat*, août 1972, p. 1. « Ireland », *The Red Mole*, 7 août 1972, pp. 4-5.

<sup>1150</sup> « For a people's peace », *Peace News*, 2 juin 1972, p. 1.

<sup>1151</sup> « Loyalists against the Crown », *Peace News*, 17 mars 1972, p. 1. « The Loyalist veto », *Peace News*, 31 mars 1972, p. 1.

<sup>1152</sup> *Ibid.*

<sup>1153</sup> ULSTER VANGUARD, *Ulster – A Nation*, Ulster Vanguard Publication, avril 1972 [en ligne], [consulté le 5 avril 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/docs/vanguard72.htm>>.

de la majorité (« *majority consent* »). Craig affirmait que l'intention de Londres était à terme de forcer l'Irlande du Nord à rejoindre la république, bafouant ainsi le droit à l'auto-détermination de la majorité protestante, et menaçait donc de déclarer unilatéralement l'indépendance de la région<sup>1154</sup>. L'accord de Sunningdale, signé en décembre 1973, fut également rejeté catégoriquement par les dirigeants des unionistes radicaux. Il prévoyait un système de partage équitable du pouvoir entre les unionistes et les nationalistes par le biais d'une assemblée élue à la proportionnelle et d'un exécutif mixte. Mais l'aspect le plus controversé était la création du Conseil de l'Irlande (*Council of Ireland*), destiné à faciliter la coopération entre le Nord et le Sud, mais qui était présenté par les nationalistes et les unionistes radicaux comme un pas vers la réunification<sup>1155</sup>. Ces derniers menèrent l'opposition à cet accord sur tous les fronts. Sur le plan politique, un pacte électoral entre Paisley, Craig et les dirigeants de la droite de l'UUP leur permit de remporter onze des douze sièges de la région lors de l'élection anticipée de 1974 à Westminster<sup>1156</sup>. Une grève générale fut ensuite déclarée entre le 15 et le 28 mai, avec le soutien des organisations paramilitaires, intimidant les travailleurs non-grévistes, forçant certains commerces à fermer, bloquant les routes, contrôlant les accès aux centrales électriques ainsi qu'à d'autres industries clés, et déclenchant une série d'attentats à travers toute l'Irlande<sup>1157</sup>. La mobilisation eut finalement raison de l'accord de Sunningdale et la région fut remise sous la tutelle de Londres. L'IRA répliqua aux attaques des loyalistes avec une autre vague d'attaques terroristes en Grande-Bretagne, et le conflit s'intensifia à nouveau. Lassés de voir sans cesse le bilan humain s'alourdir, des citoyens de Belfast allaient tenter une approche différente pour mettre fin à la violence.

---

<sup>1154</sup> *Ibid.*

<sup>1155</sup> « Short life and early death of the Council of Ireland », *The Irish Democrat*, juin 1974, pp. 3, 5, 8.

<sup>1156</sup> « Unionists hold balance at Westminster », *The Irish Democrat*, mars 1974, p. 1.

<sup>1157</sup> « Counter-revolution in Belfast », *The Irish Democrat*, juin 1974, p. 4. « Why the Loyalists won », *Red Weekly*, 6 juin 1974, p. 2. « N. Ireland: the British dimension », *Peace News*, 7 juin 1974, p. 3.

### 2.3.4. Le mouvement pour la paix : 1976-79

Depuis l'arrivée des troupes en Irlande du Nord, des pacifistes s'étaient rendus dans les quartiers populaires catholiques et protestants afin d'essayer d'améliorer le quotidien des populations<sup>1158</sup>. Différentes initiatives de *community organising* avaient vu le jour, certaines s'inscrivant dans la continuité du mouvement des droits civiques, d'autres tentant de pallier l'isolement et les dégâts matériels engendrés par le conflit : entreprises coopératives, associations de quartiers, garderies, refuges pour personnes en difficultés, mais également des systèmes d'entraide visant à remplacer les services publics dans les enclaves loyalistes et républicaines où les fonctionnaires ne s'aventuraient plus<sup>1159</sup>. Dans plusieurs cas, les pacifistes avaient essayé de se servir de ces projets pour relancer le dialogue et la coopération entre catholiques et protestants, et leur tâche s'était avérée de plus en plus difficile avec la montée des tensions communautaires<sup>1160</sup>.

En 1976, en réaction à la violence des organisations paramilitaires, deux habitantes de Belfast décidèrent de créer un nouveau mouvement pour la paix. Au mois d'août, un membre de l'IRA provisoire fut abattu par l'armée britannique au volant de sa voiture dans le quartier catholique d'Andersonstown. Poursuivant sa trajectoire, le véhicule renversa trois enfants qui moururent sur le coup<sup>1161</sup>. Témoin du drame, Elizabeth Williams (dite Betty) fonda avec la tante des enfants, Mairead Corrigan, l'association *Peace People*. Elles furent bientôt rejointes par le journaliste et ancien *leader* étudiant Ciaran McKeown. Le but de leur organisation était d'établir la paix en obtenant l'arrêt des violences républicaines et loyalistes, identifiant les organisations paramilitaires comme la

---

<sup>1158</sup> « Report from Northern Ireland », *Peace News*, 21 mai 1971, pp. 3, 6. « British civilians and soldiers », *Peace News*, 7 février 1972, p. 5.

<sup>1159</sup> « The Derry work camp », *Peace News*, 10 septembre 1971, p. 7. « Belfast: co-operation and self-help », *Peace News*, 23 février 1973, p. 3. « Bogside: 'Community with power within' », *Peace News*, 23 février 1973, p. 5. « Community work in NI », *Peace News*, 10 janvier 1975, p. 2.

<sup>1160</sup> « British civilians and soldiers », *Peace News*, 7 février 1972, p. 5. « Belfast: co-operation and self-help », *Peace News*, 23 février 1973, p. 3.

<sup>1161</sup> « The demands of peace », *Peace News*, 14 janvier 1977, pp. 9-13.

seule cause du conflit nord-irlandais et affirmant leur soutien aux forces de l'ordre<sup>1162</sup>. Cette position leur valut le soutien du gouvernement britannique, des médias, des principales institutions religieuses ainsi que d'une grande partie de la population<sup>1163</sup>. Le mouvement prit rapidement de l'ampleur, rassemblant des dizaines de milliers de personnes en moins de deux mois à travers les îles britanniques, notamment à Belfast, Derry-Londonderry, Dublin, Newry, Liverpool et Glasgow. Le gouvernement les autorisa même à se réunir à Trafalgar Square alors que toutes les manifestations liées à la situation en Irlande du Nord y étaient interdites, et le 27 novembre 1976, environ 15 000 personnes répondirent à l'appel des *Peace People*. Ce chiffre fut une déception pour les organisateurs, dont les défilés en Irlande dépassaient régulièrement les 20 000 manifestants<sup>1164</sup>. De plus, un groupe important de partisans du TOM était venu clamer leur opposition à la ligne de paix sans condition prônée par l'organisation. Comme le *Sinn Féin* et de nombreux nationalistes, les militants de la gauche radicale affirmaient que la paix ne pourrait être durable sans réelle transformation des institutions politiques. Dans un registre différent, Ian Paisley voyait quant à lui dans le mouvement les manigances de l'Église catholique<sup>1165</sup>.

L'approche des *Peace People* s'inspirait de celle adoptée par le mouvement pour le désarmement nucléaire dans la région, insistant sur son caractère non-confessionnel et apolitique, afin de rassembler le plus largement possible<sup>1166</sup>. Sur ce point, ils parvinrent à briser, le temps de quelques marches, la ségrégation religieuse, emmenant des cortèges mixtes au cœur des enclaves catholiques et protestantes<sup>1167</sup>. En 1977, l'organisation se tourna vers le *community organising* afin de construire une nouvelle culture propice à la réconciliation, basée sur la non-

---

<sup>1162</sup> « Troops Out », *Peace News*, 8 octobre 1976, pp. 6-7.

<sup>1163</sup> « The demands of peace », *Peace News*, 11 février 1977, pp. 8-10.

<sup>1164</sup> « Peace People rally: Trafalgar Square », *Peace News*, 5 novembre 1976, p. 3. « The demands of peace », *Peace News*, 14 janvier 1977, pp. 9-13.

<sup>1165</sup> *Ibid.*

<sup>1166</sup> « Peace People rally », *Peace News*, 3 décembre 1976, p. 3.

<sup>1167</sup> « N Ireland: a sort of unilateralism », *Peace News*, 19 novembre 1976, p. 7.

violence et la coopération. Des projets d'entreprises coopératives, d'aide à la réinstallation de personnes menacées par les groupes paramilitaires et de centres communautaires furent entre autres financés<sup>1168</sup>. Désirant sortir l'Irlande du Nord de l'impasse politique, McKeown mit au point un système de gouvernement alternatif, basé sur le principe de « *community politics* », c'est-à-dire d'engagement à l'échelle locale. La structure des *Peace People* devait servir de modèle, avec un exécutif de vingt membres, une assemblée de délégués issus des branches locales, et un sénat représentant les acteurs extérieurs, comme les organisations syndicales, les services sociaux ou les institutions religieuses<sup>1169</sup>. L'objectif était de se détourner des partis politiques traditionnels et de redonner le contrôle au peuple par le biais d'une approche ascendante. Des divergences parmi les membres, notamment les plus conservateurs, peu réceptifs à ces méthodes radicales, aboutirent à l'abandon de l'expérience. Ces divisions s'aggravèrent avec les querelles sur la gestion financière des *Peace People*, plus particulièrement du fait des sommes importantes accompagnant l'attribution du prix Nobel de la paix 1976 à Williams et Corrigan, aboutissant au déclin du mouvement<sup>1170</sup>.

### 2.3.5. Déclin

#### 2.3.5.1. Fermeture de la structure des opportunités politiques

Le mouvement pour l'auto-détermination de la minorité catholique en Irlande du Nord souffrit de la répression contre les organisations républicaines. Suite aux attentats à la bombe des pubs de Birmingham perpétrés par l'IRA provisoire en novembre 1974, le gouvernement britannique fit voter une nouvelle loi, intitulée *Prevention of Terrorism Act* (1974), destinée à lutter contre le terrorisme en renforçant les pouvoirs de la police pour arrêter, détenir et interroger toute

---

<sup>1168</sup> « A dialogue of hope: Jim Forest and Betty Williams », *Peace News*, 6 mai 1977, p. 6.

<sup>1169</sup> « Community government », *Peace News*, 4 novembre 1977, pp. 8-9.

<sup>1170</sup> « A dialogue of hope: Jim Forest and Betty Williams », *Peace News*, 6 mai 1977, p. 6.

personne suspecte pendant une période initiale de 48 heures, mais pouvant être rallongée jusqu'à sept jours sur autorisation spéciale du ministère de l'Intérieur<sup>1171</sup>. Cette mesure fut utilisée à de nombreuses reprises à l'encontre de journalistes de la presse alternative et de sympathisants de la gauche radicale impliqués dans le mouvement pour l'autodétermination des catholiques, allant parfois jusqu'au harcèlement dans les cas d'arrêts répétés ou de détention pendant des dizaines d'heures<sup>1172</sup>. L'interdiction de manifester à Trafalgar Square à propos de la situation en Irlande du Nord continua après la brève exception accordée aux *Peace People*, donnant lieu à de nouvelles protestations en faveur de la liberté d'expression, également mis à mal par un contrôle gouvernemental de plus en plus draconien des informations distillées par les médias sur le sujet<sup>1173</sup>.

Suite à la série d'échecs des tentatives pour trouver une solution politique au problème, le gouvernement britannique changea d'approche. Une nouvelle stratégie de normalisation de la gestion de la région fut mise en place, consistant à ne plus aborder la situation nord-irlandaise comme un conflit, mais comme un problème de sécurité intérieure. Cette manœuvre consistait à faire passer progressivement l'armée au deuxième plan, tout en redonnant le contrôle aux forces de police locale. Quant aux organisations paramilitaires, leurs membres étaient désormais traités comme des criminels de droit commun, afin de leur ôter toute légitimité politique. Le 1<sup>er</sup> mars 1976, le gouvernement annonça la fin du statut de prisonnier politique accordé aux détenus républicains et loyalistes en 1972, qui les autorisait entre autres à ne pas porter l'uniforme, à ne pas travailler et à se réunir librement<sup>1174</sup>. Le rétablissement de ce statut devint une des

---

<sup>1171</sup> « Fight police state laws », *Red Weekly*, 5 décembre 1974, p. 1.

<sup>1172</sup> « 7 days in the 6 Counties », *Red Weekly*, 15 avril 1976, p. 4. « Northern Ireland: mountain of harassment for mouse size visit », *Peace News*, 25 février 1977, p. 4. « Why Ireland won't go away », *Red Weekly*, 3 février 1977, p. 11. « Terror act claims new victims », *Red Weekly*, 22 mai 1977, p. 11.

<sup>1173</sup> « No news is good news », *Red Weekly*, 13 janvier 1977, p. 11. « 700 hundred years is too much, troops out now », *Red Weekly*, 27 janvier 1977, p. 12.

<sup>1174</sup> « 7 days in the 6 counties », *Red Weekly*, 10 mars 1977, p. 11.

demandes principales du mouvement républicain, culminant avec les grèves de la faim de 1980 et 1981, qui allaient favoriser la montée du *Sinn Féin*<sup>1175</sup>.

Quant au mouvement pour l'auto-détermination des protestants, avec la pérennisation du système de « *direct rule* », la menace de la réunification de l'Irlande semblait reculer. En mai 1977, Ian Paisley tenta d'organiser une grande grève générale afin de demander le retour des institutions politiques telles qu'elles étaient avant le conflit, mais la demande ne trouva qu'un faible écho auprès de la majorité protestante<sup>1176</sup>. Ne parvenant pas à mobiliser suffisamment, la grève s'essouffla rapidement. Cependant, les unionistes radicaux obtinrent tout de même des concessions importantes sur leurs revendications sécuritaires de la part du *Secretary of State for Northern Ireland*, Roy Mason. Lors de son déplacement à Belfast dès les premiers jours de la grève, ce dernier accepta d'allouer plus de moyens et d'augmenter les effectifs des forces de police locales<sup>1177</sup>. L'arrivée de Mason aux affaires nord-irlandaises s'était traduite par une ligne plus sévère et répressive, notamment au niveau des techniques d'interrogatoire utilisées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, avec de nouvelles allégations de torture et de violences physiques<sup>1178</sup>.

L'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher allait également s'accompagner d'une nouvelle escalade dans la répression, du fait de sa campagne de retour à l'ordre public mais aussi à cause de la série d'attentats qui avait entaché le début de son mandat. En mars, le *Northern Irish Secretary* au sein du cabinet fantôme, Airey Neave, fut assassiné. Au mois d'août, des attaques coordonnées entraînèrent la mort d'un cousin de la reine Elizabeth, Lord Mountbatten, et de trois de ses proches, tandis que dix-huit soldats britanniques perdirent la vie dans une embuscade fomentée par l'IRA provisoire. Ces événements furent suivis

---

<sup>1175</sup> « Save them! », *Socialist Challenge*, 30 octobre 1980, p. 1. « The lark », *Socialist Challenge*, 12 mars 1981, p. 4.

<sup>1176</sup> « No to Orange rule, no to British rule », *Red Weekly*, 5 mai 1977, p. 1.

<sup>1177</sup> « The Orange strike for privilege », *Red Weekly*, 12 mai 1977, p. 6.

<sup>1178</sup> « 7 days in the 6 counties », *Red Weekly*, 10 mars 1977, p. 11. « Elizabeth II – Labour's Queen of Orange », *Socialist Challenge*, 11 août 1977, p. 10.

d'une vague d'arrestations sans précédent parmi les sympathisants du mouvement nationaliste irlandais, et par la nomination aux affaires nord-irlandaises d'une équipe favorable à un durcissement de la politique sécuritaire<sup>1179</sup>.

### **2.3.5.2. Impact et conclusion**

Le mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord témoignait d'une volonté de transformation sociale et démocratique d'une partie importante de la population. Au sein de la minorité catholique, le statut constitutionnel de l'Irlande du Nord n'était plus la principale préoccupation, et leurs demandes de réformes étaient soutenues par les modérés de la majorité protestante. Le mouvement pour le désarmement nucléaire avait concrétisé la collaboration prônée par le courant œcuménique, avec la participation des membres du clergé des différentes confessions et le maintien d'une ligne non-partisane afin d'inclure le plus grand nombre. La coopération entre les militants à travers les îles britanniques avait également participé à l'amélioration des relations entre les habitants des deux Irlandes et de la Grande-Bretagne. L'essor du mouvement pour l'égalité raciale avait contribué à attirer l'attention des autorités et de la population sur le problème des discriminations, et la notoriété du mouvement pour les droits civiques pour les noirs américains permit aux militants nord-irlandais d'en adapter l'idéologie et les tactiques à leur propre contexte par le biais d'un processus de diffusion. Les mouvements ouvriers et étudiants entreprirent de forger une alliance en termes de classe en soulignant les intérêts communs des deux communautés. Ainsi, le mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord s'inscrivit dans le sillage des mobilisations précédentes, dont il combinait les principaux aspects, proposant des actions non-violentes et rassemblant autour de revendications égalitaires, relativement modérées, que le gouvernement

---

<sup>1179</sup> « They say law and order we say troops out now », *Socialist Challenge*, 5 avril 1979, p. 1. « Thatcher's Irish ministers: the military men », *Socialist Challenge*, 17 mai 1979, p. 10. « IRSP are targets in terror swoop », *Socialist Challenge*, 31 mai 1979, p. 12. « End the war », *Socialist Challenge*, 30 août 1979, p. 1.

nord-irlandais s'apprêtait à concéder en partie par le biais d'un programme de réformes. Mais la perspective de ces concessions à la minorité catholique déclencha une réaction de rejet catégorique chez les unionistes radicaux. Les confrontations de plus en plus violentes entre les deux groupes polarisèrent la population et favorisèrent la montée des organisations paramilitaires, se posant des deux côtés en défenseurs de leur communauté respective. L'impasse politique et l'escalade de la violence forcèrent le gouvernement britannique à intervenir, d'abord en envoyant les troupes, puis en assumant directement l'administration de la région. Les demandes pour les droits civiques cédèrent bientôt la place à celles pour l'auto-détermination : une part croissante de la minorité catholique se tournait à nouveau vers le nationalisme et l'objectif de la réunification de l'Irlande, tandis que de plus en plus de protestants se soulevaient pour éviter d'être intégrés à la république contre leur gré. En réaction au lourd bilan humain du conflit, un mouvement pour la paix émergea spontanément, tentant de réconcilier les deux communautés et de sortir la région de la crise, rassemblant à nouveau de manière non-confessionnelle et non-partisane. La très grande diversité des points de vue dans ses rangs engendra finalement des divergences sur les méthodes, entraînant le déclin des *Peace People*. Ces mouvements avaient néanmoins réussi à attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation de la minorité catholique, et retour au *statu quo ante bellum* n'était plus envisageable.

Quant à l'impact des mobilisations relatives à la question nord-irlandaise dans la dynamique de contestation des longues années soixante, le recours à la lutte armée entraîna un durcissement de la répression du militantisme sur tout le territoire du Royaume-Uni, et rendit acceptable l'utilisation de méthodes brutales par les autorités, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, les demandes d'auto-détermination des Nord-Irlandais trouvèrent un écho au sein des autres nations celtiques, et galvanisèrent les demandes d'autonomie accrue au pays de Galles et en Écosse.



## 2.4. LES MOUVEMENTS NATIONALISTES GALLOIS ET ECOSSAIS

Les mouvements nationalistes gallois et écossais connurent une forte résurgence dans la période des longues années soixante. Malgré certaines différences, ces deux mouvements prirent leur essor à peu près au même moment, sous l'influence de facteurs similaires. Ils portaient sur un ensemble de revendications très large, à la fois culturelles, linguistiques ainsi que politiques et s'influencèrent mutuellement. Ils seront donc analysés conjointement dans ce chapitre, tout en essayant de rendre justice à leurs spécificités, émanant de leurs contextes historiques propres. On remarque par exemple que le mouvement nationaliste écossais était davantage tourné vers des considérations politiques, tandis que son équivalent gallois donnait la priorité à la défense du patrimoine linguistique et culturel.

Les sources primaires qui serviront de base à l'analyse proviennent de différentes publications. Le magazine *Peace News* consacra un grand nombre d'articles aux avancées de ces mouvements dès les années 1950, en raison des liens existants entre les nationalistes gallois et écossais et le pacifisme, qui seront d'ailleurs étudiés un peu plus loin. Il suivit notamment de très près les actions des militants gallois utilisant des tactiques de désobéissance civile. Le mensuel nationaliste *The Irish Democrat*, destiné à la communauté irlandaise en Grande-Bretagne, accueillit régulièrement dans ses colonnes les écrits des nationalistes gallois et écossais. Il encourageait également ses lecteurs résidant au pays de Galles et en Écosse à soutenir les organisations nationalistes locales. Le journal régional bilingue *Sruth* (mot désignant le courant d'une rivière) publié par l'association de défense du gaélique écossais *An Comunn Gàidhealach* (*Gaelic Association*, fréquemment abrégé en *An Comunn*) s'adressait aux habitants des Highlands et des Hébrides, rapportant les informations à la fois locales et nationales. Le journal de l'université de Glasgow, *The Glasgow University Guardian*,

fera également partie du corpus afin de prendre en compte le rôle joué par les étudiants. Enfin, les diverses publications de la gauche radicale britannique seront aussi examinées pour essayer de replacer les mouvements nationalistes gallois et écossais dans le contexte plus large du cycle de contestation des longues années soixante, au sein duquel ils trouvèrent une résonance particulière, à la croisée des revendications émancipatrices et identitaires, mais aussi des demandes de décentralisation du pouvoir.

Après avoir été conquis au Moyen-Âge par l'Angleterre, le pays de Galles fut complètement assimilé au sein de l'État anglais par le biais des lois *Laws in Wales Acts* de 1536 et 1543. Un sentiment national gallois persista néanmoins, grâce, entre autres, à l'essor des pratiques religieuses d'abord catholiques, puis non-conformistes à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, et à la langue galloise, principalement dans les régions rurales du nord et de l'ouest du territoire, tandis que le sud et l'est du pays s'étaient rapidement anglicisés avec l'industrialisation<sup>1180</sup>. En Écosse, la classe dirigeante avait choisi de mettre un terme à l'indépendance politique du pays en votant l'Acte d'Union de 1707, ce qui lui avait permis de conserver certaines institutions, comme les systèmes juridique et éducatif ou la religion presbytérienne. Ces parcelles de l'État-nation écossais contribuèrent à préserver un sentiment d'appartenance à une entité nationale distincte<sup>1181</sup>. Cependant, l'Écosse n'en était pas pour autant un territoire homogène, et l'identité écossaise différait dans son expression entre un sud industriel, les Lowlands, et les terres agricoles des Highlands au nord. Historiquement, cette division se reflétait également en termes culturels et linguistiques, remontant à l'expansion de l'écossais vernaculaire (*Scots*) au XII<sup>e</sup> siècle dans le sud et l'est du pays, tandis que le gaélique écossais (*Scottish Gaelic, Gàidhlig*) avait perduré dans le nord-ouest,

---

<sup>1180</sup> D. Gareth EVANS, *A History of Wales: 1906-2000*, Cardiff : University of Wales Press, 2000, p. 6. Colin H. WILLIAMS, « Restoring the language », dans Geraint H. JENKINS et Mari A. WILLIAMS (éds), *'Let's Do Our Best for the Ancient Tongue': The Welsh Language in the Twentieth Century*, Cardiff : University of Wales Press, 2000, p. 658.

<sup>1181</sup> Lindsay PATERSON, *The Autonomy of Modern Scotland*, Édimbourg : Edinburgh University Press, 1994, pp. 85-99.

notamment dans certaines vallées des Highlands et dans les Hébrides. À partir de 1707, l'anglais devint la langue du gouvernement et détrôna progressivement l'écossais en tant que langue dominante<sup>1182</sup>.

### **2.4.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux**

#### **2.4.1.1. Création des partis nationalistes dans l'entre-deux-guerres**

Avant la résurgence des nationalismes gallois et écossais dans les longues années soixante, ces deux mouvements avaient déjà connu des phases d'effervescence, tant sur les plans culturel que politique, notamment à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et pendant l'entre-deux guerres. La réorganisation du festival national des arts *Eisteddfod* au pays de Galles en 1880 lui permit de gagner en visibilité et en popularité, entraînant un fort regain d'intérêt pour la culture traditionnelle galloise<sup>1183</sup>. En Écosse, l'association *An Comunn Gàidhealach*, créée en 1891, s'inspira du festival national gallois pour lancer le *Royal National Mòd* célébrant la culture gaélique écossaise<sup>1184</sup>. À la même période, la question de l'autonomie irlandaise dominait les débats parlementaires : elle fit des émules auprès des nationalistes gallois et écossais. Afin de militer pour la création de parlements autonomes, ils fondèrent à leur tour deux organisations favorables au système du *Home Rule* en 1886, *Cymru Fydd* (*Young Wales*) et la *Scottish Home Rule Association*. Face à l'échec de ces campagnes, un nouveau sursaut eut lieu pendant l'entre-deux guerres. L'agitation politique fut également accompagnée d'un véritable bouillonnement culturel. Au pays de Galles, la formation en 1922 de *Urdd Gobaith Cymru* (*Welsh League of Hope*), fédérant la jeunesse galloise, avait pour mission de

---

<sup>1182</sup> Atina L. K. NIHTINEN, « Gaelic and Scots in Devolved Scotland », *Studia Celtica Fennica*, 5, 2008, pp. 69-70.

<sup>1183</sup> Kenneth O. MORGAN, *Rebirth of a Nation: Wales 1880-1980*, Oxford : Oxford University Press, 1981, p. 97.

<sup>1184</sup> « Militancy galvanises the moderate Mòd! », *The Irish Democrat*, décembre 1972, p. 3.

transmettre la culture et la langue galloises à la nouvelle génération. Elle réussit à susciter l'enthousiasme des jeunes Gallois, passant de 5000 adhérents en 1927 à plus de 50 000 en 1934<sup>1185</sup>. En Écosse, l'époque fut qualifiée de « renaissance écossaise » (« *Scottish Renaissance* ») et le poète Hugh MacDiarmid en fut le chantre. Ce dernier écrivit de nombreux textes en écossais, langue à laquelle il fallait selon lui redonner ses lettres de noblesse, et s'attacha à conjuguer critique sociale et nationalisme<sup>1186</sup>. Il fut également un membre fondateur en 1928 du *National Party of Scotland*, parti de gauche prônant l'autodétermination en vue de l'indépendance. Celui-ci devint ensuite le *Scottish National Party* (SNP) après avoir fusionné en 1934 avec le *Scottish Party*, qui était plus à droite et plutôt partisan de l'autonomie au sein du Royaume-Uni<sup>1187</sup>. Depuis sa création, le parti était tiraillé entre les tendances autonomistes et indépendantistes. Ces tensions causèrent une scission en 1942, à la suite de laquelle John MacCormick prit la tête d'une faction partisane du *Home Rule*, tandis que le reste du parti se prononçait en faveur de l'indépendance. La majorité des Écossais semblait pourtant bien plus favorable à la création d'un parlement écossais autonome, comme le démontra en 1949 une pétition nationale recueillant près de deux millions de signatures, soit environ deux tiers de l'électorat<sup>1188</sup>. Quant au parti nationaliste gallois *Plaid Cymru* (*Party of Wales*), créé à l'origine sous l'appellation *Plaid Genedlaethol Cymru* (*National Party of Wales*) en 1925 afin de défendre le patrimoine linguistique et culturel gallois, il commença à formuler explicitement des demandes d'autonomie politique tantôt à l'intérieur de l'Union britannique, tantôt du *Commonwealth*, à partir de 1932<sup>1189</sup>.

---

<sup>1185</sup> Claire CHARLOT, « Plaid Cymru (1925-1979) : nationalisme gallois et dévolution », *Revue française de civilisation britannique*, XIV, no. 1, automne 2006, p. 88.

<sup>1186</sup> Christopher HARVIE, *Scotland and Nationalism: Scottish Society and Politics 1707 to the Present*, Abington : Routledge, 2004, pp. 19-20. « Greatest poet approaches eighty », *The Irish Democrat*, août 1972, p. 3.

<sup>1187</sup> Murray PITTOCK, *The Road to Independence: Scotland since the Sixties*, Londres : Reaktion Books, 2002, p. 55.

<sup>1188</sup> Nathalie DUCLOS, *La dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au pays de Galles : 1966-1999*, Nantes : Éditions du Temps, 2007, p. 39.

<sup>1189</sup> D. Gareth EVANS, *op. cit.*, p. 105.

Comme le SNP, *Plaid Cymru* était favorable à la création d'institutions autonomes au pays de Galles, mais hésitait quant à la nature de leur relation avec Londres.

#### **2.4.1.2. Londres : un centre du pouvoir perçu comme trop lointain**

Parmi les facteurs ayant favorisé la montée des nationalismes, le sentiment d'injustice ressenti par certains Gallois et Écossais ayant l'impression d'être négligés, voire même lésés par les politiques du gouvernement central, contribua à les détourner des partis traditionnels. Si au sortir de la Seconde Guerre mondiale les modes de gestion keynésiens de l'économie ayant permis la mise en place du *Welfare State* et du plein emploi suscitaient l'enthousiasme au pays de Galles comme en Écosse, malgré leurs fortes tendances centralisatrices, les restrictions budgétaires et les plans de restructuration des années suivantes provoquèrent des frustrations. Dans les régions rurales, les promesses d'accès équitable aux services publics qui avaient, entre autres, accompagné la nationalisation des chemins de fer en 1948, cédèrent la place aux annonces de fermeture de gares et de lignes. En 1963, le rapport Beeching préconisa des coupes drastiques, surnommées « *Beeching Axe* », prévoyant de supprimer des milliers de gares et de kilomètres de voies ferrées pour réduire les coûts d'exploitation. Les habitants de l'arrière-pays gallois et des Highlands furent durement frappés par ces mesures, en raison de l'isolement de leurs territoires. Des protestations s'élevèrent aussitôt, habitants et élus locaux organisèrent des campagnes, à l'instar de « *MacPuff* » portée par les *Highlands Vigilantes*<sup>1190</sup>. Un éditorial du journal local *Sruth*, publié par l'association de défense du gaélique écossais *An Comunn*, s'insurgeait contre ces mesures « génocidaires » qui allaient vider les Highlands de leurs habitants : « *Genocide can thus be effected by ensuring that a political environment is set up by remote Government so as to promote what is thought best for a*

---

<sup>1190</sup> « Over to you », *Sruth*, 26 novembre 1970, pp. 4, 8.

*region in pure political terms* »<sup>1191</sup>. Le problème était donc perçu en termes de décalage entre les intérêts du gouvernement central à Londres et ceux de la population locale. La gestion économique prenait le pas sur les conditions de vie des habitants, qui se sentaient sacrifiés au nom d'une logique comptable. Au bout du compte, les militants ne réussirent qu'à gagner un sursis temporaire ou à sauver quelques lignes, comme celle traversant le centre du pays de Galles pour relier Craven Arms à Llanelly<sup>1192</sup>.

Le gouvernement britannique avait pourtant créé des ministères dédiés spécifiquement à la gestion des affaires galloises et écossaises. Le *Scottish Office* avait vu le jour en 1885 avant d'être délocalisé à Édimbourg en 1939, tandis que le *Welsh Office* n'avait été formé que bien plus tard, en 1964. Il avait été établi directement à Cardiff, sur le modèle écossais, bien qu'ayant initialement des pouvoirs et des champs d'action plus restreints. Ces deux institutions avaient respectivement à leur tête le *Secretary of State for Scotland* et le *Secretary of State for Wales*, tous deux membres du cabinet, ayant la double mission d'appliquer les politiques du gouvernement central en Écosse et au pays de Galles, mais aussi de faire valoir les intérêts de ces populations à Londres<sup>1193</sup>. Mais lorsque que les mesures étaient ressenties comme injustes, comme avec les fermetures de gares et de lignes ferroviaires, la faute était rejetée sur les responsables londoniens. Le *Scottish Secretary* était considéré comme un envoyé de Londres approuvant automatiquement les décisions de Whitehall (« *acting as a rubberstamp* »)<sup>1194</sup>. Les candidats nationalistes exploitèrent par la suite ce mécontentement à l'égard d'un gouvernement distant. En 1967, un candidat de *Plaid Cymru* à l'élection partielle de Rhondda West se posait ainsi en porte-parole de la population galloise négligée et manipulée par les partis politiques traditionnels, tous regroupés de manière péjorative sous l'étiquette de « partis londoniens » : « *People have lost*

<sup>1191</sup> « Genocide by legislation », *Sruth*, 26 novembre 1970, p. 2.

<sup>1192</sup> « A campaign that succeeded », *Peace News*, 20 mars 1964, p. 4.

<sup>1193</sup> Nathalie DUCLOS, *La dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au pays de Galles*, op. cit., pp. 14-27.

<sup>1194</sup> « Over to you », *Sruth*, 26 novembre 1970, pp. 4, 8.

*confidence completely in the London parties ; they have lost their vision and principles [...] and electors are fed up with their failures here in Wales* »<sup>1195</sup>. Selon ce type de vision nationaliste, les principaux partis de gouvernement ne se souciaient des intérêts des Gallois et des Écossais qu'à des fins électoralistes, tandis que les partis nationalistes étaient logiquement les mieux placés pour les représenter. Cette perception en termes d'intérêts divergents avait été favorisée par le déclin de l'Empire et l'affaiblissement de l'identité fédératrice britannique.

### **2.4.1.3. Déclin de l'Empire britannique**

La transformation des relations impériales par le biais de la création du *Commonwealth* en 1931, puis des processus de décolonisation, eut des conséquences profondes sur l'identité nationale britannique. Selon l'historienne Linda Colley, elle avait été forgée après l'Union avec l'Écosse en 1707, sous l'influence de trois facteurs principaux : les guerres incessantes avec les puissances catholiques du continent européen – et plus particulièrement avec la France, le dénominateur commun religieux du protestantisme, et enfin, le sentiment impérial émanant des débouchés commerciaux offerts par l'Empire<sup>1196</sup>. Dans la deuxième moitié du vingtième siècle, ces trois aspects avaient, pour le moins, perdu de leur pertinence, fragilisant ainsi l'identité britannique au profit des identités galloise, écossaise et, dans une moindre mesure, anglaise<sup>1197</sup>. Le principe du droit à l'autodétermination des peuples avait été réaffirmé suite aux deux guerres mondiales, d'abord en 1918 avec le discours des « Quatorze points »

---

<sup>1195</sup> « Plaid Cymru's achievement », *Peace News*, 17 mars 1967, p. 10.

<sup>1196</sup> Linda COLLEY, *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, Londres : Pimlico, 2003, p. 8.

<sup>1197</sup> Étant donné la position dominante de l'Angleterre au sein de l'Union britannique, la frontière entre les identités anglaise et britannique était plus floue. Le nationalisme anglais était d'ailleurs très différent des nationalismes gallois ou écossais. Plus marqué à droite, il défendait la souveraineté du parlement britannique et s'opposait fortement à toutes les tentatives de transfert des pouvoirs, vécues comme un affaiblissement, qu'il s'agisse de la dévolution ou de l'entrée dans la Communauté économique européenne, inféodant aux yeux de ses partisans Westminster aux institutions européennes. Ben WELLINGS, « Losing the Peace, Euroscepticism and the foundations of contemporary English nationalism », *Nations and Nationalism*, 16, no. 3, Juillet 2010, pp. 488-505.

(« *Fourteen Points* ») du président américain Woodrow Wilson, puis à nouveau en 1941 avec la Charte de l'Atlantique signée par Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill, dont les grands principes furent repris dans la Charte des Nations Unies en 1945. Pour faire face aux demandes d'émancipation, l'Empire britannique avait amorcé sa transition vers le Commonwealth. En 1931, le Statut de Westminster (1931) reconnaissait explicitement la souveraineté de chaque État membre de la fédération, et instaurait entre eux une égalité de principe. La condition d'allégeance à la Couronne fut supprimée en 1949, afin de permettre aux nouvelles républiques de rester membres ou de rejoindre l'alliance, à l'instar de l'Inde qui ouvrit la voie en 1950<sup>1198</sup>. Les partis nationalistes gallois et écossais virent dans cette fédération de nations égales et souveraines une chance à saisir. Ainsi, le dirigeant de *Plaid Cymru*, Gwynfor Evans, invoquait le droit à la libre détermination du peuple gallois et déclarait lors d'une conférence de presse à Londres en février 1956 :

*Our object is to withdraw from Whitehall altogether. There would be no government for Wales in London at all. We would remain within the Commonwealth. We feel a sense of identity with the peoples of the Commonwealth. [...] There is only one status in the Commonwealth for free nations [...] and the Party's aim is to attain that status for Wales.*<sup>1199</sup>

Evans souhaitait donc que le pays de Galles se défasse de la tutelle de Londres, et devienne un État indépendant au sein du Commonwealth. L'évolution de la constitution du SNP témoignait d'une ambition similaire, avec une importance primordiale accordée à la restauration de la souveraineté de l'Écosse dès 1943, puis une demande claire d'indépendance et d'intégration du Commonwealth dans le texte rédigé en 1967<sup>1200</sup>. La décolonisation signifiait

<sup>1198</sup> Mélanie TORRENT, « A Commonwealth Approach to Decolonisation », *Études anglaises*, 65, no. 3, 2012, p. 352.

<sup>1199</sup> « Report on the Welsh Nationalists V: Plaid Cymru looks to the future », *Peace News*, 24 février 1956, p. 4.

<sup>1200</sup> Nathalie DUCLOS, « The Idiosyncrasies of Scottish National Identity », dans A. MILNE et R. R. VERDUGO (dirs), *National Identity: Theory and Research*, Charlotte (Caroline du Nord) : Information Age Publishing, 2016, p. 100.

également que le rôle de grande puissance du Royaume-Uni était en train de perdre de son influence sur la scène internationale, un processus qui devint manifeste avec la crise du canal de Suez en 1956. L'incident acquit une dimension symbolique, et de nombreuses voix s'élevèrent à travers le pays pour dénoncer les velléités impérialistes du gouvernement. Le cadre anti-impérialiste des mouvements de libération nationale trouva d'ailleurs un écho auprès de certains nationalistes gallois et écossais, qui l'appliquèrent à leur propre situation, comme cela sera démontré plus loin.

## **2.4.2. Influence des autres mouvements et phase modérée : 1956-1966**

### **2.4.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire**

Le mouvement pour le désarmement nucléaire vint renforcer le lien déjà existant entre les nationalismes gallois et écossais, et le mouvement pacifiste. Lors de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux nationalistes gallois et écossais s'étaient déclarés objecteurs de conscience. Ils arguaient du fait que l'entrée en guerre et la conscription avaient été imposées à leur peuple sans consultation<sup>1201</sup>. *Plaid Cymru* proclama ainsi la neutralité du pays de Galles pendant le conflit, afin de raviver le sentiment d'identité nationale galloise que ses dirigeants jugeaient menacé par le militarisme ambiant. Certains d'entre eux furent même emprisonnés pour s'être opposés à la conscription, à l'instar de Gwynfor Evans, avant qu'il ne devienne le dirigeant de *Plaid Cymru* en 1945<sup>1202</sup>. À l'instar de nombreux autres nationalistes gallois, il rejoignit les rangs du mouvement pour le désarmement nucléaire, prenant clairement position à travers son parti. Dès le début de l'année 1958, *Plaid Cymru* lança sa propre campagne contre la fabrication

---

<sup>1201</sup> « Report on the Welsh Nationalist I: Welsh Nationalism and peace », *Peace News*, 20 janvier 1956, pp. 2, 6. Murray PITTOCK, *op. cit.*, p. 56.

<sup>1202</sup> « The Plight of England's first colony », *Peace News*, 4 février 1956, p. 4.

et l'utilisation des armes de destruction massive sur toute l'étendue du territoire gallois<sup>1203</sup>. Même les figures du nationalisme culturel prirent part au mouvement, comme l'archidruide<sup>1204</sup> William Morris dont la signature figurait en tête d'une pétition contre la bombe à hydrogène lancée lors de l'*Eisteddfod* de Llangefni en 1957<sup>1205</sup>. En Écosse, les militants pour le désarmement nucléaire décidèrent de former leur propre organisation, le *Scottish Council for Nuclear Disarmament* (SCND) en avril 1958 plutôt que d'intégrer la CND, perçue comme un organisme « anglais », mais avec lequel ils étaient tout de même disposés à coopérer<sup>1206</sup>. Le mouvement comptait également des nationalistes notoires tels que Roland Muirhead et Oliver Brown du *Scottish National Congress* – groupe d'autonomistes partisans de l'action directe – ou encore la jeune Isobel Lindsay, future candidate pour le SNP à l'élection de 1970<sup>1207</sup>.

Dès 1959, la branche de Glasgow de la SCND commença à organiser une marche annuelle, bientôt qualifiée d'« Aldermaston écossais » (« *Scotland's Aldermaston* »), au mois de mai pour ne pas faire ombre à la grande marche de Pâques en Angleterre. Le mouvement s'amplifia après que le Premier ministre Macmillan eût annoncé, en novembre 1960, qu'une base militaire américaine serait établie au Holy Loch pour accueillir des sous-marins lanceurs de missiles nucléaires Polaris. La nouvelle suscita immédiatement une forte opposition au sein de la population écossaise<sup>1208</sup>. Militants pour le désarmement nucléaire et nationalistes joignirent leurs forces pour protester contre le projet, réunissant

---

<sup>1203</sup> « All-Wales campaign against nuclear weapons », *Peace News*, 7 mars 1958, p. 2.

<sup>1204</sup> L'archidruide préside les cérémonies de l'*Eisteddfod*. Il est élu pour une durée de trois ans et devient le représentant le plus éminent de la culture traditionnelle galloise.

<sup>1205</sup> « Arch Druid heads H-bomb petition », *Peace News*, 16 août 1957, p. 8.

<sup>1206</sup> « Scottish campaign against the bomb », *Peace News*, 15 avril 1958, p. 3.

<sup>1207</sup> « Few students on the march », *The Glasgow University Guardian*, 13 mai 1960, p. 1. « 3,000 on Scots' Aldermaston », *Peace News*, 20 mai 1960, p. 3. « Clear road for Glasgow sit-down », *Peace News*, 19 janvier 1962, p. 12.

<sup>1208</sup> « Polaris base: 'Scotland seething with opposition' – Emrys Hughes, MP », *Peace News*, 11 novembre 1960, p. 1. « Polaris danger », *The Irish Democrat*, décembre 1960, p. 2.

plusieurs milliers de personnes lors des manifestations à Glasgow<sup>1209</sup>. À la suite du rassemblement clôturant la marche d'Aldermaston à Londres au début du mois d'avril 1961, un cortège de manifestants entama un long périple jusqu'au Holy Loch, où ils arrivèrent à la fin du mois de mai 1961. À leur arrivée à la frontière écossaise, ils furent accueillis par un groupe de joueurs de cornemuses (*pipe band*) – tradition musicale tirant ses origines de la culture gaélique écossaise (voir annexe 27)<sup>1210</sup>. La présence régulière des *pipe bands* en tête des défilés anti-Polaris témoignait du lien entre l'opposition à la base américaine et le sentiment national. Aux yeux des nationalistes, l'origine du problème était l'absence d'institutions représentant le peuple écossais, argument résumé dans le slogan « *Home Rule for Scotland – Polaris Must Go* »<sup>1211</sup>. Malgré le caractère non-violent des actions des manifestants, les *sit-ins* répétés et les tentatives d'abordage des sous-marins et autres navires militaires furent parfois brutalement réprimés par les autorités<sup>1212</sup>.

De leur côté, les militants gallois organisèrent également leur propre version de la marche d'Aldermaston à Londres, longue d'une trentaine de kilomètres, partant de Criccieth pour rejoindre Blaenau Ffestiniog, au nord-ouest du pays de Galles. Leur opposition aux armes nucléaires était éthique, mais attestait également de leur conviction que ces choix politiques étaient imposés aux Gallois contre leur gré. Un communiqué de *Plaid Cymru* déclarait ainsi en 1958 :

*There is no conceivable argument by which the use of nuclear weapons can be justified. [...] We believe it to be the duty of Wales to voice unmistakably her convictions in this matter, emphasising the critical*

<sup>1209</sup> « Polaris base on Holy Loch: 'We work unceasingly for its withdrawal' – Glasgow marchers », *Peace News*, 25 novembre 1960, p. 12. « Glasgow's big day », *Peace News*, 24 février 1961, p. 12.

<sup>1210</sup> « March on Holy Loch starts on Monday », *Peace News*, 31 mars 1961, p. 12. « Whitsun at the Holy Loch », *Peace News*, 12 mai 1961, p. 1.

<sup>1211</sup> « Scots rally at the Holy Loch », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 12. « Action at the Holy Loch », *Peace News*, 8 septembre 1961, pp. 5-8.

<sup>1212</sup> « Principles, strategy and tactics at the Holy Loch », *Peace News*, 26 mai 1961, p. 4. « Action at the Holy Loch », *Peace News*, 8 septembre 1961, pp. 5-8. « 142 arrested at Holy Loch », *Peace News*, 15 juin 1961, p. 12.

*necessity for a Welsh government to give true expression to what our people really feel. We believe that international relations should be based not on insane threats but on co-operation. That is why we uphold the principle of self-government for every nation and that is why we oppose nuclear armaments.*<sup>1213</sup>

Cette idéologie nationaliste reposait donc sur des convictions morales intimement liées aux principes pacifistes : la création d'institutions représentant le peuple gallois permettrait à ce dernier d'exprimer son rejet des bombes nucléaires, et la reconnaissance de la souveraineté des nations permettrait de garantir la paix à l'échelle internationale en instaurant des rapports basés sur la coopération, plutôt que sur la dissuasion et l'impérialisme militaire des superpuissances. La même logique justifiait encore le choix de tactiques non-violentes, voire même de désobéissance civile, que l'on retrouverait ensuite chez de nombreux militants nationalistes. Si la loi est considérée comme injuste, alors s'y opposer devient une obligation morale : c'est pour cette raison que Gwynfor Evans, également élu au *Camarthenshire County Council*, voulait refuser de verser la contribution de la région au budget de la défense civile<sup>1214</sup>. Cependant, l'ambition de respectabilité de *Plaid Cymru* poussa le parti à rejeter officiellement toute tactique illégale lors de sa conférence annuelle en 1961. D'autres groupes nationalistes, très populaires auprès des étudiants, poursuivirent directement dans le sillage du C100, organisant des *sit-ins* bloquant le trafic sur la voie publique ou commettant encore nombres d'infractions susceptibles de promouvoir leur cause<sup>1215</sup>.

---

<sup>1213</sup> « All-Wales campaign against nuclear weapons », *Peace News*, 7 mars 1958, p. 2.

<sup>1214</sup> « County Council lead agaisnt Civil Defence contribution », *Peace News*, 5 août 1960, p. 9.

<sup>1215</sup> « Further actions », *Peace News*, 15 décembre 1961, pp. 10-11. « Sit-down in Wales », *Peace News*, 8 décembre 1963, p. 12.

### 2.4.2.2. Le mouvement étudiant

Les étudiants furent très actifs au sein des mouvements nationalistes gallois et écossais, à la fois dans les associations défendant le patrimoine linguistique et culturel, mais aussi au niveau politique. Ils furent à l'origine de la formation de certaines organisations nationalistes déterminantes. La *Glasgow University Student Nationalist Association* (GUSNA) fut fondée en 1927 par, entre autres, John MacCormick – alors étudiant à l'université, et ses membres participèrent ensuite à la création du *National Party of Scotland*, ancêtre du SNP, l'année suivante<sup>1216</sup>. La GUSNA était davantage préoccupée par la dimension politique du nationalisme écossais, la culture traditionnelle gaélique étant déjà le domaine de la *Ossianic Society*, qui l'avait précédée de près d'un siècle<sup>1217</sup>. Elle militait en faveur d'un parlement écossais autonome et contribua à promouvoir cette cause à travers les débats organisés à l'université, mais aussi par le biais de la nomination de candidats nationalistes à la fonction de recteur, à l'instar de John MacCormick qui occupa ce poste entre 1950 et 1953<sup>1218</sup>. Quatre étudiants glaswégiens réussirent à cette époque un coup d'éclat qui raviva le sentiment national écossais : ils réussirent à subtiliser la pierre de la Destinée (*Stone of Destiny*) de l'abbaye de Westminster, le soir de Noël 1950. Cette pierre était un symbole historique de la souveraineté de l'Écosse, sur laquelle ses monarques avaient été couronnés, jusqu'à ce qu'elle ne soit dérobée en 1296 par les Anglais. Après avoir caché la pierre pendant quelque temps, les étudiants, avec le soutien de John MacCormick, l'apportèrent aux ruines de l'abbaye d'Arbroath en avril 1951, où avait été rédigée la déclaration d'indépendance de 1320. L'euphorie du peuple écossais fut de courte durée. Les autorités ramenèrent la pierre à Londres,

---

<sup>1216</sup> « Letters to the editor », *The Glasgow University Guardian*, 20 novembre 1959, p. 2.

<sup>1217</sup> « Forward the Ossianic », *The Glasgow University Guardian*, 23 janvier 1959, p. 1.

<sup>1218</sup> « Dr. John », *The Glasgow University Guardian*, 27 octobre 1961, p. 6.

ce qui ne manqua pas de soulever l'indignation<sup>1219</sup>. Par la suite la GUSNA gagna en popularité dans les années soixante et vit le nombre de ses adhérents tripler entre 1959 et 1966<sup>1220</sup>. Les étudiants nationalistes des différentes universités écossaises formèrent la *Federation of Nationalist Students* en 1961, afin de coordonner leurs activités. L'organisation fut rapidement reconnue par le SNP comme son aile étudiante, bien qu'elle restât autonome<sup>1221</sup>.

Quant aux étudiants gallois, ils répondirent à l'appel de l'un des principaux fondateurs de *Plaid Cymru*, l'écrivain et spécialiste de langue galloise Saunders Lewis, lors de son discours radiophonique « *Tynged yr Iaith* » (« *The Fate of the Language* »), le 13 février 1962. Lewis considérait qu'empêcher le déclin du gallois devait être la priorité absolue des nationalistes. Le sujet était loin d'être dénué de considérations politiques puisque l'utilisation du gallois dans les documents officiels avait été proscrite suite aux *Laws in Wales Acts* de 1536 et 1542. Lewis exhortait ses compatriotes à former un mouvement de désobéissance civile qui forcerait le gouvernement à conférer au gallois le statut de langue officielle, à égalité avec l'anglais<sup>1222</sup>. Les étudiants de l'antenne d'Aberystwyth de l'université fédérale du pays de Galles le prirent au mot. Au mois d'août 1962, ils fondèrent *Cymdeithas yr Iaith Gymraeg* (CIG, *Welsh Language Society*), dont le but était d'obtenir la reconnaissance du gallois comme langue officielle du pays de Galles, et ce, dans tous les aspects de la vie courante. La CIG n'était pas une organisation exclusivement étudiante : elle comptait aussi dans ses rangs quelques universitaires et des militants extérieurs au milieu. Cependant la très grande

---

<sup>1219</sup> « Ten years ago: 'The tale of the wee magic stane' », *The Glasgow University Guardian*, 9 décembre 1960, pp. 4-5.

<sup>1220</sup> « Letters to the editor », *The Glasgow University Guardian*, 20 novembre 1959, p. 2. « Scottish Nationalist Association », *The Glasgow University Guardian*, 18 octobre 1966, p. 3.

<sup>1221</sup> « Scottish Nationalists in conference », *The Glasgow University Guardian*, 23 février 1962, p. 1. « Scottish Nationalist Club rejoins FSN », *The Glasgow University Guardian*, 7 février 1966, p. 5.

<sup>1222</sup> Saunders LEWIS, « The Fate of the Language », discours radiophonique, 13 février 1962 [en ligne], [consulté le 28 avril 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://morris.cymru/testun/saunders-lewis-fate-of-the-language.html>>.

majorité de ses membres avait moins de trente ans<sup>1223</sup>. Leur première action, en février 1963, fut d'organiser un *sit-in* bloquant le trafic d'un pont d'Aberystwyth dans le but de se faire arrêter par les forces de l'ordre. L'initiative fut finalement interrompue au bout d'une heure lorsqu'un groupe hostile s'en prit aux manifestants<sup>1224</sup>. Le principe était de commettre une infraction mineure afin de recevoir une assignation à comparaître en justice, puis de demander à ce que le document soit rédigé en gallois, faute de quoi le prévenu ne se présenterait pas devant les magistrats. La même logique fut appliquée aux factures d'électricité, de téléphone ainsi qu'à un très large éventail de documents officiels. La CIG lança également une campagne contre les bureaux de poste, qui se retrouvèrent régulièrement tapissés d'autocollants et d'affiches en gallois appelant à utiliser la langue traditionnelle<sup>1225</sup>. Si les techniques employées par les militants de la CIG étaient alors relativement modérées, elles seraient en revanche beaucoup plus radicales lors de la décennie suivante. En 1966, les mouvements nationalistes gallois et écossais étaient sur le point de devenir des mouvements de masse, grâce à une impulsion donnée par le mouvement ouvrier.

### **2.4.2.3. Le mouvement ouvrier**

Un des arguments phare des mouvements nationalistes gallois et écossais était que ces deux territoires souffraient de problèmes spécifiques, qui devaient donc faire l'objet d'un traitement différencié. Des taux de chômage plus élevés étayaient ces analyses : 2,9% pour l'Écosse et le pays de Galles contre seulement 1,3% pour l'Angleterre en 1966<sup>1226</sup>. Ces chiffres étaient perçus comme le symptôme de l'échec de politiques gouvernementales accusées de favoriser les travailleurs anglais. Un étudiant de la GUSNA résumait la situation ainsi :

---

<sup>1223</sup> « The Welsh Language Society », *Sruth*, 2 novembre 1967, p. 6.

<sup>1224</sup> « Sit-down in Wales », *Peace News*, 8 décembre 1963, p. 12. « The Welsh Language Society », *Sruth*, 18 septembre 1969, p. 11.

<sup>1225</sup> « The Welsh Language Society », *Sruth*, 2 novembre 1967, p. 6.

<sup>1226</sup> Ian McALLISTER et Richard ROSE, *United Kingdom Facts*, Londres : Palgrave Macmillan, 1982, p. 158.

*There are many grievances which Scotland could air over her treatment by the overlords from the south. The question of unemployment is one which comes to mind as something deserving not only consideration but immediate attention: the rate of unemployment in Scotland is more than twice the rate of England, and in some districts it is very much higher.*<sup>1227</sup>

Les nationalistes gallois partageaient ce diagnostic. Un des organisateurs de *Plaid Cymru* pour la campagne de l'élection partielle de Rhondda West, en mars 1967, expliquait par exemple que les intérêts des Gallois étaient sacrifiés par la classe dirigeante basée à Londres, et s'appuyait sur une comparaison des taux de chômages pour le prouver<sup>1228</sup>.

Les demandes pour la décentralisation du pouvoir de Londres vers le pays de Galles et l'Écosse devaient redresser ces torts en permettant à des institutions autonomes de prendre les décisions adaptées aux besoins spécifiques des Gallois et des Écossais. Elles trouvèrent un écho avec les revendications pour le contrôle ouvrier, qui demandaient également que le processus de décision soit rapproché au plus près des personnes concernées. Les initiatives du nationaliste écossais Tom McAlpine, à l'origine de la création des coopératives de production *Factories for Peace*<sup>1229</sup>, avaient été guidées par ce principe. Elles représentaient de surcroît des tentatives de solution locale au chômage dans des régions industrielles fortement touchées : la périphérie de Glasgow et la vallée d'Onllwyn au sud du pays de Galles. McAlpine avait été inspiré par le projet philanthropique de New Lanark de l'industriel gallois Robert Owen, remontant au début du XIX<sup>e</sup> siècle, en hommage à qui il avait nommé son entreprise *Rowen Engineering Company*. William Wolfe (dit « Billy »), d'abord vice-président du SNP de 1966 à 1969, puis président jusqu'en 1979, avait d'ailleurs sponsorisé la branche de Glasgow<sup>1230</sup>.

---

<sup>1227</sup> « Nationalism in Scotland today: 'Where do we go from here?' », *The Glasgow University Guardian*, 27 octobre 1961, p. 4.

<sup>1228</sup> « Plaid Cymru's achievement », *Peace News*, 17 mars 1967, p. 10.

<sup>1229</sup> Voir le chapitre sur le mouvement ouvrier.

<sup>1230</sup> « Welsh peace factory launches appeal », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 12. « Scotland: 'Self-government by the 70's' », *Peace News*, 17 juin 1966, p. 10.

Lors de sa conférence annuelle en juin 1966, la première résolution votée par le SNP fut dédiée au contrôle ouvrier : « *for state support of industrial initiative and the promotion experimentally of schemes of employee ownership and control of enterprises* »<sup>1231</sup>. Au même moment, l'*Institute for Workers Control* tenait son premier grand rassemblement, témoignant de l'essor des idées autogestionnaires au sein du mouvement ouvrier<sup>1232</sup>. *Plaid Cymru* revendiquait également l'influence de Robert Owen, plaçant le modèle autogestionnaire parmi les objectifs de son programme économique dès les années 1950<sup>1233</sup>. Une déclaration de principe en 1967 vint réaffirmer l'engagement du parti en faveur des idéaux de la démocratie industrielle : « *Workers should be given the opportunity to participate as far as possible in the control of industries in which they are employed* »<sup>1234</sup>.

Avec ce type de discours, les partis nationalistes se plaçaient alors à la gauche du Parti travailliste. Ce dernier s'était imposé comme le parti dominant au pays de Galles depuis 1922, et en Écosse depuis 1959<sup>1235</sup>. Mais à partir de la deuxième moitié de l'année 1966, les partis nationalistes gallois et écossais, jusque-là relativement marginaux sur la scène politique, connurent une forte croissance. Après la réélection des travaillistes en mars 1966, le gouvernement Wilson était intervenu directement dans le conflit opposant les marins à leurs employeurs, afin d'éviter que ces derniers ne cèdent, et n'enfreignent le plafond de hausse des salaires établi pour lutter contre l'inflation. La gestion intransigeante de cette crise rendit le gouvernement très impopulaire dans les milieux de gauche, et engendra un sentiment de désillusion. Juste après la fin de la grève, en juillet 1966, Gwynfor Evans remporta l'élection partielle de Carmarthen, obtenant le premier siège parlementaire de l'histoire de *Plaid Cymru*.

---

<sup>1231</sup> « Scotland: 'Self-government by the 70's», *Peace News*, 17 juin 1966, p. 10.

<sup>1232</sup> Centre for Socialist Education, *op. cit.*, p. 2.

<sup>1233</sup> « Report on the Welsh Nationalists IV: Toward a co-operative democracy », *Peace News*, 17 février 1956, p. 4.

<sup>1234</sup> « Plaid Cymru's achievement », *Peace News*, 17 mars 1967, p. 10.

<sup>1235</sup> On notera toutefois qu'en 1959 les conservateurs obtinrent plus de votes que les travaillistes en Écosse (47,2% des suffrages contre 46,7%), même si ces derniers remportèrent plus de sièges (38 députés travaillistes élus contre 31 conservateurs). Ian MCALLISTER et Richard ROSE, *op. cit.*, pp. 86-88.

Encore trois mois auparavant, le candidat nationaliste était donné largement perdant par les sondages, qui annonçaient une victoire travailliste avec plus de 9000 voix d'avance. Evans recueillit pourtant 16 179 suffrages, devançant son principal adversaire de près de 2500 voix<sup>1236</sup>. La période de la campagne électorale avait coïncidé exactement avec la grève des marins, entamée le 16 mai, soit deux jours après la mort de Megan Lloyd George, la députée travailliste fille du Premier ministre libéral David Lloyd George, occupant précédemment ce poste<sup>1237</sup>. Un des conseillers d'Evans attribuait sa victoire à la conduite autoritaire de Wilson, qui avait fortement déplu aux mineurs de la circonscription, les détournant ainsi de leur parti de prédilection<sup>1238</sup>. Ce succès ne profita pas seulement à *Plaid Cymru*, mais aussi au SNP, dont le nombre d'adhérents doubla entre juin 1966 et 1967, passant de près de 30 000 à 60 000<sup>1239</sup>. Il était désormais le premier parti d'Écosse en termes d'effectifs, comme son président, Arthur Donaldson, ne manqua pas de le souligner dans son discours à la conférence annuelle du parti en juin 1967 : « *I welcome you not just as the representatives of one of Scotland's major parties, but as Scotland's largest party* »<sup>1240</sup>. Lors d'une nouvelle élection partielle en novembre 1967, la candidate nationaliste Winnifred Ewing (dite « Winnie ») conquiert le fief travailliste de Hamilton, forçant l'ensemble de la classe politique à aborder le sujet de la dévolution<sup>1241</sup>.

#### **2.4.2.4. Le mouvement pour l'égalité raciale**

Suite aux vagues de décolonisation, le cadre anti-impérialiste associé aux mouvements de libération nationale ne tarda pas à être appliqué à l'Écosse et au

---

<sup>1236</sup> « Plaid Cymru's victory in Camarthen », *Peace News*, 12 août 1966, p. 3.

<sup>1237</sup> « We are determined says Bill Hogarth », *The Seaman*, 20 mai 1966, p. 1. « Plaid Cymru's victory in Camarthen », *Peace News*, 12 août 1966, p. 3.

<sup>1238</sup> « Plaid Cymru's victory in Camarthen », *Peace News*, 12 août 1966, p. 3.

<sup>1239</sup> « SNP strides ahead », *Peace News*, 12 août 1966, p. 3.

<sup>1240</sup> « SNP now biggest in Scotland », *Peace News*, 23 juin 1967, p. 12.

<sup>1241</sup> « Zeitgeist », *Sruth*, 14 décembre 1967, p. 4.

pays de Galles par les militants nationalistes. Lors d'une conférence de presse à Londres en 1956, Gwynfor Evans affirmait la solidarité de son parti avec les peuples luttant pour leur émancipation du joug colonial. Il établissait un parallèle entre la situation de ces derniers, et le mouvement nationaliste gallois, arguant que le pays de Galles avait été traité comme une colonie par l'Angleterre. Selon lui, la conquête militaire avait été suivie par des processus de subjugation politique, d'exploitation économique et d'assimilation culturelle<sup>1242</sup>. Ce discours faisait suite à l'annonce du projet de lac artificiel de la *Liverpool Corporation* qui devait inonder toute la vallée de Tryweryn, au nord-ouest du pays de Galles, rayant de la carte le petit village de Capel Celyn. Le but était d'alimenter en eau la ville de Liverpool, mais ces desseins furent perçus comme une violation du territoire national par de nombreux Gallois, suscitant une forte opposition au sein de la population locale. Le village de Capel Celyn était présenté par les militants comme un des rares écrins d'une culture traditionnelle galloise de plus en plus menacée<sup>1243</sup>. Evans analysait le problème en termes de domination politique, permettant l'exploitation des ressources naturelles du pays de Galles par l'Angleterre : « *As long as English law permits it, and as long as English government sanctions it, any violation of Wales by an alien body is fully legal and constitutional. For Wales is part of England, and English law prevails here* »<sup>1244</sup>. Lors de la conférence annuelle de *Plaid Cymru* en 1957, les délégués votèrent à l'unanimité une résolution déclarant que les ressources naturelles du territoire appartenaient au pays de Galles, et non à l'Angleterre, réaffirmant au passage la nécessité d'obtenir un parlement autonome pour les préserver<sup>1245</sup>. Malgré la résistance de la population, le barrage fut terminé en 1965, et d'autres projets similaires virent le jour pour

---

<sup>1242</sup> « The Plight of England's first colony », *Peace News*, 4 février 1956, p. 4.

<sup>1243</sup> « Seizure of Welsh valley protest », *Peace News*, 30 mars 1956, p. 3. « Disastrous to Welsh way of life », *Peace News*, 7 juin 1957, p. 3.

<sup>1244</sup> « 4,000 pledge defence of Welsh valley », *Peace News*, 12 octobre 1956, pp. 1, 7.

<sup>1245</sup> « Fight for Tryweryn must go on », *Peace News*, 16 août 1957, p. 5.

approvisionner la ville de Birmingham<sup>1246</sup>. Les nationalistes écossais eurent recours au même cadre de diagnostic dénonçant l'impérialisme anglais, à la fois sur les plans culturel, économique et politique<sup>1247</sup>. En octobre 1964, un tract de campagne du SNP élaboré par Billy Wolfe comparait les situations de l'Écosse et du Nyassaland (nom colonial du Malawi), qui venait d'obtenir son indépendance : « *Nyassaland now has independence – what about Scotland – but of course Scotland is a profitable colony. So long as we are a nation of labourers in our own land we will remain England's last satellite* »<sup>1248</sup>.

D'autres rapprochements furent établis avec les populations noires et amérindiennes. Certains nationalistes écossais comparaient ainsi le sort des Premières nations du Canada, où de nombreux Écossais avaient d'ailleurs émigré, et celui des autochtones en Écosse :

*[...] many of the problems confronting the Indian peoples are shared by Scots at home; though sometimes differing in degree the problems in kind are very similar – the wilful suppression of political and economic freedom, destruction of culture and language, demoralisation and disease induced through the consumption of alcohol, tobacco and other drugs, high hospitalisation and suicide rates, poor housing (though conditions in the Scottish Council ghettos are a general improvement on those of Canadian Government Reservations).*<sup>1249</sup>

Si cette description caricaturale pouvait paraître fallacieuse, sa force de propagande avait pour but d'éveiller un sentiment d'injustice chez la population afin de la convaincre de la nécessité de s'affranchir des institutions politiques britanniques. L'utilisation de l'expression « colons blancs » (« *white settlers* ») pour renvoyer aux Anglais résidant au pays de Galles et en Écosse reprenait la même analogie. En 1969, un des fondateurs de la CIG, Gareth Miles, décrivit les contre-manifestants anglais de la campagne « *The Real Voice of Wales* », s'opposant à

<sup>1246</sup> « Defending Welsh valleys », *Peace News*, 29 novembre 1963, p. 3.

<sup>1247</sup> « Scotland: 'Self-government by the 70's », *Peace News*, 17 juin 1966, p. 10. « Shackles on Scottish culture », *The Irish Democrat*, juin 1973, p. 3.

<sup>1248</sup> Billy WOLFE, *Scotland Lives: The Quest for Independence*, Édimbourg : Reprographia, 1973, p. 53.

<sup>1249</sup> « Ballyhoo of Royal publicity », *The Irish Democrat*, août 1973, p. 3.

l'éducation bilingue gallois-anglais dans les écoles, par le biais de ce prisme d'analyse. Aux yeux de ces derniers, la « vraie voix du pays de Galles » s'exprimait en anglais, accusant le mouvement nationaliste gallois d'être rétrograde. Afin d'inverser cette rhétorique, Gareth Miles les qualifia à son tour de « *white settlers* », faisant ainsi basculer le nationalisme gallois du côté des forces progressistes<sup>1250</sup>. L'usage de cette métaphore se répandit également en Écosse, notamment en référence au nombre croissant d'Anglais propriétaires d'une maison secondaire : « *In the last few years, however, a new layer of English occupation has been generated – thanks to the treacherous holiday homes schemes of the Highlands and Islands Development Board – and referred to as 'the white settlers'* »<sup>1251</sup>. L'influence anglaise était vue comme une menace pour les cultures traditionnelles, à la fois du fait de la présence d'habitants anglais mais aussi du fait de la domination culturelle, reposant entre autres sur la langue, les médias, les systèmes éducatifs ainsi que sur l'aspect plus pernicieux de la perception identitaire. S'inspirant des théories du courant du *Black Power*, un des dirigeants de la CIG, Ffred Ffransis, condamnait l'intériorisation par le peuple gallois de la vision négative des Anglais à leur égard. Celle-ci induisait selon lui un manque de confiance dans la capacité du pays de Galles à prendre en main son destin, ainsi qu'un sentiment de honte envers leur culture, leur langue et plus généralement leur identité : « *our people lack self-confidence [...] and feel dependent upon England. A similar feeling could be seen among the American negroes until recently – ashamed of their own people and anxious to imitate the whites* »<sup>1252</sup>. Ces similarités justifiaient donc l'adoption du même cadre de pronostic, appelant à la révolution culturelle pour restaurer un sentiment de fierté nationale. Si l'on trouvait des arguments semblables chez certains nationalistes écossais, pour de nombreux nationalistes gallois, la sauvegarde de la culture traditionnelle galloise était la condition *sine qua non* de l'autonomie politique<sup>1253</sup>.

---

<sup>1250</sup> « Minorities must not succeed », *Sruth*, 20 février 1969, p. 4.

<sup>1251</sup> « White settlers oppose developments in Scotland », *The Irish Democrat*, octobre 1973, p. 3.

<sup>1252</sup> « The steps of the revolution in Wales », *Peace News*, 20 avril 1973, p. 3.

<sup>1253</sup> *Ibid.* « Shackles on Scottish culture », *The Irish Democrat*, juin 1973, p. 3.

### 2.4.2.5. Le mouvement contre la guerre du Vietnam

Le mouvement contre la guerre du Vietnam contribua à la large diffusion du cadre anti-impérialiste, grâce, notamment à sa grande popularité auprès de la nouvelle génération de militants. Les *Young Socialists*, partisans de la première heure d'une victoire des insurgés vietnamiens contre la puissance américaine, débattirent longuement sur la pertinence d'une analyse anti-impérialiste appliquée à la situation écossaise. Dans les colonnes d'une de leurs publications, *Keep Left*, de nombreuses lettres furent échangées entre militants écossais et anglais, en désaccord sur le sujet. Les membres des branches d'Édimbourg et de Glasgow avaient tendance à considérer les symptômes de l'exploitation capitaliste comme une manifestation de l'impérialisme anglais, tandis que les adhérents des branches anglaises affirmaient que l'Écosse avait été intégrée économiquement au reste du Royaume-Uni, réfutant la thèse du traitement préférentiel accordé à l'Angleterre. Ces derniers voyaient le nationalisme écossais comme une force réactionnaire, résultant des tentatives des classes moyennes supérieures de manipuler la classe ouvrière<sup>1254</sup>. En mai 1967, les *Young Socialists* organisèrent à Édimbourg une grande conférence sur le marxisme, réunissant des militants venus de tout le territoire écossais. Lorsque la question du nationalisme écossais fut abordée, les militants décidèrent de soutenir le point de vue marxiste et d'accorder la priorité à l'unité de la classe ouvrière, que le nationalisme risquait de diviser<sup>1255</sup>. Cette vision fut une des principales raisons expliquant le manque de soutien de la plupart des organisations de la gauche radicale pour les mouvements nationalistes gallois et écossais. Quant aux partis nationalistes, leurs dirigeants participèrent à une conférence intitulée « *The Breakdown of Nations* », en référence au titre de l'ouvrage phare du conférencier à l'honneur, Léopold Khor, organisée à Londres en 1968.

---

<sup>1254</sup> « Scottish Nationalism », *Keep Left*, mai 1967, p. 10. « Roderick McVeigh replies on Nationalism », *Keep Left*, mai 1967, p. 11. « Reply to R. McVeigh from John Spencer », *Keep Left*, mai 1967, p. 11. « Nationalism and the Arab Revolution », *Keep Left*, juillet-août 1967, p. 11.

<sup>1255</sup> « Scottish YS Discuss Marxism », *Keep Left*, juin 1967, p. 12.

Selon la thèse de Khor, la taille excessive des États favorisait les guerres et la misère sociale. Son discours s'appuyait sur la guerre du Vietnam pour dénoncer les desseins impérialistes de la superpuissance américaine. Il prônait donc le morcellement des grands États en petites nations autonomes. Dans leurs interventions, Gwynfor Evans et le représentant du SNP appliquèrent la théorie de Khor au pays de Galles et à l'Écosse, concluant sur la nécessité d'accorder l'autonomie à leurs nations respectives<sup>1256</sup>.

L'opposition à la guerre du Vietnam fut également utilisée comme un argument de campagne électorale par *Plaid Cymru* et le SNP, capitalisant sur la colère suscitée par le soutien nominal et matériel du gouvernement travailliste aux États-Unis. Les partis nationalistes gallois et écossais bénéficiaient d'ailleurs d'un fort soutien chez les jeunes, particulièrement réceptifs à ce sujet<sup>1257</sup>. En 1967, Gwynfor Evans, venu apporter son soutien au candidat de *Plaid Cymru* lors de la campagne de l'élection partielle de Rhondda West, mis son adversaire travailliste au défi de se prononcer contre l'aide matérielle fournie par le gouvernement aux forces américaines<sup>1258</sup>. La même année, Winnie Ewing du SNP, élue dans la circonscription d'Hamilton, avait officiellement pris position contre l'intervention américaine et les armes nucléaires<sup>1259</sup>. Si ces sujets n'étaient probablement pas en tête de liste des préoccupations de tous les électeurs nationalistes, leur présence régulière dans les discours politiques tendait à montrer qu'il s'agissait également d'une manière pour le SNP et *Plaid Cymru* d'essayer de récupérer les électeurs travaillistes désillusionnés.

---

<sup>1256</sup> « The Breakdown of Nations », *Sruth*, 5 septembre 1968, p. 6.

<sup>1257</sup> « Plaid Cymru and Scots explain », *The Irish Democrat*, février 1968, p. 2.

<sup>1258</sup> « Plaid Cymru's achievement », *Peace News*, 17 mars 1967, p. 10.

<sup>1259</sup> « Sans titre », *The Black Dwarf*, 19 juillet 1967, p. 3.

### 2.4.2.6. Le mouvement nationaliste irlandais

Les mouvements nationalistes irlandais, gallois et écossais étaient historiquement liés. À l'époque où la question irlandaise dominait les débats à Westminster dans les années 1880, elle avait déjà inspiré des velléités autonomistes en Écosse et au pays de Galles. Les déclarations de solidarité et l'entraide entre les mouvements nationalistes étaient courantes. Dans l'entre-deux-guerres, le nationaliste John MacLean, était par exemple surnommé le « Connolly de l'Écosse » (« *the Connolly of Scotland* ») car il prônait la création d'une république écossaise socialiste sur le modèle de celle envisagée par James Connolly pour l'Irlande. En 1920, MacLean avait essayé de dissuader les soldats écossais envoyés pour réprimer l'insurrection en Irlande, au nom de la solidarité entre peuples celtes : « *My desire is to prevent Scotsman being used to smash our sister race, the Celts of Ireland, for English Capitalists who are descended from the Germans. [...] The Welsh, the Scots and the Irish are all of Celtic origin, so that from a racial point of view the Welsh and Scots ought to line up with the Irish!* »<sup>1260</sup>. Cette vision de l'identité celte comme dénominateur commun entre Irlandais, Gallois et Écossais, relevait en partie du fantasme pour l'Écosse, où la population autochtone avant l'Union de 1707 n'était pas uniquement d'origine celte, mais aussi germanique<sup>1261</sup>. Cependant de nombreux nationalistes, à l'instar de Maclean, préféraient mettre en avant la culture et la langue gaéliques, plutôt que celles des Lowlands, du fait de la plus grande proximité de ces dernières avec la culture et la langue anglaises<sup>1262</sup>. De nombreuses organisations avaient été formées dans le but de défendre le patrimoine culturel et linguistique celte, mais aussi de favoriser la coopération entre ces peuples afin d'encourager les revendications autonomistes. Ainsi la *Celtic League*, fondée en 1961, choisit d'organiser sa conférence annuelle à Bangor en

---

<sup>1260</sup> « Celtica – today », *Sruth*, 16 octobre 1969, p. 3.

<sup>1261</sup> Murray PITTOCK, *op. cit.*, p. 153.

<sup>1262</sup> Maureen M. MARTIN, *The Mighty Scot: Nation, Gender, and the Nineteenth-Century Mystique of Scottish Masculinity*, Albany : SUNY Press, p. 10.

mai 1968 sur le thème « *Inter-Celtic Cooperation for National Freedom – Political and Economic* ». Les participants venaient d'Irlande, du pays de Galles, d'Écosse, de Bretagne, de Cornouailles et de l'île de Man pour écouter les meneurs des mouvements nationalistes, tels que Gwynfor Evans ou le Breton Yann Fouéré<sup>1263</sup>. L'association *Celtic Youth Congress* vit le jour en 1964, dans le but de forger des liens entre les jeunes ressortissants des différentes régions celtes, et de servir de forum de discussion sur les sujets politiques et culturels les concernant. Lors de leur rassemblement annuel en mai 1968, les discours des jeunes nationalistes présentèrent leurs mouvements comme des formes d'expression celtes de la frustration de la jeunesse et le reflet de leurs aspirations pour un monde meilleur<sup>1264</sup>. Le développement de cette conscience celte était également encouragé par des publications spécialisées et des rubriques dédiées à l'actualité de ces régions dans les revues nationalistes, comme ce fut le cas de « *Celtica Today* », rédigée par l'écrivain Peter Berresford Ellis dans le magazine écossais *Sruth*, ou de « *Celtic World* » dans le journal britannique *The Irish Democrat*. Ce dernier incitait de surcroît ses lecteurs résidant en Écosse et au pays de Galles à voter et à financer *Plaid Cymru* et le SNP, qui s'étaient tous deux prononcés en faveur de la réunification de l'Irlande<sup>1265</sup>. La coopération entre les mouvements nationalistes irlandais, gallois et écossais était régulièrement démontrée. Lorsque les Gallois s'opposèrent au projet de lac artificiel de la *Liverpool Corporation*, par exemple, ils reçurent des déclarations de soutien du SNP et de la figure emblématique du combat pour l'indépendance irlandaise, Eamon De Valera<sup>1266</sup>.

Ces liens entre les mouvements favorisèrent la diffusion des pratiques contestataires. Les *fish-ins* organisés entre 1968 et 1970 sur l'ensemble du territoire irlandais par les républicains afin de demander la nationalisation des lacs et des

---

<sup>1263</sup> « The Celtic League Conference », *Sruth*, 27 juin 1968, p. 2.

<sup>1264</sup> « Youth carries torch of the future: The Celtic Youth Congress », *Sruth*, 18 mai 1968, p. 8. « Celtic Youth Congress », *The Irish Democrat*, mai 1968, p. 8.

<sup>1265</sup> « Letters », *The Irish Democrat*, janvier 1964, p. 6. « Letter », *The Irish Democrat*, novembre 1967, p. 2. « Plaid Cymru », *The Irish Democrat*, avril 1970, p. 2.

<sup>1266</sup> « 4,000 pledge defence of Welsh valley », *Peace News*, 12 octobre 1956, pp. 1, 7.

rivières, en grande partie situés sur les terres de grands propriétaires qui en louaient les droits de pêche, firent des émules en Écosse et au pays de Galles. Les militants de la CIG, adeptes de la désobéissance civile, reprirent l'idée de ces rassemblements de pêche illégale et réclamèrent l'accès libre aux lacs et aux rivières pour tous les Gallois. En Écosse, la demande fut adoptée par le SNP et par la branche écossaise du Parti travailliste<sup>1267</sup>. Quelques groupuscules de militants gallois et écossais furent également influencés par la tradition républicaine irlandaise et s'inspirèrent de l'IRA. En 1963, alors que la construction du barrage transformant la vallée de Tryweryn en lac artificiel était en cours, deux organisations paramilitaires furent formées. Frustrés par l'échec des tactiques constitutionnelles et non-violentes des opposants au projet, de jeunes nationalistes décidèrent de recourir au sabotage, tout en veillant à ne pas mettre de vies humaines en danger. Les meneurs de la *Free Wales Army* déclaraient ouvertement vouloir suivre le modèle de l'IRA et instiguer une révolution armée<sup>1268</sup>. En réalité, leur stratégie reposait surtout sur la communication et leurs frasques médiatiques. Ils portaient des uniformes militaires et des bérets ornés de badges représentant l'aigle blanc de Snowdonia, et faisaient des déclarations menaçantes dans les médias. Ils affirmèrent par exemple avoir identifié cent cibles potentielles au pays de Galles, quelques mois avant la cérémonie d'investiture du prince Charles au château de Caernarfon en juillet 1969, propulsant le groupe jusque dans les colonnes presse australienne<sup>1269</sup>. Ils revendiquèrent plusieurs attaques, qui avaient en réalité été commises par un autre groupe, beaucoup plus organisé : *Mudiad Amddiffyn Cymru* (MAC, *Movement for the Defence of Wales*). En février 1963, ils dynamitèrent un transformateur électrique servant à la construction du barrage de la vallée de Tryweryn. L'un

---

<sup>1267</sup> « 'Fish-in' by the men of Drogheda », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 2. « Fish-ins carry on », *The Irish Democrat*, mai 1970, p. 5. « Britain's largest civil disobedience campaign », *Peace News*, 28 juillet 1972, p. 8.

<sup>1268</sup> « The trial of Owain Williams: Welsh Patriot », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 6.

<sup>1269</sup> « 'Charley Windsor shall not pass' cry rebels », *The Sydney Morning Herald*, 9 décembre 1968, p. 2.

d'eux fut arrêté et traduit en justice. Lors de son procès, son avocat insista sur la dimension symbolique de cette action, guidée par un sentiment d'injustice face à la destruction d'un village et de la culture traditionnelle galloise<sup>1270</sup>. D'autres actes du même type furent perpétrés pendant les années soixante, notamment des destructions de conduites d'eau approvisionnant des villes anglaises, mais aussi des explosions au moment de l'investiture du prince Charles, dont l'une d'elles coûta la vie à deux des membres de MAC<sup>1271</sup>.

En Écosse, les techniques violentes restèrent également le fait de petits groupes à la marge du mouvement nationaliste. Après le couronnement d'Elizabeth II en 1953, certains nationalistes firent remarquer que la reine était la première à porter ce nom en Écosse, puisque l'Union des couronnes de 1603 avait été instaurée juste après le règne d'Elizabeth I d'Angleterre, qui s'était éteinte sans laisser d'héritier. Un groupe se faisant appeler la *Scottish Republican Army* commit une série d'actes de vandalisme, ciblant les boîtes aux lettres portant le monogramme royal « EIIR », ainsi que les boutiques vendant des bibelots avec la même mention<sup>1272</sup>. Au milieu des années 1970, un autre noyau de militants radicaux s'en prit aux symboles incarnant à leurs yeux la domination anglaise, afin d'obtenir l'indépendance de l'Écosse. La *Tartan Army* fit exploser plusieurs pylônes électriques stratégiques transportant l'électricité produite en Écosse vers l'Angleterre, ainsi que des oléoducs important le pétrole des eaux écossaises. Ils avancèrent des arguments similaires à ceux de MAC sur l'exploitation des ressources naturelles galloises au profit de l'Angleterre<sup>1273</sup>. Si ces petits groupes demeurèrent très marginaux, l'impact de leurs actions fut amplifié du fait des parallèles avec l'IRA, entretenus par le conflit en Irlande du Nord. Le mouvement de masse qui émergea à la suite des victoires aux élections partielles

---

<sup>1270</sup> « Welsh nationalists take to direct action », *Peace News*, 24 mai 1963, p. 5.

<sup>1271</sup> « Violence and the Welsh cause », *The Irish Democrat*, juillet 1970, p. 5.

<sup>1272</sup> « Scottish Republican Army Threats continue », *The Glasgow Herald*, 25 mars 1953, p. 7.

<sup>1273</sup> Iain MACLEAY et Andrew Murray SCOTT, *Britain's Secret War: Tartan terrorism and the Anglo-American State*, Édimbourg : Mainstream Publishing, 1990, p. 63-66.

de 1966 et 1967 de *Plaid Cymru* et du SNP demeura dans l'ensemble non-violent, même si les militants les plus radicaux eurent parfois recours au sabotage.

### 2.4.3. Mouvement de masse : 1967-79

#### 2.4.3.1. Défense du gallois et du gaélique écossais

Au pays de Galles, la langue galloise était considérée comme le vecteur principal de la culture traditionnelle et de l'identité nationale. Selon Saunders Lewis, le gallois était la seule preuve restante de l'existence antérieure d'une nation galloise souveraine : « *the only remaining symbol of the historical unity of the Welsh nation* »<sup>1274</sup>. La langue jouait donc un rôle prépondérant dans le sentiment d'identité nationale. Selon les chiffres officiels tirés des recensements, la moitié de la population était galloisante en 1901. En 1961, cette proportion avait chuté à 26%, soit 656 002 locuteurs monoglottes ou bilingues<sup>1275</sup>. En Écosse en revanche, la place des langues traditionnelles était différente. Si le gaélique écossais avait bien été parlé sur la plupart du territoire, il avait reculé à cause de l'expansion de l'écossais vernaculaire, devenu la langue dominante à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, avant que ce dernier ne cède à son tour la place à l'anglais à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1276</sup>. En 1961, le gaélique n'était plus pratiqué que par 1,6% des Écossais, soit 80 987 locuteurs<sup>1277</sup>. Même si les revendications linguistiques étaient loin d'arriver en tête des préoccupations des nationalistes écossais, la montée du sentiment national, l'engouement pour l'histoire et les cultures traditionnelles ainsi que l'influence du mouvement de revitalisation du gallois, les poussèrent à formuler des demandes similaires pour le gaélique écossais.

---

<sup>1274</sup> Saunders LEWIS, « The Fate of the Language », *op. cit.*

<sup>1275</sup> « The Welsh Language Society », *Sruth*, 2 novembre 1967, p. 6.

<sup>1276</sup> Atina L. K. NIHTINEN, *op. cit.*, pp. 69-70.

<sup>1277</sup> « Call for A Scottish Language Society », *Sruth*, 10 juillet 1969, p. 5. « Celtica – today », *Sruth*, 16 octobre 1969, p. 3.

Les premières campagnes de désobéissance civile organisées par la CIG avaient abouti au vote du *Welsh Language Act* (1967), conférant une forme de reconnaissance officielle au gallois. La loi permettait notamment son utilisation dans les documents officiels, mais ne garantissait pas pour autant sa parité avec l'anglais. Les autorités locales restaient libres de déterminer la place accordée à la langue galloise<sup>1278</sup>. Les comtés de Gwynedd et de Dyfed appliquèrent ainsi la mesure avec enthousiasme, notamment en développant les projets d'enseignement bilingue<sup>1279</sup>. La campagne pour l'utilisation du gallois dans les bureaux de poste, débutée en 1964, se fit plus militante après 1968, entraînant le passage devant la justice de plus de 500 membres de la CIG et l'emprisonnement de vingtaines d'entre eux. Les *sit-ins* se transformèrent en occupations, lors desquelles les protestataires détruisaient tous les documents rédigés uniquement en anglais et les remplaçaient par des équivalents bilingues. Les rétroviseurs de nombreux véhicules postaux furent également brisés afin rendre ces derniers inutilisables. En octobre 1975, la campagne se solda par une victoire, avec l'acceptation de la direction des services de poste gallois du principe du bilinguisme dans ses bureaux<sup>1280</sup>.

En 1967, la CIG lança des opérations de sabotage qui devinrent rapidement célèbres, prenant pour cible le symbole le plus flagrant de la domination de la langue anglaise sur le territoire gallois aux yeux des militants : les panneaux de signalisation. Quelques étudiants membres de la CIG avaient spontanément entrepris de peindre des traductions en gallois pour recouvrir les inscriptions en anglais des panneaux des environs d'Aberystwyth. La technique fut ensuite sanctionnée par le *Senedd*, l'instance dirigeante de la CIG, et des

---

<sup>1278</sup> « Celtica – today », *Sruth*, 16 octobre 1969, p. 3.

<sup>1279</sup> « Cymdeithas », *Peace News*, 10 mars 1978, p. 5.

<sup>1280</sup> « The Welsh Language Society », *Sruth*, 2 novembre 1967, p. 6. « Cymdeithas re-starts campaign for bi-lingual post office », *Peace News*, 10 mai 1974, p. 4. « Pipped at the post », *Peace News*, 24 mai 1974, p. 5. « Statws i'r iaith », *Peace News*, 10 janvier 1975, p. 4. « Army presents at Eisteddfod », *Peace News*, 7 février 1975, p. 7. « Cymdeithas action pays off », *Peace News*, 7 novembre 1975, p. 6.

centaines de militants à travers le pays se rassemblèrent pour peindre, voire même enlever les panneaux routiers. Lorsque certains d'entre eux furent traduits en justice, les membres de la CIG se rassemblèrent devant les tribunaux pour y déposer des piles de panneaux, revendiquant leur responsabilité au même titre que les prévenus, comme ce fut le cas par exemple en mars 1971 à Aberystwyth (voir annexe 28)<sup>1281</sup>. En 1974, les autorités acceptèrent le principe du bilinguisme pour la signalisation routière, mais à condition que l'anglais précède le gallois, ce qui fut considéré comme « une insulte faite à la langue nationale » (« *an insult to the national language of Wales* ») par les meneurs de la CIG<sup>1282</sup>.

Cependant, les militants étaient alors plus préoccupés par la campagne visant à obtenir une radio et une chaîne de télévision exclusivement en gallois. La prédominance de la langue anglaise dans les médias était, selon eux, responsable du déclin de leur langue, et même d'une forme d'endoctrinement : « *a means of indoctrinating our people to think as Englishmen, and forget the language* »<sup>1283</sup>. En 1968, ils avaient commencé par refuser de payer la redevance télévisuelle. Cette phase avait culminé par une grande marche au nord du pays de Galles, de Saint Asaph à Bangor, au cours de laquelle ils avaient récupéré des centaines d'avis de paiement de redevance audiovisuelle (*tv licences*), brûlés par la suite devant les locaux de la BBC à Bangor<sup>1284</sup>. Les partisans de la CIG passèrent par la suite aux occupations des studios de radio et de télévision au pays de Galles et en Angleterre, où ils dégradèrent du matériel, sélectionnant des éléments perturbant le plus possible le fonctionnement des entreprises, sans toutefois occasionner de trop grosses pertes financières. Dans un premier temps, ils s'en prirent aux câbles téléphoniques, ou aux rétroviseurs des camionnettes, puis, frustrés par la réticence de la BBC à accéder à leur requête, ils sabotèrent les stations de diffusion, privant notamment

---

<sup>1281</sup> « Welsh pull up road signs », *The Irish Democrat*, mars 1971, p. 2. « Rooting up road signs », *The Irish Democrat*, avril 1971, p. 2.

<sup>1282</sup> « Arecsam signs », *Peace News*, 5 juillet 1974, p. 5.

<sup>1283</sup> « Cymdeithas comes to the English capital », *Peace News*, 22 mars 1974, p. 7.

<sup>1284</sup> « Rooting up road signs », *The Irish Democrat*, avril 1971, p. 2.

plusieurs dizaines de milliers de foyers d'accès à la télévision dans l'ouest du pays de Galles en 1978<sup>1285</sup>. La BBC avait déjà accepté de créer une radio exclusivement galloisante, *Radio Cymru*, qui commença à émettre en 1977, mais la demande de chaîne télévisée s'avérait plus problématique. Elle fut finalement reprise dans les manifestes de campagne des principaux partis politiques lors des élections de 1979, mais il fallut la menace d'une grève de la faim de Gwynfor Evans en 1980, pour que le projet voie le jour en 1982<sup>1286</sup>.

En Écosse, les associations de défense du gaélique écossais avaient suivi avec attention l'évolution du mouvement gallois. Lors d'un rassemblement de la *Celtic League* à Londres en juillet 1969, l'écrivain et militant Seumas Mac a'Ghobhainn se désolait du déclin de la langue gaélique, et du fait que son sort ne semblait pas émouvoir la plupart de ses compatriotes. Il appela à la création d'une organisation radicale, sur le modèle de la CIG :

*I would like to see an equivalent of the Welsh Language Society in Scotland, its members fighting and willing to suffer for the right of their national language, their nationality and their country's freedom. But it does not yet seem possible to even gather 100 fìor Ghaidheil together who would be willing to join such an organisation.*<sup>1287</sup>

Quelques mois plus tard, l'association *Comunn Na Canain Albannaich* (*Scottish Language Society*) fut formée par trois jeunes militants. Comme le nom de l'organisation l'indiquait, ses partisans adoptèrent le cadre de la CIG, partant du postulat que le gaélique écossais était la seule vraie langue nationale<sup>1288</sup>. Ils cherchaient à déconstruire l'image négative associée à la langue et à la culture gaéliques, alors souvent considérées comme « étrangères » (« *alien* »), et à restaurer

---

<sup>1285</sup> « Welsh Language Society: more charges, more actions », *Peace News*, 9 février 1973, p. 7. « Welsh disrupt TV studios », *Peace News*, 9 mars 1973, p. 7. « Carving up Cymdeithas », *Peace News*, 13 juillet 1973, p. 1. « Cymdeithas », *Peace News*, 1<sup>er</sup> décembre 1978, p. 4.

<sup>1286</sup> « New papers reveal hunger strike secret of S4C's birth », *BBC News*, 30 décembre 2010 [en ligne], [consulté le 3 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.bbc.com/news/uk-wales-12062288>>.

<sup>1287</sup> « Call for A Scottish Language Society », *Sruth*, 10 juillet 1969, p. 5.

<sup>1288</sup> « Celtica – today », *Sruth*, 16 octobre 1969, p. 3.

leur place historique dans l'identité nationale écossaise : « *the Scots will come to realise that it is this aspect of their culture that distinguishes them from the other nations of the world* »<sup>1289</sup>. Rejetant la dichotomie Highlands/Lowlands, ils affirmaient que l'héritage celte était commun à tous les Écossais, et entendaient restaurer une culture authentique, libérée des distorsions romantiques des précédents courants de nationalisme culturel : « *we are not a group of deny-eyed, romantic bodaich [old men] and only seek to emphasize the point that there is more to Scottish nationality than rolling an occasional 'r'; that without Gaelic our claim to nationhood is minimal and at all costs the language must thrive* »<sup>1290</sup>. Selon leur manifeste « *Tir Gun Chanain, Tir Gun Anam* » (« *A land without a language, a land without a soul* »), l'organisation avait trois buts principaux : convaincre leurs compatriotes que le gaélique était la langue historique de la nation, obtenir sa reconnaissance officielle par les autorités locales, et développer sa pratique dans tous les aspects de la vie courante<sup>1291</sup>. Ces deux derniers objectifs étaient très similaires à ceux de la CIG, et si les militants écossais s'inspiraient des Gallois, ils adaptèrent néanmoins leurs tactiques et leurs revendications à leur contexte spécifique.

La campagne visant à donner plus de place dans les médias au gaélique, ne réclamait pas la création de chaînes ou de stations exclusivement en gaélique, mais simplement davantage de temps d'antenne à la radio et à la télévision. Les militants de l'université de Glasgow firent ainsi irruption dans les locaux de la BBC de leur ville, en janvier 1975, et transformèrent leur *sit-in* en *ceilidh*, sorte de bal traditionnel écossais, lorsque près de deux cent étudiants se mirent à danser devant l'entrée du bâtiment<sup>1292</sup>. D'autres initiatives visant les panneaux de signalisation, les assignations à comparaître devant la justice ou le droit de s'exprimer en gaélique lors d'un procès rappelaient également les stratégies de la CIG. Mais la mobilisation ne parvint pas à susciter le même enthousiasme qu'au

---

<sup>1289</sup> « Comunn na canain albannaich », *Sruth*, 3 septembre 1970, p. 10.

<sup>1290</sup> « Comunn na canain albannaich: 'Tir gun chanain, tir gun anam' », *Sruth*, 5 mars 1970, p. 10.

<sup>1291</sup> *Ibid.*

<sup>1292</sup> « Suas leis a ghaidhlig », *The Glasgow University Guardian*, 30 janvier 1975, p. 12.

pays de Galles, et ses principales avancées dans les années 1970 résidèrent surtout dans les projets d'éducation bilingue mis sur pied dans les Highlands et les Hébrides, et dans l'adoption par le SNP d'un programme destiné à revitaliser la langue, qui porterait ses fruits lors de la décennie suivante<sup>1293</sup>. Aux yeux des nationalistes, le problème de l'étiollement de leurs langues traditionnelles était indissociable des difficultés économiques accablant leurs territoires, comme en témoignait par exemple le slogan « *Houses and jobs to save the language* » utilisé par les militants gallois luttant contre le dépeuplement de certaines régions galloisantes<sup>1294</sup>.

#### **2.4.3.2. Campagnes pour sauver les emplois locaux**

Le déclin des industries traditionnelles, sur lesquelles reposaient en grande partie les économies galloise et écossaise, s'accéléra dans les années 1970, entraînant des plans de licenciement massif. Pour les nationalistes, le rôle primordial de leur mouvement était de préserver leur nation et donc les emplois permettant à la population de vivre décemment. Des conflits industriels majeurs participèrent à la politisation de la classe ouvrière, en premier lieu desquels les chantiers navals de l'Upper Clyde en Écosse et la grève des mineurs de 1972 au pays de Galles. En juin 1971, l'expérience du *work-in* des employés de l'UCS réveilla la tradition ouvrière de la *Red Clydeside*, remettant au goût du jour les écrits du marxiste et nationaliste John MacLean, partisan d'une république écossaise socialiste. Dès les premiers jours de l'expérimentation autogestionnaire, le journal de l'IMG *The Red Mole* titrait « *The Occupation of Clydeside: First step towards the Scottish Workers' Republic?* » (voir annexe 29)<sup>1295</sup>. Les articles rédigés par la branche de Glasgow exhortaient la classe ouvrière écossaise à reprendre en main son

---

<sup>1293</sup> « Gaelic culture », *Peace News*, 4 mai 1979, p. 7. Murray PITTOCK, *op. cit.*, p. 125-6.

<sup>1294</sup> « A language for freedom », *Peace News*, 28 septembre 1979, pp. 12-14.

<sup>1295</sup> « The Occupation of Clydeside: First step towards the Scottish Workers' Republic? », *The Red Mole*, 15 juillet 1971, p. 1.

destin en se libérant de l'oppression de l'élite capitaliste britannique, posant au passage la question de l'indépendance : « *this battle over the future of the lynchpin in the economy of Scotland raises the national question. The British bourgeoisie have no future for Scotland [...] Its future must lie in the hands of the working class* »<sup>1296</sup>. La mobilisation rallia le soutien massif de la classe ouvrière de la région, avec une manifestation de plus de 70 000 personnes à Glasgow le 18 août 1971. La dimension politique du conflit devenait de plus en plus manifeste, ce qu'attestait la présence dans le cortège des figures majeures du Parti travailliste et du SNP, comme Tony Benn et Billy Wolfe <sup>1297</sup>. Plus qu'un profond mécontentement à l'encontre du gouvernement conservateur, la crise de l'UCS révélait les frustrations d'une partie de la population engendrées par le système politique.

La technique du *work-in* fut rapidement reprise à travers le pays pour s'opposer aux fermetures d'usines, mais ses versions galloises et écossaises avaient des tonalités fortement nationalistes. Dans la petite ville de Mold, au nord-est du pays de Galles, les ouvriers de l'entreprise américaine *Allis-Chalmers*, produisant des machines agricoles, se lancèrent à leur tour dans un *work-in*. Suite à la décision de la direction de fermer définitivement l'usine, en décembre 1971, ils prirent le contrôle de la production et hissèrent le Dragon rouge sur un mât<sup>1298</sup>. L'adoption de la tactique avait été influencée par les militants de la CIG et de *Plaid Cymru*, voyant en elle un moyen de sauver ces emplois, mais aussi de préserver une communauté galloisante. La région offrant peu d'opportunités professionnelles, les ouvriers auraient été forcés d'émigrer pour retrouver un travail. Afin de soutenir financièrement les familles des employés d'*Allis-Chalmers*, un concert fut organisé, lors duquel le chanteur de folk et meneur de la CIG Dafydd Iwan – souvent qualifié de Bob Dylan gallois – s'adressa au public en ces termes : « *Our two fights, for our language and for our livelihood, are just part of one single*

<sup>1296</sup> « Special Clydeside supplement: Introduction », *The Red Mole*, 15 juillet 1971, p. 1.

<sup>1297</sup> « UCS: Transform the work-in into a sit-in », *The Red Mole*, 1<sup>er</sup> septembre 1971, p. 14.

<sup>1298</sup> « Mold », *Solidarity*, 9 avril 1972, pp. 12-13.

*struggle, the struggle for freedom and human rights* »<sup>1299</sup>. Recoupant la sauvegarde des emplois et la protection de la langue, Iwan présentait le mouvement nationaliste comme une lutte pour l'amélioration de tous les aspects de la vie des Gallois. Les délégués syndicaux trouvèrent finalement un repreneur quelques semaines plus tard, et les deux-tiers des postes purent être conservés<sup>1300</sup>. En Écosse, parmi les nombreuses répliques engendrées par le *work-in* de l'UCS, celui des employés de la filiale de Glasgow du quotidien *The Scottish Daily Express* prit une tournure particulière. En mars 1974, la direction annonçait que la production du journal basculait à Manchester pour des raisons budgétaires, entraînant la suppression de 1850 emplois<sup>1301</sup>. Un peu moins d'un tiers du personnel décida d'organiser un *work-in*, qui se transforma en véritable coopérative ouvrière, grâce à l'appui du ministre de l'Industrie Tony Benn, mais aussi du président du SNP Billy Wolfe, siégeant au conseil de direction<sup>1302</sup>. Le *Scottish Daily Express* était le journal le plus lu d'Écosse, avec un tirage de 570 000 exemplaires par jour, et une ligne éditoriale bien marquée à droite. Ses employés avaient déjà protesté contre la publication d'un dessin de Cumming, qui sous-entendait que les nationalistes irlandais étaient contrôlés par l'Union Soviétique, en cessant le travail en 1971. Lors de la publication du dernier numéro imprimé à Glasgow, le comité d'action du personnel tenta de faire paraître un communiqué expliquant leur situation et demandant aux lecteurs de soutenir leur nouveau projet, mais ils se heurtèrent au refus catégorique de la direction. Leur déclaration dénonçait la déconnexion du *Scottish Daily Express*, qualifié de quotidien « anglais », de son lectorat écossais, et affirmait que leur nouveau projet s'efforcerait de refléter plus fidèlement l'opinion de ses lecteurs, définissant une nouvelle ligne éditoriale de centre

---

<sup>1299</sup> « Wales – the struggle will go on », *The Irish Democrat*, février 1972, p. 3.

<sup>1300</sup> « Mold », *Solidarity*, 9 avril 1972, pp. 12-13.

<sup>1301</sup> « Axe falls on Scottish newspapers », *Red Weekly*, 22 mars 1974, p. 1.

<sup>1302</sup> « Scottish Daily News: Good news is coming », *The Glasgow University Guardian*, 16 janvier 1975, p. 6.  
« Daily News poised for take-off », *The Glasgow University Guardian*, 1<sup>er</sup> mai 1975, p. 4.

gauche<sup>1303</sup>. Le nouveau *Scottish Daily News* se fixait pour mission de « prendre le pouls de la nation » (« *have a finger on the pulse of the nation* »), ce qu'il pensait être le plus à même d'accomplir, étant à la fois détenu et élaboré par des Écossais ordinaires : ses propres salariés. Lors de la parution de son premier numéro en mai 1975, l'éditorial proclamait : « *the new and authentic voice of Scotland rings out today across the country* »<sup>1304</sup>. Une fois l'enthousiasme initial dissipé, les ventes du journal s'effondrèrent rapidement. En novembre 1975, la manifestation organisée dans un dernier élan pour sauver le journal fut dominée par les nationalistes, marchant au son de l'hymne « *Flower of Scotland* », mais l'entreprise fut forcée de déposer le bilan<sup>1305</sup>.

La perception que le chômage n'était pas seulement la conséquence de difficultés économiques, mais émanait d'un problème avant tout politique, conduisit syndicalistes et ouvriers à prôner la création d'institutions autonomes. En février 1972, la confédération des syndicats écossais, le *Scottish Trades Union Congress* (STUC), convoqua une grande assemblée intitulée « *Scottish Assembly on Unemployment* », représentant les principaux partis politiques, les élus locaux, les syndicats et les chefs d'entreprises. L'assemblée faisait écho aux demandes des salariés de l'UCS, appelant à la mise en place de la dévolution législative afin de défendre les emplois sur le territoire. Le secrétaire général du STUC, James Jack, envisageait cette chambre comme un « parlement ouvrier » (« *a Workers' Parliament* »), pour répondre à leurs besoins spécifiques<sup>1306</sup>. L'idée que les intérêts des travailleurs gallois devaient être défendus par des institutions adaptées avait également fait son chemin au pays de Galles. Lors de la conférence annuelle de *Plaid Cymru*, en juin 1971, les 1500 délégués présents s'étaient prononcés en faveur de la création d'une confédération des syndicats gallois, sur le modèle du

---

<sup>1303</sup> « Seize the Daily Express – for a workers' paper! », *Red Weekly*, 5 avril 1974, p. 2.

<sup>1304</sup> « Press hope in 'Scottish workers' paper », *The Irish Democrat*, juin 1975, p. 3.

<sup>1305</sup> « SDN – Co-operation with bosses leads to mass redundancies », *Red Weekly*, 13 novembre 1975, p. 5.

<sup>1306</sup> « London and Brussels versus Scottish Steel », *The Irish Democrat*, février 1973, p. 3.

STUC<sup>1307</sup>. Le projet se concrétisa en février 1973, suite à une conférence spéciale réunissant trois cent délégués syndicaux à Llandrinod Wells. La première résolution de la nouvelle organisation visait à obtenir l'engagement du Parti travailliste en faveur de la dévolution<sup>1308</sup>. L'influence des mineurs avait joué un rôle-clé dans la création du TUC gallois. Ces derniers avaient vigoureusement soutenu la grève dès le mois de janvier 1972, et à l'instar des employés de l'UCS, en avaient émergés convaincus de la nécessité d'introduire la dévolution législative au pays de Galles, appelant à la création d'un « parlement ouvrier »<sup>1309</sup>.

En 1974 et 1975, l'agitation sociale ne se démentait pas, attisée par de nouveaux plans de licenciements massifs et la mise en place de la politique de contrat social du gouvernement travailliste. Dans le secteur de l'acier, une industrie nationalisée depuis 1949, les fermetures d'usine se multipliaient, comme dans la ville d'Ebbw Vale, au sud-est du pays de Galles, où tout l'équilibre économique de la vallée se trouvait menacé. Les représentants syndicaux accusaient la stratégie du gouvernement travailliste de nationaliser les industries de n'avoir servi qu'à produire de l'acier à bas coût pour répondre aux besoins des intérêts capitalistes<sup>1310</sup>. Lorsque Michael Foot, député travailliste de la circonscription et ministre de l'Emploi, vint s'adresser aux ouvriers, il fut hué pendant une dizaine de minutes. En Écosse, la ville de Glasgow fut à deux reprises quasiment paralysée par les grèves. En octobre 1974, dix corps de métier avaient cessé le travail indépendamment, partageant un sentiment d'indignation face à la politique d'austérité du gouvernement. En mars 1975, le gouvernement fit appel à l'armée pour briser la grève, notamment du fait des monceaux d'ordures s'accumulant dans les rues de la ville<sup>1311</sup>. La virulence de la contestation était en partie due aux conditions économiques particulièrement difficiles pour

---

<sup>1307</sup> « For a Welsh TUC? », *The Irish Democrat*, juillet 1971, p. 2.

<sup>1308</sup> « Welsh Trade Unionists start their own TUC », *The Irish Democrat*, mars 1973, p. 3.

<sup>1309</sup> « Miners take first step to independence », *The Irish Democrat*, juillet 1972, p. 3.

<sup>1310</sup> « Ghosts of the 30s Haunt the valleys », *Red Weekly*, 20 février 1975, pp. 6-7.

<sup>1311</sup> « Strike wave rocks social con-trick », *Red Weekly*, 24 octobre 1974, p. 1. « Iron heel of the social contract », *Red Weekly*, 27 mars 1975, pp. 6-7.

les Écossais, comme l'avait démontré un rapport affirmant que près d'un quart d'entre eux vivait sous le seuil de pauvreté, mais aussi du fait de la découverte des gisements de pétrole en 1970 dans les eaux de la mer du Nord, au large d'Aberdeen<sup>1312</sup>. Le gisement des Forties, exploité par la société *British Petroleum*, représentait à lui seul une manne estimée à six milliards de livres<sup>1313</sup>. Le SNP se saisit de cette chance pour affirmer que les bénéfices du pétrole pouvaient assurer un avenir florissant à une Écosse indépendante, comme le proclamait son slogan « *Rich Scots, Poor Britons* », mettant en balance prospérité et pauvreté, en fonction du maintien de l'Union. Ainsi, il y avait un décalage entre la réalité quotidienne des Écossais, dont les salaires étaient limités par le contrat social imposé par le gouvernement travailliste, et les possibilités de réformes sociales et de redistribution des richesses que les revenus pétroliers semblaient pouvoir garantir. Ces arguments trouvèrent un écho au sein de la population, qui se traduisit en termes de gains électoraux pour le SNP. Le parti enregistra une forte hausse dans la première moitié de la décennie, passant de 11,4% des suffrages en 1970, à 22% et 30,4% en février et en octobre 1974 respectivement. Cette dernière avancée lui permit de remporter un total de 11 sièges, et de forcer la main à un gouvernement travailliste réticent à s'engager sur le chemin de la dévolution<sup>1314</sup>.

#### **2.4.3.3. Demandes d'autonomie politique**

Les succès électoraux des nationalistes écossais et gallois avaient poussé les principaux partis de gouvernement à formuler des projets concédant une certaine mesure d'autonomie politique à l'Écosse et au pays de Galles. En 1968, suite aux victoires des élections partielles de Gwynfor Evans et Winnie Ewing en

---

<sup>1312</sup> « The prospects of independence », *The Glasgow University Guardian*, 1<sup>er</sup> mai 1975, p. 8.

<sup>1313</sup> « The oil pirates of the North Sea », *Red Weekly*, 22 mars 1974, p. 6.

<sup>1314</sup> « The election, the SNP and independence », *The Irish Democrat*, avril 1974, p. 3. « Scotland and the elections », *Red Weekly*, 24 octobre 1974, p. 9.

1966 et 1967, le chef de l'opposition, Edward Heath, réagit en proclamant son soutien à la création d'une assemblée législative en Écosse, lors de la conférence du Parti conservateur à Perth, ainsi qu'en instaurant un comité constitutionnel présidé par Sir Alec Douglas-Home pour étudier le sujet<sup>1315</sup>. Le gouvernement Wilson fut à son tour contraint de se mettre à l'œuvre, et mandata la commission Crowther pour étudier une réforme constitutionnelle envisageant la dévolution. Au grand agacement des nationalistes, cette dernière tardait à rendre ses conclusions. Ce retard fut en partie dû au décès de Lord Crowther en 1972, alors remplacé par Lord Kilbrandon<sup>1316</sup>. En novembre 1972, une des figures emblématiques du nationalisme écossais, Wendy Wood, alors âgée de 80 ans, entama une grève de la faim qu'elle se disait prête à poursuivre jusqu'au bout, afin de pousser le Premier ministre Heath à tenir ses engagements. Elle faisait référence à la déclaration de Perth et aux conclusions du rapport de Douglas-Home en faveur d'une assemblée écossaise, qui avaient été reprises dans le manifeste de campagne de 1970. Le gouvernement s'abrita derrière les délais de délibération de la commission Crowther-Kilbrandon, mais assura que les conclusions de l'enquête seraient prises en compte dans un livre vert, convainquant ainsi Wood de cesser son jeûne<sup>1317</sup>. Lorsque le rapport de la commission fut enfin publié en octobre 1973, il dut paraître en deux volumes, du fait de désaccords majeurs entre ses membres. Leurs conclusions prenaient néanmoins position contre l'indépendance de l'Écosse et du pays de Galles, tout en réaffirmant les grands principes de l'unionisme. Différentes possibilités de dévolution étaient envisagées, accordant pour la plupart davantage d'autonomie à d'éventuelles institutions écossaises qu'aux galloises. Si les dirigeants des partis nationalistes se félicitaient pour la plupart de ces avancées, leurs bases étaient souvent plus critiques, dénonçant les pouvoirs trop limités prévus pour ces

---

<sup>1315</sup> « Wendy Wood thinks promises should be kept », *The Irish Democrat*, janvier 1973, p. 3.

<sup>1316</sup> « Now a Stormont for Scotland? », *The Irish Democrat*, avril 1972, p. 3.

<sup>1317</sup> « Wendy Wood thinks promises should be kept », *The Irish Democrat*, janvier 1973, p. 3. Edward HEATH, *op. cit.*, pp. 563-4.

assemblées. Lors de la discussion publique accompagnant la parution du rapport, des militants demandèrent à Lord Kilbrandon pourquoi la gestion du commerce, de l'industrie et de l'emploi ne faisaient pas partie des domaines de compétences dévolus à l'Écosse, celui-ci répondit que leur transfert constituerait une indépendance de fait : « *If you want a Scottish Parliament with powers on trade and industry you are effectively asking for separation. This is what this power really means* »<sup>1318</sup>. Cette déclaration accréditait la thèse unioniste redoutant que ces transferts de pouvoirs ne cause l'éclatement de l'Union, mais aussi celle des militants nationalistes, qui voyaient dans les projets de dévolution proposés des mesures cosmétiques, destinés à préserver l'hégémonie anglaise : « *a salving formula to ensure continuance of England's imperialist rule in Scotland* ». <sup>1319</sup>

En 1974, après la chute du gouvernement Heath, les travaillistes formèrent un gouvernement minoritaire, se trouvant alors dépendants du soutien des libéraux et des nationalistes écossais et gallois. Ce fut dans cette situation, entre les élections de février et d'octobre, que le Parti travailliste décida de se prononcer en faveur de la dévolution, plus par nécessité que par conviction. Sa branche écossaise vota une résolution appelant à la création d'une assemblée législative, que le gouvernement accompagna bientôt de la publication d'un livre blanc prônant la mise en place d'une assemblée dotée de pouvoirs législatifs à Édimbourg, et d'une autre aux fonctions uniquement exécutives à Cardiff – une asymétrie qui figurerait également dans les propositions de loi. Les militants ne tardèrent pas à critiquer les motivations électoralistes du gouvernement ainsi que les limites du projet<sup>1320</sup>. L'un d'entre eux comparait ainsi le Parti travailliste à un dinosaure, forcé de s'adapter contre son gré aux changements extérieurs : « *Like a dinosaur being levered from the swamp, the Labour Party in Scotland has been forced to accede to the assembly idea – minimal in its content though it may be* »<sup>1321</sup>. Après la réélection

---

<sup>1318</sup> « Kilbrandon and Govan », *The Irish Democrat*, janvier 1974, p. 3.

<sup>1319</sup> *Ibid.*

<sup>1320</sup> « Parliament useless – in London or Edinburgh », *Red Weekly*, 3 octobre 1974, p. 8.

<sup>1321</sup> « The price of Scottish oil », *The Irish Democrat*, septembre 1974, p. 3.

d'Harold Wilson à la tête d'un gouvernement majoritaire, un deuxième livre blanc plus détaillé fut publié en novembre 1975, repris dans la proposition de loi *Scotland and Wales Bill* un an plus tard. La plupart des partisans de la dévolution – étudiants, syndicalistes, militants et hommes politiques – estimaient que le gouvernement avait trahi ses engagements<sup>1322</sup>. Ils jugeaient l'autonomie accordée aux assemblées insuffisante, car les domaines économiques clés ne relevaient pas de leur champ de compétences :

*There was to be no power for the Assembly over trade and industry, finance and taxation, the universities, oil revenues, the newly established Scottish Development Agency, the nationalised industries in Scotland, agriculture and fisheries. In short, the Assembly envisaged by Westminster would be a mere plaything.*<sup>1323</sup>

Le député travailliste écossais James Sillars (dit « Jim ») rejeta catégoriquement le livre blanc, qu'il qualifia d'« insulte à l'intelligence des Écossais » (« *an insult to the intelligence of every Scotsman* »), allant jusqu'à former son propre parti, le *Scottish Labour Party* (SLP), afin de militer pour étendre les pouvoirs dévolus aux domaines économiques<sup>1324</sup>. Il fut bientôt rejoint par un autre député travailliste, John Robertson, également lassé des concessions aux unionistes du parti qui avaient considérablement réduit le champ d'action des institutions proposées. Après un rassemblement inaugural ayant réuni plus de 400 personnes, le parti gagna l'enthousiasme de jeunes militants travaillistes ainsi que de syndicalistes<sup>1325</sup>. Le projet de dévolution avait divisé les rangs des travaillistes, suscitant de vives tensions, entre d'une part, les partisans d'un réel transfert de pouvoir de Londres vers Cardiff et Édimbourg, et ceux au contraire qui s'y opposaient de façon virulente, à l'instar des six députés du Sud du pays de Galles menés par Leo Abse et Neil Kinnock, surnommés le « *Gang of Six* », ou de Thomas Dalyell (dit

---

<sup>1322</sup> « Devolution », *The Glasgow University Guardian*, 4 décembre 1975, p. 4. « White paper shock waves », *The Irish Democrat*, janvier 1976, p. 3.

<sup>1323</sup> « White paper shock waves », *The Irish Democrat*, janvier 1976, p. 3.

<sup>1324</sup> *Ibid.*

<sup>1325</sup> « New Scottish Labour Party launched », *The Irish Democrat*, février 1976, p. 3.

« Tam ») en Écosse. Les débats sur la *Scotland and Wales Bill* furent longs. Les unionistes travaillistes et conservateurs ajoutèrent de nombreux amendements réduisant les pouvoirs des assemblées ou compliquant leur mise en place, comme la tenue de référendums auprès des peuples gallois et écossais pour valider la réforme, ralentissant ainsi sa progression. En trente heures de discussion réparties sur trois jours au mois de janvier 1977, les députés n'avaient débattu qu'une seule des 115 clauses de la proposition de loi. Afin d'accélérer la procédure, Michael Foot déposa une « motion de guillotine » (« *guillotine motion* »), c'est-à-dire une motion d'allocation de temps restreignant la durée des débats, finalement rejetée en février 1977<sup>1326</sup>. Une nouvelle salve de victoires du SNP aux élections locales en mai 1977 et le pacte électoral signé avec les libéraux poussèrent le gouvernement à réintroduire un projet de dévolution, mais sous la forme de deux propositions de loi séparées pour l'Écosse et le pays de Galles, qui furent enfin votés en février 1978, après une dernière concession de taille aux unionistes – la dévolution ne serait appliquée que si elle était plébiscitée par au moins 40% de l'électorat gallois ou écossais, et non pas par une simple majorité des votants. La dévolution se révélait particulièrement clivante car elle menaçait, aux yeux des unionistes, l'intégrité de l'Union. Ces peurs suscitérent une réaction de rejet des mouvements nationalistes, et de leurs avancées.

## 2.4.4. Déclin

### 2.4.4.1. Fermeture de la structure des opportunités politiques

Comme les autres mouvements contestataires de l'époque, la remise en question du statu quo par les mouvements nationalistes gallois et écossais engendra une sorte de retour de flamme, dans un contexte où les débats

---

<sup>1326</sup> « Devolution – step to power », *The Irish Democrat*, novembre 1976, p. 7. « Petrified assembly », *The Irish Democrat*, janvier 1977, p. 3. « A glimpse into the Scottish establishment », *The Irish Democrat*, février 1977, p. 3.

parlementaires sur la dévolution polarisaient les opinions. Au pays de Galles, le militantisme radical de la CIG avait aliéné une frange non-galloisante de la population, s'opposant entre autres à l'enseignement bilingue dans les écoles. De grands médias britanniques accordèrent à ce contre-mouvement une couverture disproportionnée et souvent orientée. Le quotidien *The Guardian* rapportait par exemple des rassemblements d'une vingtaine de personnes contre l'utilisation du gallois dans les classes, tandis qu'il passait régulièrement sous silence ceux des partisans du bilinguisme réunissant pourtant des centaines de personnes<sup>1327</sup>. La BBC, censée encourager la revitalisation de la langue galloise, se fit quant à elle le relai d'anecdotes douteuses jetant le discrédit sur les politiques bilingues. Des brèves radiophoniques racontaient ainsi l'oppression quotidienne d'enfants et de parents confrontés à des défenseurs fanatiques de la langue galloise. Ce phénomène fut d'ailleurs pointé du doigt par le *Times*, qui concluait son article par une mise en garde :

*The BBC is in the cockpit of the language issue and certainly knows the impact of such doubtful and emotive stories. Because of its divisive potential, the Welsh language question needs special and responsible reporting. [...] There is a particular hypocrisy in journalists' and broadcasters' talking on one hand of undoubted tensions while, on the other, they exacerbate them.*<sup>1328</sup>

Les tensions suscitées par la place de la langue galloise au sein de la société furent également attisées par la campagne contre la dévolution menée par le « *Gang of Six* » auprès des élus travaillistes locaux. Les administrations étaient encouragées à ne plus traiter les demandes rédigées en gallois et à ne plus fournir de formulaires bilingues. Les panneaux de signalisation de certaines communes furent à nouveau érigés exclusivement en anglais, malgré la directive officielle prônant le bilinguisme<sup>1329</sup>. Les opposants à la dévolution jouèrent sur les peurs de

---

<sup>1327</sup> « The gin and tonic set », *Peace News*, 28 septembre 1979, p. 8.

<sup>1328</sup> « Impartial BBC war on Welsh », *The Irish Democrat*, août 1977, p. 2.

<sup>1329</sup> « Welsh Assembly is not good enough », *The Irish Democrat*, avril 1976, p. 3.

la population non-galloisante, s'adressant en particulier aux régions très majoritairement anglophones du sud-est du pays de Galles. Ils affirmaient qu'une assemblée à Cardiff serait dominée par une élite galloisante, qui imposerait sa langue à l'ensemble du territoire, et opprimerait les non-galloisants. La métaphore fut filée à l'extrême par Leo Abse, allant jusqu'à prétendre que les non-galloisants deviendraient des « citoyens de seconde zone » : « *Are the English speaking Welshmen and Welshwomen of Newport, Pontypool and Gwent to become second-class citizens in their own land? Is Newport to be governed from Cardiff by a huge Welsh speaking civil service?* »<sup>1330</sup>. Ce dernier alléguait encore que la ségrégation linguistique exposerait l'assemblée de Cardiff à la corruption<sup>1331</sup>.

En Écosse, la campagne précédant le referendum sur la dévolution connut également son lot de désinformation et de manipulation, notamment à travers la presse. Certains partisans de la dévolution se posaient comme les seuls vrais défenseurs de la nation écossaise, reléguant leurs opposants dans le camp « anglais », engendrant ainsi une surenchère dans la presse populaire. Le *Daily Record* surnomma ainsi le *Daily Express* « *The Voice of England* », puisqu'il était produit depuis 1974 exclusivement en Angleterre. Celui-ci rétorqua que son rédacteur en chef était écossais, ce qui n'était pas le cas du *Daily Record*, qui était de surcroît détenu par un groupe anglais<sup>1332</sup>. Les opposants à la dévolution tournaient à leur tour le nationalisme de leurs adversaires en ridicule en le présentant comme une obsession marginale touchant au fanatisme : « *Here we have the basic reason for devolution : two major parties scared of a few kilted lunatics. This seems to be a very strange reason to have a major constitutional change in the United Kingdom* »<sup>1333</sup>. Le fonctionnement des institutions proposées était souvent expliqué de manière délibérément trompeuse. L'argument du député travailliste Tam Dalyell, baptisé

---

<sup>1330</sup> Stéphanie BORY, « 'A dream turned to ashes'? Les évolutions contradictoires du nationalisme gallois dans les années 1970, *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no. 3, 2016, p. 137.

<sup>1331</sup> « Referendum in Wales », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5.

<sup>1332</sup> « Press has a field day », *The Glasgow University Guardian*, 24 février 1979, p. 4.

<sup>1333</sup> « The great devo debate », *The Glasgow University Guardian*, 27 janvier 1979, p. 3.

« *West Lothian Question* » du nom de la circonscription de ce dernier, dénonçait le déséquilibre des prérogatives accordées aux députés gallois et écossais, qui pourraient continuer à voter sur les sujets concernant exclusivement l'Angleterre en siégeant à Westminster, tandis que les élus anglais ne pourraient plus se prononcer sur les affaires galloises et écossaises relevant du ressort des nouvelles assemblées. Certains opposants à la dévolution se servirent de ce point pour jeter le trouble sur la distribution des domaines de compétence : « *Devolution would mean that your MP in Westminster would have some control over housing in Bristol but none over housing in Hillhead. Confusing, isn't it?* »<sup>1334</sup>. Or, dans ce cas précis, si le député écossais siégeant à Londres pouvait effectivement participer aux décisions concernant le logement de la ville de Bristol mais pas de Glasgow, le fait que cette question relèverait de la compétence des élus de l'assemblée d'Édimbourg était opportunément omis. D'autres arguments misaient sur une forte charge émotionnelle, assimilant la dévolution à l'éclatement de l'Union. Le *Daily Express* proposait dans ces colonnes des variations sur le thème de la déchirure « *Don't Tear Britain Apart* », tandis que d'autres affirmaient que les nationalistes voulaient démanteler le Royaume-Uni : « *The break-up of the United Kingdom is the aim of the Scottish Nationalist Party* »<sup>1335</sup>.

Cette campagne intervenait du surcroît dans le contexte tendu de « l'hiver du mécontentement », baignant le pays dans une atmosphère de crise peu propice aux discussions apaisées. Non seulement les grèves massives accaparaient la une des journaux et dominaient les préoccupations de la population, mais elles influencèrent aussi les arguments des opposants à la dévolution. Ces derniers, notamment les travaillistes gallois et les marxistes écossais du *Scottish Workers Party*, appelèrent à l'unité de classe ouvrière et à la solidarité avec leurs camarades

---

<sup>1334</sup> *Ibid.*

<sup>1335</sup> « The great devo debate », *The Glasgow University Guardian*, 27 janvier 1979, p. 3. « Press has a field day », *The Glasgow University Guardian*, 24 février 1979, p. 4.

en lutte dans les villes industrielles anglaises<sup>1336</sup>. Ce cadrage les plaçait ainsi dans le camp du socialisme, tandis qu'il créait un amalgame entre les partisans de la dévolution et le soutien au gouvernement Callaghan. La popularité de celui-ci étant au plus bas, les conflits sociaux contribuèrent à transformer les référendums en plébiscite sur la politique gouvernementale. La formulation très abstraite de la question posée, « *Do you want the Provisions of the Scotland/Wales Act 1978 to be put into effect?* » ajoutait à la confusion ambiante. Le 1<sup>er</sup> mars 1979, les Gallois se déclarèrent à 80% contre le projet de dévolution, tandis que les Écossais se prononcèrent à 52% pour, ce qui représentait une majorité de près de 80 000 votes. Mais étant donné le taux de participation de 64%, cela ne suffisait pas pour répondre aux exigences de la règle des 40% de soutien de l'électorat<sup>1337</sup>. Ces résultats furent pourtant interprétés comme un rejet du principe même de la dévolution par la majorité des médias et de la classe politique. Des unes telles que « *Scottish Assembly, RIP* », « *No – United We Stand* », ou « *Scotland has spoken, Government must abandon Assembly* » ne laissaient pas de place à la nuance<sup>1338</sup>. Le SNP tenta de faire valoir que le référendum n'avait échoué qu'en raison de la règle des 40%, mais le gouvernement Callaghan refusa de faire appliquer le *Scotland Act*, ce qui poussa les nationalistes écossais à voter une motion de censure responsable de la chute des travaillistes.

Contrairement à Edward Heath, Margaret Thatcher n'était pas favorable à la création d'assemblées en Écosse et au pays de Galles, arguant qu'elles alourdiraient encore davantage la bureaucratie étatique<sup>1339</sup>. Elle s'était félicitée dans un communiqué de la victoire de la campagne unioniste, minimisant le soutien des Écossais à la réforme en tenant compte du taux de participation : « *Only one-in-three Scots favour the Government's proposals for an Assembly, surely this is no*

---

<sup>1336</sup> « Devolution in Scotland: one small step towards working class control », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 10. « Yes in Wales », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 2.

<sup>1337</sup> « Referendum in Wales », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5. « Scottish democracy said 'YES' », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5. « Scottish workers », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5.

<sup>1338</sup> « Scottish democracy said 'YES' », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5.

<sup>1339</sup> Dominic SANDBROOK, *Seasons in the Sun*, op. cit., p. 523.

*basis for implementing the Scotland Act. [...] This has been a good day for the United Kingdom* »<sup>1340</sup>. Le manifeste de campagne des conservateurs pour l'élection de mai 1979 réaffirmait la suprématie de Westminster et ne mentionnait plus la dévolution<sup>1341</sup>. Dans son discours de campagne à Édimbourg le 25 avril, elle avait redéfini le concept de la manière suivante : « *The devolution in which we believe, above all, is the devolution of power away from politicians and the state to the people themselves* »<sup>1342</sup>. Il n'était donc plus question de transfert de pouvoir par le biais d'institutions politiques décentralisées, mais de donner aux individus les moyens de prendre en main leur destin en réduisant le rôle de l'État et en laissant libre cours aux forces du marché. Ainsi, l'échec des référendums sur la dévolution, la rhétorique unioniste et la nouvelle conception du gouvernement Thatcher du rôle de l'État contribuèrent à refermer pour une dizaine d'années, la structure des opportunités politiques pour les nationalistes gallois et écossais.

#### **2.4.4.2. Conclusion et impact du mouvement**

La résurgence des mouvements nationalistes gallois et écossais dans les longues années soixante s'insérait dans le contexte plus large des mouvements de contestation destinés à améliorer concrètement les conditions de vie des habitants de ces nations. Le rejet des politiques de défense du gouvernement britannique réveillèrent les sentiments nationaux au pays de Galles en Écosse, donnant une résonance particulière aux manifestations contre les armes nucléaires, à plus forte raison lorsque ces dernières furent placées directement sur le territoire écossais. Quant aux étudiants, ils rejoignirent en nombre les

---

<sup>1340</sup> Margaret THATCHER, « Written Statement on devolution (referendum results) », 2 mars 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 8 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/103960>>.

<sup>1341</sup> CONSERVATIVE PARTY, « Conservative Manifesto, 1979 », 1979, *Political Sciences Resources* [en ligne], [consulté le 8 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.politicsresources.net/area/uk/man/con79.htm>>.

<sup>1342</sup> Margaret THATCHER, « Speech to Conservative Rally in Edinburgh », 25 avril 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 8 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/104043>>.

mouvements nationalistes, adaptant les cadres des mouvements anti-impérialistes et pour les droits civiques des noirs américains à la situation de leur nation, mais aussi en redynamisant leurs cultures et leurs langues traditionnelles. Le mouvement ouvrier contribua de manière décisive à l'essor des partis nationalistes, articulant les problèmes économiques spécifiques au pays de Galles et à l'Écosse avec la gestion du gouvernement central à Londres. Les liens historiques avec le mouvement nationaliste irlandais permirent la diffusion de ses tactiques et de certains aspects de son idéologie, renforçant les identités nationales en soulignant les similarités entre les nations celtes et se démarquant du même coup de l'Angleterre. De plus, les mouvements écossais et gallois s'influencèrent également entre eux, instaurant une dynamique dans laquelle les avancées de l'un émulaient les demandes de l'autre. Le succès de la CIG pour la défense de la langue galloise persuada les militants écossais d'adapter ses méthodes et ses cadres d'action collective. S'ils ne suscitèrent pas le même engouement massif qu'au pays de Galles, ils réussirent tout de même à obtenir une plus grande visibilité pour le gaélique écossais dans les médias et des moyens supplémentaires pour faciliter son enseignement. Les Écossais étaient revanche à la pointe de la contestation de la campagne pour sauvegarder les emplois, inspirant les Gallois à suivre la voie des ouvriers de l'UCS. Dans le domaine politique, les poussées de *Plaid Cymru* et du SNP contraignirent les principaux partis britanniques à formuler des projets de réforme constitutionnelle afin d'accorder plus d'autonomie au pays de Galles et à l'Écosse. Le principe de la dévolution, rapprochant le processus décisionnel au plus près des citoyens, avait trouvé un écho au sein de la population, à une époque où ces derniers demandaient de plus en plus à être consultés sur les décisions qui les concernaient directement. De par leur vision romantique de leurs territoires nationaux et leur idéalisation des modes de vie traditionnels ruraux, les mouvements nationalistes gallois et écossais contribuèrent aussi à l'essor du mouvement écologiste, notamment en s'opposant à certains projets miniers ou industriels menaçant l'écosystème de certaines régions.

## 2.5. LE MOUVEMENT ECOLOGISTE

À l'instar des autres mouvements contestataires des longues années soixante, le mouvement écologiste ne fut pas une invention de l'époque. La naissance de l'écologie en tant que discipline scientifique remontait au XIX<sup>e</sup> siècle. Comme en témoigne l'étymologie du terme forgé par le biologiste allemand Ernst Haeckel – signifiant littéralement « science de l'habitat » – l'écologie visait à étudier les relations entre les êtres vivants et leur milieu naturel<sup>1343</sup>. L'influence néfaste des activités humaines sur les écosystèmes relevait à cette époque seulement des préoccupations des spécialistes, et, ponctuellement de petits groupes désireux de protéger le milieu naturel en s'opposant à des phénomènes particuliers, tels que la construction de voies ferrées ou l'abattage massif d'oiseaux lié à la fabrication de chapeaux à plumes<sup>1344</sup>. Cependant, plus l'impact négatif des actions de l'homme sur la nature devenait manifeste, plus l'écologie prit une dimension politique et évolua en mouvement de masse afin de convaincre les pouvoirs publics, les entreprises, mais aussi la population en général de minimiser leur empreinte environnementale. Ainsi, les revendications écologistes recouvraient des domaines très divers, comme la sauvegarde de la faune et de la flore, mais aussi plus généralement du patrimoine naturel, avec par exemple l'inclusion de sites d'intérêt géologique dans les parcs nationaux, ou encore des demandes liées à l'environnement en tant que cadre de vie, telles que l'opposition à certains projets d'urbanisation.

Pour étudier les différentes facettes de ce mouvement, l'analyse s'appuiera sur des articles provenant d'un large éventail de publications. Le magazine *Resurgence*, lancé en 1966, fut la première publication spécifiquement dédiée à l'écologie au Royaume-Uni. Il fut bientôt accompagné par le mensuel *The*

---

<sup>1343</sup> Simon A. LEVIN (éd), *The Princeton Guide to Ecology*, Princeton : Princeton University Press, 2009, p. vii.

<sup>1344</sup> Ian G. SIMMONS, *An Environmental History of Great Britain: From 10,000 Years Ago to the Present*, Édimbourg : Edinburgh University Press, 2001, pp. 179-80.

*Ecologist*, dont le premier numéro en 1970 signalait la transformation de la mobilisation en mouvement de masse. Ces deux publications représentaient néanmoins deux approches différentes, celle de *Resurgence* étant plutôt culturelle et philosophique, avec la publication de nombreux essais, de poèmes et de dessins artistiques, tandis que *The Ecologist* se voulait plus politique, par le biais d'articles scientifiques se penchant sur l'impact des activités humaines sur l'environnement, mais aussi sur leurs conséquences sociologiques. Afin d'examiner les liens entre les différents mouvements, les publications de la gauche radicale, des féministes et des étudiants seront incluses dans le corpus. De même pour l'hebdomadaire pacifiste *Peace News*, dont l'évolution refléta la prise de conscience environnementale au cours des années 1960, et qui consacra ensuite de nombreux articles à la protection de l'écosystème après le tournant de 1970. Enfin, les organes de la contre-culture seront également inclus, dans la mesure où ce milieu influença fortement les nouveaux modes de vie alternatifs prônés par le mouvement écologiste. Le bimensuel *The International Times* était l'une des principales voix de la scène *underground* londonienne, mais afin de ne pas se cantonner à la capitale, le journal *Muther Grumble*, basé à Durham, permettra d'avoir un aperçu de la vision des cercles contre-culturels du Nord-Est de l'Angleterre.

### **2.5.1. Émergence : facteurs environnementaux internationaux et locaux**

#### ***2.5.1.1. Impact de la Seconde Guerre mondiale et prise de conscience écologique***

La Seconde Guerre mondiale amorça une prise de conscience généralisée de l'impact désastreux des activités humaines sur l'environnement. Le conflit avait entraîné la destruction à grande échelle du paysage mais aussi la militarisation du territoire, avec la réquisition d'espaces ruraux par le gouvernement afin de créer des bases militaires, des camps d'entraînement ou des

usines d'armements<sup>1345</sup>. D'éminents biologistes s'indignèrent de la menace que pouvaient représenter ces phénomènes pour le patrimoine naturel, et formèrent le *Nature Reserves Investigation Committee*, afin d'œuvrer pour la création de réserves naturelles visant à sauvegarder la faune et la flore locales. L'organisation comptait notamment parmi ses membres le botaniste Arthur Tansley, qui avait développé le concept d'« écosystème » en 1935, ou encore Julian Huxley, frère de l'écrivain Aldous Huxley et célèbre pour ses travaux de zoologie évolutionniste. En 1943, ils proposèrent au gouvernement une liste de sites à préserver en priorité afin de conserver le patrimoine naturel national. Ces efforts aboutirent au *National Parks and Access to the Countryside Act* de 1949, créant dix parcs naturels en Angleterre et au pays de Galles<sup>1346</sup>, mais aussi d'autres espaces protégés pour leur beauté ou leur intérêt scientifique particulier, gérés par l'organisme gouvernemental *Nature Conservancy*<sup>1347</sup>. Cette loi s'insérait dans le contexte des politiques de planification économique du gouvernement Attlee et reflétait la nouvelle vision conservacionniste de l'environnement, envisageant la défense de la nature en termes de gestion des ressources. Il s'agissait de donner la possibilité à la population d'accéder à ces espaces naturels, dans un contexte où le gouvernement se préoccupait de plus en plus du bien-être des citoyens et tentait d'améliorer concrètement leurs conditions de vie grâce aux réformes du *Welfare State*. Dans les années 1950 et 1960, la hausse généralisée du niveau de vie allait permettre aux travailleurs de profiter de leur temps libre pour s'échapper des villes et s'adonner à des activités de plein air<sup>1348</sup>. Le texte de loi de 1949 soulignait ainsi l'importance de l'aspect récréatif des parcs nationaux, justifiant qu'ils soient

---

<sup>1345</sup> Peter COATES, Tim COLE, Marianna DUDLEY, et Chris PEARSON, « Defending Nation, Defending Nature? Militarized Landscapes and Military Environmentalism in Britain, France, and the United States », *Environmental History*, 16, juillet 2011, p. 458.

<sup>1346</sup> Bien que la création de cinq parcs nationaux en Écosse ait été préconisée par les rapports rédigés pendant la guerre, de telles institutions ne furent créées que bien plus tard, grâce au *National Parks (Scotland) Act* voté par le parlement d'Édimbourg en 2000.

<sup>1347</sup> John SHEAIL, « Nature Reserves, National Parks, and Post-war Reconstruction, in Britain », *Environmental Conservation*, 11, printemps 1984, pp. 30-32.

<sup>1348</sup> Rodney LOWE, *The Welfare State in Britain Since 1945*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2005, pp. 245-6.

mis à la portée du plus grand nombre : « *their natural beauty and the opportunities they afford for open air recreation, having regard both to their character and to their position in relation to centres of population* »<sup>1349</sup>.

Une logique similaire présida à l'adoption du *Rivers (Prevention of Pollution) Act* de 1951, afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, en instaurant des sanctions pénales pour les rejets délibérés de substances délétères, qui furent renforcées en 1961<sup>1350</sup>. De plus en plus de voix s'élevaient pour dénoncer le déversement des égouts et des déchets industriels dans les cours d'eau<sup>1351</sup>. Leur préservation était donc perçue comme nécessaire pour s'assurer que la population puisse profiter de leur cadre comme source de détente ou de divertissement. L'utilisation raisonnée et contrôlée des ressources naturelles devait garantir un accès équitable au patrimoine naturel national.

### **2.5.1.2. Prospérité : l'envers du décor**

La période de l'après-guerre fut marquée par une forte croissance économique ainsi que d'importants progrès scientifiques et innovations technologiques. À mesure que l'austérité laissait place à l'opulence, vers la fin des années 1950, le consumérisme effréné caractéristique de la nouvelle société d'abondance (*affluent society*) prit son essor<sup>1352</sup>. Dans le même temps, les limites de ces nouveaux modes de vie commençaient à poindre. Des catastrophes écologiques à l'origine clairement humaine témoignaient de l'impact désastreux des activités économiques non seulement sur la santé publique, mais aussi sur l'environnement. Pendant cinq jours au mois de décembre 1952, Londres fut plongée dans l'obscurité par un épais brouillard. Le *smog*, issu de la contraction de « *smoke* » et de « *fog* », était un phénomène courant dans les grandes villes

---

<sup>1349</sup> « Friends of the Earth Newsletter », *The Ecologist*, février 1972, p. 27.

<sup>1350</sup> Susan WOLF et Neil STANLEY, *Wolf and Stanley on Environment Law*, Oxford: Routledge, 2011, p. 129.

<sup>1351</sup> « Dirty Rivers », *The Times*, 17 novembre 1950, p. 5.

<sup>1352</sup> Dominic SANDBROOK, *Never Had It So Good*, *op. cit.*, pp. 106-17.

britanniques depuis la révolution industrielle, mais l'intensité et la durée prolongée de cet épisode en firent un évènement historique, bientôt baptisé « *Great Smog of London* ». Les fumées produites par les centrales électriques à charbon et les poêles des habitations se retrouvèrent prises au piège dans la ville, du fait d'un temps humide et froid, sans qu'aucun souffle de vent ne vienne les dissiper. Cette brume toxique causa un grand nombre d'infections des voies respiratoires, entraînant la mort de 4000 personnes selon les autorités de l'époque<sup>1353</sup>. Ce bilan fut revu à la hausse a posteriori par les spécialistes, estimant à 12 000 le nombre de décès directement liés au *smog* entre décembre 1952 et février 1953<sup>1354</sup>. Mais la classe politique ne s' alarma pas pour autant. Il fallut les pressions de l'organisation réformiste *National Smoke Abatement Society* pour pousser le gouvernement à prendre des mesures réduisant concrètement la pollution de l'air. En 1956, l'entrée en vigueur du *Clean Air Act*, chargé de contrôler les émissions de fumées domestiques et industrielles, permit de réduire leur niveau de 75% en vingt ans<sup>1355</sup>.

Une autre conséquence tragique de la pollution industrielle fut le glissement de l'un des terrils de la mine de charbon d'Aberfan, au sud du pays de Galles, en octobre 1966. L'accumulation pendant des décennies de centaines de milliers de tonnes de déchets issus de l'exploitation minière, au sommet de la colline surplombant le village, entraîna la mort de 144 personnes, dont 116 enfants, lorsqu'une gigantesque coulée ensevelit une partie du village<sup>1356</sup>. L'évènement fut immédiatement perçu comme une catastrophe environnementale, causée par la négligence des industriels de la *National Coal Board* qui avaient refusé d'écouter les mises en garde des autorités locales. Un article du *Times* fustigeait la cupidité de la société d'abondance, au sein de laquelle

---

<sup>1353</sup> « The ailing air », *The Ecologist*, septembre 1970, pp. 6-11.

<sup>1354</sup> « Counting the cost of London's killer smog (air pollution) », *Science*, 13 décembre 2002, pp. 2106-7.

<sup>1355</sup> David EVANS, *A History of Nature Conservation in Britain*, Londres : Routledge, 1997, p. 97.

<sup>1356</sup> Patrick LAGADEC, « La catastrophe d'Aberfan : construire une catastrophe à force d'ignorer les signes avant-coureurs », *Mémoire des accidents, Préventique*, 134, mars-avril 2014, pp. 40-43.

les considérations matérielles prenaient le pas sur la sécurité de la population et la protection de la nature : « *These huge heaps of the detritus of industry, towering over villages and farmsteads, dehumanising the environment and even threatening human life, are grim symbols of the false values of an acquisitive culture* »<sup>1357</sup>.

L'année suivante, le naufrage du pétrolier *Torrey Canyon*, se brisant sur des récifs entre la pointe des Cornouailles et les îles Scilly en mars 1967, provoqua une marée noire d'une ampleur sans précédent. Le navire contenait 120 000 tonnes de pétrole, qui se déversaient progressivement dans la mer. Afin de limiter l'impact sur le tourisme du littoral, le gouvernement Wilson prit la décision de bombarder l'épave afin d'enflammer le carburant restant, et de déverser de grandes quantités d'agents dispersants sur les nappes brunâtres flottant à la surface<sup>1358</sup>. Les effets de ces produits chimiques furent encore plus néfastes pour la faune et la flore marines que la couche d'hydrocarbures<sup>1359</sup>. Cette nouvelle catastrophe écologique représentait un véritable traumatisme pour la population locale, à même de constater directement l'étendue des dégâts, mais aussi dans une certaine mesure pour le reste du pays, du fait des images choquantes diffusées par les médias, notamment d'oiseaux agonisant les ailes engluées par le pétrole. De nombreux bénévoles affluèrent de tout le territoire national pour venir prêter main forte aux Cornouaillais, nettoyant les plages et portant secours à la faune, notamment par le biais de la *Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals*. De nombreux enfants participèrent aux opérations de nettoyage, patrouillant le long de la côte et apportant les oiseaux mazoutés dans des centres de soins

---

<sup>1357</sup> « The black tragedy of Aberfan », *The Times*, 4 août 1967, p. 9.

<sup>1358</sup> « Race to keep tanker's oil clear of Cornish beaches », *The Guardian*, 20 mars 1967, p. 1.  
« Biggest sea spectacular since the war », *The Guardian*, 29 mars 1967, p. 1.

<sup>1359</sup> « Can the seas survive? Long-term effects of pollution on marine life », *The Ecologist*, mars 1971, pp. 4-9.

spécialisés<sup>1360</sup>. Les *beats* et les *hippies* qui se réunissaient à Saint Ives, haut lieu de la contre-culture, joignirent également leurs forces à celles des volontaires<sup>1361</sup>.

Les intellectuels de la Nouvelle Gauche et les adeptes de la contre-culture n'avaient pas attendu les catastrophes écologiques pour critiquer les valeurs de la société de consommation. Déjà au tournant des années 1960, ils condamnaient les excès du système capitaliste, de l'obsession matérialiste, exprimant une profonde frustration à l'égard d'une société de plus en plus marchandisée<sup>1362</sup>. En 1966, Ernst Friedrich Schumacher, économiste allemand conseiller à la *National Coal Board*, dénonçait la logique destructrice de la quête frénétique d'accroissement de la productivité :

*“Scientific progress,” we are told, the proudest offspring of Industrial Society, must on no account be impeded or even controlled in any way whatsoever. It is assumed to be the indispensable means of raising productivity, the highest aim of a generation too greedy to be concerned with the ultimate ends of human existence or even with the preservation of this existence itself.*<sup>1363</sup>

D'autres lanceurs d'alerte écrivirent la dilapidation des ressources naturelles inhérente au productivisme : « *Growth, growth and more growth is all our leaders cry: produce, process, use and destroy* », concluant que la civilisation des pays occidentaux était devenue une « culture de gaspillage égoïste » (« *a culture of selfish waste* »)<sup>1364</sup>. Selon eux, la seule solution envisageable était de transformer en profondeur les principes régissant les modes de production et de consommation pour les rendre respectueux de l'environnement, dépassant la vision anthropocentrée des relations entre l'homme et la nature.

---

<sup>1360</sup> Mark WILSON, *The British Environmental Movement: The Development of an Environmental Consciousness and Environmental Activism, 1945-1975*, thèse de doctorat, Université de Northumbria, 2014, pp. 204-7.

<sup>1361</sup> « St Ives: the new fuzz », *The International Times*, 15 août 1969, p. 4.

<sup>1362</sup> « The New Left », *Peace News*, 29 janvier 1960, p. 2. « The Beat Generation – I », *Peace News*, 12 août 1960, p. 5.

<sup>1363</sup> « Industrial Society », *Resurgence*, septembre-octobre 1966, pp. 12-16.

<sup>1364</sup> « The ecological gap », *Peace News*, 20 juin 1969, pp. 2-3, 7.

### 2.5.1.3. Une nouvelle vision biocentrée

Les travaux de 1935 du botaniste Arthur Tansley avaient contribué à démontrer que les interactions entre les êtres vivants et leur milieu naturel formaient un ensemble dynamique. Le constat de ces relations d'interdépendance entre ces organismes et leur environnement conduisirent les scientifiques à développer une vision plus globale des problèmes écologiques, montrant que la moindre atteinte à un élément du milieu biologique pouvait déséquilibrer l'écosystème tout entier et donc avoir des répercussions sur les espèces vivantes qu'il abritait. La biologiste américaine Rachel Carson développa ce concept dans son ouvrage *Silent Spring*, dont le titre évoquait des campagnes privées du chant des oiseaux, paru en 1962 aux États-Unis et publié un an plus tard en Europe. Elle étudia notamment l'impact des herbicides et des insecticides comme le DDT (Dichloro-Diphényl-Trichloroéthane) épanchés sur les terres agricoles pour en optimiser le rendement, mais aussi dans les forêts et les jardins pour se débarrasser des nuisibles. Elle mit en évidence la relation de cause à effet de ces produits chimiques sur tous les maillons de la chaîne alimentaire : des végétaux, aux insectes, aux oiseaux, jusqu'aux effets cancérogènes sur les humains<sup>1365</sup>. Ces conclusions furent corroborées en 1963 par le zoologiste Julian Huxley, démontrant à son tour l'effet nocif des pesticides non pas seulement sur les oiseaux insectivores mais sur l'ensemble du vivant<sup>1366</sup>. Ces travaux favorisèrent l'émergence d'une nouvelle vision des relations entre l'homme et la nature, selon laquelle cette dernière n'était plus seulement considérée comme une ressource nécessaire au bien-être humain, mais comme ayant au contraire une valeur intrinsèque, en tant que milieu indispensable à un ensemble d'espèces animales et végétales. Cette approche fut qualifiée de « biocentrée » (*biocentric*), par opposition

---

<sup>1365</sup> Rachel CARSON, *Silent Spring*, Greenwich (Connecticut) : Fawcett, 1962.

<sup>1366</sup> Mark WILSON, *op. cit.*, p. 154.

à une approche « anthropocentrée » (*anthropocentric*), puisqu'elle plaçait l'homme sur un pied d'égalité avec les autres êtres vivants<sup>1367</sup>.

Les photographies de la Terre vue depuis la Lune prises au cours des différentes missions américaines Appollo entraînent également un changement des perceptions de la place de l'homme au sein de son environnement terrestre et plus généralement de l'univers. Si la prouesse technique d'envoyer deux hommes marcher sur le sol lunaire le 20 juillet 1969 dans le cadre du programme Appollo 11 témoignait de la puissance de l'espèce humaine, elle révélait aussi paradoxalement sa vulnérabilité. Pris six mois plus tôt, le cliché « *Earthrise* », montrant un lever de Terre vue depuis l'orbite de la Lune, présentait un contraste saisissant entre le sol gris et stérile de la surface lunaire et les couleurs vives de la Terre, paraissant isolée et fragile dans l'immensité noire de l'espace (voir annexe 30). Lors de la mission Appollo 8 qui parvint à expédier pour la première fois des hommes en orbite autour de la Lune, les images capturées par le module spatial furent retransmises en direct à la télévision le 24 décembre 1968, sous les yeux de près d'un quart de la population mondiale. Il s'agissait alors de la plus forte audience jamais enregistrée dans l'histoire de la télévision<sup>1368</sup>. L'un des astronautes déclara : « *The vast loneliness is awe-inspiring and it makes you realize just what you have back there on Earth* »<sup>1369</sup>. La vue de la planète depuis l'espace entraîna chez certains une prise de conscience du caractère unique et précieux de l'écosystème terrestre, considéré comme un tout dont l'homme devait absolument prendre soin. L'éditorial du numéro de lancement de la revue *The Ecologist*, paru en juillet 1970 – soit un an après la mission Appollo 11 – était accompagné d'une photographie de la Terre vue depuis la Lune, et insistait sur

---

<sup>1367</sup> Ned HETTINGER, « Environmental ethics », dans Mark BEKOFF et Carron MEANEY (éds), *Encyclopedia of Animal Rights and Welfare*, Westport : Greenwood Press, 1998, p. 159.

<sup>1368</sup> « Appollo 8 », Witness, 2016, *BBC World Service* [en ligne], [consulté le 23 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.bbc.co.uk/programmes/p04knm80>>.

<sup>1369</sup> « Earthrise », NASA, 24 décembre 1968, *www.nasa.gov* [en ligne], [consulté le 23 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <[https://www.nasa.gov/multimedia/imagegallery/image\\_feature\\_1249.html](https://www.nasa.gov/multimedia/imagegallery/image_feature_1249.html)>.

les conditions exceptionnelles ayant conduit à l'émergence de formes de vie complexes sur la planète (voir annexe 31)<sup>1370</sup>. Les militants contre la pollution de l'air mirent à leur tour en avant l'impossibilité pour l'homme de survivre à l'extérieur de l'atmosphère respirable de la Terre : « *A year ago a man walked on the moon. [...] here man first stood outside his world and knew his oneness with a precious, living lump of rock set in a bleak infinity* »<sup>1371</sup>. La protection de l'environnement devenait donc une question de survie, du fait de la dépendance de l'homme, à l'instar des autres espèces vivantes, vis-à-vis de son milieu naturel.

## 2.5.2. Influence des mouvements précédents

### 2.5.2.1. Le mouvement pour le désarmement nucléaire

Le mouvement pour le désarmement nucléaire joua un rôle fondamental dans l'émergence du mouvement écologiste, contribuant à la prise de conscience de l'impact des activités humaines sur l'environnement, mais aussi de par sa dimension internationaliste qui permit la création d'un réseau transnational de militants et d'un répertoire de l'action collective traversant littéralement les frontières. Si les pacifistes protestaient initialement contre le principe des armes de destruction massive, ils en vinrent rapidement à dénoncer les effets délétères des essais nucléaires atmosphériques sur l'environnement. Certains scientifiques tentèrent d'alerter le public sur les conséquences graves des retombées radioactives après les tests américains de la bombe à hydrogène dans les îles Marshall de 1954. Dès 1956, des rapports destinés à la communauté internationale furent publiés, mettant en évidence la pollution radioactive atmosphérique<sup>1372</sup>. Les précipitations rabattaient ensuite ces substances à la surface de globe, s'infiltrant dans les sols, contaminant l'eau, les espèces animales

---

<sup>1370</sup> « Editorial », *The Ecologist*, juillet 1970, p. 2.

<sup>1371</sup> « The ailing air », *The Ecologist*, septembre 1970, pp. 6-11.

<sup>1372</sup> « The effects of nuclear explosions », *Peace News*, 23 novembre 1956, p. 5.

et végétales. L'homme était doublement exposé, à la fois directement par la présence des poussières radioactives, mais aussi indirectement par l'absorption d'eau ou de nourriture. L'isotope le plus dangereux, le strontium 90, possédait de fortes similarités chimiques avec le calcium. Il était assimilé par les plantes, puis par les vaches, et enfin par l'homme en bout de chaîne, notamment à travers la consommation de lait. Cette exposition augmentait fortement les risques de cancer, notamment de leucémie. L'irradiation pouvait causer des dommages génétiques irrémédiables et entraîner des malformations chez la descendance<sup>1373</sup>.

Les militants appelant à l'arrêt des essais nucléaires affirmaient que les autorités minoraient délibérément l'impact des retombées radioactives sur l'environnement et la santé publique, s'appuyant sur des travaux de scientifiques du monde entier. Ils insistaient également sur les effets à long terme des explosions dans la stratosphère, puisque la poussière radioactive pouvait mettre plus d'une dizaine d'années avant de toucher la surface du globe mais aussi car ces substances restaient nocives pendant plusieurs décennies<sup>1374</sup>. L'annonce de la mort d'un sapeur et d'un officier de la marine de leucémies foudroyantes, moins d'un an après avoir assisté aux essais britanniques de l'île Christmas en novembre 1957, augmenta la défiance à l'égard des autorités qui n'avaient tout lien de causalité entre les deux événements<sup>1375</sup>. Les militants ne faisaient plus confiance à leurs dirigeants pour agir dans l'intérêt de la population. En plus de l'impératif moral qui les poussait à se mobiliser, un sentiment de catastrophe imminente transparaissait des slogans : « *Bury the bomb not mankind* » ou « *Four-minute warning : just time to say cheerio!* » en référence au temps très court dont les citoyens disposaient pour se mettre à l'abri en cas d'attaque nucléaire une fois l'alerte

---

<sup>1373</sup> « Stop the H-Tests », *Peace News*, 22 février 1957, pp. 1, 6. « Leukaemia and Radiation », *Peace News*, 16 août 1957, p. 3. « Atomic Dust in Wales », *Peace News*, 19 septembre 1958, p. 8. « To see women MPs about H-test danger », *Peace News*, 12 décembre 1958, p. 8.

<sup>1374</sup> « 'Something every town and village should do' », *Peace News*, 5 juillet 1957, p. 7. « Fallout », *Peace News*, 8 mai 1959, p. 4.

<sup>1375</sup> « Did H-tests kill this sailor? », *Peace News*, 5 septembre 1958, p. 1.

donnée par les autorités<sup>1376</sup>. Ce type de discours alarmiste serait repris par la suite par les écologistes soucieux d'attirer l'attention des pouvoirs publics et de la population sur l'urgence des problèmes environnementaux. La conviction des pacifistes que la culture dominante, et, plus généralement la société, devaient être transformées en profondeur afin de parvenir au désarmement nucléaire, mais aussi à un état de paix durable, fut aussi transposée au cadre de pronostic du mouvement écologiste. Lors de sa création en 1966, le magazine écologiste *Resurgence* revendiquait dans son premier éditorial l'influence directe de la CND et du C100, et entendait changer radicalement la culture et la structure de la société :

*Men will not come to reject our war societies until they have some coherent alternative to which they can turn. We think this alternative, based on love, non-violence, personal dedication and the power of the individual to make his own decisions, is today the only alternative to the monstrous biological anticlimax towards which human society is clearly moving.*<sup>1377</sup>

De nombreux groupes écologistes reconnurent l'influence fondamentale du mouvement pour le désarmement nucléaire sur leurs pratiques contestataires, à l'instar de *Commitment*, qui s'inspirait directement du C100 pour organiser des *sit-ins* bloquant le trafic afin de protester contre la pollution, ou encore du *Save Stansted Group*, pour lequel la filiation était en ligne directe, et qui s'opposait au projet de construction d'un troisième aéroport londonien par le biais de tactiques d'action directe<sup>1378</sup>. L'organisation *Greenpeace* incarnait parfaitement la fusion entre pacifisme et écologie, comme en témoignait à la fois son nom et son logo originel composé pour moitié d'un symbole représentant la planète Terre, et de l'emblème pacifiste hérité de la CND (voir annexe 32). L'évènement fondateur de

---

<sup>1376</sup> « This was Easter 1961 », *Peace News*, 7 avril 1961, p. 5. « The marchers », *Peace News*, 27 avril 1962, p. 5.

<sup>1377</sup> « Statement of intent », *Resurgence*, mai-juin 1966, pp. 2-3.

<sup>1378</sup> « New group to fight the Stansted bulldozer », *Peace News*, 22 septembre 1967, p. 1. « Come Together », *Mother Grumble*, décembre 1973, p. 9.

l'association canadienne<sup>1379</sup> fut le voyage d'un ancien chalutier, rebaptisé le *Greenpeace*, après son rachat par des militants afin de se rendre dans les eaux de l'île d'Amchitka, en Alaska, pour protester contre des essais nucléaires souterrains américains en novembre 1971<sup>1380</sup>. Ses membres précurseurs se réclamaient de l'héritage du DAC, dont les actions avaient donné naissance au mouvement pour le désarmement nucléaire britannique. La tactique de naviguer jusque dans les zones d'essais nucléaires avait été utilisée pour la première fois en 1957, par Harold et Sheila Steele, dans l'espoir d'empêcher les tests britanniques de l'île Christmas. Les militants canadiens mettaient en avant l'adoption de cette technique et se plaçaient dans la même mouvance pacifiste transnationale<sup>1381</sup>. Cette action eut pour effet immédiat de revigorer la CND, alors au plus bas de sa popularité, si l'on se fiait au nombre d'adhérents, tombé à 2047 en 1971<sup>1382</sup>. Elle organisa immédiatement un rassemblement en opposition aux essais nucléaires d'Amchitka, devant l'ambassade américaine à Londres, à la fin du mois d'octobre 1971. Les slogans de ses membres reflétaient la nouvelle conscience écologique : « *Is Alaska expendable?* » ou encore « *Nuclear pollution lasts 1,000 years* ». Dans la foulée, la CND prit la décision de renouer avec les grandes marches de Pâques lors de sa conférence annuelle, mais en partant de Londres vers Aldermaston, comme à ses débuts en 1958<sup>1383</sup>. Le collectif *Greenpeace* de Londres adopta également les tactiques de la CND, lançant une grande marche de Londres à Paris, au printemps 1973, en opposition aux tests des bombes françaises à l'atoll

---

<sup>1379</sup> *Greenpeace* était à l'origine une organisation basée à Vancouver, fondée en 1971, et qui devint par la suite un organisme international. Un groupe d'écologistes radicaux de Londres utilisa également le nom et le logo, sans pour autant être affilié à l'organisation canadienne. En 1977, une branche officielle de cette dernière fut créée au Royaume-Uni, ce qui n'empêcha pas les militants londoniens qui ne souhaitaient pas rejoindre cette grande structure de continuer à utiliser cette appellation. Brian DOHERTY, Matthew PATERSON, et Benjamin SEEL, « Direct Action in British Environmentalism », dans Brian DOHERTY, Matthew PATERSON, et Benjamin SEEL (éds), *Direct Action in British Environmentalism*, Londres : Routledge, 2000, p. 5.

<sup>1380</sup> « The good ship "Greenpeace" and the Amchitka test », *Peace News*, 13 août 1971, p. 5.

<sup>1381</sup> « Greenpeace message: 'This world is our place' », *Peace News*, 8 octobre 1971, p. 1.

<sup>1382</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 124.

<sup>1383</sup> « The Amchitka test », *Peace News*, 5 novembre 1971, p. 7. « CND returning to Aldermaston », *Peace News*, 5 novembre 1971, p. 7.

de Mururoa, en Polynésie, comme l'avaient fait un groupe de participants à la grande marche de Pâques en 1960. L'évènement se voulait international, les militants arrivèrent sur le continent européen par la Belgique, où ils furent rejoints par d'autres protestataires d'une dizaine de nationalités différentes<sup>1384</sup>. L'organisation canadienne *Greenpeace* envoya à nouveau son navire dans la zone d'essais nucléaires, mais il fut cette fois accompagné par une véritable flottille pacifiste, composée d'embarcations ayant pour la plupart des équipages de nationalités diverses. Cette innovation renforçait la dimension transnationale de l'action, soulignant l'étendue de l'impact des retombées radioactives et des risques liés aux expérimentations avec les armes de destruction massive, qui dépassaient de loin le simple cadre national<sup>1385</sup>.

Dans les années 1970, les militants se tournèrent vers le nucléaire civil. Jusqu'alors, la mobilisation anti-nucléaire avait adopté une posture pacifiste, et s'était concentrée sur l'utilisation militaire du nucléaire, sans aborder le sujet des centrales électriques alimentées par cette source d'énergie. La première installation de ce type datait pourtant de 1956. Elle se trouvait à Windscale, au nord-ouest de l'Angleterre. Un an seulement après sa mise en service, un incendie avait endommagé gravement un réacteur, contaminant la zone environnante. Le bâtiment fut scellé puis condamné. L'incident fut étouffé par les autorités, et le lait produit dans un rayon de 300 kilomètres carrés autour du site fut jeté dans la mer d'Irlande<sup>1386</sup>. La mobilisation contre le nucléaire civil apparut au début des années 1970, en opposition à la pollution à très long terme engendrée par les déchets radioactifs produits par ce type de centrales. « *If we continue to use nuclear power, we can expect the landscape to be littered with highly dangerous cathedral-sized hulks* » déclaraient ainsi les militants des premiers groupes écologistes anti-nucléaires<sup>1387</sup>.

---

<sup>1384</sup> « On from Aldermaston », *Peace News*, 22 avril 1960, p. 1. « Greenpeace expects! », *Peace News*, 1 juin 1973, p. 8. « Greenpeace in Paris: Turn up, chain-in, sit down! », *Peace News*, 8 juin 1973, p. 10.

<sup>1385</sup> « Peace armada », *Peace News*, 8 juin 1973, p. 10. « C'est la mort! », *Peace News*, 13 juillet 1973, p. 1.

<sup>1386</sup> Ian G. SIMMONS, *op. cit.*, p. 312.

<sup>1387</sup> « Fessenheim – Easter Monday », *The Ecologist*, juin 1971, p. 26-28.

L'articulation du lien entre le nucléaire militaire et civil n'interviendrait qu'un peu plus tard dans la décennie, comme cela sera démontré un peu plus loin.

### **2.5.2.2. Le mouvement contre la guerre du Vietnam**

La guerre du Vietnam contribua à la prise de conscience de l'impact écologique des activités humaines sur l'environnement naturel, représentant une illustration concrète des ravages provoqués par les produits chimiques défoliants. Depuis 1961, les Américains menaient une opération de contre-insurrection connue sous le nom d'opération Hadès (*Operation Hades*). Celle-ci avait pour but de gagner une guerre d'usure contre les insurgés vietnamiens, en détruisant délibérément leur environnement : l'épaisse végétation leur servant de couverture, mais aussi les rizières et autres cultures, comme le caoutchouc, leur procurant de la nourriture ou des revenus<sup>1388</sup>. L'étendue des ravages fut bientôt dévoilée dans les médias. Des millions de litres d'herbicides furent épandus massivement sur les régions du Sud-Vietnam abritant les rebelles, touchant une superficie équivalente à celle du Massachusetts, soit près de 30 000 kilomètres carrés<sup>1389</sup>. L'agent orange (*Agent Orange*) se révéla être terriblement nocif pour l'ensemble de l'écosystème, détruisant les plantes, empoisonnant les espèces animales vivant en milieu forestier, et provoquant de nombreuses pathologies chez les humains, telles que le cancer ou de graves malformations congénitales. Les opposants à la guerre protestèrent également contre cet aspect du conflit, dénonçant les herbicides comme des armes chimiques, interdites par le Protocole de Genève de 1925<sup>1390</sup>. En février 1970, lors d'une conférence à Washington intitulée « *War Crimes and the American Conscience* », le botaniste américain Arthur Galston qualifia d'« écocide »

---

<sup>1388</sup> « Defoliation, Dow and Vietnam », *Peace News*, 15 août 1969, p. 1, 5.

<sup>1389</sup> David ZIERLER, *The Invention of Ecocide: Agent Orange, Vietnam, and the Scientists Who Changed the Way We Think about the Environment*, Athens (Géorgie) : Georgia University Press, 2011, p. 16.

<sup>1390</sup> « War is pollution », *Peace News*, 21 novembre 1969, p. 4. « Down to Earth », *The Ecologist*, août 1970, p. 36.

(« *ecocide* ») les actions du gouvernement américain au Sud-Vietnam – un concept qu’il définissait comme la destruction intentionnelle d’un écosystème<sup>1391</sup>. Cette notion de crime contre la nature fut bientôt adoptée par les écologistes britanniques, qui l’appliquèrent aux dégâts environnementaux causés par l’utilisation courante de ces mêmes pesticides, par les jardiniers amateurs comme par le secteur agricole : « *The threats posed by food adulteration, poisonous chemicals of agriculture and commerce, [...] may in fact guarantee ecocide* »<sup>1392</sup>. En ce sens, les dévastations engendrées par le conflit vietnamien permirent à la population de se rendre compte des méfaits des produits phytosanitaires, même à des doses beaucoup plus faibles.

Le cadre anti-impérialiste popularisé par le mouvement contre la guerre du Vietnam fut également adapté aux revendications de différents groupes écologistes radicaux. Les militants contre la pollution de l’air, prônant l’utilisation de vélos, dénonçaient par exemple la mainmise des voitures sur les villes en termes d’« impérialisme automobile » (« *automobile imperialism* »)<sup>1393</sup>. Ils s’offusquaient du peu de considération accordé aux types de transports non-polluants, quand toute l’organisation urbaine était pensée pour favoriser les déplacements en véhicules motorisés individuels. En tant que cyclistes forcés à rouler au milieu des voitures, ils se sentaient « opprimés », qualifiant leur condition de « *festering oppression* »<sup>1394</sup>. La transposition des tactiques de guérilla, utilisées entre autres par les rebelles vietnamiens, donna naissance à l’« éco-guérilla » (« *eco-guerrilla* »). Ses partisans considéraient qu’ils étaient en guerre contre les ennemis de l’environnement, qu’il s’agisse de grandes entreprises ou des pouvoirs publics, et que cela légitimait l’utilisation de tactiques illégales. Le courant fut lancé par des groupuscules américains, au tournant des années 1970. Les actions coups-de-poing du justicier masqué connu sous le pseudonyme de

---

<sup>1391</sup> David ZIERLER, *op. cit.*, p. 15.

<sup>1392</sup> « Ecocide », *Peace News*, 26 novembre 1971, p. 3.

<sup>1393</sup> « High Wycombe bike-in », *Peace News*, 14 juillet 1972, p. 7.

<sup>1394</sup> « Transport Action », *Peace News*, 30 juin 1972, p. 7.

« *The Fox* », dans la région de Kane County (Illinois), défrayèrent notamment la chronique. Il n'hésitait pas à prendre des risques pour empêcher le secteur industriel de polluer la nature, grim pant au sommet des cheminées d'usines ou s'introduisant dans les canalisations rejetant des eaux usées pour les sceller<sup>1395</sup>. Ses exploits firent des émules, inspirant par exemple le groupe « *Eco-Commando Force 70* » en Floride, préoccupé par la dégradation de la qualité des eaux des canaux et des plages de Miami, dans lesquelles les égouts de la ville étaient déversés<sup>1396</sup>. Au Royaume-Uni, les membres du groupe londonien *Greenpeace* employèrent des techniques similaires, comme par exemple le « *guerrilla tree-planting* », qui consistait à planter des arbres sans permission sur des terrains publics ou privés, luttant ainsi contre leur disparition du milieu urbain<sup>1397</sup>. Les défenseurs des droits des animaux firent également appel à ces pratiques contestataires. La *Hunt Saboteurs Association* (HSA) fut créée en 1962. Ses membres eurent très tôt recours à l'action directe non-violente pour sauver des vies animales, notamment dans le contexte des parties de chasse. Leur but était de semer la confusion en perturbant le travail des chiens, afin de permettre à leurs proies de s'échapper<sup>1398</sup>. Le transfert du cadre anti-impérialiste à la cause animale justifia par la suite l'emploi de techniques de guérilla, puisqu'il s'agissait désormais de libérer les animaux de leurs oppresseurs humains. Le groupe *Band of Mercy* fut formé en 1972 par des dissidents de la HSA désirant passer à des méthodes plus radicales : « *to use non-violent guerrilla methods to liberate animals from all forms of cruelty* »<sup>1399</sup>. Le caractère non-violent était toutefois à nuancer, car si les militants évitaient de porter directement atteinte à l'intégrité physique des chasseurs, ils se livraient néanmoins au sabotage de leurs véhicules, ce qui représentait une dégradation du bien d'autrui. En 1976, le *Band of Mercy* fut

---

<sup>1395</sup> « The Fox and the pollution war », *Peace News*, 28 mai 1971, p. 4.

<sup>1396</sup> *Ibid.*

<sup>1397</sup> « Greenpeace », *Resurgence*, juillet-août 1972, p. 33.

<sup>1398</sup> « Sabotage ! Hunt Saboteurs Association », *The Warwick Boar*, 31 janvier 1979, p. 6.

<sup>1399</sup> « Animal Liberation Front », *Peace News*, 19 octobre 1973, p. 7.

rebaptisé *Animal Liberation Front* (ALF), renforçant explicitement l'analogie avec le NLF vietnamien. Le groupe était structuré en petites cellules secrètes, dont les activités défiaient de plus en plus la loi, organisant des raids pour secourir les animaux des centres de recherche ou des complexes d'élevages intensifs. Ils cherchèrent également à occasionner des pertes financières chez les entreprises pratiquant l'expérimentation animale par le biais de destructions matérielles pour les détourner temporairement de leurs activités habituelles<sup>1400</sup>.

### **2.5.2.3. Le mouvement étudiant**

De par ses dimensions à la fois contre-culturelles et politiques, le mouvement écologiste bénéficia d'un fort soutien parmi les étudiants. Leurs réseaux organisationnels et leurs journaux contribuaient à la diffusion des idées environmentalistes, tandis qu'ils participaient en nombre aux actions locales et nationales. En 1970, dans le cadre de l'année européenne de la conservation de la nature, la NUS mit sur pied un groupe de travail, qui produisit trois rapports sur le traitement des déchets, la gestion des terres agricoles et des forêts, ainsi que les relations entretenues par les entreprises avec leur environnement. Ses membres exposèrent leurs conclusions lors d'une conférence nationale en octobre 1970, organisée par l'instance gouvernementale *Nature Conservancy*. Afin d'encourager leurs travaux, la NUS fut dotée de financements qui lui permit d'ouvrir une section dédiée spécifiquement à la conservation de l'environnement<sup>1401</sup>. De plus en plus d'établissements d'enseignement supérieur proposaient des formations dans le domaine de la protection de la nature, et incluaient dans leurs cursus des thématiques touchant aux problèmes écologiques. Une école de mode de Londres, la *London College of Fashion and Clothing Technology*, offrait par exemple un cours intitulé « *Man and Environment* », évoquant à la fois les conséquences des

---

<sup>1400</sup> « What sort of action? », *Resurgence*, septembre-octobre 1977, p. 21.

<sup>1401</sup> « Student Action », *The Ecologist*, mars 1971, p. 26.

activités humaines, et plus particulièrement de l'industrie de la mode, sur l'écosystème, mais aussi les solutions concrètes pouvant être mises en place afin d'en atténuer les effets néfastes<sup>1402</sup>. Ce dernier point constituait d'ailleurs une demande fréquente des collectifs étudiants désireux de s'impliquer dans la défense de l'environnement : « *Very few courses however provide the opportunity for students to actually do something about the problems instead of just learning about them. It is too often left to the students themselves to organise their own activities outside the course* »<sup>1403</sup>. Au début de la décennie, une multitude de sociétés étudiantes furent formées dans ce but. À l'université de Cambridge, le *Ecology Action Group* ne se bornait pas à l'organisation de débats et de conférences. Ses membres se rendaient sur le terrain pour évaluer la pollution liée au trafic routier et suggéraient des initiatives pour la réduire. En seulement deux trimestres, ils avaient effectué un total de 1500 heures de travail bénévole<sup>1404</sup>. Quant aux étudiants de l'université d'Aberystwyth, ils surveillaient l'écosystème de la vallée de la Taff, à travers le *Taff Project Group*, examinant les besoins de conservation de la nature et agissant en fonction. Ils mirent par exemple en place des sentiers de randonnée afin de sensibiliser les marcheurs à la protection de la faune et de la flore<sup>1405</sup>. Ces actions locales réussirent parfois à forcer les pouvoirs publics à sortir de l'inaction, comme lorsque les étudiants du *Farnborough Technical College*, dans le Hampshire, obtinrent le dragage du canal de Cove Brook, dont les eaux étaient souillées, en 1970<sup>1406</sup>.

Les liens entre les milieux étudiants et contre-culturels favorisèrent chez certains un rejet des excès de la société industrielle, souhaitant adopter de nouveaux modes de vie en harmonie avec la nature. De nombreux articles dans la presse alternative et étudiante incitaient leurs lecteurs à changer leurs habitudes

---

<sup>1402</sup> « Student Action », *The Ecologist*, mai 1971, p. 31.

<sup>1403</sup> *Ibid.*

<sup>1404</sup> « Student Action », *The Ecologist*, janvier 1971, p. 15.

<sup>1405</sup> « Student Action », *The Ecologist*, février 1971, p. 25.

<sup>1406</sup> « Student Action », *The Ecologist*, janvier 1971, p. 15.

de consommation, rejetant les produits industriels au profit d'aliments complets, élaborés sans produits chimiques, ou encore en prônant le végétarisme<sup>1407</sup>. De nombreuses initiatives inspirées du *Whole Earth Catalog*, un magazine contre-culturel écologiste américain, pionnier du « *Do-It-Yourself* », amenèrent les étudiants à créer leurs propres alternatives, en marge du système consumériste<sup>1408</sup>. À l'automne 1972, les étudiants de l'université de Keele lancèrent leur propre bibliothèque sur le campus, fonctionnant selon un principe de don d'ouvrages et de publications. Le but était à la fois de contribuer à la diffusion des idées radicales en proposant des textes politiques, contre-culturels ou scientifiques qui n'auraient pas leur place dans les rayons de la bibliothèque de l'université, mais aussi de favoriser le partage et d'éviter le gaspillage de papier en permettant à ces exemplaires d'être lus par le plus grand nombre. Ce lieu avait également vocation à mettre en contact des militants désirant mettre leurs idéaux en pratique<sup>1409</sup>.

Une des organisations écologistes les plus influentes de la décennie, *Friends of the Earth* (FoE), avait entrepris de confier la direction de sa branche britannique à des *leaders* du mouvement étudiant. À l'origine, FoE avait été fondée en 1969 par un écologiste américain chevronné, David Brower, frustré par la modération des associations existantes. Au cours d'un voyage en Europe, il forma de nouvelles branches dans plusieurs pays. Il chargea Brice Lalonde, ancien président de la branche de la Sorbonne de l'Union nationale des étudiants de France pendant les événements de 1968, de prendre la tête de la branche française, sous le nom « Les Amis de la Terre », tandis que Graham Searle, vice-président de la NUS en 1969, s'occuperait de celle du Royaume-Uni<sup>1410</sup>. Ces choix faisaient partie de la stratégie de Brower de cibler plus particulièrement les

---

<sup>1407</sup> « Internal Pollution crisis », *The International Times*, 8 mai 1970, p. 23. « Food kills », *Muther Grumble*, avril 1972, p. 17. « Cram yer guts this winter », *Muther Grumble*, décembre 1972, p. 18.

<sup>1408</sup> « Whole Earth Catalogue », *Muther Grumble*, avril 1972, p. 15.

<sup>1409</sup> « Whole Earth Library and Switchboard », *Peace News*, 20 octobre 1972, p. 5.

<sup>1410</sup> « Friends of the Earth: Newsletter », *The Ecologist*, décembre 1971, p. 33.

étudiants comme recrues potentielles, voyant dans cette nouvelle génération militante le moyen de faire avancer la cause environnementale. De nombreux documents produits par FoE s'adressaient directement aux étudiants, comme de faux examens posant des questions concrètes sur l'impact écologique des activités de leur université : « 1. *Does your University contribute to the pollution problem by discharging untreated waste into local waterways or by disposing of chemicals (liquid or gaseous) in such a way as to constitute a danger to the environment?* »<sup>1411</sup>. Ainsi, les étudiants furent à la fois les cibles des campagnes de sensibilisation à la protection de la nature, mais aussi les acteurs de sa mise en œuvre.

#### **2.5.2.4. Le mouvement ouvrier**

Si l'écologie était déjà à l'époque considérée plutôt comme une préoccupation de la classe moyenne, cela ne signifiait pas pour autant qu'elle ne mobilisât pas la classe ouvrière<sup>1412</sup>. Cette dernière était généralement plus exposée à la pollution, les quartiers ouvriers étant souvent situés à proximité des sites industriels. Avec l'émergence du mouvement écologiste, la gauche radicale se mit à reformuler les discours environnementalistes en termes de lutte des classes, accusant les entreprises polluantes de compromettre la santé de leurs employés comme du voisinage de l'usine. Aux yeux des militants, la dégradation de l'environnement était inhérente au système capitaliste, le patronat étant obnubilé par la maximisation de ses profits, la prise en charge des dégâts écologiques retombait sur le reste de la population : « *So Britain is littered with examples of where non-socialised industry has passed its costs to the community in the form of slag heaps, smog and polluted waters* »<sup>1413</sup>. Le combat des ménagères d'un quartier populaire de Swansea contre l'entreprise américaine *United Carbon Black*, produisant du noir de carbone pour les pneus des voitures, illustre parfaitement leur théorie. Des cheminées de

---

<sup>1411</sup> « University of the Air Earth Fire and Water », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 7.

<sup>1412</sup> « Ecology IS politics », *Resurgence*, juillet-août 1972, pp. 10-28.

<sup>1413</sup> « Capitalism smells », *The Black Dwarf*, 7 juillet 1970, p. 12.

L'usine s'élevaient des fumées noires, chargées de particules de suie, souillant les habitations du quartier et en particulier le linge étendu à l'air libre. Lassées de l'inaction des autorités locales, un groupe de résidentes décida de prendre la situation en main. Au mois de février 1971, elles mirent en place des piquets bloquant l'accès de l'usine à tous les véhicules de jour comme de nuit. Les salariés de la firme durent être escortés par la police pour pouvoir aller travailler. L'une des protestataires expliquait comment la présence de l'usine avait bouleversé la vie des habitants du voisinage :

*I remember picking water lilies, wild irises, bullrushes, and blackberries from the banks of the canal. As children we swam there. There were swans and we held fishing competitions. Now we have to wash our windows every day, spend at least 15/- a week on a family wash at the launderette and dare not put a baby in its pram in the garden.<sup>1414</sup>*

Au bout de trois semaines, la direction fut contrainte de céder, promettant d'engager des travaux à hauteur de 200 000 livres afin de réduire les émissions insalubres. Dans ce cas précis, la main d'œuvre de l'usine n'était pas syndiquée, et, lorsque la direction tenta de faire du chantage à l'emploi, la communauté ouvrière fit bloc derrière les ménagères<sup>1415</sup>.

Cependant, l'attitude ambivalente du mouvement ouvrier, et plus particulièrement des syndicats, fut fréquemment dénoncée par les écologistes, les accusant d'accorder la priorité aux considérations pécuniaires et de faire le jeu du patronat<sup>1416</sup>. Au milieu des années 1960, un projet de construction de lac artificiel avait ainsi opposé les défenseurs de la nature aux industriels et aux syndicats. Pour satisfaire ses besoins en eau, la direction de l'usine de l'entreprise *Imperial Chemical Industries*, spécialisée dans la production d'ammoniac, entreprit de faire construire un réservoir à Cow Green, au nord de la chaîne des Pennines. Ce site abritait des espèces végétales uniques dans les îles britanniques, que les botanistes

<sup>1414</sup> « Carbon Black », *Solidarity*, 26 juin 1971, pp. 3-7.

<sup>1415</sup> « Swansea housewives back at the blockades », *Peace News*, 2 février 1973, p. 7.

<sup>1416</sup> « Ecology IS politics », *Resurgence*, juillet-août 1972, pp. 10-28.

entendaient préserver. La campagne pour sauvegarder la flore de Cow Green obtint le soutien de scientifiques de renom, mais cela ne suffit pas à contrebalancer le front commun des syndicats et des élus travaillistes qui appuyaient les demandes du fournisseur de produits chimiques<sup>1417</sup>. Lors des débats sur le projet au parlement, en juillet 1966, un député travailliste de la région expliquait que les considérations sociales devaient primer : « [...] *it is important to stress the point that in my region we cannot evaluate beauty and the scientific interests of flora until we have the social conditions for all those who live there to enjoy it* »<sup>1418</sup>. Selon cette vision, les revendications écologistes étaient présentées comme contraires aux intérêts de la population, dont le bien-être matériel devait l'emporter. La construction du barrage fut finalement terminée en 1971, alors qu'il avait été démontré que le réservoir ne suffirait à pourvoir les besoins en eau de l'industrie que pour une durée de six ans. L'épisode devint le symbole de la primauté des intérêts à court terme du secteur industriel sur la sauvegarde des écosystèmes<sup>1419</sup>.

Avec l'essor du mouvement écologiste, les syndicats devinrent de plus en plus réceptifs à la cause environnementale. Le mouvement ouvrier dans son ensemble, avait déjà largement élargi le champ de ses revendications. En ce sens, l'inclusion de ces nouvelles demandes s'inscrivait dans la même tendance. En juillet 1973, le TUC appela au boycott des produits français pendant une semaine lors des essais atomiques de Mururoa. La mobilisation fut particulièrement suivie chez les dockers, qui refusèrent de décharger les cargaisons des navires français. Les employés des aéroports, des entreprises de métallurgie, d'imprimeries ou bien encore les salariés des services postaux furent également nombreux à participer

---

<sup>1417</sup> « Battle of Cow Green: Is it a botanists' scare or a short-sighted stop-gap? », *The Observer*, 6 novembre 1966, p. 5.

<sup>1418</sup> « Tees Valley and Cleveland Water Bill », §1998, *Hansard*, débat à la Chambre des Communes, 28 juillet 1966, vol. 732 cc1979-2033 [en ligne], [consulté le 28 mai 2018], disponible à l'adresse <<https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1966/jul/28/tees-valley-and-cleveland-water-bill-by>>.

<sup>1419</sup> « Teesdale teaser », *The Ecologist*, septembre 1971, p. 35.

au blocus<sup>1420</sup>. Au cours de la décennie, une nouvelle modalité d'action incarnant la convergence entre les luttes écologistes et ouvrières fit son apparition. La tactique de la « *green ban* » était une adaptation des boycotts ouvriers traditionnels, généralement désignés par l'expression « *black ban* », dans les cas où les salariés refusaient d'effectuer un certain type de travail en signe de protestation. La *green ban* était une innovation d'un syndicat australien, le *Builders Labourers Federation*, mise en place pour la première fois par les employés d'une entreprise du secteur du bâtiment de Sydney. En 1971, ces derniers avaient refusé de détruire le dernier écrin de verdure encore intact d'un quartier de la ville. Au nom de la primauté de l'intérêt général, le syndicat australien incita ses adhérents à rejeter d'autres projets, s'engageant dans la conservation du patrimoine naturel et architectural<sup>1421</sup>. Au Royaume-Uni, la tactique fut adoptée par le principal syndicat du secteur du bâtiment, *Union of Construction Allied Trades and Technicians*, revendiquant l'influence de leurs homologues australiens. En février 1976, les employés d'une entreprise de Birmingham s'opposèrent aux travaux dont ils avaient la charge. Ils avaient été mandatés pour détruire l'édifice victorien de l'ancien bureau de poste afin de le remplacer par un gratte-ciel<sup>1422</sup>. Cette démarche des travailleurs, veillant à l'utilité sociale et au respect de l'environnement dans leurs activités, avait également entraîné la création de contre-projets industriels.

En janvier 1976, les délégués d'atelier des différentes usines de l'entreprise aéronautique *Lucas Aerospace* émirent un ensemble de propositions concrètes destinées à la fois à sauver leurs emplois, mais aussi à réorienter la production afin d'élaborer des appareils utiles à la collectivité. Ils placèrent les considérations écologiques au cœur de leur contre-plan, en envisageant notamment de nouveaux types de transport en commun, des technologies permettant de réduire les

---

<sup>1420</sup> « Union actions against the tests », *Peace News*, 6 juillet 1973, p. 8. « Tests to begin », *Peace News*, 13 juillet 1973, p. 4.

<sup>1421</sup> « Non violent resistance Australian style », *The Ecologist*, décembre 1975, p. 386.

<sup>1422</sup> « Green ban in Brum? », *Peace News*, 6 février 1976, p. 4.

émissions atmosphériques ou la consommation d'énergie, ou encore en évitant le gaspillage lors du processus de fabrication. Ce faisant, ils remettaient fondamentalement en question la logique de rentabilité présidant à la gestion des entreprises traditionnelles : « *We believe that scientists, engineers and workers in those industries have a profound responsibility to challenge the underlying assumptions of large-scale industry; seek to assert their right to use their skill and ability in the interest of the community at large* »<sup>1423</sup>. Un seul des 150 produits présentés fut finalement retenu par la direction, un prototype de pompe à chaleur dont la fabrication fut lancée à l'usine de Burnley. Si les dirigeants de *Lucas Aerospace* refusèrent la reconversion suggérée par leurs salariés, l'épisode fut néanmoins très médiatisé, et le contre-plan devint une source d'inspiration pour les délégués d'atelier d'autres entreprises, notamment dans le secteur de la métallurgie<sup>1424</sup>.

#### **2.5.2.5. Le mouvement pour l'égalité raciale**

La contribution du mouvement pour l'égalité raciale au mouvement écologiste fut principalement théorique. L'idéologie antiraciste influença fortement les discours des défenseurs des droits des animaux. Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, les partisans de la cause animale avaient adapté les idées du mouvement pour l'abolition de l'esclavage. L'ouvrage de 1859 du célèbre biologiste Charles Darwin, *On the Origins of Species*, avait démontré que tous les êtres vivants descendaient d'un ancêtre commun – plaçant du même coup l'homme sur un pied d'égalité avec les autres espèces animales. Ces liens biologiques justifiaient selon lui l'empathie à leur égard : « *our fellow brethren in pain, disease, death, suffering, and famine – our slaves in the most laborious works, our companions in our amusements – they may partake of our origin in one common ancestor – we may be all melted together* »<sup>1425</sup>. Si

---

<sup>1423</sup> « We'll all go together when we go », *Socialist Challenge*, 15 décembre 1977, p. 6.

<sup>1424</sup> « Lucas Aerospace », *Resurgence*, juillet-août 1978, p. 2.

<sup>1425</sup> Hilda KEAN, *Animal Rights: Political and Social Change in Britain since 1800*, Londres : Reaktion Books, 1998, pp. 70-1.

L'homme était un animal comme un autre, l'asservissement de ses congénères pouvait donc être considéré tout aussi moralement répréhensible que celui des êtres humains. Ainsi, les militants opposés à l'élevage industriel le comparèrent à la traite des noirs. Suite à la parution en 1964 du livre *Animal Machines : The New Factory Machines Industry* de Ruth Harrison, décrivant les mauvais traitements subis par les animaux maintenus en batterie, et plus généralement dans le cadre de l'élevage intensif, une campagne pour la défense du bien-être animal fut lancée. Le gouvernement fut forcé de mandater une commission d'enquête, présidée par le zoologue et professeur Roger Brambell, afin d'établir un rapport sur le sujet. Ce dernier dressa un bilan similaire à celui de Ruth Harrison, suggérant des lignes directrices visant à alléger les souffrances animales. Les cages des animaux devaient par exemple être de taille suffisante pour leur accorder un minimum de liberté de mouvement : « *An animal should at least have sufficient room to be able without difficulty to turn around, groom itself, get up, lie down, stretch its limbs* »<sup>1426</sup>. La loi de 1968, *Agriculture (Miscellaneous Provisions) Act*, avait vocation à améliorer les conditions d'élevage en interdisant les pratiques infligeant des souffrances inutiles aux animaux (« *unnecessary pain or unnecessary distress* »)<sup>1427</sup>. Elle fut accompagnée d'un code des bonnes pratiques, inspiré du rapport Brambell, suggérant aux agriculteurs des mesures concrètes à mettre en place, sans pour autant imposer de contrainte. Les militants dénoncèrent ce cadre légal trop vague, autorisant tacitement les pratiques les plus barbares. Ils regrettaient que le principe même de l'élevage en batterie ne soit pas aboli, et comparaient les arguments des partisans de l'agriculture intensive à ceux des esclavagistes. Adoptant une posture avant tout morale, ils leur reprochaient de « défendre l'indéfendable » (« *defending the indefensible* »), et de se focaliser sur l'espace vital accordé aux animaux dans les cages sans remettre en question leur séquestration, comme les défenseurs de la traite des noirs l'avaient fait avant eux : « *the same cavilling over how much space to allow*

---

<sup>1426</sup> « Factory farming and the new codes », *Peace News*, 18 juillet 1969, pp. 3, 7.

<sup>1427</sup> *Ibid.*

*for the perpetration of cruelty. Slave ships were deemed acceptable if they allowed sufficient room for a black to lie down and turn around in his hold* »<sup>1428</sup>. Les parallèles furent encore accentués avec le transfert des cadres de l'idéologie antiraciste.

En 1970, le psychologue Richard Ryder forgea le terme de « spécisme » (« *specieism* »), par analogie avec le racisme, qui établissait une hiérarchie entre les hommes en se basant sur des critères liés à l'apparence physique. Le spécisme partait du postulat de la supériorité de l'espèce humaine, et accordait aux autres espèces du vivant une importance variable. Ce type de discrimination reposait sur un ensemble de préjugés, justifiant les différences de traitement et le degré d'empathie réservés aux animaux de compagnie, d'élevage, sauvages, ou encore à ceux considérés comme « nuisibles »<sup>1429</sup>. En 1975, le philosophe australien Peter Singer développa ce concept dans son ouvrage *Animal Liberation*, dans lequel il fustigeait la domination humaine sur le règne animal. L'analogie qu'il établissait entre le racisme et le spécisme émanait de leur caractère moralement injustifiable : « *to discriminate against beings solely on account of their species is a form of prejudice, immoral and indefensible in the same way that discrimination on the basis of race is immoral and indefensible* »<sup>1430</sup>. S'il était immoral d'infliger des souffrances à un autre être humain, la même conclusion devait s'appliquer aux « animaux non-humains » (« *non-human animals* »), selon l'expression utilisée par les militants pour rappeler que l'homme n'était qu'un animal parmi les autres. Ainsi, cette idéologie légitima les demandes de traitement égalitaire visant à obtenir le même degré de considération morale pour les différentes espèces animales. Elle justifia également le recours à des techniques contestataires de plus en plus radicales, mais aussi le boycott des industries exploitant les animaux<sup>1431</sup>.

---

<sup>1428</sup> « Slave trading in animals », *Peace News*, 24 octobre 1969, p. 7.

<sup>1429</sup> « Our unequal brothers », *The Ecologist*, août-septembre 1976, pp. 269-70.

<sup>1430</sup> *Ibid.*

<sup>1431</sup> « Animal Liberation », *Resurgence*, septembre-octobre 1977, pp. 10-11.

### 2.5.2.6. Le mouvement féministe

Le mouvement féministe contribua de plusieurs manières à la cause environnementale, notamment par le biais de processus de diffusion et de convergence. Tout comme le mouvement pour l'identité raciale, son idéologie fut adaptée à la défense des animaux, condamnant les discriminations liées au spécisme au même titre que celles induites par le sexisme. Une militante pour les deux causes expliquait ainsi dans les colonnes de *Spare Rib* :

*It disappoints us to see women participating in the general enslavement and abuse of animals and indulging in speciesism [...] Liberty is indivisible and people can never be entirely free while animals are used as "things" for material gain or dubious pleasure. The oppression of women is mirrored by that of animals – why else are we called 'cows, bitches, cats, sows, mares'?*<sup>1432</sup>

Tout comme les féministes affirmaient que les hommes ne pouvaient pas être pleinement libres et égaux tant que les femmes étaient opprimées, les défenseurs de la cause animale arguaient que la liberté du genre humain dépendait de celles des animaux. Selon cette militante, les femmes devaient être plus réceptives à la maltraitance animale et au spécisme, à la fois car elles étaient elles-mêmes victimes de la domination masculine, mais aussi probablement du fait des traits généralement associés au genre féminin, parmi lesquels une sensibilité et une émotivité accrues. Le groupe *Chicken's Lib*, fut formé en 1973 par Violet Spalding et Claire Druce, mère et fille, par analogie avec les associations féministes fréquemment désignées par l'expression « *Women's Lib* ». Elles se consacrèrent à la défense des gallinacés, en raison des souffrances endurées par ces volatiles dans les élevages en batterie, qui représentaient une très grande majorité des exploitations de la filière. Elles empruntèrent les techniques théâtrales des

---

<sup>1432</sup> « Animal Liberation », *Spare Rib*, septembre 1979, p. 21.

féministes, se mettant par exemple en scène dans des cages géantes, afin de sensibiliser la population au sort des volailles dans les élevages intensifs<sup>1433</sup>.

Les féministes avaient également émis des revendications liées à la protection de l'environnement, comme en témoignait le manifeste de 1970 du *Women's Liberation Workshop*, listant parmi leurs demandes : « *An end to all forms of environment abuses, particularly an immediate halt to those which have their most disastrous effects on women and children, such as Strontium 90 and DDT poisoning which poison mothers' milk* »<sup>1434</sup>. L'accumulation des substances toxiques tout au long de la chaîne alimentaire renforçait les effets nocifs des polluants sur l'homme. Les nourrissons, particulièrement vulnérables, se retrouvaient ensuite exposés par le biais du lait maternel. Les féministes avaient donc choisit d'endosser les demandes écologistes qui concernaient en priorité les futures mères. À l'inverse, les écologistes portèrent à leur tour les revendications féministes qui abondaient dans leur sens. La question démographique était par exemple une de leurs préoccupations récurrentes, alertant sur les risques de surpopulation et d'épuisement des ressources naturelles. Pour lutter contre ces éventualités, ils étaient donc favorables à un accès libre et gratuit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse, envisagés comme des moyens de réguler la croissance démographique<sup>1435</sup>. De même, ils dénonçaient le culte de la beauté artificielle et s'en prenaient à plusieurs aspects de l'industrie de la mode, comme l'utilisation de fourrures ou les produits cosmétiques testés sur des animaux, ceux contenant des substances chimiques délétères ou encore des ingrédients nécessitant l'abattage d'espèces animales en voie de disparition. Ils rejoignaient donc les féministes en prônant une beauté plus naturelle, libérée des injonctions

---

<sup>1433</sup> « What sort of action? », *Resurgence*, septembre-octobre 1977, p. 21.

<sup>1434</sup> « Manifesto of the London Women's Liberation Workshop », *The Black Dwarf*, 5 septembre 1970, p. 14.

<sup>1435</sup> « Crash course in ecological action », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 7. « Towards the stable society: Strategy for change », *The Ecologist*, janvier 1972, pp. 8-17.

du patriarcat, tandis que ces dernières commençaient également à s'attaquer de leur côté à l'exploitation animale dans l'industrie cosmétique<sup>1436</sup>.

Ces convergences se concrétisèrent avec la création de projets ou de groupes féministes spécifiquement dédiés à la protection de la nature et des animaux. Afin de s'affranchir de la domination masculine répandue dans les organisations mixtes, elles formèrent des associations exclusivement réservées aux femmes, comme par exemple *Lesbians Against Inhumane Research*, un collectif londonien de féministes radicales défendant la cause animale<sup>1437</sup>. Pour protester contre la construction d'une centrale nucléaire à Torness, en Écosse, un groupe de féministes fonda le *Women Against Nukes*<sup>1438</sup>. Elles s'intéressèrent aux conséquences de l'utilisation de l'énergie nucléaire touchant en priorité les femmes, et participèrent aux actions des organisations écologistes mixtes, comme lors de l'occupation du site de la future centrale de Torness, en mai 1978, tout en dénonçant le sexisme ambiant. Elles attirèrent par exemple l'attention des organisateurs sur la nécessité d'impliquer davantage les hommes dans la gestion de la crèche, et de donner davantage la parole aux femmes dans les rassemblements<sup>1439</sup>. Si le mouvement féministe avait conduit de nombreuses femmes à vouloir participer aux décisions concernant la protection des animaux ou de l'environnement, le mouvement écologiste reflétait lui-même le souhait de la population de défendre son patrimoine naturel, notamment à l'échelle locale. En cela, il fut influencé par les mouvements nationalistes gallois et écossais.

### **2.5.2.7. Les mouvements nationalistes gallois et écossais**

Le patrimoine naturel jouait un rôle important dans l'identité nationale galloise et écossaise. La gestion des ressources naturelles avait déjà fait l'objet de

---

<sup>1436</sup> « Lipstick, make-up, leave behind », *Peace News*, 26 janvier 1973, p. 6. « Beauty and the beast », *Spare Rib*, février 1973, pp. 25-6.

<sup>1437</sup> « Animal Liberation », *Spare Rib*, septembre 1979, p. 21.

<sup>1438</sup> « Torness – women against nukes », *Peace News*, 5 mai 1978, p. 3.

<sup>1439</sup> « Torness May 6<sup>th</sup> & 7<sup>th</sup>: a beginning », *Peace News*, 19 mai 1978, p. 3.

revendications des nationalistes, dénonçant notamment les cas où leur exploitation économique desservait les intérêts d'entreprises anglaises. Certains d'entre eux avaient également adopté des postures conservationnistes lorsque l'intégrité de leurs terres semblait menacée, notamment par des projets industriels risquant de détruire des paysages d'une grande beauté. Avec l'émergence du mouvement écologiste, cette opposition s'élargit à la protection des écosystèmes. En 1971 par exemple, la société *Rio Tinto-Zinc* prospecta dans la région de Snowdonia dans le but d'y exploiter des gisements de minerais, notamment de cuivre. Le statut de parc national du territoire n'interdisait pas ce type d'activités, il suffisait à l'entreprise de justifier que l'exploitation de ces ressources naturelles était dans l'intérêt de la population pour obtenir l'autorisation de commencer les travaux. Une alliance d'écologistes et de nationalistes se constitua pour empêcher le projet de mine à ciel ouvert, attirant l'attention sur les ravages inhérents aux processus d'extraction, comme la destruction de la flore en surface mais aussi la pollution de l'air et des cours d'eau environnants. Au bout de deux ans de campagne, ils réussirent à contraindre *Rio Tinto-Zinc* d'abandonner le projet en avril 1973<sup>1440</sup>.

La convergence entre les deux mouvements ne se limitait pas seulement à la coopération sur des actions locales. Les sociétés idéales envisagées par les nationalistes et les écologistes étaient basées sur le même principe essentiel : la décentralisation. Les publications environnementalistes *Resurgence* et *The Ecologist* consacrèrent de nombreux articles sur le sujet de la dévolution, perçue comme une solution potentielle aux problèmes environnementaux. Dans le manifeste « *A Blueprint for Survival* », publié dans un numéro spécial de *The Ecologist* en janvier 1972, les militants prônaient une société décentralisée, où de petites communautés auto-suffisantes vivraient en harmonie avec leur environnement naturel : « *it is only by decentralisation that we can increase self-sufficiency – and self-*

---

<sup>1440</sup> « No Prospecting for Mid-Wales », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 5. « Mining in Snowdonia », *The Ecologist*, juin 1971, pp. 4-8. « Snowdonia mining application soon? », *Peace News*, 24 novembre 1972, p. 7. « FoE versus RTZ », *The Ecologist*, juillet 1973, pp. 241, 245.

*sufficiency is vital if we are to minimise the burden of social systems on the ecosystems that support them* »<sup>1441</sup>. S'inspirant du fonctionnement des écosystèmes, ils souhaitaient faire des collectivités de petites cellules autonomes, recyclant leurs déchets, subvenant à leurs propres besoins alimentaires et énergétiques, tout en veillant au respect de la nature. La mise en place d'un tel système nécessitait donc la prise de décisions politiques à l'échelle locale. Ainsi, les chantres de la doctrine du « *Small is beautiful* », Leopold Khor et Ernst Friedrich Schumacher, étaient à la fois de fervents partisans la dévolution et de la protection de l'environnement, dans la mesure où ce système politique à taille humaine garantirait une gestion des ressources naturelles adaptée aux besoins<sup>1442</sup>. Ainsi, conciliant les diverses influences des mouvements précédents, le mouvement écologiste émergea comme une forme de synthèse, ralliant le soutien d'une grande partie de la population pour devenir un mouvement de masse.

### **2.5.3. Mouvement de masse : 1970-79**

#### **2.5.3.1. Campagnes pour la protection des animaux**

Un nombre important de groupes se mobilisa en faveur de la protection des animaux. Leurs revendications couvraient un éventail large, allant de la simple préoccupation pour leur bien-être à la reconnaissance de droits. Mais ce qui distinguait cette génération de militants de leurs prédécesseurs fut le recours fréquent aux tactiques d'action directe, permettant souvent en pratique de sauver des vies. La *Hunt Saboteurs Association* en avait d'ailleurs fait sa raison d'être. Redoublant de créativité pour permettre aux animaux traqués par les chasseurs de s'échapper, elle adaptait ses techniques aux différents types de chasse. Dans le cas des loutres, qui étaient de surcroît une espèce menacée, des équipes d'une

---

<sup>1441</sup> « Towards the stable society: Strategy for change », *The Ecologist*, janvier 1972, pp. 8-17.

<sup>1442</sup> « Devolution not destruction », *The Ecologist*, mars-avril 1976, pp. 9-11. « The critical question of size », *The Ecologist*, juillet-août 1975, pp. 12-14.

douzaine de saboteurs se rendaient sur le terrain avant les chasseurs afin de répandre des odeurs artificielles le long des cours d'eau, pour empêcher les chiens de les débusquer. Ce type de méthode était généralement très efficace, les chasseurs étant souvent forcés de rentrer bredouille<sup>1443</sup>. Pour la chasse au lièvre, les chiens se fiaient à leur vue, et non à leur odorat, ce qui poussa les militants à déployer d'autres stratégies, comme l'utilisation de fumigènes<sup>1444</sup>. Ils utilisaient également des signaux sonores pour attirer l'attention de la meute lors des parties de chasse à courre, à l'aide de cors de chasse, de cornes de brume, de sifflets ou simplement de leurs voix<sup>1445</sup>. Les membres du *Band of Mercy*, plus radicaux que ceux de la HSA, n'hésitèrent pas à franchir les limites de la légalité, effectuant des raids de nuit afin de saboter les véhicules des adeptes de la vénerie ou les bateaux de pêches des chasseurs de phoques, ce qui valut à trois d'entre eux des condamnations en justice en 1975<sup>1446</sup>.

De nombreuses actions furent également menées contre les centres de recherche pratiquant la vivisection. Des petits groupes se mirent à faire irruption dans les laboratoires, qu'ils occupaient jusqu'à l'arrivée des forces de l'ordre, tout en essayant d'attirer l'attention des médias et de la population sur l'expérimentation animale, par le biais de grandes bannières suspendues aux fenêtres de ces bâtiments<sup>1447</sup>. Quant aux activistes du *Band of Mercy*, rebaptisé *Animal Liberation Front* en 1976, ils pénétrèrent à plusieurs reprises dans les laboratoires pour libérer les animaux, avant d'incendier les locaux<sup>1448</sup>. Il s'agissait à la fois de causer des dégâts matériels importants afin de nuire économiquement aux entreprises, mais aussi de mettre un terme aux souffrances des animaux

---

<sup>1443</sup> « Off the otter! », *Peace News*, 15 juin 1973, p. 7.

<sup>1444</sup> « Hunt Saboteurs get a caustic response from hare-coursing chief », *Peace News*, 8 février 1974, p. 7.

<sup>1445</sup> « Sabotage of North Bucks Beagles », *Peace News*, 24 novembre 1972, p. 7. « Hunt saboteur loses appeal », *Peace News*, 24 août 1973, p. 8.

<sup>1446</sup> « Animal activist fined £500 », *Peace News*, 21 février 1975, p. 4.

<sup>1447</sup> « Movement for Liberation of Animals invades Consultox, Ealing », *Peace News*, 1<sup>er</sup> novembre 1974, p. 4.

<sup>1448</sup> « Band of Mercy activists trapped », *Peace News*, 6 septembre 1974, p. 4. « What sort of action? », *Resurgence*, septembre-octobre 1977, p. 21.

captifs. Ces tactiques illégales restèrent néanmoins le fait d'une toute petite minorité au sein du mouvement, la plupart des militants préférant participer à des actions non-violentes et beaucoup moins risquées.

Les campagnes suscitant le plus l'engouement furent celles pour la protection des espèces en voie de disparition. La baleine bleue, dont la population avait été presque complètement décimée à cause de la chasse commerciale, devint emblématique de la lutte contre l'extinction des espèces animales. Au début des années 1970, une grande campagne internationale intitulée « *Save the Whale* » fut lancée. Jusqu'alors, les associations conservacionnistes s'étaient efforcées de sensibiliser la population au sort des cétacés et de faire pression sur la classe politique, à l'instar du prestigieux *World Wildlife Fund* (WWF). L'organisation avait été fondée en 1961 par le directeur de l'agence gouvernementale *Nature Conservancy*, Edward Max Nicholson, avec le soutien d'une quinzaine de biologistes de renom, tels que Julian Huxley. Pour la nouvelle génération de militants, incarnée entre autres par *Friends of the Earth* (FoE), les tactiques du WWF étaient trop modérées. Au vu de l'étendue du massacre des baleines bleues, dont le nombre avait chuté de 100 000 à seulement quelques milliers en cinquante ans, ils décidèrent d'accompagner la campagne de sensibilisation du grand public d'actions directes<sup>1449</sup>. À l'automne 1972, une série de rassemblements réunit à chaque fois près de 10 000 personnes à Londres<sup>1450</sup>. Concerts, manifestations et *happenings* furent organisés à travers le pays, tandis que de petits groupes de protestaires avaient mis en place des piquets d'appel au boycott devant les commerces vendant des produits issus de la chasse aux baleines, comme les cosmétiques fabriqués à partir de leur graisse. Ils s'en prirent également aux pays jugés responsables de ces tueries, principalement l'Union Soviétique et le Japon, par l'entremise de leurs ambassades. Afin d'encombrer leurs lignes téléphoniques, ils lancèrent ainsi des *phone-ins*, consistant à appeler

---

<sup>1449</sup> « Can leviathan endure so wide a chase? », *The Ecologist*, octobre 1971, pp. 5-9.

<sup>1450</sup> « Day of the Whale... », *The International Times*, 18 septembre 1972, p. 10.

sans cesse pendant plusieurs heures pour se plaindre des méthodes cruelles des chasseurs<sup>1451</sup>. La mobilisation avait été prévue pour coïncider avec le sommet de la Commission baleinière internationale (*International Whaling Commission*) dont le rendez-vous annuel avait lieu à Londres en 1972. Le but était de faire pression sur les États membres en vue d'obtenir un moratoire de dix ans sur la chasse commerciale. Si cette initiative échoua, les militants réussirent néanmoins à faire imposer dès l'année suivante l'interdiction d'importer des produits issus de la chasse aux baleines au Royaume-Uni. La mesure ne concernait cependant pas les produits à base de cachalot, qui n'était pas considéré comme une espèce en voie de disparition<sup>1452</sup>. L'organisation canadienne *Greenpeace* poursuivit la lutte à l'échelle internationale avec des formes d'action de plus en plus radicales. Elle se mit à traquer les baleiniers afin de filmer leurs exactions pour les diffuser dans les médias, et à envoyer des militants à bords de kayaks ou de bateaux pneumatiques s'interposer directement entre leurs harpons et les mammifères marins<sup>1453</sup>.

### **2.5.3.2. Campagne pour le recyclage des déchets**

Au tournant de la décennie, de plus en plus de voix s'élevèrent pour dénoncer un des principaux travers de la société de consommation : la production croissante de déchets. Pour lutter contre ce fléau, les écologistes cherchaient à promouvoir les stratégies de réduction des déchets à la source ainsi que leur recyclage. En 1971, l'association FoE lança une campagne nationale contre la société *Schweppes*, après qu'elle eût choisi de délaissier les bouteilles consignées en faveur de contenants non-réutilisables. Afin de forcer l'entreprise à faire machine arrière, FoE lança un appel au boycott de tous les sodas produits par *Schweppes*. Elle incita également ses membres, et plus généralement le grand public, à partir à « la chasse aux bouteilles » (« *bottle-hunting* »), en faisant la tournée

---

<sup>1451</sup> « Friends of the Earth: Newsletter », *The Ecologist*, décembre 1972, p. 29.

<sup>1452</sup> « Friends of the Earth: Save the Whale Campaign », *The Ecologist*, décembre 1972, p. 29.

<sup>1453</sup> « 'Stop Ahab' – Moby Greenpeace », *Peace News*, 14 décembre 1972, p. 8.

des restaurants, des bars, des parcs et autres lieux où les récipients pouvaient être collectés, pour ensuite les apporter aux coordinateurs régionaux de la campagne. Au cours de l'année, les militants de FoE déposèrent à plusieurs reprises toutes les bouteilles récupérées devant le siège de l'entreprise à Londres. Si la mobilisation ne parvint pas à infléchir la politique de la société, elle assura néanmoins une grande visibilité à l'organisation dans les médias, entraînant la création de nombreuses branches régionales<sup>1454</sup>. La campagne fut ensuite élargie au problème du suremballage, avec des actions de sensibilisation auprès de la population à l'échelle locale et nationale. Le 25 mars 1972 fut déclarée « Journée nationale de l'emballage » (« *National Packaging Day* »), donnant lieu à des manifestations prenant pour cibles certaines entreprises ainsi qu'à des opérations d'étiquetage des produits dans les commerces pour éduquer les consommateurs. Les militants désignaient les produits sureballés par le biais d'autocollants portant des inscriptions telles que « *Don't buy me I'm unreturnable* » ou « *Don't buy this article it's overpackaged* »<sup>1455</sup>.

Les militants s'attaquèrent également au problème des déchets en mettant au point leurs propres systèmes de recyclage. Leurs initiatives concernaient le plus souvent le papier, à la fois parce que les procédés étaient plus simples à mettre en œuvre, mais aussi pour lutter contre la déforestation. À Londres, FoE instaura un système de collecte de papier journal, puis d'élaboration de papier recyclé qui servait ensuite de support aux publications de l'association<sup>1456</sup>. Ce dispositif inspira d'autres groupes, notamment étudiants, qui suivirent leur exemple. À l'université de Warwick, les écologistes de la *Survival Society* mirent au point une collecte dans toutes les résidences étudiantes du campus, afin de recycler le papier journal<sup>1457</sup>. Ce nouveau type d'action directe s'intégrait dans le

---

<sup>1454</sup> « Friends of the Earth's Schweppes Campaign », *The Ecologist*, octobre 1971, pp. 29-31.

« Friends of the Earth: Newsletter », *The Ecologist*, décembre 1971, p. 33.

<sup>1455</sup> « Bottles bright and beautiful », *Peace News*, 7 avril 1972, p. 5. « Demo », *Muther Grumble*, avril 1972, p. 8.

<sup>1456</sup> « Re-cycling scheme rescued », *Peace News*, 20 octobre 1972, p. 7.

<sup>1457</sup> « A plea for survival », *The Warwick Boar*, 15 novembre 1973, p. 4.

courant anti-consumériste du « *Do-It-Yourself* », destiné à promouvoir la fabrication et la réparation d'objets de la vie courante. Une multitude d'articles de la presse étudiante, militante et alternative expliquaient par exemple pas à pas comment préparer son propre savon, ou réparer son vélo<sup>1458</sup>. Ce dernier mode de transport écologique était devenu très populaire en réaction aux embouteillages et autres désagréments causés par le nombre croissant de voitures.

### **2.5.3.3. Campagne contre le trafic automobile**

Une autre campagne phare du mouvement écologiste des années 1970 concernait le trafic automobile. Depuis 1950, le nombre de voitures en Grande-Bretagne avait été multiplié par deux à chaque décennie, passant de 2 257 873 en 1950 à 5 525 828 en 1960, puis 11 328 000 en 1970<sup>1459</sup>. Ce phénomène avait de multiples répercussions environnementales, au premier rang desquelles l'aggravation de la pollution de l'air. Ainsi, la tactique du *sit-in* sur la voie publique, perturbant la circulation, prit une nouvelle dimension lorsqu'elle fut utilisée comme une fin en soi pour protester contre les véhicules à moteurs. L'association écologiste *Commitment*, créée par les militants radicaux des *Young Liberals*<sup>1460</sup>, dénonçait la prédominance de la voiture comme mode de transport. En décembre 1971, ses membres coupèrent la circulation d'Oxford Street, rue commerçante du centre de Londres fréquemment embouteillée, en s'asseyant au milieu de la route. Ils réitérèrent à plusieurs reprises, s'enchaînant aux feux de signalisation pour être plus difficiles à déloger lors des interventions policières<sup>1461</sup>.

---

<sup>1458</sup> « Soap supplement », *Peace News*, 11 août 1972, p. 6. « The pedal-power pocket book and kerb-side companion », *Peace News*, 10 août 1973, p. 16.

<sup>1459</sup> Ian G. SIMMONS, *op. cit.*, p. 193.

<sup>1460</sup> Les *Young Liberals* étaient les membres de l'aile jeunesse du Parti libéral. Ils étaient partisans des stratégies d'action directe et étaient considérés comme particulièrement radicaux. Ils furent d'ailleurs pour cette raison affublés du surnom de « *Red Guard* » dans la presse. Ils s'impliquèrent particulièrement dans les mobilisations contre l'*apartheid* et la défense de l'environnement. « Young Liberals around the grave », *The Spectator*, 2 septembre 1972, p. 6.

<sup>1461</sup> « The potential for a movement », *Resurgence*, juillet-août 1972, p. 26. « Doing it in the road », *Peace News*, 6 avril 1973, p. 21.

Les adeptes du vélo comme mode de transport alternatif non-polluant lancèrent la pratique contestataire innovante du *bike-in*, organisée d'abord à Édimbourg en novembre 1971, puis s'étendant rapidement au reste du pays<sup>1462</sup>. Il s'agissait de rassemblements de cyclistes roulant sur la chaussée, ralentissant ainsi le trafic automobile, mais laissant passer les bus. Ces évènements étaient particulièrement festifs : les participants ornaient leurs cycles de ballons et de banderoles, portant haut leurs slogans comme « *Pedal Power* » ou « *Car-free is care-free* »<sup>1463</sup>. Ils pédalaient dans un joyeux tintamarre au rythme de leurs sonnettes et autres petits instruments sonores utilisés pour signaler leur présence et attirer l'attention. Certains étaient juchés sur des montures excentriques, comme des tandems, des tridems, ou des tricycles. Les *bike-ins* s'inspiraient aussi du *happening* : les organisateurs demandaient souvent aux participants de venir costumés, portant par exemple des masques à gaz pour dénoncer la pollution du gaz d'échappement des voitures<sup>1464</sup>. En perturbant ainsi la circulation, ils espéraient obtenir la mise en place de voies séparées pour les cyclistes, et d'itinéraires cyclables, garantissant leur sécurité. Selon eux, la planification urbaine était pensée dans le seul intérêt des véhicules motorisés, ils demandaient donc un traitement équitable pour les vélos. Les trajets empruntés par l'une de ces manifestations en juillet 1972, suivaient les itinéraires proposés pour de futures pistes cyclables au centre de Londres<sup>1465</sup>. La popularité des *bike-ins* contribua à remettre le vélocipède au goût du jour. En 1975, le nombre de bicyclettes vendues sur le territoire national avait dépassé le million, soit plus du double des ventes de l'année 1970, tandis que le kilométrage moyen des déplacements à vélo pour l'ensemble de la population avait augmenté de 20% par

---

<sup>1462</sup> « Mass bike-in at Cambridge », *Peace News*, 3 décembre 1971, p. 1.

<sup>1463</sup> « Bike Ways », *Spare Rib*, novembre 1972, p. 19.

<sup>1464</sup> « High Wycombe bike-in », *Peace News*, 14 juillet 1972, p. 7. « Lotty bike-in », *Peace News*, 1<sup>er</sup> décembre 1972, p. 7.

<sup>1465</sup> « Bikes rule! OK? », *Peace News*, 25 août 1972, p. 10.

rapport à 1974<sup>1466</sup>. Les autorités locales acceptèrent quelques-uns des projets des cyclistes militants, comme la piste cyclable de Hyde Park à Londres. À Portsmouth, un projet de grand réseau réservé aux deux-roues non-motorisés, empruntant des rues peu fréquentées du centre-ville, fut expérimenté en 1975, mais succomba finalement devant l'hostilité des commerçants<sup>1467</sup>. De plus en plus d'itinéraires cyclables allaient cependant être créés dans les décennies suivantes, notamment grâce aux projets de reconversion d'anciennes voies ferrées fermées suites aux coupes budgétaires imposées par la *Beeching Axe*, qui commencèrent à être lancés à la fin des années 1970<sup>1468</sup>.

#### **2.5.3.4. La mobilisation contre le nucléaire civil**

Au Royaume-Uni, les premières protestations contre le nucléaire civil furent organisées en solidarité avec un groupe français opposé à la construction de la centrale de Fessenheim en Alsace, en avril 1971. Les associations FoE et la *Campaign for Biological Sanity* appelèrent au rassemblement devant l'ambassade de France, synchronisant leur action avec la manifestation de Fessenheim. Les militants dénoncèrent au passage l'indifférence de la CND, qui n'avait jamais pris position officiellement sur le nucléaire civil. Le choix d'organiser cette première action contre un projet de centrale français, alors que le Royaume-Uni disposait déjà de 27 réacteurs, visait à ériger les militants français en exemple de résistance<sup>1469</sup>. Pour contrer les arguments des autorités, affirmant que le nucléaire était une énergie propre et sûre, les écologistes dénonçaient le problème du traitement des déchets radioactifs, en comparant les réacteurs nucléaires à des bombes atomiques à retardement : « *During its lifetime a reactor produces many hundreds of times the radioactive waste released over Hiroshima and Nagasaki by the*

---

<sup>1466</sup> « Bring back the bike », *Peace News*, 25 août 1972, p. 10.

<sup>1467</sup> *Ibid.*

<sup>1468</sup> Carlton REID, *Bike Boom : The Unexpected Resurgence of Cycling*, Washington : Island Press, 2000, pp. 106-8.

<sup>1469</sup> « Fessenheim – Easter Monday », *The Ecologist*, juin 1971, p. 26-28.

*bombs* »<sup>1470</sup>. Les associations écologistes s'opposèrent aux projets de construction et d'agrandissement des centrales nucléaires, à la fois en fournissant des rapports détaillés lors des enquêtes publiques mais aussi au travers de manifestations et d'actions directes. En 1974, FoE réussit par exemple à obtenir que les autorités abandonnent leurs plans de réacteurs à eau pressurisée au profit des réacteurs refroidis au gaz, plus chers mais jugés plus sûrs<sup>1471</sup>. En avril 1976, des rassemblements synchronisés réunirent un millier de personnes sur les sites de Windscale, Sizewell (Suffolk) et Torness, à l'initiative de FoE et de la *Scottish Campaign to Resist the Atomic Menace* (SCRAM), formée pour coordonner l'opposition locale au projet de construction de la centrale de Torness<sup>1472</sup>. Si la mobilisation peinait jusque-là à attirer les foules, les événements de Malville, en Isère, au mois de juillet 1977, allaient galvaniser les contestataires.

S'insurgeant contre le projet de centrale dans la ville, les branches françaises de *Greenpeace* et FoE invitèrent les opposants au nucléaire des pays voisins à venir leur prêter main forte. La manifestation prit une véritable dimension transnationale, avec l'afflux de militants allemands, suisses, scandinaves et britanniques. Environ 60 000 protestataires convergèrent vers le site pour l'occuper de manière non-violente, mais furent repoussés par les forces de l'ordre. De violentes échauffourées entre les manifestants et les CRS éclatèrent, faisant une centaine de blessés et un mort, du côté des militants<sup>1473</sup>. Selon eux, Malville incarnait le type de société que l'industrie nucléaire était en train de créer, caractérisée par le déploiement d'un arsenal sécuritaire, un manque de transparence et de démocratie<sup>1474</sup>. Ils prônaient au contraire la transition vers des énergies alternatives renouvelables, comme le solaire ou l'éolien, permettant

---

<sup>1470</sup> *Ibid.*

<sup>1471</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 104.

<sup>1472</sup> « We'll all go together when we go », *Socialist Challenge*, 15 décembre 1977, p. 6. « SCRAM », *Peace News*, 10 mars 1978, p. 3.

<sup>1473</sup> « Malville: 60,000 in the mire », *Peace News*, 12 août 1977, p. 5. « Malville », *Peace News*, 9 septembre 1977, pp. 8-9.

<sup>1474</sup> « The insanity of secrecy in a nuclear age », *The Ecologist*, juillet 1977, pp. 236-9. « The struggle against nuclear power in central Europe », *The Ecologist*, juillet 1977, pp. 216-22.

une gestion à l'échelle locale et sans danger pour la population<sup>1475</sup>. Ils établissaient un lien entre les dispositifs de protection des centrales nucléaires et la transformation du combustible pour un usage militaire :

*Firstly, the threat to democracy in the shape of the police state powers that would necessarily be involved to protect plutonium from the attentions of terrorists or sabotage. Already the British nuclear power industry has a private army of 400 men to protect their installations. Secondly, [...] the increased production of plutonium [would lead] to the spread of nuclear weapons production to all parts of the globe.*<sup>1476</sup>

Le 29 avril 1978, un grand rassemblement national fut organisé à Trafalgar Square, ralliant plus de 10 000 personnes venues protester à la fois contre le nucléaire civil et militaire, comme en témoignaient les slogans du type « *Windscale could fuel the last World War* »<sup>1477</sup>. À l'appel de SCRAM, *Greenpeace* et FoE, près de 4000 personnes participèrent à l'occupation non-violente du site de Torness les 6 et 7 mai, donnant au site de la future centrale des allures de festival avec l'organisation d'un concert de rock<sup>1478</sup>. À la fin du mois de septembre, SCRAM lança une occupation illimitée afin d'empêcher le début des travaux. Pendant près d'un mois et demi, les militants prirent possession des lieux, rénovant une bâtisse en ruine rebaptisée le « *Half Moon Cottage* » qui devint leur quartier général, avant d'être expulsés par l'entreprise gérant la centrale<sup>1479</sup>. La résistance continua à l'échelle locale, jusqu'au point d'orgue de mai 1979, lorsque près de 10 000 opposants au nucléaire venus de tout le pays se rassemblèrent à nouveau pour occuper le site, toujours au son de groupes de rock jouant sur une grande scène dans un champ voisin. L'évènement attira des écologistes de diverses associations mais aussi des nationalistes du SNP et du SWP<sup>1480</sup>. Si ces occupations ne

---

<sup>1475</sup> « We'll all go together when we go », *Socialist Challenge*, 15 décembre 1977, p. 6.

<sup>1476</sup> « Smallscale not windscale », *Resurgence*, juillet-août 1978, pp. 6-8.

<sup>1477</sup> *Ibid.*

<sup>1478</sup> « Torness: May 6th & 7th », *Peace News*, 19 mai 1978, p. 5.

<sup>1479</sup> « Torness occupied », *The Ecologist*, novembre-décembre 1978, pp. 202-3.

<sup>1480</sup> « No nukes explosion hits Torness », *Socialist Challenge*, 17 mai 1979, p. 6.

parvinrent, au bout du compte, qu'à retarder la construction de la centrale de Torness, les militants réussirent cependant à faire échouer des projets d'enfouissement de déchets nucléaires, ou de création de mines d'uranium<sup>1481</sup>. Mais le mois de mai vit également l'élection des conservateurs, qui allaient se montrer bien moins réceptifs aux demandes des écologistes et adopter une ligne plus ferme pour réprimer la contestation.

## 2.5.4. Déclin

### 2.5.4.1. Fermeture de la structure des opportunités politiques

Aux yeux des écologistes, le Parti conservateur était le moins sensible à la protection de l'environnement des partis de gouvernement. Si quelques députés d'arrière banc s'étaient engagés dans la voie de la conservation du patrimoine naturel, ses dirigeants ne semblaient pas se préoccuper du sujet. Pire encore, en plaçant la croissance économique au-dessus de tous les autres enjeux, ils risquaient d'aggraver encore la situation. Toujours selon les militants, les conservateurs, et Thatcher en particulier, incarnaient la domination des intérêts capitalistes de la *City* : « *they have been led so long by the hard-faced men – and women, for Margaret Thatcher is a prime example of this – that they appear unable to get away from the capitalist, city-dominated notion that growth is everything* »<sup>1482</sup>. Dans leur manifeste de campagne, ils s'étaient contentés de mentionner vaguement les problèmes environnementaux sans proposer de mesure concrète pour y remédier. Ils s'étaient en revanche engagés à poursuivre le programme de développement du nucléaire civil, et même à renforcer l'arsenal de dissuasion nucléaire. Ils accusaient les travaillistes d'avoir affaibli la position du Royaume-Uni en réduisant les dépenses militaires, et affirmaient vouloir inverser la tendance, du

---

<sup>1481</sup> « Antinuclear reactions », *Peace News*, 5 mai 1978, p. 8.

<sup>1482</sup> « Green politics », *Resurgence*, janvier-février 1979, p. 6.

fait des avancées des Soviétiques dans la course aux armements : « *During the past five years the military threat to the West has grown steadily as the Communist bloc has established virtual parity in strategic nuclear weapons and a substantial superiority in conventional weapons* »<sup>1483</sup>. En soulignant la menace émanant du bloc de l'Est, les conservateurs justifiaient leur ligne politique de réductions drastiques des dépenses publiques, à l'exception du budget de la défense, qui était sur le point d'augmenter considérablement. Cette stratégie fut poursuivie après leur accession au pouvoir. Ils continuèrent à agiter la menace soviétique afin de légitimer l'adoption d'un nouveau programme d'armements nucléaires : les missiles Trident, dotés de têtes multiples à guidage indépendant. Le coût de cette technologie américaine était estimé à cinq milliards de livres<sup>1484</sup>. Dans ce contexte politique de plus en plus hostile aux revendications écologistes, le mouvement fut rapidement remplacé par l'opposition aux armes de destruction massive, qui devint la principale préoccupation des militants.

#### **2.5.4.2. Résurgence du mouvement pour le désarmement nucléaire**

Alors que la menace d'une guerre nucléaire se faisait de plus en plus pressante, le mouvement pour le désarmement nucléaire recommença à mobiliser massivement les foules. Au début de la décennie, la CND avait bénéficié d'un regain d'intérêt suite aux essais atomiques américains et français de 1971 et 1973, mais elle peinait encore à rallier plus d'un millier de participants pour ces actions. En 1973, ses dirigeants choisirent de remplacer la grande marche de Pâques par des veillées simultanées sur les sept bases écossaises en lien avec le programme nucléaire Polaris, mais elles ne rassemblèrent pas plus d'un millier de

---

<sup>1483</sup> CONSERVATIVE PARTY, « Conservative manifesto, 1979 », *op. cit.*.

<sup>1484</sup> « Trident replaces Polaris », *Peace News*, 9 novembre 1979, p. 4.

protestataires sur l'ensemble des sites<sup>1485</sup>. En 1977, le mouvement bénéficia de la dynamique ascendante de la mobilisation contre le nucléaire civil, suite à l'impulsion donnée par les événements de Malville en juillet. Le lien entre les oppositions au nucléaire civil et militaire permit à la CND d'attirer de nouveaux militants dans ses rangs. Lors d'un rassemblement au mois de septembre à la base de sous-marins américains de Holy Loch, les membres de longue date de l'association eurent l'impression que ce nouvel afflux de recrues était dû à la prise de conscience de la corrélation entre les deux types d'utilisation de l'énergie nucléaire « [...] *more people are coming to see the links between nuclear power and nuclear weapons and feel they must take some kind of stand* », une analyse partagée par des commentateurs extérieurs<sup>1486</sup>. Avec l'adoption du programme Trident, et la publication d'une série d'articles en janvier 1980 dans le *Times* sur les mesures de protection civile préconisées par le gouvernement, la guerre nucléaire semblait plus que jamais imminente. En cas d'attaque nucléaire, le gouvernement recommandait à la population de construire un abri à l'intérieur de leurs habitations, et d'y rester confiné jusqu'à nouvel ordre<sup>1487</sup>. Dans ce contexte anxigène, le mouvement pour le désarmement nucléaire redevint un mouvement de masse, rassemblant environ 80 000 personnes à Trafalgar Square au mois d'octobre 1980<sup>1488</sup>. Ce nouvel essor dépassa même les records des mobilisations au début des années 1960, avec une manifestation atteignant les 250 000 participants en octobre 1981 à Londres<sup>1489</sup>. Ainsi, le mouvement écologiste clôtura le cycle de contestation des longues années soixante, tandis que la résurgence du mouvement pour le désarmement nucléaire en amorçait un nouveau.

---

<sup>1485</sup> « CND: focus on Polaris », *Peace News*, 6 avril 1973, p. 7. « CND's Scottish excursion », *Peace News*, 27 avril 1973, p. 7.

<sup>1486</sup> « CND comeback », *Peace News*, 23 septembre 1977, p. 3. « We'll all go together when we go », *Socialist Challenge*, 15 décembre 1977, p. 6.

<sup>1487</sup> « Close to extinction », *Resurgence*, septembre-octobre 1980, p. 36.

<sup>1488</sup> « 80,000 against the missiles », *Socialist Challenge*, 30 octobre 1980, p. 3.

<sup>1489</sup> « This time we can win », *Socialist Challenge*, 21 octobre 1981, pp. 8-9.

### **2.5.4.3. Conclusion et impact du mouvement**

La prise de conscience écologique au cours des longues années soixante induisit un changement progressif des mentalités et des comportements, ce qui représentait une avancée non-négligeable dans un domaine où la somme des actions individuelles pouvait avoir une incidence favorable sur l'environnement, comme par exemple en évitant de jeter des détritiques dans la nature ou en changeant ses pratiques de consommation. D'autres progrès notables furent obtenus en matière de lutte globale contre la pollution et la disparition des espèces animales, qui devinrent bientôt des objectifs internationaux. Le mouvement avait réussi à imposer l'écologie comme un vrai sujet politique, abordé par les principaux partis lors de l'élection de 1979 et même par un parti lui étant spécifiquement consacré, l'*Ecology Party*, qui deviendrait le *Green Party* au cours de la décennie suivante<sup>1490</sup>. Les mobilisations pour le désarmement nucléaire et contre la guerre du Vietnam avaient permis de sensibiliser la population aux conséquences délétères des activités humaines sur l'écosystème, en dénonçant respectivement l'impact des retombées radioactives et de l'utilisation des herbicides, ainsi que leurs risques en termes de santé publique. L'adaptation des cadres anti-impérialistes et antiracistes contribua ensuite à façonner ceux de la défense de l'environnement et de la protection des animaux, forgeant de nouveaux concepts tels que l'écocide ou le spécisme. La diffusion des pratiques contestataires entraîna une série d'innovations tactiques, comme le *bike-in*, le *phone-in*, ou la *green ban*. Un certain degré de convergence entre les revendications des différents mouvements encouragea la coopération entre les militants, notamment dans les cas des féministes et des nationalistes avec, entre autres, les demandes d'accès libre et gratuit à la contraception et la dévolution, leur permettant par là même de rallier de nouveaux adeptes pour leurs causes respectives. Les mouvements précédents servirent également de pépinière au

---

<sup>1490</sup> « Green crosses », *The Ecologist*, mai-juin 1979, p. 29.

mouvement écologiste, à l'instar des étudiants, dont les réseaux organisationnels contribuèrent à l'essor de la nouvelle mobilisation. De par sa genèse complexe, le mouvement écologiste représentait une forme de synthèse des mouvements du cycle de contestation des longues années soixante, qu'il clôtura en cédant la place à une nouvelle vague de mobilisation pour le désarmement nucléaire.

## Conclusion

Les mouvements de deuxième génération vinrent encore amplifier la dynamique protestataire du cycle de contestation des longues années soixante. En tirant leur impulsion et leur inspiration de la première génération de mouvements, les acteurs de cette deuxième vague se consacrèrent à des domaines négligés par leurs prédécesseurs. Les liens personnels entre les militants et les canaux non-relationnels, notamment la presse alternative, permirent la diffusion des cadres, des symboles et des répertoires. L'adaptation des modèles des mouvements américains joua également un rôle déterminant, particulièrement pour les mouvements féministes, gay et lesbien, où de nombreux éléments furent directement transplantés sur le sol britannique. Ces derniers prirent cependant des formes spécifiques en se développant dans leur nouveau contexte, comme par exemple un ancrage plus à gauche que leurs équivalents outre-Atlantique. Mais les choix des sources d'inspiration pouvaient également relever d'une stratégie pragmatique, à l'instar de la décision des militants nord-irlandais de se démarquer des traditions républicaines et loyalistes en invoquant l'image inclusive et non-violente du mouvement pour les droits civiques des noirs américains. Les nationalistes gallois et écossais utilisèrent également les cadres des mouvements précédents à des fins de propagande, dénonçant entre autres l'impérialisme anglais. Enfin, le mouvement écologiste emprunta à l'ensemble des mouvements du cycle afin de couvrir les diverses facettes de la protection du vivant.



### **3. CONCLUSION**



En faisant appel à divers outils sociologiques et historiques, ainsi, notamment qu'en analysant des articles issus de la presse alternative, étudiante et militante, cette thèse s'est efforcée de mettre en évidence le rôle moteur de la diffusion dans l'évolution du cycle de contestation des longues années soixante. À travers une variété de canaux non-relationnels et de liens personnels, les répertoires et les cadres d'action collective des mouvements sociaux se propagent d'une mobilisation à l'autre. Le mouvement pour le désarmement nucléaire amorça la dynamique protestataire au Royaume-Uni, grâce à un ensemble de facteurs conjoncturels qui contribuèrent à son émergence. La menace d'une attaque nucléaire, émanant du contexte international de la guerre froide, donnait aux futurs militants l'impression d'être constamment en danger. L'intervention des troupes britanniques en Égypte, lors de la crise du canal de Suez à l'automne 1956, provoqua de vives réactions d'opposition au sein de la population, aboutissant aux premières mobilisations de masse contre le gouvernement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La conviction que les efforts collectifs des protestataires avaient réussi à infléchir la politique gouvernementale et à éviter une nouvelle guerre fut la cause directe de l'émergence du mouvement pour le désarmement nucléaire. Les prémices de la contre-culture, incitant à la révolte et à la création d'une société alternative, ainsi que le courant idéologique de la Nouvelle Gauche influencèrent le mouvement naissant et servirent à sa diffusion dans leurs milieux, tandis que l'action collective contre les armes de destruction massive représentait une application concrète de leurs valeurs. En ce sens, le mouvement pour le désarmement nucléaire anticipait déjà la confluence du politique et du culturel qui allait caractériser l'ensemble des mouvements du cycle de contestation des longues années soixante. Son répertoire et ses cadres d'action collective, inspirés de la non-violence gandhienne, popularisèrent le *sit-in* et la désobéissance civile, et conférèrent une forte dimension morale aux cadres motivationnels des mouvements suivants. La créativité inhérente aux processus de diffusion transformèrent ensuite le *sit-in* en une kyrielle de dérivés adaptés à

leurs nouveaux contextes : *drink-in*, *teach-in*, *work-in*, *think-in*, *kiss-in*, *gay-in*, *fish-in*, *phone-in* ou encore *bike-in* pour ne citer que les principaux. La perception que le traité interdisant les essais nucléaires atmosphériques et sous-marins, signé en août 1963 par les gouvernements soviétique, américain et britannique, démontrait le succès de la mobilisation, confortant ainsi les autres groupes de militants dans leur volonté de faire entendre leurs propres revendications. Le mouvement joua un rôle précurseur au sein du cycle de contestation, signalant l'ouverture de la structure des opportunités politiques.

Dans son sillage, et grâce à sa structure organisationnelle, le mouvement contre la guerre du Vietnam fit son apparition sur la scène contestataire. Parmi les associations créées spécifiquement pour défendre cette nouvelle cause, la VSC prit des positions radicales en faveur de la victoire des insurgés Vietnamiens. De ce fait, elle adopta le cadre anti-impérialiste du NLF, prônant le recours à la lutte armée pour se libérer de la domination américaine et invoquant le droit à l'autodétermination pour le peuple Vietnamien. Ce cadrage devint par la suite essentiel à la diffusion de la contestation, permettant à d'autres groupes d'individus de prendre conscience de leur propre oppression et de commencer à lutter pour leur libération. Ce faisant, le mouvement servit de catalyseur, entraînant un tournant radical dans la dynamique protestataire. De nombreux militants s'identifiaient désormais aux combattants du NLF, justifiant l'emploi de pratiques inspirées des techniques de guérilla, à l'instar des « éco-commandos », plantant illégalement des arbres pour empêcher la jungle de béton de gagner du terrain, ou de l'ALF, lançant des raids pour sauver les animaux détenus dans des centres de recherches pratiquant la vivisection. De plus, la guerre du Vietnam représentait une illustration explicite des ravages considérables produits par les pesticides, dont l'utilisation, selon les militants, s'apparentait à de véritables armes chimiques. Cette destruction délibérée de l'écosystème serait plus tard qualifiée d'« écocide », adaptation du concept de « génocide » aux dégâts environnementaux, mettant en exergue la filiation entre le mouvement contre la guerre du Vietnam et le mouvement écologiste.

Quant aux étudiants, ils avaient déjà massivement protesté lors des manifestations contre l'intervention britannique en Égypte et de la répression brutale de l'insurrection hongroise par les Soviétiques quelques jours plus tard. Le soulèvement en Hongrie avait été déclenché par des manifestations estudiantines, poussant non seulement les étudiants britanniques à exprimer leur soutien à leurs homologues d'Europe de l'Est, mais inspirant aussi les théories de certains intellectuels de la Nouvelle Gauche envisageant les étudiants comme fer de lance d'une révolte populaire. Les campagnes contre l'*apartheid* en Afrique du Sud et la *colour bar* au Royaume-Uni, dans lesquelles les étudiants furent très impliqués, trouvèrent un prolongement logique dans la mobilisation contre les discriminations à l'encontre des étudiants étrangers, permettant à son tour un recentrage sur des revendications liées à leur statut d'étudiant. Ils s'insurgèrent notamment contre les règlements paternalistes des universités, réclamant davantage d'autonomie et de participation au processus décisionnel régulant la vie universitaire. Les événements de mai 1968 en France furent érigés en modèle, incitant les étudiants outre-Manche à forger une alliance avec les travailleurs, considérés par les groupes de la gauche radicale comme les seuls à pouvoir s'imposer comme véritable force révolutionnaire. Les liens tissés entre les militants étudiants et ouvriers servirent ensuite de canaux de diffusion à double sens, influençant les tactiques et l'idéologie des deux groupes. Les multiples occupations d'usines et d'universités étaient l'une des manifestations les plus visibles de ce phénomène. De par la politisation accrue de ses participants, le mouvement étudiant servit de vivier aux autres mobilisations. Plus encore, les sociétés étudiantes devinrent le berceau des mouvements féministes ou gay et lesbien, et certaines associations de ce type eurent par la suite un impact décisif sur l'évolution du mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord ou des mouvements nationalistes gallois et écossais.

Sous l'influence des autres mouvements du cycle de contestation, le mouvement ouvrier élargit son champ d'action en cessant de se consacrer exclusivement à la défense des intérêts de ses membres historiques : les ouvriers

blancs de sexe masculin du secteur industriel. Les organisations syndicales, au départ réticentes à endosser les revendications des femmes, des homosexuels ou des immigrés, furent progressivement sensibilisées à leurs causes au cours de la période grâce à leurs mouvements respectifs. Les salariés du secteur tertiaire, et notamment des services publics, s'intégrèrent aussi peu à peu au mouvement, en adoptant les techniques et l'idéologie des travailleurs d'usines. Lorsque les intérêts des industriels et ceux du reste de la population semblaient diverger, le mouvement ouvrier fit souvent le choix de donner la priorité au bien commun, tentant de concilier obligations professionnelles et considérations éthiques. Son poids en fit le seul mouvement des longues années soixante capable de faire chuter un gouvernement, comme ce fut le cas pour le gouvernement Heath en 1974, mais aussi dans une certaine mesure du gouvernement Callaghan en 1979, grâce à la motion de défiance des nationalistes écossais. En ce sens, il exerça une pression déterminante dans les rapports de force entre les mouvements protestataires et les autorités. Ses revendications autogestionnaires s'inscrivirent dans la même tendance autonomiste que les autres mobilisations de l'époque, réclamant la participation des travailleurs aux décisions qui les concernaient directement au sein de leurs entreprises. L'innovation tactique du *work-in* en était une application pratique, destinée à sauver les emplois menacés, tout en permettant aux salariés de gérer eux même la production.

Les populations issues de l'immigration du nouveau Commonwealth, arrivées en masse à partir de 1948, s'inspirèrent du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis ainsi que des mouvements de libération nationale en Afrique pour lancer une campagne contre la *colour bar* au Royaume-Uni. Ce racisme systémique était particulièrement manifeste dans les domaines de l'emploi et du logement, mais aussi dans les lieux ouverts au public comme les restaurants et les pubs. La diffusion outre-Atlantique du *Black Power* conféra à cette idéologie radicale une nouvelle dimension inclusive en Grande-Bretagne, où les militants s'efforcèrent de fédérer toutes les communautés immigrées opprimées sous la même bannière. Pour les militants antiracistes, le terme

« *black* » devenait ainsi une identité politique afin de rassembler notamment les Antillais et, les Africains mais aussi, potentiellement, les Indo-Pakistanaïes, même si ces derniers étaient souvent réticents à être inclus dans cette catégorie. Les adeptes du *Black Power* embrassèrent également le volet culturel du cadre de pronostic préconisé par cette doctrine, destiné à transformer en profondeur la culture dominante, en éradiquant les préjugés racistes et en changeant l'image dévalorisante de ces populations au sein de la société britannique. Cette solution se révéla déterminante pour tous les mouvements aux revendications identitaires des longues années soixante, soit les mouvements féministes, gay et lesbien, mais aussi les mouvements nationalistes. Pour que l'émancipation de ces groupes soit complète, leurs membres devaient se rendre compte qu'ils avaient intériorisé la vision dégradante et stéréotypée de la culture dominante. Cette prise de conscience leur permettait ensuite d'avoir davantage confiance en eux et d'éprouver un sentiment de fierté quant à leur identité. La présence d'un nombre croissant d'immigrés et leurs efforts pour défendre leurs droits suscitérent un courant réactionnaire au sein d'une certaine frange de la population autochtone, aboutissant à la montée de l'extrême droite. Ces circonstances permirent une convergence des luttes des groupes antiracistes et des antifascistes de la gauche radicale, avec, entre autres, l'organisation des gigantesques concerts *Rock Against Racism* – initiative bientôt reprise par les collectifs de féministes qui lancèrent *Rock Against Sexism* – participant ainsi à l'évolution progressive des mentalités.

La deuxième vague de féminisme prit forme à l'intérieur des principaux mouvements contestataires, en réaction au sexisme ambiant. En partageant leurs expériences personnelles, les militantes constatèrent le caractère systémique de leur oppression au sein de la société patriarcale. À partir des cadrages anti-impérialistes et du *Black Power*, elles élaborèrent un nouveau cadre motivationnel résumé par le slogan « *The personal is political* ». En permettant une prise de conscience individuelle des femmes au sein de petits groupes de sensibilisation, elles pouvaient ensuite s'engager dans la lutte pour leur libération et contre le sexisme inhérent à la culture dominante. Cette articulation entre sphères privée et

publique allait devenir un enjeu central du mouvement gay et lesbien. Les féministes dénoncèrent également les effets pervers de la « révolution sexuelle », bénéficiant principalement aux hommes hétérosexuels, mais renforçant au contraire l'objectification du corps des femmes dans les médias et la publicité. Elles créèrent leurs propres institutions alternatives, les *women's centres*, afin de venir en aide aux femmes à l'échelle locale, par exemple en fournissant des informations sur les méthodes contraceptives, ou en hébergeant les femmes victimes de violence, mais aussi en proposant plus généralement toutes sortes d'activités politiques, sociales et culturelles. Le concept donna ensuite naissance au *gay centres*, remplissant un rôle similaire auprès des communautés gay.

L'évolution du mouvement homosexuel en mouvement de libération gay fut une conséquence directe du voyage des fondateurs du premier GLF britannique aux États-Unis. Les liens personnels entre les militants des deux pays permirent la diffusion des GLF, de leurs cadres et de leurs tactiques. À travers l'acte symbolique du *coming out*, les membres de ces groupes radicaux clamaient leur homosexualité haut et fort, revendiquant leur orientation sexuelle comme une identité politique. En rendant public ce qui relevait auparavant exclusivement du domaine privé, les militants donnaient un sens nouveau au cadre motivationnel des féministes. La *Gay Pride* incarnait ce sentiment de fierté fraîchement acquise. Cette forme d'action directe performative représentait l'aboutissement des transformations culturelles prônées par les mouvements identitaires précédents. De plus, le style provocateur et festif des organisations militantes gay déteignit sur les autres mouvements de la période, qu'il s'agisse des actions contre le racisme, contre les violences faites aux femmes, ou encore des *bike-ins* des écologistes.

Les mouvements de la première génération du cycle de contestation s'avèrent déterminants dans l'émergence du mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord. Ils contribuèrent, pendant un temps, à détourner la population des clivages politiques et religieux historiques. La participation des principales organisations religieuses au mouvement pour le désarmement

nucléaire reflétait un nouvel esprit de tolérance et de coopération entre les principales confessions, tandis que le mouvement ouvrier essayait de forger une alliance de classe sociale entre catholiques et protestants. Les militants du mouvement pour les droits civiques en Irlande du Nord avaient choisi d'adopter les cadres et le répertoire du mouvement des noirs américains afin de se démarquer des traditions militantes nationalistes et unionistes, revendiquant précisément les caractères non-violent et inclusif de leur mobilisation. Du fait de leur lutte contre les discriminations religieuses, ils suscitèrent l'hostilité des unionistes extrémistes et des fundamentalistes protestants, s'opposant farouchement à toute remise en question du système de domination unioniste. Les tensions entre les communautés dégénérent finalement en conflit armé, et le gouvernement britannique envoya les troupes pour tenter de ramener le calme. En Grande-Bretagne, les militants de la gauche radicale eurent recours au cadre anti-impérialiste hérité de l'opposition à la guerre du Vietnam afin de rallier l'opinion en faveur de l'autodétermination des Nord-Irlandais. En réaction au lourd bilan humain, un mouvement pacifiste s'évertua à mettre fin aux violences des groupes paramilitaires républicains et loyalistes, tandis que le gouvernement britannique prenait des mesures de plus en plus répressives afin de lutter contre le terrorisme, qui allaient nuire à l'ensemble des mouvements contestataires de la période.

La résurgence des mouvements nationalistes gallois et écossais pendant les longues années soixante fut façonnée par les autres mouvements de cette époque. Leurs interactions les entraînèrent tous deux dans une dynamique propre, où les avancées de l'un émulaient les revendications de l'autre. Leurs demandes d'autonomie politique et l'affirmation de leurs identités nationales s'exprimèrent à travers de nouveaux cadres, librement adaptés de l'anti-impérialisme et du *Black Power*, condamnant notamment la gestion coloniale des territoires par l'Angleterre et la dépendance psychologique des Gallois et des Écossais au gouvernement central. Les liens historiques avec le mouvement nationaliste irlandais favorisèrent également la diffusion de son idéologie et de ses tactiques, soulignant

les origines celtes des Gallois et des Écossais afin de les démarquer des Anglais. Le mouvement ouvrier contribua à son tour à légitimer les aspirations au changement de système politique afin de prendre en compte les problèmes économiques spécifiques des nations galloises et écossaises, qui se sentaient lésées par la gestion du gouvernement central. Le projet de dévolution proposant la création d'institutions autonomes en Écosse et au pays de Galles visait à rapprocher le centre du pouvoir des habitants de ces nations, leur donnant plus de contrôle sur les décisions qui les concernaient directement. Cette gestion à l'échelle locale, tenant compte des particularités des territoires et de leurs ressources était également une demande phare du mouvement écologiste, avec lequel des alliances furent formées sur le terrain.

Enfin, le mouvement écologiste émergea comme une forme de synthèse des mouvements des longues années soixante. La formulation et l'étendue du champ de ses revendications étaient la résultante de la transposition des cadres des mouvements précédents à l'environnement. Son cadre motivationnel alarmiste, inspiré du mouvement pour le désarmement nucléaire, insistait sur l'urgence d'agir pour sauver l'espèce humaine de la catastrophe que constituerait la destruction de son écosystème, tout en soulignant la dimension morale de ce combat. Les demandes de traitement égalitaire à l'égard des espèces animales et de leur libération de l'exploitation humaine, ou encore la domination de la voiture en milieu urbain et l'oppression des cyclistes avaient été adaptées des cadres anti-impérialiste et antiraciste. Les pratiques d'éco-guérilla ou le *bike-in* reflétaient explicitement la même filiation. Ces origines composites expliquaient également les nombreuses convergences entre le mouvement écologiste et les autres mouvements de l'époque, visibles, entre autres, dans les appels à rendre l'accès à la contraception et à l'avortement libre et gratuit afin de limiter la croissance démographique, le soutien à la dévolution afin de mieux gérer les ressources naturelles à l'échelle locale, mais aussi dans l'articulation du lien entre les utilisations militaires et civiles de l'énergie nucléaire. La mobilisation contre les centrales nucléaires permit d'ailleurs de revivifier la CND, engendrant un

nouveau mouvement pour le désarmement nucléaire, au moment où une part grandissante du budget du gouvernement était redirigée pour accroître la puissance de frappe des armes de destruction massive. Ce mouvement amorça à son tour un nouveau cycle, dans un contexte politique radicalement différent de celui des longues années soixante.

Si les militants impliqués dans les mouvements sociaux de cette époque ne parvinrent pas à provoquer la révolution que nombre d'entre eux espéraient, ils réussirent néanmoins à faire advenir de profonds changements sociétaux. L'impact du cycle de contestation ne se limitait pas aux nombreuses avancées législatives, mais contribua à faire progressivement évoluer les mentalités et les comportements individuels. En cela, les mouvements sociaux des longues années soixante transformèrent les relations humaines et la culture dominante au sein de la société britannique, les rendant plus égalitaires et plus libérales, au sens anglo-saxon du terme. Cependant, ils déclenchèrent aussi un retour de flammes conservateur qui limita la portée de ces évolutions. Les réformes néolibérales du gouvernement Thatcher s'accompagnaient également de transformations culturelles, légitimant le désengagement de l'État. Dans un entretien au *Sunday Times* en mai 1981, la Première ministre expliquait la dualité de son approche :

*What's irritated me about the whole direction of politics in the last 30 years is that it's always been towards the collectivist society. People have forgotten about the personal society. And they say: do I count, do I matter? To which the short answer is, yes. And therefore, it isn't that I set out on economic policies; it's that I set out really to change the approach, and changing the economics is the means of changing that approach. If you change the approach you really are after the heart and soul of the nation. Economics are the method; the object is to change the heart and soul.*<sup>1491</sup>

Margaret Thatcher entendait donc saper les principes fondateurs du *Welfare State* pour instaurer un nouvel ordre social, affirmant l'avènement du

---

<sup>1491</sup> Margaret THATCHER, « Interview for *Sunday Times* », 3 mai 1981, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 17 juin 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/104475>>.

primat de l'individu sur la collectivité. Ses discours méritocratiques sous-entendaient par exemple que le chômage ou la pauvreté n'étaient plus le fait d'un problème structurel, mais plutôt le symptôme d'un échec personnel. Au sein de ce climat politique, il allait devenir très difficile pour les militants de faire entendre leurs revendications.

Les acquis du cycle de contestation des longues années soixante continuèrent pourtant d'inspirer d'autres groupes de protestataires, laissés-pour-compte des mouvements précédents. Les prisonniers et les personnes en situation de handicap avaient commencé à se mobiliser dans les années 1970, adaptant à leur tour les cadres et le répertoire d'action collective en vogue. Les nombreuses incarcérations de militants suite à des actes de désobéissance civile au cours de la période étudiée avait permis d'attirer l'attention des médias sur les conditions de détention dans les prisons au Royaume-Uni. Leurs témoignages choquants faisaient état de mauvais traitements de la part du personnel pénitentiaire et de conditions sanitaires déplorables<sup>1492</sup>. La présence des militants dans les établissements carcéraux facilita les processus de diffusion grâce à la création de liens relationnels. En août 1972, 6000 prisonniers dispersés à travers le pays participèrent à des *sit-ins* dans leurs cours de promenade, pour demander un ensemble de droits, parmi lesquels le droit d'appartenir à une organisation syndicale, de recevoir un salaire décent pour leur travail ou encore d'avoir accès à des équipements éducatifs<sup>1493</sup>. Ils créèrent l'organisation *Preservation of the Rights of Prisoners* pour défendre leurs intérêts, à la manière d'un syndicat, à travers le recours aux grèves et aux pratiques contestataires non-violentes<sup>1494</sup>. Quant aux personnes en situation de handicap, elles se considéraient également comme un groupe opprimé, et s'inspirèrent des cadres anti-impérialistes, antiracistes, féministes et gay pour œuvrer à l'amélioration de leur sort. L'association *People*

---

<sup>1492</sup> « Brixton prison attacked: 'dirty, wasteful, inhuman' », *Peace News*, 6 octobre 1967, pp. 1, 12.

<sup>1493</sup> « From Dartmoor to the Albany: 6,000 sit-in », *Peace News*, 11 août 1972, p. 7.

<sup>1494</sup> « About time too! », *Peace News*, 1 septembre 1972, p. 1.

*with Disabilities Liberation Front*, formée en 1976, dénonçait les stéréotypes dégradants dont les personnes handicapées étaient victimes et insistait sur la dimension politique de leur situation personnelle. Ses militants appelaient avant tout les sujets placés dans des institutions spécialisées à en sortir, à faire leur *coming out* et à réintégrer la société<sup>1495</sup>. Les efforts des prisonniers et des personnes handicapées pour se mobiliser deviendraient plus soutenus dans la décennie suivante, lors du prochain cycle de contestation<sup>1496</sup>.

En ce sens, la diffusion des mouvements des longues années soixante exacerba leur impact, en permettant à d'autres groupes de commencer à leur tour à lutter, accroissant l'ampleur de la contestation par le biais d'un effet boule de neige. Arthur Marwick parle ainsi de « révolution culturelle » pour souligner l'envergure des transformations sociétales dans les pays occidentaux de son étude, la France, l'Italie, les États-Unis et le Royaume-Uni, tous traversés par d'importants mouvements protestataires. Selon lui, non seulement ces bouleversements concernaient la vie quotidienne de millions d'individus, mais leur simultanéité et l'étendue de leur champ d'action justifiaient l'emploi du terme de « révolution ». La singularité des longues années soixante ne résidait donc pas dans la dimension novatrice des revendications portées par les mouvements sociaux ayant marqué l'époque, mais plutôt dans l'intensité des phénomènes : « *It is important not to exaggerate the extent of change, or its novelty. [...] what was new was that so many things happened at once* »<sup>1497</sup>. Ainsi, le développement des médias de masse, de la presse alternative et militante ainsi que les progrès technologiques dans les moyens de transports facilitant les déplacements personnels, constituèrent des canaux de diffusion particulièrement efficaces, permettant d'impulser une dynamique au rythme soutenu à l'évolution de la contestation dans les longues années soixante.

---

<sup>1495</sup> « Crippled words », *Peace News*, 3 décembre 1976, p. 5. « People with disabilities and state dependency », *Peace News*, 3 décembre 1976, p. 6.

<sup>1496</sup> Adam LENT, *op. cit.*, p. 108.

<sup>1497</sup> Arthur MARWICK, *op. cit.*, p. 803.

De plus, l'analyse des phénomènes de diffusion transnationaux démontre que des tendances similaires sont à l'œuvre entre les différents pays qui connurent des cycles contestataires durant cette période. Le rayonnement culturel des États-Unis ne doit pas éclipser la contribution du Royaume-Uni dans la dynamique protestataire internationale. Le mouvement pour le désarmement nucléaire britannique fut, par exemple, une source d'inspiration pour les militants du mouvement pour les droits civiques, qui influença ensuite à son tour la plupart des autres mouvements de l'époque. L'emblématique marche sur Washington de 1963, organisée à l'initiative de Bayard Rustin, était, selon ses dires, le fruit de sa participation à la marche de Pâques de 1958 de Londres à Aldermaston.

Cette étude étant centrée sur le Royaume-Uni, elle s'est concentrée en priorité sur les phénomènes de diffusion expliquant l'évolution de la contestation au sein de ce cadre national, mais il pourrait être opportun, à l'avenir, de se pencher sur les cas où, inversement, les mouvements britanniques ont influencé les militants d'autres pays. L'étude diachronique de mouvements sociaux comparables, (par exemple, les mouvements étudiants des années 1960 et du début des années 2010) déjà esquissée dans certains travaux de recherche, constitue une autre piste féconde.

## 4. **BIBLIOGRAPHIE**



## 4.1. SOURCES PRIMAIRES

### 4.1.1. Articles de presse classés par ordre chronologique

#### Avant 1956

- « Dirty Rivers », *The Times*, 17 novembre 1950, p. 5.
- « News in brief », *The Times*, 12 janvier 1952, p. 3.
- « Scottish Republican Army Threats continue », *The Glasgow Herald*, 25 mars 1953, p. 7.

#### 1956

- « Opposition to British H-test grows », *Peace News*, 20 janvier 1956, p. 1.
- « Report on the Welsh Nationalist I: Welsh Nationalism and peace », *Peace News*, 20 janvier 1956, pp. 2, 6.
- « The Plight of England's first colony », *Peace News*, 4 février 1956, p. 4.
- « Report on the Welsh Nationalists IV: Toward a co-operative democracy », *Peace News*, 17 février 1956, p. 4.
- « To help Britain beat the colour bar », *Peace News*, 17 février 1956, p. 1.
- « Report on the Welsh Nationalists V: Plaid Cymru looks to the future », *Peace News*, 24 février 1956, p. 4.
- « Seizure of Welsh valley protest », *Peace News*, 30 mars 1956, p. 3.
- « H-dust peril: popular press plays down warning », *Peace News*, 15 juin 1956, p. 1.
- « Hiroshima: August 6 1945 – 1956 », *Peace News*, 3 août 1956, p. 1.
- « Taking Peace News to the homes of Britain », *Peace News*, 10 août 1956, p. 1.
- « Suez: A big 'no' to armed force », *Peace News*, 14 septembre 1956, p. 1.
- « End gunboat diplomacy », *Peace News*, 21 septembre 1956, p. 1.
- « 4,000 pledge defence of Welsh valley », *Peace News*, 12 octobre 1956, pp. 1, 7.
- « Rising protests on H-bomb tests », *Peace News*, 26 octobre 1956, p. 8.
- « Repudiate this madness now », *Peace News*, 2 novembre 1956, p. 1.
- « LSE condemns government », *The Beaver*, 8 novembre 1956, p.1.
- « Storming the Suez », *The Beaver*, 8 novembre 1956, p.2.
- « What is this thing called law », *The Beaver*, 8 novembre 1956, p. 1.
- « Britain commits aggression », *Peace News*, 9 novembre 1956, p. 8.
- « Sunday night », *Peace News*, 9 novembre, 1956, p. 8.
- « Violent scenes over Suez », *The Glasgow University Guardian*, 9 novembre 1956, p. 4.
- « Students form army », *The Beaver*, 22 novembre 1956, p.1.
- « Hungarian students to study in Scotland », *The Gilmorehill Guardian*, 23 novembre 1956, p. 1.
- « The effects of nuclear explosions », *Peace News*, 23 novembre 1956, p. 5.

- « We mourn Hungary », *Union News*, 23 novembre, 1956, p. 1.  
 « A break in the colour bar », *Peace News*, 28 décembre 1956, p. 8.  
 « Great questions for 1957 », *Peace News*, 28 décembre 1956, p. 2.

## 1957

- « Disillusioned Communist », *Peace News*, 11 janvier 1957, p. 3.  
 « Non-violent action in Northern Rhodesia », *Peace News*, 18 janvier 1957, p. 6.  
 « Africans begin first phase of non-violent campaign », *Peace News*, 25 janvier 1957, p. 6.  
 « ‘Scrap Arms’ March: Now is the time to do it – Dr. Soper », *Peace News*, 1<sup>er</sup> février 1957, p. 1.  
 « African matters », *The Gilmorhill Guardian*, 15 février 1957, p. 3.  
 « Stop the H-Tests », *Peace News*, 22 février 1957, pp. 1, 6.  
 « Universities reject Apartheid », *The Gilmorhill Guardian*, 22 février 1957, p. 3.  
 « Ghana », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1957, p. 2, 6.  
 « New moves to halt tests », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1957, p. 1.  
 « Freedom through non-violence », *Peace News*, 8 mars 1957, p. 1.  
 « March on South Africa House », *The Beaver*, 14 mars 1957, p. 1.  
 « Colonial Africa’s mood today », *Peace News*, 5 avril 1957, p. 2.  
 « A Cruel piece of deception », *Peace News*, 12 avril 1957, p. 1.  
 « Direct Action Committee Against Nuclear War », *Peace News*, 12 avril 1957, p. 1.  
 « Disarmament : Make this our defence policy », *Peace News*, 12 avril 1957, p. 1.  
 « Public opinion effective in stopping the Suez War can halt the H-tests », *Peace News*, 18 avril 1957, p. 1.  
 « Six questions to Russia », *Peace News*, 18 avril 1957, p. 1.  
 « Fallout », *Peace News*, 8 mai 1959, p. 4.  
 « Vigil of women at Westminster », *Peace News*, 10 mai 1957, p. 1.  
 « Harold Steele: Why I am going to the Pacific », *Peace News*, 17 mai 1957, p. 7.  
 « H-bomb test: women’s protest march », *Peace News*, 17 mai 1957, p. 6.  
 « H-tests: ‘The public can stop this immorality’ », *Peace News*, 17 mai 1957, p. 1.  
 « Frustrated orators », *The Beaver*, 23 mai 1957, p. 2.  
 « Further accusations on College authorities », *The Beaver*, 23 mai 1957, p. 1.  
 « Britain ‘Great’ again! », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 4.  
 « Don’t wait for America or Russia – Canon Collins », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 1.  
 « H-Bomb test brings renewed protests », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 5.  
 « Weapon of suicide not diplomacy », *Peace News*, 24 mai 1957, p. 5.  
 « Disastrous to Welsh way of life », *Peace News*, 7 juin 1957, p. 3.  
 « Mounting H-protests », *Peace News*, 14 juin 1957, p. 2.  
 « Record of nuclear explosions », *Peace News*, 5 juillet 1957, p. 7.  
 « ‘Something every town and village should do’ », *Peace News*, 5 juillet 1957, p. 7.  
 « Indian independence: the message of non-violence spreads », *Peace News*, 16 juillet 1957, p. 5.  
 « Bomb test opponent’s mission failed », *The Times*, 5 août 1957, p. 4.  
 « Eleven against the bomb defy law – arrested in Nevada test area », *Peace News*, 9 août 1957, p. 1.

- « Arch Druid heads H-bomb petition », *Peace News*, 16 août 1957, p. 8.
- « Fight for Tryweryn must go on », *Peace News*, 16 août 1957, p. 5.
- « Leukaemia and Radiation », *Peace News*, 16 août 1957, p. 3.
- « Students say no », *The Beaver*, 31 octobre 1957, p. 3.

## 1958

- « Campaign for nuclear disarmament launched in London », *Peace News*, 31 janvier 1958, p. 1.
- « Mahatma Gandhi lives on in America: "More than any person in history..." – Martin Luther King », *Peace News*, 31 janvier 1958, p. 2.
- « All-Wales campaign against nuclear weapons », *Peace News*, 7 mars 1958, p. 2.
- « Undergraduates campaign on H-bomb », *Peace News*, 7 mars 1958, p. 11.
- « LSE H-bomb campaign », *The Beaver*, 13 mars 1958, p. 1.
- « Whisky A'Gogo ? », *The Beaver*, 13 mars 1958, p. 1.
- « Campaign news in brief », *Peace News*, 21 mars 1958, p. 3.
- « Oxford's Stop H-Bomb Campaign », *Peace News*, 21 mars 1958, p. 3.
- « Labour gains in North », *The Irish Democrat*, avril 1958, p. 8.
- « Aldermaston 1959 », *Peace News*, 3 avril 1959, p. 5.
- « H-bomb protest march begins », *The Times*, 5 avril 1958, p. 14.
- « "A wide alliance" on the march to Aldermaston », *The Times*, 5 avril 1958, p. 6.
- « Scuffles as marchers reach Aldermaston », *The Times*, 8 avril 1958, p. 8.
- « Aldermaston: It's only the beginning », *Peace News*, 11 avril 1958, p. 1, 8.
- « Scottish campaign against the bomb », *Peace News*, 15 avril 1958, p. 3.
- « Aldermaston rallies », *Peace News*, 18 avril 1958, p. 7.
- « Aldermaston vigilliers asked to see Penney », *Peace News*, 18 avril 1958, p. 1.
- « The Good Friday meeting in Trafalgar Sq. », *Peace News*, 18 avril 1958, p. 6.
- « Students and the bomb », *Peace News*, 2 mai 1958, p. 6.
- « Golden Rule seized and crew arrested », *Peace News*, 9 mai 1958, p. 1.
- « March on H-base », *Peace News*, 9 mai 1958, p. 8.
- « Students and the bomb », *Peace News*, 9 mai 1958, pp. 1, 8.
- « Strike against mass murder », *Peace News*, 16 mai 1958, p. 10.
- « The Campaign in Northern Ireland », *Peace News*, 22 mai 1958, p. 2.
- « "Golden Rule" to sail again », *Peace News*, 6 juin 1958, p. 1.
- « "No victory without action": PN staffman at Brize Norton », *Peace News*, 6 juin 1958, p. 3.
- « The rising tide of protest », *Peace News*, 6 juin 1958 p. 2.
- « Greatest fight since '26 strike and we can win it! », *Strike Bulletin: Supplement to the Newsletter*, 14 juin 1958, pp. 1-2.
- « 140-mile marchers », *Peace News*, 4 juillet 1958, p. 8.
- « Return to Aldermaston », *Peace News*, 4 juillet 1958, p. 1.
- « 'Women against the bomb' », *Peace News*, 4 juillet 1958, pp. 1, 8.
- « Aldermaston: appeal to workers », *Peace News*, 18 juillet 1958, p. 1.
- « In camp at Aldermaston », *Peace News*, 25 juillet 1958, p. 1.

- « Aldermaston: workers risk jobs to sign petition », *Peace News*, 22 août 1958, p. 1.
- « Missile base protesters jailed: Cheyenne resistance continues », *Peace News*, 29 août 1958, p. 1.
- « Did H-tests kill this sailor? », *Peace News*, 5 septembre 1958, p. 1.
- « Notting Hill as I saw it », *Peace News*, 5 septembre 1958, p. 1.
- « From Chicago to Notting Hill », *Peace News*, 12 septembre 1958, p. 8.
- « On the street where you live », *Peace News*, 12 septembre 1958, p. 2.
- « Notting Hill and the infection of violence », *Peace News*, 12 septembre 1958, p. 5.
- « Race Riots », *The Daily Mirror*, 16 septembre 1958, p. 1.
- « Atomic Dust in Wales », *Peace News*, 19 septembre 1958, p. 8.
- « Aldermaston: Unique experiment comes to a close », *Peace News*, 2 octobre 1958, p. 3.
- « Towards reconciliation », *Peace News*, 17 octobre 1958, pp. 2-3.
- « Second rocket base struggle », *The Times*, 8 décembre 1958, p. 10.
- « To see women MPs about H-test danger », *Peace News*, 12 décembre 1958, p. 8.
- « What really happened at the rocket site », *Peace News*, 12 décembre 1958, p. 1.
- « Some lessons from Swaffham », *Peace News*, 19 décembre 1958, p. 1.
- « Victory at Accra: a step towards a free Africa », *Peace News*, 26 décembre 1958, p. 7.
- « Rocket marchers plead the “Gandhi tradition” », *The Times*, 30 décembre 1958, p. 3.

## 1959

- « Swaffham: 37 face jail », *Peace News*, 2 janvier 1959, p. 1.
- « Swaffham hit the headlines », *Peace News*, 9 janvier 1959, p. 3.
- « Forward the Ossianic », *The Glasgow University Guardian*, 23 janvier 1959, p. 1.
- « Desegregation », *Peace News*, 13 février 1959, p. 3.
- « People and places: desegregation ... means hard work », *Peace News*, 13 février 1959, p. 3.
- « Evolution of the Aldermaston resistance », *Peace News*, supplément de février 1959.
- « In the square after all », *Peace News*, 20 mars 1959, p. 1.
- « The new vitality », *Peace News*, 27 mars 1959, p. 8.
- « The Aldermaston Charter: End the risk of total war », *Peace News*, 3 avril 1959, p. 1.
- « Taking Gandhi to India », *Peace News*, 3 avril 1959, p. 3.
- « Britain's first strike against H-bomb », *The Newsletter*, 11 avril 1959, pp. 107, 114.
- « The Socialist Labour League looks to the future », *The Newsletter*, 11 avril 1959, p. 108.
- « New town strike against bomb », *Peace News*, 17 avril 1959, p. 10.
- « Irish Trade Union Unity », *The Irish Democrat*, mai 1959, pp. 2, 7.
- « May Day », *Peace News*, 8 mai 1959, p. 4.
- « Rocket base action in Dortmund », *Peace News*, 3 juillet 1959, p. 8.
- « African boycott wins support », *Peace News*, 17 juillet 1959, p. 8.
- « Africa prepares to support boycott », *Peace News*, 31 juillet 1959, p. 3.
- « Direct action in Denmark and Germany: dockside campaign against missiles », *Peace News*, 14 août 1959, p. 1.
- « Labour's cuckoo in the nest », *The Times*, 15 août 1959, p. 7.

- « Workers quit at rocket base site », *Peace News*, 17 août 1959, p. 10.
- « The week opens », *Peace News*, 18 septembre 1959, pp. 7-8.
- « A call to Africans », *Peace News*, 23 octobre 1959, p. 1.
- « French tests: protest team meets in Ghana », *Peace News*, 23 octobre 1959, p. 1.
- « Nkrumah opposes tests in 'the homeland of innocent Africans' », *Peace News*, 23 octobre 1959, p. 1.
- « Industrial campaigns made direct challenge », *Peace News*, 28 octobre 1960, p. 2.
- « Unity can defeat rising racial tensions », *The West Indian Gazette*, novembre 1959, p. 2.
- « Ghanaians volunteer for A-protest team », *Peace News*, 13 novembre 1959, p. 1.
- « Sahara team held at border », *Peace News*, 18 novembre 1959, p. 1.
- « Letters to the editor », *The Glasgow University Guardian*, 20 novembre 1959, p. 2.
- « Oxford march », *Peace News*, 27 novembre 1959, p. 12.
- « Sahara protest: meeting the people », *Peace News*, 27 novembre 1959, p. 1, 8.
- « United Ghana backs Sahara protest », *Peace News*, 27 novembre 1959, p. 1.
- « More bigotry in Belfast », *The Irish Democrat*, décembre 1959, pp. 1, 3.
- « Oxford march », *Peace News*, 4 décembre 1959, p. 1.
- « Thousands of Africans at A-protest team send-off », *Peace News*, 11 décembre 1959, p. 8.

## 1960

- « Caribbean Carnival Bal », *The West Indian Gazette*, janvier 1960, p. 1.
- « Sahara protest team 'virtually under arrest' », *Peace News*, 1<sup>er</sup> janvier 1960, p. 8.
- « The New Left », *Peace News*, 29 janvier 1960, p. 2.
- « No colour bar », *The Glasgow University Guardian*, 12 février 1960, p. 2.
- « Lunch-counter protests are snowballing », *Peace News*, 4 mars 1960, p. 5.
- « Negroes: mass direct action », *Peace News*, 25 mars 1960, p. 1.
- « Sunday protest against South African shootings », *Peace News*, 25 mars 1960, p. 8.
- « Boycott will continue », *Peace News*, 1<sup>er</sup> avril 1960, p. 8.
- « The campaign against apartheid », *Peace News*, 1<sup>er</sup> avril 1960, p. 1.
- « Let Britain lead », *Peace News*, 15 avril 1960, p. 1.
- « 60,000 in bomb protest demonstration », *The Times*, 19 avril 1960, p. 10.
- « On from Aldermaston », *Peace News*, 22 avril 1960, p. 1.
- « Irish at Aldermaston », *The Irish Democrat*, mai 1960, p. 7.
- « Few students on the march », *The Glasgow University Guardian*, 13 mai 1960, p. 1.
- « Unions vote for unilateralism », *Peace News*, 13 mai 1960, p. 12.
- « 3,000 on Scots' Aldermaston », *Peace News*, 20 mai 1960, p. 3.
- « Freedom... Africa's Right », *The West Indian Gazette*, juin 1960, p. 4.
- « Race bar », *The Beaver*, 16 juin 1960, p. 1.
- « Stand up and be counted », *The Spectator*, 24 juin 1960, pp. 3-4.
- « So sorry, no coloured, no children », *The West Indian Gazette*, août 1960, p. 5.
- « County Council lead against civil defence contribution », *Peace News*, 5 août 1960, p. 9.
- « The Beat Generation - I », *Peace News*, 12 août 1960, p. 5.

- « West Indian house owner attacked », *The West Indian Gazette*, septembre 1960, p. 1.
- « The roots of Beatness: The Beat Generation - II », *Peace News*, 9 septembre 1960, p. 5.
- « Facts behind the call for civil disobedience », *Peace News*, 7 octobre 1960, p. 1.
- « Plans to consolidate the victory », *Peace News*, 14 octobre 1960, p. 1.
- « Ban-the-bomb campaigners meet RAF at base », *Peace News*, 21 octobre 1960, p. 12.
- « Polaris base: 'Scotland seething with opposition' – Emrys Hughes, MP », *Peace News*, 11 novembre 1960, p. 1.
- « How we boarded Polaris submarines », *Peace News*, 18 novembre 1960, pp. 1, 12.
- « News in brief », *The Times*, 23 novembre 1960, p. 9.
- « Polaris base on Holy Loch: 'We work unceasingly for its withdrawal' – Glasgow marchers », *Peace News*, 25 novembre 1960, p. 12.
- « Anglo-Indian barred », *The West Indian Gazette*, décembre 1960, p. 1.
- « Brookeborough wants Polaris », *The Irish Democrat*, décembre 1960, p. 1.
- « Polaris danger », *The Irish Democrat*, décembre 1960, p. 2.
- « Ten years ago: 'The tale of the wee magic stane' », *The Glasgow University Guardian*, 9 décembre 1960, pp. 4-5.

## 1961

- « And in Northern Ireland », *Peace News*, 24 février 1961, p. 5.
- « Glasgow's big day », *Peace News*, 24 février 1961, p. 12.
- « Aldermaston '61: 1,500 overseas marchers coming », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 1.
- « Dublin's first 'Aldermaston' », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 5.
- « Is it revolution we're after? », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 9.
- « Scots rally at the Holy Loch », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 12.
- « There's room for all », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 7.
- « Who is the minority, Mr. Gaitskell? », *Peace News*, 10 mars 1961, p. 1.
- « Labour's Lord Salisburys », *Peace News*, 17 mars 1961, p. 1.
- « Holy Loch action », *Peace News*, 17 mars 1961, p. 7.
- « Ireland conference on reconciliation », *Peace News*, 24 mars 1961, p. 3.
- « March to Holy Loch starts on Monday », *Peace News*, 31 mars 1961, p. 10.
- « Three board sub in the Holy Loch », *Peace News*, 31 mars 1961, p. 9.
- « Ladbroke Grove pub colour bar », *The West Indian Gazette*, avril 1961, p. 1.
- « 'We want work' strike shakes Belfast », *The Irish Democrat*, avril 1961, p. 8.
- « Brotherhood, not bombs », *Peace News*, 7 avril 1961, p. 1.
- « This was Easter 1961 », *Peace News*, 7 avril 1961, pp. 5-6.
- « Easter abroad », *Peace News*, 14 avril 1961, pp. 5, 6.
- « A question of leadership », *Peace News*, 19 avril 1963, p. 4.
- « How we boarded the Proteus », *Peace News*, 21 avril 1961, p. 12.
- « Brotherhood not bombs », *Peace News*, supplément d'avril 1961, pp. 1-4.
- « Unemployed demonstrate in Belfast », *The Irish Democrat*, mai 1961, p. 8.
- « From the War Office to Aldermaston », *Peace News*, 5 mai 1961, p. 6.

- « May Day », *Peace News*, 8 mai 1959, p. 4.
- « From Aldermaston to Christmas Island », *Peace News*, 12 mai 1961, p. 6.
- « Whitsun at the Holy Loch », *Peace News*, 12 mai 1961, p. 1.
- « Principles, strategy and tactics at the Holy Loch », *Peace News*, 26 mai 1961, p. 4.
- « Belfast CND demonstration », *The Irish Democrat*, juin 1961, p. 1.
- « The ND symbol », *Peace News*, 2 juin 1961, p. 6.
- « The organisation that launched the march to Moscow », *Peace News*, 2 juin 1961, p. 2.
- « Towards a more serious movement », *Peace News*, 2 juin 1961, pp. 4-5.
- « U.S.-Moscow walkers at Aldermaston », *Peace News*, 9 juin 1961, p. 1.
- « 142 arrested at Holy Loch », *Peace News*, 15 juin 1961, p. 12.
- « New bombs for Labour », *International Socialism*, 5, été 1961, p. 1.
- « Discrimination in Britain », *The Irish Democrat*, juillet 1961, p. 8.
- « Ireland one country banner has crossed England », *The Irish Democrat*, juillet 1961, p. 1.
- « Probe “top people’s” railway colour bar », *The West Indian Gazette*, juillet 1961, p. 1.
- « Storm over a Belfast handbill », *The Irish Democrat*, juillet 1961, p. 1.
- « African leaders in profile – I: Kenneth Kaunda », *Peace News*, 7 juillet 1961, p. 7.
- « Kaunda launches non-violent campaign for self-government », *Peace News*, 14 juillet 1961, p. 1.
- « Now the North will hear too », *The Irish Democrat*, août 1961, pp. 4-5, 8.
- « Nottingham 1961 », *The West Indian Gazette*, septembre 1961, p. 8.
- « Action at the Holy Loch », *Peace News*, 8 septembre 1961, pp. 5-8.
- « 1,314 arrests in Trafalgar Square disorders », *The Times*, 18 septembre 1961, p. 10.
- « London and Holy Loch postscript », *Peace News*, 22 septembre 1961, p. 11.
- « The Phoenix sails again ...to Vladivostok », *Peace News*, 22 septembre 1961, p. 12.
- « Police violence », *Peace News*, 29 septembre 1961, p. 12.
- « For a weekly WIG », *The West Indian Gazette*, octobre 1961, p. 4.
- « Working out direct democracy », *Peace News*, 6 octobre 1961, p. 5.
- « Unilateralists in the Red Square », *Peace News*, 6 octobre 1961, p. 10.
- « Dr. John », *The Glasgow University Guardian*, 27 octobre 1961, p. 6.
- « Nationalism in Scotland today: ‘Where do we go from here?’ », *The Glasgow University Guardian*, 27 octobre 1961, p. 4.
- « Letter about the Irish CND », *The Irish Democrat*, novembre 1961, p. 2.
- « New mortgage company open for deposits », *The West Indian Gazette*, novembre 1961, p. 13.
- « Total integration », *The West Indian Gazette*, novembre 1961, p. 1.
- « Bradford march », *The West Indian Gazette*, décembre 1961, p. 1.
- « Further actions », *Peace News*, 15 décembre 1961, pp. 10-11.

## 1962

- « Police accused of violence », *The West Indian Gazette*, janvier 1962, p. 5.
- « Clear road for Glasgow sit-down », *Peace News*, 19 janvier 1962, p. 12.
- « This women’s meeting was different », *Peace News*, 19 janvier 1962, p. 8.

- « Ireland: North and South agree », *Peace News*, 26 janvier 1962, p. 12.
- « Anti-colour Bill Lobby – February 13 », *The West Indian Gazette*, février 1962, p. 1.
- « No colour bar on immigration march », *The West Indian Gazette*, février 1962, p. 16.
- « Prison for six members of Committee of 100 », *The Times*, 21 février 1962, p. 6.
- « Scottish Nationalists in conference », *The Glasgow University Guardian*, 23 février 1962, p. 1.
- « The verdict is guilty, but has Regina won? », *Peace News*, 23 février 1962, p. 1.
- « A mobilisation of spirit », *Peace News*, 2 mars 1962, p. 2.
- « Wanted a movement for women against the bomb », *Peace News*, 2 mars 1962, pp. 6-7.
- « Editorial », *Young Guard*, 7 mars 1962, p. 2.
- « Protest spreads throughout Britain », *Peace News*, 9 mars 1962, p. 12.
- « The twenty megaton bomb », *Peace News*, 30 mars 1962, p. 1.
- « Discrimination – law of Six-County life », *The Irish Democrat*, avril 1962, pp. 6-7.
- « We probe occupied Ireland », *The Irish Democrat*, avril 1962, p. 1.
- « Women fly to Geneva », *Peace News*, 6 avril 1962, p. 3.
- « The international movement », *Peace News*, 20 avril 1962, p. 3.
- « From Hyde Park to Grosvenor Square », *Peace News*, 27 avril 1962, pp. 6-7.
- « The marchers », *Peace News*, 27 avril 1962, p. 5.
- « Dublin in Belfast CND procession », *The Irish Democrat*, mai 1962, p. 5.
- « MCF condemns Stormont », *The Irish Democrat*, mai 1962, p. 1.
- « New moves to free last prisoners », *The Irish Democrat*, mai 1962, p. 2.
- « The Irish Freedom march », *The Irish Democrat*, mai 1962, pp. 2, 8.
- « 700 strike against tests », *Peace News*, 18 mai 1962, p. 12.
- « ‘Member for the colonies’ to speak », *The Irish Democrat*, juin 1962, p. 1.
- « Six-County elections », *The Irish Democrat*, juin 1962, p. 2.
- « Alan Clayton: why I resigned from CND », *Peace News*, 1<sup>er</sup> juin 1962, p. 8.
- « Colour bar act emboldens fascists », *The West Indian Gazette*, juillet 1962, p. 11.
- « Campaign Caravan moves off », *Peace News*, 6 juillet 1962, p. 12.
- « The Campaign Caravan », *Peace News*, 27 juillet 1962, p. 12.
- « YCND conference », *Young Guard*, 10 août 1962, p. 7.
- « The Caravan comes South », *Peace News*, 31 août 1962, p. 12.
- « The Caravan on Tees-side », *Peace News*, 7 septembre 1962, p. 12.
- « Labour to power – with a strong YS », *Young Guard*, 20 septembre 1962, p. 2.
- « The party’s over », *Peace News*, 5 octobre 1962, p. 1.
- « Merseyside action », *Peace News*, 19 octobre 1962, p. 12.
- « Fascists attack African hostel », *The West Indian Gazette*, novembre 1962, p. 3.

## 1963

- « The factory for peace: from slogan to action », *Peace News*, 1 février 1963, p. 7.
- « CND decline and fall ? », *The Glasgow University Guardian*, 8 mars 1963, p. 1.
- « Homosexuality and violence », *Peace News*, 22 mars 1963, p. 10.

- « Editorially speaking: Mr James Crow Esq. », *The West Indies Observer*, 23 mars 1963, p. 4.  
« CND undercurrents », *The Times*, 16 avril 1963, p. 11.  
« Undercurrents to CND : The one essential truth », *The Times*, 18 avril 1963, p. 11.  
« Aldermaston – London 1963 », *Peace News*, 19 avril 1963, p. 9.  
« Wilson joins colour bar fray », *The Bristol Evening Post*, 2 mai 1963, p. 1.  
« The Caravan Workshops », *Peace News*, 3 mai 1963, p. 9.  
« How to study », *The Glasgow University Guardian*, 10 mai 1963, p. 2.  
« Welsh nationalists take to direct action », *Peace News*, 24 mai 1963, p. 5.  
« Sir Learie makes it plain on that Bristol colour bar », *The West Indian Gazette*, juin 1963, p. 1.  
« Undeterred », *Peace News*, 28 juin 1963, p. 1.  
« ‘Complete integration’ on buses – YES to coloured men », *The Bristol Evening Post*, 28 août 1963, p. 1.  
« Bus firm drops colour bar », *The Bristol Evening Post*, 29 août 1963, p. 1.  
« London solidarity march », *The West Indian Gazette*, septembre 1963, p. 1.  
« 750 in London ‘freedom march’ », *Peace News*, 6 septembre 1963, p. 9.  
« Is CND finished? », *Peace News*, 20 septembre 1963, p. 1.  
« Letter from America », *The Beaver*, 10 octobre 1963, p. 3.  
« Help to fight Apartheid », *Union News*, 11 octobre 1963, p. 2.  
« LSE boycott snowball », *The Beaver*, 24 octobre 1963, p.1 .  
« Homosexuality: a discredited law which won’t collapse », *Peace News*, 1<sup>er</sup> novembre 1963, p. 8.  
« Not for laughs », *Union News*, 1<sup>er</sup> novembre 1963, p. 4.  
« ‘Help liberation’ marchers told », *Union News*, 22 novembre 1963, p. 9.  
« Defending Welsh valleys », *Peace News*, 29 novembre 1963, p. 3.  
« Outlaw racial discrimination! », *The West Indian Gazette*, décembre 1963, p. 3.  
« Sit-down in Wales », *Peace News*, 8 décembre 1963, p. 12.

## 1964

- « Letters », *The Irish Democrat*, janvier 1964, p. 6.  
« Discrimination enquiry », *The Irish Democrat*, février 1964, p. 3.  
« The campaign on Tyneside », *Peace News*, 2 février 1964, p. 1.  
« East Side tenants join rent strike », *Young Socialist*, mars 1964, p. 4.  
« A campaign that succeeded », *Peace News*, 20 mars 1964, p. 4.  
« Women’s peace groups merge », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mai 1964, p. 3.  
« Welsh Peace Factory launches appeal », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 12.  
« The Factory for Peace is growing », *Peace News*, 8 mai 1964, p. 11.  
« March of victory from Marathon to Athens », *Peace News*, 5 juin 1964, p. 3.  
« The colour bar at the labour exchange », *Peace News*, 12 juin 1964, p. 1.  
« T.U. recognition is now likely », *The Irish Democrat*, août 1964, p. 2.  
« Colour bar strike in Glasgow », *Peace News*, 14 août 1964, p. 12.  
« ‘Suicidal belligerence’ in Vietnam, says Russell », *Peace News*, 14 août 1964, p. 12.  
« Aggression unchallenged », *The Irish Democrat*, septembre 1964, p. 2.

- « Colour bar at London pub: four stage sit-in », *Peace News*, 18 septembre 1964, p. 12.
- « Race: the unmentionable issue », *Peace News*, 25 septembre 1964, p. 1.
- « Before and after Smethwick », *The West Indian Gazette*, novembre 1964, p. 1.
- « Grants: Award or charity? », *The Beaver*, 12 novembre 1964, pp. 4-5.
- « L.S.E. Secession », *The Beaver*, 12 novembre 1964, p. 2.
- « Give us extensions demands President », *Union News*, 13 novembre 1964, p.1.
- « Immigration: why no open door? », *Peace News*, 13 novembre 1964, p. 1.
- « The fight against racialism in Leicester », *Peace News*, 20 novembre 1964, p. 10.
- « Freedom to study », *Union News*, 27 novembre 1964, p. 4.
- « Martin Luther King's warning to Britain: 'Don't let inequality continue' », *Peace News*, 11 décembre 1964, p. 1.
- « News in brief... », *Union News*, 11 décembre 1964, p. 5.
- « Savio blasts Kerr's 'knowledge factory' », *The Harvard Crimson*, 12 décembre 1964, n. p.

## 1965

- « Dr Luther King's warning », *The West Indian Gazette*, décembre-janvier 1965, pp. 1-2.
- « 1965 and the Irish in Britain », *The Irish Democrat*, janvier 1965, pp. 3-4.
- « Dear Claudia! We shall hold high your banner of anti-imperialism », *The West Indian Gazette*, janvier-février 1965, p. 3.
- « Racialism », *Union News*, 25 janvier 1965, p. 4.
- « Brockway bill to be watered? », *The Irish Democrat*, février 1965, p. 8.
- « Lemass talks trade with O'Neill », *The Irish Democrat*, février 1965, p. 1.
- « Washington DC centre of world imperialism – Malcolm X », *The West Indian Gazette*, février 1965, p.4.
- « Survey on accomodation – Results 'disturbing' », *The Beaver*, 4 février 1965, p. 2.
- « Malcolm X in London », *Peace News*, 12 février 1965, p. 12.
- « Vietnam: CND to picket US embassy », *Peace News*, 12 février 1965, p. 2.
- « New campaign to attack colour bar », *Peace News*, 19 février 1965, p. 1.
- « Vietnam protest in London », *Peace News*, 19 février 1965, p. 9.
- « It happened elsewhere: Oxford », *Union News*, 26 février 1965, p. 5.
- « Cranhill youth joined up for Morecambe », *Keep Left*, mars 1965, p. 2.
- « Enquiry urged in House of Commons », *The Irish Democrat*, mars 1965, p. 1.
- « Let's go for socialism », *Keep Left*, mars 1965, p. 1.
- « The Lemass – O'Neill talks », *The Irish Democrat*, mars 1965, p. 2.
- « Labour's Future », *The Glasgow University Guardian*, 5 mars 1965, p. 7.
- « Vietnam story », *The Glasgow University Guardian*, 19 mars 1965, p. 5.
- « Unionists want to kill Derry », *The Irish Democrat*, avril 1965, p. 1.
- « We want equal rights », *The Irish Democrat*, avril 1965, p. 4.
- « C.N.D. – Is it still relevant? », *Union News*, 30 avril 1965, p. 3.
- « Belfast talks civil rights », *The Irish Democrat*, mai 1965, p. 2.
- « May Day 1965 », *The Newsletter*, mai 1965, p. 4.
- « Youth CND demonstration », *Vietnam Solidarity Bulletin*, mai 1965, p. 5.

- « Grants likely to go up soon », *Union News*, 7 mai 1965, p. 5.
- « New accomodation problem looms », *Union News*, 7 mai 1965, p. 5.
- « Police break up May Day fast », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 2.
- « The Easter survey by the Lancaster Peace Research Centre », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 3.
- « Welsh peace factory launches appeal », *Peace News*, 7 mai 1965, p. 12.
- « May Day message from the Socialist Labour League: Arm the Viet-Cong », *The Newsletter*, 8 mai 1965, pp. 1, 4.
- « Nuclear arms race threatens Asia », *Peace News*, 21 mai 1965, p. 1.
- « Day and night vigil for peace campaign », *Union News*, 7 mai 1965, p. 2.
- « Growing support for Vietnam Peace Council », *Peace News*, 28 mai 1965, p. 12.
- « Amazing conference in Belfast », *The Irish Democrat*, juin 1965, p. 8.
- « Wilson: ally number one of American imperialism », *Keep Left*, juin 1965, p. 2.
- « Joan Baez and Donovan at Vietnam rally », *Peace News*, 4 juin 1965, p. 2.
- « First British Vietnam teach-in », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 12.
- « Ginsberg for Albert Hall », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 12.
- « Race issue hits Preston strike », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 1.
- « The strike and its background », *Peace News*, 11 juin 1965, p. 1.
- « Lessons of a teach-in », *Peace News*, 25 juin 1965, p. 1, 4.
- « July 18 YS Vietnam demo », *Keep Left*, juillet-août 1965, pp. 1, 8.
- « Vietnam », *Keep Left*, juillet-août 1965, p. 7.
- « Sixth form teach-in », *Peace News*, 9 juillet 1965, p. 12.
- « TV teach-in », *Peace News*, 23 juillet 1965, p. 12.
- « New drive against race discrimination », *Peace News*, 30 juillet 1965, p. 1.
- « Tenants fight rent increases in Islington », *Peace News*, 20 août 1965, p. 3.
- « West Indian vigilante patrols », *Peace News*, 20 août 1965, p. 12.
- « Catholics are increasing », *The Irish Democrat*, septembre 1965, p. 6.
- « Six-Counties debate at Westminster », *The Irish Democrat*, septembre 1965, p. 8.
- « Young Socialists call for the defeat of U.S. imperialism », *Keep Left*, septembre 1965, p. 2.
- « Glasgow YS beat ban – March against Vietnam war », *Keep Left*, octobre 1965, p. 8.
- « They are trying to kill Derry City », *The Irish Democrat*, octobre 1965, p. 8.
- « Vietnam protests take shape », *Peace News*, 1<sup>er</sup> octobre 1965, p. 12.
- « Education and the Plan », *The Beaver*, 14 octobre 1965, p. 2.
- « LSE Left », *The Beaver*, 14 octobre 1965, p. 2.
- « Grants petition launched », *Union News*, 15 octobre 1965, p. 1.
- « Poets for Peace », *Peace News*, 15 octobre 1965, p. 12.
- « News in Brief », *Peace News*, 22 octobre 1965, p. 12.
- « Vietnam protests in Britain and in America », *Peace News*, 22 octobre 1965, p. 12.
- « Vietnam protest weekend », *Peace News*, 22 octobre 1965, p. 3.
- « Rhodesia : Runge walks out », *The Beaver*, 28 octobre 1965, p. 4.
- « New Vietnam demonstrations », *Peace News*, 29 octobre 1965, p. 12.
- « The comprehensives teach-in », *Peace News*, 29 octobre 1965, p. 7.

- « Northern Ireland YS breaks from Labour Party », *Keep Left*, novembre 1965, p. 8.
- « Lewisham Council teach-in », *Peace News*, 19 novembre 1965, p. 12.
- « LSE against UDI », *The Beaver*, 25 novembre 1965, p. 5.
- « Vietnam March », *The Beaver*, 25 novembre 1965, p. 1.
- « Negro hits out on civil rights », *Union News*, 26 novembre 1965, p. 2.
- « Neither victim nor executioner: An appeal to the Prime Minister to intervene on behalf of the people of Vietnam », *Peace News*, 26 novembre 1965, p. 9.
- « Vietnam demonstration details », *Peace News*, 26 novembre 1965, p. 12.
- « Many thousands march in US and Britain », *Peace News*, 3 décembre 1965, p. 9.
- « Southall strike », *Peace News*, 17 décembre 1965, p. 4.
- « In brief », *Union News*, 10 décembre 1965, p. 1.

## 1966

- « Indians in Southall strike », *Peace News*, 14 janvier 1966, p. 1.
- « Vietnam War simulation », *Union News*, 21 janvier 1966, p. 9.
- « A city fights for life », *The Irish Democrat*, février 1966, p. 2.
- « Scottish Nationalist Club rejoins FSN », *The Glasgow University Guardian*, 7 février 1966, p. 5.
- « Edgware project », *Peace News*, 11 février 1966, p. 10.
- « Women's march », *Peace News*, 11 février 1966, p. 10.
- « They drop them in Vietnam and lose them in Spain », *The Beaver*, 17 février 1966, p. 3.
- « Unionists under fire », *The Irish Democrat*, mars 1966, p. 8.
- « Letter to the Editor », *The Glasgow University Guardian*, 2 mars 1966, p. 7.
- « Round the Universities – Reading », *Giblet*, 9 mars 1966, p. 6.
- « Colour-bar plea over lodgings », *Union News*, 6 mai 1966, p. 8.
- « NUS Conference delegates 'scared' », *The Beaver*, 12 mai 1966, p. 5.
- « Seamen in the dock », *Peace News*, 20 mai 1966, p. 1.
- « We are determined says Bill Hogarth », *The Seaman*, 20 mai 1966, p. 1.
- « Who are the real splitters? », *The Newsletter*, 28 mai 1966, p. 1.
- « Statement of intent », *Resurgence*, mai-juin 1966, pp. 2-3.
- « Dockers, Seamen and Young Socialists unite against the government's policy », *Keep Left*, juin 1966, p. 5.
- « Draft of the proposed structure », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juin 1966, p. 2.
- « Draft statement of aims of the Vietnam Solidarity Campaign », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juin 1966, p. 2.
- « The pearly docker », *The Newsletter*, 2 juin 1966, p. 1.
- « Soldier sheep in London », *Peace News*, 3 juin 1966, p. 1.
- « Seamen and dockers must win, says SLL conference », *The Newsletter*, 4 juin 1966, p. 1.
- « 'Happening' at Alconbury », *Peace News*, 10 juin 1966, p. 12.
- « 54 Labour MPs sign 'Manifesto' », *Peace News*, 17 juin 1966, p. 10.
- « Scotland: 'Self-government by the 70's' », *Peace News*, 17 juin 1966, p. 10.
- « Labour backs bankers against seamen », *The Newsletter*, 18 juin 1966, p. 1.
- « 1866 or 1966 », *Union News*, 21 juin 1966, p. 5.

- « Alconbury 'happening' », *Peace News*, 24 juin 1966, p. 10.
- « Honorary degree award », *Union News*, 24 juin 1966, p. 1.
- « What's wrong with our government », *Tribune*, 24 juin 1966, p. 1.
- « What the seamen have to say », *Peace News*, 24 juin 1966, p. 1.
- « Belfast barman shot dead », *The Irish Democrat*, juillet 1966, p. 1.
- « Statement of aims of the Vietnam Solidarity Campaign », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juillet 1966, p. 6.
- « War Crimes Tribunal », *Vietnam Solidarity Bulletin*, juillet 1966, pp. 12-3.
- « The fight goes on », *The Seaman*, 1<sup>er</sup> juillet 1966, p. 1.
- « 'The P.M. has become a strike breaker' », *The Newsletter*, 2 juillet 1966, p. 1.
- « Demonstration at Alconbury », *Peace News*, 8 juillet 1966, p. 7.
- « George Clark starts fast in Parliament Sq », *Peace News*, 8 juillet 1966, p. 7.
- « Tolerance and extremism in Ulster », *Peace News*, 15 juillet 1966, p. 3.
- « Reaction and religion », *The Newsletter*, 16 juillet 1966, p. 2.
- « Rebirth of a movement », *Peace News*, 29 juillet 1966, p. 5.
- « Anarchy spreads in Six Counties », *The Irish Democrat*, août 1966, p. 1.
- « Five on Belfast murder charge », *The Irish Democrat*, août 1966, p. 5.
- « Paisley goes to jail », *The Irish Democrat*, août 1966, p. 1.
- « Plaid Cymru's victory in Camarthen », *Peace News*, 12 août 1966, p. 3.
- « SNP strides ahead », *Peace News*, 12 août 1966, p. 3.
- « Murder charges hearing at Belfast », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 5.
- « O'Brien accuses Aiken », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 2.
- « Paisley in Mufti », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 5.
- « The conscience of mankind », *Vietnam Solidarity Bulletin*, septembre 1966, pp. 1, 6.
- « Trade Unions are growing », *The Irish Democrat*, septembre 1966, p. 5.
- « Industrial Society », *Resurgence*, septembre-octobre 1966, pp. 12-16.
- « 'Freeze' hits Labour Soc. », *Union News*, 14 octobre 1966, p. 5.
- « Scottish Nationalist Association », *The Glasgow University Guardian*, 18 octobre 1966, p. 3.
- « No mastermind behind Vietnam demonstrations », *The Beaver*, 20 octobre 1966, p. 3.
- « Chile-2 », *Union News*, 21 octobre 1966, p. 7.
- « International links forged », *The Newsletter*, 22 octobre 1966, p. 1.
- « Peace in Viet-Nam starts quorum row », *Union News*, 22 octobre 1965, p. 2.
- « Trotskyism triumphant », *The Newsletter*, 22 octobre 1966, p. 1.
- « C.N.D. banned », *The Irish Democrat*, novembre 1966, p. 4.
- « Food boycott », *Giblet*, 3 novembre 1966, p. 1.
- « Other people's lives », *Union News*, 4 novembre 1966, pp. 6-7.
- « Student world: Australia », *Union News*, 4 novembre 1966, p. 4.
- « Battle of Cow Green: Is it a botanists' scare or a short-sighted stop-gap? », *The Observer*, 6 novembre 1966, p. 5.
- « Food boycott », *Giblet*, 10 novembre 1966, p. 1.
- « 'Right to strike' says Jack Dash », *Union News*, 11 novembre 1966, p. 3.

- « Students demonstrate while Wilson installed as Bradford Chancellor », *Union News*, 11 novembre 1966, p. 5.
- « Bertrand Russell », *The International Times*, 14 novembre 1966, p. 4.
- « Student Power », *The Beaver*, 17 novembre 1966, p. 9.
- « American fresh air », *Union News*, 18 novembre 1966, p. 9.
- « Liege – invaluable demonstration », *Keep Left*, décembre 1966, p. 3.
- « It's a living », *Union News*, 9 décembre 1966, p. 7.
- « Human rights for women », *Peace News*, 30 décembre 1966, p. 4.

## 1967

- « Govt Squeeze Threatens Overseas Students », *The Beaver*, 19 janvier 1967, p. 12.
- « Unpleasant », *Union News*, 20 janvier 1967, p. 2.
- « We demand! », *Shrew*, février 1971, p. 16.
- « RSA emerges », *Giblet*, 2 février 1967, p. 6.
- « Mass protest denounces fees increase », *The Beaver*, 9 février 1967, p. 5.
- « The Radical Alliance », *Giblet*, 16 février 1967, p. 7.
- « All set for march and boycott », *Union News*, 21 février 1967, p.1.
- « Protests are national », *Union News*, 21 février 1967, p. 1.
- « Director-student entente over fees increase protest », *The Beaver*, 23 février 1967, p. 12.
- « Student radicalism: Is it meaningless? », *The Beaver*, 23 février 1967, p. 3.
- « 'Half a mile' of students march », *Union News*, 24 février 1967, p. 1.
- « David Breen heads Vietnam protest movement », *The Irish Democrat*, mars 1967, p. 4.
- « Can the seas survive? Long-term effects of pollution on marine life », *The Ecologist*, mars 1971, pp. 4-9.
- « United organisation for civil rights », *The Irish Democrat*, mars 1967, p. 8.
- « Johnson's Hawk has a stormy reception », *Union News*, 3 mars 1967, p. 5.
- « Student Power and the Free University », *The Beaver*, 9 mars 1967, p. 14.
- « The immigrant », *Union News*, 10 mars 1967, pp. 6-7.
- « New-style protests may spread to other universities », *The Times*, 15 mars 1967, p. 12.
- « LSE Delegation is to Negotiate », *Union News*, 17 mars 1967, p. 1.
- « Plaid Cymru's achievement », *Peace News*, 17 mars 1967, p. 10.
- « Race to keep tanker's oil clear of Cornish beaches », *The Guardian*, 20 mars 1967, p. 1.
- « Vietnam: beyond the slogans », *Peace News*, 24 mars 1967, p. 1.
- « Marchers demonstrate outside U.S.A.F. headquarters », *The Times*, 27 mars 1967.
- « Biggest sea spectacular since the war », *The Guardian*, 29 mars 1967, p. 1.
- « An Easter meditation », *Peace News*, 31 mars 1967, p. 4.
- « Reinstatement of Aldenstein and Bloom 'act of clemency' », *Union News*, 8 avril 1967, p. 1.
- « Politicat », *The International Times*, 21 avril 1967, p. 2.
- « Yard clamps down on shame march », *Peace News*, 21 avril 1967, p. 12.
- « Reply to R. McVeigh from John Spencer », *Keep Left*, mai 1967, p. 11.
- « Roderick McVeigh replies on Nationalism », *Keep Left*, mai 1967, p. 11.

- « Scottish Nationalism », *Keep Left*, mai 1967, p. 10.
- « March of Shame: exhibitionists spoil the drama », *Peace News*, 5 mai 1967, p. 12.
- « Berlin student crisis », *Giblet*, 11 mai 1967, p. 2.
- « Canadian students strike », *The Beaver*, 11 mai 1967, p.5.
- « The ten point program and platform: What we want, what we believe », *The Black Panther Newspaper*, 2, no. 1, 23 novembre 1967, p. 3.
- « Students shake Stewart and Vietnam dollars », *Peace News*, 19 mai 1967, p. 9.
- « A challenge... », *The Beaver*, 25 mai 1967, p. 8.
- « Greater step forward? », *The Beaver*, 25 mai 1967, p. 2.
- « Scottish YS Discuss Marxism », *Keep Left*, juin 1967, p. 12.
- « Notting Hill summer », *Peace News*, 2 juin 1967, p. 12.
- « Local response at Notting Hill conference », *Peace News*, 9 juin 1967, p. 12.
- « Summer project in Notting Hill », *Peace News*, 9 juin 1967, pp. 1, 4.
- « SNP now biggest in Scotland », *Peace News*, 23 juin 1967, p. 12.
- « Nationalism and the Arab Revolution », *Keep Left*, juillet-août 1967, p. 11.
- Sans titre, *The Black Dwarf*, 19 juillet 1967, p. 3.
- « Dialectuals' masturbation », *The International Times*, 28 juillet 1967, p. 11.
- « Class warfare », *Keep Left*, août 1967, p. 10.
- « Cork men picket U.S. ship », *The Irish Democrat*, août 1967, pp. 1, 8.
- « Dialectics of Liberation: Disappointment, enlightenment », *Peace News*, 4 août 1967, p. 12.
- « The black tragedy of Aberfan », *The Times*, 4 août 1967, p. 9.
- « Notting Hill: help for the over-researched and under-assisted », *Peace News*, 11 août 1967, p. 12.
- « Take-over in Notting Hill », *Peace News*, 18 août 1967, p. 12.
- « Mass peace-in to shut down and exorcise Pentagon », *Peace News*, 8 septembre 1967, p. 9.
- « Black Power in Britain », *Peace News*, 15 septembre 1967, p. 12.
- « New group to fight the Stansted bulldozer », *Peace News*, 22 septembre 1967, p. 1.
- « Burial party », *Peace News*, 29 septembre 1967, p. 12.
- « Brixton prison attacked: 'dirty, wasteful, inhuman' », *Peace News*, 6 octobre 1967, pp. 1, 12.
- « Funeral in Scarborough », *Peace News*, 6 octobre 1967, p. 1.
- « Student world: U.S.A. », *Union News*, 13 octobre 1967, p. 4.
- « Tenants organise to fight soaring council house rents », *Peace News*, 13 octobre 1967, p. 3.
- « Tokyo riot », *Union News*, 13 octobre 1967, p. 4.
- « Bobbin' campus », *Campus*, 18 octobre 1967, p. 2.
- « Che Guevara and Debray », *Peace News*, 20 octobre 1967, p. 4.
- « Victory for Vietcong », *The Beaver*, 26 octobre 1967, p. 1.
- « From resistance to insurrection », *Peace News*, 27 octobre 1967, p. 4.
- « Police harassment of immigrants », *Peace News*, 27 octobre 1967, p. 4.
- « The violence in Grosvenor Square », *Peace News*, 27 octobre 1967, p. 12.
- « Dublin's great anti-war parade: U.S. Embassy besieged », *The Irish Democrat*, novembre 1967, p. 1.
- « Letter », *The Irish Democrat*, novembre 1967, p. 2.
- « Broomielaw and Vietnam », *The Glasgow University Guardian*, 2 novembre 1967, p. 3.

- « The Welsh Language Society », *Sruth*, 2 novembre 1967, p. 6.
- « Eggs for Wilson », *Union News*, 3 novembre 1967, p. 4.
- « Overseas fees », *Union News*, 3 novembre 1967, p. 2.
- « Student world: Puerto Rico », *Union News*, 3 novembre 1967, p. 4.
- « The forgotten ones », *Union News*, 3 novembre 1967, pp. 6-8.
- « CARD meets black power », *Peace News*, 17 novembre 1967, p. 3.
- « Govt. climbs down on overseas fees », *Union News*, 17 novembre 1967, p. 1.
- « Derry – study in industrial apartheid », *The Irish Democrat*, décembre 1967, p. 4.
- « Students defy Stormont », *The Irish Democrat*, décembre 1967, p. 8.
- « Zeitgeist », *Sruth*, 14 décembre 1967, p. 4.

## 1968

- « Anti-university announces courses », *The International Times*, 19 janvier 1968, p. 3.
- « PM slices grant increase », *Union News*, 19 janvier 1968, p. 1.
- « 'Poofs' Charter' – sodomy meets bestiality », *The Glasgow University Guardian*, 29 janvier 1968, p. 6.
- « Plaid Cymru and Scots explain », *The Irish Democrat*, février 1968, p. 2.
- « Letters to the Editors », *Union News*, 2 février 1968, p. 2.
- « The war is over – When will it end? », *Peace News*, 9 février 1968, p. 1.
- « Academic democracy », *Union News*, 23 février 1968, p. 2.
- « Nationalist Party Considering Non-Violent Civil Disobedience » *The Irish News*, 24 juin 1968.
- « Come demonstrate for Vietnamese freedom ! », *The Beaver*, 29 février 1968, p. 3.
- « Strike emergency meeting », *The Beaver*, 29 février 1968, p. 12.
- « Sussex students seek support », *The Beaver*, 29 février 1968, p. 12.
- « 3-Day Sleep-in Victory », *Union News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 1.
- « Polemicos », *Union News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p.3.
- « Red scare at Sussex », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 12.
- « Student Power », *Union News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 2.
- « Who says Britain isn't involved in Vietnam? », *Peace News*, 1<sup>er</sup> mars 1968, p. 1.
- « Kelly leads march to No. 10, NUS disassociates », *Union News*, 8 mars 1968, p. 3.
- « Communists behind unrest? Trouble at Sussex University », *The Glasgow University Guardian*, 14 mars 1968, p. 2.
- « Back to square one », *Peace News*, 22 mars 1968, p. 4.
- « Violence in the Square », *Peace News*, 22 mars 1968, p. 12.
- « House commandeered for Derry family », *The Irish Democrat*, avril 1968, p. 5.
- « Britain – the 51<sup>st</sup> State », *Peace News*, 5 avril 1968, pp. 5-7, 10.
- « How Britain helps America's war », *Peace News*, 12 avril 1968, pp. 5-6.
- « Enoch Powell's stink bomb », *Peace News*, 26 avril 1968, p. 4.
- « British students protest at 'fascism' », *The Irish Democrat*, mai 1968, p. 5.
- « Celtic Youth Congress », *The Irish Democrat*, mai 1968, p. 8.
- « Workers' control MUST = workers' power », *The Week*, mai 1968, p. 2.

- « Immigrant general strike! », *Peace News*, 3 mai 1968, p. 1.
- « Race reactions: immigrants unite », *Peace News*, 3 mai 1968, p. 12.
- « May Day Walk, May Day Talk », *Peace News*, 10 mai 1968, p. 12.
- « La semaine enragée », *Action*, 13 mai 1968, pp. 1-2.
- « Notre Commune du 10 mai », *Le Nouvel Observateur*, 15 mai 1968, p. 32.
- « Socialist Society column », *Campus*, 16 mai 1968, p. 8.
- « Youth carries torch of the future: The Celtic Youth Congress », *Sruth*, 18 mai 1968, p. 8.
- « Votre lutte est la nôtre », *Action*, 21 mai 1968, p. 5.
- « La Commune – c'est moi! », *Peace News*, 24 mai 1968, p. 1.
- « The politics of the student upsurge », *The Week*, juin 1968, p. 7.
- « The power next time! », *Workers' Fight*, juin 1968, p. 2.
- « Paris : City of hope », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1968, pp. 4-5.
- « The night of May 10 », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1968, p. 3.
- « Theory turned sideways », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1968, pp. 4-5.
- « Le théâtre des opérations », *Action*, 5 juin 1968, p. 3.
- « Kids and protestors cavort in Powis Square », *Peace News*, 21 juin 1968, p. 4.
- « The Sorbonne slogan : L'imagination prend le pouvoir », *Union News*, 21 juin 1968, pp. 6-7.
- « Housing protest in Derry street », *The News Letter*, 24 juin 1968.
- « The Celtic League Conference », *Sruth*, 27 juin 1968, p. 2.
- « Housing – The Struggle for Tenants' Control », *International Socialism*, été 1968, pp. 7-8.
- « Notting Hill crumbles to People's Power », *Peace News*, 12 juillet 1968, p. 5.
- « Notes and news », *The Irish Democrat*, août 1968, p. 3.
- « Wilson's workers' control », *Workers' Fight*, août 1968, p. 4.
- « Ban Proves Civil Rights Need », *The Belfast Telegraph*, 26 août 1968.
- « Batons Used on Civil Rights Marchers in Dungannon », *The Irish News*, 26 août 1968.
- « Not so Civil » *The News Letter*, 26 août 1968.
- « Belfast », *The Black Dwarf*, 30 août 1969, p. 8.
- « Derry », *The Black Dwarf*, 30 août 1969, p. 8.
- « Northern Ireland – Not another fifty years! », *The Irish Democrat*, septembre 1968, pp. 4-5.
- « The Breakdown of Nations », *Sruth*, 5 septembre 1968, p. 6.
- « Tenants Control », *The Black Dwarf*, 22 septembre 1968, p. 2.
- « Soc. Soc. view », *Campus*, 4 octobre 1968, p. 8.
- « The role of the student in society », *Campus*, 11 octobre 1968, p. 7.
- « Workers and Students don't demand occupy your schools your factories », *The Black Dwarf*, 15 octobre 1968, p. 1.
- « London tenants: 15,000 march », *The Black Dwarf*, 16 octobre 1968, p. 2.
- « The constant flux », *The International Times*, 18 octobre 1968, p. 2.
- « Soc. Soc. show solidarity with B.S.R. strikers », *The Glasgow University Guardian*, 23 octobre 1969, p. 3.
- « Turn on, tune in, TAKE OVER », *The Beaver*, 24 octobre 1968, p. 10.
- « British democrats join Derry brutality protest », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 8.

- « 'Fish-in' by the men of Drogheda », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 2.
- « London students protest », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 8.
- « The battle of Derry and its lessons for us », *The Irish Democrat*, novembre 1968, pp. 4-5, 7.
- « 'Fish-in' by the men of Drogheda », *The Irish Democrat*, novembre 1968, p. 2.
- « Callaghan, the demo, and the press », *Peace News*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 1.
- « The demonstration », *Campus*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 1.
- « The violence that really never was », *Union News*, 1<sup>er</sup> novembre 1968, p. 5.
- « 27 October », *The Glasgow University Guardian*, 5 novembre 1968, p. 3.
- « Our wonderful British press », *The Beaver*, 7 novembre 1968, p. 2.
- « 'The day the police were wonderful' – Daily Mirror », *The Beaver*, 7 novembre 1968, pp. 5-6.
- « Where Adams failed..... », *The Beaver*, 7 novembre 1968, p. 4.
- « Militant British unionists meet », *The Bulletin*, 11 novembre 1968, p. 8.
- « What went wrong: Three views », *The International Times*, 15 novembre 1968, p. 3.
- « Aberdeen RSSF takes the lead », *The Glasgow University Guardian*, 22 novembre 1968 p. 4.
- « Students threatened with arrest in Bakery Strike », *Campus*, 29 novembre 1968, p. 10.
- « Lesson of October 27 », *International*, décembre 1968, pp. 11-12.
- « There are two revolts in occupied Ireland », *The Irish Democrat*, décembre 1968, p. 5.
- « GLC tenants: politics not in command », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 7.
- « London tenants enter new phase of struggle », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 7.
- « The trial of Owain Williams: Welsh Patriot », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 6.
- « Where is RSSF going and when ? », *The Black Dwarf*, 3 décembre 1968, p. 2.
- « The squatters move in! », *Peace News*, 5 décembre 1968, pp. 1, 4.
- « Revolution in modern Britain – Is it possible? », *Campus*, 6 décembre 1968, p. 7.
- « 'Charley Windsor shall not pass' cry rebels », *The Sydney Morning Herald*, 9 décembre 1968, p. 2.
- « Guerrilla University in Viet-Nam », *Union News*, 13 décembre 1968, p. 3.
- « How Liverpool tenants fought the council – and won », *Peace News*, 16 décembre 1968, p. 4.
- « People's Democracy Plans Derry March », *Peace News*, 27 décembre 1968, p. 4.

## 1969

- « Rolls Royce and Viet-Nam: A case study in complicity », *VSC Bulletin*, janvier 1969, pp. 1-9.
- « Lil Bilocca and Hull trawlers », *The Black Dwarf*, 10 janvier 1969, p. 8.
- « The Derry march is over: now civil war – or revolution? », *Peace News*, 10 janvier 1969, pp. 1-2.
- « Derry squat-in goes on », *Peace News*, 17 janvier 1969, p. 2.
- « One Northern Ireland community », *Peace News*, 17 janvier 1969, p. 1.
- « The civil righters », *Peace News*, 17 janvier 1969, pp. 4-7.
- « More squatters occupy house in Notting Hill », *Peace News*, 24 janvier 1969, p. 5.
- « Derry squat-in goes on », *The Black Dwarf*, 27 janvier 1969, p. 12.
- « Capitalism trembles at ideals », *The Beaver*, 29 janvier 1969, p. 9.
- « It's closed », *The Beaver*, 29 janvier 1969, p. 10.
- « Today is a national day of action », *The Beaver*, 29 janvier 1969, p. 9.

- « Action for equal rights – New campaign launched », *Socialist Woman*, février 1969, n. p.
- « Interview with Madame Binh of the National Liberation Front of Vietnam », *Socialist Woman*, février 1969, n.p.
- « The struggle for control », *Community*, février 1969, p. 1.
- « We are the nation's investment but are we being educated or exploited? », *Union News*, 7 février 1969, p. 17.
- « Class struggle in Britain », *The Bulletin*, 10 février 1969, pp. 5-8.
- « A single spark... ...can start a prairie fire. », *The Black Dwarf*, 14 février 1969, p. 2.
- « People's Democracy plan », *Peace News*, 14 février 1969, p. 4.
- « Sexual Revolution », *The International Times*, 14 février 1969, pp. 12-13.
- « Minorities must not succeed », *Sruth*, 20 février 1969, p. 4.
- « Industrial tactics », *The Black Dwarf*, 28 février 1969, p. 2.
- « Ulster: 23,000 support People's Democracy », *Peace News*, 28 février 1969, p. 1.
- « Tell us, who's mad », *The Black Dwarf*, 28 février 1969, p. 1.
- « Equal pay – The first step », *Socialist Woman*, mars-avril 1969, n. p.
- « The equal pay fight at Ford's », *Socialist Woman*, mars-avril 1969, n. p.
- « Anarchists arrested at Sheffield », *Union News*, 7 mars 1969, p. 1.
- « Saigon: more repression », *Peace News*, 14 mars 1969, p. 1.
- « Urgent appeal from the Saigon Student Union to students of the world », *Peace News*, 4 avril 1969, p. 5.
- « PD goes south of the border », *Peace News*, 11 avril 1969, p. 5.
- « People's Democracy Easter march », *The Black Dwarf*, 18 avril 1969, p. 2.
- « Workers control: the unions under siege », *The Black Dwarf*, 18 avril 1969, p. 8.
- « May Day strike in LSE », *The Beaver*, 24 avril 1969, p. 6.
- « Organise, educate, agitate! », *Peace News*, 25 avril 1969, p. 3.
- « London PD is set up », *Peace News*, 2 mai 1969, p. 9.
- « Technicians strike – All out », *Union News*, 2 mai 1969, p. 4.
- « The squats go on », *Peace News*, 23 mai 1969, pp. 1, 4.
- « For workers' power », *International*, juin 1969, p. 3.
- « Woman's rights », *The Black Dwarf*, 1<sup>er</sup> juin 1969, p. 4.
- « Northern Ireland: 'guerilla' actions go on during truce », *Peace News*, 6 juin 1969, p. 4.
- « The ecological gap », *Peace News*, 20 juin 1969, pp. 2-3, 7.
- « Bloody Nonsense », *Peace News*, 27 juin 1969, p. 1.
- « Strike and be damned! », *Peace News*, 27 juin 1969, p. 9.
- « Call for A Scottish Language Society », *Sruth*, 10 juillet 1969, p. 5.
- « Factory farming and the new codes », *Peace News*, 18 juillet 1969, pp. 3, 7.
- « Ambush at Burntollet: 'Ulster police helped' », *Peace News*, 15 août 1969, pp. 1, 5.
- « Defoliation, Dow and Vietnam », *Peace News*, 15 août 1969, p. 1, 5.
- « Ireland: base for revolution », *The Black Dwarf*, 15 août 1969, p. 2.
- « Riots in Derry's Bogside », *Peace News*, 15 août 1969, p. 1.
- « St Ives: the new fuzz », *The International Times*, 15 août 1969, p. 4.
- « Catholic insurrection », *Peace News*, 28 août 1969, pp. 1, 4.

- « After twenty months of struggle the tenants prepare to build barricades », *The Black Dwarf*, 30 août 1969, p. 3.
- « Historic barricades », *The Irish Democrat*, septembre 1969, p. 4.
- « The strange world of the Ulster Protestant », *Peace News*, 12 septembre 1969, p. 2.
- « Worker-student unity – how real are the prospects? », *The Black Dwarf*, 16 septembre 1969, p. 5.
- « The Welsh Language Society », *Sruth*, 18 septembre 1969, p. 11.
- « Goodbye Ho », *The International Times*, 26 septembre 1969, p. 5.
- « Hands off Viet Ulster! », *The International Times*, 26 septembre 1969, p. 5.
- « Can civil war be averted in Northern Ireland? », *Peace News*, 3 octobre 1969, p. 4.
- « Celtica – today », *Sruth*, 16 octobre 1969, p. 3.
- « Slave trading in animals », *Peace News*, 24 octobre 1969, p. 7.
- « Lewisham squatters act on pact with Council », *Peace News*, 31 octobre 1969, p. 4.
- « Vietnamese Women Make History », *Socialist Woman*, novembre 1969, n.p.
- « Birmingham active », *The Beaver*, 3 novembre 1969, p. 3.
- « Your blood for Vietnam », *The Beaver*, 3 novembre 1969, p. 7.
- « Warwick Women's Liberation », *Campus*, 7 novembre 1969, p. 9.
- « 'Most students are happy to stay in NUS says Jack Straw new NUS President », *Union News*, 21 novembre 1969, p. 6.
- « 'Vietnam a crime' – say debates », *Union News*, 21 novembre 1969, p. 3.
- « War is pollution », *Peace News*, 21 novembre 1969, p. 4.
- « Path to freedom », *Campus*, 28 novembre 1969, pp. 5-6.
- « Student world: Demonstrations », *Union News*, 28 novembre 1969, p. 2.

## 1970

- « Psychology constructs woman », *Peace News*, 9 janvier 1970, p. 4.
- « GLF and the movement », *Come Out!*, 2, 10 janvier 1970, pp. 4-5.
- « Ford Convenors put their case », *The Black Dwarf*, 30 janvier 1970, pp. 6-7.
- « Teachers strike: militancy pays », *The Black Dwarf*, 30 janvier 1970, p. 3.
- « Orange Green and Khaki », *The Black Dwarf*, 20 février 1970, p. 2.
- « Confidential files », *Union News*, 27 février 1970, p. 1.
- « Oxford sits in », *Union News*, 27 février 1970, p. 1.
- « The Warwick affair – Is it just a personal issue? », *Union News*, 28 février 1970, pp. 6-7.
- « Comunn na canain albannaich: 'Tir gun chanain, tir gun anam' », *Sruth*, 5 mars 1970, p. 10.
- « Women's Liberation Conference », *Peace News*, 6 mars 1970, p. 7.
- « A conference of women in drag », *The International Times*, 13 mars 1970, p. 4.
- « Isle of Dogs goes free », *Peace News*, 13 mars 1970, p. 7.
- « Women's World », *Union News*, 20 mars 1970, p. 10.
- « University Council decides on files issue », *Union News*, 20 mars 1970, p. 12.
- « Where the river bends », *The Black Dwarf*, 23 mars 1970, p. 2.
- « Announcements/ Calendar », *Shrew*, avril 1970, p. 7.
- Dernière de couverture, *Shrew*, avril 1970, p. 8.

- Éditorial sans titre, *Shrew*, avril 1970, pp. 1-4.
- « Plaid Cymru », *The Irish Democrat*, avril 1970, p. 2.
- « So long fag hags », *The International Times*, 7 avril 1970, p. 24.
- « Fish-ins carry on », *The Irish Democrat*, mai 1970, p. 5.
- « Black brothers battle pigs », *The International Times*, 8 mai 1970, p. 2.
- « Internal Pollution crisis », *The International Times*, 8 mai 1970, p. 23.
- « CS = Child Slaughter », *The Black Dwarf*, 10 mai 1970, p. 3.
- « News », *Come Out!*, 4, juin-juillet 1970, p. 5.
- « Editorial », *The Ecologist*, juillet 1970, p. 2.
- « Violence and the Welsh cause », *The Irish Democrat*, juillet 1970, p. 5.
- « Birmingham Womens Liberation Group », *Peace News*, 3 juillet 1970, p. 3.
- « Women's Liberation groups in Britain », *Peace News*, 3 juillet 1970, p. 6.
- « Capitalism smells », *The Black Dwarf*, 7 juillet 1970, p. 12.
- « Now the Catholic Backlash », *Peace News*, 17 juillet 1970, p. 2.
- « Down to Earth », *The Ecologist*, août 1970, p. 36.
- « If you hate the British Army, clap your hands », *The Red Mole*, août 1970, p. 12.
- « Ireland: aftermath of internment », *The Red Mole*, août 1970, pp. 8-9.
- « The ailing air », *The Ecologist*, septembre 1970, pp. 6-11.
- « A letter from Huey P. Newton », *Come Out!*, 5, septembre-octobre 1970, p. 12.
- « We did it! », *Come Out!*, 5, septembre-octobre 1970, p. 11.
- « Comunn na canain albannaich », *Sruth*, 3 septembre 1970, p. 10.
- « Manifesto of the London Women's Liberation Workshop », *The Black Dwarf*, 5 septembre 1970, p. 14.
- « Housing Cooperatives », *Peace News*, 2 octobre 1970, p. 6.
- « Waste-More-Land », *The International Times*, 8 octobre 1970, p. 4.
- « Gay Liberation », *The Beaver*, 29 octobre 1970, p. 4.
- « Maxi or Midi for her... », *The Beaver*, 29 octobre 1970, p. 5.
- « The battle outside raging will soon shake yer windows and rattle your walls », *The International Times*, 5 novembre 1970, pp. 6-7.
- « Gay lib », *The International Times*, 19 novembre 1970, p. 23.
- « Genocide by legislation », *Sruth*, 26 novembre 1970, p. 2.
- « Over to you », *Sruth*, 26 novembre 1970, pp. 4, 8.
- « Editorial: Responsibilities and abhorrence », *Leeds Student*, 27 novembre 1970, p. 3.
- « Students may join TUC », *Leeds Students*, 27 novembre 1970, p. 3.
- « Students say they'll strike », *Leeds Students*, 27 novembre 1970, p. 1.
- « The great flesh-show protest », *Peace News*, 27 novembre 1970, p. 5.
- « How do we fight the Tories », *The Red Mole*, décembre 1970, p. 3.
- « Miss World », *Shrew*, décembre 1970, pp. 16-18.
- « National Liberation Movements and Women's Liberation », *Shrew*, décembre 1970, p. 2.
- « The scabs charter », *The Red Mole*, décembre 1970, p. 2.
- « Women in Vietnam », *Shrew*, décembre 1970, p. 7.
- « Gay-in protest », *The International Times*, 3 décembre 1970, p. 3.

- « It's everybody out ! », *Leeds Students*, 4 décembre 1970, p. 1.  
 « Workers ready to fight against Tory law », *Workers Press*, 8 décembre 1970, p. 2.  
 « Gay liberation front does it », *The Beaver*, 10 décembre 1970, p. 7.  
 « Gay Libs defiant on Highbury Fields », *Peace News*, 11 décembre 1970, p. 5.  
 « Power men's claim in danger! Unions begin climb down », *Workers Press*, 11 décembre 1970, p. 1.  
 « Why Freud », *Shrew*, 22 décembre 1970, p. 22.  
 « Oz bust continued », *The International Times*, 31 décembre 1970, p.2.

## 1971

- « Student Action », *The Ecologist*, janvier 1971, p. 15.  
 « May Hobbs: women cleaners campaign », *The Red Mole*, 16 janvier 1971, p. 3.  
 « Teachers: the anti-tory struggle », *Red Mole*, 16 janvier 1971, p. 3.  
 « Censorshit and you », *The Beaver*, 28 janvier 1971, p. 3.  
 « Student Action », *The Ecologist*, février 1971, p. 25.  
 « Women's Liberation Workshop », *Shrew*, février 1971, p. 29.  
 « Women Unite! », *Shrew*, février 1971, p. 7.  
 « Those two demos », *Peace News*, 11 février 1971, p. 7.  
 « Provocation in Ulster », *Peace News*, 12 février 1971, p. 1.  
 « 100,000 march in peaceful protest », *The Times*, 22 février 1971, p. 1.  
 « 125,000 march against Bill », *The Guardian*, 22 février 1971, pp. 1, 18.  
 « 'Kill the Bill' demonstration », *Leeds Student*, 26 février 1971, p. 5.  
 « Organizing ourselves », *Shrew*, mars 1971, pp. 2-5.  
 « Student Action », *The Ecologist*, mars 1971, p. 26.  
 « Welsh pull up road signs », *The Irish Democrat*, mars 1971, p. 2.  
 « No second-class citizens! », *Peace News*, 5 mars 1971, p. 1.  
 « Homosexuals », *Leeds Student*, 12 mars 1971, p. 10.  
 « "Police files on political activists" claims », *Leeds Student*, 12 mars 1971, p. 1.  
 « Crash course in ecological action », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 7.  
 « 'Homosexuals' – It's not a 'gay' thing to be at all », *Leeds Student*, 19 mars 1971, pp. 6-7.  
 « March against racialism », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 4.  
 « No Prospecting for Mid-Wales », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 5.  
 « University of the Air Earth Fire and Water », *Peace News*, 19 mars 1971, p. 7.  
 « After February 21 », *The Red Mole*, 22 mars 1971, p. 2.  
 « British General Strike Answers Ford, Heath », *The Bulletin*, 29 mars 1971, p. 4.  
 « Rooting up road signs », *The Irish Democrat*, avril 1971, p. 2.  
 « GLF against the IRB », *Come Together*, 5, mai 1971, p. 1.  
 « Student Action », *The Ecologist*, mai 1971, p. 31.  
 « Control of the university », *The Beaver*, 20 mai 1971, p. 3.  
 « Report from Northern Ireland », *Peace News*, 21 mai 1971, pp. 3, 6.

- « The Fox and the pollution war », *Peace News*, 28 mai 1971, p. 4.
- « Fessenheim – Easter Monday », *The Ecologist*, juin 1971, p. 26-28.
- « Mining in Snowdownia », *The Ecologist*, juin 1971, pp. 4-8.
- « On the Gay Lib. Front », *Peace News*, 18 juin 1971, p. 4.
- « Carbon Black », *Solidarity*, 26 juin 1971, pp. 3-7.
- « Letter from the London Gay Liberation Front », *Come Out!*, 7b, printemps-été 1971, p. 2.
- « What's happening », *Come Out!*, 7b, printemps-été 1971, p. 3.
- « Consciousness raising exposes the Orwellian lies of sexist Amerika », *Come Out!*, 7b, printemps-été 1971, p. 19.
- « Lancaster cleaner's campaign », *Socialist Woman*, juillet-août 1971, pp.1-21.
- « For a Welsh TUC? », *The Irish Democrat*, juillet 1971, p. 2.
- « Sisterhood is... », *Shrew*, juillet 1971, p. 1.
- « Special Clydeside supplement: Introduction », *The Red Mole*, 15 juillet 1971, p. 1.
- « The Occupation of Clydeside: First step towards the Scottish Workers' Republic? », *The Red Mole*, 15 juillet 1971, p. 1.
- « UCS: the origins of the crisis », *The Red Mole*, 15 juillet 1971, pp. 7-8.
- « Factory occupations: a short history », *The Red Mole*, août 1971, p. 4.
- « UCS: the struggle must extended », *The Red Mole*, août 1971, p. 2.
- « The good ship "Greenpeace" and the Amchitka test », *Peace News*, 13 août 1971, p. 5.
- « Internment is a disaster », *Peace News*, 20 août 1971, p. 5.
- « Gerlin », *Shrew*, septembre 1971, pp. 10-12.
- « Headstart: Education and leisure programme », *Grass Roots*, 1, no. 4, septembre 1971, p. 10.
- « Mangrove nine », *Grass Roots*, 1, no. 4, septembre 1971, p. 2.
- Sans titre, *Grass Roots*, 1, no. 4, septembre 1971, p. 12.
- « Teesdale teaser », *The Ecologist*, septembre 1971, p. 35.
- « What is Black Power », *Grass Roots*, 1, no. 4, septembre 1971, pp. 6-7.
- « The fight against unemployment », *The Red Mole*, 1<sup>er</sup> septembre 1971, p. 5.
- « UCS: transform the work-in into a sit-in », *The Red Mole*, 1<sup>er</sup> septembre 1971, p. 14.
- « Protests disrupt Festival of Light », *The Guardian*, 10 septembre 1971, p. 1.
- « The Derry work camp », *Peace News*, 10 septembre 1971, p. 7.
- « Darkness in our light », *The Guardian*, 11 septembre 1971, p. 11.
- « A Gay Liberation Front Collective rap on the Festival of Light, pornography and sexism », *The International Times*, 23 septembre 1971, p. 12-13.
- « The National Festival of Light », *The International Times*, 23 septembre 1971, p. 11.
- « Workers take over », *Peace News*, 26 septembre 1969, p. 4.
- « Can leviathan endure so wide a chase? », *The Ecologist*, octobre 1971, pp. 5-9.
- « Friends of the Earth's Schweppes Campaign », *The Ecologist*, octobre 1971, pp. 29-31.
- « Greenpeace message: 'This world is our place' », *Peace News*, 8 octobre 1971, p. 1.
- « An American solution to the problems of Northern Ireland », *Leeds Student*, 15 octobre 1971, p. 4.
- « All Out for the 31<sup>st</sup>! », *The Red Mole*, 20 octobre 1971, p. 2.
- « Devlin at LSE », *The Beaver*, 28 octobre 1971, p. 12.

- « Gay Liberation – Statement of aims », *The Beaver*, 28 octobre 1971, p. 5.
- « By-line: A diary for Belfast – October », *The Glasgow University Guardian*, 29 octobre 1971, p. 6.
- « Gay Liberation Front », *Campus*, 30 octobre 1971, p. 3.
- « Torture: in England's Vietnam », *The Irish Democrat*, novembre 1971, pp. 1, 5.
- « Victory to the IRA! – For a mass solidarity campaign », *The Red Mole*, novembre 1971, p. 2.
- « CND returning to Aldermaston », *Peace News*, 5 novembre 1971, p. 7.
- « Gay Liberation », *Campus*, 5 novembre 1971, p. 3.
- « The Amchitka test », *Peace News*, 5 novembre 1971, p. 7.
- « Warwick women's liberation? », *Campus*, 7 novembre 1969, p. 9.
- « White sexism in the ivory tower », *The Beaver*, 25 novembre 1971, p. 5.
- « Artsetera Oz et Al. », *Campus*, 26 novembre 1971, p. 6.
- « Ecocide », *Peace News*, 26 novembre 1971, p. 3.
- « One in Twenty », *Campus*, 26 novembre 1971, p. 8.
- « Cleaning contractors », *Shrew*, décembre 1971, p. 3.
- « Friends of the Earth: Newsletter », *The Ecologist*, décembre 1971, p. 33.
- « Night cleaners and women's liberation », *Shrew*, décembre 1971, p. 2.
- « Thousands on rent strike », *The Irish Democrat*, décembre 1971, p. 5.
- « Womens liberation should... », *Shrew*, décembre 1971, pp. 8-9.
- « Women's work », *Shrew*, décembre 1971, p. 4.
- « Mass bike-in at Cambridge », *Peace News*, 3 décembre 1971, p. 1.
- « No surrender! », *The Glasgow University Guardian*, 15 décembre 1971, p. 1.
- « T'queer replies », *The Glasgow University Guardian*, 15 décembre 1971, p. 2.

## 1972

- « Essex shows the way », *The Red Mole*, hors série « Miners' Strike Special », 1972, n. p.
- « Towards the stable society: Strategy for change », *The Ecologist*, janvier 1972, pp. 8-17.
- « Plessey five-month occupation ends », *Workers Press*, 5 janvier 1972, p. 3.
- « The Fisher-Bendix Occupation », *Solidarity*, 25 janvier 1972, pp. 4-6.
- « Friends of the Earth Newsletter », *The Ecologist*, février 1972, p. 27.
- « Wales – the struggle will go on », *The Irish Democrat*, février 1972, p. 3.
- « The daily distortion », *The Beaver*, 3 février 1972, p. 2.
- « Bloody Sunday », *Peace News*, 4 février 1972, pp. 1, 4.
- « British civilians and soldiers », *Peace News*, 7 février 1972, p. 5.
- « Miners and students versus the State », *The Red Mole*, 7 février 1972, p. 12.
- « Strike Interviews », *The Red Mole*, 7 février 1972, p. 3.
- « Gay women split from GLF », *The International Times*, 10 février 1972, p. 3.
- « The gates close », *The Birmingham Evening Mail*, 11 février 1972, p. 1.
- « Death of a miner », *Workers Press*, 12 février 1972, pp. 6-7.
- « Political life on the march », *Workers Press*, 12 février 1972, p. 3.
- « Tories fear general strike », *Workers Press*, 12 février 1972, p. 1.

- «Strategy for workers' control », *The Beaver*, 17 février 1972, p. 3.
- « Student Power strikes again », *The Beaver*, 17 février 1972, p. 1.
- « Miner victory », *Private Eye*, 25 février 1972, p. 1.
- « Interview with Arthur Scargill », *The Red Mole*, 28 février 1972, p. 4.
- « The Aldershot explosion », *The Red Mole*, 28 février 1972, p. 12.
- « Campaign for sexual equality », *The Beaver*, 6 mars 1972, p. 3.
- « Gay Liberation Front », *Campus*, 11 mars 1972, p. 10.
- « Right-to-work diary », *Workers Press*, 11 mars 1972, p. 10.
- « Right-to-work marchers enter London: a credit to the working class », *Workers Press*, 11 mars 1972, p. 1.
- « The bourgeoisie after the miners' strike », *The Red Mole*, 13 mars 1972, p. 2.
- « Tory retreat UCS », *The Red Mole*, 13 mars 1972, p. 3.
- « Loyalists against the Crown », *Peace News*, 17 mars 1972, p. 1.
- « The Right to Work March », *The Red Mole*, 18 mars 1976, p. 3.
- « The Loyalist veto », *Peace News*, 31 mars 1972, p. 1.
- « Demo », *Muther Grumble*, avril 1972, p. 8.
- « Food kills », *Muther Grumble*, avril 1972, p. 17.
- « Now a Stormont for Scotland? », *The Irish Democrat*, avril 1972, p. 3.
- « Protests against square ban », *The Irish Democrat*, avril 1972, p. 4.
- « Whole Earth Catalogue », *Muther Grumble*, avril 1972, p. 15.
- « Bottles bright and beautiful », *Peace News*, 7 avril 1972, p. 5.
- « Mold », *Solidarity*, 9 avril 1972, pp. 12-13.
- « Editorial », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 2.
- « Gay Pridethe week », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 6.
- « Gay life in Scotland, or Och, Yerra Naffie Big Jessie, Jimmah! », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 5.
- « Trouble shared », *Gay News*, 1, 1<sup>er</sup> mai 1972, p. 6.
- « Rectorial installation demands: Participation now! », *The Glasgow University Guardian*, 4 mai 1972, p. 1.
- « Abortion on demand now! », *The International Times*, 18 mai 1972, p. 9.
- « We know you're in there », *Gay News*, 2, 1<sup>er</sup> juin 1972, p. 5.
- « For a people's Peace », *Peace News*, 2 juin 1972, p. 1.
- « Transport Action », *Peace News*, 30 juin 1972, p. 7.
- « Miners take first step to independence », *The Irish Democrat*, juillet 1972, p. 3.
- « National Gay Liberation Front Groups », *Gay News*, 3, 1<sup>er</sup> juillet 1972, p. 12.
- « The work-ins spread to printing », *Peace News*, 7 juillet 1972, p. 7.
- « High Wycombe bike-in », *Peace News*, 14 juillet 1972, p. 7.
- « Britain's largest civil disobedience campaign », *Peace News*, 28 juillet 1972, p. 8.
- « End the act: nothing less », *The Red Mole*, 29 juillet 1972, p. 5.
- « Strikes free the five », *The Red Mole*, 29 juillet 1972, pp. 1, 8.
- « Ecology IS politics », *Resurgence*, juillet-août 1972, pp. 10-28.
- « Greenpeace », *Resurgence*, juillet-août 1972, p. 33.
- « The potential for a movement », *Resurgence*, juillet-août 1972, p. 26.

- « Greatest poet approaches eighty », *The Irish Democrat*, août 1972, p. 3.
- « Troops collaborate with U.D.A. », *The Irish Democrat*, août 1972, p. 1.
- « Gay Liberation Groups », *Gay News*, 4, 1<sup>er</sup> août 1972, p. 12.
- « Where is CHE », *Gay News*, 4, 1<sup>er</sup> août 1972, p. 8.
- « With the IRAs by the tail », *Peace News*, 4 août 1972, p. 3.
- « Ireland », *The Red Mole*, 7 août 1972, pp. 4-5.
- « The pedal-power pocket book and kerb-side companion », *Peace News*, 10 août 1972, p. 16.
- « From Dartmoor to the Albany: 6,000 sit-in », *Peace News*, 11 août 1972, p. 7.
- « Soap supplement », *Peace News*, 11 août 1972, p. 6.
- « The war in Ireland », *The Red Mole*, 14 août 1972, pp. 6-7.
- « Bikes rule! OK? », *Peace News*, 25 août 1972, p. 10.
- « Bring back the bike », *Peace News*, 25 août 1972, p. 10.
- « About time too! », *Peace News*, 1 septembre 1972, p. 1.
- « Editorial », *Gay News*, 1<sup>er</sup> septembre 1972, p. 2.
- « Ideas of Gay Liberation », *Gay News*, 6, 1<sup>er</sup> septembre 1972, p. 6.
- « Young Liberals around the grave », *The Spectator*, 2 septembre 1972, p. 6.
- « Against racism in Yorkshire », *Peace News*, 9 septembre 1972, p. 10.
- « Fracas at gay pub », *Gay News*, 7, 14 septembre 1972, p. 10.
- « Is Gay Lib still liberated? », *Gay News*, 7, 14 septembre 1972, p. 4.
- « Kent Gay Day », *Gay News*, 7, 14 septembre 1972, p. 12.
- « Day of the Whale... », *The International Times*, 18 septembre 1972, p. 10.
- « Re-cycling scheme rescued », *Peace News*, 20 octobre 1972, p. 7.
- « Bike Ways », *Spare Rib*, novembre 1972, p. 19.
- « Sabotage of North Bucks Beagles », *Peace News*, 24 novembre 1972, p. 7.
- « Snowdonia mining application soon? », *Peace News*, 24 novembre 1972, p. 7.
- « All quiet on the Fulham front », *Gay News*, 8, 1<sup>er</sup> octobre 1972, p. 4.
- « Customer wore drag », *Gay News*, 8, 1<sup>er</sup> octobre 1972, p. 3.
- « Whole Earth Library and Switchboard », *Peace News*, 20 octobre 1972, p. 5.
- « CHE talks to Liverpool », *Gay News*, 10, 1<sup>er</sup> novembre 1972, p. 5.
- « Getting together », *Gay News*, 10, 1<sup>er</sup> novembre 1972, p. 6.
- « Cram yer guts this winter », *Muther Grumble*, décembre 1972, p. 18.
- « Friends of the Earth: Newsletter », *The Ecologist*, décembre 1972, p. 29.
- « Friends of the Earth: Save the Whale Campaign », *The Ecologist*, décembre 1972, p. 29.
- « Militancy galvanises the moderate Mòd! », *The Irish Democrat*, décembre 1972, p. 3.
- « Lotty bike-in », *Peace News*, 1<sup>er</sup> décembre 1972, p. 7.
- « 'Stop Ahab' – Moby Greenpeace », *Peace News*, 14 décembre 1972, p. 8.

## 1973

- « Up against the welfare state: the claimant unions », *Socialist Register*, 10, 1973, pp. 183-194.
- « Wendy Wood thinks promises should be kept », *The Irish Democrat*, janvier 1973, p. 3.

- « Discos », *Gay News*, 14, 10 janvier 1973, p. 16.
- « First National Friend Conference », *Gay News*, 14, 10 janvier 1973, p. 5.
- « Rent strike spirals », *Campus*, 12 janvier 1973, p. 1.
- « Come together », *Gay News*, 15, 24 janvier 1973, p. 5.
- « All out ! », *Campus*, 26 janvier 1973, pp. 1, 5.
- « Lipstick, make-up, leave behind », *Peace News*, 26 janvier 1973, p. 6.
- « LSE students support rent strike and ask for help », *The Beaver*, 26 janvier 1973, p. 12.
- « Beauty and the beast », *Spare Rib*, février 1973, pp. 25-6.
- « Bring the boys home », *The Beaver*, février 1973, p. 12.
- « Grants fight », *The Beaver*, février 1973, p. 7.
- « London and Brussels versus Scottish Steel », *The Irish Democrat*, février 1973, p. 3.
- « Whose bloody battle? », *Spare Rib*, février 1973, pp. 17-18.
- « Swansea housewives back at the blockades », *Peace News*, 2 février 1973, p. 7.
- « Welsh Language Society: more charges, more actions », *Peace News*, 9 février 1973, p. 8.
- « Education on the cheap », *The Red Mole*, 17 février 1973, p. 2.
- « Belfast: co-operation and self-help », *Peace News*, 23 février 1973, p. 3.
- « Bogside: 'Community with power within' », *Peace News*, 23 février 1973, p. 5.
- « Welsh Trade Unionists start their own TUC », *The Irish Democrat*, mars 1973, p. 3.
- « Next session – a £550 grant ? », *The Glasgow University Guardian*, 1<sup>er</sup> mars 1973, p. 8.
- « Newcastle : No hall places for strikers? », *Campus*, 9 mars 1973, p. 10.
- « Welsh disrupt TV studios », *Peace News*, 9 mars 1973, p. 7.
- « Occupation », *The Beaver*, 14 mars 1973, p. 9.
- « Son of Armaddon [sic] – tit .....for tat », *The Beaver*, 14 mars 1973, p. 11.
- « Thames Poly », *The Beaver*, 14 mars 1973, p. 6.
- « We stand firm », *The Red Mole*, 17 mars 1973, p. 1.
- « Women in struggle: the strike at Mansfield Hosiery », *Spare Rib*, 21, mars 1973, pp. 18-9.
- « CND: focus on Polaris », *Peace News*, 6 avril 1973, p. 7.
- « Doing it in the road », *Peace News*, 6 avril 1973, p. 21.
- « Gays in G.U. », *The Glasgow University Guardian*, 19 avril 1973, p. 4.
- « The steps of the revolution in Wales », *Peace News*, 20 avril 1973, p. 3.
- « CND's Scottish excursion », *Peace News*, 27 avril 1973, p. 7.
- « Student rent strikers face legal threats », *Red Weekly*, 12 mai 1973, p. 2.
- « Communist university in London », *Campus*, 18 mai 1973, p. 12.
- « Maggie Thatcher Handout £40 – You must be joking !! », *Campus*, 18 mai 1973, p. 1.
- « Beaten up women and their children », *Spare Rib*, juin 1973, pp. 4-5, 12.
- « Shackles on Scottish culture », *The Irish Democrat*, juin 1973, p. 3.
- « Greenpeace expects! », *Peace News*, 1 juin 1973, p. 8.
- « Greenpeace in Paris: Turn up, chain-in, sit down! », *Peace News*, 8 juin 1973, p. 10.
- « Peace armada », *Peace News*, 8 juin 1973, p. 10.
- « Off the otter! », *Peace News*, 15 juin 1973, p. 7.

- « A Vietnam vet looks at Belfast », *The International Times*, 28 juin 1973, pp. 6-7.
- « FoE versus RTZ », *The Ecologist*, juillet 1973, pp. 241, 245.
- « She can do it », *Spare Rib*, juillet 1973, p. 14.
- « Union actions against the tests », *Peace News*, 6 juillet 1973, p. 8.
- « Carving up Cymdeithas », *Peace News*, 13 juillet 1973, p. 1.
- « C'est la mort! », *Peace News*, 13 juillet 1973, p. 1.
- « IS sectarianism », *Red Weekly*, 13 juillet 1973, p. 2.
- « Tests to begin », *Peace News*, 13 juillet 1973, p. 4.
- « Ballyhoo of Royal publicity », *The Irish Democrat*, août 1973, p. 3.
- « Hunt saboteur loses appeal », *Peace News*, 24 août 1973, p. 8.
- « White settlers oppose developments in Scotland », *The Irish Democrat*, octobre 1973, p. 3.
- « IMG arrests », *Warwick Boar*, 11 octobre 1973, p. 3.
- « Animal Liberation Front », *Peace News*, 19 octobre 1973, p. 7.
- « Ireland: Troops out now! », *Red Weekly*, 19 octobre 1973, p. 3.
- « A plea for survival », *The Warwick Boar*, 15 novembre 1973, p. 4.
- « Edinburgh grants survey sheds light », *The Glasgow University Guardian*, 15 novembre 1973, p. 1.
- « Come Together », *Muther Grumble*, décembre 1973, p. 9.

## 1974

- « Kilbrandon and Govan », *The Irish Democrat*, janvier 1974, p. 3.
- « The ones that got away... », *Spare Rib*, février 1974, pp. 22-23.
- « Women's Centres », *Spare Rib*, février 1974, p. 19.
- « Action boycott », *The Glasgow University Guardian*, 4 février 1974, p. 1.
- « Hunt Saboteurs get a caustic response from hare-coursing chief », *Peace News*, 8 février 1974, p. 7.
- « Unionists hold balance at Westminster », *The Irish Democrat*, mars 1974, p. 1.
- « Tories down – on to workers victory », *Red Weekly*, 1 mars 1974, p. 1.
- « 'No industrial dispute can be won without the solidarity of people like students and the working class...' », *The Beaver*, 5 mars 1974, pp. 12-13.
- « Axe falls on Scottish newspapers », *Red Weekly*, 22 mars 1974, p. 1.
- « Cymdeithas comes to the English capital », *Peace News*, 22 mars 1974, p. 7.
- « The oil pirates of the North Sea », *Red Weekly*, 22 mars 1974, p. 6.
- « The election, the SNP and independence », *The Irish Democrat*, avril 1974, p. 3.
- « Upstairs and downstairs 100 times a day », *Spare Rib*, avril 1974, pp. 9-11.
- « Seize the Daily Express – for a workers' paper! », *Red Weekly*, 5 avril 1974, p. 2.
- « Against Miss England », *Spare Rib*, mai 1974, p. 20.
- « 67 years as a feminist », *Spare Rib*, mai 1974, pp. 6-9.
- « Cymdeithas re-starts campaign for bi-lingual post office », *Peace News*, 10 mai 1974, p. 4.
- « How to start a women's centre », *Peace News*, 24 mai 1974, pp. 10-11.
- « Pipped at the post », *Peace News*, 24 mai 1974, p. 5.
- « Counter-revolution in Belfast », *The Irish Democrat*, juin 1974, p. 4.

- « Short life and early death of the Council of Ireland », *The Irish Democrat*, juin 1974, pp. 3, 5, 8.
- « Why the Loyalists won », *Red Weekly*, 6 juin 1974, p. 2.
- « N. Ireland: the British dimension », *Peace News*, 7 juin 1974, p. 3.
- « Red Lion Square: Carrying the fight forward », *Red Weekly*, 27 juin 1974, p. 3.
- « Arcsam signs », *Peace News*, 5 juillet 1974, p. 5.
- « The price of Scottish oil », *The Irish Democrat*, septembre 1974, p. 3.
- « Working », *Spare Rib*, septembre 1974, pp. 9-11.
- « IPD workers can lead jobs fight », *Red Weekly*, 5 septembre 1974, p. 3.
- « Band of Mercy activists trapped », *Peace News*, 6 septembre 1974, p. 4.
- « Manchester Gay Alliance Centre », *Peace News*, 6 septembre 1974, p. 7.
- « Fascists thwarted in East London », *Red Weekly*, 12 septembre 1974, p. 3.
- « National Front suffers crushing defeat », *Red Weekly*, 12 septembre 1974, p. 3.
- « BMA Gay Day », *Peace News*, 20 septembre 1974, p. 4.
- « Parliament useless – in London or Edinburgh », *Red Weekly*, 3 octobre 1974, p. 8.
- « VIVA cleaner strike », *Peace News*, 4 octobre 1974, p. 5.
- « Ban on Troops Out demo », *Red Weekly*, 24 octobre 1974, p. 1.
- « Scotland and the elections », *Red Weekly*, 24 octobre 1974, p. 9.
- « Strike wave rocks social con-trick », *Red Weekly*, 24 octobre 1974, p. 1.
- « Groups », *Spare Rib*, novembre 1974, p. 33.
- « Spare Rib takes on the media », *Spare Rib*, novembre 1974, p. 28.
- « Movement for Liberation of Animals invades Consultox, Ealing », *Peace News*, 1<sup>er</sup> novembre 1974, p. 4.
- « 'No pity' », *The Warwick Boar*, 7 novembre 1974, p. 3.
- « The co-operative solution? The NVT experience », *International Socialism*, décembre 1974, pp. 16-19.
- « Fight police state laws », *Red Weekly*, 5 décembre 1974, p. 1.
- « Rank and filers build struggle », *Workers' Power*, 12 décembre 1974, p. 3.

## 1975

- « Community work in NI », *Peace News*, 10 janvier 1975, p. 2.
- « Statws i'r iaith », *Peace News*, 10 janvier 1975, p. 4.
- « Application of the Sex Act », *The Glasgow University Guardian*, 15 janvier 1975, p. 2.
- « Rents : Why we're being conned », *Red Weekly*, 16 janvier 1975, p. 7.
- « Scottish Daily News: Good news is coming », *The Glasgow University Guardian*, 16 janvier 1975, p. 6.
- « Suas leis a ghaidhlig », *The Glasgow University Guardian*, 30 janvier 1975, p. 12.
- « Army presents at Eisteddfod », *Peace News*, 7 février 1975, p. 7.
- « Smash unemployment », *Red Weekly*, 13 février 1975, p. 8.
- « Grants action call », *The Glasgow University Guardian*, 14 février 1975, p. 1.
- « Ghosts of the 30s Haunt the valleys », *Red Weekly*, 20 février 1975, pp. 6-7.
- « Animal activist fined £500 », *Peace News*, 21 février 1975, p. 4.
- « As we see it », *The Glasgow University Guardian*, 27 février 1975, p. 12.
- « Women workers in the media: 'No more charities and baby shows' », *Spare Rib*, mars 1975, p. 18.

- « Scarman Tribunal return verdict on Gately's death », *The Glasgow University Guardian*, 13 mars 1975, p. 5.
- « Abortion Act threat: 3 », *Spare Rib*, avril 1975, pp. 17-18.
- « How dare you presume I'm straight », *The Glasgow University Guardian*, 17 avril 1975, p. 4.
- « Senate House sit-in: United action by Exec. », *Warwick Boar*, 29 avril 1975, p. 1.
- « Daily News poised for take-off », *The Glasgow University Guardian*, 1<sup>er</sup> mai 1975, p. 4.
- « The prospects of independence », *The Glasgow University Guardian*, 1<sup>er</sup> mai 1975, p. 8.
- « Police on the move. Thrown out! », *Warwick Boar*, 22 mai 1975, p. 1.
- « The costs of confrontation », *Warwick Boar*, 22 mai 1975, p. 2.
- « Press hope in 'Scottish workers' paper », *The Irish Democrat*, juin 1975, p. 3.
- « The Death of Buzz Goodbody », *Spare Rib*, juin 1975, p. 5.
- « Gay workers acknowledge debt to women's movement », *Spare Rib*, juillet 1975, p. 22.
- « In Britain they're more subtle », *Peace News*, 11 juillet 1975, p. 5.
- « The critical question of size », *The Ecologist*, juillet-août 1975, pp. 12-14.
- « Squatters integrated », *Peace News*, 5 août 1975, p. 5.
- « Gays and the Trade Union Movement », *Gay Left*, 1, automne 1975, pp. 6-7.
- « Gay conference », *Warwick Boar*, 27 octobre 1975, p. 3.
- « Gay times », *Gay Left*, 1, automne 1975, pp. 6-7.
- « Cymdeithas action pays off », *Peace News*, 7 novembre 1975, p. 6.
- « SDN – Co-operation with bosses leads to mass redundancies », *Red Weekly*, 13 novembre 1975, p. 5.
- « Up from under », *Peace News*, 21 novembre 1975, pp. 10-11.
- « Iron heel of the social contract », *Red Weekly*, 27 mars 1975, pp. 6-7.
- « Organising the fight for jobs », *Red Weekly*, 27 novembre 1975, p. 7.
- « The Manchester Engineers Occupations », *The Red Mole*, 27 novembre 1975, p. 6.
- « Non violent resistance Australian style », *The Ecologist*, décembre 1975, p. 386.
- « Devolution », *The Glasgow University Guardian*, 4 décembre 1975, p. 4.
- « Public Squalor, private profit », *Red Weekly*, 4 décembre 1975, p. 2.
- « Save our health », *Red Weekly*, 4 décembre 1975, p. 1.
- « Teachers – stop the rot! », *Red Weekly*, 4 décembre 1975, p. 2.

## 1976

- « Abortion conference: structure and feminism », *Spare Rib*, janvier 1976, pp. 20-21.
- « Trade unions criticise TUC article », *Spare Rib*, janvier 1976, p. 25.
- « White paper shock waves », *The Irish Democrat*, janvier 1976, p. 3.
- « New Scottish Labour Party launched », *The Irish Democrat*, février 1976, p. 3.
- « Green ban in Brum? », *Peace News*, 6 février 1976, p. 4.
- « Grants, cuts and you », *The Beaver*, 17 février 1976, p. 8.
- « Brum rally », *Warwick Boar*, 26 février 1976, p. 1.
- « Gaysoc », *The Glasgow University Guardian*, 26 février 1976, p. 3.
- « One Year of the Right to Work Campaign », *International Socialism*, mars 1976, pp. 10-15.
- « Cuts fight hots up », *Red Weekly*, 4 mars 1976, p.1.

- « Fees demonstration report », *Warwick Boar*, 16 mars 1976, p. 1.
- « Devolution not destruction », *The Ecologist*, mars-avril 1976, pp. 9-11.
- « Welsh Assembly is not good enough », *The Irish Democrat*, avril 1976, p. 3.
- « 7 days in the 6 Counties », *Red Weekly*, 15 avril 1976, p. 4.
- « Abortion news », *Spare Rib*, juin 1976, p. 20.
- « Homosexuals confer », *Peace News*, 11 juin 1976, p. 4.
- « Mass arrests at sit-down », *Peace News*, 25 juin 1976, p. 3.
- « Wages for Housework », *Peace News*, 25 juin 1976, p. 16.
- « How do we fight racism », *Red Weekly*, 1<sup>er</sup> juillet 1976, p. 3.
- « Change the line of march », *International Socialism*, 22 juillet 1976, p. 4.
- « Labour cuts its own throat », *Red Weekly*, 22 juillet 1976, p. 1.
- « Blood on Labour's hands », *Red Weekly*, 29 juillet 1976, p. 4.
- « Cuts = sackings », *Red Weekly*, 29 juillet 1976, p. 2.
- « Countering fascism in Bradford », *Peace News*, 20 août 1976, pp. 10-11.
- « Gay Centre attacked », *Peace News*, 20 août 1976, p. 3.
- « Strikes over sacked gay », *Peace News*, 20 août 1976, p. 3.
- « Our unequal brothers », *The Ecologist*, août-septembre 1976, pp. 269-70.
- « All worked up », *Gay Left*, 3, automne 1976, pp. 12-14.
- « Animal Liberation », *Resurgence*, septembre-octobre 1977, pp. 10-11.
- « Troops Out », *Peace News*, 8 octobre 1976, pp. 6-7.
- « Devolution – step to power », *The Irish Democrat*, novembre 1976, p. 7.
- « Peace People rally: Trafalgar Square », *Peace News*, 5 novembre 1976, p. 3.
- « N Ireland: a sort of unilateralism », *Peace News*, 19 novembre 1976, p. 7.
- « Crippled words », *Peace News*, 3 décembre 1976, p. 5.
- « Peace People rally », *Peace News*, 3 décembre 1976, p. 3.
- « People with disabilities and state dependency », *Peace News*, 3 décembre 1976, p. 6.

## 1977

- « Petrified assembly », *The Irish Democrat*, janvier 1977, p. 3.
- « Why bother about beauty contests », *Spare Rib*, janvier 1977, p. 21.
- « No news is good news », *Red Weekly*, 13 janvier 1977, p. 11.
- « The demands of peace », *Peace News*, 14 janvier 1977, pp. 9-13.
- « As International Socialists launch SWP », *Red Weekly*, 27 janvier 1977, p. 9.
- « 700 hundred years is too much, troops out now », *Red Weekly*, 27 janvier 1977, p. 12.
- « A glimpse into the Scottish establishment », *The Irish Democrat*, février 1977, p. 3.
- « Why Ireland won't go away », *Red Weekly*, 3 février 1977, p. 11.
- « The demands of peace », *Peace News*, 11 février 1977, pp. 8-10.
- « The occupation: Prospect and retrospect », *Warwick Boar*, 23 février 1977, p. 1.
- « Northern Ireland: mountain of harassment for mouse size visit », *Peace News*, 25 février 1977, p. 4.
- « 'What is to be done?' », *The Beaver*, 1<sup>er</sup> mars 1977, p. 1.

- « 7 days in the 6 counties », *Red Weekly*, 10 mars 1977, p. 11.
- « Gayhunt in Cornwall », *Peace News*, 11 mars 1977, p. 4.
- « Students fight on despite broad left », *Red Weekly*, 17 mars 1977, p. 3.
- « Stop the witchunt », *Peace News*, 25 mars 1977, p. 4.
- « They say law and order we say troops out now », *Socialist Challenge*, 5 avril 1979, p. 1.
- « Women's Liberation 1977 », *Spare Rib*, mai 1977, pp. 6-16.
- « No to Orange rule, no to British rule », *Red Weekly*, 5 mai 1977, p. 1.
- « A dialogue of hope: Jim Forest and Betty Williams », *Peace News*, 6 mai 1977, p. 6.
- « Alternative seminars », *The Glasgow University Guardian*, 12 mai 1977, p. 12.
- « The Orange strike for privilege », *Red Weekly*, 12 mai 1977, p. 6.
- « Terror act claims new victims », *Red Weekly*, 22 mai 1977, p. 11.
- « Come all you gay women, come all you gay men », *Gay Left*, 4, été 1977, pp. 7-9.
- « Grunwick », *Peace News*, 1<sup>er</sup> juillet 1977, p. 3.
- « The insanity of secrecy in a nuclear age », *The Ecologist*, juillet 1977, pp. 236-9.
- « The struggle against nuclear power in central Europe », *The Ecologist*, juillet 1977, pp. 216-22.
- « Smallscale not windscale », *Resurgence*, juillet-août 1978, pp. 6-8.
- « Germany: Reclaiming the night », *Spare Rib*, août 1977, p. 21.
- « Grunwick women », *Spare Rib*, août 1977, pp. 6-8, 46.
- « Impartial BBC war on Welsh », *The Irish Democrat*, août 1977, p. 2.
- « Elizabeth II – Labour's Queen of Orange », *Socialist Challenge*, 11 août 1977, p. 10.
- « Malville: 60,000 in the mire », *Peace News*, 12 août 1977, p. 5.
- « Lewisham march », *Peace News*, 26 août 1977, p. 3.
- « What sort of action? », *Resurgence*, septembre-octobre 1977, p. 21.
- « Malville », *Peace News*, 9 septembre 1977, pp. 8-9.
- « CND comeback », *Peace News*, 23 septembre 1977, p. 3.
- « Work-in: the lessons of Hounslow », *Socialist Challenge*, 13 octobre 1977, p. 4.
- « Fact, myth, reason or prejudice? », *The Glasgow University Guardian*, 14 octobre 1977, p. 10.
- « Re-open Hounslow Hospital », *Socialist Challenge*, 20 octobre 1977, p. 3.
- « No to the politics of hate », *Peace News*, 21 octobre 1977, pp. 8-9.
- « Hounslow conference: How can we halt hospital closures », *Socialist Challenge*, 3 novembre 1977, p. 3.
- « Community government », *Peace News*, 4 novembre 1977, pp. 8-9.
- « Block the scabs in uniform: support the firefighters », *Socialist Challenge*, 10 novembre 1977, p. 5.
- « Firefighters ask for your support », *Socialist Challenge*, 17 novembre 1977, pp. 8-9.
- « Liverpool firefighters hit back », *Socialist Challenge*, 8 décembre 1977, p. 3.
- « The Labour left: fine words and sympathy not enough », *Socialist Challenge*, 8 décembre 1977, p. 4.
- « We'll all go together when we go », *Socialist Challenge*, 15 décembre 1977, p. 6.
- « Crossroads – which way now? », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 15-17.
- « Gays and fascism », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 26-29.
- « The Gay News Trial », *Gay Left*, 5, hiver 1977, pp. 32-35.

**1978**

- « Bristol women's centre statement », *Spare Rib*, janvier 1978, p. 5.
- « We will walk without fear », *Spare Rib*, janvier 1978, pp. 22-23.
- « They're crucifying us », *Socialist Challenge*, 5 janvier 1978, p. 5.
- « Gay bar », *Peace News*, 13 janvier 1978, p. 4.
- « Lessons of FBU strike: troops and bureaucrats ensure defeat », *Socialist Challenge*, 19 janvier 1978, p. 6.
- « Lewisham », *Peace News*, 27 janvier 1978, p. 8.
- « Fascist threat », *Spare Rib*, février 1978, p. 13.
- « Cymdeithas », *Peace News*, 10 mars 1978, p. 5.
- « SCRAM », *Peace News*, 10 mars 1978, p. 3.
- « News Shorts », *Spare Rib*, mai 1978, p. 11.
- « Antinuclear reactions », *Peace News*, 5 mai 1978, p. 8.
- « Campaign against racism and fascism », *Peace News*, 5 mai 1978, p. 4.
- « Torness – women against nukes », *Peace News*, 5 mai 1978, p. 3.
- « The carnival is over », *Peace News*, 19 mai 1978, pp. 7-8.
- « Torness May 6<sup>th</sup> & 7<sup>th</sup>: a beginning », *Peace News*, 19 mai 1978, p. 3.
- « Conference », *Spare Rib*, juin 1978, pp. 6-7.
- Entrefilet sans titre, *Spare Rib*, juin 1978, p. 5.
- « Feminists facing fascism », *Shrew*, été 1978, pp. 22-23.
- « Fighting fascism », *Gay Left*, 6, été 1978, pp. 30-31.
- « Gay times », *Gay Left*, 6, été 1978, p. 4.
- « In the balance », *Gay Left*, 6, été 1978, pp. 2-4.
- « The Gay Activists Alliance », *Gay Left*, 6, été 1978, p. 8.
- « The Anti-Nazi League », *Peace News*, 14 juillet 1978, pp. 7-8.
- « Looking forward in Anger », *Socialist Challenge*, 20 juillet 1978, pp. 4-5.
- « Sunday against the Nazis », *Socialist Challenge*, 20 juillet 1978, p. 2.
- « Carnival time », *Peace News*, 28 juillet 1978, p. 3.
- « Lucas Aerospace », *Resurgence*, juillet-août 1978, p. 2.
- « Another view of the plenary », *Spare Rib*, août 1978, pp. 20-21.
- « Editorial », *Spare Rib*, août 1978, pp. 3-4.
- « Labour Party, TUC and pay agreements into the eighties », *Socialist Challenge*, 3 août 1978, p. 4.
- « A guide to lesbian groups », *Spare Rib*, septembre 1978, p. 26.
- « CADRIL », *Peace News*, 22 septembre 1978, p. 3.
- « Labour and the public sector », *Socialist Challenge*, 11 novembre 1978, pp. 8-9.
- « Women unite, reclaim the night », *Peace News*, 17 novembre 1978, p. 3.
- « Ford deal – 'a militant advance to the rear' », *Socialist Challenge*, 23 novembre 1978, p. 5.
- « After the Ford strike: The socialist alternative to Labourism », *Socialist Challenge*, 30 novembre 1978, p. 4.
- « Torness occupied », *The Ecologist*, novembre-décembre 1978, pp. 202-3.
- « Alternatives to unemployment », *Peace News*, 1<sup>er</sup> décembre 1978, p. 4.

- « Cymdeithas », *Peace News*, 1<sup>er</sup> décembre 1978, p. 4.  
 « Homosexuals fight back », *Gay Left*, 7, hiver 1978-79, pp. 15-16.  
 « Two letters on Freud », *Gay Left*, 7, hiver 1978-79, p. 23.

## 1979

- « End low pay now », *Socialist Organiser*, janvier 1979, p. 12.  
 « Male violence, female dilemma », *Spare Rib*, janvier 1979, p. 9.  
 « After Jan. 22: all out for the full claim », *Socialist Press*, 24 janvier 1979, p. 12.  
 « Follow haulage drivers: finish off Callaghan », *Socialist Press*, 24 janvier 1979, p. 1.  
 « Anti-strikers », *Socialist Challenge*, 25 janvier 1979, p. 5.  
 « The day the low-paid rose up », *Socialist Challenge*, 25 janvier 1979, p. 3.  
 « The great devo debate », *The Glasgow University Guardian*, 27 janvier 1979, p. 3.  
 « Sabotage ! Hunt Saboteurs Association », *The Warwick Boar*, 31 janvier 1979, p. 6.  
 « Green politics », *Resurgence*, janvier-février 1979, p. 6.  
 « For a general strike! », *Spartacist Britain*, février 1979, p. 1.  
 « Have mercy on my son », *The Daily Mirror*, 1<sup>er</sup> février 1979, p. 1.  
 « They won't let us bury our dead », *The Daily Mail*, 1<sup>er</sup> février 1979, p. 1.  
 « Press gang », *Socialist Press*, 7 février 1979, p. 5.  
 « The real killers, the real vandals », *Socialist Challenge*, 8 février 1979, p. 3.  
 « Home news », *Socialist Challenge*, 15 février 1979, p. 7.  
 « 'Concordat' means phase 5 », *Socialist Press*, 21 février 1979, p. 12.  
 « Devolution in Scotland: one small step towards working class control », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 10.  
 « First victims of the concordat : the low paid? », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 1.  
 « Home news », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 7.  
 « Towards a workers' plan for the NHS », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 9.  
 « Yes in Wales », *Socialist Challenge*, 22 février 1979, p. 2.  
 « Press has a field day », *The Glasgow University Guardian*, 24 février 1979, p. 4.  
 « Camden : all-out strike wins £60 for 35 hours », *Socialist Press*, 28 février 1979, p. 1.  
 « Crisis in the NHS », *Socialist Action*, mars 1979, p. 7.  
 « Guide to Women's Theatre Groups », *Spare Rib*, mars 1979, pp. 18-21.  
 « The Con-cordat », *Socialist Challenge*, 1<sup>er</sup> mars 1979, p. 2.  
 « 'Housewives can be an important part of the left' », *Socialist Challenge*, 8 mars 1979, p. 3.  
 « Women against violence », *Peace News*, 23 mars 1979, p. 4.  
 « Love music, hate sexism », *Spare Rib*, avril 1979, pp. 6-7.  
 « Referendum in Wales », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5.  
 « Scottish democracy said 'YES' », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5.  
 « Scottish workers », *The Irish Democrat*, avril 1979, p. 5.  
 « Southall 23 April: Blair Peach was murdered by police », *Socialist Challenge*, 26 avril 1979, p. 1.  
 « The day they turned Southall into a colony », *Socialist Challenge*, 26 avril 1979, pp. 2-3.

- « Is Margaret Thatcher for women? », *Spare Rib*, mai 1979, pp. 3-4.
- « No more school meals, books, buses... », *Spare Rib*, mai 1979, pp. 3-4.
- « Green crosses », *The Ecologist*, mai-juin 1979, p. 29.
- « Law and order: the truncheon under Labour », *Socialist Challenge*, 1<sup>er</sup> mai 1979, p. 5.
- « Gaelic culture », *Peace News*, 4 mai 1979, p. 7.
- « Rock Against Racism in park today », *The New York Times*, 5 mai 1979, p. 14.
- « Tory victory: a battle lost but not the war », *Socialist Challenge*, 10 mai 1979, p. 2.
- « No nukes explosion hits Torness », *Socialist Challenge*, 17 mai 1979, p. 6.
- « Thatcher's Irish ministers: the military men », *Socialist Challenge*, 17 mai 1979, p. 10.
- « IRSP are targets in terror swoop », *Socialist Challenge*, 31 mai 1979, p. 12.
- « One Prime Minister doesn't make a matriarchy », *Spare Rib*, juin 1979, p. 10.
- « Editorial », *Gay Left*, 8, été 1979, p. 2-3.
- « Pat Arrowsmith – Pacifist », *Gay Left*, 8, été 1979, pp. 11-12.
- « Out into the open », *Spare Rib*, juillet 1979, pp. 42-46.
- « Spare Rib: 7 years on », *Spare Rib*, juillet 1979, pp. 6-8, 18.
- « End the war », *Socialist Challenge*, 30 août 1979, p. 1.
- « Animal Liberation », *Spare Rib*, septembre 1979, p. 21.
- « A language for freedom », *Peace News*, 28 septembre 1979, pp. 12-14.
- « The gin and tonic set », *Peace News*, 28 septembre 1979, p. 8.
- « Anti-homosexual from both sides », *The Glasgow University Guardian*, 13 octobre 1979, p. 2.
- « Trident replaces Polaris », *Peace News*, 9 novembre 1979, p. 4.

## Après 1979

- « Close to extinction », *Resurgence*, septembre-octobre 1980, p. 36.
- « 80,000 against the missiles », *Socialist Challenge*, 30 octobre 1980, p. 3.
- « Save them! », *Socialist Challenge*, 30 octobre 1980, p. 1.
- « The lark », *Socialist Challenge*, 12 mars 1981, p. 4.
- « An army of occupation », *Socialist Challenge*, 16 avril 1981, pp. 2-3.
- « Brixton's outside agitators », *Socialist Challenge*, 16 avril 1981, p. 1.
- « This time we can win », *Socialist Challenge*, 21 octobre 1981, pp. 8-9.

### 4.1.2. Archives en ligne

CONNOLLY ASSOCIATION : Journal nationaliste destiné à la diaspora irlandaise *The Irish Democrat*  
 <<http://www.connollyassociation.org.uk/irishdemocrat/>>.

EXACT EDITIONS (accès payant) : Jounaux écologistes *Resurgence* et *The Ecologist*  
 <<https://reader.exacteditions.com/magazines/308/issues/>>.

FRAGMENTS D'HISTOIRE DE LA GAUCHE RADICALE : Journal étudiant français *Action*  
 <<http://archivesautonomies.org/spip.php?article2201>>.

- FREEDOM ARCHIVES : journal *The Black Panther Newspaper*  
<[https://search.freedomarchives.org/search.php?view\\_collection=90&year=1967](https://search.freedomarchives.org/search.php?view_collection=90&year=1967)>.
- GAY LEFT : Revue gay marxiste *Gay Left*  
<<http://gayleft1970s.org/>>.
- GAY NEWS ARCHIVE PROJECT : Journal gay *Gay News*  
<<http://gaynewsarchive.org/>>.
- GLASGOW GUARDIAN DIGITAL ARCHIVE : Journal étudiant *The Glasgow University Guardian*  
<<https://www.gla.ac.uk/myglasgow/archives/guardian/>>.
- HANSARD : transcriptions officielles des débats parlementaires à Westminster  
<<https://hansard.parliament.uk/>>.
- HARVARD CRIMSON : Journal étudiant américain *The Harvard Crimson*  
<<https://www.thecrimson.com/>>.
- INTERNATIONAL TIMES : Magazine contre-culturel *The International Times*  
<<http://www.internationaltimes.it/archive/>>
- JOURNAL ARCHIVES : Magazine féministe *Spare Rib*  
<<https://journalarchives.jisc.ac.uk/britishlibrary/sparerib>>.
- LSE DIGITAL LIBRARY : Journal étudiant *The Beaver*  
<<https://digital.library.lse.ac.uk/collections/thebeaver>>.
- MARGARET THATCHER FOUNDATION : Transcriptions des discours de Margaret Thatcher  
<<https://www.margarethatcher.org/speeches/search.asp>>.
- MARXISTS' INTERNET ARCHIVE : Publications de la gauche radicale  
<<https://www.marxists.org/history/etol/newspape/>>.
- MUTHER GRUMBLE ONLINE ARCHIVE : Journal alternatif *Muther Grumble*  
<<http://www.muthergrumble.co.uk/archive.htm>>.
- NATIONAL LIBRARY OF SCOTLAND DIGITAL GALLERY : Journal nationaliste écossais *Sruth*  
<<http://digital.nls.uk/an-comunn-gaidhealach/archive/126160454>>.
- OUTHISTORY : Publication du GLF de New York *Come Out!*  
<<http://outhistory.org/exhibits/show/come-out-magazine-1969-1972/the-come-out-archive>>.
- SOCIALIST REGISTER : Revue marxiste *Socialist Register*  
<<https://socialistregister.com/index.php/srv/issue/archive#.WqLtyejOW70>>.
- UNIVERSITY OF LEEDS DIGITAL LIBRARY : Journaux étudiants *Union News* et *Leeds Student*  
<[http://digital.library.leeds.ac.uk/view/newspapers/Union\\_News.html](http://digital.library.leeds.ac.uk/view/newspapers/Union_News.html)>.
- WARWICK DIGITAL COLLECTIONS : Journal étudiant *Campus* et *The Warwick Boar*  
<<https://wdc.contentdm.oclc.org/digital/collection/boar/search/order/date/ad/as>>.

### 4.1.3. Documents officiels

- CAMERON COMMISSION, *Cameron Report: Disturbances in Northern Ireland, 1969*, HMSO [en ligne], [consulté le 23 septembre 2015], disponible à l'adresse :  
<<http://cain.ulst.ac.uk/hmso/cameron.htm>>.

COMMITTEE ON HIGHER EDUCATION, *Higher Education: report of the committee appointed by the Prime Minister under the Chairmanship of Lord Robbins 1961-63*, Londres : HSMO, 1963 [en ligne], [consulté le 2 février 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.educationengland.org.uk/documents/robbins/robbins1963.html#02>>.

MINISTRY OF DEFENCE AND PRIME MINISTER'S OFFICE, « The Women of the Second World War », *GOV.UK*, 16 avril 2015 [en ligne], [consulté le 1er novembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.gov.uk/government/news/the-women-of-the-second-world-war>>.

OFFICE FOR NATIONAL STATISTICS, « Annual Percentage of Employed Women in the UK », *GOV.UK*, 31 mai 2017 [en ligne], [consulté le 1er novembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://cy.ons.gov.uk/aboutus/transparencyandgovernance/freedomofinformationfoi/annualpercentageofemployedwomenintheuk>>.

#### 4.1.4. Manifestes de partis politiques

CONSERVATIVE PARTY, « 1970 Conservative Party General Election Manifesto: A Better Tomorrow », 1970, *Political Sciences Resources* [en ligne], [consulté le 7 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.politicsresources.net/area/uk/man/con70.htm>>.

CONSERVATIVE PARTY, « Conservative Manifesto, 1979 », 1979, *Political Sciences Resources* [en ligne], [consulté le 8 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.politicsresources.net/area/uk/man/con79.htm>>.

#### 4.1.5. Documents émanant du monde associatif

BLACK LIBERATION FRONT, « Grass Roots Self-Help Community Project », 1972, document tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Grass Roots », 01/04/04/01/04/01/04, Londres : Institute of Race Relations.

BLACK PANTHER MOVEMENT, « All black people and white progressives rally and demonstrate », mars 1970, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

BLACK PANTHER MOVEMENT, « Black People Don't Vote: Organise against exploitation and British Institutional Racism », 1970, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

BLACK PANTHER MOVEMENT, « Organised action in self-defence », 27 août 1970, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

BLACK PANTHER MOVEMENT, « Solidarity meeting with Black Panthers », 1969, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

BLACK PANTHER MOVEMENT, « What we want », 1971, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

CAMPAIGN FOR SOCIAL JUSTICE IN NORTHERN IRELAND, *Northern Ireland: The Plain Truth*, Dungannon : 15 juin 1969 (2<sup>ème</sup> éd.).

CENTRE FOR SOCIALIST EDUCATION, Report of the Workers Control Conference: Nottingham, 1966, Nottingham : The Week, 1966.

COATES Ken et al., *Bertrand Russel and Industrial Democracy*, Nottingham : Institute for Workers' Control, 1970.

GAY LIBERATION FRONT, « Gay Liberation Front Manifesto, London 1971 », Londres, 1971, *Internet History Sourcebooks Project*, Fordham University, New York [en ligne], [consulté le 3 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://sourcebooks.fordham.edu/pwh/glf-london.asp>>.

NEW YORK RADICAL WOMEN, « The Personal Is Political », février 1969 [en ligne], [consulté le 27 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.carolhanisch.org/CHwritings/PIP.html>>.

ORGANISATION OF WOMEN OF ASIAN AND AFRICAN DESCENT, « First National Black Women's Conference », 1979, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « OWAAD, Organisation of Women of Asian and African Descent », 01/04/04/01/04/02/27, Londres : Institute of Race Relations.

RED STOCKINGS, « No More Miss America », 22 août 1968, dans Alexander BLOOM et Wini BREINES (éds), *Takin' It to the Streets : A Sixties Reader*, Oxford : Oxford University Press, 2011, pp. 409-411.

SCANLON Hugh, *The Way Forward for Workers' Control*, Nottingham : Institute for Workers' Control, 1968 [en ligne], [consulté le 18 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.socialistrenewal.net/node/121>>.

STUDENT NON-VIOLENT COORDINATING COMMITTEE, « SNCC Position Paper », Waveland, Mississippi, novembre 1964, *Women and Social Movement in the United States, 1600-2000* [en ligne], [consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://womhist.alexanderstreet.com/SNCC/doc43.htm>>.

STUDENT NON-VIOLENT COORDINATING COMMITTEE, « Women, SNCC and Stokely : An email dialog, 2013-2014 », *Women and Social Movement in the United States, 1600-2000* [en ligne], [consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://womhist.alexanderstreet.com/SNCC/doc90.htm>>.

TROOPS OUT MOVEMENT, *Alternative White Paper on Ireland*, Londres : Literature Committee of the Troops Out Movement, 1974, [Box 10, 2a St Paul's Rd, N.1], Londres : British Library.

ULSTER VANGUARD, *Ulster – A Nation*, Ulster Vanguard Publication, avril 1972 [en ligne], [consulté le 5 avril 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/docs/vanguard72.htm>>.

UNIVERSAL COLOURED PEOPLE'S ASSOCIATION, « UCPA Black Power », 1967, document tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Universal Coloured People's Association (UCPA) », 01/04/04/01/04/01/17, Londres : Institute of Race Relations.

VIETNAM SOLIDARITY CAMPAIGN, « Why Vietnam Solidarity? Policy Statement by the Nation Council of the Vietnam Solidarity Campaign », Londres : Hatfield Press, 1966 [en ligne], [consulté le 23 juin 2018], disponible à l'adresse : <<https://www.marxists.org/history/etol/newspape/vsc/why-vietnam-solidarity.pdf>>.

#### 4.1.6. Discours

CHURCHILL Winston, débat à la Chambre des Communes, 16 août 1945, *Hansard 1803-2005*, 413, paragraphe 94 [en ligne], [consulté le 28 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://hansard.millbanksystems.com/commons/1945/aug/16/debate-on-the-address>>.

LEWIS Saunders, « The Fate of the Language », discours radiophonique, 13 février 1962 [en ligne], [consulté le 28 avril 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://morris.cymru/testun/saunders-lewis-fate-of-the-language.html>>.

MACMILLAN Harold, « The Wind of Change », Parlement d'Afrique du Sud, Le Cap, 3 février 1960, *South African History Online* [en ligne], [consulté le 20 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.sahistory.org.za/archive/wind-change-speech-made-south-africa-parliament-3-february-1960-harold-macmillan>>.

THATCHER Margaret, « Conservative Party Political Broadcast (Winter of Discontent) », 17 janvier 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 15 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/103926>>.

THATCHER Margaret, « Speech to Conservative Rally in Edinburgh », 25 avril 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 8 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/104043>>.

THATCHER Margaret, « General Election Press Conference ('Scottish Press Conference') », 26 avril 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 2 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/104045>>.

THATCHER Margaret, « Speech to Conservative Rally in Bolton », 1<sup>er</sup> mai 1979, *Margaret Thatcher Foundation* [en ligne], [consulté le 15 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.margaretthatcher.org/document/104065>>.

WILSON Harold, « Labour's Plan for Science », congrès annuel du Parti travailliste à Scarborough, 1<sup>er</sup> octobre 1963, *School of Politics and International Relations, University of Nottingham* [en ligne], [consulté le 2 février 2017], disponible à l'adresse : <<http://nottspolitics.org/wp-content/uploads/2013/06/Labours-Plan-for-science.pdf>>.

### 4.1.7. Mémoires, autobiographies et témoignages

- ALI Tariq, *Street Fighting Years : an Autobiography of the Sixties*, Londres : Verso, 2005.
- CASTLE Barbara, *The Castle Diaries: 1964-1976*, London: Macmillan, 1990.
- HARDING Norman, *Staying Red: Why I Remain a Socialist*, Londres : Index Books, 2005.
- HEATH Edward, *The Autobiography of Edward Heath: The Course of My Life*, Londres : Hodder and Stoughton, 1988.
- HUME John, *A new Ireland: politics, peace and reconciliation*, Cork : Roberts Rinehart Publishers, 1996.
- MCALISKEY Bernadette, *The price of my Soul*, Londres : Pan Books, 1972.
- MAILER Norman, *The Armies of the Night: History as a novel, the novel as history*, New York : Plume, 1994.
- NEWENS Arthur Stanley, « Memories of a Seminal Year », *International Socialism*, 112, 12 octobre 2006 [en ligne], [consulté le 26 avril 2017], disponible à l'adresse : <<http://isj.org.uk/memories-of-a-seminal-year/>>.
- O'NEILL Terence, *The autobiography of Terence O'Neill*, Londres : Hart-Davis, 1972.
- ROWBOTHAM Sheila, *Promise of a Dream: Remembering the Sixties*, New York : Verso, 2001.
- THATCHER Margaret, *The Downing Street Years*, New York : Harper Collins, 1993.
- WILSON Harold, *The Labour government, 1964-70: a personal record*, Harmondsworth : Penguin Books, 1974.

### 4.1.8. Autres supports

- THE BEATLES, « I want to hold your hand », *Meet the Beatles!*, Londres : EMI Studio, 1963.
- THE BEATLES, « Why don't we do it in the road », *The Beatles*, Londres : Apple Records, 1968.

## 4.2. SOURCES SECONDAIRES

### 4.2.1. Ouvrages

- ALEXANDER Robert J., *International Trotskyism 1929-1985: A Documented Analysis of the Movement*, Durham et Londres : Duke University Press, 1991.
- ANDREWS Geoff, *Endgames and New Times: The Final Years of British Communism, 1964-1991*, Londres : Laurence & Wishart, 2004.
- BARDON Jonathan, *A history of Ulster*, Belfast : Blackstaff Press, 1992.
- BECKETT Andy, *When the Lights Went Out: What Really Happened to Britain in the Seventies*, Londres : Faber and Faber, 2009.

- BELL Daniel, *The Coming of Post-Industrial Society*, New York : Basic Books, 1973.
- BOUCHIER David, *Idealism and revolution: new ideologies of liberation in Britain and the United States*, New York : St. Martin's Press, 1978.
- BOUCHIER David, *The Feminist Challenge: The Movement for Women's Liberation in Britain and in the United States*, Londres : Macmillan, 1983.
- BOURKE Joanna, *Working-Class Cultures in Britain 1890–1960: Gender, class and ethnicity*, Londres : Routledge, 2009.
- BRADLEY Quintin, *The Tenants' Movement: Resident Involvement, Community Action and the Contentious Politics of Housing*, New York : Routledge, 2014.
- BRUCE Steve, *Paisley: religion and politics in Northern Ireland*, Oxford : Oxford University Press, 2009.
- CAINE Barbara, *English Feminism: 1780-1980*, Oxford: Oxford University Press, 1997.
- CARSON Rachel, *Silent Spring*, Greenwich (Connecticut) : Fawcett, 1962.
- CARTER April, *Peace Movements: International Protest and World Politics Since 1945*, New York : Routledge, 2014.
- CHASTAGNER Claude, *Révoltes et utopies: militantisme et contre-culture dans l'Amérique des années soixante*, Paris, France : Presses universitaires de France, 2012.
- COLLEY Linda, *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, Londres : Pimlico, 2003.
- CROUCH Colin, *The Student Revolt*, Londres : Bodley Head, 1970.
- CRUIKSHANK Maragaret, *The Gay and Lesbian Liberation Movement*, New York : Routledge, 1992.
- DEBRAY Régis, *Revolution in the Revolution*, New York : Grove Press Inc., 1967.
- DEWITT John, *Indian Workers' Association in Britain*, Londres : Oxford Univeristy Press, 1969.
- DOOLEY Brian, *Black and Green: The Fight for Civil Rights in Northern Ireland and Black America*, Londres : Pluto Press, 1998.
- DRESSER Madge, *Black and White on the Buses: The 1963 Colour Bar Dispute in Bristol*, Bristol : Bristol Broadside, 1986.
- DUCLOS Nathalie, *La dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au pays de Galles : 1966-1999*, Nantes : Éditions du Temps, 2007.
- DUMBRELL John, *A Special Relationship: Anglo-American Relations from the Cold War to Iraq*, 2ème éd., Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2006.
- ELLISON Graham et Jim SMYTH, *The Crowned Harp: Policing Northern Ireland*, Londres : Pluto Press, 2000.
- ENGEL Stephen M., *The Unfinished Revolution: Social Movement Theory and the Gay and Lesbian Movement*, Cambridge : Cambridge University Press, 2001.
- EVANS David, *A History of Nature Conservation in Britain*, Londres : Routledge, 1997.
- EVANS D. Gareth, *A History of Wales: 1906-2000*, Cardiff : University of Wales Press, 2000.
- FARBER David, *The Age of Great Dreams: America in the 1960s*, New York : Hill and Wang, 1994.
- FARRELL Michael, *Northern Ireland: the Orange State*, Londres : Pluto Press, 1980.

- FRIEDAN Betty, *The Feminine Mystique*, New York : Dell, 1973, p. 11.
- FRYER Peter, *Staying Power: The History of Black People in Britain*, Londres : Pluto Press, 1984.
- GILROY, Paul, *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*, Cambridge : Harvard University Press, 1993.
- GOFFMAN Erving, *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York : Harper Colophon, 1974.
- GOODWIN Jeff et James JASPER (éds), *The Social Movements Reader: Cases and Concepts*, Chichester : Wiley Blackwell, 2015.
- GREEN Jonathon, *All Dressed up: The Sixties and the Counter-Culture*, Londres : Jonathan Cape, 1998.
- HARVIE Christopher, *Scotland and Nationalism: Scottish Society and Politics 1707 to the Present*, Abington : Routledge, 2004.
- HOGGART Richard, *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life with Special Reference to Publications and Entertainments*, Harmondsworth : Penguin Books, 1957.
- HOEFFERLE Caroline, *British Student Activism in the Long Sixties*, New York : Routledge, 2013.
- HOWELL Chris, *Trade Unions and the State: The Construction of Industrial Relations Institutions in Britain, 1890-2000*, Princeton : Princeton University Press, 2005.
- HUDSON Kate, *CND - Now More Than Ever: The Story of a Peace Movement*, Londres : Vision, 2005.
- INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton : Princeton University Press, 1977.
- JIVANI Alkarim, *It's Not Unusual: A History of Lesbian and Gay Britain in the Twentieth Century*, Londres : Michael O'Mara, 1997.
- JOSEPH Peniel E., *Stokely: A Life*, New York : Perseus Books Group, 2014.
- KEAN Hilda, *Animal Rights: Political and Social Change in Britain since 1800*, Londres : Reaktion Books, 1998.
- LATOUR Vincent, *Le Royaume-Uni et la France au test de l'immigration et à l'épreuve de l'intégration : 1930-2012*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2014.
- LENT Adam, *British Social Movements since 1945: Sex, Colour, Peace, and Power*, New York : Palgrave, 2001.
- LEVIN Simon A. (éd), *The Princeton Guide to Ecology*, Princeton : Princeton University Press, 2009.
- LLOYD Leonora, *Women Workers in Britain: A Handbook*, Londres : Socialist Women Publications, 1971.
- LOWE Rodney, *The Welfare State in Britain Since 1945*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2005.
- MACLEAY Iain et Andrew Murray SCOTT, *Britain's Secret War: Tartan terrorism and the Anglo-American State*, Édimbourg : Mainstream Publishing, 1990.
- MALCHOW Howard L., *Special Relations: The Americanization of Britain?*, Stanford : Stanford University Press, 2001.

- MARTIN Maureen M., *The Mighty Scot: Nation, Gender, and the Nineteenth-Century Mystique of Scottish Masculinity*, Albany : SUNY Press.
- MARWICK Arthur, *The Sixties: Cultural Revolution in Britain, France, Italy, and the United States, c.1958-c.1974*, Oxford : Oxford University Press, 1998.
- MATHIEU Lilian, *Comment lutter ? : sociologie et mouvements sociaux*, Paris : Textuel, 2004.
- MCADAM Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago : University of Chicago Press, 1999.
- MCALLISTER Ian et Richard ROSE, *United Kingdom Facts*, Londres : Palgrave Macmillan, 1982.
- MORGAN Kenneth O., *Rebirth of a Nation: Wales 1880-1980*, Oxford : Oxford University Press, 1981.
- MORGAN Kenneth O., *The People's Peace: British History, 1945-1989*, Oxford : Oxford University Press, 1990.
- NAGLE John, Mary-Alice C. CLANCY, *Shared Society or Benign Apartheid? Understanding Peace Building in Divided Societies*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2010.
- NEVEU Erik, *La sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 2005.
- NUTALL Jeff, *Bomb culture*, Londres : Paladin, 1972.
- PATERSON Lindsay, *The Autonomy of Modern Scotland*, Édimbourg : Edinburgh University Press, 1994.
- PITTOCK Murray, *The Road to Independence: Scotland since the Sixties*, Londres : Reaktion Books, 2002.
- POWER Lisa, *No Bath But Plenty of Bubbles: An Oral History of the Gay Liberation Front 1970-73*, Londres : Cassell, 1995.
- PURDIE Bob, *Politics in the streets: the origins of the civil rights movement in Northern Ireland*, Belfast : Blackstaff press, 1990.
- REID Carlton, *Bike Boom : The Unexpected Resurgence of Cycling*, Washington : Island Press, 2000.
- REVAUGER Cécile, Jean-Paul REVAUGER et Andrée SHEPHERD, *Le mémoire de civilisation britannique en maîtrise et en DEA*, Bordeaux, PUB Collection « Parcours universitaire », 2000.
- SANDBROOK Dominic, *Never Had It So Good: A History of Britain from Suez to the Beatles*, Londres : Abacus, 2005.
- SANDBROOK Dominic, *White Heat: A History of Britain in the Swinging Sixties*, Londres : Abacus, 2007.
- SANDBROOK Dominic, *State of Emergency: The Way We Were: Britain 1970-74*, Londres : Penguin, 2011.
- SANDBROOK Dominic, *Seasons in the Sun: The Battle for Britain, 1974-1979*, Londres : Penguin Books, 2013.
- SCALMER Sean, *Gandhi in the West: the Mahatma and the rise of radical protest*, Cambridge : Cambridge University Press, 2011.
- SIMMONS Ian G., *An Environmental History of Great Britain: From 10,000 Years Ago to the Present*, Édimbourg : Edinburgh University Press, 2001.

- SIVANANDAN Ambalavaner, *A Different Hunger: Writings on Black Resistance*, Londres : Pluto Press, 1982.
- SMITHEY Lee A., *Unionists, loyalists, and conflict transformation in Northern Ireland*, Oxford ; New York : Oxford University Press, 2011.
- SOLOMOS JOHN, *Race and Racism in Britain*, Londres, Macmillan, 1993.
- SUNDAY TIMES INSIGHT TEAM, *Ulster*, Londres : Penguin Books, 1972.
- TARROW Sidney, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 2011.
- THOMLINSON Nathalie, *Race, Ethnicity and the Women's Movement in England, 1968–1993*, Londres : Palgrave Macmillan, 2016.
- THOMPSON Edward Palmer, *The Making of the English Working Class*, New York : Vintage, 1966.
- TOURAINÉ Alain, *La société post-industrielle : naissance d'une société*, Paris : Denoël, 1969.
- WEEKS Jeffrey, *Coming Out: Homosexual Politics in Britain from the Nineteenth Century to the Present*, Londres : Quartet Books, 1979.
- WELLS Tom, *The War Within: America's Battle Over Vietnam*, Berkeley : University of California Press, 2005.
- WICHERT Sabine, *Northern Ireland since 1945*, Londres : Longman, 1999.
- WITTNER Lawrence, *Confronting the bomb: a short history of the world nuclear disarmament movement*, Stanford : Stanford University Press, 2009.
- WOLF Susan et Neil STANLEY, *Wolf and Stanley on Environment Law*, Oxford: Routledge, 2011.
- WOLFE Billy, *Scotland Lives: The Quest for Independence*, Édimbourg : Reprographia, 1973.
- WRENCH John, *Unequal Comrades: Trade Unions, Equal Opportunity and Racism*, Coventry : University of Warwick, 1986.
- WRIGLEY Chris, *British Trade Unions since 1933*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002.
- YOUNG Nigel, *An Infantile Disorder: the Crisis and Decline of the New Left*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1977.
- ZIERLER David, *The Invention of Ecocide: Agent Orange, Vietnam, and the Scientists Who Changed the Way We Think about the Environment*, Athens (Géorgie) : Georgia University Press, 2011.

#### 4.2.2. Contributions à des ouvrages collectifs

- ANGELO Anne-Marie, « 'We All Became Black': Tony Soares, African-American Internationalists, and Anti-Imperialism » dans KELLEY Robin D. G. et Stephen G. N. TUCK (éds.), *The Other Special Relationship: Race, Rights, and Riots in Britain and the United States*, New York : Palgrave Macmillan, 2015, pp. 95-102.

- CLARKE John, Stuart HALL, Tony JEFFERSON et Brian ROBERT, « Subcultures, cultures and class », dans Stuart HALL et Tony JEFFERSON (éds), *Resistance through Rituals: Youth subcultures in post-war Britain*, Abington : Routledge, Taylor & Francis Group, 2006, pp. 3-59.
- CONNOLLY S. J., « Lemass, Sean », dans S.J. CONNOLLY (éd), *The Oxford companion to Irish history*, Oxford : Oxford University Press, 1998, p. 313.
- DAVIS John, « Containing Racism? The London Experience, 1957-1968 » dans KELLEY Robin D. G. et Stephen G. N. TUCK (éds.), *The Other Special Relationship: Race, Rights, and Riots in Britain and the United States*, New York : Palgrave Macmillan, 2015.
- DEGROOT Gerard J., « Left, Left, Left!?: The Vietnam Day Committee, 1965-66 », dans Gerard DEGROOT (éd.), *Student Protest: The Sixties and After*, Harlow: Longman, 1998, pp. 85-99.
- DOHERTY Brian, Matthew PATERSON, et Benjamin SEEL, « Direct Action in British Environmentalism », dans Brian DOHERTY, Matthew PATERSON, et Benjamin SEEL (éds), *Direct Action in British Environmentalism*, Londres : Routledge, 2000, pp. 1-24.
- DUCLOS Nathalie, « The Idiosyncrasies of Scottish National Identity », dans A. MILNE et R. R. VERDUGO (dirs), *National Identity: Theory and Research*, Charlotte (Caroline du Nord) : Information Age Publishing, 2016, pp.83-112.
- ELLIS Sylvia, « 'A Demonstration of British Good Sense?' British Student Protest during the Vietnam War » dans Gerard DEGROOT (éd.), *Student Protest: The Sixties and After*, Harlow: Longman, 1998, pp. 54-69.
- FREY Michael, « The International Peace Movement », dans KLIMKE Martin et Joachim SCHARLOTH (éds), *1968 in Europe – A History of Protest and Activism 1956-1977*, New York : Palgrave Macmillan, 2008, pp. 33-44.
- HALL Stuart, « The 'First' New Left: Life and Times » dans Robin ARCHER et le OXFORD UNIVERSITY SOCIALIST DISCUSSION GROUP (éds), *Out of Apathy: Voices of the New Left Thirty Years on: Papers Based on a Conference Organized by the Oxford University Socialist Discussion Group*, Londres : Verso, 1989, pp. 13-38.
- HEMPTON David, « Ecumenism », dans S.J. CONNOLLY (éd.), *The Oxford companion to Irish history*, Oxford : Oxford University Press, 1998, pp. 167-68.
- HETTINGER Ned, « Environmental ethics », dans Mark BEKOFF et Carron MEANEY (éds), *Encyclopedia of Animal Rights and Welfare*, Westport : Greenwood Press, 1998.
- HMED Choukri, « Grève des loyers » dans FILLEULE Olivier, Lilian MATHIEU et Cécile PECHU (éds), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris : Presses de Sciences Po, 2009, p. 276.
- HOEFFERLE Caroline, « A Web of Interconnections: Student Peace Movements in Britain and the United States, 1960-1975 » dans Benjamin ZIEMANN (éd.), *Peace Movements in Western Europe, Japan and the USA during the Cold War*, Essen : Klartext, 2008, pp. 131-147.
- JAMESON Frederic, « Periodizing the 60s », dans Sohnia SAYRES, Anders STEPHANSON, Stanley ARONOWITZ et Frederic JAMESON, *The 60s without Apology*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 1984, pp. 178-209.

MCADAM Doug, « 'Initiator' and 'Spin off' Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles », dans Mark TRAUGOTT (éd.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham : Duke University Press, 1995, pp. 217-239.

MILES Robert et Annie PHIZACKLEA, « The British Trade Union Movement and Racism » dans Peter BRAHAM, Ali RATTANSI et Richard SKELLINGTON, *Racism and Antiracism: Inequalities, opportunities and policies*, Londres : Sage, 1992, pp. 30-45.

NEHRING Holger, « Great Britain » dans KLIMKE Martin et Joachim SCHARLOTH (éds), *1968 in Europe – A History of Protest and Activism: 1956-1977*, New York : Palgrave Macmillan, 2008, pp. 125-136.

OFFEN Karen, « Feminism », dans Peter N. STEARNS (éd), *Encyclopedia of Social History*, New York : Garland, 1994, pp. 356-58.

RILEY Denise, « Some Peculiarities of Social Policies Concerning Women in Wartime and Postwar Britain », dans Margaret RANDOLPH HIGGONET et al. (éds), *Behind the Lines: Gender and the Two World Wars*, New Haven: Yale University Press, 1987, pp. 260-271.

TAYLOR Richard, « Labour Party and CND: 1957-1984 », dans TAYLOR Richard et Nigel YOUNG (éds), *Campaigns for Peace: British Peace Movements in the Twentieth Century*, Manchester : Manchester University Press, 1987, pp. 100-130.

WEBB Clive, « Brotherhood, Betrayal, and Rivers of Blood: Southern Segregationists and British Race Relations » dans KELLEY Robin D. G. et Stephen G. N. TUCK (éds.), *The Other Special Relationship: Race, Rights, and Riots in Britain and the United States*, New York : Palgrave Macmillan, 2015.

WILLIAMS Colin H., « Restoring the language », dans Geraint H. JENKINS et Mari A. WILLIAMS (éds), *'Let's Do Our Best for the Ancient Tongue': The Welsh Language in the Twentieth Century*, Cardiff : University of Wales Press, 2000, p. 657-81.

YOUNG Nigel, « Tradition and innovation in the British Peace Movement: towards an analytical framework » dans TAYLOR Richard et Nigel YOUNG (éds), *Campaigns for Peace: British Peace Movements in the Twentieth Century*, Manchester : Manchester University Press, 1987, pp. 5-22.

### 4.2.3. Thèses universitaires

LENORMAND MARC, *Une histoire critique de l' « hiver du mécontentement » de 1978-1979 : Le mouvement syndical britannique face à la crise du travaillisme, l'extension de la conflictualité sociale et la montée de la nouvelle droite thatchérienne*, thèse de doctorat, sous la direction de Keith DIXON, Université Lumière Lyon II, 2012.

REVAUGER Jean-Paul, *La gauche extra-parlementaire britannique à l'épreuve : 1970-1980*, thèse de troisième cycle, sous la direction de Pierre MORERE, Université Stendhal Grenoble III, 1982.

REVAUGER Jean-Paul, *Le Pouvoir Aboli : L'idée d'autogestion en Grande-Bretagne 1900-1983*, thèse de doctorat d'État, sous la direction de Pierre MORERE, Université Stendhal Grenoble III, 1986.

WILSON Mark, *The British Environmental Movement: The Development of an Environmental Consciousness and Environmental Activism, 1945-1975*, thèse de doctorat, sous la direction de Joe STREET et Sylvia ELLIS, Université de Northumbria, 2014.

#### 4.2.4. Articles scientifiques

ANGELO Anne-Marie, « The Black Panthers in London: 1967-1972: A diasporic struggles navigates the Black Atlantic », *Radical History Review*, 103, hiver 2009, pp. 17-35.

BEPPER Brett, « Model migrants?: Sikh activism and race relations organisations in Britain », *Contemporary British History*, publié le 24 janvier 2017 [en ligne], [consulté le 29 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13619462.2017.1280400>>.

BECHHOFFER Frank, John H. GOLDTHORPE, David LOCKWOOD et Jennifer PLATT, « The Affluent Worker and the Thesis of Embourgeoisement: Some Preliminary Research Findings », *Sociology*, janvier 1967, 1, no. 1, pp. 11-31.

BENFORD Robert D. et David A. SNOW, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000, pp. 611-639.

BENNETT Yvonne, « Vera Brittain and the Peace Pledge Union » dans Ruth PIERSON (éd), *Women and Peace – Theoretical, Historical and Practical Perspectives*, Londres : Croom Helm, pp. 192-213.

BINARD Florence, « The British Women's Liberation Movement in the 1970s: Redefining the Personal and the Political », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no. 3, 2016, p. 61.

BORY Stéphanie, « 'A dream turned to ashes'? Les évolutions contradictoires du nationalisme gallois dans les années 1970 », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no.3, 2016, pp. 127-155.

BURKETT Jodi, « Re-Defining British Morality: 'Britishness' and the Campaign for Nuclear Disarmament 1958-68 », *Twentieth Century British History*, 21, n°2, 1<sup>er</sup> juin 2010, pp. 184-205.

CHARLOT Claire, « Plaid Cymru (1925-1979) : nationalisme gallois et dévolution », *Revue française de civilisation britannique*, XIV, no. 1, automne 2006, pp. 85-105.

COATES Peter, Tim COLE, Marianna DUDLEY et Chris PEARSON, « Defending Nation, Defending Nature? Militarized Landscapes and Military Environmentalism in Britain, France, and the United States », *Environmental History*, 16, juillet 2011, pp. 456-491.

DIXON Keith, « Ed Miliband et la question syndicale », *Savoir/Agir*, 3, no. 25, 2013, pp. 117-121.

HAGUE Cliff, « The development and politics of tenant participation in British council housing », *Housing Studies*, 5, no. 4, 1990, pp. 242-56.

HIGGS Michael, « From the street to the state: making anti-fascism anti-racist in 1970s Britain », *Race & Class*, 58, no. 1, 1<sup>er</sup> juillet 2016, p. 68.

HINTON James, « Self-help and Socialism: The Squatters' Movement of 1946 », *History Workshop*, 25, printemps 1988, pp. 100-126.

KELLIHER Diarmaid, « Solidarity and Sexuality: Lesbians and Gays Support the Miners 1984–5 », *History Workshop Journal*, 77, no. 1, 1<sup>er</sup> avril 2014, pp. 240-262.

LACHAUD Jean-Marc, « Du 'Grand Refus' selon Herbert Marcuse », *Actuel Marx*, 1, no. 45, 2009, pp. 137-148.

LAGADEC Patrick, « La catastrophe d'Aberfan : construire une catastrophe à force d'ignorer les signes avant-coureurs », *Mémoire des accidents, Préventique*, 134, mars-avril 2014, pp. 40-43.

LAKE Marilyn, « Female Desires: The Meaning of World War Two », *Australian Historical Studies*, 24, 1990, pp. 267-84.

LATOUR Vincent, « Between Consensus, Consolidation and Crisis: Immigration and integration in 1970s Britain », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no.3, 2016, pp. 141-156.

LEFKOWITZ Joel, « Movement Outcomes and Movement Decline: The Vietnam War and the Antiwar Movement », *New Political Science* 27, no. 1, mars 2005, pp. 1-22.

LERUEZ Jacques, « Syndicalisme et politique : les syndicats britanniques face au gouvernement conservateur, 1970-1974 », *Revue française de science politique*, 25, no. 5, 1975, pp. 919-45.

MANSOUR Claire, « The Cross-National Diffusion of the American Civil Rights Movement: The Example of the Bristol Bus Boycott of 1963 », *Miranda*, 10, 2014 [en ligne], [consulté le 30 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://miranda.revues.org/6360>>.

MATHIEU Lilian, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique Internationale*, 2, no. 27, 2005, pp. 147-161.

MCADAM Doug et Dieter RUCHT, « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas », *Annals of the American Academy of Political Science*, 528, juillet 1993, pp. 56-74.

MENACHEM Ruth, « Désorientations sexuelles. Freud et l'homosexualité », *Revue française de psychanalyse*, 67, no. 1, 2003, pp. 11-25.

MESSINA Antony M., « Postwar Protest Movements in Britain: A Challenge to Parties », *The Review of Politics* 49, no. 3, 1987, pp. 410-28.

MEHTA Harish C., « North Vietnam's Informal Diplomacy with Bertrand Russell: Peace Activism and the International War Crimes Tribunal », *Peace & Change*, 37, no. 1, 2012, pp. 64-94.

MITCHELL Juliet, « Women: the longest revolution », *New Left Review*, novembre-décembre 1966, pp. 11-37.

MOTARD Anne-Marie, « Introduction : les syndicats britanniques, déclin ou renouveau ? », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 15, no. 2, 2009, pp. 5-14.

NGUYEN Lien-Hang, « Revolutionary Circuits: Toward Internationalizing America in the World », *Diplomatic History*, 39, no. 3, 1<sup>er</sup> juin 2015, pp. 411-22.

NIHTINEN Atina L. K., « Gaelic and Scots in Devolved Scotland », *Studia Celtica Fennica*, 5, 2008, pp. 68-80.

OWUSU Kwesi, « The Struggle for a radical Black political culture: an interview with A. Sivanandan », *Race & Class*, 58, no. 1, 1<sup>er</sup> juillet 2016, pp. 6-16.

- PORION Stéphane, « La question de l'immigration au Royaume-Uni dans les années 1970 : le Parti conservateur, l'extrême droite et l'effet Powell », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no. 3, 2016, p. 170.
- QUINN Thomas, « Block Voting in the Labour Party : A Political Exchange Model », *Party Politics*, 8, mars 2002, pp. 207-226.
- REXROTH Kenneth, « Student Take Over », *New Left Review*, 5, septembre – octobre 1960 [en ligne], [consulté le 26 avril 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://newleftreview.org/I/5/kenneth-rexroth-students-take-over>>.
- REISS Matthias, « Forgotten Pioneers of the National Protest March: The National League of the Blind's Marches to London, 1920 & 1936 », *Labour History Review*, 70, no. 2, août 2005, pp. 133-65.
- SCALMER Sean, « Reinventing Social Movement Repertoires: The 'Operation Gandhi' Experiment », *Australian National University Research Publication*, 2002, [en ligne], [consulté le 27 mai 2016], disponible à l'adresse suivante : <<https://digitalcollections.anu.edu.au/handle/1885/41812>>.
- SEMIDEI Manuela, « L'opinion américaine et les pourparlers de paix », *Revue française de science politique*, 20, no. 2, 1970, pp. 349-62.
- SHEAIL John, « Nature Reserves, National Parks, and Post-war Reconstruction, in Britain », *Environmental Conservation*, 11, printemps 1984, pp. 29-34.
- STREET Joe, « Malcolm X's, Smethwick, and the Influence of the African American Freedom Struggle on British Race Relations in the 1960s », *Journal of Black Studies*, 38, no. 6, juillet 2008, pp. 932-50.
- SZEKELY Micaëla, « La gauche travailliste et le gouvernement Wilson (octobre 1964 – juin 1970) », *Revue française de science politique*, 21, no. 3, 1971, pp. 584-614.
- TAMAGNE Florence, « Genre et homosexualité. De l'influence des stéréotypes homophobes sur les représentations de l'homosexualité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 75, 2002/3, p. 65.
- TARROW Sidney, « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, 17, no. 2, été 1993.
- TILLY Charles, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne » *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 4, no. 1, 1984, pp. 89-108.
- THOMAS Nick, « Protests Against the Vietnam War in 1960s Britain: The Relationship between Protesters and the Press », *Contemporary British History*, 22, no. 3, septembre 2008, p. 335-54.
- TORRENT Mélanie, « A Commonwealth Approach to Decolonisation », *Études anglaises*, 65, no. 3, 2012, pp. 347-362.
- TRANMER Jeremy, « A force to be reckoned with? The Radical Left in the 1970s », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 21, no. 3, 2016, pp. 175-195.
- TUCK Stephen, « Malcolm X's Visit to Oxford University: U.S. Civil Rights, Black Britain, and the Special Relationship on Race », *The American Historical Review*, 118, 1, février 2013, pp. 76-103.

VICKERS Rhiannon, « Harold Wilson, the British Labour Party, and the War in Vietnam », *Journal of Cold War Studies*, 10, no. 2, 2008, pp. 41-70.

WELLINGS Ben, « Losing the Peace, Euroscepticism and the foundations of contemporary English nationalism », *Nations and Nationalism*, 16, no. 3, Juillet 2010, pp. 488-505.

WERNICKE Gunter et Lawrence S. WITTNER, « Lifting the Iron Curtain: The Peace March to Moscow of 1960–1961 », *The International History Review*, 21, no. 4, 1999, pp. 900-917.

WITTNER Lawrence, « The Misuse of the High-Minded: The British Government's First Campaign Against CND » *New Blackfriars*, 1991, pp. 56-59.

WRIGHT MILLS Charles, « Letter to the New Left », *New Left Review*, 5, septembre – octobre 1960 [en ligne], [consulté le 26 avril 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.marxists.org/subject/humanism/mills-c-wright/letter-new-left.htm>>.

WRIGLEY Chris, « Trade Unionists and the Labour Party in Britain: The Bedrock of Success », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 15, no. 2, 2009, pp. 59-72.

#### 4.2.5. Communications dans une manifestation scientifique

HANISH Carol, « A Women's Liberation Tribute to William Hinton and the Women of Long Bow », communication présentée le 3 avril 1999 dans le cadre d'une conférence intitulée « Understanding China's Revolution: A Celebration of the Lifework of William Hinton » à l'université de Columbia, New York [en ligne], [consultée le 22 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.carolhanisch.org/Speeches/HintonSpeech/HintonTribSpeech.html>>.

#### 4.2.6. Autres articles

« Vietnam solidarity: the determination to resist and the confidence to win », *Socialist Outlook*, 7, mai-juin 1988, pp. 26-29.

« Worth fighting for », *Socialist Review*, mai 1994, [en ligne], [consulté le 25 mars 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.marxists.org/history/etol/writers/mccann/1994/05/interview.htm>>.

« Ensemble! Pan-Canadian Women's Centres Conference: From isolation to solidarity », *Herizons*, hiver 1995, 8, no. 4, pp. 8-9.

« Whatever happened to the housewife? », *The Guardian*, 28 février 2000 [en ligne], [consulté le 1er novembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.theguardian.com/world/2000/feb/28/gender.uk>>.

« Counting the cost of London's killer smog (air pollution) », *Science*, 13 décembre 2002, pp. 2106-7.

« Ted Johns », *The Guardian*, 12 mai 2004 [en ligne], [consulté le 10 mars 2018], disponible à l'adresse : <<https://www.theguardian.com/news/2004/may/12/guardianobituaries.politics>>.

- « Enoch Powell's 'Rivers of Blood' speech », *The Telegraph*, 6 novembre 2007, [en ligne], [consulté le 28 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.telegraph.co.uk/comment/3643823/Enoch-Powells-Rivers-of-Blood-speech.html>>.
- « White riot: the week Notting Hill exploded », *The Independent*, 28 août 2008 [en ligne], [consulté le 23 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/white-riot-the-week-notting-hill-exploded-912105.html>>.
- « Celebrating 40 years of Gay Liberation », *Polari Magazine*, 15 août 2009 [en ligne], [consulté le 3 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.polarimagazine.com/opinion/celebrating-40-years-of-gay-liberation/>>.
- « Forty years of women's liberation », *The Guardian*, 26 février 2010 [en ligne], [consulté le 27 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2010/feb/26/forty-years-womens-liberation>>.
- « New papers reveal hunger strike secret of S4C's birth », *BBC News*, 30 décembre 2010 [en ligne], [consulté le 3 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.bbc.com/news/uk-wales-12062288>>.
- « Allan Horsfall: Influential gay rights campaigner », *The Independent*, 10 septembre 2012 [en ligne], [consulté le 29 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.independent.co.uk/news/obituaries/allan-horsfall-influential-gay-rights-campaigner-8125122.html>>.
- « Participation rate: now we are 50 », *Times Higher Education*, 25 juillet 2013 [en ligne], [consulté le 20 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.timeshighereducation.com/features/participation-rates-now-we-are-50/2005873.article>>.
- « Malcolm X's visit to Smethwick to fight racism remembered 50 years on », *The Birmingham Mail*, 16 février 2015, [en ligne], [consulté le 30 août 2017], disponible à l'adresse suivante <<http://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/malcolm-xs-visit-smethwick-remembered-8653592>>.
- « The pool of blood that changed my life », *BBC News*, 5 août 2015, [en ligne], [consulté le 30 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.bbc.com/news/magazine-33725217>>.
- « Appollo 8 », Witness, 2016, *BBC World Service* [en ligne], [consulté le 23 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.bbc.co.uk/programmes/p04knm80>>.
- « The era when gay spies were feared », *BBC News*, 20 janvier 2016 [en ligne], [consulté le 29 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.bbc.com/news/magazine-35360172>>.
- « Scores die in Sharpeville shoot-out », *BBC News* [en ligne], [consulté le 28 avril 2017], disponible à l'adresse suivante : <[http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/march/21/newsid\\_2653000/2653405.st](http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/march/21/newsid_2653000/2653405.st)>.



## 5. **ANNEXES**



## Annexe 1

Photographies du cortège de la grande marche de Pâques (1958)



Sur ces photographies, les marcheurs de la première grande marche de Pâques en 1958 s'acheminent le long des 83 kilomètres séparant Londres de l'usine d'armements d'Aldermaston. Ils arborent des banderoles sobres, au lettrage blanc sur fond noir caractéristique, et des pancartes en forme de sucettes avec le signe sémaphore « N. D. » du désarmement nucléaire, devenu l'emblème officiel des différentes organisations luttant pour cette cause : le *Direct Action Committee* (puis le *Committee of 100*) et la *Campaign for Nuclear Disarmament*.

Source : *Peace News*, 18 avril 1958, p. 5. British Library, General Reference Collection, LOU.LON 515[1958], Londres [consulté en juin 2017].

## Annexe 2

### Photographies des cortèges des grandes marches de Pâques en Europe (1962)



Ces photographies des cortèges des grandes marches de Pâques de 1962 aux Pays-Bas (à gauche), et en Allemagne de l'Ouest (à droite) témoignent de la diffusion du mouvement britannique, à commencer par la tactique elle-même, ainsi que l'emblème bien visible du désarmement nucléaire, créé par l'artiste Gerard Holtom. Ces manifestations reflétaient également les efforts de synchronisation transnationale des différentes mobilisations, soulignant l'étendue de la menace que représentaient les armes de destruction massive pour l'humanité toute entière.

Source: *Peace News*, 4 mai 1962, p. 6. British Library, General Reference Collection, LOU.1955[1962], Londres [consulté en juin 2017].

### Annexe 3

Photographie d'un drapeau pacifiste lors d'une manifestation contre la guerre du Vietnam à Washington (1973)



Ce drapeau américain est orné du symbole du mouvement britannique pour le désarmement nucléaire, repris par les opposants à la guerre du Vietnam à travers le monde. Il est ainsi devenu un symbole universel de paix.

Source: H HISTORY, « Vietnam: Anti-war protests (13) », 1973, [www.history.com](http://www.history.com), [consultée le 8 août 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.history.com/topics/vietnam-war/vietnam-war-history/pictures/vietnam-anti-war-protests/peace-flag-at-an-antiwar-protest-4>>.

## Annexe 4

Photographie du spectacle de marionnettes géantes à l'issue de la marche de Pâques (1966)



Un spectacle de marionnettes de six mètres de haut intitulé *Punch and Judas* fut organisé devant le bâtiment de la *National Gallery*, à Trafalgar Square, à l'issue de la grande marche de Pâques de 1966. La représentation visait à dénoncer le soutien du gouvernement Wilson à l'intervention américaine au Vietnam. On voit sur la gauche l'effigie d'Harold Wilson, dont la boîte crânienne s'ouvre pour laisser sortir un nouveau-né, tandis que le président Johnson est représenté sous la forme d'un missile nucléaire, tout à fait à droite de l'image.

Source : « Protest: Lyrical, satirical and stifled – CND rally, Trafalgar Square, Easter 1966 », *Peace News*, 15 avril 1966. British Library, General Reference Collection, LOU.558[1966], Londres [consulté en juin 2017].

## Annexe 5

Défilé de pacifistes participant à un *happening* contre la guerre du Vietnam (juin 1966)



En juin 1966, environ deux cent militants paradèrent dans les rues de Londres affublés de costumes de soldats croisés et de masques de moutons ou de loups afin de protester contre la guerre du Vietnam. Les moutons représentaient les populations des pays occidentaux, suivant sans réfléchir leurs dirigeants belliqueux, les quelques loups du cortège, dans un conflit présenté comme une croisade anti-communiste.

Source : « Soldier sheep in London », *Peace News*, 3 juin 1966, p. 1. British Library, General Reference Collection, LOU.558[1966], Londres [consulté en juin 2017].



## Annexe 7

Une de *Beaver* sur la ségrégation raciale aux États-Unis et la *colour bar* au Royaume-Uni

**Union AGM**

The new Union Council takes office at tomorrow's AGM. The Academic staff and senior members of the Administrative staff have been invited, as have representatives of all the other London University colleges.

Business will include the election of a new honorary president.

NEWSPAPER OF THE STUDENTS' UNION    JUNE 16th, 1960    THREEPENCE



Beaver

LONDON SCHOOL OF ECONOMICS & POLITICAL SCIENCE - UNIVERSITY OF LONDON

## RACE BAR

### in 'Student' club

by DON ESSELMONT

The "Whisky A'Go Go", a 'student' club in Soho will not admit negroes as members. This was proved in a 'Beaver' investigation completed just as we went to press.

The club, run by the 'Students' United Social Association—not recognised as a student body by NUS—advertises in University publications and was favourably mentioned in the NUS *Student Guide to London*. One of their advertisements appears on page 4 of this issue of 'Beaver'.

The investigation started with a phone call to the secretary of the club, who said I would have to apply in person at the club, but it would not be necessary to be proposed by a member.

Three days later Bertie Hines, West Indian chairman of the Labour Society, was told there was a waiting list.

The next step came last Thursday when John Moore, fair-haired retiring president of the Union, was accepted as a member. He mentioned two L.S.E. students whom he believed to be members.

Even this formality was proved to be unnecessary for a white applicant on the following night. Chris Jecchinia, who is a research student here, and I were admitted to the club, and allowed to buy liquor at the bar. We did not have any member of the club to propose us, nor were we asked for one.

Having established that membership could be obtained so easily, we were ready to make our last experiment.

An economics student from Tanganyika, Martin Kazuka, went to the club on Saturday, June 11th.

He was told there was a waiting list. He was shown lists of applicants on a notice board. He was told these were the names of persons on the waiting list. In fact they included the names of Jecchinia and myself, who had been drinking in the club as members the night before!

He asked when he would be able to join. He was told that some people had been on the waiting list for nine months—and that he might have to wait even longer.

## No MI 5 Probe

Education Minister David Eccles recently denied in the House of Commons allegations that MI5 had asked a headmaster to investigate the loyalty of his sixth form pupils. But he said that a headmaster was entitled to try to influence his pupil's political views.

**NO BADGES**

The headmaster — of William Ellis Grammar School, in Highgate — said he thought the whole affair a "utterly untrue" that security officers had checked on the politics of pupils still at school. But he said it was normal practice for security officers to make such inquiries when a former pupil applied for a security risk job. "In future," he said, "I shall rule such questions out of order and refuse to answer them".

A former pupil of the school, now at L.S.E., said he thought the whole affair a storm in a teacup. Political interest at the school had been stimulated when a branch of the Council for Education in World Citizenship had been formed. The headmaster had been concerned at the propaganda activities of some pupils and had forbidden the wearing of political badges after photographs of pupils at a demonstration had appeared in the press.



Bertie Hines was told there was a waiting list

## SIT DOWNS

Five students are at present serving sixty-day prison sentences in Leon County Jail, Florida. They are only a part of a new struggle against racial discrimination in the USA. Both English and American papers have carried reports, but apart from those appearing in the 'Nation' and the 'New York Post', they have given little indication of the extent of the movement.

The campaign is officially known as 'The Campaign to Defend Martin Luther King' (he was the leader of the 1956 Montgomery bus boycott). It is at present supported by the 320,000-strong National Association for the Advancement of Coloured People, union leaders like Walter Reuther and the Young Peoples Socialist League, an organisation currently trying to build an American Labour Party.

The extent of recent activities is surprising; in Tallahassee, Fla., alone, thirty-five students have been fined or imprisoned, while many more have been expelled from their colleges and part-time jobs after demonstrating for negro rights. Both white and coloured students are involved. Sit-ins themselves, in segregated snack-bars, art galleries, libraries and theatres, are only a part of the campaign. A mass meeting of 1,200 coloured students in Orangeburg was broken up by the police with fire-hoses and tear-gas. Attempts have been made in recent weeks to boycott chain-stores whose southern branches practise discrimination. To quote a pamphlet used when a branch of Woolworths was picketed so effectively that it closed down: "... This and every other Woolworth store is directly controlled by the national chain. Every dollar and dime spent here is an endorsement of the chain's policy of racial segregation and discrimination. DON'T BACK SOUTHERN SEGREGATION WITH YOUR MONEY."

A recent New York charity performance, with such stars as Harry Belafonte, Shelly Winters, Sidney Poitier, Sarah Vaughan and Dorothy Dandridge has accelerated publicity and fund-raising for the campaign and for the international petition against segregation in Woolworths. Many more personalities from the entertainment world are connected with the movement. The *Monthly Review* recently wrote:

... this movement is totally unlike anything that has occurred in recent years, in fact, one must go back to the days of the CIO organising campaigns and the Spanish Civil War to find comparable movements.

The coloured people of the USA have already won certain advantages from this publicity and sacrifice: in Nashville,

Dorothy Dandridge, pictured below, actively supports the campaign.



Photo: Warner-Pathe

**BEAVER FOUND**

The Union mascot has been found. Recently Mrs. Boman received a telephone message from an anonymous caller, saying that "Beaver" would be returned if £5 was sent as "ransom" to the World Refugee Year Committee. It is not yet known who was responsible.

**NEVER HAD IT SO GOOD**

It was announced recently that the late Lord Bracken left £15,000 to Churchill College, the new foundation at Cambridge. He asked that the money be used to furnish a number of rooms — and to stock the Master's cellar.

### International Summer School

The plan for an international summer school at L.S.E. is now well advanced. The Director has given his approval, and promised his support. Delegates have been invited from fifteen universities, including three behind the Iron Curtain and all the members of CEDESE.

The programme extends from 26 June to 8 July, and includes a number of lectures, discussions and visits to places of interest. President-elect Eddie Lock, who drew up the programme, is revealed as a man of catholic tastes: our visitors will be going to the House of Commons, a Kenwood concert, and to a musical and a pub-crawl.

Students of the School are being asked to take part in the activities arranged, in order to help make the affair a success.

**Wanted**

**YOUR ASSURANCE OR INSURANCE PROBLEMS**

Write or Phone

**MIKE COHEN**

Ling House, Dominion St., E.C.2

ELS 5708    MON 0511

Cette une montre la mise en parallèle des *sit-ins* étudiants contre la ségrégation dans le Sud des États-Unis et de l'enquête des étudiants de la LSE sur la *colour bar* à Londres.

Source : *The Beaver*, 16 juin 1960, p. 1. LSE DIGITAL LIBRARY [en ligne], [consulté le 13 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante

<<https://digital.library.lse.ac.uk/objects/lse:qig307fit>>.

## Annexe 8

Photographie en double page de Daniel Cohn-Bendit en 1968



DANIEL COHN-BENDIT pictured here in Paris giving a Press Conference at the height of the Paris riots.

Known as "Danny the Red", he achieved a large measure of fame and blame.

Cohn-Bendit caused Parliamentary uproar when he was admitted to Britain to take part in a recent B.B.C. programme.

From the Heart of the French Students' Revolution . . .

## THE SORBONNE SLOGAN: L'IMAGINATION PREND LE POUVOIR...

● This article was sent to Union News by a Lancaster University student, Susan George. It was written at the height of the Sorbonne student revolution. As such it represents a highly personalised view. The opinions expressed are not necessarily those of this paper...

**IMAGINATION** takes over the Sorbonne. Opinion is mobilised. Insurrection ferments.

The daring claim to let Imagination take power represents the struggle of man to free himself from the archaic structures and the inhuman bureaucracy of the French capitalist society of consumption.

This idealism of the Nanterre movement of March 22nd demands the freedom of man from the capitalist system and the abolition of National frontiers. Thwarted in its desire for revolution it turned to the Sorbonne and became the impulse of the student uprising.

Nanterre, a small modern annexe of the Sorbonne has a campus in a cultural desert surrounded by slums. Its awareness of society is consequently more acute and discontent more easily mobilised.

### CULTURAL DESERT

Dissatisfaction in the Sorbonne is rooted in its huge size, the aristocratic hierarchy separating staff and students, obsolete curricula and irrelevant examinations. The sheer size of seminars of seventy students made contacts between staff and students impossible—even when this was desired.

The students, oppressed by the demands of examinations aiming at a test memory rather than exercise of applied intelligence, were convinced of their justified fear of unemployment and their loss of identity within the system would be ignored by the authorities.

The majority were politically unaware and afraid to join time-consuming extremist groups. They had no confidence in an apathetic union of students' 'L' Union Nationale des Etudiants de France' (L'U.N.E.F.).

This ferment was unshaken by the closure of the Sorbonne because of fears skirmishes between right and left-wing groups in the Sorbonne courtyard. Frenchmen of the police. Disrespect for the law. The physical evidence of the indifference of the University on the government. These factors mobilised separate students and provoked opinion against the Sorbonne.

Arrestal police oppression stifled the process.

The position of the U.N.E.F. changed to become a body representing the desperate students' demand for the reform of the University. At the same time it became sympathetic to the movement of March 22nd — challenging not only the university but the whole of society.

### THE WORKERS

The effectiveness of direct action — the occupation of the Sorbonne — encouraged the workers to take over the factories. This action was largely outside political or syndicalisation, on the initiative of the workers and at the expense of strike without

Despite the distrust in the Communist Party and the Unions an alliance was formed between students and workers outside political and syndical affiliation, based on a belief in autogestion and direct democracy.

The same exhilarating sense of initiative was felt by the students occupying the universities and by the workers occupying their factories with relatively easy interpenetration.

The ability to act, awakened students from amorphous automatons into thinking articulate human beings. Individuality has at last become a virtue. For the first time direct participation is experienced.

### NEW UNIVERSITY

The relapse by some into politically fragmented units and the disrespect for any form of authority were reactions to the previous repression.

The practical details of reform are still vague and Imagination must take over to create the new University. What is clear is the ideal of a popular university of contestation — one which will not eventually sever the student from the worker when the graduate becomes part of the élite.

There is divergence between University reform within the system and a university which attacks the existing system. An attack on the 'bourgeois' premium in education will not succeed by the extension of grants but by destroying the notion that education is a fight for economic survival and is a saleable commodity of the bourgeois.

The students taking part in the commissions attack the inhumanity of the system but often split with those who believe equality between bourgeois and worker cannot be achieved without the destruction of the bourgeois.

### REFORM

Can there be a reform in Education without a reform of the society?

Despite the confusion of ideas and interests in educational circles much has been achieved. Autonomy has been obtained and has acted as a catalyst to grammar school students, to parents and to most of the population. The whole country is starting to think and to oppose stifling hierarchy with democratic participation.

The outcome of this massive agitation and whirlpool of thought is uncertain. The

strength of General de Gaulle lies in the stability he represents, in face of the chaos of the Federation of the Left. However, a new force has to be contested which opposes both Gaullists and the Federation who are imbued with the mentality of the capitalist system. This force is the potential of the workers and students who have taken the initiative outside any system.

### PARTICIPATION

The new spirit of direct participation felt in universities, hospitals and factories cannot be destroyed. This direct democracy will not be able to be channelled into the existing structure but must find its own evolution.

This is the originality of the event which promises a development into a European form of radical socialism which relies on the expression of the individual instead of this domination by the state.

The individual is feeling his own importance, is reassessing the values of a society which uses him and rejects his personality, of a society which stresses possession and ignores the human-being.

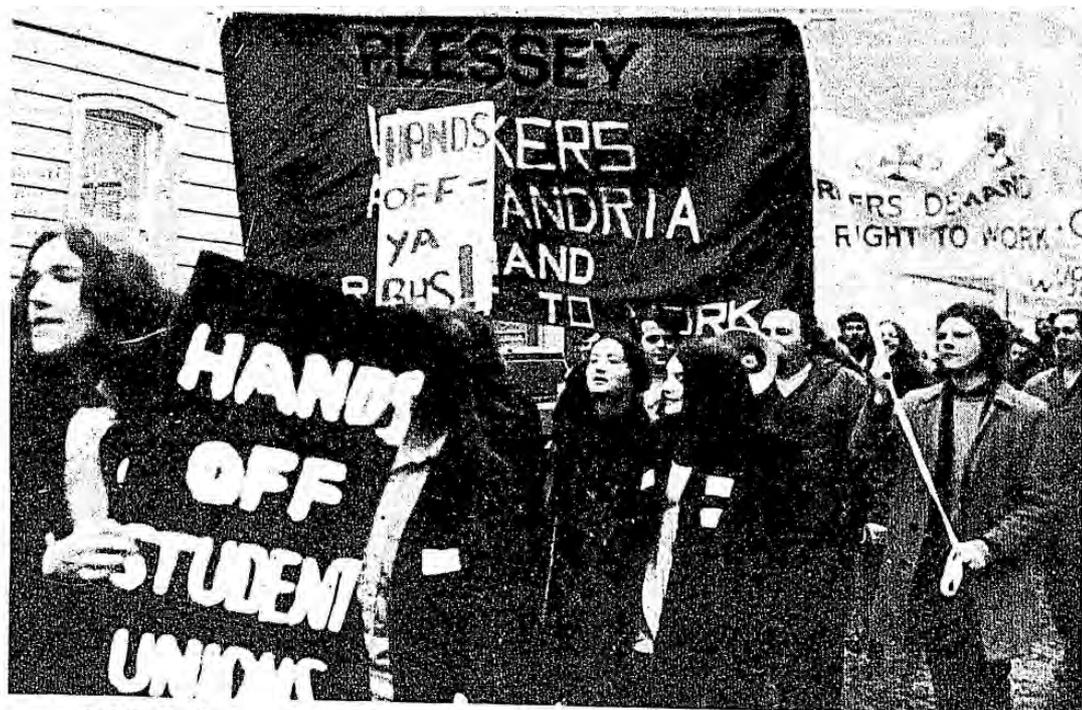
Edited by :  
MIKE PEARSON

Suite à son rôle de meneur étudiant lors des événements de mai 1968, Daniel Cohn-Bendit fut propulsé sur le devant de la scène internationale, comme en témoignait ce portrait en double page du journal étudiant de l'université de Leeds. L'article louait également l'alliance établie entre les étudiants et les travailleurs français lors de ce soulèvement.

Source : « The Sorbonne slogan: l'imagination prend le pouvoir », *Union News*, 21 juin 1968, pp. 6-7. LEEDS UNIVERSITY DIGITAL LIBRARY, University Newspaper [en ligne], [consulté le 13 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante : < <http://digital.library.leeds.ac.uk/id/eprint/5569>>.

## Annexe 9

Photographie des banderoles des ouvriers de Glasgow manifestant en solidarité avec les étudiants



### Worker – Student Solidarity at last?

Sur la photographie centrale, on peut observer les banderoles des ouvriers de l'usine de composants électroniques de l'entreprise *Plessey* à Alexandria et des chantiers navals de l'Upper Clyde venus apporter leur soutien aux étudiants lors de leur manifestation contre les propositions de réforme de Margaret Thatcher, alors ministre de l'Éducation et des sciences, portant sur le financement des syndicats étudiants.

Source : « Action day – Guardian photo - news & comment », *Glasgow University Guardian*, 15 décembre 1971, p. 4. GLASGOW UNIVERSITY, GLASGOW GUARDIAN DIGITAL ARCHIVE [en ligne], [consulté le 13 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante : [https://www.gla.ac.uk/myglasgow/archives/guardian/display/?page\\_id=1516&edition\\_id=222](https://www.gla.ac.uk/myglasgow/archives/guardian/display/?page_id=1516&edition_id=222).

## Annexe 10

Photographie d'un meneur étudiant de l'université de Warwick s'adressant aux ouvriers en grève

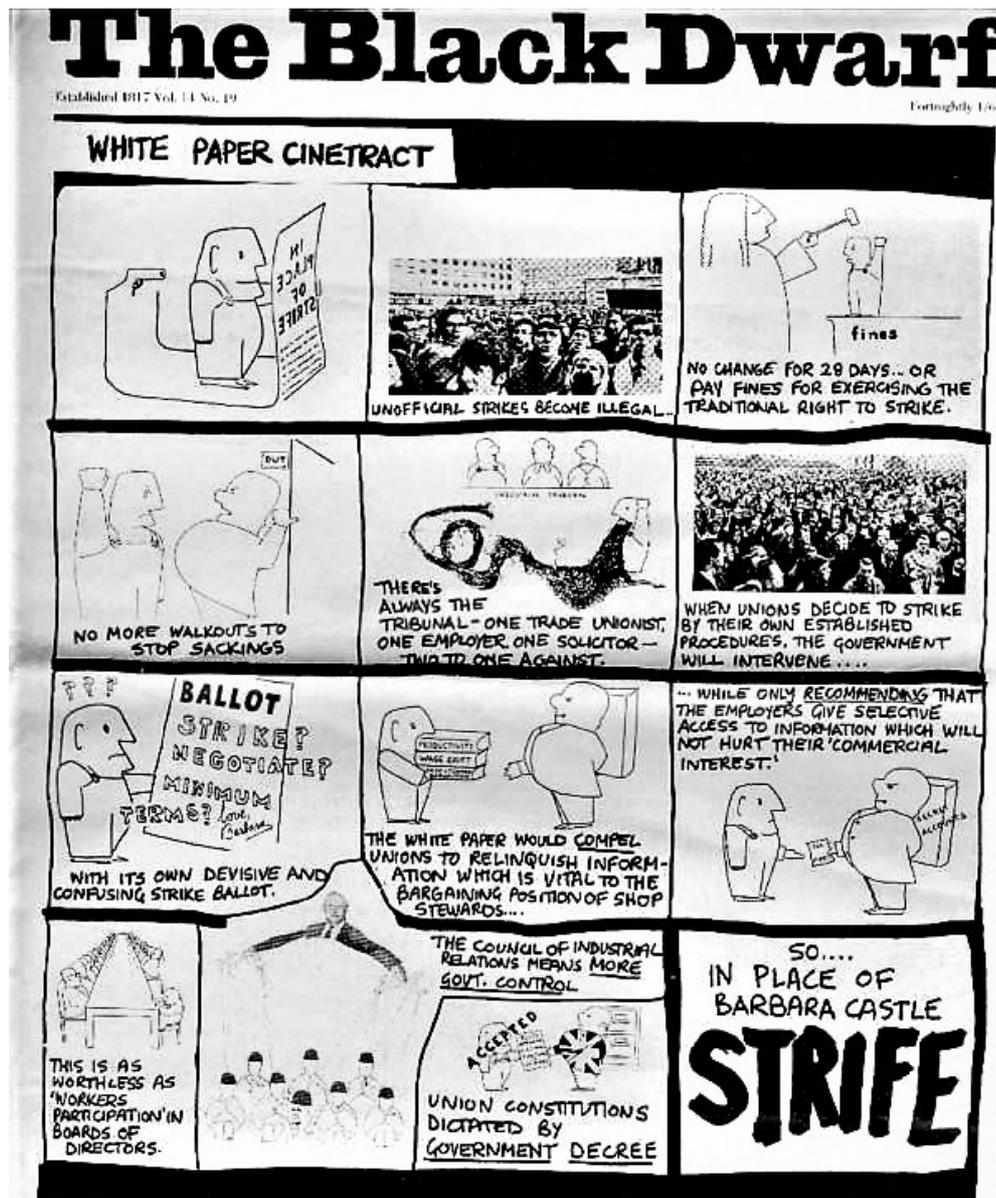


Nick Male, vice-président du syndicat des étudiants de l'université de Warwick, prit la parole devant les ouvriers grévistes de l'usine *Triumph* de Meriden pour leur affirmer le soutien des étudiants de l'université.

Source : «Meriden: 'We will Triumph'», *Warwick Boar*, 22 novembre 1973, p. 1. WARWICK UNIVERSITY, WARWICK DIGITAL COLLECTIONS [en ligne], [consulté le 13 octobre 2017], disponible à l'adresse suivante : <http://contentdm.warwick.ac.uk/cdm/compoundobject/collection/boar/id/446/rec/3>.

## Annexe 11

Une du journal *The Black Dwarf* en mai 1969 dénonçant l'antisyndicalisme du livre blanc *In Place of Strife*



Les vignettes de ce dessin fustigent les propositions de réforme de l'activité syndicale contenues dans le livre blanc *In Place of Strife* de la ministre travailliste de l'Emploi et de la productivité Barbara Castle, dont le but était avant tout de réduire le nombre de grèves sauvages. Les deux points les plus controversés permettaient au gouvernement d'imposer l'instauration d'une période de réflexion de 28 jours avant le début d'une grève, représentée dans le coin supérieur droit comme une violation du droit de grève, ou encore d'exiger la tenue d'un scrutin, dans la première case de la troisième rangée. La dernière case exhortait les lecteurs à se mobiliser contre ce texte.

Sources : « White paper cintract », *The Black Dwarf*, juillet 1969, p. 1 [en ligne], [consulté le 7 mars 2018], disponible à l'adresse suivante :

<<https://www.marxists.org/history/etol/newspape/black-dwarf/v14n14-nodate.pdf>>.



### Annexe 13

Photographie d'un cortège de manifestants du *Black Panther Movement* à Londres



Les activistes du *Black Panther Movement* arborant les symboles du *Black Panther Party* américain : bérets noirs, badges et drapeau à l'effigie de la panthère noire. Contrairement à leurs homologues outre-Atlantique, ils ne portent pas d'armes. Les messages sur les banderoles insistent sur l'unité des peuples opprimés à travers le monde.

Source : Neil KENLOCK, « Photographie sans titre », dans Bruno BAYLEY, *The amazing lost legacy of the British Black Panthers* [en ligne], [consulté le 12 septembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.vice.com/sv/article/9bz5ee/neil-kenlocks-photos-give-the-british-black-panthers-the-legacy-they-deserve>>.

# Annexe 14

## Programme en dix points du Black Panther Party

### WHAT WE WANT NOW!

**WHAT WE WANT**

1. WE WANT FREEDOM. WE WANT POWER TO DETERMINE THE DESTINY OF OUR BLACK COMMUNITY.
2. WE WANT FULL EMPLOYMENT FOR OUR PEOPLE.
3. WE WANT AN END TO THE ROBBERY BY THE WHITES MAN OF OUR BLACK COMMUNITY.
4. WE WANT DECENT HOUSING, FIT FOR SHELTER OF HUMAN BEINGS.
5. WE WANT EDUCATION FOR OUR PEOPLE THAT EXPOSES THE TRUE NATURE OF THIS "DECADENT" AMERICAN SOCIETY. WE WANT EDUCATION THAT TEACHES US OUR TRUE HISTORY AND OUR ROLE IN THE PRESENT DAY SOCIETY.
6. WE WANT ALL BLACK MEN TO BE EXEMPT FROM MILITARY SERVICE.
7. WE WANT AN IMMEDIATE END TO POLICE BRUTALITY AND MURDER OF BLACK PEOPLE.
8. WE WANT FREEDOM FOR ALL BLACK MEN HELD IN FEDERAL, STATE, COUNTY, AND CITY PRISONS AND JAILS.
9. WE WANT ALL BLACK PEOPLE WHEN BROUGHT TO TRIAL TO BE TRIED IN COURT BY A JURY OF THEIR PEER GROUP OR PEOPLE FROM THEIR BLACK COMMUNITIES, AS DEFINED BY THE CONSTITUTION OF THE UNITED STATES.
10. WE WANT LAND, BREAD, HOUSING, EDUCATION, CLOTHING, JUSTICE AND PEACE.

### WHAT WE BELIEVE

1. WE BELIEVE THAT BLACK PEOPLE WILL NOT BE FREE UNTIL WE ARE ABLE TO DETERMINE OUR DESTINY.
2. WE BELIEVE THAT THE FEDERAL GOVERNMENT IS RESPONSIBLE AND OBLIGATED TO GIVE EVERY MAN EMPLOYMENT OR A GUARANTEED INCOME. WE BELIEVE THAT IF THE WHITE AMERICAN BUSINESS MEN WILL NOT GIVE FULL EMPLOYMENT, THEN THE MEANS OF PRODUCTION SHOULD BE TAKEN FROM THE BUSINESS MEN AND PLACED IN THE COMMUNITY SO THAT THE PEOPLE OF THE COMMUNITY CAN ORGANIZE AND EMPLOY ALL OF ITS PEOPLE AND GIVE A HIGH STANDARD OF LIVING.
3. WE BELIEVE THAT THIS RACIST GOVERNMENT HAS ROBBED US AND NOW WE ARE DEMANDING THE OVERSE DIRT OF FORTY ACRES AND TWO MULES. FORTY ACRES AND TWO MULES WAS PROMISED 160 YEARS AGO AS RECOMPENSE FOR SLAVE LABOR AND MASS MURDER OF BLACK PEOPLE. WE WILL ACCEPT THE PAYMENT IN CURRENCY WHICH WILL BE DISTRIBUTED TO OUR PEER COMMUNITIES. THE GERMANS ARE NOW AIDING THE JEWS IN ISRAEL FOR THE GENOCIDE OF THE JEWISH PEOPLE. THE GERMANS MURDERED 6,000,000 JEWS. THE AMERICAN RACIST HAS TAKEN PART IN THE SLAUGHTER OF OVER 50,000,000 BLACK PEOPLE; THEREFORE, WE FEEL THAT THIS IS A MODEST DEMAND THAT WE MAKE.
4. WE BELIEVE THAT IF THE WHITE LANDLORDS WILL NOT GIVE DECENT HOUSING TO OUR BLACK COMMUNITY, THEN THE HOUSING AND THE LAND SHOULD BE MADE INTO COOPERATIVES SO THAT OUR COMMUNITY, WITH GOVERNMENT AID, CAN BUILD AND MAKE DECENT HOUSING FOR ITS PEOPLE.
5. WE BELIEVE IN AN EDUCATIONAL SYSTEM THAT WILL GIVE TO OUR PEOPLE A KNOWLEDGE OF SELF. IF A MAN DOES NOT HAVE KNOWLEDGE OF HIMSELF AND HIS POSITION IN SOCIETY AND THE WORLD, THEN HE HAS LITTLE CHANCE TO RELATE TO ANYTHING ELSE.

### WHAT WE BELIEVE

6. WE BELIEVE THAT BLACK PEOPLE SHOULD NOT BE FORCED TO FIGHT IN THE MILITARY SERVICE TO DEFEND A RACIST GOVERNMENT THAT DOES NOT PROTECT US. WE WILL NOT FIGHT AND KILL OTHER PEOPLE OF COLOR IN THE WORLD WHO, LIKE BLACK PEOPLE, ARE BEING VICTIMIZED BY THE WHITE RACIST GOVERNMENT OF AMERICA. WE WILL PROTECT OURSELVES FROM THE FORCE AND VIOLENCE OF THE RACIST POLICE AND THE RACIST MILITARY, BY WHATEVER MEANS NECESSARY.
7. WE BELIEVE WE CAN END POLICE BRUTALITY IN OUR BLACK COMMUNITY BY ORGANIZING BLACK SELF DEFENSE GROUPS THAT ARE DEDICATED TO DEFENDING OUR BLACK COMMUNITY FROM RACIST POLICE OPPRESSION AND BRUTALITY. THE SECOND AMENDMENT OF THE CONSTITUTION OF THE UNITED STATES GIVES US A RIGHT TO BEAR ARMS. WE THEREFORE BELIEVE THAT ALL BLACK PEOPLE SHOULD ARM THEMSELVES FOR SELF DEFENSE.
8. WE BELIEVE THAT ALL BLACK PEOPLE SHOULD BE RELEASED FROM THE MANY JAILS AND PRISONS BECAUSE THEY HAVE NOT RECEIVED A FAIR AND IMPARTIAL TRIAL.
9. WE BELIEVE THAT THE COURTS SHOULD FOLLOW THE UNITED STATES CONSTITUTION SO THAT BLACK PEOPLE WILL RECEIVE FAIR TRIALS. THE 14TH AMENDMENT OF THE U.S. CONSTITUTION GIVES A MAN A RIGHT TO BE TRIED BY HIS PEER GROUP. A PEER IS A PERSON FROM A SIMILAR ECONOMIC, SOCIAL, RELIGIOUS, GEOGRAPHICAL, ENVIRONMENTAL, HISTORICAL AND RACIAL BACKGROUND. TO DO THIS THE COURT WILL BE FORCED TO SELECT A JURY FROM THE BLACK COMMUNITY FROM WHICH THE BLACK DEFENDANT CAME. WE HAVE BEEN ABUSED AND TRICKED BY ALL WHITE JURIES THAT HAVE NO UNDERSTANDING OF THE "AVERAGE REASONING MAN" OF THE BLACK COMMUNITY.
10. WHEN IN THE COURSE OF HUMAN EVENTS, IT BECOMES NECESSARY FOR ONE PEOPLE TO DISSOLVE THE POLITICAL BONDS WHICH HAVE CONNECTED THEM WITH ANOTHER, AND TO ASSUME AMONG THE POWERS OF THE EARTH, THE SEPARATE AND EQUAL STATION TO WHICH THE LAWS OF NATURE AND NATURE'S GOD ENTITLE THEM, A DECENT RESPECT TO THE OPINIONS OF MAKING REQUIRES THAT THEY SHOULD DECLARE THE CAUSES WHICH IMPEL THEM TO SEPARATION. WE HOLD THESE TRUTHS TO BE SELF-EVIDENT, THAT ALL MEN ARE CREATED EQUAL, THAT THEY ARE ENDOWED BY THEIR CREATOR WITH CERTAIN INALIENABLE RIGHTS, THAT AMONG THESE ARE LIFE, LIBERTY AND THE PURSUIT OF HAPPINESS. THAT SECURE THESE ARE LIFE, LIBERTY AND THE PURSUIT OF HAPPINESS. THAT THEIR JUST POWERS FROM THE CONSENT OF THE GOVERNED, - THAT WHEREVER ANY FORM OF GOVERNMENT BECOMES DESTRUCTIVE OF THESE ENDS, IT IS THE RIGHT OF PEOPLE TO ALTER OR TO ABOLISH IT, AND TO INSTITUTE NEW GOVERNMENT, LAYING ITS FOUNDATION ON SUCH PRINCIPLES AND ORGANIZING ITS POWERS IN SUCH FORM AS TO THEM SHALL SEEM MOST LIKELY TO EFFECT THEIR SAFETY AND HAPPINESS.

PRECEDENCE, INDEED, WILL DICTATE THAT GOVERNMENTS LONG ESTABLISHED SHOULD NOT BE CHANGED FOR LIGHT AND TRANSIENT CAUSES; AND ACCORDINGLY ALL EXPERIENCE RATH SHOWS, THAT MAKING ARE MORE DISPOSED TO SUFFER, WHILE EVILS ARE SUFFERABLE, THAN TO RIGHT THEMSELVES BY ABOLISHING THE FORMS TO WHICH THEY ARE ACCUSTOMED. BUT WHEN A LONG TRAIN OF ABUSES AND USURPATIONS, PURSUING INVARIABLY THE SAME OBJECT, EVINCES A DESIGN TO REDUCE THEM UNDER ABSOLUTE DESPOTISM, IT IS THEIR RIGHT, IT IS THEIR DUTY, TO THROW OFF SUCH GOVERNMENT, AND TO PROVIDE NEW GUARDS FOR THEIR FUTURE SECURITY.

### GUNS BABY GUNS



S  
L  
I  
[  
^  
a

k  
l  
n

## Annexe 15

### Programme en cinq points du *Black Panther Movement*

#### WHAT WE WANT

- 1) We want an immediate end to the racist immigration policies of the British government, whether Labour or Conservative. We want an end to the constant harassment at the airport and unwarranted detention in prison of black people by the racist immigration officials. Black people in our different homelands, and in this country have built up Britain, therefore we have every right to be here. We will decide for ourselves, whether we want to leave or not.
- 2) We want an end to racism and exploitation in employment. Black people must be given employment as well as full pay in keeping with their skill, and experience. We want all black workers to organise themselves, whether or not they are in Trade Unions to demand their rights, since British Trade Unions do not function in the interests of black people.
- 3) We want an end to racism and exploitation in housing, operated against black people by the British government, and local councils. We want an immediate end to the racket and intimidation, practised by greedy landlords and estate agents against black people. We demand decent housing for black people, instead of the present ratinfested [sic] sub-standard houses in the slums of Britain. Black people have a right to make these demands and it is the responsibility of the government and the local councils, to provide us with effective Associations to see that these demands are met.
- 4) We demand an end to the brainwashing of our children in British schools and through the mass media. We demand an end to the dumping of our children in Britain's backward schools, and discrimination in education at all levels. We demand proper education for all black people which will equip us with a true understanding of ourselves, and which will expose the decadence of this white racist society. We want our people to learn the true history of black people which exposes the savage nature of colonial exploitation, since British education has purposely distorted our history, and has "glorified" the brutality of white exploiters, who plundered our lands.
- 5) We demand an immediate end to police brutality and persecution of black people - on the streets and in our homes. We want an end to false arrest, and unjust imprisonment of black people. We want an end to constant beating up, physical as well as mental torture of black people by prison officers.

We maintain that a government which fails to meet these basic demands has no right whatever to claim or even expect our allegiance [sic]. And since the British government with the entire capitalist establishment, has failed to meet these demans [sic] but, is directly responsible for the mounting racusn [sic], exploitation, brutality and degradation which black people suffer daily, then we have no alternative but to reject, the entire capitalist establishment of Britain.

This means in practice, firstly, that we must stop building our hopes for a better future as Black People on the empty and hypocritical policies, of the British government, whether Labour or Conservative. Secondly, we ourselves, must bring about the change in our present oppressive situation, right here in Britain. We must unite and get organised in order to defend ourselves in a racist and hostile society; and we must join with all oppressed people, and revolutionary forces in Britain to fight for the complete overthrow of the oppressive capitalist system for our liberation, and that of all oppressed people.

Source : BLACK PANTHER MOVEMENT, « What we want », 1971, tract tiré de la collection d'archives « Black History Collection », « Black Panther Movement », 01/04/04/01/04/01/05, Londres : Institute of Race Relations.

## Annexe 16

Lancement du nouveau programme du Women's Group de la CND

g  
e  
n  
e  
r  
a  
l  
i  
t  
y

## Women's Group of CND launches new programme

"LET Britain's Women Lead" is the slogan of a new feature of the Campaign for Nuclear Disarmament. A programme of vigorous activity will be launched by a mass meeting at Central Hall, Westminster, on Monday (January 15).

The audience will be given an assessment of the present political and moral problems by Diana Collins, Judith Hart, MP, Dr. Pat Lindop, Iris Murdoch, Rosamund John, Pamela Frankau and Leslie Caron. This will be followed by a description of the probable consequences of a nuclear attack on Britain by Margit Matthews, MSc, Dr. Tony Pirie, Dr. Anne McLaren, Marghanita Laski, Vanessa Redgrave and the Marchioness of Queensberry.

The last section of the evening's meeting will be devoted to indicating the way out of our present predicament and showing what women can do now to help. The speakers for this part will be Betty McCulloch, Jacquetta Hawkes, Jill Balcon and Diana Collins, the chairman.

A new arm-band has been designed for those taking part in the Women's Group, incorporating the present ND symbol. This group will be working up to a big campaign day on Ash Wednesday, March 7, when all women are asked to "Give a Day for Peace," to leave their homes and their jobs and devote the day to leafletting, canvassing, joining in the church services and many other activities designed especially to encourage women to come forward and take the lead in working for unilateral nuclear disarmament.

A leaflet has been issued by the Women's Group which appeals particularly to mothers, giving practical advice on preventing their children having a dangerous dose of strontium 90 in their food after a series of H-bomb tests.

Many women are already interested and have written to the office of the Women's Group (2, Carthusian Street, London, E.C.1) whose policy is clearly shown in a letter being sent to many well-known women:

"We believe that the present situation presents an unprecedented challenge to responsible women: in the first place, since women have equal democratic rights with men, we are now equally responsible for the policy of our Government.

"Secondly, we feel that war has completely changed its nature, for whereas in the past women were largely uneducated and were content to let the men go out as soldiers to defend them and their children, and the old and the sick—that is, the defenceless section of the community—now this section has become hostages in the process of power politics.

"We and our children are not now to be defended: we are to be threatened and indiscriminately attacked as a means of furthering this or that national policy. Politics are now quite openly based on the threat of exterminating defenceless civilians.

"Thirdly, those of us who are Christians are concerned by the fact that this is the first time in history that Christians and the Christian Churches have sanctioned the totally indiscriminate use of force, thus reversing all previous Christian teaching in the matter of peace and war."

### A-bomb 'saved Japan from Communism'

"CO-EXISTENCE is in effect collaboration with the enemy," said ex-Major General Edwin Walker, who resigned from the US Army in protest against what he considered censorship of his troop indoctrination.

The *Texas Observer* reports his first speech as a civilian to a crowd of 4,000 in Dallas three weeks ago as "a speech aggrandising the attitude of the Pentagon, denouncing Government civilian leaders who try to supervise military affairs, and twice referring to the 'opportunities' that would lie ahead of a closer coalition between the military and the general public."

General Walker complained that the civilian Government had almost destroyed the spirit and purpose of the military.

"They have . . . instituted a campaign against the use of atomic weapons," he said, "deprecating our use of them at Hiroshima and Nagasaki, which actually saved Japan from conventional destruction and Communist take-over. . . ."

He intimated that if it were not for civilian restraints the military would long ago have "taken care" of Russia.

"We have never been without combined plans, Army, Navy and Air Force, that would reduce Russia to where she would be no threat to anyone," he declared.

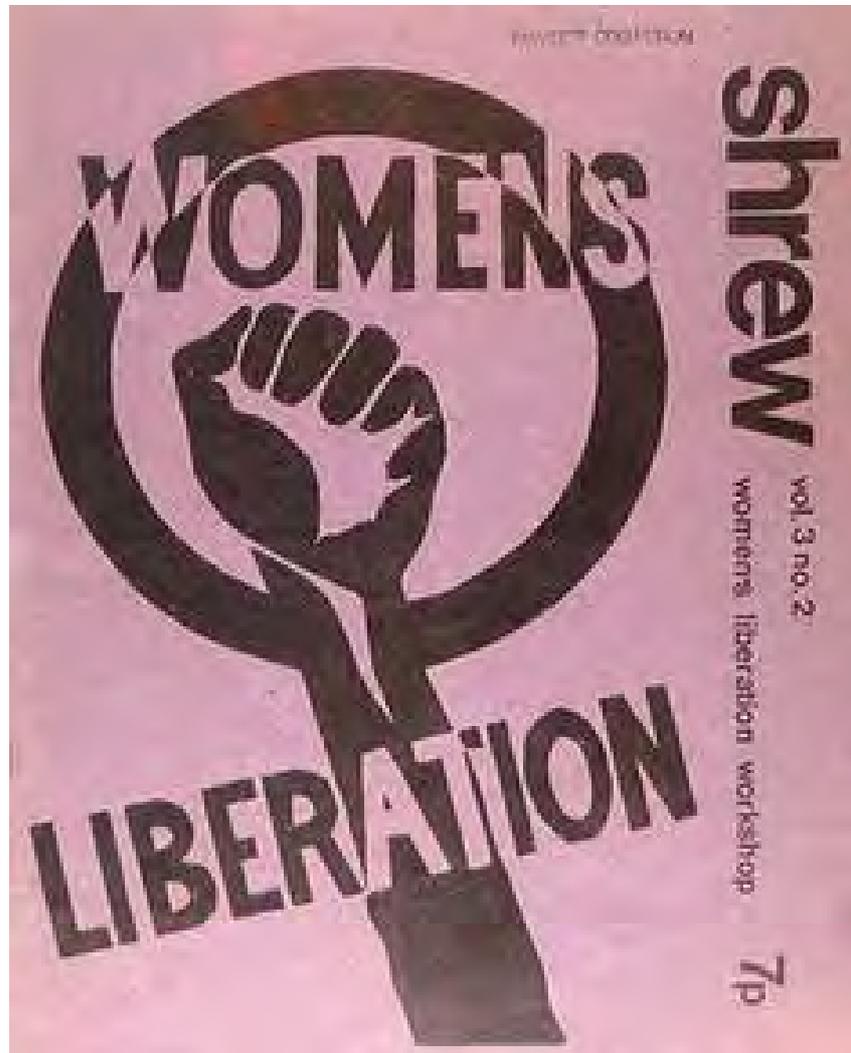
Published by Peace News Ltd., 5 Chesham Road, London, N.1, and printed in Gt. Britain by Goodwin Press Ltd., 113 Finsbury Road, London, N.4

Cet article de *Peace News* annonçait le nouveau programme du *Women's Group of CND*. À cette occasion, le slogan « *Let Britain Lead* » fut remanié en « *Let Britain's Women Lead* », et un logo spécifique fut créé en incorporant l'emblème de la CND et le symbole de vénus (généralement associé au sexe féminin), comme on le voit sur l'illustration ci-dessus, afin d'orner les brassards des militantes pacifistes.

Source : « Women's Group of CND launches new programme », *Peace News*, 12 janvier 1962, p. 10. British Library, General Reference Collection, LOU.1955[1962], Londres [consulté en juin 2017].

## Annexe 17

Couverture du magazine *Shrew* en mars 1971



Le logo du mouvement de libération des femmes en couverture du magazine féministe britannique *Shrew* représente le symbole de vénus et le poing levé et fermé associé au mouvement du *Black Power*, qui l'avait précédé seulement de quelques mois aux États-Unis.

Source : « Women's liberation », *Shrew*, mars 1971, p. 1. British Library, General Reference Collection, P.2000/1413, Londres [consulté en juin 2017].

## Annexe 18

### Programme en cinq points du *Women's Liberation Workshop*



1. We demand that women have control over their bodies.  
We believe this is denied us until we can decide whether to have children or not and when we have them. This requires free and available contraception and free abortion on demand.
2. We demand that women have control over their lives.  
We believe that women do not have control over their lives because we are brought up, educated, and trained to fulfil the female role of marriage and childbearing to the exclusion of our other potentialities.
3. We demand that women need not be restricted by their children or their housework.  
We believe that there should be social provision for looking after children and social provision by way of state laundry services, cleaning services, local eating places for the family, and communal living quarters for those who want them. These would enable women to work, study, and participate in society as they choose and not spend much of their lives doing unpaid labour in the home.
4. We demand equal pay and job opportunities for women.  
We believe that most women's jobs reflect their role in the home -- cleaners, teachers, nurses, secretaries, social workers; essentially supporting roles. This will only change when girls are educated equally and with boys without emphasis on the feminine role. Home economics should be taught to both sexes. Day release and higher education should be equally available to girls. It should be against the law for employers to discriminate on account of sex in the same way as it is against the law to discriminate on account of race.
5. We demand universal day care facilities for children where they will be properly cared for emotionally, physically, and intellectually.  
We believe it is gross neglect of children not to provide such facilities so that women who have to work are often forced to leave their children in poor conditions and those women who want to work are often prevented by the knowledge that their children will not be well looked after. The distinction between "day nurseries" and "nursery schools" should be abolished so that children of working mothers will be educated as well as children of non-working mothers. There should be places for all children under five years of age whose parents wish to send them either full time or part time without charge. Workers at child care centres should be well paid and trained.

Ce programme en cinq points des militantes féministes du *London Women's Liberation Workshop* s'inspirait des programmes des *Black Panthers* américains et britanniques. À leurs compatriotes, elles avaient emprunté la formulation en cinq points, choisissant de se concentrer sur cinq demandes principales. Chacune d'elles était introduite par l'anaphore « *We demand...* », puis justifiée à l'aide d'un paragraphe débutant par « *We believe...* », rappelant alors plutôt le texte fondateur des militants californiens.

Source : « *We demand!* », *Shrew*, février 1971, p. 16. British Library, General Reference Collection, P.2000/1413, Londres [consulté en juin 2017].

## Annexe 19

Photographie des manifestants contre le concours de Miss Monde 1970 devant le Royal Albert Hall à Londres



Les participants au rassemblement contre le concours de Miss Monde le comparaient à « une foire aux bestiaux » (« *cattle market* »). Ils protestèrent devant le Royal Albert Hall juste avant le début de la cérémonie, le 20 novembre 1970. Contrairement aux féministes américaines qui avaient couronné une brebis vivante lors de leur action contre la cérémonie de *Miss America* en 1968, les Britanniques préférèrent avoir recours à des déguisements plutôt qu'à de vrais animaux pour leur mise en scène, d'autant plus que ces techniques théâtrales avaient déjà fait les heures de gloire des opposants à la guerre du Vietnam.

Source : « The great flesh-show protest », *Peace News*, 27 novembre 1970, p. 5. British Library, General Reference Collection, LOU.3182[1970], Londres [consulté en juin 2017].

# Annexe 20

Rubrique « *Women's World* » du journal des étudiants de l'université de Leeds

UNION NEWS — Friday, 21st February, 1969

*A fantastic range of ideas easily adaptable to personal taste*

## BLUE-PRINT FOR FASHION

TAKE a good look! You may soon be wearing some of the clothes shown above, for they are five of the latest styles from the fashion designers of the future.

Today, they are only ideas sketched on paper, but very soon tomorrow you may be seeing them on sale in the shops.

All the designs (by students of Leeds Technical College) include a fantastic range of ideas that can easily be translated into practical terms.

All the patterns are easily adaptable to personal tastes, and the basic themes can be varied by using different colour combinations and material textures.

**Spring**

These five Spring styles include: Trousers suit; made of lightweight wool, with a slightly flared skirt and a double-breasted jacket and flared trousers. The pattern can be made up of any two contrasting colours, but the edging and diagonals on the trousers look sensational in terms of a grey background.

The effect of the pattern lies in contrasting the design of the waistline up to the crotch from fading, and the 1970's cover (space-age hat? Matching the edging and diagonals, completes the outfit).

Evening dress: This is in fact a very simple design that lends itself to evening wear. It is made of four-backed tulle, so that it remains stiff, but not too rigid, and is embroidered with gold thread on a red background.

by Carol Croft

**Essential**

There is a fairly new shop in Leeds, next to Schofield's Food Centre, called 'Vibrating'. It is actually a children's shop, but has a wide range of imaginative stock.

For the artist, they have beautiful, fine coloured pencils and crayons made in Spencer and by Caran d'Ache. A set of twelve pencils costs £15, eight at £12 and twenty-four are 29/11. Crayons are 2/6 for a box of thirty. The price is reasonable for a set of fifteen but is quite reasonable at about 2/6.

In a different class, for people who are always losing pens or pencils, there is a pack of ten pens (six blue, two black, two red) for 1/11.

And the cheapest perfect night's sleep yet — 4/11 in the market.

by Laura Herrmann

**Shopping Around**

### FOOD EXHIBITION AT LEWIS'S FOR CONTINENTAL DISHES

THIS week I have gallantly trudged through the snow and slush to find these 'good buys'.

Lewis's at present are holding a Food Exhibition with various demonstrations. They have a range of ready-prepared Continental dishes, by Milliat Freres, which are imported by Schwepes.

Two of the most interesting of these are Quiche Lorraine and Pizza aux Anchois. Each comes complete in a box, enough for four servings. You add nothing except, in the case of the Quiche Lorraine, two eggs. Both take under half an hour to prepare.

Another, this time essential, item of great expenditure are towels. That bastion of 'good value', Marks and Spencer, are selling hand-towels in 100% cotton. These are soft and absorbent. Patterned ones are 11/6; plain towels in subtle expensive-looking shades (gold, burnt orange, green) are 10/11. If your bathroom is cold, as Leeds bathrooms are wont to be, you can envelope yourself in a bath-towel for 18/11.

Still on household goods, crockery is another problem for the impoverished. Cheap dinner plates usually bear a garish pattern but after much searching we bought some plates in plain blue at 'The Pot Shop' in the market. These are large, well-shaped and cost 2/6.

Further searching in the market will unearth matching blue bowls and a milk-jug and sugar bowl for 4/11. (All these stalls are near the row of butchers).

Still on household goods, crockery is another problem

by Cheryl Liang

**INFOMANIACS ANONYMOUS ARE PLOTTING**

**ALWOODLEY SCHOOL OF MOTORING**  
Phone 684979  
PICK-UP SERVICE, FULL HOUR'S LESSON  
R.A.C. Regd. M.I.A.M. Ministry of Transport approved  
SPECIAL TERMS FOR STUDENTS

**POST GRADS ATTENTION!**

**VILLA HOLIDAY IN SPAIN**  
A few yards from the Beach  
All-in, less than £40  
Organised for July 4th - 8th

FOR DETAILS, APPLY NOW!  
HOLIDAY ORGANISER,  
P.G.S.R.C.,  
UNIVERSITY UNION  
NOW ONLY TWENTY PLACES LEFT

**Dresswear Hire Service**  
CHARLIE GOULD LTD.

Morning  
Dinner or  
Tail Suits  
£30/- per day

For all occasions—our Gentleman's Dresswear Hire Service is always ready to advise and assist you — Exclusive Tailoring, with a wide range of sizes, ensuring a perfect fitting even for the most difficult figures. Accessories if required.

4 GRAND (TWO) ARCADE  
New Briggate, LEEDS 1  
Tel. 23640

La rubrique « *Women's World* » dans les colonnes de *Union News*, le journal des étudiants de l'université de Leeds, était un exemple typique des rubriques destinées au lectorat féminin dans la presse étudiante. Ces articles étaient bien souvent les seules contributions féminines à ces publications, et présentaient une vision stéréotypée des femmes comme étant principalement préoccupées par leur apparence physique, ou encore réduites aux seules fonctions domestiques. Sur les trois articles de cette page, le premier traite de cuisine, le deuxième de mode et le troisième de *shopping*.

Source : « *Women's World* », *Union News*, 21 février 1969, p. 4. UNIVERSITY OF LEEDS DIGITAL LIBRARY [en ligne], [consulté le 28 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <<http://digital.library.leeds.ac.uk/5506/>>.

## Annexe 21

Photographie des actrices du *Women's Street Theatre Group* à Trafalgar Square en mars 1971



En l'honneur de la journée internationale des femmes en mars 1971, les féministes organisèrent une grande manifestation suivie d'un rassemblement à Trafalgar Square. Les militantes de la troupe *Women's Street Theatre Group* jouèrent leur pièce *Sugar and Spice* au milieu de la foule, déguisées en déodorant géant ou en serviette hygiénique, dénonçant les constructions oppressantes des normes de la féminité et l'objectification des femmes. Cette forme de *guerrilla theatre* leur permettait de se confronter directement au public pour le sensibiliser à leur cause.

Source : « The Death of Buzz Goodbody », *Spare Rib*, juin 1975, p. 5. SPARE RIB JOURNAL ARCHIVES [en ligne], [consulté le 28 décembre 2017], disponible à l'adresse suivante : <[https://data.journalarchives.jisc.ac.uk/britishlibrary/sparerib/view?pubId=P523\\_344\\_Issue36PDFP523\\_344\\_Issue36\\_0005\\_11pdf&terms=buzz%20goodbody&sort=date%2Basc&brandedSearch](https://data.journalarchives.jisc.ac.uk/britishlibrary/sparerib/view?pubId=P523_344_Issue36PDFP523_344_Issue36_0005_11pdf&terms=buzz%20goodbody&sort=date%2Basc&brandedSearch)>.

## Annexe 22

Photomontage anti-Thatcher publié dans *Spare Rib* en juin 1979



Ce photomontage met en scène les slogans utilisés dans les manifestations féministes contre la campagne de Margaret Thatcher lors des élections de 1979. Ils renvoient notamment à la réforme de Margaret Thatcher en tant que ministre de l'Éducation, dont les coupes budgétaires mirent un terme à la distribution gratuite du lait dans les écoles pour les enfants de plus de sept ans. D'autres tournent en dérision son commentaire lors d'une conférence de presse à Glasgow pendant la campagne : « *I could do an awful lot for women at the top, and for women trying to get to the top* ».

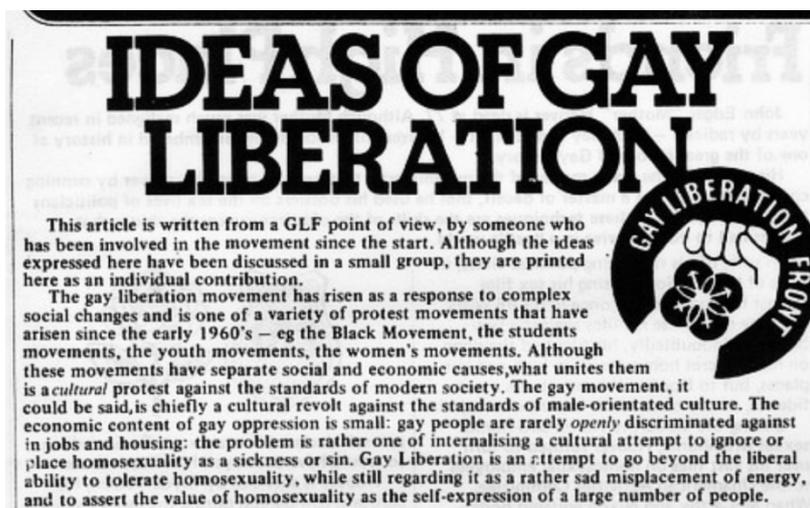
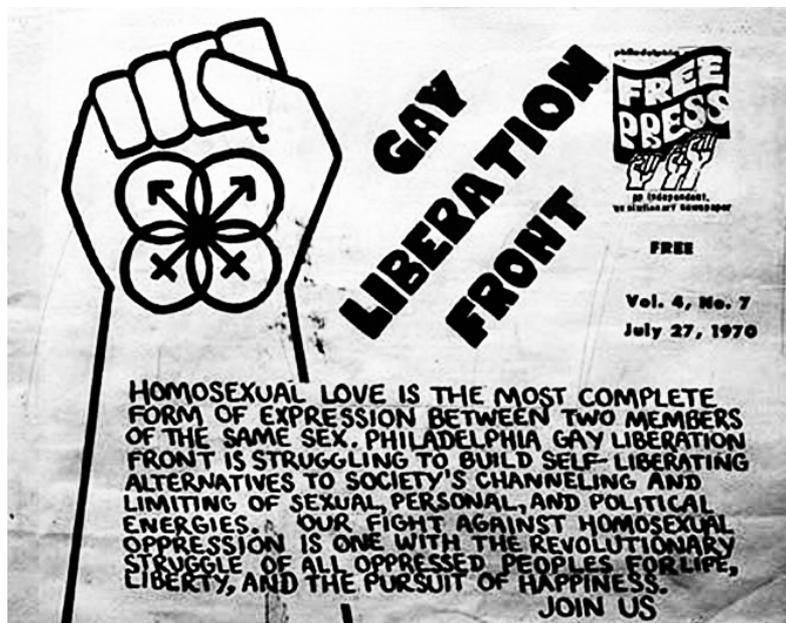
Source : « One Prime Minister doesn't make a matriarchy », *Spare Rib*, juin 1979, p. 10.

SPARE RIB JOURNAL ARCHIVES [en ligne], [consulté le 2 janvier 2018], disponible à l'adresse suivante :

<<https://data.journalarchives.jisc.ac.uk/britishlibrary/sparerib/view?volumeIssue=33313337323334343737%2333383234353738313239%233833&journal=33313337323334343737%2333383234353738313239>>.

## Annexe 23

Diffusion de l'emblème du *Gay Liberation Front* de Philadelphie à Londres en 1970



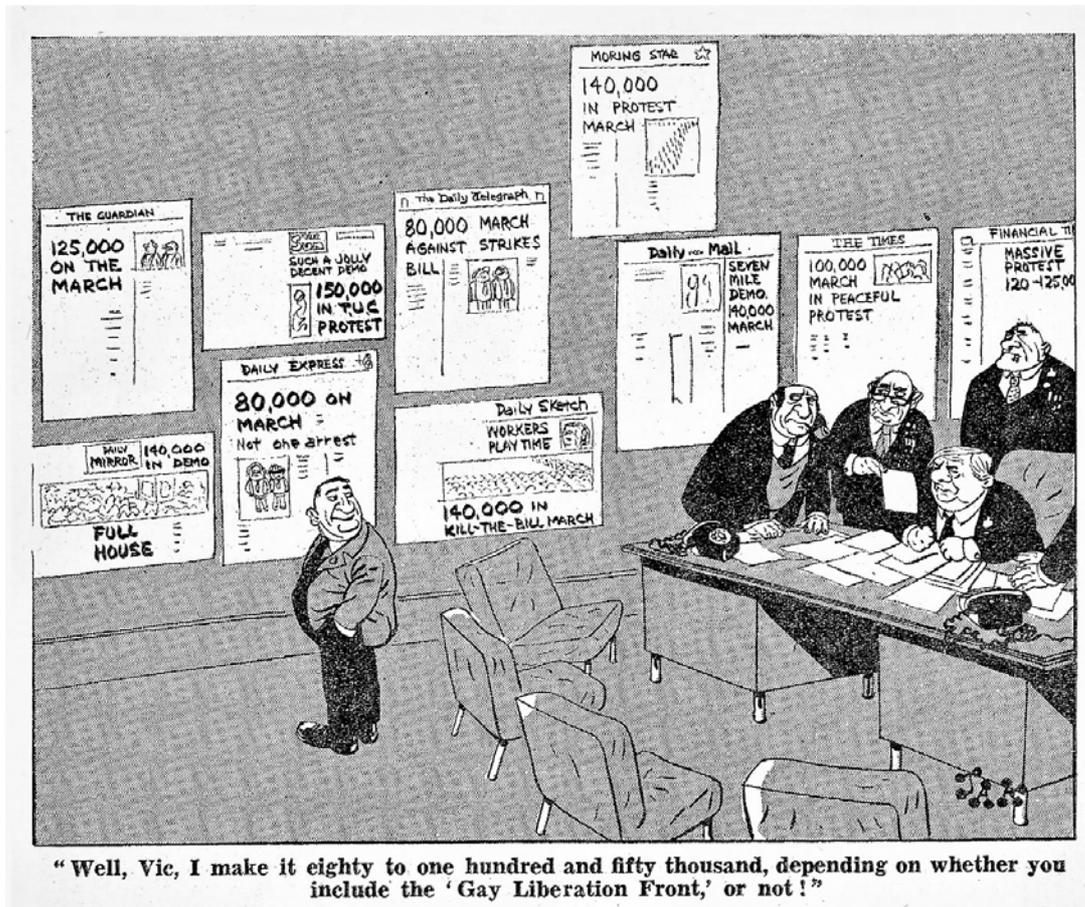
Ces deux documents témoignent de l'adoption de l'emblème du GLF de Philadelphie (en haut) par les GLF britanniques (en bas). Ce symbole était composé du poing levé et serré des révolutionnaires, orné d'un entrelacs de signes de mars et vénus formant une fleur. Ce logo fut ensuite imprimé sur deux nombreux badges, en blanc sur fond violet, en référence à la « peur couleur lavande » (« *lavender scare* »), c'est-à-dire la période de persécution des homosexuels sous l'ère McCarthy.

Sources : [En haut] « GLF: the radical beginnings of the 'gay' movement », *Windy City Times*, 1 juin 2008, [en ligne], [consulté le 2 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<http://www.windycitymediagroup.com/lgbt/GLF-The-radical-beginnings-of-the-gay-movement/19493.html>>.

[En bas] « Ideas of gay liberation », *Gay News*, 6, 1 septembre 1972, GAY NEWS ARCHIVE PROJECT [en ligne], [consulté le 2 février 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://i1.wp.com/gaynewsarchive.org/wp-content/uploads/2016/09/19720901-06.jpeg>>.

## Annexe 24

Dessin humoristique de presse sur la présence du *Gay Liberation Front* dans le cortège de la grande manifestation de février 1971

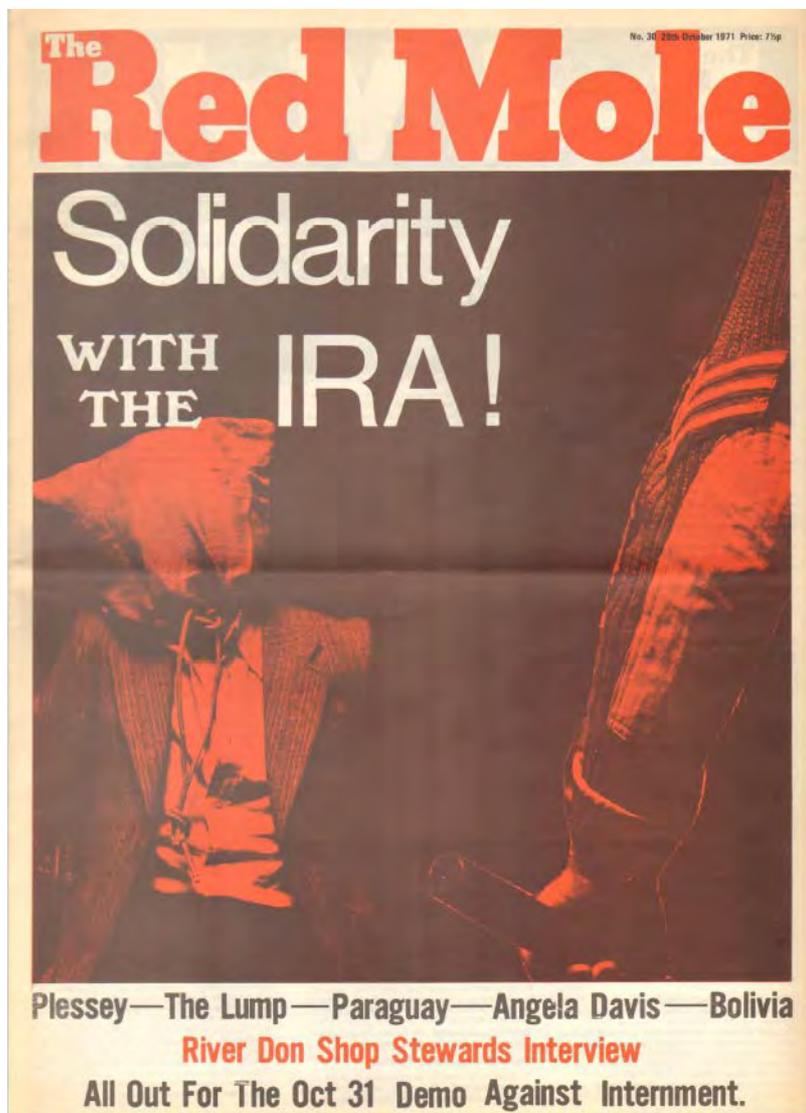


Ce dessin humoristique publié dans le tabloïde conservateur *The Evening Standard*, se moque des écarts entre les différentes estimations du nombre de manifestants présents le 21 février 1971 pour protester contre la proposition de loi *Industrial Relations Bill* du gouvernement d'Edward Heath. Les militants du GLF avaient été relégués en fin de cortège par les organisateurs syndicaux, mais ils parvinrent tout de même à attirer l'attention des médias et furent mentionnés dans la plupart des journaux.

Sources : JAK, *The Evening Standard*, 22 février 1971, reproduit dans Lisa POWER, *No Bath But Plenty of Bubbles: An Oral History of the Gay Liberation Front 1970-73*, Londres : Cassell, 1995, p. 118.

## Annexe 25

Une du journal *The Red Mole* d'octobre 1971 dénonçant l'internement administratif en Irlande du Nord



Le journal de l'IMG *The Red Mole* proclamait ouvertement son soutien à l'IRA, et dénonçait la répression brutale mise en place par le régime unioniste nord-irlandais. Il offrait un contre-discours à la version des autorités qui affirmaient que l'IRA était la seule responsable de la violence. En août 1971, le gouvernement réintroduisit l'internement administratif dans le cadre de la loi *Special Powers Act* (1922). Les personnes suspectées d'appartenir à des organisations paramilitaires pouvaient désormais être arrêtées et détenues indéfiniment sans avoir eu droit à un procès. Les forces de l'ordre eurent recours à des méthodes d'interrogation brutales, et même à des pratiques de torture, comme le « *hooding* » représenté sur l'illustration, consistant à aveugler les suspects en couvrant leurs têtes d'un sac de toile.

Sources : « Solidarity with the IRA! », *The Red Mole*, 20 octobre 1971, p. 1, MARXISTS' INTERNET ARCHIVE [en ligne], [consulté le 4 avril 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://www.marxists.org/history/etol/newspape/redmole/v02n30-oct-20-1971.pdf>>.

## Annexe 26

Photographie publiée en une de *The Irish Democrat* montrant des loyalistes patrouillant aux côtés des soldats



Sur cette photographie, des membres de l'organisation paramilitaire *Ulster Defence Association*, aux visages masqués, effectuent une patrouille aux côtés des soldats britanniques, au mois de juillet 1972 à Belfast. Le journal nationaliste *The Irish Democrat* dénonçait ainsi ce qui lui apparaissait comme une collaboration choquante, puisque les troupes avaient été envoyées pour établir une médiation neutre et se devaient de rester impartiales.

Sources : « Troops collaborate with U.D.A. », *The Irish Democrat*, août 1972, p. 1 [en ligne], [consulté le 4 avril 2018], disponible à l'adresse suivante : <http://www.connollyassociation.org.uk/irishdemocrat/1971-1980/1972-2/august-1972/>.

## Annexe 27

Fanfare de cornemuses accueillant les participants à la marche de Londres au Holy Loch en mai 1961



Au début du mois d'avril 1961, les militants pour le désarmement nucléaire organisèrent une grande marche de Londres au Holy Loch, à l'ouest de Glasgow, afin de protester contre la création d'une base américaine de sous-marins lanceurs de missiles Polaris. La photographie ci-dessus montre un groupe de joueurs de cornemuse (*pipe band*) marchant en tête du cortège, juste après son entrée en Écosse. La décision du gouvernement Macmillan d'imposer cette base américaine aux Écossais suscita un vif rejet auprès de la population locale et éveilla sa fibre patriotique.

Sources : « Across the border », *Peace News*, 12 mai 1961, p. 1. British Library, General Reference Collection, LOU.2704[1961], Londres [consulté en juin 2017].

## Annexe 28

### Rassemblement en soutien aux membres de la CIG devant le tribunal d'Aberystwyth

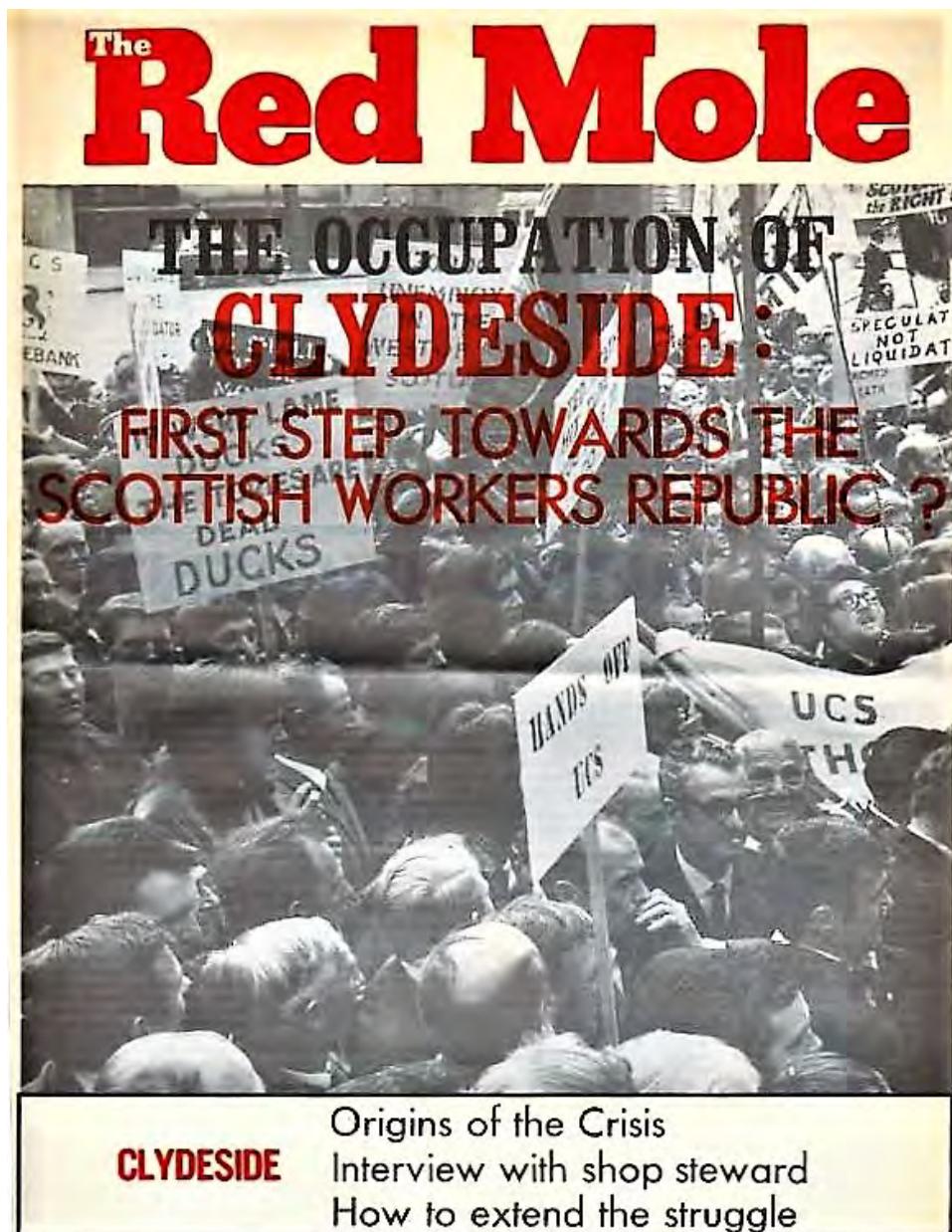


En mars 1971, des militants de l'association de défense de la langue galloise *Cymdeithas yr Iaith Gymraeg* furent traduits en justice pour avoir enlevé des panneaux de signalisation routière. Lors de leur passage au tribunal d'Aberystwyth, d'autres militants de la CIG vinrent déposer une pile de panneaux devant l'entrée du bâtiment, revendiquant leur part de responsabilité dans ces actions dans l'espoir de faire alléger les peines encourues par leurs camarades.

Sources : WalesOnline, « Road sign demonstration at Aberystwyth in March 1971 », mars 1971 [en ligne], [consulté le 3 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <https://www.walesonline.co.uk/news/wales-news/gallery/7025338>.

## Annexe 29

Une de *The Red Mole* après le début du *work-in* des chantiers navals de l'UCS



En juillet 1971, dès les premières semaines du *work-in* des chantiers navals de l'Upper Clyde, le journal de l'IMG *The Red Mole* établissait le parallèle avec la tradition ouvrière de la *Red Clydeside*, dont l'une des figures emblématiques était le marxiste et nationaliste John MacLean, qui prônait la création d'une république écossaise indépendante et socialiste (« *a Scottish Workers' Republic* ») au lendemain de la Première guerre mondiale. Le *work-in* rallia le soutien d'une grande partie de la classe ouvrière de la région, déjà fortement touchée par le chômage.

Sources : « The Occupation of Clydeside : First step towards the Scottish Workers' Republic? », *The Red Mole*, 15 juillet 1971, p. 1 [en ligne], [consulté le 5 mai 2018], disponible à l'adresse suivante :

<<https://www.marxists.org/history/etol/newspape/redmole/v02n13-jul-15-1971.pdf>>.

## Annexe 30

Photographie intitulée « *Earthrise* » prise par la NASA en 1968

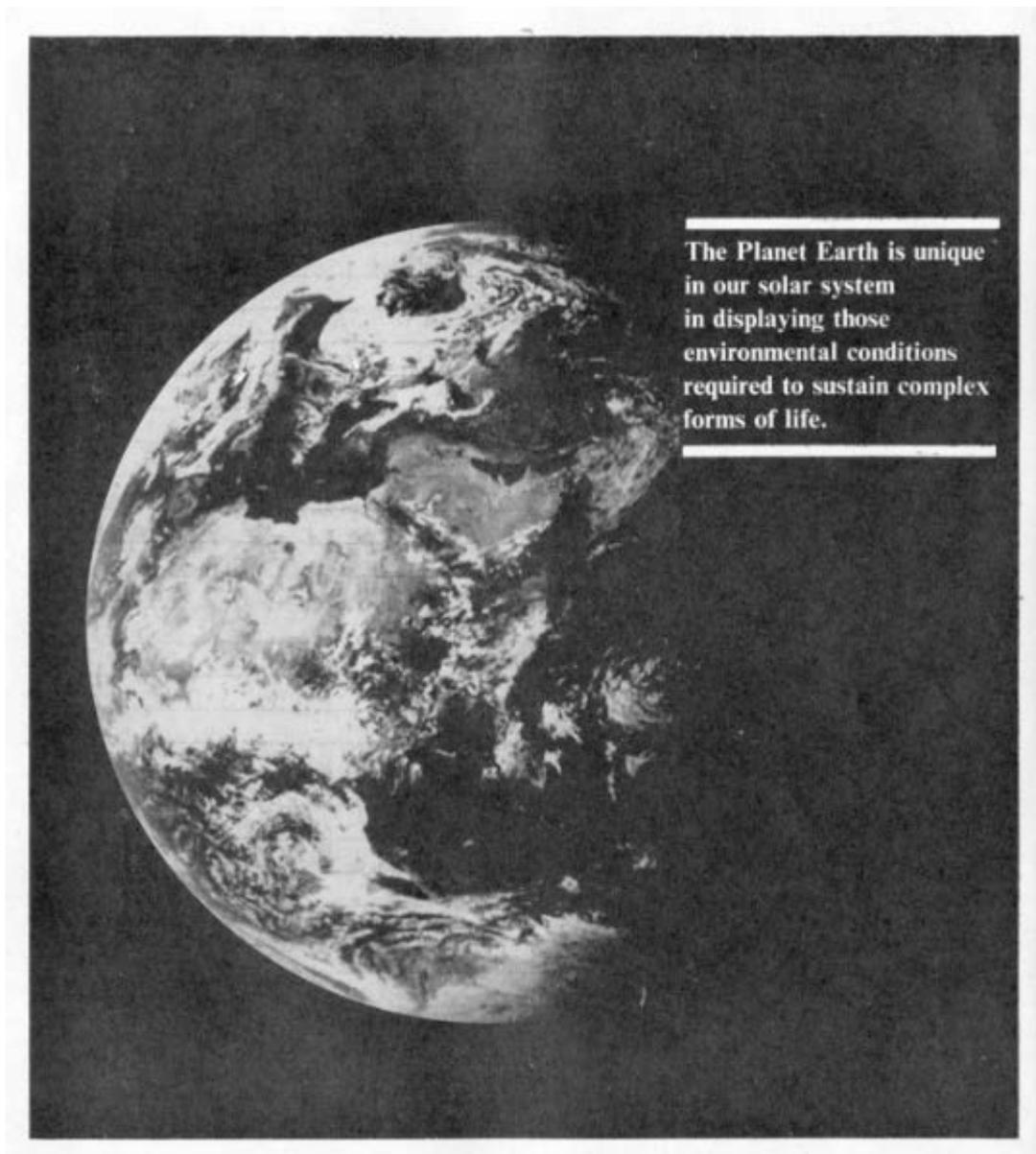


En décembre 1968, la mission américaine *Appollo 8* envoyait pour la première fois des hommes en orbite autour de la Lune, donnant lieu à la photographie du spectacle inédit d'un « lever de Terre » (« *Earthrise* »). Le 24 décembre, les images du module spatial furent retransmises en direct à la télévision sous les yeux d'un quart de la population mondiale. Il s'agissait alors de la plus forte audience jamais enregistrée. L'un des astronautes déclara au cours de l'émission « *The vast loneliness is awe-inspiring and it makes you realize just what you have back there on Earth* ». Le contraste saisissant entre le sol inhospitalier de la Lune et les couleurs vives de la Terre, paraissant isolée et fragile dans l'immensité de l'espace, contribuèrent à faire prendre conscience de la nécessité absolue de protéger l'écosystème de la planète.

Sources : « *Earthrise* », NASA, 24 décembre 1968, [www.nasa.gov](http://www.nasa.gov) [en ligne], [consulté le 23 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : [https://www.nasa.gov/multimedia/imagegallery/image\\_feature\\_1249.html](https://www.nasa.gov/multimedia/imagegallery/image_feature_1249.html).

## Annexe 31

Photographie de la Terre vue depuis la Lune accompagnant l'éditorial du numéro de lancement de *The Ecologist* en juillet 1970



Cette photographie de la Terre vue depuis la Lune fut imprimée en page entière pour accompagner l'éditorial du numéro de lancement de la revue *The Ecologist*, en juillet 1970, soit un an après la mission *Appollo 11* ayant atterri sur la Lune. La légende du cliché présentait la planète comme un écosystème réunissant des conditions uniques, ayant permis à la vie de s'y développer. De cette unicité découlait la nécessité absolue pour les militants écologistes de veiller à préserver l'équilibre fragile de la biosphère.

Sources : « Editorial », *The Ecologist*, juillet 1970, p. 2, EXACT EDITIONS [en ligne], [consulté le 23 mai 2018], disponible à l'adresse suivante : <<https://reader.exacteditions.com/issues/5337/spread/4>>.

## Annexe 32

Militants manifestant contre les essais nucléaires français en juin 1973 à Londres



Sur la photographie, des militants écologistes londoniens protestent contre les essais nucléaires français à Mururoa, en juin 1973. Leur manifestation était synchronisée avec l'arrivée de la grande marche sur Paris organisée par leur propre association indépendante *Greenpeace*, tandis que la célèbre organisation canadienne du même nom, à laquelle ils n'étaient pas affiliés, avait envoyé le navire *Greenpeace III* dans la zone de test en Polynésie, accompagné de tout une flottille d'embarcations pacifistes venues de différents pays. Sur la pancarte en forme de bouclier tenue par le jeune homme au premier plan, on peut voir le logo utilisé par les deux groupes *Greenpeace*, formé dans sa moitié supérieure d'un symbole représentant la planète Terre, et dans sa partie inférieure de l'emblème pacifiste hérité du mouvement pour le désarmement nucléaire.

Sources : « Greenpeace », *Peace News*, 8 juin 1973, p. 10. British Library, General Reference Collection, LOU.4679 [1971], Londres [consulté en juin 2017].

## 6. INDEX

### A

Aberfan, catastrophe de la mine (1966) .....	445
<i>Abortion Act</i> (1967) .....	267
Abse, Leopold (Leo) .....	314, 433, 436
accords de Genève (1954) .....	80, 83, 98
Acte d'Union (1707) .....	394, 399, 416
Adams, Walter .....	109, 128, 129
<i>African National Congress</i> .....	124, 228, 229
<i>Agriculture (Miscellaneous Provisions) Act</i> (1968) .....	466
Airlie, Jimmy .....	192
<i>Albany Trust</i> .....	314
Alconbury, base aérienne américaine .....	95
Aldenstein, David .....	129, 130, 136, 138
Alexander, Sally .....	288
Ali, Tariq .....	32, 93, 98, 106, 142, 171, 224
<i>All Trade Unions Alliance</i> .....	168
<i>Allis-Chalmers</i> .....	426
<i>Amalgamated Engineering Union</i> .....	176

<i>Amalgamated Union Engineering and Foundry Workers</i> .....	148
<i>Amalgamated Union of Engineering Workers</i> .....	166
<i>American Psychiatric Association</i> .....	323
<i>An Comunn Gàidhealach (Gaelic Association)</i> .....	393, 395, 397
<i>Anglo-Irish Free Trade Agreement</i> (1965) .....	350
<i>Animal Liberation Front</i> .....	457, 473, 492
<i>Anti-Apartheid Movement</i> .....	124
<i>Anti-Internment League</i> .....	380, 381
<i>apartheid</i> .....	120, 122, 123, 124, 127, 212, 218, 223, 229, 231, 254, 493
Appollo, programme lunaire .....	449
<i>Arena 3</i> .....	336
Arrowsmith, Pat .....	274, 315, 358
Attlee, Clement .....	48, 164, 188, 210, 313, 353, 443
avortement, droit à .....	267, 288, 294, 303, 373, 498

### B

Baez, Joan .....	93
------------------	----

*Band of Mercy* .....457, 473  
 Bean, Gerlin..... 297  
*Beat Generation*.....50, 94  
     *beat*.....50, 58, 65, 93, 447  
     *beatnik*..... 50  
*Beaver, the* ..... 116, 125, 127, 266, 507  
*Beeching Axe* .....397, 479  
*Belfast Trades Council*..... 366  
 Bell, Daniel..... 21  
 Benford, Robert..... 26  
 Benn, Anthony Wedgwood (Tony) 192, 226, 426,  
 427  
 Berresford Ellis, Peter ..... 417  
*Bertrand Russel Youth Society for Nuclear  
 Disarmament*..... 70  
 Bevan, Aneurin..... 55  
 Bigelow, Albert..... 68  
*bike-in*..... 478, 485, 492, 496, 498  
 Bilocca, Lilian..... 281  
 Birnbaum, Norman..... 47  
*Black Dwarf, the*..... 142, 171, 182  
*Black Liberation Front*..... 111, 237, 239  
*Black Panther Newspaper, the*..... 210  
*Black Panthers*..... 111, 237, 280, 289, 325  
     *Black Panther Movement*..... 237, 241, 297  
     *Black Panthers Party* . 111, 237, 280, 289, 325  
*Black Peoples' Alliance* ..... 235  
*Black Power*..... 111, 131, 210, 217, 233, 235, 236,  
 238, 240, 242, 248, 255, 256, 280, 287, 297,  
 323, 324, 325, 342, 413, 494, 495, 497  
*Blood Sunday*..... 381  
 Boland, Rose ..... 282  
 Bond, Julian ..... 126  
 Bouchier, David..... 33, 115  
 Bourdet, Claude ..... 47  
 Bowlby, John..... 268  
 boycott.... 124, 125, 129, 138, 219, 223, 226, 229,  
 463, 467, 474, 475  
     bus de Bristol..... 226  
     bus de Montgomery..... 125, 223, 226  
 Brambell, Roger..... 466  
*Briant Colour Printing*..... 193

*Bristol Omnibus Company* .....226  
*British Campaign for Peace in Vietnam* .....98, 179  
*British National Party*..... 243  
*British Nationality Act (1948)* ..... 210, 222  
*British Oxygen* ..... 202  
*British Petroleum* ..... 430  
*British Sound Recorder* ..... 146  
 Brittain, Vera..... 274  
*Brixton Black Women's Group*..... 297  
 Brize Norton, base aérienne ..... 67, 69, 122  
*Broad Left* ..... 154, 171, 172, 179  
 Brock, Hugh ..... 45, 52, 54  
 Brockway, Fenner..... 45, 98, 212, 217, 221, 226,  
 359  
 Brower, David ..... 460  
 Brown, Oliver ..... 402  
*B-Specials*..... 371, 382  
*Builders Labourers Federation* ..... 464  
 Burgess, Guy ..... 309  
 Burrough, William..... 94  
 Butler, Richard Austen..... 48

## C

cadres d'action collective  
     cadrage moral .....67, 87, 174, 180  
     cadre anti-impérialiste..... 99, 102, 112, 113,  
     276, 317, 375, 401, 410, 414, 456, 492,  
     497  
     cadre de diagnostic .26, 59, 88, 100, 132, 135,  
     142, 236, 276, 279, 412  
     cadre de pronostic...26, 61, 88, 236, 413, 452,  
     495  
     cadre motivationnel.. 26, 45, 60, 99, 100, 491,  
     495, 496, 498  
 Caine, Barbara.....33, 262  
 Callaghan, James ..... 107, 185, 201, 205, 438, 494  
*Campaign Against Racial Discrimination* .....221,  
 224, 233, 241  
*Campaign for Biological Sanity* ..... 479  
*Campaign for Homosexual Equality*316, 317, 331,  
 336, 340

- Campaign for Nuclear Disarmament*..... 55, 57, 59,  
60, 61, 63, 65, 67, 70, 71, 72, 73, 75, 85, 88,  
92, 95, 98, 99, 121, 122, 124, 173, 175, 179,  
220, 221, 223, 239, 271, 272, 313, 315, 356,  
357, 358, 368, 373, 374, 402, 452, 479, 483,  
498
- Campaign for Social Justice*..... 360
- Capel Celyn, lac artificiel*..... 411, 418
- Caravan Workshops*..... 86
- Carmichael, Stokely ..90, 110, 131, 225, 233, 236,  
280
- Carson, Rachel ..... 448
- Castle, Barbara..... 144, 185, 282
- centrales nucléaires..... 480, 481, 498  
Fessenheim ..... 479  
Malville ..... 480, 484  
Sizewell..... 480  
Torness..... 470, 480, 481  
Windscale ..... 454, 480, 481
- Chaggar, Singh ..... 244, 252
- Chastagner, Claude..... 49
- Cheyenne (Wyoming), base de missiles  
nucléaires ..... 68
- Churchill, Winston..... 163, 400
- Civil Authorities [Special Powers] Act (1922)*.353,  
366, 368, 374
- Claimants Unions*..... 194
- Clark, George ..... 86, 239
- Clean Air Act (1956)*..... 445
- Cliff, Tony..... 169
- Cochrane, Kelso..... 215
- Cohn Bendit, Daniel..... 143
- Colley, Linda ..... 399
- Collins, John..... 45, 60, 357
- colour bar*124, 125, 126, 212, 222, 223, 228, 229,  
231, 232, 248, 254, 359, 493, 494
- Combined Universities Campaign for Nuclear  
Disarmament* ..... 121
- Come Out!*..... 308, 323
- Come Together* ..... 323
- coming out*..... 319, 327, 332, 496, 501
- Commitment, organisation écologiste*..... 452, 477
- Committee for Non-Violent Action*..... 67, 69, 81
- Committee of 100*..... 56, 72, 73, 74, 86, 87, 92, 95,  
124, 174, 176, 179, 207, 221, 272, 273, 315,  
358, 404, 452
- Committee of African Organisations*220, 224, 229
- Commonwealth Immigrants Act (1962, 1968)*  
..... 231, 232, 235
- community organising*..... 195, 239, 297, 345, 385,  
386
- concordat ..... 203
- Congress for Racial Equality*..... 228
- Connolly Association* ..... 345, 358, 359
- Connolly, James..... 345, 358, 359, 416
- Constantine, Learie..... 227
- contraception orale ..... 267, 374
- contrat social, politique du ..... 187, 199, 429
- contre-culture... 23, 30, 32, 50, 58, 80, 93, 94, 95,  
102, 104, 110, 116, 152, 155, 261, 268, 275,  
291, 308, 321, 333, 342, 442, 447, 458, 459,  
491
- contrôle ouvrier..... 150, 165, 170, 176, 181, 184,  
192, 195, 207, 373, 408
- Cooper, Ivan ..... 364, 373
- Corrigan, Mairead..... 385, 387
- Coventry Women's Liberation*..... 278
- Cow Green, réservoir de ..... 462
- Craig, William ..... 368, 383
- crise des missiles de Cuba (1962)..... 76
- crise du canal de Suez (1956) 23, 42, 43, 46, 120,  
401, 491
- Currie, Austin..... 361
- Cymdeithas yr Iaith Gymraeg (Welsh Language  
Society)* ..... 406, 412, 418, 421, 422, 423, 424,  
426, 435, 440
- Cymru Fydd (Young Wales)* ..... 395

## D

- Daily Mail, the* ..... 205
- Daily Mirror, the*..... 205
- Dalyell, Thomas (Tam)..... 433, 436
- Dartmouth Arms*..... 230
- Darwin, Charles..... 465

Dash, Jack.....	141, 171, 172
Davies, John.....	193
Davin, Anna.....	278
Davis, Angela.....	225
De Valera, Eamonn.....	417
Debray, Régis.....	135
déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie (1965).....	128
délégués d'atelier ...	165, 166, 168, 169, 178, 199, 464
<i>Democratic Party of Ulster</i> .....	351
<i>Derry Housing Action Committee</i> .....	367, 374
<i>Derry Unemployed Action Committee</i> .....	367
désobéissance civile.....	45, 52, 61, 66, 67, 72, 87, 195, 217, 219, 227, 245, 358, 367, 380, 393, 404, 406, 418, 421, 491, 500
Devlin, Bernadette.....	370, 374
dévolution.....	306, 410, 428, 430, 431, 432, 433, 435, 436, 437, 439, 440, 471, 485, 498
Dewey, Kenneth.....	94
<i>Dialectics of Liberation</i> , conférence (1967) ...	104, 110
<i>Direct Action Committee Against Nuclear War</i> (DAC).....	54, 56, 57, 60, 62, 63, 64, 67, 69, 71, 121, 174, 207, 453
<i>direct rule</i> , système de.....	381, 383, 389
<i>Divorce Reform Act</i> (1969).....	267
<i>Do-It-Yourself</i> .....	477
Donaldson, Arthur.....	410
Dortmund, base militaire britannique.....	64, 71
Douglas-Home, Alec.....	233, 431
<i>drink-in</i> .....	126, 230, 329, 335, 492
Druce, Claire.....	468
Duff, Peggy.....	274
Dworkin, Andrea.....	297
Dyson, Anthony E.....	313

## E

écocide.....	455, 485, 492
<i>Eco-Commando Force 70</i> .....	457
<i>Ecologist, the</i> .....	442, 449, 471
<i>Ecology Action Group</i> .....	459

<i>Ecology Party</i> .....	485
Eden, Anthony.....	43
<i>Education Act</i> (1944).....	48, 116
Egbuna, Obi.....	236
<i>Eisteddfod</i> .....	395, 402
Elizabeth II.....	96, 389, 419
emblème du désarmement nucléaire... 71, 92, 95, 272	
émeutes	
de Brixton (1981).....	253
de Nottingham et Notting Hill (1958).....	215, 240
<i>Employment Act</i> (1980).....	206
Engel, Stephen.....	33
Ennals, David.....	205
essais nucléaires	
atoll de Mururoa.....	454, 463
île Christmas.....	54, 67, 451, 453
île d'Amchitka.....	453
îles Marshall.....	41, 68, 450
Evans, Gwynfor.....	400, 401, 404, 409, 411, 415, 417, 423, 430
Ewing Winnifred (Winnie).....	410, 415, 430

## F

<i>Factories for Peace</i> .....	176, 408
<i>Farnborough Technical College</i> .....	459
Farrell, Michael.....	369
Feather, Victor.....	186
<i>Fellowship of Reconciliation</i> .....	356
Ferlinghetti, Lawrence.....	94
Fernbach, David.....	316, 318
<i>Festival of Light</i> (1971).....	332, 339
<i>Fire Brigades Union</i> .....	201
Fisher, Alan.....	203
<i>Fisher-Bendix</i> .....	193
<i>fish-in</i> .....	355, 417, 492
Fitt, Gerard.....	364
Foot, Michael.....	61, 179, 429, 434
Fouéré, Yann.....	417
<i>Fox (the)</i> , justicier écologiste.....	457
<i>Free Belfast</i> .....	372

*Free Derry* ..... 371, 372  
*Free Presbyterian Church of Ulster* ..... 348  
*Free Speech Movement* ..... 93, 131, 132  
*Free Wales Army* ..... 418  
 Freud, Sigmund ..... 269, 310  
 Friedan, Betty ..... 265  
*Friends of the Earth* 460, 474, 475, 476, 479, 480,  
 481  
 Fryer, Peter ..... 167, 168

## G

Gaitskell, Hugh ..... 55, 72, 176, 232  
 Galston, Arthur ..... 455  
 Gandhi, Mohandas ..... 52, 57, 61, 66, 67, 217, 218,  
 219, 227  
*Gay Activists Alliance* ..... 340  
*gay centres* ..... 337, 496  
*Gay Days* ..... 323  
*Gay Left* ..... 308  
*Gay Liberation Front* 30, 308, 316, 317, 318, 319,  
 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 328, 329,  
 331, 332, 333, 334, 335, 336, 338, 340, 343,  
 496  
*Gay News* ..... 308, 336, 339  
*Gay Pride* ..... 317, 322, 496  
*Gay Women's Liberation Front* ..... 331  
*Gay Workers' Charter* ..... 330  
*gay-in* ..... 322, 492  
*General Electric and English Electric Company*  
 ..... 183  
*Giblet/Campus/ Warwick Boar, the* ..... 116, 133  
 Gilroy, Paul ..... 216  
 Ginsberg, Allen ..... 94, 95, 104  
*Glasgow University Guardian, the*... 116, 124, 148,  
 156, 393  
*Glasgow University Student Nationalist*  
*Association* ..... 405, 407  
 Glean, Marion ..... 221, 223  
 Goffman, Erving ..... 26  
 Goodwin, Jeffrey ..... 20  
*Government of Ireland Act (1920)* ..... 360  
*Grass Roots* ..... 210, 239

*Great Smog of London (1952)* ..... 445  
*green ban* ..... 464, 485  
*Green Party* ..... 485  
 Green, Jonathon ..... 23, 32, 79, 104  
*Greenpeace* ..... 68, 70, 452, 457, 475, 480, 481  
 grève ..... 146, 158, 214, 248, 250  
 de la faim ..... 57, 389, 423, 431  
 de solidarité ..... 190, 192  
 des loyers ..... 150, 156, 195  
 des marins ..... 170, 171, 177, 410  
 des mineurs ..... 188, 196, 207, 425  
 des pompiers ..... 201, 203, 205  
 des salariés de l'hôpital ..... 200  
 droit de ..... 145, 158, 185  
 générale ..... 19, 164, 182, 186, 188, 202, 383,  
 389  
 Grunwick ..... 249, 339  
 nationale ..... 146, 201  
 piquets de ..... 127, 146, 150, 183, 189  
 piquets secondaires ..... 203, 204  
 piquets volants ..... 189  
 sauvage ..... 144, 166, 169, 177, 184, 187, 188  
 Griffiths, Peter ..... 224, 233, 359  
*Guardian, the* ..... 115, 264, 289, 435  
 guérilla, tactiques de ..... 101, 112, 113, 135, 276,  
 294, 317, 376, 456, 492, 498  
 éco-guérilla ..... 456, 498  
*guerrilla theatre* ..... 101, 294  
 guerre froide ..... 27, 41, 42, 59, 65, 75, 167, 169,  
 309, 350, 491  
 Guevara, Che ..... 104, 135

## H

Haeckel, Ernst ..... 441  
 Hall, Stuart ..... 46, 49, 221  
 Hamer, Fannie Lou ..... 279  
*happenings* ..... 94, 95, 474  
 Harrison, Ruth ..... 466  
 Hart, Judith ..... 274  
 Heath, Edward.. 32, 140, 145, 147, 154, 159, 184,  
 188, 191, 207, 338, 431, 432, 438, 494  
 hiver du mécontentement ..... 202, 437

Ho Chi Minh..... 89, 100  
Hobbs, May..... 293  
Hoefflerle, Caroline..... 23, 33  
Hoggart, Richard ..... 161  
Holy Loch, base de sous-marins nucléaires  
américains..... 63, 69, 74, 402, 484  
*Home Rule* ..... 395, 403  
*Homosexual Law Reform Society*..... 313  
Horsfall, Allan..... 315  
Hume, John..... 354, 373  
*Hunt Saboteurs Association*..... 457, 472  
Huxley, Julian..... 443, 448, 474

## I

*Imperial Chemical Industries*..... 462  
*In Place of Strife* ..... 144, 185  
incident du Golfe du Tonkin..... 80, 375  
*Indian National Congress*..... 217, 218, 228  
*Indian Workers' Association*..... 211  
*Industrial Relations Act (1971)* ..... 145, 186, 188,  
193, 199, 337  
Inglehart, Ronald..... 21  
*Institute for Workers Control*... 170, 184, 195, 409  
insurrection hongroise (1956)..... 119, 167, 493  
*International Days of Protest (1965)*..... 90  
*International Marxist Group* ... 153, 155, 170, 243,  
261, 277, 300, 425  
*International Socialism* (publication) ..... 169, 181  
*International Socialists*... 153, 169, 182, 194, 243,  
246, 293, 300, 376  
*International Times, the*. 111, 116, 268, 290, 321,  
376, 442  
*International Whaling Commission* ..... 475  
*Irish Civil Rights Solidarity Campaign* ..... 376  
*Irish Democrat, the*..... 345, 361, 375, 393, 417  
*Irish Solidarity Campaign* ..... 376, 377  
*Irish Students' CND*..... 357  
Isaacs, George..... 164  
Iwan, Dafydd..... 426

## J

Jack, James..... 428  
Jameson, Fredric ..... 22  
Jasper, James ..... 20  
Jean XXIII ..... 346  
Jenkins, Roy ..... 314  
Jerman, Betty..... 264  
Jeunes gardes socialistes de Belgique ..... 91  
Johns, Edward..... 198  
Johnson, Lyndon B..... 80  
Jones, Claudia..... 217, 221, 245

## K

Kaprow, Allan..... 94  
Kaunda, Kenneth..... 52, 218  
*Keep Left*..... 168, 169, 414  
Kerr, Clark..... 131  
Khor, Leopold..... 472  
Khrouchtchev, Nikita..... 46  
King, Martin Luther.. 66, 126, 218, 221, 223, 226,  
362  
Kinnock, Neil ..... 433  
Kinsey, Alfred..... 311, 312  
*kiss-in* ..... 332, 492

## L

Labouchere, amendement..... 307, 312  
*Labour Party Young Socialists* ..... 168, 169  
Lalonde, Brice ..... 460  
Lambrakis, Grigoris..... 70  
*Laws in Wales Acts (1536, 1543)*..... 394, 406  
*League of Empire Loyalists*..... 243  
*Leeds Revolutionary Feminist Group*..... 298  
Lemass, Sean ..... 349, 350  
Lent, Adam ..... 33, 79  
*Lesbian and Gay Switchboard* ..... 337  
*Lesbians against Inhumane Research*..... 470  
Lessing, Doris..... 274  
l'évitation du Pentagone (1967) ..... 95  
Lewis, Saunders..... 406, 420

- Lewisham, bataille de..... 246, 299
- Liaison Committee for the Defence of Trade Unions*..... 172
- Lindsay, Isobel..... 402
- Liverpool Corporation*..... 411, 417
- Lloyd George, David..... 410
- Lloyd George, Megan..... 410
- lobbying*..... 86, 127, 139, 313
- Lodge Cabot, Henry..... 97
- London College of Fashion and Clothing Technology*..... 458
- London Icebreakers* ..... 337
- London School of Economics*. 44, 91, 97, 100, 102, 109, 110, 116, 117, 121, 123, 124, 125, 127, 128, 130, 132, 134, 136, 137, 138, 143, 146, 147, 151, 157, 182, 224, 266, 290, 317, 318, 321, 325, 328, 336
- London Squatters Campaign* ..... 197
- Lord Crowther ..... 431
- Lord Kilbrandon..... 431
- Lord Mountbatten..... 389
- Lord Wilberforce ..... 191
- Lucas Aerospace* ..... 177, 464
- Lutuli, Albert ..... 124
- M**
- Mac a'Ghobhainn, Seumas..... 423
- MacAlpine, Tom ..... 408
- Maccoby, Eleanor..... 270
- MacCormick, John..... 396, 405
- MacDiarmid, Hugh..... 396
- MacLean, Donald..... 309
- MacLean, John..... 309, 416, 425
- Macmillan, Harold... 42, 48, 59, 72, 117, 123, 164, 216, 402
- mai 1968... 19, 115, 141, 142, 158, 181, 182, 183, 192, 197, 207, 243, 346, 371, 372, 417, 493
- Malcolm X..... 224
- Mangrove Nine* ..... 241
- March of Shame (1967)* ..... 96
- marche  
de Belfat à Derry-Londonderry ..... 370  
de Coalisland à Dungannon..... 362  
de Pâques de Londres à Aldermaston.. 56, 57, 58, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 68, 70, 73, 85, 103, 121, 174, 175, 221, 357, 402, 453, 483, 502  
pour la paix de San Francisco à Moscou 64, 66  
pour le droit à l'emploi ..... 194  
sur Washington pour l'emploi et la liberté ..... 66, 125, 221, 226, 502
- marche de Pâques de Londres à Aldermaston 56, 57, 58, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 68, 70, 73, 85, 103, 121, 174, 175, 221, 357, 402, 453, 483, 502
- marche pour la paix de San Francisco à Moscou ..... 64, 66
- marche sur Washington pour l'emploi et la liberté..... 66, 125, 221, 226, 502
- Martin, Kingsley..... 55
- Marwick, Arthur..... 23, 33, 107, 115, 118, 501
- Mason, Roy..... 389
- McAdam, Doug ..... 25, 27, 39, 259
- McCann, Eamonn..... 356, 369
- McCarthy, Joseph..... 217, 309
- McCluskey, Patricia..... 360
- McIntosh, Mary ..... 326, 335
- McKeown, Ciaran..... 385
- Mellors, Bob..... 316
- Michael X..... 225, 240, 242
- Mildenhall, base aérienne américaine ..... 52
- Miles, Gareth ..... 412
- Milkwood Tavern* ..... 228, 230
- Mills, C. Wright..... 47, 120
- Miss America, concours (1968) ..... 278, 283, 284
- Miss Monde, concours (1969) ..... 279, 284, 328
- Mitchell, Adrian..... 94
- Mitchell, Juliet..... 269, 276, 277
- Montgomery Plating* ..... 146
- Morgan, Robin..... 284
- Morris, Olive..... 297
- Morris, William ..... 402
- Morrison, Sybil ..... 274
- Mosley, Oswald ..... 215, 243, 246

Mountbatten-Windsor, Charles .....	418
<i>Movement for Colonial Freedom</i> .45, 98, 212, 221, 231, 233, 359	
<i>Mudiad Amddiffyn Cymru (Movement for the Defence of Wales)</i> .....	418, 419
Muirhead, Roland.....	402
Murdoch Iris .....	274
Muste, A. J.....	81
<i>Muther Grumble</i> .....	442

## N

<i>National Association for the Advancement of Coloured People</i> .....	223
<i>National Association of Local Government Officers</i> .....	199
<i>National Black Women's Conference</i> .....	256
<i>National Coal Board</i> .....	445, 447
<i>National Committee for a Sane Nuclear Policy (SANE)</i> .....	67
<i>National Front</i> .....	243, 245, 246, 249, 250, 253, 254, 299
<i>National Housewives' Register</i> .....	264
<i>National Joint Action Committee for Women's Equal Rights</i> .....	282
<i>National League of the Blind</i> .....	57
<i>National Liberation Front (for South Vietnam)</i> 98, 99, 100, 103, 104, 147, 179, 181, 276, 317, 375, 376, 458, 492	
<i>National Organization of Women</i> .....	285
<i>National Packaging Day</i> .....	476
<i>National Parks and Access to the Countryside Act (1949)</i> .....	443
<i>National Party of Scotland</i> .....	396, 405
<i>National Smoke Abatement Society</i> .....	445
<i>National Union of Mineworkers</i> .....	146, 188, 189
<i>National Union of Public Employees</i> .....	199, 203
<i>National Union of Seamen</i> .....	177
<i>National Union of Students</i> .....	133, 134, 136, 139, 148, 149, 150, 154, 156, 159, 179, 458, 460
<i>National Union of Teachers</i> .....	199
<i>Nature Conservancy</i> .....	443, 458, 474
Neave, Airey .....	389

négociation collective libre .....	164
Nehru, Jawarhalal.....	218
Newens, Arthur Stanley.....	44
<i>Newsletter, the</i> .....	166, 168
Newton, Huey.....	237, 325
Nguyen, Thi Binh.....	277
Nicholson, Edward Max.....	474
Niemoller, Martin .....	62
Nkrumah, Kwame.....	52, 63, 219, 220
<i>North Western Homosexual Law Reform Committee</i> .....	316
<i>Northern Civil Rights Association</i> ....	360, 362, 364, 366, 369, 373
<i>Northern Ireland Committee of the Irish Congress of Trade Unions</i> .....	365
<i>Northern Ireland Labour Party</i> .....	364
Nouvelle Gauche .....	46, 56, 65, 99, 102, 104, 110, 120, 134, 143, 151, 157, 161, 167, 182, 195, 280, 285, 290, 295, 296, 304, 305, 336, 369, 447, 491, 493
Nuttall, Jeff.....	50
Nyerere, Julius .....	52

## O

Oakley, Anne.....	278
occupation.....	19, 28, 58, 102, 109, 123, 130, 131, 135, 140, 144, 148, 150, 153, 156, 182, 183, 189, 191, 197, 200, 214, 240, 244, 248, 294, 318, 372, 379, 413, 421, 422, 470, 481, 493
offensive du Têt (1968).....	104, 276
Oglesby, Carl.....	89, 93
<i>Operation Gandhi</i> .....	52, 53, 54, 69
<i>Operation Guinness</i> .....	230
<i>Operation Hades</i> .....	455
<i>Operation Rolling Thunder</i> .....	85
<i>Operation Rupert</i> .....	333
ordre d'Orange.....	348
<i>Organisation of Women of Asian and African Descent</i> .....	256
<i>Oxford Vietnam Committee</i> .....	92, 93
<i>Oz</i> 155, 333	

**P**

Paisley, Ian..... 340, 348, 350, 351, 363, 369, 370,  
382, 386, 389

*Pakistani Workers' Association*.....211

Parker, Mack Charles.....216

Parks, Rosa.....279

Parti communiste britannique..... 46, 167, 172

Parti conservateur..... 232, 431, 482

Parti travailliste..... 55, 72, 81, 84, 87, 91, 95, 98,  
128, 162, 163, 167, 168, 169, 171, 173, 176,  
178, 187, 201, 232, 233, 249, 339, 409, 418,  
426, 429, 432

*Peace News*...30, 31, 40, 42, 45, 52, 54, 57, 61, 65,  
67, 69, 75, 76, 80, 84, 104, 116, 162, 175,  
209, 221, 223, 261, 270, 273, 275, 280, 287,  
291, 297, 308, 345, 393, 442

*Peace People* .....385, 386, 388, 391

*Peace Pledge Union*..... 45, 51, 53, 271

Peach, Blair .....252

*People's Democracy* 369, 370, 371, 372, 373, 376,  
380

*phone-in*..... 474, 485, 492

*Plaid Cymru (Party of Wales)*. 396, 398, 400, 401,  
403, 404, 406, 408, 409, 411, 415, 417, 420,  
426, 428, 440

*Plessey*.....148

Porton Down, centre de recherche e  
microbiologie ..... 53, 75

Powell, Enoch..... 235, 242, 243, 253, 267, 326

Première Guerre mondiale .....271

*Prevention of Terrorism Act (1974)*.....387

Priestley, J. B.....55, 94, 121, 313

programme nucléaire  
Polaris..... 69, 72, 357, 402, 483  
Trident..... 483, 484

**R**

*Race Relations Act (1965, 1968, 1976)*..233, 242,  
251, 360

Rachman, Peter .....212

*Racial Adjustment Action Society*.....225

*Racial Preservation Society*..... 243

*Radical Student Alliance*.....134, 136, 137

Randle, Michael..... 63, 221

rapport Beveridge (1942).....48

rapport Robbins (1963)..... 116, 152

*Reclaim the Night*..... 298

recyclage..... 475, 476

*Red Mole, the* .....170, 379, 425

*Red Weekly*..... 154, 171

Redgrave, Vanessa ..... 274

Reid, James (Jimmy) ..... 148, 192

*Resurgence* .....441, 452, 471

révolution sexuelle .....265, 268, 314, 328, 496

*Revolutionary Socialist Student Federation* .... 134,  
300

Rexroth, Kenneth..... 120

Reynolds, Earle.....68

*Rio Tinto-Zinc* ..... 471

*Rivers (Prevention of Pollution) Act (1951)*.... 444

Robert Owen ..... 408

Robertson, John..... 433

*Rock Against Racism* .....245, 254, 299, 495

*Rock Against Sexism*..... 299, 495

*Rolls Royce*..... 181

Rook, Jean..... 301

Roosevelt, Franklin Delano..... 400

Rostow, Walt W..... 89, 103

Rozsak, Theodore..... 66, 221, 275

Rowbotham, Sheila..... 32, 274, 278, 288

*Royal Society for the Prevention of Cruelty to  
Animals*..... 446

Rucht, Dieter .....25

Ruislip, quartier-général des forces aériennes  
américaines.....85

Russell, Bertrand. 56, 81, 87, 89, 90, 98, 177, 313

Rustin, Bayard....52, 62, 65, 66, 67, 221, 223, 502

**S**

*Sahara Protest Team* .....63

Saltley, bataille de ..... 190

Sandbrook, Dominic..... 31, 115

Sandys, Duncan .....54

<i>Sappho</i> .....	336
Sartre, Jean-Paul.....	90
satyagraha, non-violence gandhienne..	51, 52, 56, 77, 121, 217, 218, 226, 491
<i>Save Stansted Group</i> .....	452
<i>Save the Whale</i> , campagne .....	474
Saville, John.....	46
Savio, Mario.....	132
Scanlon, Hugh.....	166
Scargill, Arthur.....	189
Schumacher, Ernst Friedrich.....	447, 472
<i>Schweppes</i> .....	475
<i>Scottish Campaign to Resist the Atomic Menace</i> .....	480, 481
<i>Scottish Daily Express, the</i> .....	427
<i>Scottish Daily News, the</i> .....	428
<i>Scottish Home Rule Association</i> .....	395
<i>Scottish National Party</i> ... 396, 400, 402, 405, 408, 410, 412, 415, 417, 418, 420, 425, 426, 427, 430, 434, 438, 440, 481	
<i>Scottish Party</i> .....	396
<i>Scottish Republican Army</i> .....	419
<i>Scottish Trades Union Congress</i> .....	428
Seale, Bobby.....	237
Seconde Guerre mondiale.....	41, 44, 51, 163, 197, 210, 211, 261, 263, 268, 271, 309, 397, 401, 442, 491
sensibilisation, groupes de .....	286, 304, 327, 495
<i>Separate University Education Bill of 1957</i> (Afrique du Sud).....	122
services publics.....	152, 199, 201, 202, 205, 208, 222, 385, 397, 494
<i>Sexual Offences Act (1967)</i> .....	314
Sharp, Gene.....	67
Sharpeville, massacre de.....	123, 228
<i>Shrew</i> .....	261, 269, 276, 285, 292
Sillars, James (Jim).....	433
Sinclair, Elizabeth.....	364, 366
Singer, Peter.....	467
<i>sit-in</i> ..	28, 52, 58, 61, 74, 121, 125, 130, 131, 135, 140, 183, 228, 229, 230, 243, 245, 252, 322, 329, 335, 355, 358, 369, 403, 404, 407, 421, 424, 452, 477, 491, 500
Sivanandan, Ambalavaner.....	211
Smith, Ian.....	128, 132, 236
Snow, David.....	26
Soares, Tony .....	111
<i>Socialist Challenge</i> .....	171
<i>Socialist Labour League</i> .....	168, 169, 171
<i>Socialist Review Group</i> .....	169
<i>Socialist Society (Soc-Soc)</i> .....	128, 318
<i>Socialist Woman</i> .....	261, 277, 293
<i>Socialist Workers Party</i> .....	170, 246, 481
<i>Society for the Protection of Unborn Children</i> ..	294
Soper, Donald.....	45, 53, 121, 313
<i>South African Indian Congress</i> .....	217
Spalding, Violet.....	468
<i>Spare Rib</i> .....	261, 267, 291, 292, 298, 301, 468
spécisme .....	467, 468, 485
Sputnik.....	43
<i>squat</i> .....	197, 296
<i>Sruth</i> .....	393, 397, 417
Steele, Harold.....	54, 67, 453
Steele, Sheila.....	54, 453
Stephenson, Paul.....	226
Stewart, Michael.....	97, 103, 132
<i>Stonewall Inn</i> .....	321
Straw, Jack.....	136, 149
<i>Student for a Democratic Society</i> .....	89, 91, 92, 93
<i>Student Non-Violent Co-ordinating Committee</i> .....	126, 131, 233, 239, 279
<i>Student Power</i> .....	129, 131, 184
suffragettes.....	271, 305
Summerskill, Edith.....	274
Sunningdale, accord de (1973).....	384
suremballage.....	476
<i>Survival Society</i> .....	476
Swaffham, base de missiles nucléaires	61, 69, 71, 121

## T

<i>Taff Project Group</i> .....	459
Tansley, Arthur.....	443, 448

Tarrow, Sidney ..... 24, 28  
 Tartan Army ..... 419  
 teach-in ..... 96, 109, 127, 128, 129, 138, 141, 143,  
 317, 320, 374, 492  
 Teddy Boys ..... 49, 214  
 Thatcher, Margaret ..... 23, 32, 147, 151, 154, 158,  
 159, 188, 205, 206, 253, 255, 302, 303, 341,  
 389, 438, 482, 499  
 think-in ..... 320, 322, 492  
 Thompson, E. P. .... 46, 161, 167  
 Tilly, Charles ..... 26  
 Times, the ..... 40, 50, 58, 59, 74, 106, 129, 136, 289,  
 313, 435, 445, 484  
 Torrey Canyon, naufrage du pétrolier (1967) 446  
 Touraine, Alain ..... 21  
 Trades Disputes and Trade Unions Act (1927) 164  
 Trades Union Congress ..... 110, 149, 164, 177, 186,  
 199, 201, 202, 247, 249, 262, 295, 338, 429,  
 463  
 Traité d'interdiction partielle des essais  
 nucléaires (1963) ..... 76, 77  
 Transport and General Workers' Union .. 163, 172,  
 247  
 Tribunal international des crimes de guerre  
 (1967) ..... 90  
 Triumph ..... 148  
 Trocchi, Alexander ..... 94  
 Troops Out Movement ..... 381  
 Tufnell Park Group ..... 275  
 turbans, campagne des ..... 230  
 Turing, Alan ..... 311

## U

Ulster Defence Association ..... 383  
 Ulster Liberal Party ..... 360  
 Ulster Protestant Volunteers ..... 352  
 Ulster Unionist Party ..... 348, 353, 365, 384  
 Ulster Vanguard ..... 383  
 Ulster Volunteer Force ..... 352, 361  
 Union Movement ..... 215  
 Union News/Leeds Student ..... 116, 132, 291

Union of Construction Allied Trades and  
 Technicians ..... 464  
 United Carbon Black ..... 461  
 Universal Coloured People's Association ..... 236  
 Upper Clyde Shipbuilders 148, 192, 200, 425, 427,  
 428, 440  
 Urdd Gobaith Cymru (Welsh League of Hope) . 395

## V

veillée atomique ..... 68  
 Verwoerd, Hendrik ..... 123  
 Vietnam Moratorium (1969) ..... 107  
 Vietnam Solidarity Campaign 80, 98, 99, 103, 106,  
 107, 111, 171, 181, 240, 275, 316, 376, 492  
 Vietnamisation, politique de ..... 108  
 Voice of Women ..... 272

## W

Wages for Housework Committee ..... 265  
 Walter, Aubrey ..... 316, 318, 321  
 Watson, Alex ..... 356  
 We Shall Overcome ..... 93, 225, 362  
 Week, the ..... 170  
 Welfare State ..... 164, 206, 353, 397, 443, 499  
 West Indian Development Council ..... 226  
 West Indian Gazette, the ..... 30, 210, 217, 220, 221  
 Whisky-A-Go-Go ..... 125  
 White Defence League ..... 215  
 Whitehouse, Mary ..... 326, 332, 339  
 Whole Earth Catalog ..... 460  
 Wilde, Oscar ..... 308  
 Wilkinson, Ellen ..... 48  
 Williams, Elizabeth (Betty) ..... 385  
 Wilson, Elizabeth ..... 326  
 Wilson, Harold ..... 32, 72, 81, 83, 85, 96, 103, 112,  
 117, 132, 139, 144, 151, 159, 177, 181, 187,  
 207, 226, 232, 314, 326, 350, 360, 400, 409,  
 431, 433, 446  
 Wilson, Woodrow ..... 400  
 Windrush, navire ..... 210  
 Winnicott, Donald Woods ..... 269

Winslow, Barbara.....	278
Wolfe, William (Billy) .....	408, 412, 426, 427
Wolfenden, rapport (1957).....	312, 313
<i>Women Against Nukes</i> .....	470
<i>Women Against Racism and Fascism</i> .....	299
<i>Women Against the Bomb</i> .....	272
<i>Women's Liberation Workshop</i> .....	286, 287, 292, 293
<i>Women's Strike for Peace</i> .....	273, 275
Wood, Wendy .....	431
<i>Workers Revolutionary Party</i> .....	169
<i>work-in</i> .....	192, 200, 425, 426, 492, 494
<i>Working Women's Charter</i> .....	330
<i>World Wildlife Fund</i> .....	474

## Y

<i>Young Guard</i> .....	169
<i>Young Liberals</i> .....	477
<i>Young Socialists</i> ..	91, 99, 168, 173, 178, 179, 181, 194, 368, 369, 414
Young, Nigel.....	115, 315
<i>Youth Communist League</i> .....	92

## Z

<i>Zambia National Congress</i> .....	218
Zedong, Mao.....	287

## **Diffusion et évolution des mouvements sociaux dans les longues années soixante au Royaume-Uni : 1956-1979**

### **Résumé**

Au cours de la période des longues années soixante, le Royaume-Uni fut traversé par un cycle de contestation lors duquel différents groupes de militants firent valoir un large éventail de revendications. Un certain nombre de similarités peut être observé dans leurs idéologies, leurs tactiques et leurs symboles, comme par exemple leur volonté de lutter pour leur « libération » de « l'oppression » impérialiste, paternaliste, raciste, sexiste, homophobe ou même de délivrer les animaux de la domination humaine. Ces similitudes suscitent logiquement de nombreuses questions, notamment les suivantes : comment expliquer ces parallèles ? Quels sont les liens qui ont rendu possible la diffusion de ces éléments ? Dans quelle mesure la diffusion a-t-elle contribué à l'évolution de la contestation dans les longues années soixante au Royaume-Uni ? Afin d'y répondre, cette thèse s'efforcera d'analyser séparément les différents mouvements sociaux de la période, en accordant une importance particulière à leurs interactions et à leurs rôles au sein du cycle. En fournissant un modèle aux groupes de militants qui l'adaptent ensuite à leur propre cause, les processus de diffusion viennent nourrir et amplifier la dynamique protestataire. Il ne s'agit donc pas d'un simple phénomène de mimétisme, mais d'un procédé créatif témoignant d'activités complexes de construction du sens. Le choix de la source d'inspiration est également très significatif, d'autant plus que celle-ci peut se situer dans un autre pays ou une autre époque. Ainsi, il conviendra de démontrer que la diffusion peut opérer de manière diachronique au sein d'un même territoire, comme de manière synchronique lorsque les militants jettent leur dévolu sur un mouvement aux revendications différentes ou ayant lieu à l'étranger.

Mots-clés : diffusion, longues années soixante, Royaume-Uni, cycle de contestation, mouvement sociaux, cadre d'action collective, répertoire d'action collective.

### ***Diffusion and evolution of social movements during the Long Sixties in the United Kingdom: 1956-1979***

#### ***Abstract***

*During the Long Sixties, the United Kingdom witnessed the rise of a protest cycle allowing various groups of activists to press for a wide array of claims. A number of similarities can be observed in their ideologies, tactics and symbols, such as their willingness to fight for their "liberation" from "oppression", be it imperialist, paternalistic, racist, sexist, homophobic or even to free animals from human domination. These analogies raise a number of questions, notably: how can these parallels be explained? What are the links that enabled the diffusion of these elements? To what extent did diffusion processes contribute to the evolution of protest during the Long Sixties in the United Kingdom? To answer these questions, this thesis will analyse the social movements of the period separately, whilst paying particular attention to their interactions with one another and their role within the protest cycle. By providing other groups of activists with a model that they can adapt to their own cause, diffusion processes can swell and escalate the dynamics of contention. Hence, they differ from pure mimicry; they show how meaning is carefully constructed through creative adaptations. The choice of a particular source of inspiration is also very significant, especially when it can be traced back to another era or country. Therefore, it will be demonstrated that diffusion can occur both diachronically within national boundaries or synchronically between movements making different claims or taking place in a different country.*

Keywords: *diffusion, long sixties, United Kingdom, cycle of protest, social movements, collective action frame, repertoire of contention.*